

Aix-Marseille Université
Ecole doctorale 355 « Espaces, Cultures, Sociétés »
Section CNU 23 – Géographie Physique, Humaine,
Economique et Régionales

Habilitation à Diriger des Recherches

PARCOURS DE TERRITOIRE

La géographie à l'épreuve des Andes



Hubert Mazurek

Marseille, 18 juin 2012

Aix-Marseille Université
Ecole Doctorale 355 « Espaces, Cultures, Sociétés »
Section CNU 23 – Géographie Physique, Humaine,
Economique et Régionales

Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches
Arrêté Ministériel du 23 novembre 1988
Modifié le 13 février 1992

PARCOURS DE TERRITOIRE

La géographie à l'épreuve des Andes

Présenté et soutenu publiquement par :

Hubert Mazurek

Chargé de Recherches
IRD

UMR151 – Université de Provence, Laboratoire « Population, Environnement, Développement »

Aix en Provence, le 18 juin 2012

Devant les membres du jury :

Bernard Debarbieux	Professeur, Université de Genève, Suisse (Président)
Elisabeth Dorier	Professeur, Aix Marseille Université (Tuteur)
Jean Paul Ferrier	Professeur émérite, Aix Marseille Université (Rapporteur)
Denis Retailé	Professeur, Université de Bordeaux III (Rapporteur)
Geneviève Cortés	Maître de Conférence–HDR, Université de Montpellier III (Rapporteur)
Jean Baptiste Meyer	Directeur de Recherche HDR, IRD
Raúl Prada	Professeur, Université Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie
Jean-Marie Guillon	Professeur, Aix Marseille Université (Pré rapporteur, hors jury)

Remerciements

Voilà une tâche bien compliquée. Cela remonte à loin.

A mes parents bien sûr, qui n'ont jamais trop bien compris ce que je faisais.

Au CEPE (Centre d'Ecologie et de Phytosociologie, à l'époque Louis Emberger, aujourd'hui CEFÉ), contexte dans lequel j'ai fait ma thèse, sous la direction de Michel Godron, qui m'a fait comprendre de nombreuses choses même si les relations étaient plus que tendues. Et bien sûr toute l'équipe de l'époque, François Romane, Daniel Schvester, José, Jean-Louis, Serge, Bernard, Geneviève, Nicole, Jacques, Paul, Max, etc., je ne peux pas tous les citer, mais ils se reconnaîtront.

Le Parc National des Ecrins, où j'ai pris mes premières armes de chercheur, Olivier Dollfus, Jean Pierre Dalmas, Claude Torossian et encore beaucoup d'autres.

A ce bouillon de culture de la MGM (Maison de la Géographie de Montpellier), dont les germes ont éclatés aux quatre coins du monde ; avec une salutation particulière à Roger Brunet, qui avait la spécialité d'irradier, au sens propre comme figuré ; et un hommage spécial à Jean Luc Bonnefoy, compagnon de travail et des nuits montpelliéraines. Thérèse aussi ; Mounir bien sûr (et la petite !), Marie Thérèse, Christian, Alain, Joëlle, Nicole, Monique, j'arrête, j'en oublierai forcément.

Pierre Gondard et ma découverte des Andes ; beaucoup de l'ORSTOM, le trop regretté Marc Gastellu, Jean, René, Evelyne, Thierry, etc. et les collègues et amis péruviens, colombiens, équatoriens, chiliens, boliviens, vénézuéliens, la liste serait trop longue.

Le CIAT et la fougue de sa jeunesse ; Jacqueline, Nathalie, Grégoire, Rogelio, Jaime, Ovidio, Vicente, Carlos, etc. et les nombreux colombiens de Manizales, Cali, ou Bogotá.

Toute la Bolivie, pour son accueil, au CODEPO qui fut notre collaborateur principal (René Pereira, Jaime Montaña et Sandra Garfias), avec une spéciale attention au personnel de la mairie de Calamarca, de Potosi, aux *campesinos* de Pojo (et à Juan Cuentas), du Pando, de la préfecture de Santa Cruz, Patricia, Carlos, Oscar, etc., des ministères (Mauricio Steverlynck et bien d'autres), aux nombreux universitaires qui sont devenus des amis, Yvonne Farah, Mario Baudoin, Manuel de la Fuente, et tant d'autres qu'il est impossible de les nommer toutes et tous, sauf l'inséparable et l'ineffable Ismael Gonzales. Godofredo Sandoval du PIEB qui fut à l'origine d'un livre qui a fait le tour des Amériques.

Mes nombreux étudiants qui ont été mes cobayes dans ce travail, qui ont souffert de territoire, et m'ont fait souffrir aussi d'occidentalisme, Jaime, Clemente et Virginia en particulier.

Le LPED, d'hier et d'aujourd'hui, pêle-mêle, tous, chercheurs, enseignants, secrétaires, stagiaires, avec une mention spéciale à Hervé Domenach, pour sa confiance, Richard Lalou pour avoir multiplié cette confiance, Louis Arreghini le compagnon de toujours, Elisabeth Dorier pour son dynamisme, ses nombreuses critiques toujours constructives et son soutien inestimable dans ce travail ; et toutes et tous, là aussi plusieurs pages...

Merci aux membres du jury pour s'intéresser à ce travail et m'avoir, au travers de leurs travaux donner un cadre de références et d'ineffables critiques. Une mention spéciale à Raúl Prada, pour avoir crû au montage du premier Master en Géographie de Bolivie, un « croyant » du territoire, même si les confusions et les utopies persistent,...

Mes familles, enfants, neveux, nièces, aujourd'hui dispersés de Tahiti à Río, Pordenone et Nœux les Mines

Le bouquet final pour Debra, mon épouse, andine, quechua, sociologue et toujours jeune communiste, ...

"...On connaît le triste sort des nations dites sans territoire. Mais celles-ci sont-elles pour autant dépourvues de frontières ? La juxtaposition sans osmose de sociétés enracinées dans leur territoire et de sociétés éparpillées ne souligne-t-elle pas que le monde sédentaire impose aux voisins de passage des frontières sociales, économiques, anthropologiques, culturelles ? D'autres diront que les gens du voyage emportent dans leurs maigres bagages leurs frontières communautaires qui délimitent, à chaque étape, d'éphémères territoires..."

Henri Dorion, géographe

Préambule

En 2006, j'animais un séminaire de Master pour des étudiants du PIEB¹ de Bolivie dans lequel je présentais les concepts fondamentaux de la géographie : l'Espace et le Territoire. Les références, évidemment, comme nous le verrons dans la suite du texte, furent explicites à la pensée occidentale, en particulier à de grands géographes comme Milton Santon, Roger Brunet, Paul Claval, Guy Di Méo, etc. Dans la salle, je voyais des mouvements d'impatience. Il est vrai qu'expliquer ce qu'est un territoire à de jeunes Aymara² en pleines revendications pour la défense de leurs droits était un défi personnel et aussi celui des organisateurs. Se lève alors Simon Yampara, aujourd'hui un des dirigeants du mouvement Katariste en Bolivie, qui me dit à peu près ceci: *« ce que vous nous racontez là, professeur, est très intéressant mais c'est une vision totalement occidentale du Territoire ; vous, les Occidentaux, venez avec vos théories et votre rationalisme que vous essayez de nous imposer alors que notre cosmovision est totalement différente. Terre – Territoire est, pour l'Aymara, une vision intégrale de la vie, qui comprend les quatre directions, les quatre éléments, l'espace, le ciel, le sol et le sous-sol, la vie physique, spirituelle et sociale, en harmonie avec la Pachamama, c'est-à-dire en harmonie avec la nature. La science occidentale est incapable de traduire cela. »*

Cette réflexion, dont nous avons ensuite débattu, soulevait plusieurs questions fondamentales sur la nature de la science, la nature de la transmission de notre savoir, et surtout, comme géographe, sur la validité universelle de nos concepts, cette validité nécessaire à la construction d'une discipline et d'une théorie.

Le PIEB me demanda alors d'écrire un petit livre sur ces concepts³ ; je relus alors Georges, Santos, Brunet, Bonnemaïson, Claval, di Méo, Lévy, Bailly, Ferrier, Berque, Benko, Sautter, Ibn Khaldun, et beaucoup d'autres et je commençais à chercher ce qui faisait l'unité du concept d'Espace et de Territoire.

Puis ce livre fit le tour des Amériques ; en est sortie ensuite une seconde édition...

Alors, je me suis penché sur les philosophes, sur mes travaux de terrain auprès des populations indigènes, sur les Mapuche, les Aymara, Quechua, Guarani, Guayaro, et d'autres peuplades qui amarrent leur mode de vie à une certaine conception du territoire ; sur les processus - mobilité, vulnérabilité, gouvernance, etc. - qui fondent les dynamiques des territoires.

Je me suis par conséquent attaché à répondre aux questions qui m'étaient posées lors de ce séminaire, et c'est l'objet de ce document, sorte de synthèse de 14 ans de cours, travaux de terrains, entrevues, prises de notes et lectures, comme un défi pour prouver l'universalité de concepts qui, selon moi, fondent la théorie géographique du social.

L'idée n'est donc pas de faire une géographie des Andes mais plutôt un travail de réflexion sur la confrontation entre certains concepts de la géographie et mon expérience dans les Andes, d'où le titre : une certaine mise à l'épreuve de ma discipline face à un terrain.

1 PIEB : Programme de Recherches Stratégiques de Bolivie: <http://www.pieb.org>

2 Aymara : ethnie originaire du pourtour du lac Titicaca, dont la distribution géographique couvre la Bolivie, le Chili et le Pérou.

3 Espacio y Territorio. Instrumentos metodológicos de investigación social. 2006, 2011, La Paz: PIEB, IRD. 206 p.

Pour entamer cette réflexion, il est nécessaire de comprendre le parcours qui m'a mené à la géographie, aux Andes, et aux expériences qui m'ont confronté à d'autres visions de ma discipline.

J'ai effectué mon doctorat en écologie à une période de mutation des conceptions de cette discipline. Nous passons de l'ère du descriptif, la phytosociologie, à l'ère du quantitatif et du fonctionnel ; les concepts changeaient et la modélisation devenait possible grâce à l'apparition des ordinateurs. Cette mutation des années 1970⁴ s'est opérée dans presque toutes les disciplines ; on la retrouvera en géographie avec l'essor de la géographie quantitative de l'école anglo-saxonne, mais aussi avec l'apparition de concepts plus affirmés dans les sciences sociales comme espace, territoire ou acteur (voir les analyses de Claval, 1984; Harvey, 1984). En écologie, nous sortions d'une grande période de déterminisme bioclimatique, qui essayait d'expliquer le stade du climax⁵, pour entrer dans des explications fonctionnelles de l'écosystème, de la niche écologique et de la biodiversité. De ce glissement surgit une troisième composante qui fut l'écologie évolutive, où la biologie et la génétique vont prendre une place importante (voir Margalef, 1979; Barbault *et al.*, 1980). Aujourd'hui, on insiste sur l'interface « Homme-Milieu », sur la gouvernance des écosystèmes ; un tournant qui montre l'importance d'une prise de conscience de l'interaction entre le social et l'environnement. C'est une convergence interdisciplinaire qui prend ses sources dans cette reconnaissance, depuis les années 1970, du rôle de l'anthropique dans la fabrication des paysages.

Ma contribution principale, par mon travail de doctorat, a porté sur la compréhension des composantes de la diversité, et de leur évolution au cours d'une succession végétale. En prenant pour terrain la régénération de peuplements forestiers dans le massif des Maures (Var), l'idée était de comprendre la relation entre la diversité spécifique (des espèces végétales), la diversité structurale (de la structure de la végétation) et la diversité fonctionnelle (des types biologiques). Les trois types de diversité sont en corrélation positive, ce qui signifie que la dynamique de la végétation, qui s'accompagne d'une compétition entre individus et entre espèces, conduit à une complexification des structures et des fonctions. Les « nouvelles » niches écologiques apparaissant au cours de ce processus de complexification sont liées à de nouvelles fonctions, rendues possibles par le changement de contexte lié à la dynamique elle-même. On pourrait presque dire que ces éco-systèmes sont auto-organisés et innovants puisqu'ils sont capables de générer de nouvelles fonctions à partir de leur propre dynamique.

Le parallèle avec les sciences sociales et l'espace serait peut être à ce stade un peu osé, mais ce qui est à prendre en considération c'est la question du changement de paradigme de l'hétérogénéité. Alors qu'auparavant, avec la biogéographie et le climax, nous cherchions des ensembles homogènes, des types de végétation similaires sur de vastes zones biogéographiques, cette mutation des années 1970 nous a permis de comprendre qu'au contraire chaque situation spatiale était différente. La théorie du chaos, elle-même née dans les années 1970, nous confirmera que les perturbations que subissent les systèmes sont multiples et peuvent conduire à des dynamiques diverses. L'hétérogénéité devient le phare de l'explication des dynamiques des écosystèmes ; la diversité en sera la mesure ; elle est encore aujourd'hui le thème principal de beaucoup de recherches : mosaïque, fragmentation, trame verte, corridors, etc. (voir Wiens *et al.*, 2007).

⁴ Paul Claval (1984) la situe entre 1950 et 1970, dans la « nouvelle géographie », résultat de l'interaction entre l'inadéquation des outils traditionnels, la nécessité de rendre prédominant les faits sociaux, l'influence des autres courants des sciences sociales, et l'illusion du quantitativisme.

⁵ Etat d'équilibre de la végétation au stade ultime de son évolution.

Du côté de la géographie, c'est dans l'apport du courant des « tropicalistes », principalement africanistes, comme Jean Gallais, Pierre Gourou, André Lericollais, Paul Pélissier, Gilles Sautter, qu'il faut retrouver une préoccupation pour la diversité des milieux, et des rapports à la société. L'apport des monographies de terroir fut unanimement considéré du fait de la rigueur méthodologique qui les guidait, et même si leur composante était fondamentalement descriptive, ces monographies tentaient d'avoir une compréhension globale des processus (Gallais, 1989). C'est alors l'hétérogénéité qui importe, qui nécessite d'être évaluée dans les faits d'organisation sociale, dans la structuration des systèmes fonciers, dans la relation à la nature et au climat. C'est sans doute pour cette raison que la géographie tropicale africaine s'est surtout intéressée aux grandes échelles⁶, aux terroirs (et non à la région), aux zones rurales et aux sociétés traditionnelles (voir Claval & Sanguin, 1996). C'est sans doute aussi pour cela qu'elle n'a pu résister aux critiques de la « nouvelle » géographie, emprunte de modernisme et colorée d'analyse spatiale quantitative, faute d'avoir suffisamment développé ses champs théoriques.

Les hasards de la vie ont fait que j'ai pu appliquer les principes de diversité appris en écologie dans un terrain bien approprié, celui du Parc National des Ecrins. Nous avons pu recueillir, grâce au travail des gardes moniteurs sur la base d'une méthodologie que nous avons développée, des milliers de localisations d'espèces végétales et animales, que nous avons cartographiées. L'intérêt en était d'une part d'avoir une connaissance de la situation de la faune et de la flore (en particulier protégée) dans l'espace considéré, et d'autre part de pouvoir déterminer des indices de richesse spécifique qui donnerait une valeur à certaines portions de cet espace. Ce travail, réalisé dans le cadre des ZNIEFF⁷ du Muséum National d'Histoire Naturelle, a sans doute marqué mon comportement vis-à-vis de la recherche, et ceci de trois façons : la pratique du dialogue entre disciplines, le travail participatif de terrain, la nécessité de la spatialisation pour comprendre les différences et les similitudes.

D'autres hasards de la vie, de fait une rencontre avec la toute neuve Maison de la Géographie en 1985 à Montpellier, me fit intégrer ce laboratoire. La période (apparition des premiers ordinateurs de bureau, des premières imprimantes couleur, des premiers centres de calcul, etc.) favorisait alors le quantitatif. Ce fut une course vers l'analyse spatiale, l'utilisation de méthodes statistiques, la valorisation graphique des études, tout ceci teinté d'innovation dans tous les domaines, que ce soit technique comme conceptuel. Le structuralisme a eu évidemment⁸ une influence très forte sur ces travaux (Brunet, 1987; 1997). Ces derniers étaient pratiquement tous orientés vers la détermination de structures spatiales construites sur la base de similitudes des paramètres des unités spatiales. Beaucoup d'espaces ont ainsi été passés au peigne fin de la statistique et des données socio-économiques, pour en dégager des chorèmes, des modèles d'organisation, des cartes de synthèse, des atlas. Ce fut une expérience enrichissante, qui correspondait à son époque, du fait de la dynamique qu'elle a su engendrer dans la discipline, générant des débats et des nouvelles écoles, partisans ou résistantes, qui ont essaimé dans beaucoup d'institutions nationales comme internationales. Les publications des années 1990 sont riches, mais n'ont pas su dégager un corpus théorique et conceptuel suffisant pour permettre une durabilité de cette approche. Les limites en sont vite apparues lorsque les géographes se sont mis à se confronter aux terrains, en particulier dans les pays du Sud. Elles sont apparues lorsqu'il a fallu expliquer les nouvelles formes de développement du post-fordisme, qui nécessitaient des études plus fines du comportement des acteurs, et que développa une branche naissante de la

⁶ A la différence de la géographie tropicale Sud Américaine qui s'est très tôt intéressée, avec Pierre Monbeig, aux influences de l'Etat, de l'économie internationale et aux systèmes urbains.

⁷ Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, programme lancé en 1982

⁸ Du fait des conceptions de son directeur, Roger Brunet

géographie économique (Benko & Lipietz, 1992; Auray *et al.*, 1994). L'héritage de la Maison de la Géographie s'est dissout dans les pratiques quotidiennes des géographes, de la DATAR, des universités, des services techniques, des écoles mêmes, ce qui est un signe de sa réussite.

Fort de ce bagage, l'ORSTOM me propose en 1996 de rejoindre les Andes ; une nouvelle expérience qui me permettrait, comme dans le cas du Parc National des Ecrins, de me confronter au terrain. J'y resterai 14 ans, pratiquant tous les pays de la CAN⁹, depuis le Venezuela jusqu'à la Bolivie ; en me focalisant sur le Pérou, la Colombie et la Bolivie.

La première étape de ce parcours fut la participation au programme ORELLANA¹⁰, qui se voulait une application des méthodes de la Maison de la Géographie sur les 5 pays de la CAN. L'idée était de traiter, au moyen des méthodes d'analyse spatiale, et de manière simultanée, les recensements de ces pays pour proposer des bases de construction de politiques de lutte contre la pauvreté. Des atlas furent publiés dans les 5 pays, mais les impacts furent très divers. Au Venezuela et en Equateur, les résultats se diffusèrent dans le monde universitaire ; en Colombie, au contraire, ils furent la base de discussions dans les milieux techniques des ministères ; au Pérou et en Bolivie, ils ne générèrent qu'un intérêt limité, y compris auprès des universitaires. La CAN s'intéressa cependant au processus, car il permettait d'avoir une vision globale des situations sociodémographiques et ainsi de comprendre les grandes structures géographiques, et les mesures nécessaires à leur aménagement. L'expérience devait être répétée avec les recensements des années 2000, mais ne put s'effectuer du fait de l'éclatement de la CAN, de l'instabilité politique et des décalages dans la réalisation de ces recensements, certains pays ne l'ayant d'ailleurs plus réalisé depuis. Nous espérons reprendre cette initiative avec les recensements réalisés ou prévus autour des années 2010. Cependant, l'intérêt de ce travail a été évident dans la compréhension des grandes dynamiques ayant eues lieu dans ces pays, et surtout de l'impact des programmes d'ajustement structurel sur ces dynamiques. Déjà, et surtout, à cette époque, nous étions capables de comprendre ce que la mondialisation avait comme impacts sur les territoires, selon leur niveau ou le potentiel d'intégration dans cette mondialisation, que l'on peut résumer en deux grands ensembles : la mutation de l'agriculture, et l'explosion urbaine. L'agriculture se concentre dans les espaces rapidement et conjoncturellement productifs : les oasis côtiers, les zones de colonisation, les bassins irrigables, etc. ; et les espaces de gestion traditionnelle se marginalisent, provoquant d'importantes mobilités. Ces dernières, accompagnées de politiques centralisatrices, font croître les villes côtières, et surtout la capitale qui compte alors, dans les années 2000, plus d'un tiers de la population nationale. Ces grandes structures, leur organisation et leurs dynamiques sont assez claires au seuil du 3^{ème} millénaire (Gondard & Mazurek, 1999; Couffignal, 2000). Les analyses spatiales sont fondamentales pour cette compréhension. Cependant, il manquait deux éléments à ce dispositif de recherche : d'une part l'explication de ces dynamiques, que nous constatons mais nous n'expliquions qu'imparfaitement, et les solutions pour les modifier, en particulier pour limiter l'accroissement de ces « poches » de pauvreté qui s'accroissent dans les parties montagneuses de ces pays.

Parallèlement à ce programme ORELLANA, nous avons alors commencé, avec Pierre Gondard, chercheur à l'ORSTOM, une analyse du recensement agricole péruvien de 1994, sur le plan de l'analyse spatiale, mais aussi de la vérité terrain. Nous avons parcouru en long et en large les campagnes péruviennes, à la fois pour vérifier ces informations du recensement, et aussi pour se rendre compte de l'adéquation entre cette réalité cartographique de l'analyse spatiale, et la réalité du fonctionnement des sociétés rurales. Deux éléments m'ont alors convaincu de la

⁹ Communauté Andine des Nations

¹⁰ Observatoire des Réseaux, des Espaces dans les Llanos, les Andes et l'Amazonie

nécessité d'une remise en question du rôle de la géographie quantitativiste dans l'explication des phénomènes : tout d'abord la place donnée aux jeux d'échelles, et ensuite l'absence de considération d'un monde entièrement hétérogène.

Il existe une grande confusion entre l'échelle de perception, ou l'échelle d'étude, et l'échelle de l'action. Le changement de l'échelle d'étude, surtout en analyse quantitative, oblige à effectuer des agrégations de données qui « lissent » l'information et la rendent adéquate à des traitements sur des unités spatiales plus grandes. Passer du global, au régional, puis au local, ou inversement, oblige toujours à ce genre de manipulation. De plus, l'analyse statistique se base sur des unités spatiales discrètes, parcelle, commune, province, département, etc. qui ne permettent que rarement des visions intermédiaires. L'échelle de l'action peut être également diverse, mais l'impact de cette action sur le spatial sera toujours locale. Une politique régionale aura des impacts locaux, même si son étendue correspond à la région ; le changement climatique a pour conséquence un accroissement global de la température, mais dont l'impact se situe au niveau local (sécheresse, modification de la flore, etc.). C'est ce décalage entre échelle d'étude et échelle de l'action qui pose problème en géographie. Nous verrons que certains géographes proposent même d'éliminer l'usage de l'échelle.

L'hétérogénéité, quant à elle, est omniprésente ; mais nous l'avons oubliée. Lorsque nous considérons des unités spatiales, nous considérons qu'elles se définissent sur la base d'une certaine homogénéité des facteurs qui les caractérisent. Peu importe, dirais je, la diversité qui peut exister au sein de cette unité. Elle peut être estimée par une variance, mais à laquelle on n'attachera en général que peu d'importance. La commune est homogène, la province devient ensuite homogène, puis le département, puis la nation, etc.

Finalement, le double jeu de l'échelle d'étude et de l'homogénéité des unités fait que les processus sociaux deviennent des tendances statistiques, qui, sur le terrain peuvent devenir incompréhensibles. Dans les Andes, comme nous le verrons dans la suite du document, il est clair que ce double jeu efface la compréhension des phénomènes, basée sur des conceptions de l'espace et du territoire qui ne supportent pas la limite ou l'agrégation. C'est une grande leçon reçue des Andes, qui pose un grand nombre de questions épistémologiques dont on peut dériver un grand nombre de travaux de recherche.

Un autre hasard de la vie me fit rencontrer des chercheurs du CIAT¹¹, et partager des idées, qui se révélèrent communes, sur un domaine que nous avons laissé en suspens dans ORELLANA, celui de la construction des politiques territoriales. La question était simple : comment les concepts et outils du géographe peuvent-ils contribuer à construire des politiques territoriales qui induisent le développement durable ? Pour tenter de répondre à cette question, nous avons construit un programme au sein de l'Institut d'Innovation Rurale du CIAT, autour de la problématique de la concertation territoriale. Nous nous situons dans des espaces particulièrement marginalisés, en Colombie (Puerto Lopez, municipe des Llanos qui subit longtemps la pression de *guerilleros* et paramilitaires), au Pérou (mais l'expérience échoua à cause du départ d'un chercheur), et en Bolivie sur plusieurs terrains. Notre projet se situait à la croisée de trois processus : le désir d'autonomie des territoires indigènes, la nécessité de la décentralisation des institutions de l'Etat, et le renouveau des discours sur le développement local, territorial et endogène. L'hypothèse principale était que la planification territoriale, comme outil de dialogue et de coordination des acteurs, serait à même d'enclencher et de favoriser les conditions du développement local.

¹¹ Centre International d'Agriculture Tropicale, un des centres de recherche des CGIAR, basé à Cali en Colombie

Nous avons alors développé un réseau de partenaires, académiques, institutionnels et issus de la société civile, avec l'objectif de croiser trois approches (théorique, par les acteurs, et par les méthodes et outils de la planification) et trois échelles de planification (nationale, départementale et locale). C'est ainsi qu'en Bolivie nous avons réussi à conformer, durant pratiquement 4 ans, une équipe de réflexion au sein du Ministère du Développement Durable et de la Planification (Direction de la planification territoriale) avec l'objectif de produire une nouvelle législation en relation à la planification territoriale, qui prenne en compte les nouvelles connaissances sur le thème du développement local, les conditions spécifiques du monde indigène, et de nouvelles méthodologies participatives de gouvernance. Cette approche au niveau macro, national, s'est accompagnée de la réalisation de multiples séminaires qui ont essayé de faire discuter ensemble des acteurs politiques, des professionnels et des acteurs locaux, dans le but de trouver un langage commun. Sans nul doute, le séminaire « Territoire et Constituante », organisé en 2005 avec un collègue architecte, Edgar Benavides, fut le plus abouti dans cette réflexion. Il réunissait des candidats aux élections présidentielles de 2005, des professionnels de la planification, publics et privés, et beaucoup d'organisations indigènes des Terres hautes comme des Terres basses. Le dialogue, autour de la perception et de l'utilité du concept de Territoire fut incroyable, tant ces trois ensembles ne se comprenaient pas. Mais la publication des actes (Benavides & Mazurek, 2006) fut le point de départ de la construction d'une nouvelle méthodologie de la planification, conçue par les responsables des ministères, qui hélas s'arrêta net lorsque le Président de la République, Evo Morales, considéra que les politiques territoriales étaient inutiles dans son pays. Immense frustration et déception de nombreux collègues qui avaient cru au renouveau du dialogue entre les acteurs locaux.

Au niveau départemental, nous avons au contraire réussi à construire, avec la direction de la planification du Gouvernement de Santa Cruz, un plan d'aménagement basé sur le principe de la concertation et de la réflexion prospective. La réalisation de ce plan, publié en plusieurs tomes, a permis de monter de nombreuses enquêtes, et de travailler directement avec des groupes sociaux très divers comme les techniciens de mairie, les instituteurs, les groupements de producteurs, les ONGs et fondations, etc. et ainsi d'avoir les éléments de compréhension du fonctionnement, et des dysfonctionnements des territoires. En effet, tous les enjeux du département de Santa Cruz tournent autour de la gestion territoriale : l'expansion des zones de cultures d'exportation (soja, coton, canne à sucre, aujourd'hui biocarburant) ; l'expansion de l'élevage au dépens de la forêt ; la colonisation des petits producteurs dans les territoires indigènes ; l'impact du changement climatique sur des zones marginales comme le Chaco ou la Chiquitanie ; la marginalisation des zones de Montagnes ; les conflits d'usage sur les ressources (eau, pétrole, terre, espace protégé, etc.), etc. Nous avons pu voir clairement, dans cette confrontation entre politiques publiques et stratégies multiples des acteurs ce que signifiaient espace et territoire. L'espace semble statique, les territoires dynamiques, et le dialogue entre les acteurs nous permet de distinguer les jeux d'action et d'échelles d'actions sur les lieux.

Au niveau local, nous avons participé à la réalisation de nombreux plans d'aménagement en collaboration avec les acteurs et les institutions locales (mairie principalement) et les techniciens du Ministère. Les expériences de Calamarca (à 60 kms de La Paz, sur l'Altiplano, en zone Aymara) et de Potosi (Altiplano en zone Quechua) ont été les plus intéressantes et les plus concluantes. Elles ont été complétées par des voyages et des rencontres avec d'autres populations indigènes des Andes, comme les Quechua Lama de Tarapoto (Nord-est du Pérou), les Arhuacos et Muisca en Colombie, ou les Mapuche au Chili, sans compter les nombreuses discussions que j'ai pu avoir avec les anthropologues andins. Ces expériences m'ont apporté la conviction, partagée par beaucoup de géographes des sciences régionales, que c'est au niveau local que le développement prend un sens, et que c'est par le territoire qu'il prend une forme. Les méthodologies de

planification que nous avons utilisées, en grande partie basées sur le dialogue et la prise de responsabilité, ont permis de révéler des constructions territoriales entièrement établies sur la proximité organisationnelle entre acteurs. Le verrou au développement n'est autre que cette possibilité de construire des stratégies viables, innovantes et coordonnées entre les acteurs. Le développement devient alors la recherche d'une cohérence territoriale qui permet de satisfaire la reproduction de la société.

Aujourd'hui l'Institut d'Innovation Rurale n'existe plus ; les collaborations avec le CIAT ont été arrêtées, chacun étant parti vers d'autres horizons ; les collaborations avec les institutions gouvernementales boliviennes sont impossibles tant l'instabilité y est chronique ; et la thématique de la planification territoriale participative des années 2000 a fait place à celle de la gouvernance, qui devient le leitmotiv des recherches actuelles.

Mais il reste fondamentalement des contacts très serrés avec nos partenaires locaux et une demande d'aménagement du territoire qui a été sans cesse répétée ; des milieux académiques, que nous avons formés, qui entrent dans l'ère de la géographie humaine¹² ; et des convictions que la géographie doit être renouvelée, dans ses concepts et ses pratiques.

Ce parcours me fait retourner aujourd'hui aux deux questions de la diversité et des échelles ; mais surtout à la signification des concepts que nous manipulons, qui sont tous, comme nous le verrons, polysémiques, c'est-à-dire sans une utilité précise. Je me propose donc de revisiter ce parcours en prenant deux concepts fondamentaux de la géographie qui sont l'espace et le territoire. Ces concepts sont issus de la longue histoire de la géographie, et en particulier de la période des années 1950-1980, pour laquelle l'héritage des géographes ruraux, et surtout tropicalistes, mais aussi les innombrables débats théoriques qui eurent lieu autour du GIP RECLUS, ont été fondamentaux dans la construction d'une discipline qui a su résister, dans une certaine mesure, au courant positiviste. Ces concepts ont, à mon sens, été bien appropriés durant ce nouveau millénaire, à la fois par la sociologie et la géographie économique, mais n'ont pas su se développer avec la même force au sein de la géographie humaine. Beaucoup de ces héritages se sont perdus, et ces concepts ne forment plus aujourd'hui le ciment de la discipline.

Bien sûr, la littérature est innombrable sur ce sujet ; je suis loin d'en avoir épuisé le contenu. J'ai aussi oublié certains auteurs, volontairement ou non, certains par manque d'intérêt, d'autre parce qu'ils sont hors de mon champ géographique, d'autres évidemment par ignorance.

Ce que j'ai donc essayer de faire, dans ce travail, c'est de confronter mon parcours de recherche depuis les années 1980, l'évolution récente des concepts au sein de la géographie humaine, et mes expériences de terrains en Amérique latine, dans un objectif de formalisation de ma perception des concepts d'Espace et de Territoire, en espérant qu'il puisse favoriser un nouveau débat et susciter de nouveaux champs de recherche.

¹² Il n'y a pas de filière de géographie humaine en Bolivie, elle est récente au Pérou et en Equateur.

Sommaire

Remerciements.....	5
Préambule.....	9
Sommaire.....	17
Problèmes	19
1 – l’Hétérogénéité	25
Sinon, nous ne serions pas ce que nous sommes !	25
Une hétérogénéité organisée	31
Y-a-t-il une Nature pour la géographie ?.....	47
Les Andes, l’hétérogénéité, la Nature et la Géographie.....	55
2 – Le lieu, le symbole, le réseau,..., l’ontologie de l’Espace ?	59
Un plaidoyer pour le Lieu.....	62
Les cosmovisions.....	77
Une certaine définition de l’Espace.....	86
Quelques repères, que je m’impose !	91
La question du temps	100
La question de l’échelle	104
3 – Espace et Territoire, quelques principes.....	107
L’identité.....	110
Les fonctions territoriales.....	120
Les Acteurs.....	135
En conclusion : structure et dynamique des lieux, des espaces ou des territoires ?	145
4 – Territoires et mobilités	153
5 – Territoires et vulnérabilité	163
6 – Territoires et gouvernance	173
7 – Territoires, interdisciplinarité et complexité	187
Les outils	193
Le système	203
8 - Le territoire ou la science du développement.....	219
Développement	220
Mondialisation	229
Aménagement du territoire.....	238
9 – Postface, pour une théorie géographique du social.....	245
Index des tableaux, figures, cartes et photos	255
Références citées	257
Cartes de Référence.....	291

Problèmes

« Quand on inventa l'électricité, on sut qu'il n'y aurait plus de villes, puisqu'il pouvait y avoir de l'énergie et de la lumière n'importe où. Quand on inventa le téléphone, on sut qu'il n'y aurait plus de villes, puisque l'on serait en liaison instantanée avec le monde entier, de n'importe où. Quand on inventa l'automobile, on sut qu'il n'y aurait plus de villes, puisque l'on pourrait se déplacer individuellement et que, d'ailleurs, il n'y aurait pas de place en ville pour les voitures. Quand on inventa la télématique, ... Il y a toujours des villes. Pour le moment, elles continuent à croître, à concentrer, elles n'ont jamais été aussi peuplées et aussi puissantes qu'aujourd'hui. [...] Aucune promesse d'espace isotropique, où tout lieu en vaudrait un autre, n'existe par la télématique [et les NTIC en général], autrement que dans la vision de théoriciens n'ayant aucun sens des territoires et de l'économie d'entreprise, laquelle a un besoin vital de rentes spatiales différentielles. Le territoire est plus que jamais là. »

Roger Brunet, Le Territoire dans les Turbulences

La société peut-elle se passer de territoire ? Et le géographe du concept de territoire ?

Voilà deux questions dont les réponses semblent claires et pourtant, comme le signale Roger Brunet dans cette citation, le territoire est sans cesse remis en cause. On pourrait ajouter dans cette liste à la Prévert la globalisation dont on dit qu'elle élimine le territoire (Badie, 1995). Certains géographes, partisans des modèles de stratégies individuelles dans l'Espace, vont même jusqu'à considérer que le Territoire n'est plus utile en tant que concept, puisque l'environnement social des agents se conforme à partir des déterminants individuels de l'action (Langlois, 2010). Que devient alors le sens de l'expression « *gestion du territoire* » ? La gestion de l'Espace semblerait suffire.

Dans la nouvelle mouvance du cyberspace, l'identité liée à l'ancrage territorial a-t-elle encore un sens, ou se noie-t-elle dans les identités multiples qui façonnent le monde contemporain ? L'apologie de l'individu, et même du corps, laisse-t-elle une place à l'identité collective, qui plus est spatiale ? Dans ce contexte, quelle redéfinition du territoire ?

« Nier l'existence du territoire revient sans doute à n'en retenir qu'une image incomplète et partiellement erronée. » (Di Méo & Buléon, 2005, p. 76).

Nous partons sur cette base.

Territoire n'est pas un terme, il est au moins une conception sinon un concept. Mais un concept n'est pas toujours identifié au cours de l'histoire par le même mot, et ce n'est pas parce que le mot n'existe pas dans les écrits, que le concept, ce que le mot sous-tend, n'existe pas dans la pensée (comme le soutient Ozouf Marignier, 2009). Les sociétés ont utilisé beaucoup de mots pour exprimer la réalité de l'attachement à l'espace : terroir, pays, paysage, région, Etat, etc., et parfois il n'existe aucun mot pour exprimer une situation vécue ou idéalisée, comme pour la plupart des populations indigènes du Monde.

Depuis les années 1990, la multiplication des « courants de pensée » au sein de la géographie n'a pas favorisé une définition précise des concepts ; et par ailleurs, « *le thème du territoire n'est guère reconnu comme une ressource commune à l'ensemble des sciences sociales* » (Ozouf Marignier, 2009, p. 33). La géographie n'a pas réussi, de mon point de vue, à développer une théorie qui lui soit propre. L'espace comme le territoire deviennent des mots composés aussi peu précis que la région ou le milieu : espace montagnard, territoire institutionnel, espace de la mobilité, territoire virtuel, etc. Le mélange de ces mots se rencontre quotidiennement dans des phrases tirées de publications de bon niveau, comme par exemple : « *La notion du territoire a réintroduit aux yeux des économistes la question du 'où'. Mais l'espace à étudier ne se résume pas à un périmètre à fixer, il est lui-même objet d'une structuration, comme le montre l'analyse géographique des territoires et les apports de la géographie sociale* » (Leloup, 2010). Il est fait, dans cette citation, une association entre le lieu et le territoire, mais il s'agit ensuite d'un espace, qui est structuré, et qui est soumis à l'analyse géographique des territoires, etc. Qui est espace et qui est territoire ? L'analyse est-elle spatiale ou territoriale ? Les deux mots sont-ils, en fin de compte, équivalents ?

Quand à savoir si le territoire, et l'espace, sont des construits ou des réalités, cela nous amènerait à un débat sans doute perpétuel. Ils sont construits, certes, à partir de nos conceptions et perceptions, nous le verrons tout au long de ce texte ; mais ils sont réels aussi, car chaque jour nous frappons de nos pieds cette terre qui nous rappelle que la vie est espace et hétérogénéité. Il existe donc une certaine réalité de cette espace et sans doute aussi de nos manières de le concevoir. Même le territoire virtuel, celui du cyberspace, se construit autour d'une identité dont les éléments font obligatoirement partie du réel. « *Quand bien même serait-il connecté de façon permanente au monde virtuel, l'individu est physiquement enraciné dans un territoire réel à partir duquel il s'informe, joue, échange ou dialogue.... Autrement dit, le cyberspace n'est ni en marge de la réalité, ni la réalité. Non seulement il prend naissance dans le monde réel, mais aussi il le reflète, notamment à travers les divers constructions identitaires qu'il permet de réaliser et en fournissant de nouvelles modalités d'expression de ces identités* » (Lukasiewicz, 2009).

De plus, la double question posée en début d'introduction pose deux problèmes épistémologiques sur ce construit et cette réalité. Le problème de savoir si le territoire a un sens pour la société ; et celui de savoir s'il a un sens ou un intérêt pour le géographe. Ce dernier problème lui aussi peut se dériver en plusieurs questions : le géographe doit-il construire ou s'attacher à un concept qui n'aurait pas de réalité sociale, mais qui serait important pour le développement de sa discipline (le territoire est construit par le géographe) ? Ou doit-il s'attacher à développer des concepts qui permettent de comprendre les phénomènes sociaux dans l'espace (le territoire est construit par la société et analysé par le géographe) ? Ou peut-on envisager des formes hybrides où le territoire est construit par la société, formalisé par le géographe ; inversement constituant une réalité pour la population, mais idéalisé par le géographe, etc. Non seulement les concepts, mais le positionnement de la discipline ne sont plus très clairs.

Il y a beaucoup de publications sur le territoire ; il y a beaucoup de débat, de définitions, de points de vue, mais l'objet de ce travail n'est pas d'en faire une synthèse, si toutefois elle est possible, sinon de retirer de cette polysémie les éléments qui me permettent d'expliquer le monde Andin auquel je suis confronté. Un des ouvrages, récent, parmi les plus caractéristiques (car donnant des points de vue très divers), est celui de Vanier, 2009, dont les conclusions (Troisième partie – Rebonds) pourraient servir d'introduction à ce travail.

Le constat de cette conclusion réside dans la reconnaissance de la polysémie de ce terme, pour ne pas dire la polyphonie, voire un « *micmac* », une certaine « *surchauffe du concept* » comme le pense Pecqueur, 2009. Cet auteur rappelle la lassitude progressive des géographes à s'intéresser à des recherches sur le territoire, mais, par contre, le renouveau d'intérêt des économistes pour l'étude des processus de construction du territoire. Yves Chalas, lui, ne sait plus si c'est l'espace ou le territoire qui reflète les nouvelles réalités locales, et si les mots choisis sont adaptés aux processus de déstructuration ou d'émergence des pratiques sociales contextualisées. Le territoire devient, comme l'était l'espace il y a quelques années, multiple, complexe, montrant des configurations construites, configurées, et une « *polymorphie reterritorialisante de l'Etat* » (Frédéric Giraut). Même question chez Olivier Soubeyran, sur le concept tiroir ou valise qui fait qu'on ne sait plus comment aborder les réalités qui se construisent, avec un vocabulaire qui a trop, donc n'a plus, de sens. Est posé aussi par cet auteur le problème de la discipline géographique qui n'arrive pas à s'approprier de ses propres objets et concepts, alors qu'elle tente, toujours, de chercher chez les autres la réponse. « *La science politique, toujours aussi sûre d'elle-même, aurait tendance à penser que l'enfant est le territoire, et l'eau du bain, la géographie [...] Dans le cas présent, le territoire serait devenu une chose bien trop sérieuse pour qu'elle soit confiée aux géographes* ». Le territoire devient affaire des sociologues, des politologues, des économistes, etc., laissant à la géographie un espace décomposé par des discours multiples !

Et puis il y a la globalisation qui introduit une contradiction dans ce concept : le territoire se meurt-il à cause de l'internationalisation des relations sociales ?, ou au contraire assistons-nous à une renaissance des formes d'identité locale qui reconstruisent de nouveaux et plus souvent d'anciens territoires ? La mondialisation de la finance, de la culture, devait effacer les frontières ; l'Union Européenne devait en être l'exemple. Or, on constate qu'il existe aujourd'hui plus de nations qu'il y a un siècle ; et de nombreux territoires régionaux, au sein même de l'Europe, sont aux prémices de leur construction nationale.

Alors partisan de mettre le mot « territoire » aux oubliettes de la géographie ? De le remplacer par un autre mot qui deviendra dans quelques temps tout aussi polysémique ? Ou de formaliser ce concept à partir d'un travail interdisciplinaire dans les sciences sociales, dont les disciplines sont, pratiquement toutes, concernées par ce débat ?

L'idée de ce travail n'est pas de remettre de l'ordre dans ce « *micmac* », je n'ai pas cette prétention. De plus il ne s'agit pas d'une thèse, mais d'une HDR, c'est-à-dire d'une réflexion sur moi-même, sur l'utilité de ma recherche, et de son insertion dans un espace collectif. Ce travail cherche donc à engager une discussion sur la relation entre le concept d'espace et celui de territoire, sur la base d'un apprentissage personnel, provenant des auteurs fondamentaux, d'une bibliographie extensive et pluridisciplinaire, mais aussi de mes travaux personnels et surtout des

terrains sillonnés sur plusieurs continents, et des conceptions, des épistémês, des référentiels, des « cosmovisions¹³ » auxquels j'ai pu me confronter intellectuellement.

J'y développe donc ma vision de ces concepts, bien sûr empruntée à de grands auteurs, mais, à la différence de *Sceptiter* et de *Proter*¹⁴, je ne chercherai ni une polémique ni un argumentaire contradictoire, sinon une affirmation de ma conception de la géographie. Engager un débat, ce n'est pas tout dire, c'est avancer des arguments en espérant que le débat s'amorce.

Mon hypothèse, qui s'est confortée au cours de mes recherches, est que la différence entre l'espace et le territoire fonde la théorie géographique du social. Cette différence est constituée par l'interaction entre le lieu et l'acteur, au sein d'un système dont le contexte est l'hétérogénéité.

L'interaction entre le lieu et l'acteur social est dynamique ; à la fois elle crée des territoires et de l'espace, mais elle est aussi façonnée par ces derniers. Par contre, je considère que si la société s'est construite de manière spatiale, c'est parce qu'il existe de l'hétérogénéité environnementale, biologique et sociale. Pour ces raisons, mon exposé partira de l'hétérogénéité, pour arriver aux lieux et à la reconnaissance des lieux par les acteurs sociaux, pour enfin essayer de comprendre comment se construisent les espaces puis les territoires. C'est une logique un peu linéaire mais qui satisfait parfaitement la compréhension, par les sociétés andines, des milieux dans lesquels ils vivent.

Le plan de ce travail est donc construit autour de ce schéma, dans lequel il manque de nombreuses boucles de rétroaction :

Hétérogénéité → Lieux → Espace → Territoire → (Paysage)

L'hétérogénéité crée le lieu et la mobilité. Elle est donc au centre de l'explication géographique.

Le lieu est le point d'appui de la vie sociale. Il crée le géométrique, l'utilitaire, le relationnel, le fonctionnel, le culturel. La symbolique des lieux en est l'expression, liée à une fonction de la société.

L'espace, c'est l'hétérogénéité, tant du monde physique que social. La structuration de cet espace est conditionnée par la distribution et la symbolique des lieux, elles-mêmes dépendantes de la cosmovision de la société. L'espace est ainsi unique, résultat construit, perçu, vécu, des actions de la société, et partagé par cette société.

Le territoire est lui du domaine des acteurs, mais surtout des actions et des stratégies qui peuvent être du domaine du réel, de l'imaginaire ou du virtuel, mais qui, toujours, reconstruisent des réalités identitaires sur l'espace. Le territoire est donc multiple, fonction de l'appropriation des groupes sociaux, et c'est l'interaction entre ces territoires qui forme l'espace.

L'étude des interactions nous amènera à l'écriture de plusieurs chapitres qui montrent l'importance de ces concepts dans la théorisation de certains comportements sociaux que je considère comme facteurs de régulation des dynamiques géographiques : la mobilité, la vulnérabilité, la gouvernance.

Enfin, petit plaisir intellectuel, un chapitre sur la complexité me permettra d'analyser ce que signifie cette conception d'espace et de territoire pour une géographie qui se dit systémique. La

¹³ J'utilise plus volontiers le terme de cosmovision que le terme cosmologie. Cosmovision est une traduction de *cosmovisión*, en espagnol, qui représente les notions communes auxquelles se réfèrent une personne, une société, une époque, une culture, etc., en particulier dans sa représentation de la nature. Il est plus spécifique que cosmologie qui se réfère de manière générale au cosmos.

¹⁴ Debarbieux, 2009

géographie n'est plus seule sur le domaine du spatial ; l'interdisciplinarité et la complexité sont les nouveaux paradigmes de la science sociale. Ce chapitre n'a pour prétention que d'apporter une réflexion qui peut être le point de départ d'une ligne de recherche interdisciplinaire.

Ce travail est un parcours, dans les multiples recoins de ce que suppose l'existence du territoire : la psychologie, la philosophie, l'anthropologie (fondamentale dans les Andes), la sociologie, les géographies, l'économie, etc. qui apportent chacun une vision du rapport de l'individu et du groupe à l'espace et au territoire, à l'évolution des formes et des dynamiques des lieux, à la compréhension de l'importance du temps et de l'espace dans l'histoire de l'humanité. C'est un parcours forcément orienté, qui privilégie certains aspects, auxquels je crois plus qu'à d'autres, parce qu'ils sont pour moi des lignes de recherches privilégiées.

Partant de cette idée de concepts en géographie, la croisant avec ma propre expérience et avec la vision d'autres civilisations, l'articulant avec les travaux des fondateurs de cette discipline, et d'autres théories critiques, ce travail a pour seule ambition de relancer un débat, de manière interdisciplinaire, sur la possibilité de construire une théorie du spatial, et de proposer ainsi une série de lignes de recherches pour nos générations futures.

1 – L'Hétérogénéité

*« Afin de respecter la diversité et de faire de la place dans le calendrier, la Saint Abel et la sainte Adèle ont été remplacés par la Saint Abdel. »
Marc Escayrol, Mots et Grumots*

Sinon, nous ne serions pas ce que nous sommes !

*« L'uniformité c'est la mort, la diversité c'est la vie »
Mikhaïl Aleksandrovitch Bakounine, La Liberté*

Si le Monde eut été homogène, il n'est même pas certain que la société l'eût été également. C'est Christaller et Lösch qui nous le démontrent, et plus tard la théorie du chaos (Dauphiné, 1995).

Les travaux des premiers nous montrent que le caractère grégaire de l'Homme conduit à la conformation de hiérarchies tant sociale que spatiale, dans un processus d'autoreproduction, et donc à de l'hétérogénéité (à la manière de Max Weber ou de Pierre Bourdieu qui considèrent que le rapport de domination peut s'appliquer en dehors de la sphère économique). On retrouve ce mécanisme dans le principe des inégalités de croissance auto-cumulative de Hirschmann ou Myrdal (Ferraton & Frobert, 2003). L'intérêt de ces théories réside dans la démonstration que les relations sociales, au moyen des mécanismes sociaux ou économiques, créent de l'hétérogénéité. Nous revisiterons cette question dans le chapitre 8.

Le second cas, la théorie du chaos, est une généralisation du premier : toute prévision à long terme de l'évolution d'un système en interaction peut être empêchée par une modification du rapport à son état initial, installant un état hétérogène entre le connu et l'aléatoire. Il suffit d'une petite perturbation pour qu'un système homogène se modifie, et parfois change complètement d'état. Pour la société, ce rôle a été joué par l'excédent, l'échange puis le marché. La perturbation ainsi initiée, c'est l'ensemble du système social qui s'est mis à se spécialiser, se concentrer, se hiérarchiser, etc., créant encore plus d'hétérogénéité. Bakounine, dans la citation, exprime ainsi les principes de la thermodynamique pour lesquels l'équilibre est un jeu entre l'entropie et l'enthalpie, entre la tendance à la stabilité et celle de la dynamique. Tout système social complexe est toujours loin de l'équilibre car il est influencé par le temps (les actions des agents), le chaos (l'interaction entre les agents), une tendance enthalpique à l'auto-organisation (auto-complexification de l'interaction), une tendance entropique à la désagrégation (la dynamique des espaces et des territoires).

Le Monde n'est pas homogène, et non seulement nous devons prendre en compte l'hétérogénéité des manifestations « chaotiques » de nos sociétés, mais aussi sa surimposition à une diversité du substrat physique.

C'est ma première lecture des Andes : la diversité des situations spatiales, et l'hétérogénéité des significations de cette diversité pour la société. L'hétérogénéité est donc le premier mot que nous aurons à analyser.

Ce mot est d'autant plus intéressant qu'il n'apparaît que très peu dans les livres de géographie. On aborde plus souvent l'homogénéité des unités paysagères, la région homogène, le peuplement homogène, ou le degré d'homogénéité d'une zone, etc., mais l'hétérogénéité est pratiquement absente des index des livres récents de géographie.

Le mot hétérogénéité est absent du dictionnaire de Georges & Verger, 2009. Il n'est pas un mot comme tel du dictionnaire de géographie de Lévy & Lussault, 2003. Il est présent 21 fois dans les 1000 pages qui le composent : quatre fois pour le climat, le social ou l'urbain, une seule fois pour la distribution de la population ou le substrat physique, et le reste sur des questions annexes à la géographie. Le mot « diversité », est lui présent mais avec une définition ambiguë de son utilité, puisque rattachée à un degré de ressemblance : « *La diversité peut porter sur toute espèce de réalité sociale, économique, sociologique, politique... On retiendra tout particulièrement trois catégories : la composition en groupes sociaux, les activités productives, les fonctions. A elles trois, elles permettent de caractériser le degré de ressemblance entre un espace analysé, par exemple le quartier d'une ville, et le référent, l'ensemble de la société urbaine de cette même ville.* » (p. 274), et plus loin : « *On notera encore que la diversité de l'espace de référence peut aussi constituer un indicateur significatif, approché par différents types d'indices (similarité, homogénéité, etc.).* » (p.275).

Le dictionnaire de Brunet *et al.*, 1993, y fait lui, une toute petite place (p.253) qui semble vouloir conduire à une certaine critique de la géographie : « *Si les géographes ont souvent invoqué la 'région homogène', ils se sont abstenus de lui opposer des régions hétérogènes* », sans toutefois nous apporter une réponse. Quant au mot « diversité », il ne signifie rien pour ces auteurs.

Cette question de l'hétérogénéité est par ailleurs, dans la plupart des cas, reliée à la question urbaine, puisque le processus d'agglomération crée de la diversité, mais plus au sein de la ville qu'au sens des réseaux urbains comme le suggèrent Bourdeau-Lepage & Huriot, 2009.

Il faut donc croire que, après plus d'un siècle de descriptions géographiques de la diversité des milieux et des sociétés¹⁵, ni la diversité, ni l'hétérogénéité, n'intéresse plus les géographes.

Jean-Paul Hubert, 1993, faisait de l'hétérogénéité un *a priori* de la géographie. Ses écrits sont restés, malgré leur caractère très novateur, absolument inutilisés. Ils reprenaient les textes de Vallaux, 1911, et sa critique radicale de la conception de l'espace géographique de Ratzel (conçue comme une pure étendue en soi), pour développer un concept de l'espace géographique basé sur l'hétérogénéité et la diversité. Citant Vallaux, 1911 (p.12) : « *D'une manière générale, il y a contraste, lorsqu'entre deux caractères physiques ou sociaux du même ordre, coexistant sur un espace resserré, on constate une sorte d'hiatus sans transitions nuancées et une très grande différence de degré [...]. Il y a diversité lorsqu'entre les caractères du même ordre les transitions se font pas à pas, au point de n'être sensibles aux yeux de l'observateur superficiel que lorsqu'il a franchi un assez grand nombre de degrés [...].* ». Mais dans la suite du texte, le problème de J.P. Hubert a été de confondre la diversité et l'hétérogénéité avec la discontinuité. Or l'hétérogénéité n'est pas la discontinuité, parce que cette dernière peut engendrer des structures répétitives qui sont assimilables à de l'homogénéité, ou de la régularité ; la discontinuité est très proche de la « limite » ou de la « rupture » entre deux aires qui peuvent être homogènes. Selon Brunet, 1968, la discontinuité est « *une rupture apparaissant dans l'espace ou dans le temps* » (repris dans Brunet *et al.*, 1993) mais il n'y a pas de relation avec le caractère hétérogène ou homogène des espaces

¹⁵ Référence à la géographie régionale vidalienne et aux travaux de monographie des terroirs des géographes tropicalistes

qu'elles délimitent. Rares sont les auteurs, comme Pourtier, 2004, qui considère qu' « *en vérité, ce dont traite la géographie, c'est bien la géodiversité* », et que « *l'infinie diversité de situations est ainsi partiellement résorbée dans des typologies rassurantes [...] en oubliant la part d'irréductibilité des lieux* », et à condition de ne pas réduire cette diversité à la seule étendue biophysique.

Les ateliers participatifs réalisés avec les communautés andines et les nombreux parcours de terrain en leur compagnie, nous ont permis d'apprécier leur expérience dans la perception de l'espace, des critères qui l'identifient, et des irrégularités de ces espaces, nous donnant ainsi une certaine définition de ces termes d'hétérogénéité et de diversité. Nous situerons **la diversité dans le champ de la multiplicité des situations possibles**. Ce paramètre prend toute sa raison dans l'analyse des paysages, mais aussi dans des situations de milieux physiques, bien décrite par la géomorphologie, ou des milieux sociaux, bien décrite par la sociologie. On ne peut occulter cette diversité. Les approches de la sociologie ou de la géographie, par l'individu, le groupe, la société, la culture ou l'interaction sociale sont basées sur l'organisation de la diversité. Nous situerons **l'hétérogénéité dans le champ de l'organisation des situations possibles**, c'est-à-dire sortant du champ de l'aléatoire. En effet, toute organisation suppose une différenciation entre ses éléments par au moins un critère de valeur, voire une hiérarchie. **Si nous acceptons le principe d'une organisation spatiale, nous acceptons alors le principe d'une diversité des situations géographiques, et de l'organisation de cette diversité, c'est-à-dire de la création d'une hétérogénéité**, non seulement par agrégats spatiaux ou sociaux, mais des composantes de ces agrégats. Spatialement, cette hétérogénéité peut prendre plusieurs dispositions ou distributions, et peut être anisotrope ou non, c'est-à-dire dépendre de directions particulières. Nous considérerons l'anisotropie comme l'hétérogénéité spatiale, sans effectuer réellement de distinction entre les deux termes, mais en considérant que les discontinuités sont inscrites dans l'hétérogénéité, et non l'inverse.

L'Espace géographique ne peut se concevoir que dans le cadre de l'hétérogénéité des situations internes à cet espace et non comme une surface hétérogène seulement en rapport aux espaces externes. L'hétérogénéité introduit donc de la complexité dans l'espace, et dans son analyse, dépendante du niveau d'observation des éléments. Dans la géographie vidalienne, par exemple, l'hétérogénéité des individus ou des groupes se traduit dans une organisation sociale au sein d'une contrée, d'une région supposée alors homogène. Vidal de la Blache oppose d'ailleurs souvent le « *localisme* », où « *le milieu ne se distingue qu'à travers les complications d'éléments hétérogènes* », la région ou l'Etat (« *résultats de progrès accumulés dont vivent nos civilisations supérieures* ») « *doué d'une puissance capable de grouper et de maintenir ensemble des êtres hétérogènes en cohabitation et corrélation réciproque* » (dans Principes de la géographie humaine, p.8 et 200). La Région ou l'Etat gommerait ainsi les différences pour construire de l'homogénéité satisfaisante pour les géographes. On retrouvera cette forme d'homogénéité socio-spatiale chez Lefebvre, 1974 ou Soja, 1989, dans les espaces multiples intermédiaires, les « *tiers espaces* », ceux du métissage identitaire, de l'altérité sociale, trop souvent agglomérés dans le multiculturalisme, du mélange des catégories socioprofessionnelles dans la ville postmoderne, où finalement le multiculturalisme se noie dans des homogénéités de convention.

Face à cette complexité, l'homogénéité est un refuge ; elle est la nécessité de démonstration de « *l'existence de l'ordre [divin] dans la nature* » ou, comme « *pour Linné, le relief et la position de la planète démontrent l'existence d'un ordre intentionnel* » (Glacken, 2000, 2002, 2005, 2007, tome IV, page 26). L'acte scientifique devient alors un acte de conversion d'un ensemble hétérogène, discontinu et infini (peu « ordonné »), en un ensemble d'ensembles homogènes, continus et finis (facilement « ordonné »).

Depuis le discours de la méthode de Descartes, l'esprit humain, au nom de la rationalité, se doit de décomposer les éléments d'un problème en éléments simples, « homogènes » dans leur formulation. Les cartésiens ont remplacé la complexité du monde par l'induction du monde, c'est-à-dire par sa décomposition en éléments simples, que l'on peut inclure dans le raisonnement, pour qu'ils puissent servir de base à la causalité entre les faits et finalement permettent de construire la théorie à partir de l'adjonction de ces éléments simples. On ne pense pas toujours à l'importance qu'a eu ce « discours de la méthode » dans la pensée scientifique occidentale, et dans la conception de l'homogénéité des éléments : « *la tendance irrépressible à décrire la surface terrestre en termes d'ensembles homogènes séparés par des limites... ordonner la diversité dans l'espace en découpant et en catégorisant l'espace lui-même* » (Sautter, 1985b, p.196). Claude Raffestin, 1977, beaucoup plus acerbe pour l'époque en parlant de la géographie du paysage, considère qu'elle « *témoigne si bien de l'ordre qu'elle le construit, même lorsqu'il n'existe pas* ». On ne reparlera que bien plus tard de la complexité des choses comme forme de pensée « *qui prend conscience et développe ce qu'elle n'a jamais cessé d'être : une aventure dans la nébuleuse de l'ignorance* » (Grinberg, 2002, page 26). Dans cette histoire du cartésianisme, la géographie a laissé à l'écologie le sens de l'hétérogène, et s'est concentrée sur l'homogénéité des structures et de l'organisation spatiale. Le structuralisme, appuyé par une approche quantitative basée sur des unités spatiales, a eu un rôle évident dans cette rupture. Les approches des « tropicalistes » pour comprendre la diversité considérable des paysages ruraux et des terroirs (Pelissier & Sautter, 1964) sont alors considérés comme trop descriptifs, et peu explicatifs, car ne proposant pas une « réelle » structuration de l'espace.

C'est dans les ouvrages d'analyse spatiale que l'on devrait trouver le plus de référence à l'hétérogénéité, mais elle n'y est abordée que très superficiellement. De fait, on préfère estimer son contraire, la ressemblance. Peu d'ouvrages, sauf en télédétection, prennent ce paramètre en considération. On calculera des indices de similarité, de dispersion, des classifications, des tendances, etc. tout paramètre qui permette d'apprécier la similitude entre objets d'études, en se basant sur de nombreux a priori en ce qui concerne la nature du substrat, de la société et des objets d'études.

Les précurseurs de l'analyse spatiale de langue anglaise (Haggett, 1965; Haggett *et al.*, 1965; Cliff *et al.*, 1975; Cliff & Ord, 1981; Matthews, 1981) se sont intéressés à l'hétérogénéité par le biais des lois de distribution des éléments dans l'espace (en particulier le très étudié *Point Pattern*¹⁶). Cependant, le mot hétérogénéité est absent des index ou des têtes de chapitres, laissant la place le plus souvent au « *region-building problem* », c'est-à-dire à l'étude des similitudes entre les éléments de l'espace de façon à déterminer des zones homogènes, des régions, ou établir des typologies. La plupart des indices sont basés sur la statistique descriptive ou des relations d'inférence destinées à déterminer des relations de similitude entre caractères (voir aussi dans les auteurs de langue française comme Cicéri *et al.*, 1977; Sanders, 1989; Béguin & Pumain, 1994; Chadule, 1994; Pumain & Saint-Julien, 1997). L'hétérogénéité des éléments est assimilée à la dispersion dans la distribution de ses caractéristiques, c'est-à-dire la variance de ses attributs. Sont rares les auteurs (comme Cicéri *et al.*, 1977) à engager une réflexion sur les interactions des systèmes dans des espaces non isotropes ; et encore plus rares ceux qui engagent une réflexion sur les modèles de perception de l'espace et de son organisation fonctionnelle.

Il y a donc peu d'outils pour apprécier l'hétérogénéité.

¹⁶ Motif ou distribution de points dans l'espace : étude des formes de régularité et dispersion

Dans le domaine de la méthodologie qualitative, l'important, selon Olivier de Sardan, 2008, est d'être rigoureux dans l'appréciation du double rapport d'adéquation entre le réel de référence, les données produites et le produit scientifique. Les questions de la diversité des situations, et de la représentativité de ces adéquations successives, sont très peu abordées, voire volontairement laissées de côté, puisque le rôle de l'étude qualitative n'est pas de donner un panorama de ce qui existe mais de comprendre la logique d'une situation. Par ailleurs, il n'existe pas de méthodologie descriptive qui puisse faire transparaître l'hétérogénéité globale d'un système puisque par définition, la description est instantanée dans le temps et l'espace. « *Le caractère séquentiel de la description a évidemment un coût, celui de privilégier un espace-temps très circonscrit sur lequel l'attention du chercheur se focalise le temps de l'observation et qu'il donne à voir de façon privilégiée au lecteur au moment de la publication. De ce fait, ce qui se passe ailleurs, ou à une échelle plus large, est évidemment 'hors-champ', de même que ce qui se passe avant ou après. Cette clôture nécessaire à la description en constitue donc également la limite* » (Olivier de Sardan, 2008, p.163). Mais comme le précise l'auteur, on ne peut demander à une méthode de faire ce pour quoi elle n'est pas faite.

Une des premières sources de diversité ou d'hétérogénéité est constituée, dans les méthodes dites semi-quantitatives, par la variance, ou la variabilité d'un critère. Mais cette mesure est affublée d'un triple handicap. D'une part, « *cette première source d'hétérogénéité [la variance] n'existe que parce que la géographie a tendance à considérer que toute portion d'espace est une unité spatiale ; or, toute portion d'espace peut avoir une réalité, une existence géographique, sans pour autant avoir des caractères permettant à la statistique de la décrire, c'est-à-dire d'en faire une unité spatiale, élément d'une population. Comment la géographie constitue-t-elle ses populations, ou, pour utiliser un autre vocabulaire, ses espaces d'étude ?* » (Charre, 1995, page 26). Quel est donc l'objet d'étude qui permet d'en mesurer la variabilité ? L'unité spatiale ? La portion d'espace ?

En second lieu, c'est la variabilité statistique d'un caractère d'une unité géographique que l'on mesure (la population des communes, ou la température de certains lieux, etc.) mais pas celle de l'espace lui-même. C'est un problème récurrent en géographie pour lequel l'analyse spatiale se résume à une analyse des caractéristiques du social, repositionnée dans l'espace (la cartographie) mais sans analyse de l'influence de l'espace sur ces caractéristiques.

Enfin, la variance est une mesure de dispersion autour d'une valeur centrale (la moyenne) qui ne s'applique que dans certaines conditions de distribution (normale) et dont on considère, dans une optique déterministe, qu'elle représente la variabilité sociale du caractère, couplée à un aspect aléatoire. Du point de vue spatial, la variance peut avoir une propriété d'hétéroscédasticité (instabilité de la variance dans l'espace), ou encore d'« autocorrélation » ou effet de voisinage, deux phénomènes presque toujours présents dans les organisations spatiales. Par exemple, les valeurs de l'altitude de deux points proches ont tendance à être proches également (sauf en cas de discontinuité forte) ; l'appartenance sociale d'une famille d'une maison d'un certain quartier s'apparente en général à l'appartenance sociale du voisin (*Neighborhood Effects*), etc. La mise en évidence d'une autocorrélation spatiale signifie que la diversité est organisée, sous forme de gradient, de discontinuités, d'archipels, etc. Mais ce qui est intéressant n'est pas de considérer si deux éléments proches ou distants se ressemblent sinon de connaître l'organisation de l'hétérogénéité spatiale. On peut ainsi multiplier les indicateurs pour déterminer des régions homogènes, ou pour savoir si deux régions se ressemblent, mais ils ne nous diront jamais pourquoi la diversité est organisée !

Dans une approche modélisatrice, c'est du côté de la géographie économique (ou Science Régionale) que l'on peut trouver les meilleures réflexions sur l'hétérogénéité (Camagni, 1992; Derycke, 1992; Jayet, 1993; Auray *et al.*, 1994; Polèse, 1994; Bailly *et al.*, 1995b; Rallet & Torre, 1995; Puga, 1996; Baumont *et al.*, 2000). Les géographes économistes s'intéressent de près à ces paramètres de mesure de l'hétérogénéité, car elle reflète l'instabilité dans l'espace des relations économiques, soit parce qu'il existe des relations entre comportements économiques voisins, soit parce que les différences géographiques conditionnent l'estimation des paramètres (Le Gallo, 2004). Les auteurs admettent qu'il existe dans les systèmes économiques des phénomènes d'hétérogénéité et de concentration, et qu'il est plus intéressant de comprendre les différences structurelles entre éléments que leur similitude, et surtout de comprendre pourquoi et comment se construisent l'homogénéité et l'hétérogénéité. On parlera alors de disparités régionales, d'inégalités économiques, de processus de concentration, etc. On pourrait dire, comme Isnard, 1981, que « *l'homogénéité résulte d'un dépassement de l'hétérogénéité par son contrôle. [...] Si les contradictions inhérentes à l'hétérogénéité sont le moteur de l'évolution des entités socio-spatiales, l'homogénéité réalisée par la dominance d'une de leurs instances composantes est le facteur principal de leur cohérence : celle-ci rend compte de leur équilibre et de leur stabilité ; celle-là des ruptures nécessaires à leur évolution.* »

Mais cette dualité est dépendante d'un grand nombre de facteurs comme l'échelle d'observation des entités socio-spatiales, le degré de contrôle ou d'organisation de ces entités, la dominance, etc. qui sont autant de facteurs qui créent de l'hétérogénéité, et qui nous font poser comme hypothèse que **la dynamique de la société, et de la société dans l'espace, est basée sur la création et la gestion de l'hétérogénéité, en interne, ou en relation à son environnement.** « *La boucle tétralogique [désordre – ordre – organisation – interactions] signifie que les interactions sont inconcevables sans désordre, c'est-à-dire sans inégalités, turbulences, agitations, etc., qui provoquent les rencontres* » (Morin, 1977, p.56). Appliquée à la cosmogénèse, cette boucle est aussi valable dans le fonctionnement des sociétés, car l'interaction provient d'une rencontre, d'un échange, d'un mouvement, de l'hétérogénéité combinée du milieu et de la société, et conduit à l'organisation de ces échanges, à l'instauration d'une « culture », un ordre de référence, etc. On pourrait presque prendre la citation suivante de Morin comme une métaphore pour les sciences sociales : « *c'est en se désintégrant que le cosmos s'organise* » (p.45) !

Nous avons donc peu d'outils pour mesurer la diversité et l'hétérogénéité des systèmes sociaux spatiaux, et c'est une proposition intéressante de recherches pour l'avenir. Dans un premier temps, il est toujours nécessaire de clarifier la nature des objets géographiques qui participent à cette création de diversité, et à leur organisation dans l'espace. Ensuite il est important d'estimer, au cours du temps, la dynamique de cette diversité, et de la complexité du système spatial. En effet, si la société et l'espace sont « thermodynamique », gérant leur entropie en fonction de leur niveau d'organisation, nous devrions observer une plus grande hétérogénéité, un plus grand « désordre », ce qui en grande partie, est déjà vrai pour les dynamiques urbaines (polycentrisme, rurbanité, différenciation socio-spatiale, étalement, fragmentation, etc.)-

Ce qui est intéressant, en géographie, ce n'est pas de montrer des similitudes et homogénéités, c'est-à-dire de savoir si le voisin est proche et où se situe le niveau de différence, ce qui est utile mais non suffisant ; mais de comprendre quels sont les mécanismes que la société développe pour construire et répondre à l'hétérogénéité. On voit bien que nous sommes à deux niveaux de compréhension du système sociaux : l'analyse de la proximité (entre individus ou groupes dans l'espace) et l'analyse des interactions (entre les individus ou groupes et l'espace).

Mais il faut rappeler aussi que l'hétérogénéité ne signifie pas une variance infinie qui rendrait inexplicable le Monde (« *L'hétérogénéité totale équivaudrait à un système sans repos ni identité – une pure mouvance.* » - Morim de Carvalho, 2010, page 87). Fort heureusement pour nous géographes, dans cette coalition entre la société et l'hétérogène, il existe des invariants qui permettent de construire une théorie ou quelques modèles.

Une hétérogénéité organisée

*« Ce qui caractérise le totalitarisme
c'est d'avoir le minimum de diversité dans le maximum d'étendue.
Ce que vous incarnez vous-mêmes,
c'est d'avoir le maximum de diversité dans un minimum d'étendue,
et à ce titre, vous êtes un concentré de civilisation ».*
Milan Kundera

Quand je suis arrivé dans les Andes la première fois en 1996, j'ai été frappé par la diversité des paysages et des situations sur des espaces à la fois petits et immenses ; petits car très fragmentés et à l'horizon très limité, mais développés et répétés sur de grands espaces. De la vallée au massif, la diversité des morphologies et des aménagements, des situations éco-climatiques, des ressources disponibles, nous interrogent sur nos possibles méthodes de travail. Je me suis alors demandé, car je devais travailler sur des statistiques agricoles, comment j'allais faire pour en retirer des classifications, des hiérarchies, des typologies.

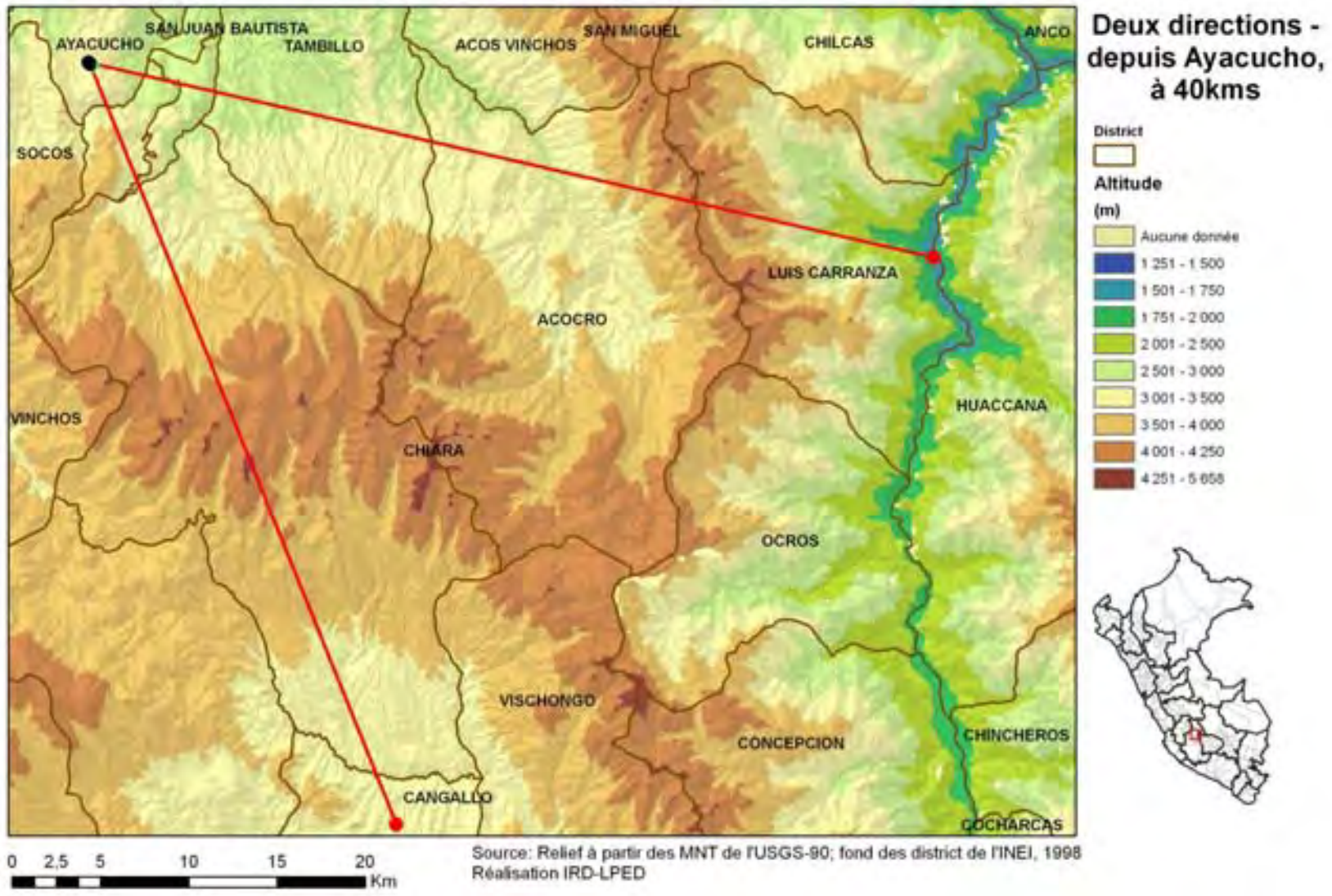
Car c'est bien l'hétérogénéité qui caractérise les Andes.

Lorsque les dénivelés dépassent les 2000m en à peine 50 kms ; quand pour rejoindre deux plateaux gelés il faut traverser des gorges profondes où l'on cultive du bananier ; quand, pour passer du désert à la culture d'exportation, il n'y a que quelques mètres ; lorsque les forêts, que nous voyons comme une mer monotone depuis l'avion, contiennent les plus fortes biodiversités du monde, etc. Comment peut-on raisonnablement prendre en compte une limite de province, de département, de commune et même de communauté pour caractériser des situations « homogènes » et les comparer entre elles ?

Cela a-t-il un sens au regard de la société ?

En 1997, nous avons réalisé un travail de terrain dans le département d'Ayacucho, Pérou, pour la vérification des données du recensement agricole de 1994 (Mazurek *et al.*, 1998). En particulier nous avons visité plusieurs municipes, comme Cangallo ou Ocros, répartis sur quelques kilomètres et qui montraient des caractéristiques extrêmement diverses (voir carte 1). L'analyse des statistiques agricoles, au niveau de ces districts, montraient, elles, un ensemble de paramètres similaires tous caractéristiques d'une zone déprimée, comme le suggère la carte 2 sur le diagnostic de la structure productive. Les travaux publiés montraient tous que les indicateurs de cette zone étaient au plus bas (Mazurek *et al.*, 1998; Mazurek, 2000). Mais la réalité était tout autre.

En premier lieu, la statistique pose le problème de l'échantillon. Elle suppose que la population est statique ; ou que la conformation de la structure de la production impose un mode de production statique. Nous obtenons, par la cartographie statistique, un « instantané » d'une unité géographique. Si plusieurs zones contiguës ont les mêmes caractéristiques, on dira qu'il existe une structure, voire une organisation spatiale.



Carte 1: Conformation de quelques districts du département d'Ayacucho en relation au relief et indication des profils d'altitude

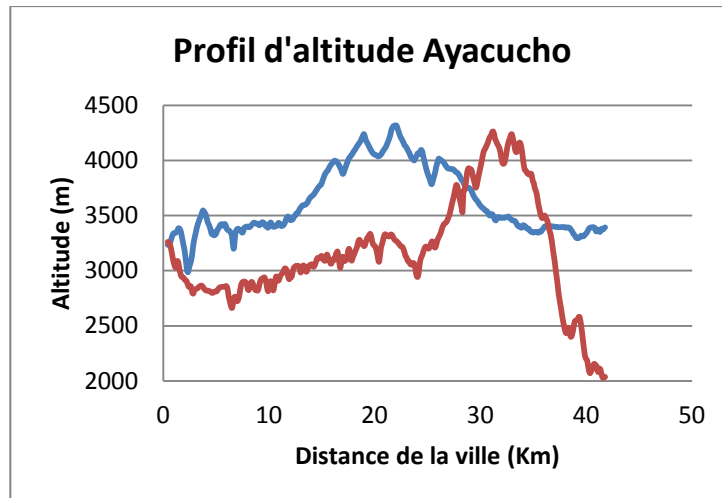


Figure 1: Profil d'altitude de Ayacucho à Cangallo (bleu) et d'Ayacucho vers Carranza (rouge)

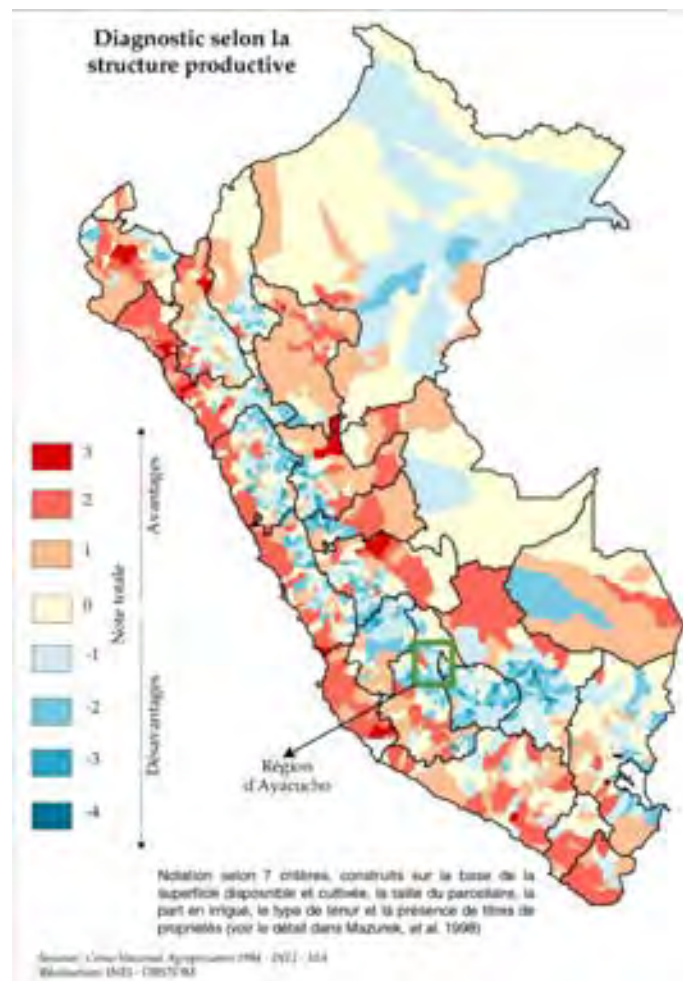


Figure 2: Quelle diversité étudier ?

Des profils d'altitude montrant une variabilité importante sur 40 kilomètres ; une carte de diagnostic statistique montrant une zone homogène en déclin ; et sur la page suivante des photos montrant pourtant une diversité importante.



Photo 1: Les bofedales au milieu des terres minérales (zones humides d'altitude, autour de 4000m) domaine des lamas, et les plaines de l'altiplano de Cangallo (3000-3500m) domaine des bovidés



Photo 2: La descente vers Ocros : pente, micro-parcellaire, forêt, céréales, maïs, etc. ; dans la vallée (vers 2000m), le figuier de barbarie, domaine des chèvres



Photo 3: La vallée vers Ocros (1500m) sur le versant amazonien, en bas les bananiers et le Bambou ; sur le versant pacifique (entre 500 et 1000m), une oasis au milieu des vallées sèches encaissées.
Nous venons, de la première à la dernière photo, de parcourir 40kms à vol d'oiseau.

Dans les Andes, ce mode de raisonnement est périlleux. Sur des unités géographiques d'une telle diversité, les paramètres moyens, et même les variances n'ont pas de signification. On pourrait, dans ce cas, soit fragmenter ces informations par communauté pour améliorer l'homogénéité, ou au contraire les agréger pour englober la diversité, mais le résultat serait identique. Ceci pour une raison simple : chaque unité est caractérisée par des paramètres peu avantageux du point de vue de la structure productive ; mais l'analyse des interactions entre ces unités, non mesurable par l'analyse statistique, montre que l'ensemble du système (composé de la mosaïque d'unités) est viable, et même particulièrement efficace. **Ce n'est pas la caractérisation des unités et de leur diversité qui est importante, mais les processus d'interaction entre l'agent et l'espace qui fondent les modes d'usage de l'hétérogénéité.** De fait, tout le raisonnement que nous avons fait, à la suite de beaucoup d'autres auteurs, sur les questions de pauvreté, de vulnérabilité, d'intégration dans les marchés, etc. était en grande partie faussé par cette vue statique de nos paramètres. On peut comprendre l'importance de cette démonstration pour la compréhension des phénomènes, et pour la réflexion sur les politiques territoriales.

Dès lors j'ai commencé à m'attacher à comprendre comment nous pouvons intégrer cette hétérogénéité dans nos analyses, et surtout à savoir comment les sociétés se l'appropriaient pour construire des modes de vie et d'organisation durable. En tant que géographe, le jeu des « échelles » que j'avais à ma disposition ne me permettait pas réellement de travailler à la fois sur des processus locaux (qualitatif et descriptif pour l'explication des processus), et des situations générales agglomérées (statistiques pour la situation des processus).

Dans les années 1970, plusieurs auteurs ont commencé à s'interroger sur la durabilité de systèmes productifs dans des milieux souvent extrêmes à forte hétérogénéité, les Andes : Fonseca Martel, 1972; Wachtel, 1974; Murra, 1975; Dollfus, 1978; Condarco & Murra, 1987; Mayer & de la Cadena, 1989; Dollfus, 1991; Morlon, 1992; Mayer, 2002, parmi les plus importants.

« La richesse de la mosaïque écologique est commandée par la disposition en bandes des grands étagements liés à la diminution de la température avec l'altitude, sur laquelle se superpose la trame tressée par le jeu de l'humide et du sec, du pentu et de l'horizontal, du couvert et du découvert, de la présence ou de l'absence d'aménagements humains. A titre d'indication, on dénombre dans les Andes intertropicales plusieurs centaines d'unités physiologiques de base, les 'géofaciès', qui constituent à grande échelle les carreaux de la mosaïque, tandis que les Alpes n'en comptent que quelques dizaines et les montagnes des hautes latitudes moins de dix. Cette richesse permet un grand nombre de combinaisons écologiques possibles dont quelques-unes ont été exploitées par les sociétés au cours de l'histoire. » (Dollfus, 1978, page 896).

Pratiquement tous ces auteurs ont insisté sur le caractère de mosaïque des milieux, imprégnant le savoir-faire des sociétés. Mais cette diversité, fluide, continue, est difficilement saisissable par les scientifiques qui ont rapidement dénaturé ces conceptions pour traduire en catégories les différentes trames interprétables. Il fallait, dans la rationalité cartésienne qui nous préoccupe, mettre nos observations dans des catégories simples et combinables. Plusieurs ouvrages de référence proposent ainsi des classifications bioclimatiques qui sont censées traduire la diversité ou l'hétérogénéité ; comme par exemple les meilleurs ouvrages de géographie écologique de Bolivie (Montes de Oca, 1983; Navarro & Maldonado, 2004), ou l'ouvrage de référence de la géographie péruvienne (Pulgar Vidal, 1996). *« L'utilisation d'indices bioclimatiques intégrés permet de faciliter l'établissement de types climatiques, c'est-à-dire, d'ensembles homogènes de conditions climatiques qui ont une expression territoriale géographique, où chaque climat s'étend sur une aire déterminée » (Navarro & Maldonado, 2004, page 9).* Cette modalité de description et d'étude

oblige à la simplification et surtout à la perte de considération de l'hétérogénéité nécessaire à la compréhension de la société. Cette méthode va aussi obliger à des descriptions sans fin, avec l'objectif de trouver des caractères discriminants entre les types. Ma pratique de la phytosociologie, au début de mes études, m'avait pourtant habitué à ces descriptions, même si à l'époque, la statistique essayait d'en formaliser les paramètres (Gounot, 1969; Guinochet, 1973). En partant de ces éléments, nous obtenons, pour les Andes une complexité de zones homogènes qu'il est totalement impossible d'appliquer ensuite sur des terrains concrets, ou qu'il est toujours nécessaire de remettre en question.

La classification de référence pour la Bolivie est principalement basée sur un étagement altitudinal a priori, combiné parfois à des formes végétales spécifiques, ou des types biogéographiques d'influence.

La classification péruvienne (de Pulgar Vidal, 1996) est un peu plus simple, uniquement basée sur l'altitude. Elle utilise des mots courant de la langue aymara ou quechua, dont la signification s'est perdue au fil du temps, mais qui est encore utilisée comme référent par les paysans. Cette classification ne comporte que huit classes :

- Janca : > 4800m de climat extrême et avec peu de végétation ;
- Puna entre 4000 et 4800m
- Suni entre 3500 y 4000m
- Quechua : entre 2500 et 3500m
- Yunga entre 500 et 2500m
- Chala pour les zones de moins de 500m situées sur la côte

A ceci s'ajoute deux régions spécifiques du versant amazonien :

- Rupa Rupa o selva alta, entre 400 et 1000m
- Omagua ou selva baja à moins de 400m

Cette classification est la plus connue, mais non forcément la plus justifiée du point de vue scientifique. Celle de Antonio Brack Egg, 1983, qui comporte 11 écorégions, combine quelques étages altitudinaux et de multiples critères de végétation, de sol, de conditions hydrographiques, etc. Elle satisfait alors les nécessités de description des écologistes du paysage, donne un cadre normatif en se rapprochant des normes internationales, mais elle n'est pas utilisable en dehors du contexte scientifique, et en particulier pour un travail avec les savoirs vernaculaires.

L'application de ces classifications n'est pas aisée. Elle nous donne certes un cadre de référence, mais nous appelle aussi au déterminisme, puisque qu'un caractère présent dans les Yungas de Bolivie serait situé dans le même contexte qu'un autre caractère des Yungas du Pérou ! Nous entrons ici dans le principe de la *zonification*, qui devient la méthodologique centrale de la géographie et de la représentation cartographique ; méthode satisfaisante au point de vue intellectuel, mais inadéquate pour l'étude des sociétés andines.

En effet, par ce mécanisme, le géographe construit une représentation qui lui convient parfaitement, mais qui est déconnectée de la réalité des processus de fonctionnement des sociétés. Au lieu d'étudier l'hétérogénéité, il construit sa propre diversité.

	Etage Ecologique	Etage bioclimatique	Bioclimat	Physiographie	Etage altitudinal (en m)	Province biogéographique
Cordillères	Nival	A-thermique	Pluvial saisonnier à Pluvial	Aires hautes des cordillères	> 5100-5200	Puna peruana; Altiplánica; Boliviano-Tucumana
	SubNival	Criolo-Tropical	Pluvial saisonnier et Xérique	Aires hautes des cordillères	4600-4700 à 5100-5200	Puna peruana; Altiplánica; Boliviano-Tucumana
Zones internes des Andes	Hautes Andes	Oro-Tropical	Pluvial saisonnier et Xérique	Cordillères, Altiplano	3900-4000 à 4600-4700	Puna peruana; Altiplánica; Boliviano-Tucumana
	Puna	Supra-Tropical	Pluvial saisonnier et Xérique	Versants et montagnes de la cordillère, Altiplano	3100-3300 à 3900-4000	Puna peruana; Altiplánica; Boliviano-Tucumana
	Pré-Puna	Meso-Tropical	Xérique	Vallées internes supérieures	2000-2300 à 3100-3300	Puna peruana; Boliviano-Tucumana
	Vallées	Termo-Tropical	Xérique	Vallées internes inférieures	<2000-2300	Yungas; Boliviano-Tucumana
Partie orientale des cordillères orientales	"Ceja de Monte" Haute montagne supérieure	Oro-Tropical	Pluvial et pluvial saisonnier	Versant et montagne hautes soumises aux vents	3600-3700 à 4100-4200	Yungas; Boliviano-Tucumana
	"Ceja de Monte" Haute montagne inférieure	Supra-Tropical	Pluvial et pluvial saisonnier	Versant et montagne hautes soumises aux vents	2800-3100 à 3600-3700	Yungas; Boliviano-Tucumana
	Montagne Andine	Meso-Tropical	Pluvial et pluvial saisonnier	Versant et montagne moyennes soumises aux vents	1800-2000 à 2800-3100	Yungas; Boliviano-Tucumana
	Montagne subandine	Termo-Tropical	Pluvial et pluvial saisonnier	Versant et montagne basses soumises aux vents	500-800 à 1800-2000	Yungas; Boliviano-Tucumana

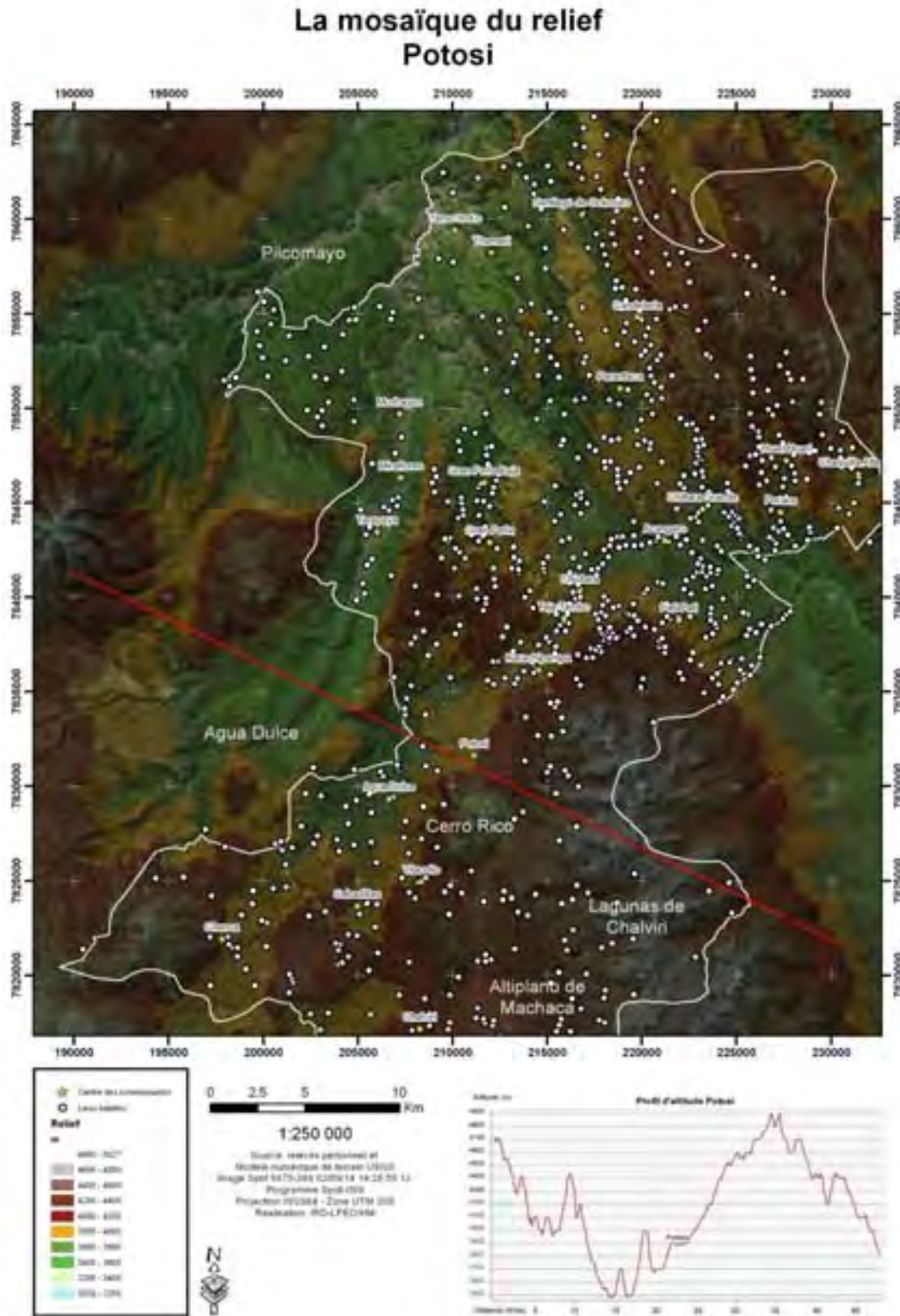
Tableau 1 : La définition des étages écologiques en Bolivie, d'après Navarro & Maldonado, 2004

J'ai eu l'occasion de me confronter à ces classifications lors de mes travaux de terrains au Pérou, pour la vérification des statistiques agricoles, et surtout lors de la réalisation du plan d'aménagement de plusieurs communes de l'Altiplano bolivien. Nous avons alors accepté, en coordination avec le Ministère du Développement Durable de Bolivie (Direction de la planification territoriale) et la Mairie de la commune de Potosí, au sud de la Bolivie, de tenter une expérience

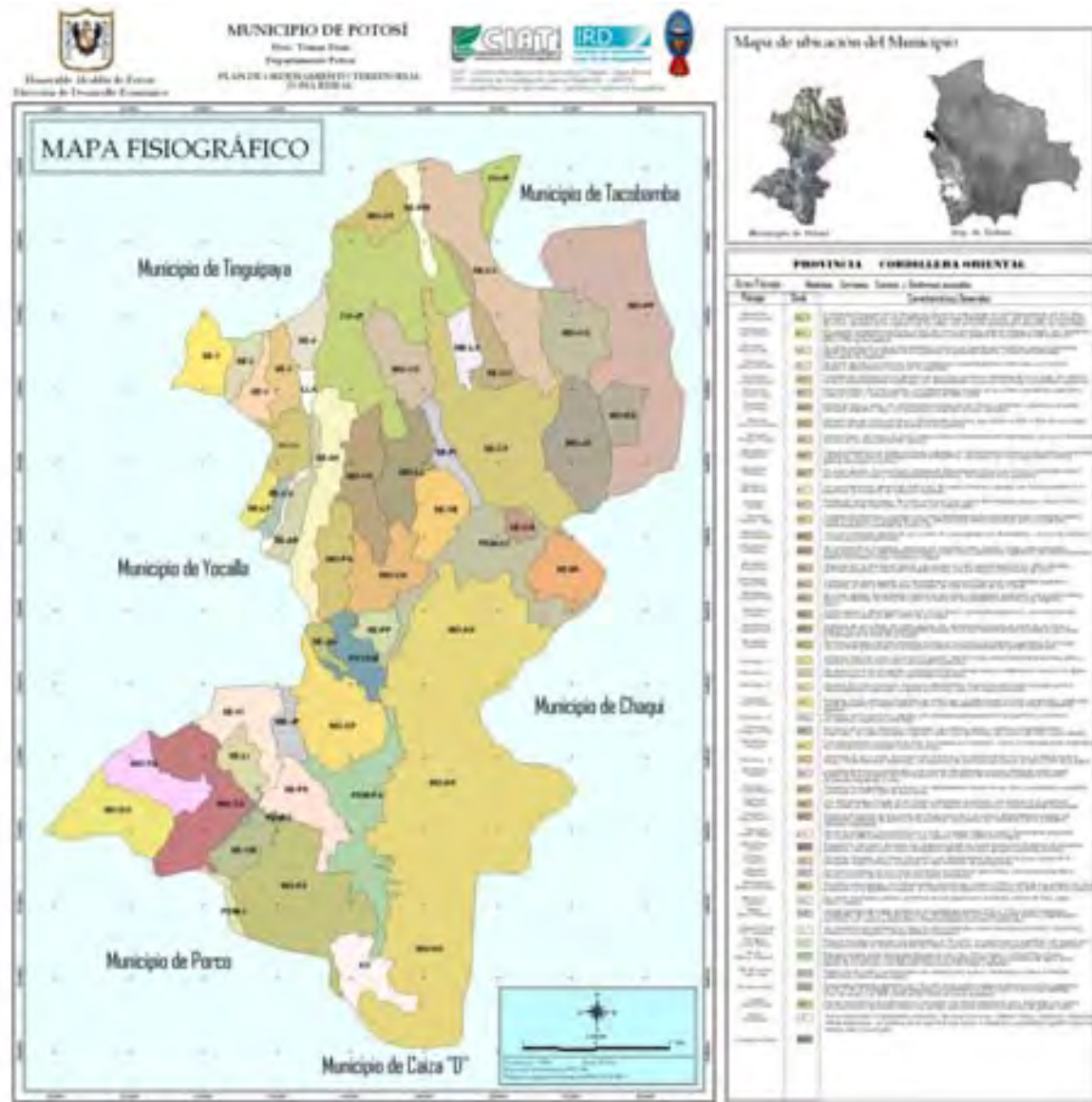
de planification territoriale en zone rurale. Cette expérience avait deux défis importants liés à la forte attraction du centre minier et à la désertification des zones rurales : un défi lié à la forte hétérogénéité spatiale de la commune, et celui de l'hétérogénéité temporelle, du fait de la variation importante de la population des communautés, que l'on pourrait qualifier de « peuplées mais sans habitants ».

Nous pouvons apprécier l'hétérogénéité spatiale de la commune de Potosí sur la carte 2 : une mosaïque impressionnante de situations du milieu physique que cette image satellite Spot a même du mal à rendre compte, tant les situations sont particulières, caractérisées par de multiples microclimats. On remarquera l'assez bonne régularité de la distribution des communautés et des lieux habités. C'est un paradoxe assez intéressant car on s'attendrait, en relation à nos propres références occidentales, que dans ces milieux si isolés et hostiles, les populations aient tendance à se concentrer. Pourquoi les populations s'installent-elles dans des lieux pour nous inhospitaliers, et ne se concentrent-elles pas dans les vallées ou au bord des rivières ? Dans un système communautaire pour lequel les interactions sociales sont fortes, dans un système montagnard, où la terre est comptée, dans un système économique d'autosuffisance, où les services n'existent pas, pourquoi y-a-t-il dispersion et non concentration des populations ? C'est un thème, celui de la dispersion en situation d'hétérogénéité, que nous reprendrons tout au long du document.

Les plans d'aménagement municipaux ont, en Bolivie, une méthodologie standard, établie en grande partie sous l'influence de la géographie hollandaise de l'ITC (Géosciences) dans les années 1990 (ZONISIG, 2000; Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación 2001a; b). La méthodologie a pour base la rédaction de plusieurs documents techniques, de caractère obligatoire (du point de vue de la loi), dont la carte de l'usage actuel du sol et celle de l'occupation du territoire, basée sur la détermination de zones homogènes. Le géomorphologue a dans ce protocole une place importante car il doit déterminer les aires physiographiques qui serviront de base à l'ensemble du travail de recompilation d'information et de zonation ; travail de profils physiographiques qui devrait permettre de mettre un peu « d'ordre » dans ce « désordre » de pixels. Le résultat en est donné sur la carte 3 ; il fut publié dans son intégralité, avec le commentaire de chaque légende, dans le rapport final du plan (Collectif, 2009).



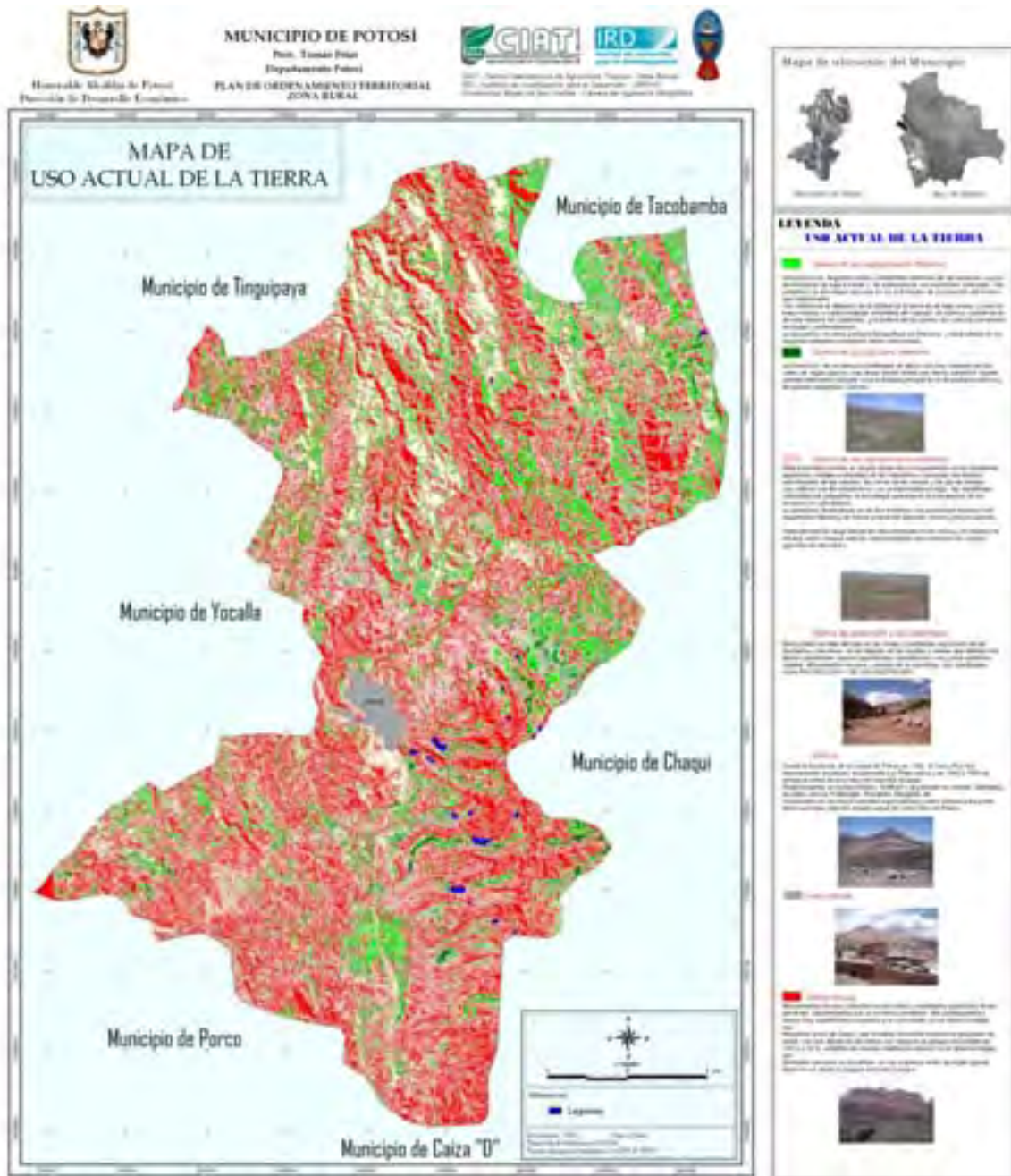
Carte 2: La mosaïque du relief - Potosi



Carte 3: Physiographie de la commune de Potosí

La carte physiographique¹⁷ décrit 49 paysages selon une classification qui prend en compte le type de terrain, l'homogénéité de la pente, de la végétation, et de l'étage altitudinal, etc. Cette classification a une certaine vérité scientifique dans la mesure où elle utilise des critères bien définis et entre dans une méthodologie reproductible. C'est donc un document important pour le technicien qui saura se positionner dans ses propres références. Mais ce document explique-t-il le fonctionnement de l'hétérogénéité spatiale? Non, et pour deux raisons essentielles: nous définissons des entités qui ne sont pas fonctionnelles, car non utilisées comme telles par la société; les entités ne sont pas liées entre elles du point de vue fonctionnel, ce qui les rend statiques et non dynamiques.

¹⁷ Je reproduis la carte telle qu'elle a été présentée dans le document technique d'aménagement, sans soucis de traduction, puisqu'il s'agit d'un document d'illustration et non de démonstration.



Carte 4: Usage actuel du sol, Potosí

Le second document, de la carte 4, montre l'usage actuel du sol. Il montre bien que, même en résumant la diversité à 7 classes d'usage, nous sommes toujours en présence d'une mosaïque qui suppose une hyper fragmentation de l'activité agricole. On se laisserait alors à supposer que la distribution, tant régulière, des zones habitées correspond aux tâches vertes de l'agriculture possible. Ce qui n'est pas le cas car l'hétérogénéité ne se situe pas au niveau de la distribution des usages dans l'espace, mais de l'usage que fait la société de cette distribution.

Toute la discussion avec les communautés autour du plan d'aménagement a tourné autour de cette question : la méthodologie officielle et la cartographie ne reflète pas l'hétérogénéité de leur mode de vie. Doit-on alors dans un plan d'aménagement utiliser des méthodes scientifiques normées et les transmettre aux réalités sociales ; ou les scientifiques doivent-ils construire leur méthode en fonction de ces réalités sociales ?

Prenons le cas de Thamari, au Nord de la commune de Potosí. C'est une dépression située à 3300m d'altitude, c'est à dire, théoriquement, correspondant à un étage Puna, ou à la limite supérieure de l'étage Quechua ; dépression environnée d'un plateau situé entre 3800 et 4000m d'altitude. Malgré cette caractéristique climatique, qui semble contraignante, c'est une zone disposant d'eau toute l'année où les cultures de fruits telles que la pêche, la cerise, et le maraîchage sont bien développées. C'est par contre une zone totalement isolée, dont l'accès s'effectue à pied depuis le plateau (une heure de marche en descente et deux à trois heures en montée avec le chargement), puis dans de rares véhicules jusqu'à la ville (entre 2 et 4 heures). Quelques familles vivent encore dans cette vallée, et une école permet une certaine stabilité de cette population.

Le transport est un problème, plus pour les marchandises que pour les paysans. Mais l'hétérogénéité n'en est pas un, au contraire. En à peine 100 kms (de Potosí à Thamari), les paysans ont l'opportunité de profiter de plusieurs microclimats qui leur assurent une production à haute valeur ajoutée (maraîchage et fruitiers), un élevage de rente (le lama), des cultures de consommation comme la pomme de terre sur le plateau, et un salaire élevé par le travail intermittent à la mine de Potosí ou de Huari Huari.



Photo 4: La dépression de Thamari, Potosí

Paysages fermés, paysages ouverts, l'hétérogénéité est intégrée dans le mode de vie des paysans des Andes. En bas, la dépression de Thamari, à 3300m d'altitude, oasis et microclimat au sein des hauts plateaux de Potosí,

permettant la culture des fruits et du maraîchage, mais accessible uniquement à pied, la route s'arrête au bord du plateau, à 3800m.

La même communauté utilisera donc au moins 4 des 49 unités physiographiques définies, et une multitude d'unité d'usage du sol, car peu de parcelles sont contiguës. Le schéma d'utilisation de l'espace est donc basé sur la diversité dans son usage et la répartition de ces usages dans le temps. Le problème de l'aménagement n'est pas alors un problème de zonification et de cartographie, c'est un problème d'optimisation de l'usage de l'hétérogénéité, dans son sens organisationnel.

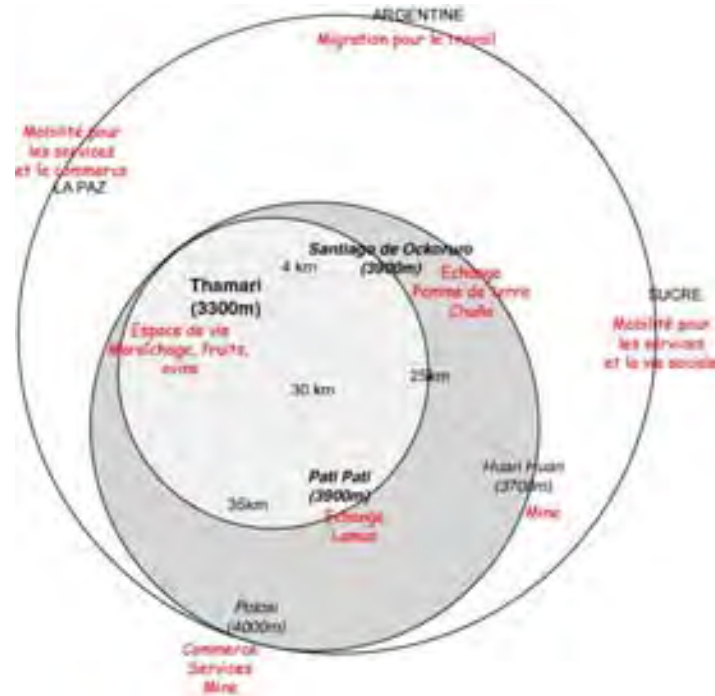


Figure 3: L'organisation spatiale de la diversité, autour de la communauté de Thamari
(Réalisation personnelle à partir d'entretiens)

Respectant les nécessités du calendrier agricole (semis, récolte), le cercle gris clair représente l'espace d'utilisation agricole, entre Thamari même qui est souvent (mais pas obligatoirement) l'espace de vie et la zone de Santiago de Ockoruro (où se cultivent les tubercules d'altitude), et des terres disponibles sur Pati Pati, un plateau à 3900m favorable à l'élevage du lama et des ovins. Un autre cercle, en gris plus foncé, correspond aux activités non agricoles, principalement le commerce et le travail de la mine, réalisées par une partie de la famille et selon les opportunités et avantages qu'elles offrent (coût des minerais, de la laine, intensité de l'activité touristique, etc.). Le cercle le plus grand est un espace de mobilité temporaire, correspondant aux voyages à la ville pour l'accès à des services ou commerces spécialisés, ou d'éloignement de longue durée (en moyenne 3 ans dans la zone de Thamari) lorsque des ressources financières complémentaires sont nécessaires. Ce dernier cercle a tendance aujourd'hui à s'élargir à des espaces plus éloignés, incluant la colonisation des terres basses de Bolivie ou même d'Argentine ou de l'Espagne (Cortes, 2002; Gómez Espín, 2002; Cortes, 2004; Sassone *et al.*, 2004; Herrera *et al.*, 2005; Herrera, 2008; Baby-Collin & Sassonel, 2010). Ces cercles et ces périodes ne sont pas figés, ils peuvent se moduler en fonction de la disponibilité des membres de la famille, en fonction du rendu de l'activité, ou en fonction des nécessités occasionnelles (mariage par exemple). Il était

assez fréquent dans nos entretiens de rencontrer des communautaires qui avaient réalisé plusieurs cycles de migration vers l'Argentine, allant ou revenant en fonction du rapport entre le salaire dans ce pays et les cours du minerai dans la mine de Potosi. Beaucoup aussi reviennent quelques années dans leur communauté pour assurer les fonctions obligatoires d'autorité, ou récupérer la production sur leurs terres. Mobilités complexes, souvent liées à la multi résidence, dont nous reparlerons au chapitre 4 mais qui font le fondement de cette création et gestion de l'hétérogénéité.

Il faut comprendre également que la population de Santiago de Ockoruro, communauté voisine, développera ses activités sur des cercles très différents. Chaque communauté, en fonction de sa position dans la diversité générale, organisera son hétérogénéité de manière différente. Si nous superposons l'ensemble des cercles d'influences des communautés, nous obtiendrions un patchwork beaucoup plus complexe que la mosaïque du relief ; patchwork que nous sommes aujourd'hui incapables d'analyser dans sa totalité.

On sait par ailleurs depuis longtemps que cette construction d'hétérogénéité, profitant de la diversité des milieux, est une manière de réguler la vulnérabilité liée au milieu même. On crée de l'hétérogénéité d'usage pour répondre à une diversité imposée, et ceci afin de réduire le risque lié aux conditions contraignantes de ces milieux (Molinié, 1981; Usselman, 1993; Gastellu, 1997). Nous avons étudié beaucoup de ces situations dans le cadre du plan d'aménagement du territoire ; la plupart nous ont montré des systèmes complexes de tenure de la terre, de gestion des calendriers, et des mobilités croisées qui sont bien adaptés aux problèmes de la vulnérabilité, bien que la modernité ait effrité ces systèmes (Garnier & Reboul, 2008).

En fin de compte, les distances sont courtes ; il faut au maximum une demi-journée pour aller de la ville à la communauté la plus éloignée. Il faut à peine quelques heures pour passer d'une zone de pâturage d'altitude aux vergers de pêche de la vallée, à quelques 1000m en contrebas. Cette distance n'est pas un problème dans la gestion de cette hétérogénéité, pour ces communautés de Potosi, comme pour les indiens Uwas (Sierra Nevada del Cocuy, Colombie) (Falchetti, 2007), que pour les Lupaqa sur les bords occidentaux du lac Titicaca (Morlon, 1992), comme orientaux (Saignes, 1981), des Q'eros de la región de Cusco (Leborgne, 2002) ou de los Kunzas en el Norte de Chile (Villagrán & Castro, 2003), etc.

« Bien avant les Incas, les peuples andins avaient découvert que leurs meilleurs efforts locaux de culture n'étaient pas suffisants s'ils voulaient d'abord éviter la famine, et ensuite remplir les greniers de leurs chefs et de leurs dieux. Pour obtenir une productivité élevée, ils tirèrent partie de ce que les étrangers considèrent comme des désavantages : les changements brusques dans les conditions écologiques, parfois à quelques centaines de mètres de distance. Dans les Andes, chaque groupe humain même primitif ou petit, devait pêcher, cueillir et cultiver sur différents étages » (John Victor Murra in Morlon, 1992, page 124).

John Murra (Murra, 1975; Condarco & Murra, 1987) nous explique que cet usage de l'hétérogénéité, plus qu'une organisation, représentait un idéal de l'organisation andine, auquel participaient des ethnies très diverses et contrastées comme « *les Yacha de parler Quechua de Chaupiwaraña, que comportaient moins de mille unités domestiques, mais aussi les lupaqa de parler Aymara, sur le lac Titicaca, qui selon un khipu qu'ils présentèrent à Garcí Diez montrait qu'ils étaient 20000 familles avant l'invasion européenne* » (page 30). Cet idéal est décrit par John Murra et Ramiro Condarco, mais aussi par Olivier Dollfus, 1991, ou Pierre Morlon, 1989; 1992, et bien d'autres auteurs par la suite, comme « les îles verticales », « l'archipel vertical » ou « la théorie de

la complémentarité verticale éco-symbiotique », dont nous reproduisons ici le modèle développé par Morlon pour les Lupaças.

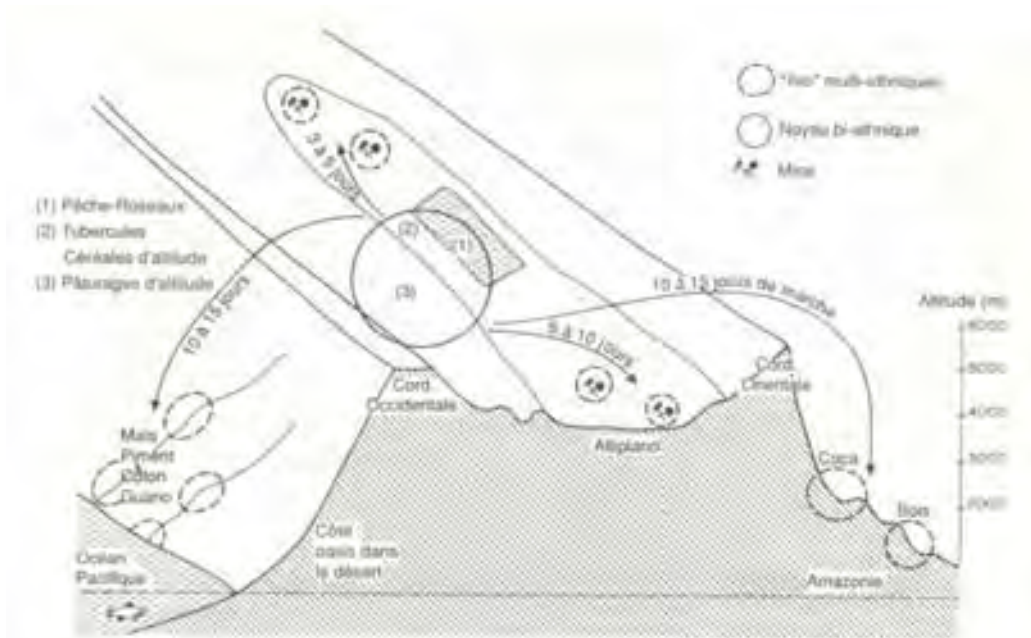


FIGURE 3.5 : Schéma de l'archipel des Lupaça, ethnies de 20 000 foyers parlant aymara.

Figure 4: La diversité multi-ethnique et multi-spatiale des Lupaças, d'après Morlon, 1992

Ces auteurs montrent que jusqu'à une période récente, bon nombre de communautés des Andes disposaient de terres dans les quatre coins du *Suyu*, dont l'accès nécessitait souvent plusieurs jours de marche. Les *Chaupaychu*, signalé par Murra dans son premier exemple, faisaient 3 à 4 jours de marches pour arriver à la Puna, vers les 4000m où ils maintenaient leurs troupeaux et récoltaient le sel ; ils descendaient aussi à moins de 1000m en 3 ou 4 jours de marche pour la culture du coton, de la coca et l'exploitation du bois. De tels schémas perdurent aujourd'hui dans nombre de communautés des Andes, malgré la rupture qu'a constitué la réforme agraire parce qu'elle a cantonné les populations sur des terres fixes, et a limité l'accès aux terres basses. On le retrouvera aussi vers Cusco (Leborgne, 2002) dans des communautés pour lesquelles l'auteur signale que « *les chemins, les cultures et les rituels sont les trois facettes de l'écologie des Q'eros, les trois termes complémentaires nécessaires à leur reproduction matérielle et symbolique et à la gestion des aléas inhérents à ces activités, dans un milieu géophysique difficile* ».

L'hétérogénéité organise donc la diversité de trois façons :

- **spatialement** par l'incorporation d'écosystèmes variés dans l'activité individuelle et collective, apportant une diversité de produits primaires et une diminution du risque alimentaire ;
- **temporellement** par l'adaptation des calendriers agricoles aux microclimats et micro-saisons des étages ainsi visités, limitant de cette même manière le risque climatique ;
- **ethniquement** puisque plusieurs communautés de cultures différentes ont accès aux mêmes milieux, ce qui facilite les échanges et le maintien collectif de cette diversité. Le

rituel permet alors le maintien d'une identité face à cette diversité des milieux et des cultures côtoyées.

Aujourd'hui le contrôle n'est plus vraiment vertical, mais tend à intégrer de plus en plus l'horizontal : la ville, les terres éloignées de colonisation, voire les espaces de migration transnationaux. Même « *s'il n'y a pas d'idéal andin* » selon Gastellu, 1997, la contrainte liée aux difficultés du milieu naturel est toujours « *retournée en avantages par les paysans* ». Dans un tel contexte de mobilité et d'interculturalité, la dispersion des habitats est aussi un facteur de création d'hétérogénéité spatiale diminuant le risque par une optimisation de la diversité et de l'usage de l'espace. Cette dispersion de l'habitat dans des milieux sous contraintes, mais maîtrisés, nous rappelle que la création de la ville en occident, n'est finalement que le résultat de la contradiction entre la création d'hétérogénéité (les places centrales) et l'absence de gestion de cette hétérogénéité (la constitution de fortes hiérarchies sociales et de la division sociale et spatiale du travail).

Pour étudier ces mécanismes, nous ne pouvons pas nous contenter d'analyse de similitude, ou de parcours, ni d'une simple étude de la diversité du support physique. Nous avons besoin de nouveaux outils, en particulier capables d'intégrer les savoirs vernaculaires, et ainsi pouvant enrichir cette connaissance du terrain. On ne peut pas suivre le point de vue de Claval, 2005, qui oppose les géographies vernaculaires aux géographies scientifiques, considérant que les premières n'ont pas un niveau de formalisation suffisant des pratiques et savoir-faire. Le savoir vernaculaire est celui qui construit la société, alors que le savoir scientifique essaie d'en comprendre les règles, par l'observation et l'analyse. Dans le cas des Andes, nos méthodes positivistes sont incapables de faire face à la complexité de la construction de l'hétérogénéité de la société. Une collaboration est donc impérative, dans le cadre de la domination du paradigme positiviste, pour construire une « *'vérité biodégradable' qui visera plutôt à assurer de la certitude des erreurs et des mensonges : une science négativiste, si l'on veut !* » (Morin, 1981, cité par Le Moigne 2001).

Y-a-t-il une Nature pour la géographie ?

*« L'homme est un être culturel par nature
parce qu'il est un être naturel par culture. »
Edgar Morin, Le paradigme perdu : La nature humaine*

L'expérience décrite précédemment nous a montré que le découpage de l'espace en unités physiographiques ou paysagères est possible grâce à des méthodes issues d'un référent scientifique donné, mais qu'il est en grande partie inutile pour l'explication des interactions entre milieu et société. Ces méthodes, évidemment, peuvent fonctionner dans les communes françaises, très petites et où les activités sont en majorité « sédentaires », mais pas dans des contextes régionaux de forte hétérogénéité et d'activités basées sur la gestion de cette hétérogénéité. Cependant, on peut aussi se poser la question de l'étude de l'hétérogénéité dans des zones françaises supposées homogènes par découpage. Ceci pose tout aussi évidemment le problème de l'universalité de notre discipline dans des contextes où les cosmovisions sont différentes.

Cette difficulté provient de l'histoire de notre science occidentale. La communauté scientifique a longtemps cherché des causalités entre les processus sociaux et les supports de ces processus, à l'interface entre l'homme et son environnement, pour montrer « *qu'un certain ordre existe sous la confusion apparente des formes* » comme l'affirme Claval, 2003a (page 67). En géographie, le débat sur la causalité des structures, sur le déterminisme des interactions, et sur la typologie des formes est loin d'être terminé. Il sévit encore de manière récurrente en Amérique latine lorsqu'il s'agit d'expliquer certains critères comme la pauvreté, la mortalité infantile ou la rentabilité du travail par des critères d'altitude, de latitude ou de température moyenne (voir par exemple le travail de Gallup *et al.*, 2003). L'histoire des sciences (voir en particulier le tome 2 de Glacken, 2002) nous rappelle que la géographie a souvent utilisé le déterminisme comme modalité d'explication de l'organisation des sociétés. « *Au paradigme dominant au Moyen Âge d'une relation étroite entre Dieu [le Créateur], la terre et l'homme, n'a pas correspondu un effacement du déterminisme géographique en dépit de son incompatibilité avec une théologie conquérante. L'Antiquité classique proposait plusieurs lectures de la relation qui lie l'homme à la nature et au divin. Au Moyen âge cette relation est univoque mais la théologie chrétienne admet les considérations d'influences climatiques, tout comme celles d'influences astrales qu'avaient pourtant dénoncées les premiers Pères de l'Eglise, hostiles à l'astrologie* » (pages 165-166). Pour faire face à l'hétérogénéité, la pensée occidentale chrétienne s'est appuyée sur le déterminisme, solution permettant de nier les différences (ou au contraire de les exacerber) et en plus de les attacher aux lois de la Création. On ne le dira jamais suffisamment mais cette conception de la relation nature - société, marque toujours profondément les modalités d'explication géographique et leur utilisation dans la définition des politiques.

Ce paragraphe n'a pas pour objet de reprendre l'histoire de la pensée géographique, que je laisse volontiers à des épistémologues plus expérimentés (Claval, 1984; 2003a; 2005) mais de comprendre comment cette relation nature / société doit être reprise en considération dans la

construction de nouveaux concepts en géographie. Notre travail dans les Andes nous incite à reconsidérer ce débat nature / société, et à reconsidérer les formes d'anthropocentrisme et de déterminisme qui sont liés à nos pratiques scientifiques.

Dans un premier temps, l'anthropocentrisme nous amène à nous interroger sur la signification du mot nature.

Comme le rappelle Ferrier, 1999, la géographie a longtemps considéré la Nature comme l'environnement physique, et l'a décrite à partir du sol, du climat, de la végétation, sans réellement en considérer l'importance dans la construction des sociétés. « *"Professionnellement", cette interrogation si largement partagée nous renvoie à l'un des acquis les plus centraux de la pensée géographique, la reconnaissance en tout territoire d'un toujours complexe interface Nature-Culture* » (Ferrier, 1984:102-107). Et d'ajouter : « *"La connaissance territoriale nous confronte à un interface, parce qu'elle 'impose', à la fois, l'observation de faits physiques et biologiques -on dira 'naturels'-, et de faits toujours plus ou moins inséparables de l'activité humaine -on dira 'culturels'."* (Ferrier, 1998). Chez la plupart des géographes, la relation Nature – Culture est une interface, dont le jardin ou le paysage en exprime la quintessence, parce qu'il constitue le summum de la maîtrise de la Nature par l'Homme (dans les civilisations qui ont développé une esthétique paysagère). Entre mythes et sciences, cette construction d'un ordre naturel, voire divin, sous couvert de déterminisme, marquera l'écologie et la géographie. « *Ordre naturel ou ordre culturel des paysages ? La réponse n'est peut être pas aussi évidente en ce milieu du XIXe siècle baigné encore dans l'idéologie scientifique nourrie des mythes d'une nature fertile et productive et découvrant l'aventure de la technicité, notamment à travers les grands travaux d'infrastructure, les ouvrages d'art aux formes inspirées de l'art classique.* » (Luginbuhl, 1989). Même Karl Marx se laissera prendre à la supériorité de l'intelligence humaine sur la nature : « *L'abeille surprend par la perfection de ses cellules de cire, l'habileté de plus d'un architecte. Mais ce qui fait la supériorité de l'architecte le plus médiocre sur l'abeille la plus experte, c'est qu'il construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche.* » (Marx, 1993,p 728), niant le processus d'apprentissage des relations humaines, les connaissances-fondements liées à l'expérience et à l'optimisation, bien avant la modélisation (Le Moigne, 2002). En effet, ce qui distingue l'homme des animaux, selon Karl Marx, c'est la possibilité qu'a le premier de produire ses moyens d'existence, lui donnant une « supériorité » sur la nature.

La géographie se construira sur la supériorité de l'Homme sur la Nature, la basant sur la possibilité qu'à l'Homme d'observer et d'abstraire, de formaliser les paramètres de la Nature.

L'Homme ne fait alors plus partie de la Nature. Il est en dehors et il peut la conditionner ; la nature devient un construit. Pire, face à Dieu, l'homme se situe à un niveau supérieur à la nature dans la hiérarchie de la création. Dans le même ordre d'idée, le scientifique, par sa raison, est capable de la comprendre et d'agir sur elle. Il se situe alors entre Dieu et la société et peut imposer à la société un certain regard sur la nature, par exemple sur les valeurs qui associent la nature et la culture. La valorisation, ou au contraire l'exclusion, de ce qui est naturel constitue la norme du naturel / non naturel et devient, sous l'influence de diverses idéologies, ce qui est autorisé (la race, l'éthique, etc.) et ce qui est illicite (homosexualité, sorcellerie, etc.). Le possibilisme atténue cette position mais l'homme reste l'agent ultime de la configuration du paysage en fonction de ce que peut offrir la nature.

D'un autre côté, considérer la relation Nature – Culture ou Nature – Société comme une interface, c'est aussi nier la réalité de la société comme partie de la Nature, voire la refuser. Claude Raffestin, 2001, parle même d'une « mort » de la nature, car le paysage contemple ce qui n'est plus, « *une antériorité désormais inaccessible* ». « *Contrairement à ce que l'on croit*

habituellement, avec une naïveté désarmante, l'émergence de la notion de paysage, dans la peinture, dans la littérature et dans la géographie n'est nullement un retour vers la nature, elle est bien au contraire l'acte de décès de la nature qu'enregistre avec une certaine indifférence les arts et les sciences du XVIIIe et du XIXe. » (p. 197). Une certaine nostalgie de l'Eden !

L'occident a séparé l'objet (la nature) du sujet (l'homme), créant une bifurcation (dans le sens de la théorie du chaos) entre nature et société, entre nature et culture, que chacun peut interpréter ou représenter à sa manière, en différenciant les cultures entre elles. « *La tragédie de la civilisation [occidentale] réside dans la croyance, dont elle est imprégnée, que la nature n'est vraiment identifiée qu'à travers la culture* ». (Raffestin, 2001, p. 197). « *Cette alternative, qui remonte à la dichotomie cartésienne du sujet et de l'objet, a dominé la modernité. Elle a permis à l'homme de maîtriser son environnement par la technique, mais elle a peu à peu ruiné le sens de son milieu, désormais écartelé entre deux perspectives inconciliables.* » (Berque, 1990, page 10).

On peut considérer, comme le signale Descola, 2008, que c'est au siècle des lumières que ce basculement s'est opéré, entre une Nature conçue comme holistique, et une Nature ayant une utilité pour l'Homme. « *A la question 'à qui appartient la nature ?' On répond certes dans le cas présent 'à chacune des espèces qui la constitue', mais aucune d'entre elles, à l'exception de la nôtre, ne s'étant exprimée sur le sujet, c'est le point de vue de certains de ses membres qui va nécessairement prévaloir. On devrait donc dire que toute morale de la nature est par définition anthropogénique en ce qu'elle exprime nécessairement des valeurs défendues par des humains.* » (Descola, 2008).

Anthropocentrisme, dichotomie nature / culture, rationalisme, sont les paramètres qui induisent le déterminisme : l'homme doit expliquer la nature par des modèles simples, si possible des relations de causalité, de façon à montrer à la société la rationalité de ses actions. Le déterminisme suppose la maîtrise de l'Espace ou de la Nature, ce qui est incompatible avec l'existence d'une hétérogénéité. L'anthropocentrisme et le déterminisme seront alors synonymes de classifications et de limites. Le XVIIIème siècle fut ainsi le siècle de la classification ; il a, à mon sens, détruit la possibilité de la systémique pendant quasiment trois siècles. Ironie du sort lorsque l'on pense que les adeptes de cet ordre de la nature étaient des pluridisciplinaires convaincus. Cuvier, Lamarck, Buffon, Linné, et bien d'autres, ont ainsi catégorisé d'abord les sciences (botanique, zoologie, chimie, physique, etc.) puis les structures au sein de ces sciences (famille, genre, espèce, etc.). On trouvera, au début du XXème siècle, des classifications sur presque tout, y compris les races humaines (Centre National Belge de Recherches de Logique, 1963). « *Depuis cent cinquante ans, la partie émergée de cet iceberg qu'est le 'tableau synoptique des disciplines scientifiques' [...] établie dès 1828 par Auguste Comte, [...], le 'seul ordre vraiment rationnel' n'a apparemment guère évolué.* » (Le Moigne, 2002, p. 167). Inexorablement, cette évolution de la science nous a construit un système fermé dont nous avons, aujourd'hui encore, du mal à nous détacher : tout est inclus dans des limites.

Dans la géographie occidentale, la limite devient le nécessaire mode d'étude et de représentation : la frontière, la zone, la classification des climats, des unités géomorphologiques, des groupes sociaux, des discontinuités, etc. L'espace de nos ancêtres était basée sur les orientations et les continuités : la fonction symbolique de l'obélisque (nord-sud, est-ouest course du soleil, élément divin), la disposition des suyu dans les Andes (points cardinaux, haut – bas, urco et uma), du Mandala tibétain (intérieur, extérieur, transition), etc. ; combinant réalité et spiritualité. La géographie devient une science des structures de représentation du monde, que l'aire napoléonienne va transcrire dans la logique hiérarchique du découpage « territorial » : département, canton, commune, district, etc. Nos dispositifs spatiaux homogènes (zones, unités

géographiques, régions, groupes, etc.) sont des palliatifs pour permettre un certain déterminisme (comparaison, régression, loi, modèles, etc.) mais ne permettent pas de gérer la diversité des usages que fait la société de la nature.



Photo 5: Le Mandala et la croix andine

Le Mandala et la croix andine : le centre est sacré, l'extérieur est ouvert, mais représentent les multiples dimensions du Monde : une représentation de l'espace totalement symbolique, lieux, centre, spatialité, ouverture et fermeture, hétérogénéité, organisation.

Anthropocentrisme, déterminisme, limites, nous laisserons le dernier mot à Darwin, 1876 - 1980 : « Lorsque l'on considère la distribution des êtres organisés à la surface du globe, le premier fait considérable dont on est frappé, c'est que ni les différences climatiques ni les autres conditions physiques n'expliquent suffisamment les ressemblances ou les dissemblances des habitants de diverses régions. » (Page 424) ; « Cependant, comme les chaînes de montagnes, les déserts, etc., ne sont pas aussi infranchissables et n'ont probablement pas existé depuis aussi longtemps que les océans qui séparent les continents, les différences que de telles barrières apportent dans l'ensemble du monde organisé sont bien moins tranchées que celles qui caractérisent les productions de continents séparés » (page 426).

Il est logique alors qu'une autre conception émergea au delà de l'anthropocentrisme : l'apparition d'un *constructivisme* qui recentre la pensée géographique (comme sociologique) sur la construction sociale de l'Espace et de la Nature.

« La certitude qui tend à s'imposer partout, c'est en effet que, de l'ensemble des institutions sociales aux réalités mêmes du monde physique, rien n'est vraiment naturel, ni même pleinement réel, parce que tout est construit - . » (Caillé et al., 2001). Tout est construit social y compris nous-mêmes. Selon Bourdieu, 1977, « le corps dans ce qu'il a de plus naturel en apparence, ..., est un produit social ». Si l'on garde cette analogie du corps modelé par les facteurs sociaux comme le sont les conditions de travail, la possibilité d'avoir accès à la mode, aux cosmétiques, ou l'éducation qui conditionne le porter et le comporter, etc. ; la nature et l'espace sont des produits sociaux modelés par les même facteurs, mais dont on ne considère même plus ici l'existence d'un support physique puisqu'il est lui-même construit social.

Certes, cette vision « constructiviste » est nécessaire, elle analyse les modalités du langage social, en particulier du savoir, autour de l'existant. La connaissance est une construction humaine, et en particulier la connaissance sur la Nature, c'est-à-dire une représentation de la réalité, mais la relation n'est pas forcément bijective. Nous avons, surtout en tant que scientifique

une « *conscience d'abstraire générale* » (Korzybski, 2010) mais qui reflètent des processus de la réalité, ou qui abstraient cette même conscience. « L'eau coule » est un premier élément de conscience, dit descriptif, alors que le « débit » suppose un second niveau d'abstraction faisant intervenir des définitions, concepts, modèles, méthodologies, mesures, etc. Nous ne construisons pas la Nature mais nous construisons des abstractions de cette nature, comme le paysage, le géosystème, etc. Raffestin, 1977, considère que « *le langage de la géographie du paysage résulte donc d'une perception sociale et il en va de même pour le langage de toutes les sciences humaines. Le changement de code n'est possible que s'il y a un consensus suffisant dans le milieu social où il est proposé.* »

Lorsque la nature passe par le microscope, il ne s'agit déjà plus de nature mais d'une interface entre nature et culture. Au travers du prisme du constructivisme, la réalité devient donc fragile ; car elle passe par des conventions. « *Les conventions artistiques permettent, dans ce contexte de naturaliser un rapport visuel au monde et, dans un même mouvement, de légitimer les rapports de domination* » (Trom, 2001). La nature n'a donc, du côté des scientifiques, que la réalité qu'ils ont eux-mêmes construite. Cette conclusion pose un problème de validité scientifique, dans la mesure où notre terme, notre conception, n'est pas universelle et dépend des contextes culturels.

Il existe certes un « *traitement matériel et idéal de phénomènes physiques et biologiques par les sociétés* » selon Lussault, 2007 (p. 20), mais ceci ne constitue pas une « *fabrication de la nature* », tout au plus une conception de la nature. Dans la cosmovision occidentale, nous avons trop tendance à oublier que la nature n'est pas un état extérieur, comme un paysage, un séisme ou un virus, « *cette partie du monde que l'homme n'a pas créé* » comme disait Clark, 1988 (cité par Trom, 2001) mais une dynamique, un processus de croissance continue des êtres biologiques et de reposition des êtres non biologiques. Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une nature conçue comme extérieure à l'homme et à la société.



Photo 6: Paysage vécu, Paysage perçu

Photo prise à Sorata, département de La Paz et peinture de Mamani Mamani : quel est le vrai paysage ?

Tout est dans tout, et certains diront que le constructivisme naturaliste nous rappelle que tout est naturel, puisqu'issu de la nature, et que la fabrication de l'abstraction est naturelle puisque résultat de la relation sociale, de l'éthologie, elle-même naturelle, etc., à tel point que tout est maîtrise de la nature (De Fornel & Lemieux, 2008).

On peut resituer, d'une certaine façon, les géographes « tropicalistes » et même beaucoup des géographes « culturels » des années 1960-1980, dans ce mouvement du constructivisme, car ils ont développé leurs analyses sur l'interdépendance entre le culturel et le naturel, entre l'homme et les paysages, dans une vision presque affective de la relation des hommes à leur environnement. Bonnemaïson, 1981, l'écrit lui-même : « *La correspondance entre l'homme et les lieux, entre une société et son paysage, est chargée d'affectivité et exprime une relation culturelle au sens large du mot. Il n'y a du reste rien d'étonnant au fait que ce soient les géographes tropicalistes, imprégnés de l'esprit et des valeurs des sociétés traditionnelles, qui aient posé avec le plus de force le problème d'une spécificité de l'espace selon les civilisations* ». L'intérêt de cette approche, comme l'exprime fortement Sautter, 1979, c'est de reconnaître qu'« *entre l'homme et leurs paysages une connivence secrète dont 'le discours rationnel, scientifique, décorticateur et classificateur' ne peut rendre compte* » (cité par Bonnemaïson, 1981, p. 251).

Ce courant a su mettre en avant l'importance de la diversité (qu'ont toujours reconnue les « africanistes »), les limites du structuralisme et du déterminisme du milieu, et le savoir vernaculaire contenu dans cette connivence. La grande limite de cette approche, c'est la réduction de la relation sociale à une relation culturelle, dans un cadre souvent mono-ethnique. La relation nature – culture se réduit alors à une symbiose autour d'une spécificité culturelle, qui constitue elle-même la fonction sociale du groupe humain et son existence géographique. C'est un construit, et il n'est pas étonnant que cette relation ait été considérée autour du paysage, puisque le paysage constitue la « synthèse » du « vu » et du « vécu », occultant les relations de pouvoir, et magnifiant ce que l'homme est capable de construire, au moyen de la culture et de la technique ; un espèce de déterminisme de civilisation en quelque sorte (P. Rougerie, in Nicolai et al., p.109-111).

Pour conclure, l'important dans ce débat, pour nous scientifiques, est de se situer par rapport à trois composantes, à une époque donnée : la façon dont la discipline appréhende la Nature, la façon avec laquelle elle appréhende la société, et la manière d'observer la relation nature / société.

Dans la relation à la discipline, chaque conception et chaque représentation de la Nature seront différentes, mettant l'accent sur le concept le plus approprié, et en particulier la nature de la diversité de la nature (hétérogénéité spatiale, spécifique, paysagère, fonctionnelle, etc.). Les anthropologues, par exemple, reconnaissent le caractère intégré de la nature et de la société, mais il n'est fait aucune place à l'hétérogénéité spatiale. Dans les études de Descola, les populations Achuar sont décrites comme très dispersées, en petits groupes, avec des relations sociales très importantes entre ces groupes pour l'organisation de la journée, et de la vie, etc. Mais il n'y a pas de relation à l'espace et en particulier de relation aux autres êtres présents dans cet espace. L'étude va se focaliser sur une relation ontologique, c'est-à-dire de l'être en tant qu'être, sans finalement se préoccuper de son « environnement », de sa relation à l'espace, en dehors des constructions que les indigènes font des éléments de cette nature. Paradoxal ? L'espace ne ferait pas partie de la nature ? L'arrangement relatif des êtres et des éléments de la Nature ne font-ils pas partie des ontologies ?

Dans le rapport de la discipline à la société, c'est la manière dont cette société considère la nature qui permettra de comprendre sa logique et son organisation. La société pourra vouloir dominer la nature, se laisser dominer par elle, considérer des relations de réciprocité ou au contraire de déséquilibre, etc. La cosmovision joue ce rôle, et construit, en interaction entre la société et la nature (et son hétérogénéité) une culture qui se traduit elle-même en paysage. La lecture de la société se fait alors depuis le « dedans » lorsqu'il s'agit de décortiquer les éléments de cette cosmovision, ou du « dehors », lorsqu'il s'agit d'analyser les constructions culturelles sur un milieu donné. Les outils de l'étude ne seront pas identiques puisque dans le premier cas, c'est le savoir vernaculaire qui est le point d'entrée, alors que dans le second, c'est la grille d'analyse de l'observateur.

Dans le rapport à l'observation, la relation nature / société peut se situer en dehors (depuis le point de vue du scientifique) comme modèle d'interprétation de cette relation (la construction d'un langage), ou s'étudier du dedans (du point de vue du savoir et de la transmission du savoir de la société) comme modèle d'analyse de la construction sociale (l'interprétation du langage). En géographie, le paysage se situe dans ces rapports : il peut être « vu » ou « vécu », résultat de la perception sociale du scientifique ou de l'habitant, et des normes culturelles réciproques. « *Le paysage est donc l'expression observable par le sens à la surface de la terre de la combinaison entre la nature, les techniques et la culture des hommes* » (Pitte, 1983, p. 24). Le paysage est le reflet (le « vu ») du rapport à la nature à un moment donné du développement technique de la société (le « vécu »). C'est donc une « vue du vécu » qui la rend très utile comme méthodologie de description de la nature (la géomorphologie) et de l'action de l'homme sur cette nature, mais qui est entièrement dépendante des filtres que l'observateur utilise dans la construction de ses schémas de perception (culture), d'analyse (psychologie et épistémologie), de description (norme, thématique, langage), et d'explication (discipline) (Rougerie, 1991). Par contre, vu « du dedans », il n'est pas sûr que toutes les sociétés attachent la même valeur au paysage et au concept même de paysage. Il est peu probable que les Peuls d'Afrique, les Aymaras des Andes, ou les Tannas de Mélanésie aient une conscience de « construire un paysage » ; ce sont d'autres rapports qui résultent en un paysage : des relations sociales, des interactions avec la nature, des formes de domination, des rapports d'usage du milieu. La lecture du « dedans » et celle du « dehors » peut être alors très différente.

Ces trois rapports obligent le scientifique à se positionner dans un triangle « épistémologique », pour définir la démarche qu'il adopte en relation à cette relation nature / culture. C'est une vue de mon esprit, mais qui montre l'importance de ce positionnement dans la multitude des possibles en sciences humaines. Un exemple :



Figure 5: Le triangle DSO, Discipline, Société, Observation (réalisation de l'auteur)

Dans cet exemple, la situation 1 correspond à une relation de la société avec une nature hétérogène basée sur la mise en évidence de la cosmovision de la société (dedans), à partir du savoir propre de cette société. Ceci suppose une déconstruction complète de notre propre savoir et la construction d'un nouveau langage intermédiaire (?) entre sociétés.

La situation 2 correspond aux ontologies de Descola : comprendre la relation entre les êtres à partir de leur propre savoir mais du point de vue du construit (externe) de l'observateur. Ceci suppose un effort considérable de décryptage de ce savoir et de recodage dans nos propres valeurs.

La situation 3 est celle des paysages : une relation Nature / Société spatialisée mais dont les critères du vu et de l'analyse du vécu sont externes à la société. Une analyse selon une méthodologie bien définie dans la discipline, et homogène dans ses trois dimensions.

Beaucoup d'autres cas sont possibles, il n'est pas nécessaire de les analyser ici. Le débat n'est d'ailleurs pas clos mais il sera en pointillé tout au long de ce texte. Mon problème face à l'hétérogénéité et face à la compréhension de la nature a été un constant décodage – recodage entre la perception et le savoir des populations traditionnelles où je travaillais, et le savoir acquis lors de mes précédentes expériences professionnelles. Le déterminisme, le constructivisme, le structuralisme paysager, et même la relation à la chrétienté ont été, sincèrement, des freins à ces analyses. La relation nature / société devient pour moi un défi autant dans la compréhension que dans la construction d'outils de compréhension et de représentation, qu'il me faudra encore analyser longtemps.

Les Andes, l'hétérogénéité, la Nature et la Géographie

*« Telle est la misérable condition des hommes,
qu'il leur faut chercher,
dans la société, des consolations aux maux de la nature, et,
dans la nature, des consolations aux maux de la société ».
Chamfort. Maximes et pensées, caractères et anecdotes*

Dans nos études sur les Andes, nous ne partons pas sur les mêmes bases selon que nous sommes géographes occidentaux travaillant dans les Andes, géographe andin de culture indigène, paysan colonisateur, Jilakata ou Kallawaya¹⁸. Chacun y développe sa vision des structures et des dynamiques des espaces et la défend comme tout autant légitime qu'une autre.

Certains seront très déterministes : *« Le bas niveau de développement économique de la Bolivie et la pauvreté dans laquelle vivent beaucoup de ses concitoyens prennent leur origine principalement dans les conditions difficiles de son contexte biophysique »*. (Première phrase du premier chapitre du livre de Morales Anaya, 2000¹⁹). La fatalité est souvent, dans les approches déterministes, la mère de toutes les explications. D'autres, comme Dollfus, 1978, seront plus rationnels : *« il paraît alors singulièrement risqué d'induire d'un phénomène localisé dans une région des Andes, l'existence d'un même phénomène à plusieurs centaines de kilomètres de distance. »*. D'autres encore suivront une totale irrationalité : *« la pachasofía andine insiste sur l'importance de 'la localisation topologique' des éléments polaires et correspondants : chacune occupe un locus ou topos déterminé, en relation à sa fonction relationnelle et symbolique dans le tout de la relationalité cosmique. [...] La relationalité dans le sens andin n'est pas de type logique (inférence, implication), ni contigüe dans le sens du contact direct et causal. La causalité (physique) est seulement un mode de relationalité, entre d'autres, dans la pensée andine ; la majorité des types de relation sont no-causal (correspondance, réciprocité, polarité, proportionnalité). La relationalité andine est – pour recourir de nouveau à catégories occidentales – 'essentielle', mais non nécessaire. »*. (Estermann, 2006, p. 159 et 130).

Il y a par conséquent une multitude de géographies des Andes, sur lesquelles nous devons nous positionner. Le positionnement peut s'effectuer en fonction de notre désir de répondre à la demande sociale (construction à partir de l'empirisme de la 'réalité' sociale), de répondre aux normes de notre discipline (construction d'un modèle de la réalité sociale), ou de répondre aux différentes couches du construit social (construction d'une réalité sociale).

Dans le thème qui nous préoccupe, on peut considérer que l'hétérogénéité est la base de construction des relations sociales et tenter d'identifier les modalités d'organisation de cette hétérogénéité. On peut tenter d'étudier l'hétérogénéité au moyen d'indicateurs que fournit la géographie comme les indices de ressemblances ou de localisation, etc., et tenter de mettre en relation ces indices avec des comportements sociaux. On peut aussi construire sa propre réalité en confrontant, par exemple, la relation sociale avec la culture pour en dégager les savoirs, les

¹⁸ Jilakata : autorité traditionnelle de la communauté, Kallawaya : guérisseurs utilisant la médecine traditionnelle ancestrale, de la région nord-ouest de la Bolivie, aujourd'hui patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

¹⁹ Ligne sans doute écrite par le géographe et ami Erwin Galoppo, avec qui nous avons eu souvent ce débat, et dont la formation provient de la statistique et de la géographie physique. Ce type de raisonnement marque cependant toujours les politiques et les méthodologies de l'aménagement du territoire dans les pays d'Amérique du Sud.

traditions, les rites, etc. qui permettent de comprendre l'usage de l'hétérogénéité. On peut aussi faire abstraction de cette hétérogénéité, et considérer que l'explication de l'hétérogénéité se trouve entièrement comprise dans le comportement de la société.

Nous avons besoin de reconstruire un corpus théorique qui nous permette de répondre à ces questions et à ces positionnements. Ce corpus doit inclure la problématique de la cosmovision de la société dans la définition des concepts et des règles de relation, non seulement en intégrant une conception, mais en recherchant les « universels », à partir de plusieurs cosmovisions, les invariants qui permettent de construire un langage commun.

Chez la plupart des peuples indigènes d'Amérique Andine, il n'existe pas de différence entre la Terre, la Nature et la Vie. Le Jaqikankaña, l'être, ou la nature humaine, l'akapacha ou kaypacha, ce monde dans l'espace-temps, la Pachamama, terre-mère, sont holistiques ; ils incluent tous les éléments, les personnes vivantes, les animaux, les plantes, les matières « inertes », et « dans un certain sens, ce monde appartient aussi au reste du monde plus directement tangible. Mais dans ce dernier point, il est difficile de tracer une ligne qui diviserait, car presque tout le paysage, surtout quand nous nous éloignons des lieux habités, sont pleins de lieux qui manifestent les forces d'autres mondes, particulièrement le monde du dedans » (Albó et al., 1990, p. 126).



Photo 7: Paroles d'un représentant d'une organisation indigène, Séminaire « Territoire et Constituante », Benavides & Mazurek, 2006.

« Para nosotros los indígenas, la Pacha, el Territorio, es el ser vivo, el agua es su sangre realmente, ahí están nuestros Mallkus los cerros, que diariamente están con nosotros, el aire es como nuestro hermano, la piedra es como nuestra familia, el agua es el ser vivo como sangre la Pacha ».

« Pour nous les indigènes, la Pacha, le Territoire, c'est l'être vivant, l'eau en est le sang réellement, là sont nos maîtres les montagnes, qui tous les jours son avec nous, l'air est comme notre frère, la pierre est comme notre famille, l'eau est l'être vivant comme le sang de la Pacha ».

L'Espace est unique, et il ne correspond pas à une délimitation géographique sinon à une symbolique qui associe des dualités : le passé et le présent, le dessus et le dessous, le spirituel et le matériel, l'homme et la femme, etc. De la compréhension de ce système naissent des formes

d'organisation particulière qui sont à la fois collective mais respectueuses de l'individu, de relation entre jeunes et vieux, de réciprocité, etc. toujours dans la dimension de la dualité.

Le principe de l'adaptation à la vie dans les Andes est un principe d'équilibre, par la réciprocité entre les dualités : s'il y a le jour, il y aura la nuit ; l'homme – la femme, le monde d'en haut – celui d'en bas, les joies – les pleurs, la pluie - la sécheresse, la réussite – l'échec, etc. « *Si l'équilibre se rompt, tout ira mal jusqu'à ce qu'intervienne l'action de sens contraire. L'ayn²⁰i, n'est pas alors une simple pratique de réciprocité dans la routine du travail sinon un principe qui, avec ce nom ou un autre, s'applique à tout : aussi aux punitions et vengeances sociales, aux conditions préalables pour concéder le pardon, à la santé, le surpassement des catastrophes naturelles, etc.* » (Albó et al., 1990, p. 141).

L'homme n'est donc pas au-dessus ou en dehors de la nature, il en fait partie, voire il est à la marge de la nature. L'homme n'est pas un monde, un sujet doté d'autonomie, de responsabilité, de personnalité, etc., d'autant de « mythes fonctionnels » de la modernité occidentale qui le ferait sujet libre et spontané face à un objet inerte, la nature. « Pourquoi la *diastasis* entre 'sujet' et 'objet' se devrait d'être un trait universel et nécessaire de la réalité et de la connaissance ? L'homme andin ne comprend pas ces valeurs supposées universelles de l'individualité, de la personnalité, de la responsabilité personnelle, etc. « *Il définit son identité (autre concept occidental très chargé) dans et au travers de relations ; c'est en soi une chakana, un pont ou un nœud de multiples connexions et relations* ». (Estermann, 2006, p. 219). L'individu est subordonné à son intégration dans le tout.

L'hétérogénéité est par conséquent une composante de ces relations ; *l'akapacha* est diversité ; l'homme fait partie de cette diversité, et l'accompagne, par sa connaissance, pour maintenir l'équilibre des choses selon une autre dualité : diversité de l'akapacha – monisme de la Pachamama. L'univers est un, la terre est donc fragmentée ; l'univers est immense et divers, la Terre est donc une et indivisible.

Nous voyons que construire une géographie nécessite de prendre en compte ces éléments pour expliquer l'organisation de l'espace, incluant la société. Nous serons par conséquent toujours immergés dans deux principes majeurs des Andes : celui de l'hétérogène, et celui de la relation. **Nous proposons que l'hétérogène, par la multiplicité des lieux, constitue la base de la définition de l'espace, et la relation celle du territoire.**

²⁰ L'ayni, c'est le travail en réciprocité, la solidarité mutuelle, la collaboration pour le bien de la communauté.

2 – Le lieu, le symbole, le réseau,..., l'ontologie de l'Espace ?

« Là où il n'y a pas cette réaction de la sensibilité devant la résistance du milieu physique, l'espace n'existe pas ».

Maurice Leenhardt, *Do Kamo, la personne et le mythe dans le monde mélanésien* 1947

« La vie est probablement ronde »

La poétique de l'Espace
Gaston Bachelard

Si la vie est ronde, comme le suggère Bachelard, c'est qu'elle est référencée à une géométrie et donc à l'Espace. Certes, il utilise cette expression pour assimiler la vie à une rondeur, summum de l'esthétique (Garrigues, 1998) mais on ne peut apprécier une rondeur qu'au sein d'une dimension spatiale. « *Malheureusement, phénoménologie et ontologie ne peuvent coïncider parfaitement, malgré l'acharnement de Bachelard à hanter les béances, les failles, les creux dans le langage par où il pourrait approcher la forme ronde, la rondeur, ce retour sur soi et en son être, auquel il refuse le nom et l'image de la sphère, jugée trop géométrique et vide* » (Garrigues, 1998, p. 14). A moins qu'il ne suivait la philosophie de la « polysphérologie » de l'allemand Peter Sloterdijk, faite de bulles encapsulées, dont la première est l'utérus, et qui au cours de la vie constitue le cheminement des lieux habités par l'humain (Attali, 2009). Mais Maurice Leenhardt, 1947, est aussi là pour nous rappeler que cette rondeur est pleine de rugosité, et que la confrontation de notre sensibilité humaine à l'hétérogénéité est ce qui nous assure l'existence de l'espace.

Nous pourrions donc, en tant que géographe, affirmer que 'La Vie est Espace' et nous y attacherions cette différence fondamentale entre phénoménologie, qui définit les relations de l'Espace avec la dynamique des sociétés et plus généralement le vivant, et ontologie, qui en étudie les propriétés intrinsèques.

L'espace, pour les géographes, est « polysémique », c'est-à-dire flanqué d'une faiblesse de définition. Cette polysémie est même « inévitable » selon Ferrier *et al.*, 2005. Les composantes de l'espace sont mal définies, souvent rassemblant des éléments de natures différentes, comme « *la métrique, l'échelle, la substance, la configuration* » ou alors « *le lieu, l'aire (et particulièrement le type idéal que forme le territoire), le réseau* » (Lussault, 2007, p. 40), faisant du territoire une aire idéale d'une espèce d'espace !

Même Milton Santos, dans ses ultimes publications (Santos, 1996b; 1997), considérait que l'espace perdait de son sens, devenant une accumulation des concepts en usage à l'époque. Le paysage, la configuration territoriale, la division territoriale du travail, l'espace produit et productif, les rugosités et les formes-contenus deviennent les catégories analytiques internes de l'espace (Santos, 1997, p. 13) ; l'espace finit par tout contenir.

Par ailleurs, l'usage, aujourd'hui si commun, de l'expression « *l'espace est un produit social* » tourne à la palingénésie, car au fond, nous ne savons plus trop bien ce que social veut dire, ce qu'il produit et comment il le produit, et surtout qui le produit puisque, pour beaucoup, c'est le scientifique, le géographe qui finit par '*créer un espace géographique*' en « *traçant des frontières et en maillant progressivement la terre* » (Retailé, 2005).

Selon la théorie sociale développée par Berger, Luckmann, Bourdieu, Elias, etc., la géographie devrait développer une problématique pour comprendre « *le double mouvement constructiviste d'intériorisation de l'extérieur et d'extériorisation de l'intérieur* » (Bourdieu, 1980) en relation à l'espace : comment nos expériences construisent l'espace ; quel est le système de relations sociales qui permet une durabilité de cette construction ; quelles sont les relais qui permettent sa transmission ; quelles sont les spécificités de la construction sociale de l'espace.

En sociologie, les rapports sociaux sont des rapports entre individus et groupes, souvent dissymétriques, basés sur des dimensions symboliques, comme le sont les représentations et le langage. En géographie, les rapports sociaux s'effectuent également entre individus et groupes mais par l'intermédiaire de composantes de l'espace. Une grande question, à laquelle nous ne sommes pas encore sûrs de pouvoir répondre, est de savoir si cet intermédiaire fait partie de la dimension symbolique générale des rapports sociaux, ou s'il constitue une spécificité de la construction sociale de l'espace.

Pour le moins, cette conception « *oblige à traiter l'espace comme un système d'actions et d'objets, non comme une surface d'enregistrement, pas même comme une dimension de l'environnement mais comme l'environnement lui-même toujours en procès de production* » (Retailé, 2005) ; bien que nous ayons besoin, comme nous le verrons, de distinguer très nettement le système d'actions du système d'objets.

Après hétérogénéité et nature, nous discuterons des deux termes, possibles concepts, Espace et Territoire, et d'un élément parfois central et parfois dénié, le lieu.

Milton Santos, 1997, propose que l'espace soit défini comme un ensemble indissociable de systèmes d'objets et de systèmes d'actions, pour lequel le géographe doit essayer de trouver une caractérisation précise et simple, « *débarassée du risque des analogies et des métaphores* ». Pour ce faire, il définit deux types de cohérences dans la construction théorique : « *La cohérence interne de la construction théorique dépend du degré de représentativité des éléments analytiques par rapport à l'objet étudié. En d'autres mots, les catégories d'analyse, qui forment un système, doivent coller au contenu existentiel, c'est-à-dire qu'elles doivent refléter l'ontologie de l'espace à partir de ses propres structures internes. La cohérence externe provient des structures extérieures qui englobent et définissent la société et la planète prises comme notions communes à l'Histoire et à toutes les disciplines sociales et sans lesquelles la compréhension des catégories analytiques internes serait impossible* » (page 13). On peut adhérer entièrement à cette définition dans la mesure où il est effectivement nécessaire, si la géographie est une science, de définir un cadre ontologique précis au concept d'espace, qui est fonction des avancées de la connaissance et des cadres épistémologiques en cours dans les sociétés. Ceci nous amène à deux réflexions en relation à notre problématique :

- D'une part ce cadre ontologique doit être « universel » c'est-à-dire établi de manière à être utilisable dans toutes les situations, ce qui est une définition même de la science ; ceci passe par une sémantique de l'espace, peut-être sortie du système aristotélicien, c'est-à-dire donnant une structure de langage rendant l'indépendance entre nature et propriété. Cette dernière proposition de Korzybski, 2010, permettrait de sortir de « *l'anthropomorphisme et de*

l'animisme dans leurs [humanité] évaluations de leurs environnements et d'eux-mêmes » (page 50), et de construire cette sémantique non pas sur des valeurs d'attributions, mais sur une proposition d'identité.

- D'autre part la cohérence externe suppose une prise en compte des épistémès de toutes les sociétés, en une synthèse capable de trouver un consensus sur la cohérence interne. Je le tenterai avec un exercice sur les Andes, point de départ pour des recherches plus amples sur d'autres sociétés.

On peut retirer de l'œuvre de Milton Santos des idées-forces importantes, même s'il introduit lui-même une certaine confusion dans l'utilisation de ses catégories analytiques. Il est nécessaire en particulier de s'interroger sur ce qui fonde un objet géographique, et la particularité de cet objet (d'étude) en relation aux autres disciplines. Selon Durkheim, l'objet sociologique est le fait social, pour Weber et encore plus Simmel, c'est l'interaction sociale ou l'action en réciprocité ; l'objet d'étude de l'anthropologie est aussi l'humain, mais du côté de la diversité des cultures et de l'unité du genre humain ; la géographie construit un objet à l'interface entre le social et l'espace, du côté du fait, de l'action ou de la culture. Mais la géographie a du mal à définir cet objet : ce qui se trouve à la surface de la Terre ? L'homme en relation à l'espace ? L'espace conditionné par l'homme ? Quel serait cet objet dont la géographie a besoin pour se distinguer des autres disciplines ? Ces objets sont-ils construits par les géographes eux-mêmes « *dans un ensemble de pratiques sociales et institutionnelles qui, in fine, transforment la réalité géographique elle-même* » ? (Debarbieux & Fourny, 2004, p.14).

Beaucoup de géographes ne répondent pas à cette question, ni dans les dictionnaires, ni dans les ouvrages fondamentaux. « *Un objet géographique est quelque chose qui a une dimension dans l'espace* » selon Brunet *et al.*, 1993, p. 355 ; « *Construit cognitif permettant d'appréhender un phénomène spatial [...] Chacun réaliserait donc son expérience spatiale via une incessante activité de construction d'objet géographique (mon espace de vie quotidien, le lieu de mes vacances, la distance que j'accepte entre moi et les autres, etc.) qui rendrait sensible et significative la place de l'espace dans l'existence personnelle* » selon Lévy & Lussault, 2003, p. 676. L'objet est ainsi concret (le lieu), construit (le quotidien), ou perçu (la distance), etc. Il peut être décomposé en formulations comme le propose l'ouvrage de Debarbieux & Fourny, 2004, qui, dans une perspective constructiviste, nous donne un cadre de catégorisation de ces objets du point de vue cognitif, socioculturel ou de celui de l'action ou de la catégorisation.

Je prendrai cependant la proposition de Santos, 1997 (p. 53) : « *ce que nous recherchons ici n'est pas à proprement parler la structure ontologique des objets, mais la construction épistémologique d'un objet de réflexion, à partir de la part d'expérience qui nous intéresse* ». Il est urgent de s'occuper de ce débat pour savoir si notre objet de réflexion se situe sur l'espace lui-même, ou sur l'interface entre le spatial et le social. Une science du spatial dans la société ou une science du social dans l'espace ?

Un plaidoyer pour le Lieu

« L'aborder ce n'est point visiter l'oasis,
C'est faire notre religion d'une fontaine »
Saint-Exupéry, *Terre des hommes*

Ce qui est central autour de cette définition de l'ontologie de l'espace, c'est l'existence (existentielle) du lieu. « *On n'échappe pas au lieu* », disait Roger Brunet, 2001, p. 12. Le lieu existe parce que l'espace est hétérogène, et inversement l'hétérogénéité s'explique par l'existence des lieux.

C'est ainsi l'atome de la chimie de certains géographes (Brunet *et al.*, 1993), faite de relations entre ces lieux (c'est-à-dire de distance, d'attraction, de répulsion, de réseau), de structuration et d'organisation de ces lieux, à la croisée des spatialités et des temporalités (Debarbieux, 2010). Le lieu est indissociable de sa symbolique, tout comme l'atome est indissociable de sa masse. Il façonne l'hétérogénéité du dehors à la manière des « hétérotopes » de Foucault, 1976, en ayant un sens mais en étant aussi miroir du sens de la société et des relations qu'elle engendre. Nous construisons ou fréquentons chaque jour des lieux qui ne sont pas que des matérialités, mais des reflets de nos modes de vie, de notre culture, de notre mode d'appropriation de l'espace. Pensons à l'école : c'est le lieu privilégié de l'éducation, c'est un bâtiment ayant une certaine réalité, mais c'est surtout le lieu de la reproduction de notre cosmovision et de notre culture. Le lieu existe fixé par l'échelle de notre quotidien ; c'est l'endroit et le moment (relation spatio-temporelle) où l'individu rencontre l'autre, où l'altérité est métabolisée (Bellasi, 1985 cité par Lindón, 2000). C'est pour Auguste Comte une image de persistance et de stabilité nécessaire à l'équilibre mental, qui débute par la maison (in Halbwachs, 2004). Pour ces raisons, il n'existe pas de lieu global ; le lieu est solidement enraciné dans le local ; c'est sa signification qui pourra prendre un sens global au sein de la société, mais pas son appropriation spatiale.

Par ailleurs, parce que le lieu est attaché à des propriétés et des relations, un ensemble de lieux aura des propriétés nouvelles, comme dans tout système. Pour cela aussi, le lieu n'existe pas en dehors de la relation avec la totalité. En particulier, comme le souligne Retaillé (2007), le lieu est créé par « *l'annulation des distances au sens matériel physique et l'entrée en corrélation réciproque de la variété culturelle, sociale, politique, économique qui peut s'ensuivre...* ». Paradoxalement, le lieu, supposé fixe et matériel, peut devenir circonstanciel, construit par « *le mouvement qui le porte* » (Retaillé, 2007, p. 177).

Voici donc quatre propriétés intéressantes : le lieu est local ; le lieu ne peut être dissocié de celui qui l'a créé ; il est aussi indissociable d'une totalité ; et la relation entre les lieux fait émerger des propriétés nouvelles, liées à la mobilité.

Le lieu n'est donc pas seulement cette composante physique associée à des coordonnées dites géographiques, s'associant toujours à une certaine matérialité ou même à une conception plus cartographique que géographique (Turco, 2009). Le lieu se trouve constamment « *tiraillée entre une exigence systématique et une tendance anecdotique* » que Kant décrit dans sa *géographie* (Kant, 1999 ; Laboulais-Lesage, 2000) ; c'est une tension entre la reconnaissance de la diversité, de l'hétérogénéité, dans le cadre d'une pensée cosmopolite, et la nécessité de suivre le courant de la philosophie de la raison, et ainsi de catégoriser chaque entité ou place ; vieux débat entre l'idéographique et le nomothétique.



Photo 8: *Tres Cruces*, lieu ou non lieu ?

Un lieu « non-lieu » appelé « *tres cruces* », les trois croisements, le « nulle part » à haute valeur symbolique car le point de croisement de trois Ayllus (communautés), lieu de toutes les réunions importantes. « Pourquoi un champ vide peut-il occuper une position si centrale dans le territoire et être une instance de structuration de l'espace ? » (Aedo, 2008). Photo L. Arréghini - Potosí - Bolivie

La géographie est bien une « science des lieux », mais d'un lieu chargé d'une signification sociale.

Quelle est alors la nature de ce lieu ? Les lieux sont-ils des objets géographiques, naturels, sociaux, etc. ? Nous faut-il une typologie ou une caractérisation de ces lieux, ce qui suppose l'analyse de la forme de fabrication de ce lieu par la société, ainsi que de la symbolique qui y est attachée ? Pourquoi les lieux prennent-ils des formes concrètes extrêmement diverses pour une même symbolique : l'arbre en Afrique, la croisée des chemins dans les Andes, la montagne dans la Bible, la place en Méditerranée, etc. ? Tous lieux de rencontre, de débat, de conflit.

Plus que la nature du lieu, il faut considérer la signification donnée par la société au lieu, et ses modalités de construction. « *Le lieu est un point dans le monde où se réalisent quelques-unes des possibilités de ce dernier* » (Santos, 1996b, p. 35), les « *circonstances* » de Retaillé (2007, p. 178). On répond ainsi à la question de savoir si le lieu est ponctuel, concret et physique : le lieu ne dépend pas de sa forme ou de son étendue mais de la signification qu'on lui attribue. Un lieu peut par conséquent être ce que nous appelons un milieu. Nous verrons que pour la culture Muisca de Colombie, le lac, le rocher ou la rivière sont des lieux, parfois sacrés, indépendamment de leur position ou de leur étendue, mais conçus d'une manière générique, par ce qu'ils représentent. Tous ces éléments ont par contre un nom, qui fait partie de cette symbolique, mais qui n'est pas unique. C'est le géosymbole de Bonnemaïson, 1981, qui « *humanise ainsi l'espace* » (p. 261), même si cet auteur le conçoit dans une définition très restrictive comme expression de la culture et de la mémoire d'un peuple, synergie entre le mythe et le lieu. Mais le lieu qui conforme les relations sociales n'est pas toujours chargé de mémoire ou de culture, il peut être éphémère ou simple

point de repère, mais il structure l'hétérogénéité. De même, le lieu n'est pas unique, il fait partie d'un réseau. Les lieux sont en relation et l'agencement entre les lieux n'est pas quelconque, du point de vue, toujours, de la symbolique : le lac est entre les rochers, il alimente la rivière, et le rocher surplombe la plaine, etc. Toutes les sociétés ont ces agencements de lieux symboliques : la statue sur la place, le bar dans le quartier, le marché dans un village, etc. souvent liés à des relations de pouvoir et à un espace public, donc partagé (Debarbieux, 1995; Monnet, 2007), et même constructeur de l'espace national « au croisement des spatialités et temporalités », comme le Panthéon, la Statue de la Liberté ou le Fujiyama (Debarbieux, 2010). « *La symbolisation peut aussi être considérée comme l'un des facteurs majeurs de différenciation de l'espace en lieux, car le processus affecte à des portions d'espace un nom, une identité, une permanence, une raison d'être, une relation particulière avec certaines valeurs et significations, et tout cela contribue à l'avènement existentiel des lieux aux yeux de ceux qui les fréquentent ou les imaginent.* » (Monnet, 2007). Chaque individu, groupe ou société construit ses propres lieux – symboles qui sont autant de référence dans son espace-temps. **Le système de lieux va constituer cette trame de l'organisation spatiale, quelque soit la nature du lieu et des liens entre les lieux.**

Cette conclusion sur l'importance du lieu et de son organisation en système est évidente lorsque l'on étudie les Andes. Les communautés traditionnelles définissent l'espace selon deux critères : le lieu et la direction de l'action entre les lieux. La surface, ou zone, n'a que peu d'importance en dehors de la parcelle²¹. Les lieux sont organisés, parce que chaque lieu dispose « d'un esprit » : « *les propriétés des lieux viennent des particularités de leurs emplacements, de leurs relations aux voisins, de son histoire et, certainement, du point de vue de l'observateur* » (Aedo, 2008, page 120). Cet auteur précise que la situation du lieu, et les directions de l'action vers le lieu sont inscrite dans le comportement linguistique. En Aymara, cette relation à l'espace se fait par adjonction de nombreux suffixes de position et d'action. « *Ainsi, 'wja' (lieu) s'utilise habituellement pour situer un point dans l'espace, par exemple, dans l'expression 'aka.wja.n.k.t.wa : je suis ici dans ce lieu'. De plus, on rencontre souvent ce suffixe précédant un autre, celui de 'jita', pour réduire au maximum les ambigüités de la localisation. Ainsi, 'jita' indique le lieu exact où se déroule une action ; de manière qu'il sera possible de signaler l'exactitude d'un lieu en disant 'ajita.n : dans ce lieu précis* » (Aedo, 2008, p. 121). De même le Quechua est aussi une langue des suffixes, qui s'intéresse peu au temps, mais est très riche en suffixes de position. Cette langue comporte de nombreux suffixes de mouvement vers ou depuis une action : *man* (situant où se trouve l'action sans distinguer le lieu de l'acteur), *manta* (point de départ de l'action), *pi* (lieu où se réalise l'action) ; J'ai ajouté à un verbe donne la finalité pour laquelle on va à un lieu déterminé, *Mu* (l'action se réalise en mouvement d'un lieu à un autre), *kamu* (mouvement du sujet), *nej* (la proximité), etc. (Gutiérrez, 1987; Grondin, 1990). Cette pluralité des structures linguistiques liées à l'espace montre l'importance du repère et du mouvement, puisque même le temps est décrit par ces mouvements. Les traductions en langues européennes en deviennent hélas peu fidèles, car elles obligent à trahir l'espace pour mieux intégrer le temps (Itier, 1997).

Cette approche par la langue n'est pas anecdotique, elle montre comment se construit un système de communication autour de cette double nécessité des populations andines : d'une part celle de bien situer l'objet ou l'acteur, et par ailleurs celle de penser le temps par son inscription dans l'espace. « *Quand un phénomène n'est pas localisable dans l'espace et dans le temps, ceci devient un phénomène difficilement intelligible. C'est pour cela que la localisation constitue dans ce*

²¹ La parcelle n'est pas qu'une surface ; elle est ainsi nommée dans son intégralité et constitue un lieu de référence, quelle que soit sa forme et sa dimension.

cas un effort intellectuel pour réduire l'incertitude » (Aedo, 2008). Le mouvement d'un lieu à un autre est alors aussi important que les lieux mêmes, et ceci non pas en séparant les mots, mais en attachant aux mots ou aux verbes un suffixe donnant une valeur spatio-temporelle au langage. La détermination du lieu et sa position dans le temporel devient une nécessité pour comprendre le cosmos et le tissu social, et constitue un facteur d'identité à la communauté. L'ouvrage, particulièrement singulier, du mathématicien Iván Guzmán de Rojas, 1985, nous montre tous les problèmes d'incompréhension liés à de mauvaises interprétations ou mauvaises traductions de l'Aymara ; problèmes que nous pouvons étendre à la compréhension de leur notion d'espace et de territoire. Par exemple, la langue Aymara n'est pas bivalente, comme les langues européennes, ou une réponse doit être dans le domaine du possible ou de l'impossible. Elle est trivalente, sortant de la logique aristotélicienne, ce qui étend le champ des valeurs à vrai, faux mais aussi et surtout à l'incertain. Ce livre démarre par une remarquable démonstration de l'appréciation du temps par des variables de position et de mouvement : le passé est devant alors que l'avenir est derrière. « *Cela s'explique parce que le temps court inexorablement en avant, indifférent aux désirs humains. Tout ce qui arrive a auparavant quelque chose d'inconnu qui se trouvait derrière; pourtant, une fois qu'il a eu lieu, l'événement se trouve devant. Nous ne pouvons pas oublier le passé, car il est devant nous, gravé dans notre mémoire. Nous pouvons "aplanir" ("pampachaña") les difficultés vécues, mais ce qui nous est arrivé dans le passé reste toujours devant nous.* » (de Rojas, 1985, p.1). L'auteur de signaler que dans cette logique, le politique qui annoncera « allons de l'avant, regardons l'avenir », ne sera jamais compris. Cette logique trivalente, et l'expression des situations par des foncteurs – suffixes, donnent à cette langue une richesse descriptive et conceptuelle qui font de l'espace un concept complexe intégrée dans l'être même.

Dans les Andes, tout est lieu, et beaucoup de lieux se configurent au moyen de la toponymie, les Uywiris, que l'on peut traduire par lieu qui nous élève²², que l'on peut définir comme les lieux sacrés protecteurs. Tous ces lieux, sacrés ou non, ont un nom, parfois plusieurs en fonction du sens que lui donne la communauté ou la personne. « *De fait, chaque point, en plein champ, où quelqu'un s'arrête, est un point déjà défini auparavant par un nom et délimité par les noms de tous les autres lieux. [...] Ainsi, très clairement, il y a ici une action de singulariser chaque lieu, de rendre particulier chaque site et de le mettre en évidence, en le différenciant des autres avec une grande netteté. De telle façon que l'espace résultant devient une totalité discontinue, minutieusement détaillé, rempli de points d'articulation qualitatifs distincts, chacun étant une unité en soi, qui se regroupe topographiquement avec les autres selon la morphologie du paysage, pour construire des ensembles supérieurs et eux-mêmes de plus grande extension, jusqu'à recouvrir tout l'espace visible* » (Martínez, 1989, p.23). L'espace qui semble « vide » de l'Altiplano est en fait un espace plein de lieux, tous significatifs, créant un vocabulaire de l'espace (position, personnes, animaux, choses, situations, phénomènes, événements, etc.) et qui crée, selon l'expression de Martínez, un premier niveau de sémantique du paysage, qui permet à tout un chacun de « parler de l'espace », et de parler par l'espace. Uniquement par cette toponymie, le lieu crée de l'hétérogénéité.

Le lieu primordial est le *cerro* (le sommet). Il constitue le premier élément de situation et de mouvement. Il a toujours un nom, parfois deux dont un réservé aux rituels ; ce nom représente « *un personnage de caractère dramatique et cosmique* » (van Kessel, 1992 pour les aymaras du Chili). Los Achachilas (sommets) peuvent avoir rang de Mallku (Apu en quechua : homme avec autorité et prestige). Ils sont représentés par le condor, et représente la source de vie (l'eau des glaciers). On retrouve cette position du sommet comme un élément primordial de repérage des

²² Élever un enfant ou un animal d'élevage - dans le sens de protéger

lieux et d'identité des communautés. Dans un travail réalisé par des étudiants d'anthropologie sur des thèmes très différents (la mobilité dans les Yungas et la pêche sur le lac Titicaca) (Rodas Arano, 2010; Mamani Colque, 2011), les référents des populations en relation à leur espace de vie étaient toujours les sommets (*cerros*); ils constituent les repères géographiques (positionnement), fonctionnel (apport d'eau, de pâturage, de gibier, etc.), identitaire (rituel, mémoire, etc.). Il n'y a pas de référence au territoire de la communauté sans référence aux *cerros*. Dans une géographie des Andes, c'est le premier élément à prendre en compte, référence universelle du lieu (voir Rappaport, 2004; Curvelo & Botero, 2010).

Le *cerro* n'est pas seulement un sommet, il est l'élément de limite et de direction, le guide spirituel masculin par opposition à l'*Apachita*, l'esprit protecteur féminin des vallées et des contreas. La conception andine du monde est marquée par le lieu et la nature reproductive du lieu, par son caractère masculin ou féminin, qui donnent à la compréhension de la nature une dimension cyclique et reproductive (Miranda, 1996; Prada, 2003). C'est au travers des lieux et de la complémentarité des lieux que se reproduit la société.

Entre les *cerros* se trouvent souvent les limites des communautés, le *Tinku*. Cette limite n'est pas physique, c'est un « *concept fondamental plurivoque dans la structure sociale, économique et politique de la société andine* » (van Kessel, 1992). C'est la limite consensuelle entre les ayllus qui ont les mêmes *cerros* de références; c'est le combat rituel entre les ayllus pour la redistribution des terres; c'est l'équilibre entre deux parties; c'est le point de confluence des rivières; dans cette vision duale, c'est de fait l'association, l'équilibre, la tension, le combat, entre deux parties opposées ou complémentaires: deux ayllus, la fertilité et la sécheresse, l'eau et le feu, l'homme la femme, etc.

Le *cerro* indique également des directions dans l'espace. Le Haut, représente la fécondité (réserve d'eau et de pâturage), l'Ici, la vie quotidienne (les pentes où se trouvent souvent l'habitat et les parcelles de culture), le Bas envisage le voyage, l'au-delà (les fonds de vallées où se trouvent les rivières); ce sont trois directions que symbolisent la triade Origine – Abondance – Distribution, en référence à l'eau qui donne la vie (van Kessel, 1992).

Dans cette hiérarchie des lieux vient le *taypi* ou le *chuyma* (ou *chhima* en Aymara) qui désignent le lieu central, le cœur, où confluent toutes choses, mais qui fait aussi référence à la conscience ou l'ordre moral. Le *chuymani*, c'est le sage, c'est aussi la personne âgée qui a de l'expérience. Le *Taypi* est multiple et change au cours de l'histoire (le Lac Titicaca pendant la période Aymara de Tihuanacu, puis Cusco ville impériale des Incas). Il peut changer aussi dans un *Ayllu* ou dans un village en fonction des représentations du pouvoir politico-religieux.

Cette anthropologie des lieux, associée au langage et à la symbolique de ce langage, est tout à fait passionnante. Elle explique l'importance du lieu et de l'univers symbolique dans la délimitation de la réalité sociale, et de la pertinence des interactions sociales (Berger & Luckmann, 1986; Halbwachs, 2004).

On la retrouve dans toutes les Andes, chez les Mapuche au Chili, comme chez les Muisca, les U'wa ou les Nasa en Colombie, mais aussi chez les peuples amazoniens, pour lesquels les référents ne sont cependant plus les mêmes (les sommets en particulier), mais sont remplacés par des équivalents: rivière, lac, chute, colline, arbre particulier; la toponymie, dans tous les cas, constitue la clef de lecture de l'espace. Les Candoshi (zone amazonienne du fleuve Pastaza, en Equateur) ont leurs repères centrés sur l'habitat et la représentation de cercles concentriques autour de cet habitat. Mais l'espace est conformé par le réseau hydrographique, car toutes les rivières ont un nom, ce qui permet là aussi de donner une orientation: amont ou aval autour d'un

centre mobile constitué par le point de vue de l'observateur (Surallés, 2004). A ceci s'ajoute des points de repère liés par exemple à la position du soleil, qui donnent aux Candoshi une représentation géométrique très particulière, fusiforme et dynamique (un muscle selon Surallés), par opposition à la vision statique et cubique de la géométrie euclidienne. Dans le même ouvrage, Santos-Granero, 2004, parle, dans le cas des Yanesha (peuple de l'Amazonie péruvienne), d'une écriture topographique de son histoire dans le paysage, basé sur l'élaboration de nombreux topogrammes et topographes qui symbolisent chacun une étape de cette histoire, qui peut être relue par les descendants.

Elle est aussi passionnante car, malgré plusieurs siècles de domination Inca, puis plusieurs siècles de domination espagnole, les structures restent, grâce au vocabulaire et à cette structure de la langue qui en stabilise les concepts (de Rojas, 1985; Franqueville, 1995).

Le lieu peut être considéré comme l'affirmation de l'existence. Cette constatation est assez universelle dans les Andes. Elle se retrouve dans toutes les communautés colombiennes, en particulier les Arhaucos (Indigènes de la Sierra Nevada de Santa Marta) que j'ai eu l'occasion de rencontrer. Leur philosophie est très proche de celle des Andins du Sud. Pour eux, « *la terre est un être qui vit, qui sent, parce que depuis la création de l'univers il est né et pensé comme un seul corps, comme une maison, comme un sommet, parce que les sommets sont comme une petite maison, une kankurua* ». Cette citation tirée du livre de Curvelo & Botero, 2010, fait référence de nouveau au sommet et à une association entre le *Kankurua* (temple cérémonial), le spirituel, et le lieu géographique. Le lieu est d'ailleurs toujours présent dans les témoignages de ce livre, qui constitue une vraie géographie anthropologique du savoir indigène. Cette géographie est fixée par les pierres et les lieux sacrés. Leur connaissance est fondamentale pour comprendre ce que disent les ancêtres, car « *la nature a des droits sur l'homme* ». Les lieux sacrés des Arhaucos sont constitués des lacs, nombreux dans ces montagnes tropicales et toutes interconnectées selon des légendes souvent associées aux dieux féminins, tout comme les pierres sacrées, celles que l'on ne peut cultiver, et qui sont aussi féminines. La pierre est le lieu où l'homme s'arrête pour méditer, et donne des offrandes. C'est le lieu des représentations (peintures rupestres), de l'expression des symboles.



Photo 9: La pierre, le rocher, est le lieu de réflexion, de mémoire et d'offrandes. Peintures rupestres à Incahuasi, Potosi, Bolivie, équipe de relevés pédologiques.

Parmi ces pierres, les sommets des montagnes représentent les lieux de repères tant physiques que spirituels, et aussi les menhirs qui symbolisent les ancêtres du territoire. La carte du territoire est avant tout une carte mentale, qui donne les repères ; entre ces repères se situent tous les éléments de la vie : la faune, la flore, l'homme. On a donc une représentation de l'espace qui ne comporte aucune limite mais des ensembles ponctués de repères spirituels. « *Mamarua est le lieu où selon la tradition indigène, le spirituel et le matériel s'unite pour rendre possible la co-existence, et c'est ainsi que les décisions du monde physique affectent le monde spirituel* » (indien Arhauco, cité par Martínez Zamora, 2010, p. 52).

L'affirmation de l'existence de la société par les lieux peut être montrée dans de multiples situations. C'est un des éléments que nous avons dû prendre en compte dans les propositions d'aménagement du territoire du municipe de Potosi. Le village, la place, l'école, le siège du syndicat, l'église, etc. mais aussi la source, la montagne, la mine, le croisement, etc. sont des éléments répertoriés dans la conscience des habitants, faisant système.

Dans cette théorie des lieux, Milton Santos (Santos, 1984; 1986; 1996a; b; 1997; 2000) formalisa la nature de l'espace comme un système de localisations ; mais ce fut Yi Fun Tuan (Tuan, 1975c; b; a; 1976; 1997; 2001) qui en fut le précurseur dans les années 1975. « *Le lieu est centre des significations, condition de sa propre existence, point focal de liens émotionnels pour les êtres humains, contexte pour nos actions et source de notre identité* » (Tuan, 1997). La géosophie, comme l'intitule son auteur, fut un peu délaissée car étiquetée d'humanisme²³, c'est-à-dire d'artistique et de poétique, donc peu scientifique, alors qu'elle représentait une œuvre importante et multidisciplinaire, dans laquelle la dimension psychologique, en particulier, était essentielle pour comprendre le comportement de l'homme vis-à-vis de l'espace. Même si je n'ai pas lu évidemment toute l'œuvre de Tuan, je considère qu'il est un auteur fondamental dans l'enseignement de la géographie. Cette façon d'étudier et de comprendre l'espace est au centre de la préoccupation de la science sociale : la prise de conscience que la société n'est pas seulement rationnelle dans le sens de Pareto, mais qu'elle développe des expériences existentielles à la fois individuelle et collective, autour de l'espace. Toute l'œuvre de Tuan a cherché à montrer l'importance du lieu dans le fonctionnement de la société et des rapports humains, sur les espaces construits, leurs identités et leurs relations avec l'environnement (Bédard, 1987). Mais n'est ce pas finalement une pratique nécessaire de la géographie, s'appuyant sur les comportements et les représentations mentales, en bref sur « *l'idéologie de la société qui a produit son espace à son image* » ? (Racine, 1981).

Finalement, remontant à la source, que peut-on dire de la naissance des lieux du point de vue psychologique et comportemental ? Le lieu, selon Tuan, 1975b, est « *un centre de signification construit par l'expérience* ». Son argumentation est qu'il est possible d'accumuler de l'expérience pour devenir un bon testeur de vin, pour estimer l'esthétique des paysages, pour se faire une idée des autres, etc. et qu'il existe également une expérience pour apprécier les lieux, les construire, les reconnaître et les caractériser. De plus, il existe des critères objectifs de cette expérience au travers des sens olfactif et visuel : les changements de saison, la position sur une carte, par rapport à des repères topographiques, des odeurs, des couleurs, etc., qui dépendent de la société et de l'échelle. Rien ne différencie alors la boutique du coin, le quartier, la ville, la nation, etc. car tous ces lieux sont des centres ayant une signification pour les individus et les groupes, souvent

²³ Mais aussi par manque de pratique et excès de déclaration de principe.

ayant un nom, c'est-à-dire une représentation consciente et commune. Chaque niveau de l'échelle génère des expériences spécifiques qui peuvent être de l'ordre du bien-être comme du politique. Le lieu est en fait défini, non pas par des coordonnées X et Y, ce qui est une convention, mais un arrangement entre le « je », le « nous » et le « ils » (*I, we and they* de Tuan, 1997, page 419).

La naissance et la structuration des lieux peuvent être rapprochées de la thèse de Berger & Luckmann, 1986, au travers de « *la réalité de la vie quotidienne [qui] se présente à moi comme un monde intersubjectif, un monde que je partage avec les autres* ». Ces auteurs se posent la question de savoir quels sont les modes de pensées et d'actions qui font que des individus ont des relations entre eux, ce qui est le fondement de la structure sociale ; nous pourrions, comme géographe nous poser la question de savoir pourquoi des individus partagent les mêmes lieux sur la base des mêmes structures sociales ! L'analyse phénoménologique pourrait être intéressante de ce point de vue ; elle permettrait de rendre objectives les composantes de la vie quotidienne qui donne un sens au lieu et à l'espace, et de moduler ces composantes en fonction du temps et surtout de l'échelle. Voilà un champ de recherches bien intéressant !

Selon la thèse de Berger & Luckmann, 1986, que l'on pourrait rattacher aux idées de Giddens, 1984 sur la structuration du vécu, la réalité de la vie quotidienne se construit autour du « *ici et maintenant* », impliquant la double intégration du temps et de l'espace dans la construction des lieux de cette vie quotidienne.

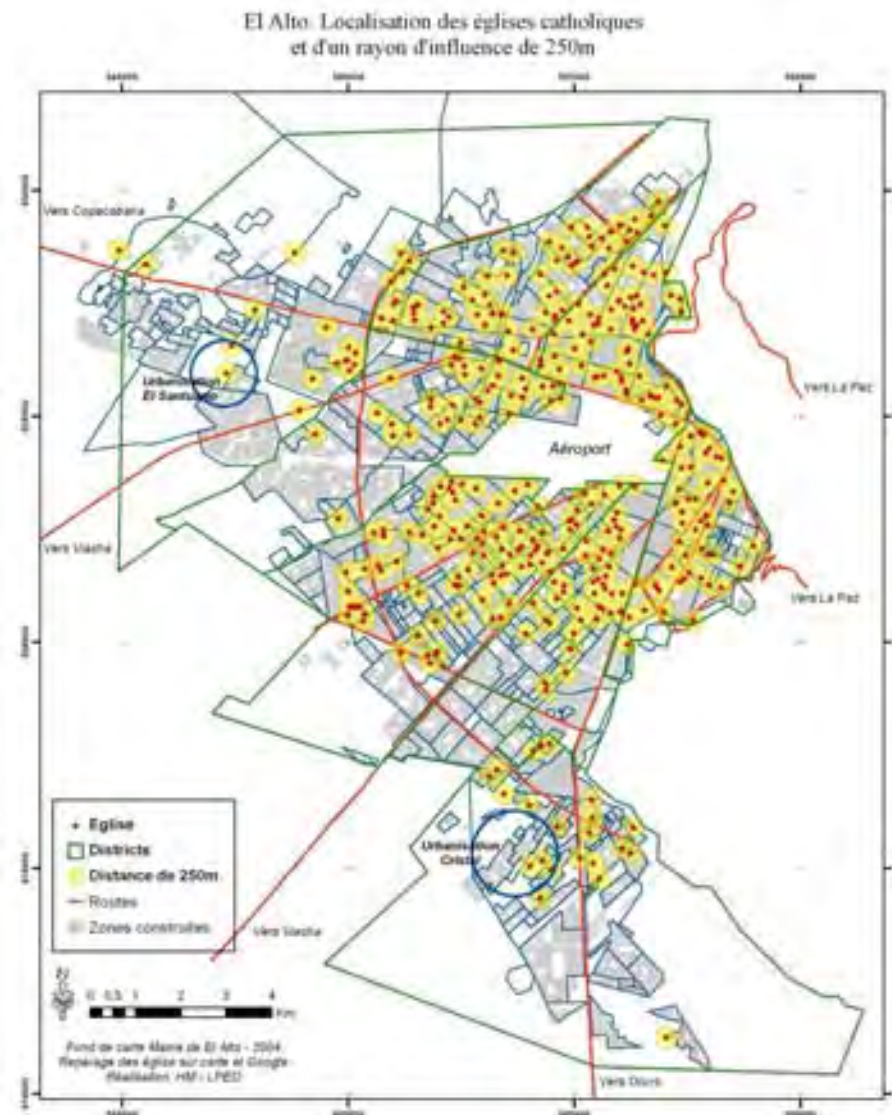


Photo 10: El Alto, la ville aux 400 églises

Les architectes créent des structures, mais il faut du temps pour créer des lieux. Il y a plus de 400 églises sur la ville de El Alto, résultat d'une concession donnée à l'Eglise catholique par les autorités locales sur les espaces verts. Sur chaque place fut construite une église, qui fut le lieu central de la constitution d'un quartier. Mais il n'y a pas 400 curés... Chaque place devient alors lieu social, et chaque clocher un minaret (diffusant de l'information). La création de ces « lieux » a entièrement structuré l'espace, physiquement comme socialement.

Il est intéressant de présenter, dans cette perspective, le cas de la croissance de la ville de El Alto, et de sa structuration au cours de cette croissance. El Alto est une ville satellite de la capitale de Bolivie, La Paz, qui a eu, à partir des années 80 une croissance explosive de la population de par les effets cumulés de l'exode rural (lié au plan d'ajustement structurel et à la grande sécheresse du El Niño de 1982), et de la crise minière de 1985. Sa population est passée de 95.000 habitants

en 1976 à 650.000 en 2001, avec un taux de croissance annuel record de 9,1% dans la période 1976-1992. Cette croissance démesurée s'est développée selon un modèle d'habitat individuel, donc gourmand en espace, et dans une période où la planification territoriale était peu commune. Le Père Obermaier, curé allemand arrivé en 1966 crée un groupe religieux (« *El Cuerpo de Cristo*, le Corps du Christ) et conçoit un plan à la fois pour faire face à l'expansion de la ville, et pour lutter contre la pauvreté en associant la construction des urbanisations avec une accessibilité adéquate aux services. Par la suite, ce plan, publié en 1999 (Obermaier, 1999) sera toujours alternatif à celui de la municipalité, pour ne pas dire concurrent.



Carte 5: Localisation des églises catholiques dans la ville de El Alto

Le principe de ce plan était de construire une série d'urbanisations par mutation d'anciennes communautés, ou par l'installation de communautés spécifiques (migrants provenant d'un même village, d'une coopérative minière, etc.) mais sans réelle logique dans l'organisation ou l'urbanisme. Le processus mis en place par le Père Obermaier était une stratégie d'amorçage par

le lieu, qui avait le double avantage de structurer l'espace, mais aussi de contrôler religieusement cet espace.

Sur chaque emplacement prévu se construit une église, souvent financée par des crédits de la coopération allemande, ce qui explique l'architecture très particulière de ces églises. Comme le montre la carte 5, sur la période d'expansion avant 1990, plus de 450 églises se sont construites, disposées de manière à ce que l'accès soit possible à moins de 250 mètres de toute habitation. La vision que nous avons de cette ville en atterrissant sur l'aéroport est donc assez stupéfiante avec cet alignement d'églises de style évangéliste allemand, dont la blanche austérité et souvent teintée d'indigénisme !

Il y a plus de 400 églises mais il n'y a évidemment pas plus qu'une centaine de prêtres. Les places se transforment alors en centres sociaux et d'animation, investies par les habitants ; s'y construisent des centres de jeunesse, des écoles, des aires de jeux, des marchés, des centres de santé, etc., qui vont peu à peu avoir un rôle de cohésion sociale et territoriale selon le plan même du père Obermaier : construire des quartiers soudés sur le principe de la communauté, le lien entre eux étant de nature spirituelle, en l'occurrence l'église catholique. Une radio et un canal de télévision soudent ces communautés (Radio Virgen de Copacabana et Canal 57), et les clochers se transforment vite en minarets où se diffusent toutes les informations concernant la communauté. « *En parlant de communication, tu vas te rendre compte en te promenant sur El Alto, il y a beaucoup d'églises. Tu te rendras compte que sur aucune il y a des cloches, mais des haut parleurs. J'aimerais que tu sois vers 7 heures du matin pour écouter : 'Compagnons de Calama, il y a un emploi de charpentier dans telle rue, le chien Lucas de Mme X s'est perdu, réunissez des pierres pour la construction du terrain....' Et ainsi de suite. Tout le monde écoute les nouvelles. En période de crises, cela peut devenir : 'compagnons les tanks arrivent ; assemblée générale dans telle partie, ...'* » (René Medina Quintanilla, *Oficial Mayor Técnico*, Adjoint au Maire, entretien en 2005).

Comme le montre la figure 5, les quartiers, au moins jusqu'aux années 1995, c'est-à-dire la plus grande partie de la ville, ont été structurés à partir d'un lieu symbole, central pour le quartier. Le symbole en était sans doute celui de l'accueil dans la nouvelle foi chrétienne des migrants, faisant le passage de la ruralité vers l'urbanité mais aussi vers la modernité. Mais cette structuration s'est effectuée également, comme l'a souvent fait l'église catholique, sans rupture, respectant les principes des populations locales. En particulier, on peut vérifier que les orientations sud-ouest nord-est sont globalement respectées dans le traçage des voies et la construction des édifices, respectant ainsi l'orientation du monde rural comme nous le verrons au chapitre suivant.

Le lieu crée ainsi les références du monde quotidien qui permet à une communauté de s'y inscrire et de s'y reproduire. Mais cette exemple est aussi le contre exemple, car cette structuration fut artificielle, elle ne correspondait pas à une symbolique endogène mais exogène. Elle réussit ainsi à structurer les quartiers mais pas la ville. La ville elle-même, à la différence de sa voisine, La Paz qui fut construite comme une superposition du modèle espagnol sur le modèle Aymara, ne prend pas en compte les règles du monde andin. La division spatiale de La Paz respecte le caractère dual et vertical du monde Aymara : Chinchay, Anti, Cunti, Colla, avec un système central, le Taypi correspondant à la place des pouvoirs, la place Murillo. La toponymie est aussi respectée, ainsi que la distribution des quartiers et l'orientation sud-ouest nord-est. Dans le cas de El Alto, la division de l'espace andin est substituée par une division en urbanisations, dont les noms sont commerciaux, et pour lesquels il n'existe pas de centralité globale. La structuration de l'espace est fonction de la communauté qui y a migrée, ou du type d'activité exercée. La ville n'a ainsi jamais eu une capacité à s'organiser dans sa totalité et reste une périphérie de La Paz. Aujourd'hui les quartiers se déstructurent petit à petit sous l'influence d'une recomposition sociale forte, d'une

diminution de l'influence identitaire d'origine, et par la substitution, elle aussi massive, de l'église catholique par les églises évangélistes. Nous allons sans doute vers une nouvelle structuration des lieux et de l'espace, plus influencée par le politique.

Il y a bien, dans cet exemple, une démonstration de l'importance du lieu dans la fondation de l'espace et dans sa structuration, mais aussi une notion importante de dynamique de ces lieux, selon l'usage qu'il en est fait, et des modifications de leur symbolique. Le lieu est l'élément basique, essentiel, mais il ne se suffit pas à lui-même. Il ne joue aucun rôle s'il n'existe pas de relations avec d'autres lieux, s'il reste isolé et n'est pas capable de constituer un réseau d'interaction entre les populations qui le définissent. Finalement, on peut avancer que la structuration des lieux ne doit pas définir un maillage excluant, mais un réseau supposant la relation.



Figure 6: Eglise et urbanisation à El Alto

Ce postulat définit à mon sens plusieurs types de géographie. Si le lieu est central dans la géographie humaniste, c'est le paysage qui prend cette place dans la géographie culturelle pour

laquelle le lieu n'est conçu que comme le centre de la maille du réseau. Il est considéré comme un « être géographique » dont on ne sait pas réellement s'il a une matérialité et s'il dispose d'une vie propre en tant que « qu'objet géographique ». L'espace est acquis, car culturel, il n'est pas redéfini ; mais il est souvent assimilé à une représentation, ou à un « paysage vu ». La place du culturel est toujours ambiguë, soit partie intégrante de la géographie humaine (la géographie des cultures), soit plus souvent à la marge (l'anthropologie de l'espace). La culture finit par tout englober, et agit sur tout ; c'est aussi une construction sociale « qui ne peut naître et se transformer qu'au gré de la vie sociale, qu'au rythme des rapports sociaux et spatiaux qu'elle contribue pourtant à signifier » (Di Méo, 2008). La géographie des lieux est construite et transmise au moyen de la culture, mais la culture se façonne par des rapports sociaux ; c'est pourquoi, de fait, le rapport à l'espace est déjà inscrit dans la culture.

L'intérêt qu'a la géographie culturelle est de placer l'homme au centre de l'explication géographique, en explorant « la pertinence du champ culturel dans la lecture du monde contemporain » (Bonnemaison, 2004). La difficulté est que centrant cette géographie sur une symbolique et une vision du monde, on en oublie le spatial pour se référer au culturel. Souvent, dans les études de géographie culturelle, on a du mal à situer la position de l'auteur, entre le géographique et l'anthropologique. L'espace n'est plus alors qu'un support à l'expression d'une culture, ou de différences de cultures, ce qui fait que la plupart des auteurs sont souvent plus à l'aise dans des oppositions fortes, comme celles entre peuple de plaine et peuple de montagne, ou dans des milieux insulaires.

Dans tous les cas, le lieu n'est pas absolu (sauf si l'on considère sa coordonnée dans l'univers), mais totalement relatif aux autres lieux. Cette relativité peut se mesurer en distance, temps, mais aussi en valeur, construisant ainsi une hiérarchie. Pour cette raison, Milton Santos parle de l'espace comme un système de localisations, ensemble des lieux considérés comme relatifs entre eux. Poincaré disait que « localiser un objet, cela signifie simplement se représenter les mouvements que nous avons à faire pour l'atteindre » ; vision à la fois statique (l'objet situé) et dynamique (le mouvement) et montrant la nécessité de considérer l'espace comme un tout, au sens de l'aymara : position et mouvement. La distance n'est pas simplement un phénomène optique, mais une expérience cognitive et culturelle ; « ce qui est décisif dans son expérience, ce n'est pas la distance objectivement mesurée mais la relation de cette distance à la possibilité de la couvrir » (Erwin Straus, 1935 cité par Declerck, 2011).

Nous créons ainsi les lieux, les aménageons, les oublions, mais le lieu reste, c'est la localisation qui évolue. « Chaque localisation est ainsi un moment de l'immense mouvement du Monde, saisi en un point géographique, un lieu. Pour cela, grâce au mouvement du social, chaque lieu change toujours de signification : à chaque instant les fractions de la société qu'il incorpore ne sont pas les mêmes » (Santos, 1986). Dans ce sens, l'espace est construit, ou plutôt le construit modifie la signification des lieux et ainsi modifie l'espace.

La conception de Augé, 1992, voudrait que le monde s'accélère et qu'en ce sens, le contemporain, définissant une surmodernité, ne pourrait plus absorber l'antériorité, et créerait de nouveaux lieux dans et de l'anonymat. Or, cette surmodernité a existé à toutes les époques ; chaque contemporain s'est plaint de la trop grande vitesse des progrès de l'humanité, et il existait sans doute plus de lieux de l'anonymat aux siècles antérieurs qu'aujourd'hui, où le moindre endroit est surveillé et fait l'objet de rencontres sociales. Le non lieu n'est qu'une modification d'usage, le lieu d'un jour peut devenir archaïque pour une nouvelle génération, ou s'avérer entrer dans la modernité ; les routes des *chasquis* andins sont remplacées par la panaméricaine, les *tambos* par

des stations services ou des auberges, les vieilles usines par des musées, les vieux districts industriels italiens forme le modèle des milieux innovateurs, etc. La fonction reste mais les lieux changent, ou inversement les lieux restent et les fonctions changent. Le non-lieu est un non sens car la construction d'un lieu reste toujours associée à une valeur et une signification symbolique ; la fonction sociale restant liée à cette valeur.

Nous ne pouvons adhérer non plus à la conception de Lussault, 2007 (p. 48-50) qui fait du jeu Sim City « *un modèle permettant de rendre compte d'une réalité spatiale* », en se basant sur un principe fondateur qui « *s'appuie sur une conception géographique radicale de l'impossible confusion en un même point ou une même aire de deux réalités distinctes* ». C'est oublié que la ville ne se construit pas du dehors, mais des réalités sociales du dedans, et que la symbolique des lieux permet de construire des lieux à multiples statuts et significations ; pensons par exemple à l'usage et à la symbolique multiple de la place ! Tian'anmen en Chine, Tahrir en Egypte, La Bastille en France, etc. n'ont-ils pas eu aujourd'hui et dans leur histoire des réalités distinctes ?

La « localisation » propose une perspective relative et non absolue du lieu, et favorise ainsi une vision dynamique de l'espace, disposant de multiples temporalités non linéaires. La valeur que l'on attribue à cette localisation est du domaine de la hiérarchie, qu'elle soit sociale, économique, culturelle, etc. Elle s'exprime dans l'espace mais aussi dans le temps.

	Journée	Mois	Année	Siècle
Habitat	Maison	Quartier	Ville	Patrimoine
Ville	Lieu de travail, activité informelle	Lieux de culture	Lieux de repère, de l'aménagement urbain	Lieux de repère du patrimoine
Pays	Lieux de l'actualité	Lieux de conflits	Lieux de la géopolitique	Dynamique des fusions ou des séparations
Monde	Lieux de rêve et de vacances	Lieux de l'actualité	Lieux de la géopolitique	Aire géographique linguistique et culturelle

Tableau 2 : Exemples d'identification et de dynamique des lieux selon l'échelle d'espace et de temps

De la lecture de ces lieux, on peut dégager comme le propose Monnet, 2000, le signe et le symbole. « *Pour distinguer le symbole du signe, je propose de considérer comme symboles les objets spatiaux dont l'identification intègre systématiquement et volontairement une dimension signifiante, au-delà d'une simple fonction signalisatrice* ». **Les lieux peuvent avoir des fonctions qui renseignent l'espace sur sa structure et sa fonction, et des symboles qui forment des centralités, au regard d'un projet de la société.** Dans notre exemple sur la ville de El Alto, les églises sont des signes, structurant les quartiers et l'espace urbain, mais n'ont une valeur symbolique que très limitée, ne générant qu'une centralité très locale. La construction des quartiers à partir des lieux - églises ne donne pas à la ville une centralité globale comme peut l'être la place Murillo avec sa cathédrale à La Paz. Cela est d'autant plus vrai que les lieux symboliques aujourd'hui sur la ville de El Alto sont constitués par les lieux de culte évangélique (surtout dans le Nord de la ville), ou par les places de marché, symboles de la nouvelle structuration de la richesse, et de l'activité informelle. Finalement, la hiérarchie elle-même peut conférer une valeur

symbolique aux lieux, lorsqu'elle s'applique par exemple au pouvoir ou à l'économique. Sur El Alto, lorsque la révolte gronde, c'est la Mairie que l'on brûle



Photo 11: Mémoire des lieux, lieux de mémoires

Des lieux de re-création de mémoire. En haut à gauche, le monument à Juan Lechin Oquendo, mineur et leader syndicaliste, symbole de ce quartier d'immigrants mineurs à El Alto ; à droite, Manquiri, une église coloniale perdue dans la campagne de Potosí, qui n'est un symbole que pour les espagnols qui viennent, de temps en temps, la restaurer. En bas, le 'cerro rico' de Potosí, mine polymétallique exploitée depuis plus de 5 siècles, symbole de la colonisation, du patrimoine, de la richesse, de la ville, du mineur, etc. le lieu symbolique par excellence.

Cette symbolique provient ou conduit souvent à la patrimonialisation des lieux, c'est-à-dire à la fabrication de mémoire (Halbwachs, 2004). Elle est valorisante car associée à une reconnaissance commune. Elle se fonde sur des pratiques du long terme qui s'accumulent au cours des générations. Halbwachs, 2004, va même plus loin en affirmant qu'« *ainsi, il n'y a pas de mémoire*

collective qui ne se développe dans un cadre spatial » (p. 144). La mémoire collective se crée par la double interaction entre l'activité collective et les lieux qu'elle fréquente, souvent les plus usuels, et par l'image qui s'associe à ce lieu et par conséquent au groupe auquel il est associé.

Il est plus que nécessaire de rénover la discussion sur l'hétérogénéité et sur la signification du lieu, comme composantes de la formation de l'espace. Un débat qui ne pourra être accompli qu'avec l'intégration des perceptions et des comportements des diverses sociétés.

Les cosmovisions²⁴

*« Je suis persuadé qu'il est plus facile
de comprendre la nature des hommes
à travers leur littérature,
et plus particulièrement leur poésie,
qu'à travers les faits et les statistiques »
Philip José Farmer, 1979 ; le fleuve de l'éternité*

L'espace se définit de deux manières. Du côté du « vécu », il est relatif ou construit par rapport à une certaine vision du monde, la cosmovision ; du côté de « l'observation », il s'inscrit alors dans un schéma conceptuel typique de la philosophie en cours dans la société qui l'observe. Cette double approche nécessite la construction d'un vocabulaire commun entre ceux qui vivent et ceux qui observent. L'esprit scientifique doit donc s'attacher à la signification des mots, et à l'équivalence des mots entre le vécu et l'observé, sinon la théorie ne vaut que pour l'observateur ou l'observé. *« Le relativisme conceptuel ne prétend pas que la vérité est relative à un schème conceptuel, comme s'il était vrai que les coquelicots sont rouges en français mais pas en anglais, ou bien vrai dans notre schème conceptuel mais pas dans celui des indigènes »* (Hacker cité par Caillé et al., 2001). De ce point de vue, je ne pense pas, comme Claval, 2005, que le savoir vernaculaire soit à détacher du savoir scientifique ; au contraire le savoir scientifique doit être en grande partie une formalisation du savoir vernaculaire, en particulier en sciences sociales où le construit provient de la société et non du scientifique. Il n'existe pas d'espace du géographe mais un espace que la société définit en fonction de ses propres critères et qu'elle est la seule à gérer en définitive. Au contraire, souvent, le savoir vernaculaire peut nous révéler des approches du vécu, au travers de pratiques rituelles par exemple, comme de l'observé par les représentations que font les sociétés de leur espace ; c'est une nécessité, pour le scientifique, de prendre en compte ces éléments dans le développement de sa formalisation.

En psychologie de la perception de l'espace, on retrouve ces deux niveaux d'abstraction (Moles, 1972; Moles & Rohmer, 1972, et voir une révision de Bailly, 1981). Le premier est centré sur le Moi, dans un système de bulles emboîtées, à la manière de Sloterdijk : la pièce, l'appartement, le quartier, la ville, etc. ; le second concerne l'abstraction de l'espace vu du dehors : le monde, l'espace imaginé des vacances, etc. Ces deux niveaux se développent de manière désynchronisés dans les phases de la croissance d'un individu, et leur équilibre dépend de la cosmovision, c'est à dire du « bain culturel ». La perception de l'espace est l'apprentissage des lieux, vécus (construits) ou perçus (observés), à partir d'un ensemble de processus d'interaction entre l'homme et son milieu : perceptions, émotions, attitudes, représentations, comportements.

Dans la perception de l'espace au quotidien, il est important de rappeler que *« la dimension spatio-temporelle suppose de reconnaître que l'action pratique a toujours un positionnement dans un 'ici' et un 'maintenant', depuis où se voit l'autre, depuis où se voit d'une façon particulière le monde, puisque bien sûr, il s'agit du 'monde' à ma portée »* (Lindón, 2000, p.11).

²⁴ Cette partie a été rédigée principalement à partir d'une analyse bibliographique et d'entrevues auprès d'anthropologues spécialistes, et de groupements indigènes, destinées à vérifier cette analyse.

La cosmovision induit des perceptions diverses de l'espace en relation à ces paramètres. La relation à la nature, par exemple, peut être vue de dehors (dans le naturalisme occidental) comme élément externe, souvent lointain et hostile, plus souvent imaginé que vécu ; alors qu'elle sera vue du dedans chez nos communautés indigènes andines par exemple, comme élément proche, quotidien, et temporel. La nature constituera alors une altérité ou une identité qui jouera sur la conception du rapport aux lieux.

En Quechua ou Aymara, le mot espace est une composante fondamentale du langage, il est intégré comme foncteur dans beaucoup de mots, qui permettent d'exprimer aussi bien des positions que des mouvements ou des relations, dans l'espace mais aussi dans le temps, entre lieux physiques, spirituels, humains, minéraux, etc.

Le terme *pacha*²⁵ est très général et intègre à la fois l'espace, l'univers, le lieu mais aussi le temps universel. C'est l'endroit qui est autour de nous, en position dans le temps et dans l'univers, qui peut être apprécié avec divers degrés d'abstraction : *kaypacha* (quechua) ou *akapacha* (aymara) pour l'espace-temps concret, *hanaqpacha* (quechua) ou *alaxpacha* (aymara) pour l'espace supérieur spirituel, etc. Il est différent par exemple de *tiqsimuyu* ou *k'itimuyu*, qui signifie lui aussi un espace, mais plus global, l'univers des corps célestes. Plusieurs mots aussi caractérisent l'espace-lieu : la *marka* désignant le lieu habité, ou le *suyu*, qui, en quechua est relatif à une division, quelque soit son importance (parcelle ou empire), le *pusi suyu* représente les 4 points cardinaux ou le *pusisuu* en Aymara représentant l'Univers, *allpa* (o *Jallp'a*) ou *uraqi* comme la terre physique sur laquelle nous marchons et cultivons, à la différence de la terre nourricière qui est *pacha*.

Il n'y a pas non plus d'espace géométrique précis en Guarani, sinon le mot *pa'û*, l'espace entre deux choses. Il y a *ara*, lié au temps, *yvy* qui signifie la Terre, le Monde et le Ciel, et *yvy mara'ÿ* plus proche du territoire idéalisé (littéralement « terre sans mal ») et de l'existence possible du paradis, ou *opa yvy apére* proche de la Nature (*el Todo de la Tierra y del Cielo*, le Tout de la Terre et du Ciel) (Clastres, 1975; Combès, 2005).

Les Mapuches (Gens de la Terre) ont une conception d'un espace extrêmement compartimenté, comme image de l'hétérogénéité du substrat physique et mental. La stratification verticale comporte 7 plateformes, étages cosmiques que l'on retrouve dans la conception indienne ou d'Asie centrale ; la stratification horizontale est basée sur les 4 points cardinaux (les 4 coins d'un carré) dont le plus important est l'Est, direction de la cordillère, terre nourricière. La référence géographique n'est donc pas le Nord, qui a au contraire un sens malin, mais l'Est, synonyme d'abondance. Au centre se trouve le *anèn mapu* (la terre où nous nous sommes fixés), le *taypi* des Aymaras, *l'ici et maintenant* de Lindón, 2000.

De même la dénomination des êtres est indissociable de l'appartenance à l'espace-temps : *runa* ou *jaqi*, qui signifient, dans l'une et l'autre des langues, l'être humain andin, par opposition à *misti*, *q'ara* ou *wiraqocha*, qui correspondent à être humain « d'ailleurs », avec une forte composante ethnique et territoriale. Le *runa* est indissociable de son espace ; il n'est pas qu'une origine (comme le provençal) ou une ethnie (comme le pygmée) mais bien une intégration de l'être humain dans son espace.

« Peut être serait-il opportun de traduire le vocable *pacha* par la caractéristique fondamentale de la rationalité andine : la 'relationalité'. Temps, espace, ordre, stratification sont des éléments

²⁵ Le Quechua, plus que l'Aymara, a une variété d'orthographe suivant la région où il est parlé ou formalisé. L'orthographe de Cusco est très différente de celle utilisée en Bolivie. N'étant pas spécialiste de ces langues, nous nous attacherons à donner l'orthographe la plus adéquate selon les dictionnaires de « *la Academia Mayor de la Lengua Quechua* » publié par le Gouvernement Régional de Cusco, Pérou, et le dictionnaire de Jesús Lara pour la partie bolivienne.

indispensables pour la relationalité du tout. En joignant l'aspect du 'cosmos' avec celui de 'relationalité', on peut traduire (ce qui toujours est aussi 'trahir') pacha comme le 'cosmos interrelationné' ou la 'relationalité cosmique'. » (Estermann, 2006, p. 158).

Dans beaucoup de langues, il n'y a pas de mot spécifique sinon des concepts qui s'attachent à l'expression de la société dans l'espace-temps.

Toute notre difficulté de géographe est donc de construire, d'appliquer et de faire entendre nos concepts de la géographie humaine à des sociétés qui se basent sur des principes différents des nôtres. Par exemple la traduction de « la société et son environnement », relativement classique pour la géographie occidentale, que nous sommes capables d'interpréter sans trop d'ambiguïté, est un casse-tête pour les sociétés traditionnelles andines. Le mot société n'existe pas, et encore moins le mot environnement. Tout au plus pourra-t-on le traduire en Aymara comme « *jaqix pachamapampi* » qui signifie « *l'Homme dans son contexte temporel et spatial de la Terre Mère (ou Totalité de la Nature)* » ou « *pachapan jakasix jaqix* » comme « *l'Homme qui vit dans son temps et son espace* ». En quechua, de la même façon, ce serait « *runa pachamani* », ou encore « *l'Homme et la Terre Mère* », terrible tautologie puisque l'Homme et la Terre sont pris ici dans un sens très holistique, et que l'Homme est inclus dans la Terre mère. Au-delà des mots, c'est bien évidemment le contenu sémantique qui importe, et surtout les décalages sémantiques entre deux conceptions de l'environnement. Tout au plus la géographie humaniste pourrait répondre à ce décalage, à partir « *d'une étude holistique ... nécessaire pour embrasser l'universalité qui influe sur le particulier* » (Bédard, 1987, page 25).

En dehors de ce qui caractérise l'espace, ce qui caractérise les sociétés, c'est la dualité de la vision du monde : *urco* (terre haute, masculinité, virilité, violence, etc.) et *uma* (élément liquide, femme, fertilité, calme, etc.), le haut contre le bas (*hanaq/uray*, ou *alax/manqba* en aymara), la droite et la gauche (*ch'iqal/loq'e*, ou *pañakupi*), l'avant et l'après (*ñawpaq/qhepa*, ou *nayra/qhipa*), le féminin et le masculin (*warmi/qhari* ou *chacha*), nuit et jour, lune et soleil, vie et mort, chaud froid, etc., autant d'oppositions qui permettent de se localiser comme *topos* ou *locus* en fonction d'une certaine fonction relationnelle ou symbolique.

Cette dualité est organisée dans l'espace (Bouysson-Cassagne, 1978; Riviere, 1983; Rivière, 1997) dans une logique qui englobe à la fois l'individu et l'ensemble de l'ethnie. L'orientation est fixée par les cordillères (globalement sud-est nord-ouest) et se définit par 4 cadrans à partir d'un centre (*taypi*) qui peut être symbolique ou physique (le lac Titicaca, le centre du village, la parcelle, etc.) : *urco* vers le Pacifique, *uma* vers l'Amazonie, le haut et le bas, 4 cadrans toujours en opposition. Cette structure s'est modifiée au cours de l'histoire, en particulier lors de l'invasion Inca, et surtout espagnole, par superposition d'autres influences, mais sera toujours le point de départ de la structuration de l'espace, comme le montre les études de Riviere, 1983, ou de Wachtel, 1990 par exemple, sur la structuration des villages de l'Altiplano.

Chaque cadran est hétérogène, et ne correspond pas souvent à des unités géomorphologiques ; au contraire, comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, l'hétérogénéité est indispensable au fonctionnement de la société car elle permet la diversification de la production, des échanges, et ainsi la diminution du risque, mais une hétérogénéité organisée en référence à une cosmovision de l'espace.

« Structure d'une durée remarquable dans laquelle s'inscrivent quelques uns des plus grands moments de l'histoire des Andes, l'espace du Collao, socialement signifiant, s'offre à une lecture différente selon les époques. Entre les lignes du dualisme aymara et dans le système incaïque, nous lisons, comme dans une écriture (stratégie sociale, elle aussi), les règles d'une société où le jeu spatial

se distribue en fonction de trois termes : deux éléments et un centre. Chacun de ces termes implique la présence de l'autre, mais il y a dissymétrie (le masculin l'emporte sur le féminin, le haut sur le bas, la droite sur la gauche). Derrière le symbolique de cette inscription, comme dans le rite d'inscription corporel, se profile un discours socio-politique dont le sens est toujours donné par l'élément dominant » (Bouysse-Cassagne, 1978, page 1075).

Ces structures persistent en grande partie comme l'élément d'équilibre entre les parties. Le vocabulaire, comme nous l'avons déjà signalé, fait partie de cette mémoire. C'est un vocabulaire qui structure l'espace, qui est encore connu des jeunes aymaras, comme nous le montre un exercice réalisé avec une classe de Master à l'Université San Andrés de La Paz. C'est une structure que nous avons aussi souvent rencontrée dans les villages de l'Altiplano ; *Tres Cruces*, vers Potosi, est ainsi un lieu, mais aussi une représentation de ce lieu dans l'espace symbolique de la hiérarchie des communautés, et de la relation dans l'espace qui existe entre les communautés. Même s'ils sont invisibles sur le terrain, les cadrans sont là, inscrits dans la pensée, la mémoire et la façon de vivre.



Figure 7: « Structuration de l'espace rural » dans le village de Caquiaviri, région de Pacajes, Altiplano. Travail d'analyse réalisé par les étudiants du Master de « Sciences du Développement », CIDES, Université Mayor de San Andrés, La Paz²⁶.

Cette structuration de l'espace génère par là même de la **centralité**. Chaque espace, en cadran, dispose d'un centre, et les centres sont reliés virtuellement par ce qui conforme un réseau structurés par des directions privilégiées. Comme nous le verrons au chapitre 8, la centralité n'est pas une hiérarchie ou une agglomération dans le sens du géographe, mais le centre de la relation à l'autre ; tout comme le maillage ainsi constitué n'est pas une marque de subdivisions, mais le

²⁶ Dans le cadre de mon enseignement dans l'unité « Méthodologie de la recherche, approches et applications contemporaines », Filomena Miranda, Miguelina Mamani, Gonzalo Bilbao La Vieja, Edward Villarroel, Natividad Paz García, Luis Arellano L.

moyen d'être en relation entre lieux. Ainsi, l'Altiplano, dont le paysage semble si monotone, avec un habitat très dispersé, n'a pas besoin de concentrations, il n'a besoin que de relations entre ses centres. L'agglomération n'est pas ainsi toujours nécessaire à la conformation de centralités et de réseaux. Structuration et centralités conforment l'ordre andin : l'hétérogénéité organisée par une cosmovision particulière de l'espace (verticale et horizontale), une orientation privilégiée, et la configuration d'un maillage basé sur des centralités ; tout est là pour conformer un réseau et un espace complexe dont l'appréhension peut paraître simple mais est souvent déroutante.



Photo 12: Centralités sans concentration, un réseau maillé virtuel, une hétérogénéité induite par la symbolique des lieux, etc. l'espace plat, monotone de l'Altiplano est en réalité complexe.

Cet ordre andin montre de plus une relation intime entre l'espace et le temps, comme forme de dualité. Elle peut prendre, comme chez les Mapuches par exemple (Grebe *et al.*, 1972), une dimension aussi très symbolique : la perpétuelle rotation de l'ombre du soleil autour du *rewé*, l'arbre sacré qui symbolise le centre du monde et sur lequel se pose les esprits purs invoqués, toujours situé face à la maison du *Machi* (médecin – sorcier – conseiller). Il divise le monde en 4, chiffre magique, puisque correspondant au 4 points cardinaux du *Mapu* (Terre), aux 4 saisons, et ordonne l'ordre social (4 éléments temporels de la famille : homme, femme, jeune, vieux ; 4 grandes familles : *Pewenches*, *Lafkenches*, *Pikunches* et *Williches*) et spirituels (dieux, prières, hiérarchies, rituels, etc. vont toujours par 4). La cohésion sociale est basée sur l'attribution par les dieux d'un territoire déterminé, et des relations duales ou de dualités duales (chiffre 4 ou opposition dialectique).

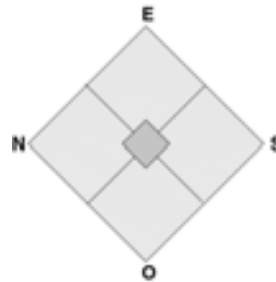


Photo 13: Femme mapuche jouant le Kultrún, instrument de percussion traditionnel en forme de moitié du monde (demi-globe). La surface plane est divisée en 4, comportant des dessins qui symbolisent les 4 points cardinaux et les 4 symboles positifs de ce monde : antü (soleil), wagülen (étoile), zomo (Femme ou fertilité) et les 4 grandes familles mapuches. A droite, la conception horizontale du cosmos, l'ici et maintenant (*anën mapu*) et les 4 points cardinaux dont l'Est est « notre » Nord.
(Photo Ministère Chilien de l'Éducation).



Photo 14: L'ordre Andin: vertical et fractal

Les textiles andins sont toujours marqués par une organisation en bandes verticales, expression de l'organisation spatiale. La nature et la complexité des motifs n'est que le reflet d'une certaine organisation sociale. Ici deux tissus, à gauche un « *awayu* » aymara de Sica Sica sur l'Altiplano qui représente une *pampa* entourée de *saltas* géométriques dans un ensemble très sobre ; le textile de droite provient de Tarabuco (près de Sucre) dans l'espace des vallées d'influence quechua. Il montre une bande centrale composée de représentations sociales, entourée de bandes latérales à motifs géométriques puis composées d'animaux ou de plantes plus exotiques et elles mêmes encadrées par deux bandes à motifs géométriques. L'espace central représente dans tous les cas l'altiplano occupé de motifs de la nature ou de scènes de la vie quotidienne ; entourée des cordillères et plus à l'extrême par les deux mers (l'océan et l'Amazonie). Le caractère fractal des motifs a souvent été noté par des spécialistes de ces tissus, montrant que la symbolique des tissus recomposait à la fois la logique binaire de l'espace andin et sa complexité.

Guzmán de Rojas, 1985, signale aussi l'importance de la relation entre la direction et le temps, chez les aymaras : Le passé se trouve devant, alors que l'avenir est derrière ; « *Nous ne pouvons pas oublier le passé, car il est devant nous, gravé dans notre mémoire* ». Ce que l'on voit ou perçoit, en utilisant l'expérience et la mémoire, se trouve devant nous, mais correspond au passé. Ce qui va arriver, le futur, nous ne le voyons pas ; il est par conséquent derrière nous. Vision complexe du mélange temps – espace – position, pour lequel « derrière » et « après » s'exprime avec le même mot « *qepa* » ; *qaruru* signifie demain : composé de *qaru* (derrière) et *uru* (jour), c'est-à-dire « le jour qui est immédiatement derrière celui où nous sommes » ; de la même façon en quechua, *ñaupa* est « ancien », *ñaupaj* est « avant » mais aussi « le premier, celui qui est devant », etc. La conception de la distance est donc une relation de l'extérieur vers l'intérieur, à l'inverse de la vision occidentale qui part du centre vers la périphérie. En « premier » se trouve le plus éloigné, correspondant au passé le plus ancien ; plus on se rapproche et plus le temps se rapproche, jusqu'à aujourd'hui, là où je suis actuellement. Ce qui n'est pas encore arrivé, le futur, est donc derrière. Au sommet de la montagne (le *cerro*, l'*Uywiri*, l'*Achachila*), l'homme est au point de confluence entre ce qui fut et ce qui sera, « ici et maintenant », le « *monde à ma portée* » de Lindón, 2000.

L'important à retenir, dans ces exemples, c'est l'association de l'espace-temps à des pratiques symboliques ou des relations de valeurs qui font de l'espace un élément totalement enraciné dans la vie quotidienne et dans les formes de pensée, et dont les systèmes de référence sont étroitement dépendant des cultures. L'espace fait partie de la nature, dans le sens où il configure la relation entre les éléments de la nature ; il se définit par des formes de relations entre nature et culture. Les structuralismes de Mauss ou de Lévi-Strauss ont du mal à traduire ces relations, peut-être parce qu'elles sont contradictoires avec le caractère continu et systémique de l'espace ou des cosmovisions. Il est surprenant par exemple que les ontologies classificatoires, comme celles de Descola, 2005 par exemple, n'introduisent des fonctions qu'autour du moi et de l'autre (intérieurités et physicalités), sans référence aux espaces qui organisent ces fonctions.

Dans l'animisme, plusieurs espèces, dont l'homme, utilisent un même espace. Cette superposition (au sens éthologique) pose un double problème. Tout d'abord au niveau de la différenciation des physicalités qui se fait certes par l'apparence, mais aussi par les modes d'usage de cet espace. Certains éléments sont fixes, d'autres mobiles ; il existe des compétitions d'usage ; des caractères d'occupation différents comme le solitaire ou le grégaire, etc. Mais aussi, elle pose le problème de l'identité en relation à l'espace, dans la mesure où il existe de forts caractères de ressemblance dans les intérieurités. Il ne peut donc pas y avoir de formation des identités selon les groupes sociaux ou des espèces, mais uniquement des identités en fonction de l'état de ces groupes sociaux : réels, surnaturels ou ancestraux (mémoriaux). La relation à l'espace devrait donc se différencier par rapport à des points de vue ou lieux symboliques, liés à la reconnaissance de divinités ou de physicalités particulières ?

Dans le totémisme, la relation à l'espace est plus évidente, puisque le parcours initiatique de la reconstitution de la propriété est une condition de survie de la société. C'est le lieu qui importe, et non la frontière, puisque les individus sont dispersés et les territoires non contigus. Au contraire, la limite serait un frein aux nombreux échanges de filiation entre les territoires. Pourtant le fait que la constitution de totémisme se soit effectuée sur la base d'une « *diversification de l'organisation sociale et des rites [...] ou qu'elle ait résulté d'une adaptation écologique et démographique des modes sociaux d'occupation de l'espace à des environnements très* »

différents, comme cela a aussi été envisagé, importe ici assez peu. » (Descola, 2005, p. 205). Il semble pourtant que l'exemple australien montre une segmentation de la société entièrement relative à une segmentation spatiale dans laquelle les critères de résidence sont fondamentaux dans les relations entre groupes sociaux. Les totems eux-mêmes ont forcément une relation à l'espace dans la mesure où ils sont locaux, d'un autre écosystème, ou relatif à des animaux d'une autre classe ou d'un autre secteur, ou de caractéristiques spécifiques liées à la nature du totem, elles-mêmes souvent spatiales. Il y a là non seulement des différenciations sociales fortes, mais surtout elles se basent sur des qualités, et non seulement des éponymes, intrinsèques au milieu dans lequel elles s'expriment, et donc dans l'espace.

Dans le cas du naturalisme, dans lequel nous baignons, il est alors évident que la frontière devient l'élément clef de la définition du territoire. La frontière permet de distinguer des physicalités (mais aussi d'en mesurer les ressemblances), et des intériorités puisque de part et d'autres de la frontière les propriétés sont différentes. L'espace est construit selon des principes de maîtrise des symboles et de différenciation de ces symboles par et dans la nature. Nous sommes au-dessus de la nature, et par là même nous sommes en mesure de la maîtriser, de maîtriser l'espace sur lequel nous vivons. Cette « conscience » de l'espace, combinée à la nécessité de la frontière, nous a donné un modèle de « territoire » basé sur l'appropriation coercitive déterminante des formes de pouvoir. C'est une spécificité du naturalisme, qui explique sans doute sa domination mais peu sa modernité.

Là où l'on entrevoit une certaine difficulté en relation à ces ontologies, c'est dans le cas de l'analogisme, qui donne un certain « vertige » selon l'expression même de Descola, 2005, p. 280. Cette difficulté provient essentiellement de l'hétérogénéité fondamentale des composantes prises en compte à la fois dans les intériorités et les physicalités. « *Bref, l'analogisme est un rêve herméneutique de complétude qui procède d'un constat d'insatisfaction : prenant acte de la segmentation générale des composantes du monde sur une échelle de petits écarts, il nourrit l'espoir de tisser ces éléments faiblement hétérogènes en une trame d'affinités et d'attractions significatives ayant toutes les apparences de la continuité* » (Descola, 2005, p. 281). Chaque élément joue dans l'univers, et contribue à l'harmonie de l'ensemble, ce qui, en conséquence, signifie que toute petite modification d'un élément modifie l'équilibre de l'ensemble. Cette conception est une évidence chez les aborigènes andins, qui sont « rattachés » à l'analogisme. Chaque chose est à sa place dans la conception du monde, ce qui limite la possibilité de distinguer les intériorités et les physicalités : si le monde andin considère que « l'eau des rivières est comme le sang de la *pacha* », il réalise une assimilation tant au niveau de la distinction du moi que de la reconnaissance de l'autrui. L'hétérogénéité en est la composante, et Descola considère que c'est le mécanisme de « *la ressemblance le moyen espéré de le [le monde] rendre intelligible et supportable* » (p. 281). Les dualités multiples, qui conforment ces ressemblances, n'est pas à mon sens un moyen de supporter le monde, mais de le maîtriser. Nous l'avons vu, la cosmovision des andins est centrée sur l'espace, sur le « *jeu de la connexité des lieux, [...] motivant une prolifération sans pareille de coordonnées spatiales et de découpage de la durée* » (p. 315) ; l'espace devient l'axe central de la cohésion de la société, parce qu'il est le seul à pouvoir supporter tous les dualismes liés aux multiples singularités. C'est d'ailleurs dans l'organisation spatiale que Descola, après Wachtel, puise ses exemples (voir pages 369 et suivantes). « *Aux yeux de ceux qui les composent, ce genre de collectif est taillé aux mesures du cosmos tout entier ; mais découpé en unités constitutives interdépendantes que structure une logique d'emboîtements segmentaires* » (p. 375). On retrouvera au travers des exemples cités, le caractère unique de l'unité, mais totalement dépendante du tout et l'importance de la cohésion identitaire des unités, comme partie du tout, mais constituant des

systèmes hybrides, mixtes, qui permettent la maîtrise d'une hétérogénéité multiple. Ce sont là des caractères qui permettent d'expliquer une certaine stabilité de ce système, et sa perdurance malgré plusieurs siècles de colonisation. Raúl Prada (2003) nous montre que l'intégration dans le christianisme après la colonisation ne fut pas un problème en tant que tel ni le résultat de l'effort des missionnaires, puisque la cosmovision de ces peuples se base sur « la certitude du divin », « l'intuition de la totalité ». Peu importe alors la religion, le monothéisme, l'animisme polythéiste, etc. ; « *ce qui importe ici, c'est le substrat affectif, cognitif et conscientiel qui se dégage d'une relation immanente de l'être avec lui-même* ». Le christianisme a en commun avec les religions archaïques des peuples natifs la relation avec le divin et la totalité, qui s'exprime dans la stabilité des structures face à l'hétérogénéité et à la complémentarité des situations.

On le voit, ces questions pourraient relever aussi d'un axe de recherche intéressant ; celui du rapport du moi et de l'autre à l'espace, qui permettrait de bâtir d'autres ontologies. Dans tous les cas, la structuration de la relation est fonction de lieux symboliques et de relations entre ces lieux, par la relation filiale et la relation hiérarchique : c'est le pont entre l'homme et la nature, c'est-à-dire le « reste ». La contiguïté n'a pas d'importance, mais l'hétérogénéité est importante parce qu'elle conditionne les facteurs de complémentarité.

Qu'on ne se méprenne pas, l'étude des cosmovisions n'est pas une nostalgie des formes antiques de relation à l'espace ou à la nature. Comme le spécifie Olmedo Llanos, 2006, dans son excellent « *Paranoaimara* », « *il n'existe pas de cosmovisions 'propres' : celles-ci se heurtent, se frôlent, s'assemblent avec d'autres dans le temps et se transfigurent. Ainsi se dissolvent ses identités et cultures comme une mixture lancée dans le vent altiplanique* ». Justement, tous ces mélanges permettent de voir, dans sa propre temporalité, les caractères rémanents de ces cultures, et la force qu'elles peuvent avoir au regard de plusieurs siècles de colonisation culturelle, linguistique et religieuse. C'est dans le cas de peuples andins une remarquable résilience, face aux trois malaises de la modernité (Taylor, 1992 ; 2002) qui rongent de plein fouet les piliers de ces organisations.

L'autre intérêt de cette attache aux cosmovisions, c'est l'apprentissage, pour le scientifique, d'autres savoir-faire. La géographie doit prendre en compte d'autres modèles, revisiter d'autres continents, et construire une théorie à partir de ces ensembles. Nous sommes toujours dans la position du botaniste qui essaierait de comprendre la flore tropicale à partir des classifications européennes sans essayer d'y intégrer de nouveaux apports. L'ontologie de l'espace est faite de culture, et les cultures sont diverses sur notre planète. C'est un peu la leçon d'humilité que nous donne la visite de ces autres continents.

Une certaine définition de l'Espace

« L'espace est ce qui fait que tout n'est pas à la même place.
Le langage est ce qui fait que tout ne signifie pas la même chose »
Jean Baudrillard – *Cool Memories*

On ne peut pas considérer l'espace comme neutre, ni indépendant des acteurs. On ne peut pas considérer non plus que l'espace soit entièrement dépendant des acteurs, puisqu'il s'agit d'une interaction dialectique. L'espace est alors la résultante de cette interaction, un peu à la manière dont Georg Simmel ou d'Anthony Giddens considèrent « *la société [qui] est à la fois le médium et le résultat de l'individu* », dans le plus pur style du dualisme de l'interaction (Vandenbergh, 2001, p. 50). A la différence de Crevoisier, 2010, je dirai que ce n'est pas le territoire mais l'espace qui « *est toujours concret, à la fois spécifique et générique, stable et en transformation, local et extra-local, agissant sur les acteurs et agi par eux* ». L'espace construit n'est pas seulement une métaphore, comme le propose Lacoste, 2003, lorsqu'il l'associe systématiquement à un espace concret terrestre, fait de géologie, de climats et d'infrastructures. L'espace construit la société et est construit par la société mais est aussi un résultat concret, résultat de toutes les interactions au sein de la société. D'un point de vue positiviste, l'organisation spatiale serait la concrétisation de cette vision constructiviste. L'espace est aussi, selon les humanistes, construit par les sensations et perceptions spatiales des populations, dans le champ de leur expérience. On oppose aussi souvent la matière (le concret de l'espace), sa géométrie (qui serait le propre de la géographie) et la perception (la signification que donne l'esprit humain) (Di Méo, 1998). Toutes ces conceptions ne sont pas forcément contradictoires, au contraire plutôt complémentaires : **L'espace est physiquement structuré, cette structure est en partie un construit de la société, sur la base de force sensibles et de relations humaines.**

Il n'y a par conséquent aucune opposition entre une géomorphologie qui s'attachera plus à la composante physique, une géopolitique au construit institutionnel, à la géographie humaniste au sensoriel, etc. L'Espace se lit au travers du filtre que nous lui portons : l'espace politique s'intéressera plus aux éléments qui caractérisent cette fonction, faisant abstraction de beaucoup d'autres ; l'espace viticole est une autre vision des lieux multiples qui organise un certain espace productif. Mais ce sont des filtres, non des réalités différentes si nous considérons l'espace comme unique. Peut-on réellement distinguer, comme le fait par exemple Dauphiné, 1991, un « espace terrestre » d'un « espace géographique »²⁷ ? Elaborer une distinction entre « le réel et le concret » et la réalité du géographe²⁸ ? Ces filtres sont déterminés par des catégories de perception ou de classements sociaux, et bien sûr, par les hiérarchies qui se construisent autour de ces perceptions (Bourdieu, 1977), mais sans doute pas par des différences disciplinaires. C'est

²⁷ « L'espace géographique est un concept élaboré par les géographes pour formaliser scientifiquement les caractéristiques de l'espace terrestre. Cet espace terrestre, réel et concret, est donné, produit, vécu et perçu ». (Dauphiné, in Bailly, 2004).

²⁸ Ce qui suppose qu'il existerait d'autres réalités scientifiques autour de l'espace terrestre : celle du géologue, de l'historien, du sociologue, du psychologue, etc. ce qui conduit la géographie, non pas à être une science universelle, sinon une discipline restreinte, ayant ses propres principes. Dauphiné, 1991, est d'ailleurs très explicite sur cette conception de l'espace : « Les espaces économiques, sociologiques et géographiques sont trois espaces abstraits, construits respectivement par l'économiste, le sociologue, le géographe, à partir de l'espace terrestre ». Dans un autre ouvrage, celui de Bailly, 2004, il dit : « le géographe peut aussi construire un espace à partir d'une théorie ».

une idée qui nous intéresse, les géographes, car elle permet aussi de comprendre l'impact de la cosmovision sur la construction de l'espace.

Il existe aussi une hérédité biologique de l'espace, fixée par « ses conditions naturelles », mais l'hérédité sociale semble prédominante dans sa structuration. La référence sociale, le regard de l'un et des autres, intervient dans la reconnaissance de l'espace. Le chapitre précédent sur la cosmovision nous a bien montré cette importance du regard de l'autre, en particulier dans la construction de nos propres théories.

Comme nous l'explique Di Méo, 1998, la séparation entre le physique et le perceptif n'a pas toujours été une règle dans la conception de l'espace. Les grecs, tout comme nos andins, avait une vision du « Tout », indissociable d'une « universalité sensible », mais aussi d'une éternelle transformation ou mutation. « *Ce courant moniste à tendance matérialiste définit un espace très proche d'une matière formée d'une substance unique (élément ou atome) qui inclut l'esprit, l'âme et les idées de l'homme, le logos.* » (Di Méo, 1998, page 101). La totalité inclut à la fois l'homme et la spatialité, comme fait de la même matière et du même esprit (le parallélisme de Spinoza). Le « Moi » sera dissocié du « Tout » lorsque l'Homme, comme création de Dieu, sera totalement détaché de la nature, et donc de l'espace, dans des ensembles hiérarchiquement reliés (à la différence de Spinoza qui maintiendra l'unité de Dieu et de la Nature « *Deus seu Natura* »).

Le dualisme cartésien viendra définitivement séparer les éléments du « Tout », en diverses réalités, dont une qui fera de l'espace le simple support de vie, le « milieu », le « *substrat de l'histoire des hommes* » selon Kant, 1999 (p. 72). Nous passons d'une forme d'abstraction simple, le « Tout », à une nouvelle forme d'abstraction complexe : la raison humaine comme seul moyen de discerner les événements dans le temps et dans l'espace. Il s'agit d'une série de dualismes entre empirique et conceptuel, entre dedans et dehors, entre humain et nature, entre conscience et pratique, etc.

Le problème n'est pas dans cette évolution, il est dans le fait que la géographie se soit développée dans la conception dualiste de l'espace, posant l'homme en dehors du « Tout », la plaçant d'emblée dans un carcan philosophique contraignant. On reprendra l'idée de Di Méo, 1998, qui nous montre une géographie « coincée » entre un espace kantien de la conscience et un espace durkheimien de l'action humaine ; l'espace produit social, ou support de l'organisation de la société. Les géographes chercheront alors des solutions supplétoire : les espaces produit, vécu, perçu, social, intermédiaire, etc. qui n'ont fait au fur et à mesure, qu'ajouter à une confusion conceptuelle de plus en plus perceptible dans les publications de géographie depuis les années 1990.

L'espace est produit parce qu'il est social ; il est social parce qu'il est perçu ; il est aussi vécu et ainsi, dans une perspective dynamique, il se crée, il se produit, etc... Il est perçu et vécu selon chaque réalité sociale, avec des modalités de représentation spécifique, voire d'imaginaire. Et finalement, « *l'espace de vie rend compte d'une expérience concrète des lieux, indispensable à la construction du rapport qui se tisse entre la société et son espace* » (Ley, 1983, cité par Di Méo, 1998) ; complexe, il se traduit dans une « *métastructure spatiale* » !

Comment l'Espace est-il possible ?

L'Espace est un système de localisations, à la fois support de la société, et construit par cette société. Comme tout système, il est basé sur des objets et des interactions entre ces objets ; il est ainsi dynamique. Il n'existe qu'un espace, somme des interactions de tous les acteurs de la société, mais cet espace peut être décomposé en fonction des filtres que lui apposent les acteurs.

Chaque jour, nous nous déplaçons dans un espace, qui est la résultante de sa production, de sa perception et de son vécu. L'organisation spatiale est la manière dont ces trois composantes se confrontent.

De fait, l'espace est défini par ces deux éléments : les lieux qui le composent et l'organisation de ces lieux qui les localisent. Ces éléments sont construits, vécus, perçus et sont inscrits dans une hétérogénéité à la fois physique et sociale. **L'espace est le sens du lieu, construit par l'action.**

Le premier sens est celui de sa matérialité. « *La matérialité de la terre pose là un problème qui ne peut être levé qu'à la condition de quitter la terre plane et la géométrie euclidienne qui permet de la représenter* » (Retaillé, 2005, p-183). L'espace est une matérialité, construite du point de vue de l'acteur (vécu, perçu) et du scientifique (analysé), à laquelle nous sommes confrontés chaque jour dans sa diversité. Par ailleurs « *nous n'avons pas à découper l'espace, il se découpe tout seul* » (Brunet, 1992). L'hétérogénéité est dans la structuration même de l'espace : ce que Brunet appelle les lois, les « *êtres géographiques* », les types d'espaces comme le maillage, les dissymétries, les réseaux, le champ de force, les synapses, les interfaces, etc., pêle-mêle, sont des éléments de cette hétérogénéité, résultats de l'interaction entre la société et son « milieu », perçu, construit, vécu.

L'espace est caractérisé par son hétérogénéité, mais sans doute pas par ses limites²⁹. La limite est une des composantes des lieux, mais ne définit pas à elle seule l'espace. Le système des localisations est à la fois le résultat et le créateur de l'hétérogénéité, par l'intermédiaire des constructions sociales. La limite peut être ainsi considérée comme la nécessaire rupture entre lieux ; le contraire du réseau qui en est le lien. Les différences de signification des lieux créent toutes les formes de typologie, de dissymétries, de champ de forces, etc. entre les lieux.

On verra que la nature du lieu n'est pas influencée par l'échelle ; c'est le système qui change de propriétés. Il n'y a pas de différence entre un lieu local et un lieu global sinon au travers de la signification des relations avec ce lieu. D'ailleurs, tout lieu peut devenir un jour local comme global sans obligatoirement se transformer.

Le paysage, quant à lui, est la dimension de la perception de l'espace, de ce qui arrive à nos sens (Santos, 1996b). Il existe un premier niveau de socialisation de l'espace qui correspond à sa construction par le moyen de l'action et de la relation sociale ; mais il existe un second niveau qui est celui de la lecture de l'espace par la société même (et par la communauté scientifique), sans distinction possible entre paysage « naturel » ou « artificiel » puisque les deux font partie de la même lecture, utilisant des critères similaires de perception. La lecture du paysage suppose un niveau cognitif plus important et plus interdépendant de la culture et de l'expérience individuelle ou collective, surtout dans le cas d'une interprétation que peut en faire un scientifique. Mais cette lecture peut être indépendante de la construction de l'espace, et « *notre tâche est de surpasser le paysage comme aspect, pour arriver à sa signification* » (Santos, 1996b, p. 60). On comprend alors les liens qui existent entre ce niveau cognitif et l'analyse de l'espace. Pour le géomorphologue, la société n'a que peu d'intérêt ; pour le géographe culturel, elle en est la base. Mais tous ont besoin des uns et des autres.

²⁹ On ne peut être de ce point de vue d'accord avec la définition de Dauphiné, 1991 : « Espace : portion du plan délimitée au moins par une ligne ».

Dans une première tentative très analytique, on pourrait par conséquent définir l'espace comme un système de localisations, socialement définies, en interaction avec le support physique et la perception cognitive de la société.

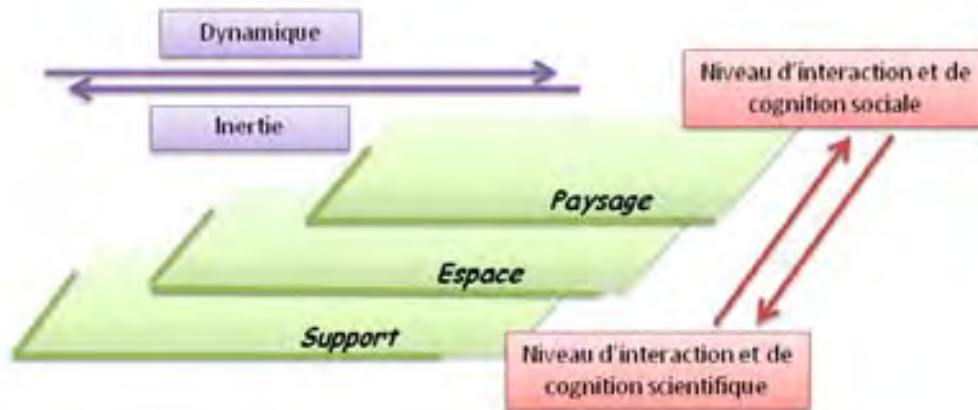


Figure 8: Espace, entre physique et cognitif

Ce schéma résume les « sous-systèmes » liés à la compréhension de l'espace. Le support physique, réel, indéniable, qui nous sert, chaque jour de socle et qui comprend la plus grande partie de l'hétérogénéité spatiale. L'espace, fait de lieux « naturels » ou « anthropiques », mais créé par une interaction dialectique entre le support et le social, générateur d'entropie c'est-à-dire d'une dynamique de l'hétérogénéité. Le paysage, totalement cognitif, interprétation sociale des deux couches précédentes, liant à l'hétérogénéité des valeurs esthétiques et des constructions multiples sur la base de valeurs sociales.

Il est assez intéressant de constater que ces « couches » correspondent à des niveaux différents d'interaction sociale et de perception cognitive depuis le support jusqu'au paysage : La connaissance scientifique est, elle, plus respectueuse, respectable et « rigoureuse » pour le support que pour le paysage ; la perception et la cognition du social est plus élaborée dans la maîtrise du paysage que du support physique.

Enfin, il faut constater également que les dynamiques de ces sous-systèmes sont différentes, une grande inertie du support se combine à une extrême fugacité des paysages.

Il nous revient alors de situer la géographie dans ce schéma, autour du système des localisations que représente l'espace, en les individualisant des processus de formation et de dynamique des supports, et du niveau d'abstraction de la lecture du paysage !



Photo 15: La Paz, entre physique et cognitif

La ville de La Paz : superposition d'un relief et d'une géologie complexe qui modèle la forme et la structure de la ville, de la composition et de la structure des lieux qui donne à la ville son caractère unique, et d'un paysage que certains apprécient mais qui en angoisse d'autres. Le support n'a pas changé fondamentalement depuis des siècles, les lieux se construisent au fil des décennies, le paysage change chaque jour, en fonction de la lumière, du temps et de l'humeur.

L'urbain est, paradoxalement, le meilleur exemple pour expliquer l'espace et la représentation des lieux. La ville est une construction sociale historique sur la base d'une agglomération de lieux significatifs. Nous ne nous référons pas ici à l'historique de la création des villes (voir pour cela Benevolo, 1983) mais plutôt à la symbolique de la ville comme pur produit spatial de l'évolution de la société ; la ville qui n'est pas une nécessité naturelle mais une nécessité historique, selon l'expression de l'auteur.

Quelle que soit la ville que l'on analyse, on y retrouvera les mêmes schèmes. New York, Delhi, Montpellier, Brazzaville, etc., disposent des mêmes catégories de lieux : l'habitat, la rue, le parc, l'aire industrielle, la place, la station de bus, etc. Les lieux ont des significations, ce sont les fonctions qu'ont construites et imposées la société et mon imaginaire : mon quartier, ma place, la mairie, etc. Il existe aussi souvent, dans les villes, des lieux d'interface : une rivière, une plage, une forêt, etc. qui donne des spécificités à la structuration de la ville. On voit donc bien que les villes ont des dénominateurs communs : les lieux, leurs structures, leurs fonction, leur organisation. L'implantation de ces lieux est dépendante, comme le montre la ville de La Paz, de la conformation de l'hétérogénéité ; la structure et l'organisation souvent aussi. L'espace urbain, dont les limites sont difficilement déterminables sauf par des dispositions administratives, est composé et structuré par la société de multiples façons : les unités morphologiques (type d'habitat, architecture), la création d'un patrimoine, l'usage du sol qui définit des unités fonctionnelles (commerciale, résidentielle, etc.), des activités, des réseaux, etc. La structure urbaine, sa fonction et le paysage urbain sont ainsi intimement enchevêtrés, et chaque élément a sa propre dynamique, construisant des espaces uniques, tous différents mais ayant la même cohérence, fragmentés mais dont les bases sociales relèvent de relations qui créent des mémoires et des identités (Dorier-Apprill & Gervais-Lambony, 2007).

Quelques repères, que je m'impose !

« *Les gens qui vivent dans le passé doivent s'incliner
Devant ceux qui vivent dans l'avenir.
Sinon, le monde se mettrait à tourner à l'envers* »
Arnold Bennett, *Repères*.

Nous venons d'examiner une certaine conception du lieu et de l'espace, résultat d'une réflexion autour de l'utilisation de nos concepts de la géographie occidentale dans un contexte Andin. Avant de poursuivre sur l'usage de ces concepts, en particulier dans la définition du territoire, il me paraît important d'ajouter quelques éléments de réflexions en relation au positionnement de certaines écoles géographiques dans ce débat.

Pour la plupart des auteurs, « *les origines de la géographie ... remontent loin dans l'histoire humaine* » (Gould & Strohmayer, 2003) ; mais pour ces mêmes auteurs, tout ce qui est antérieur au XVIII^{ème} siècle n'est digne que d'un salut respectueux, et d'un hommage aux explorateurs, navigateurs et autres cartographes qui ont fait alors office de géographe. On ne peut certes faire tourner le monde à l'envers, mais il est important de comprendre et d'insister sur ce tournant épistémologique dont j'ai déjà parlé et qui limite considérablement notre vision cosmologique de la discipline, pour ne pas dire sa possible universalité.

Il est important, pour la géographie, de reconsidérer ce tournant, qui a suivi celui de la science en général, bien en deçà du XVIII^{ème}³⁰. Ce tournant, comme l'analyse Glacken, 2000, 2002, 2005, 2007, provient de l'intégration d'une idée maîtresse dans la relation entre l'Homme et la Nature : celle de l'Homme comme agent géographique. Cette idée permet de considérer à la fois une vision anthropocentriste de cette relation (la Terre est faite pour l'Homme), une ontologie naturaliste (au sens de Descola, 2005, qui implique une séparation entre Nature et Culture, et un lien entre les deux), et une domination de la Nature par l'Homme (la possibilité d'une action géographique). Ces principes ont imbibé notre savoir, et ont conformé une certaine géographie qu'il est peut être aujourd'hui nécessaire de reconsidérer. Ils ont « *empoisonné l'histoire de la pensée géographique ... et les discussions écologiques contemporaines sur la rupture de l'équilibre de la nature par l'Homme* », selon l'expression de Glacken.

L'examen de l'évolution de la pensée géographique (Gould & Strohmayer, 2003) nous montre que la remise en question des principes de la géographie du XVIII^{ème} est extrêmement récente. Elle s'est matérialisée dans plusieurs courants à partir des années 1970, comme la « révolution quantitative », la géographie culturelle et humaniste, la science régionale, etc. sans que se soit développée une théorie spécifique du géographique ; des ensembles théoriques ont été maîtrisés certes, intégrés dans des processus de spatialisation (en démographie, économie ou écologie par exemple), mais sont restés peu spécifiques de la géographie car communs à d'autres disciplines voisines. Comme le signale Debarbieux, 1999, au grès des courants, chaque discipline s'est approprié un terme : 'région' pour les 'classiques', 'espace' pour les quantitativistes, 'paysage' pour les culturels, 'territoire' pour les géopolitiques, etc. sans qu'une réflexion commune ait été possible sur leur possible recoupement.

La géographie culturelle prend une position « à part » dans ce dispositif, parce qu'elle se base sur des référents spatiaux qui ne relèvent pas des rapports sociaux, mais des rapports d'identité à

³⁰ Le philosophe Michel de Certeau le situe au XVII^{ème} siècle, au moment de la rupture discursive entre religion et morale, c'est-à-dire le passage « d'une organisation *religieuse* à une *éthique* politique ou économique », qui a marqué définitivement la pensée occidentale

n'importe quelle échelle. « Prendre en compte les trajectoires individuelles et interroger les populations sur leur sentiment d'appartenance à un territoire et la participation de celui-ci dans la formation des identités individuelles est un préalable nécessaire à la compréhension de la formation des identités collectives » (Guérin-Pace & Guermond, 2006, dans leur éditorial du numéro spécial de l'Espace géographique). Faire de l'identité un sentiment individuel, lié au lieux ou au moins aux micro espaces (Guermond, 2006) signifie ignorer les relations sociales permanentes entre les individus. Pour Claval, 2003b, « la culture qui intéresse les géographes est donc d'abord constituée de l'ensemble des artefacts, des savoir-faire et des connaissances par lesquels ils médiatisent leurs relations avec ce qui les entoure » (p. 5) ce qui signifie que la culture n'est pas issue des relations sociales entre les individus, mais de la médiatisation de ces relations, par le symbole, le langage, le code ou le discours. Cela rend parfois compliqué le discours des géographes culturels (le changement d'échelle par exemple), puisque la configuration des identités collectives ne peut se faire qu'à partir des identités individuelles, sans qu'il y ait réellement de rapport (sociaux) entre les deux (Di Méo, 2008).

Dans cette optique, le lieu acquiert bien une valeur culturelle, et donc identitaire. Mais l'expression de cette valeur culturelle n'est pas seulement possible par le moyen d'une médiatisation des rapports sociaux, sinon par une construction de savoir-faire et de connaissances qui ne peuvent être que le fruit d'un processus de relation, donc de hiérarchie et d'agglomération, c'est-à-dire du rapport social lui-même. La culture naît du rapport social, et non l'inverse. Le lieu devient symbole, et code identitaire, lorsque les rapports sociaux l'ont « jugés » ainsi. Rattacher le lieu à la culture sans faire intervenir le rapport social et l'organisation de ces rapports sociaux n'a donc pas de sens. Comme le mentionne Habermas, 1975, l'ensemble culture – langage ne peut fonctionner que lorsque les règles sociales du dialogue sont établies.

En géographie culturelle, le paysage ou la région, voire les aires, se substituent à l'espace et au territoire, car le problème de l'absence de rapports sociaux devient un limitant pour l'explication géographique. Le politique, l'identité territoriale, ou les références patrimoniales deviennent des « impostures » puisqu'ils ne sont le fruit que des appareils idéologiques : « En recherchant systématiquement les liens entre l'attitude des populations et les territoires, et en justifiant ces liens prétendument 'culturels' par des éléments historiques, les géographes confortent une approche rétrograde de l'organisation de la société » (Guermond, 2006, page 293).

Une confusion d'échelle, comme une confusion conceptuelle : l'identité locale n'est pas l'identité planétaire, et le territoire n'est pas la frontière ! L'identité territoriale n'est pas fabriquée par le géographe, et celui-ci n'a que peu de marge de manœuvre pour en modifier les paramètres ; l'analyse de l'identité n'est donc pas un « jeu intellectuel gratuit », comme le prétend Guermond, mais une analyse des réalités sociales qui chaque jour, créent de nouvelles relations qui peuvent ou non se concrétiser sur un espace donné.

Les géographes sont de plus en plus distants des séparations entre nature et société, entre objet et sujet qui fondent les conceptions naturalistes de la science (Demeritt & Dyer, 2002), mais les alternatives ne sont pas évidentes. Le culturalisme, l'humanisme ou le positivisme n'en sont pas forcément une en science sociale, et les méthodologies sont multiples, n'offrant pas un cadre suffisamment rigide pour permettre d'influencer les politiques.

On doit à Harvey, 1984; 2010, à l'école française de la géographie et à la nouvelle école de science régionale de Walter Isard, de reconnaître l'inadéquation des théories a-spatiales, et donc la spécificité de la géographie comme discipline, mais aussi la nécessité de reconsidérer la géographie autour des relations qui créent l'espace. On doit à Milton Santos ou David Harvey d'associer à cette géographie des relations, la définition d'un espace social prenant origine dans la

division du travail. La géographie de David Harvey, résolument marxiste parce que fidèle à son époque, suppose, à l'inverse de la géographie culturelle, une interaction forte du contexte politique ou culturel sur notre conception de l'espace : « *la forme et le contenu du savoir géographique ne peuvent pas être compris indépendamment de la base sociale qui engendre et utilise ce savoir* » (Harvey, 2010, p. 36). Elle s'attache plus aux « messages » que le géographe élabore et retransmet au peuple, qu'à l'analyse des relations à l'espace ; plus aux pratiques du géographe qu'aux pratiques des hommes dans l'espace. « *Les géographes ont ainsi perdu leur vocation à synthétiser la connaissance dans sa dimension spatiale et se sont éloignés des processus de construction d'un savoir géographique populaire à mesure qu'ils se sont spécialisés* » (p. 41). Que le géographe ait été au service du pouvoir de l'époque (voir les 6 pratiques géographiques à l'époque bourgeoise qu'annonce Harvey) est plus qu'évident : la cartographie au service de la colonisation et du droit, l'exploration des ressources naturelles, l'étude des modes de vie et de reproduction sociale, la géopolitique, l'aménagement, le culturel comme support aux doctrines, etc. Ce rôle continuera, tout comme la chimie ou la physique continuera d'être au service de puissances industrielles... « *La géographie est une chose trop importante pour être laissée aux géographes. Mais elle est bien trop importante pour qu'on la laisse aux généraux, aux politiques et aux dirigeants d'entreprises* », conclut-il (p. 46). Mais cette conclusion n'en est pas une, car il nous propose ensuite une géographie du peuple se confrontant aux classes dirigeantes et à l'Etat, c'est-à-dire une géographie au service d'un autre pouvoir, un « *changement de camp* », au milieu de contradictions évidentes entre la rigueur et l'honnêteté scientifique et l'engagement nécessaire contre le positivisme et pour le matérialisme. Il le reconnaît lui-même, cette tâche de « *construction d'un discours commun au service de la description et de la théorisation devient une affaire compliquée* » (p. 48). Mais par rapport à la proposition de Harvey de construire une géographie engagée, populaire et définie comme projet politique, y-a-t-il réellement une différence significative de conception avec la géographie « traditionnelle » de l'époque ?

Harvey pose « l'espace comme mot-clé » ; il en reconnaît, comme tous les géographes, le caractère polysémique mais se garde bien de proposer une définition. Il se satisfait d'une division tripartite de l'espace qui devrait suffire à la création de son ontologie :

- l'espace absolu que l'on pourrait assimiler à l'espace physique : fixe, euclidien, palpable, mais qui contient déjà certains caractères sociaux : c'est aussi l'espace de la propriété, des entités territoriales politico-administratives ;
- l'espace relatif : non-euclidien dans la mesure où il dépend du cadre de référence de l'observateur, espace perçu selon la distance et le temps, qui ne sont pas associés à des processus sociaux mais à des flux, de capital, d'énergie dans l'écosystème ;
- l'espace relationnel, soutenant qu'il n'existe pas d'espace ou de temps en dehors des processus qui les définissent ; il s'agit de la relation d'un point à l'ensemble, tout comme l'influence du tout sur le point. Ce point concentre alors l'expérience, le rapport au monde, l'identité. Il se rapproche alors de la philosophe Hannah Arendt (Goetz & Younès, 2009) lorsqu'elle considère la politique comme un état relationnel entre l'espace – temps et la vie sociale.

La proposition de Harvey est ainsi à la fois séduisante et confuse. A partir des deux tableaux qu'il nous propose (Figure 1 page 69 et figure 2, page 76), on comprend finalement (après une transgression aux trois espaces d'Henri Lefebvre), que nous sommes en présence de lieux, de flux et de relations sociales. Dans une démarche marxienne, on placera alors les frontières, le capital ou la consommation dans l'espace absolu, les échanges matériels et l'argent dans l'espace relatif, les mouvements de résistance et les mouvements politiques dans l'espace relationnel. L'approche est séduisante mais elle conduit à une double déception : d'une part sa perception de l'espace est peu géographique, mélangeant des objets de nature sociale extrêmement différentes comme la

montagne, la frontière ou la résidence ; et par ailleurs il ne comprend la logique sociale de création de l'espace que dans le cadre des rapports de force capital – travail. Ce dernier aspect est sans doute le plus important, car il dénote d'une conception totalement occidentale de la géographie, à l'encontre même de ses propres principes. La frontière de l'Etat, par exemple, qu'il classe dans l'espace absolu, n'est-elle pas le résultat d'un rapport social dominant – dominé impliquant à la fois un espace physique, des conditions relationnelles et des effets de rupture temporelle ?

La géographie de Harvey est intéressante dans des contextes spécifiques ; elle est inutilisable dans d'autres contextes qui ne correspondent pas à l'évolution postmoderne des relations sociales, sans tomber dans des discours relativement standard sur les rapports de classes. En Bolivie, certains s'y sont frottés, comme le Vice-président de la République, García Linera, en proposant un compromis entre lutte de classe, décolonisation et lutte ethnique. Le résultat en est un discours totalement basé sur la relation d'un rapport dominant – dominé, à l'opposé de la géographie culturelle, c'est-à-dire sans culture ; le territoire est résumé à la constitution de blocs en relation à ces rapports de domination (García Linera, 2011). C'est sans compter sur le schéma organisationnel du monde indigène, bien loin de la conception des « *clases trabajadoras indígenas, obreras y populares* »³¹ qui, par leurs cohésions, assureraient l'hégémonie du bloc national – révolutionnaire (p. 39)...

A cette étape du discours, vers quelle géographie se tourner ? Quel espace prendre en compte ? Y-a-t-il plusieurs espaces ? Comment sont-ils en relation ?

Henri Lefebvre, 1974, en définit trois : l'espace matériel (celui sur lequel nous marchons tous les jours), la représentation de l'espace (construction et représentation), et l'espace de représentation (espace vécu, imaginé, celui des émotions).

Jacques Lévy, 1999, et Michel Lussault, 2007, n'en voit qu'un, mais dépendant de l'échelle, de la métrique et de la substance ; c'est-à-dire un espace meuble ou malléable.

Guy Di Méo, 1998; Di Méo & Buléon, 2005, en distinguent trois également : l'espace produit de l'action sociale, assimilé au paysage et au territoire, et agglutinant des éléments de nature diverses (voies de communication, forêt, usine, etc.), l'espace perçu et l'espace représenté, produit de la conscience, des codes culturels, des idéologies. On retrouve dans cette dernière catégorie un espace de vie comme « *expérience concrète des lieux* » mais aussi l'espace concret des habitudes ou celui de l'imaginaire, et enfin l'espace social comme imbrication des lieux et des rapports sociaux, « *l'ensemble des interrelations sociales spatialisées* ».

Ferrier *et al.*, 2005, en fait une interface entre plusieurs composantes (étendue, unités spatiales, territoire et aire) et ne le distingue du territoire que parce que rattaché au monde scientifique : « *'Territoire' désigne l'"espace" comme le domaine où se déroulent la vie humaine et ses activités. [...] 'Espace géographique' désigne le territoire comme ensemble de constructions scientifiques des géographes* » (p. 88).

Quant à Roger Brunet, 1997; 2001, sa conception de l'espace est encore plus polysémique puisqu'elle englobe toutes les définitions déjà rencontrées : c'est une « *étendue concrète, singulière, dotée d'attributs, repérable* », mais c'est aussi une « *étendue abstraite, générale mais munie de lieux virtuels* », il est « *produit, traversé par des champs de force* », « *comme représentation [il] se différencie d'autres construits similaires, à la fois par son extension et par son contenu* », etc.

Mais la synthèse qu'il propose est séduisante, s'il ne la confondait pas, quelques lignes plus loin, avec le territoire. « *Ce que l'espace géographique propose d'original, c'est à la fois la réalité des*

³¹ Classes des travailleurs indigènes, ouvriers et populaires

lieux différenciés, pris dans l'ensemble de leurs relations et de leurs interactions, et le jeu de lois propres à l'étendue, à l'espacement, à la distance, à la gravitation, elles-mêmes relatives à la nature et à l'organisation des sociétés qui s'y déploient et qui le produisent. » (Brunet, 2001, p. 14-16).

Finalement, si nous avons recours aux dictionnaires de géographie, nous trouvons des concepts trop peu définis car contenant tellement de sens qu'ils en perdent leur signification même. Bref, « *l'espace est un concept ardu, difficile à cerner en tout cas.* » (Lévy & Lussault, 2003, p. 325), « *d'un point de vue géographique, le terme d'espace pose un problème singulier* » (Lacoste, 2003, p. 153), positions rassurantes lorsque l'on est chargé d'en enseigner les principes.

Je pense qu'il est important de définir notre position de géographie vis-à-vis des concepts que nous utilisons, de le faire à partir d'un travail pluridisciplinaire qui à la fois nous apportera des éléments de définition provenant de lois sociales générales, et par ailleurs nous permettra d'en différencier les éléments originaux en relation à l'espace et à notre discipline. Il est important aussi, je pense, de réfléchir à un corpus de définitions en se dégageant de cette fatalité du polysémisme, de notre eurocentrisme, et d'un scientisme difficilement compatible avec les réalités sociales.

L'école des sociologues ou des psychologues d'avant les années 80, je pense à Moles & Rohmer, 1972; Lefebvre, 1974, ont tenté d'effectuer une espèce d'unité théorique entre l'espace physique, mental et social, entre le perçu et le représenté, mais aussi autour de l'insertion de ces espaces dans la pratique sociale. La géographie aurait intérêt à se confronter à la phénoménologie, à la psychologie de l'environnement, car la première caractérisation de l'espace provient de notre perception et de la reconnaissance des lieux, individuelle mais surtout collective. De ce mécanisme, il semble qu'il y ait consensus. L'espace naît d'une non-distinction entre le sujet et l'objet, et d'une disjonction entre les lieux, unique entre les autres, qui induit une relation de centre, de proximité et de lointain dans une spatio-temporalité dynamique et ouverte (voir les travaux de Chris Younès sur Henri Maldiney, dont un résumé se trouve dans Younès, 2009). Chez Maldiney, l'existence de l'espace est intimement liée à une expérience existentielle autour des lieux, créant un environnement sensoriel et communicatif totalement dynamique. C'est une forme d'existentialisme liée à l'existence du corps, comme chez Maurice Merleau-Ponty, et à sa relation à l'extérieur, c'est-à-dire à l'espace, que Jean Paul Sartre n'a jamais pris en considération. La mémoire des lieux est aussi composée d'une mémoire du corps, et de l'héritage du corps, l'acquisition d'une expérience existentielle au cours de la vie, mais aussi par héritage de nos parents, et de la famille. « *Lorsque s'organise l'individu [du point de vue spirituel et spatial] commence l'aménagement du territoire* » (Indien Arhuaco, in Martínez Zamora, 2010, p. 71). C'est pourquoi le premier lieu construit est celui de l'habitat, forme matérialisée de cette expérience, que l'on aime transmettre. Pour toutes ces raisons, les philosophes de la phénoménologie récusent la notion de territoire (au sens de la géopolitique), qu'ils pensent lier à une logique de séparation, de possession et non d'ouverture de l'espace ! Cette conception est assez bien résumée par Benoist, 2001b (p. 109), « *Par spatialité, nous entendons cette extériorité qui se présente à nous essentiellement sur le mode de l'extension, de l'exposition, et dans laquelle nous sommes toujours déjà pris, par laquelle chacune de nos paroles, chacun de nos gestes, d'être corps, sont originellement contaminés et déjetés en dehors d'eux-mêmes.* »

La géographie structuraliste, quant à elle³², considère les arrangements (structure et organisation) des éléments qui composent l'espace. Ce sont les chorèmes de Roger Brunet, 1980; Brunet, 2001, la « nouvelle » géographie structurale (Desmarais & Ritchot, 2000) issue des travaux des géomorphologues, et quelques auteurs de la géographie de la ville qui ont essayé de construire des modèles de représentation (Pumain, 1995; Pumain *et al.*, 1996 par exemple et peut être les géographes de l'école de Chicago). Elle ne s'éloigne guère du grand courant de la géographie du XX^{ème} siècle qui cherche à « élaborer des typologies, à mettre en évidence des faits de structure et à analyser des combinaisons » (Claval, 2005). La philosophie structuraliste est séduisante dans la perspective d'une géographie basée sur les lieux. En effet, « *l'homme structural ajoute au monde naturel un monde fabriqué qui ne copie pas la nature, qui lui substitue l'intelligibilité. Cet homme structural, c'est l'homme de la technique et de la technicité, car la technique serait l'essence de toute création.* » (Lefebvre, 1971, p. 18). Il est vrai que les géographes structuralistes se sont beaucoup attachés à la fois à la technicité et à la représentation. C'est une caractéristique de l'œuvre de Roger Brunet, par exemple, qui a trop attaché le sens des structures à la représentation des structures. « *Entendons ici par modèle, simplement, une représentation formalisée d'un phénomène. [...] Ce dernier, que l'on appelle parfois aussi un modèle graphique parce qu'il a la forme d'un dessin, est d'un intérêt tout aussi capital en géographie que la carte.* » (Brunet, 2001, p. 332). Même si la conception du modèle était bonne, elle a été annihilée par l'excès de graphique. Cette géographie « représentative » se conçoit bien dans l'époque moderne, car elle place l'homme, l'observateur et surtout le scientifique au centre du dispositif : le *sujet* montre l'*objet* au travers d'un *rapport formel* d'intelligibilité. Il s'agit d'une méthode d'analyse peu explicative, car elle ne prend pas en compte les relations entre objets, ou si elle les montre, c'est au travers d'une vision re-fabriquée, épurée et rendue intelligible.

L'intérêt du structuralisme réside dans la recherche des invariants ou des équilibres, dans la même lignée que l'empirisme ou le positivisme, tout en essayant de reconstituer les arrangements à partir d'une compréhension de ces arrangements. « *En première approximation, une structure est un système de transformations, qui comporte des lois en tant que système (par opposition aux propriétés des éléments) et qui se conserve ou s'enrichit par le jeu même de ces transformations, sans que celles-ci aboutissent en dehors de ses frontières ou fasse appel à des éléments extérieurs. En un mot, une structure comprend ainsi les trois caractères de totalité, de transformations et d'auto-régulation.* » (Piaget, 1968). Pour Piaget, la structure existe indépendamment de celui qui la formalise, ce qui lui permet de faire participer le sujet à la création de sa propre structure. Le géographe ne fait dans ce cas que révéler ces structures au moyen d'artifices techniques. Normalement, ce processus est résolument historique puisqu'il nécessite de comprendre, de déstructurer le temps pour mieux comprendre la logique de structuration de l'espace. Le modèle devient la structure prélevée de manière intelligible dans le réel. Il est soumis à la dialectique de l'histoire, c'est-à-dire des processus de structuration – déstructuration relatifs à l'action humaine, mais est fondamentalement a-historique puisque la meilleure structure est celle qui perdure : une méta-structure qui structure d'autres éléments (Lefebvre, 1971).

Les structures existent sans doute dans le monde naturel et social : l'ADN, le réseau hydrographique, le quartier, la rue, etc. et c'est une des premières choses que j'enseigne à mes étudiants : dans un monde hétérogène, les structures spatiales, façonnées par l'humanité sont de marqueurs de la société et de l'histoire. Nous avons déjà vu que l'exemple le plus caractéristique en est la ville : que l'on étudie New York, Delhi, Brazzaville, Cobija ou Béziers, la ville est

³² Comme résultat d'un courant des sciences sociales qui a marqué une époque : Claude Lévi-Strauss, René Thom, Roland Barthes, Louis Althusser, Jacques Lacan, Jean Piaget, etc.

composée des mêmes structures : la rue, le bloc de maison, le public et le privé, les parcs, les zones industrielles, les places, etc. C'est l'agencement qui s'en distingue pour constituer des organisations distinctes : en carré dans la partie Amérique Latine, en rond dans la partie languedocienne, enchevêtrée dans les Indes, etc. (Bailly *et al.*, 1995a). Mais ceci reste bien pauvre comme explication de la ville. Il y manque en particulier la composante sociale, qui est présente parce que la société crée les structures, mais qui n'est relevable que par le résultat et non par le processus. Dans les Andes, par exemple, des structures prédominent mais elles ne sont pas forcément matérialisable sur une carte ou par des chorèmes, car ce sont des structures mentales qui orientent, hiérarchisent et organisent l'espace selon des conventions idéales. Il y aurait alors superposition de deux types de structures : des structures correspondantes au réel (réalisation matérielle) et d'autres correspondantes aux positions abstraites, non observables et contraignantes de l'espace géographique. On pourrait alors se rattacher à l'argument de Desmarais & Ritchot, 2000, p. 26 : « *l'espace géographique est organisé par une structure de positions abstraites qui lie la diversité des phénomènes et intercepte les activités transformant les environnements naturels en espaces culturels* ». Cet espace est hétérogène, anisotrope, et mobile dans le sens où les positions structurales sont déterminées par des trajectoires de mobilité des acteurs. De nouveau, cette évolution de la conception structuraliste chez les géographes pourrait être séduisante si elle ne se centrait pas toujours de manière obsessionnelle sur la forme et la morphologie. « *Les concepts interdisciplinaires de 'forme', de 'structure' et de 'dynamique interne' débouche sur une démarche d'unification qui permet de relier des domaines de réalité auparavant séparés* » (Desmarais & Ritchot, 2000, p. 128). Rien n'est moins sûr car la forme et la structure ne s'applique pas toujours aux systèmes sociaux, surtout non rationnels, y compris dans leurs rapports à la nature. La cosmovision andine nous montre qu'il existe des structures, en particulier dualistes, qui ne conduisent pas forcément à des formes particulières ou concrètes d'organisation spatiale.

Pierre Bourdieu, 1987, règle en partie le problème par le recours aux oppositions objectivité / subjectivité, construit / déterminé, etc., à ces dualités qui ne font pourtant que retourner au cycle structure - structurée et structure - structurante ; ou l'acquis devient construit et le construit source de culture. "Par structuralisme ou structuraliste, je veux dire qu'il existe, dans le monde social lui-même, [...] des structures objectives indépendantes de la conscience et de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter ou de contraindre leurs pratiques ou leurs représentations. Par constructivisme, je veux dire qu'il y a une genèse sociale d'une part des schèmes de perception, de pensée et d'action qui sont constitutifs de ce que j'appelle *habitus*, et d'autre part des structures sociales, et en particulier de ce que j'appelle des *champs* » (p. 147). Cet argument fonctionne dans le cas de la construction de l'espace, en particulier lorsque Bourdieu aborde la question de la violence symbolique, que nous pourrions transposer à la constitution de la hiérarchie des lieux selon la dissymétrie des ressources disponibles par l'individu ou le groupe. Le lieu peut ainsi être considéré comme une structure objective, construite par des rapports de domination selon les sphères de vie sociale que sont les *champs*. Cette structure est réinterprétée par l'agent pour être réincorporées dans le processus de la construction sociale. La construction de l'espace [spatial et non social, par similitude], est appréhendée par sa statique et sa dynamique : la structure objective que construit l'agent, et l'historique ou le processus qui conduit à construire cette structure objective. L'ensemble des parcours et des *habitus* rend l'espace social hétérogène, mais organisé car, selon l'expression de Giddens, les agents montrent des limites de compétence, ce qui les oblige à interagir et à se coordonner. Aussi bien pour Norbert Elias, que pour Anthony Giddens, ou Pierre Bourdieu, la structure n'est que le résultat d'interactions entre les agents.

Au fil de ces lectures, c'est donc vers l'interactionnisme que je me suis dirigé, et où j'ai trouvé le plus de référence à l'espace. Chez Georg Simmel, la fabrique du lieu intervient en suscitant du lien : le pont, le chemin, crée des lieux, du paysage et de l'espace, qui facilite la relation ; tout comme la porte et la muraille l'en empêche, mais crée aussi du lieu. C'est la géographie de l'action, celle pour laquelle, comme pour Bourdieu, le réel est relationnel. La pensée de Simmel est assez forte, puisqu'elle considère à la fois la relation dans le groupe social (la métaphore de la porte qui permet de séparer les individus pour mieux les rassembler), sa relation à l'espace (la nécessité d'un lieu pour affirmer cette rupture et cette union : la métaphore du pont et de la porte), et la construction de l'espace puisque la relation suppose une interaction entre les lieux, et entre les hommes par l'intermédiaire des lieux. Il définit par là même le territoire, puisque la porte peut rester fermée, constituant une frontière par un processus de non relation, c'est-à-dire une appropriation. La frontière n'est pas alors « *un fait spatial avec des conséquences sociologiques, mais un fait sociologique qui prend une forme spatiale* » (Simmel, 2010, p. 607). C'est reconnaître que toute frontière ne définit pas un territoire mais une matérialisation particulière d'une relation sociale. Ces formes de socialisation, élaborées à partir de l'individu, sont transposables au groupe et à la société ; ils sont dérivables à l'infini. Par exemple, on peut comprendre qu'à partir de ces relations, suivant que l'individu tisse ou non des liens permanents ou temporaires, des formes de ressemblances, ou d'identité vont se créer ; elles seront liées aux frontières mais étant attachées à l'individu elles pourront passer les frontières. Les frontières sont donc plus symboliques et psychologiques que physiques ; étonnant raisonnement effectué à une époque (1908) de pleine colonisation, et qui connaissaient peu les migrations transfrontalières.

En conclusion je dirais que notre conception de l'espace reste trop proche de la partition objet / sujet, ou la relation du scientifique à l'acteur social introduit de plus en plus de subjectivité, et ainsi s'éloigne de plus en plus de la réalité des sociétés. D'un côté, le culturel, comme expression des modes de vie des populations, prend le dessus sur l'organisation de la société, imposant un espace qui est entièrement perçu, plus par le scientifique que par cette société ; et à l'opposé la nécessité de la reconnaissance des rapports sociaux, comme produisant de cette culture, impose une prédominance des rapports de dominance, et d'un espace fait uniquement de structures et de hiérarchies. La question de la structure pose directement ce problème, à la fois pour la géographie culturelle comme pour la géographie dite marxienne. Elle pose le problème de la position du scientifique dans l'analyse des situations spatiales, qui peut se trouver en porte-à-faux par rapport à des cosmovisions qui ne reconnaissent pas « le modèle intelligible » que nous leur construisons. Le scientifique est-il un constructeur d'espace, ou un facilitateur de l'intelligibilité de l'espace ? Nous devons affiner nos concepts pour qu'ils échappent à cette dualité objet / sujet, objectif / subjectif, et servent plus directement à la compréhension du mode de fonctionnement des rapports sociaux et de la société en général.

L'interaction me semble à la base de la définition des lieux et de l'espace. Une action individuelle et collective qui débute par la perception de ces lieux et de cet espace, constituant une mémoire du corps et ainsi une extériorité spatiale. Herbert Blumer, 1986, parle d'interactionnisme symbolique, et considère que « *en première et dernière instance la société humaine consiste en des gens engagés dans l'action* ». Ses trois prémisses s'appliquent parfaitement à l'interaction et à cet engagement dans l'action spatiale³³ : 1- Les humains se comportent en fonction des significations que les lieux (l'espace) et les événements (le temps) ont pour eux ; 2 – Ces significations de l'espace et du temps proviennent des interactions entre eux ; 3 – Ces significations impliquent des interprétations (spatiales et cognitives) de l'action, des lieux,

³³ Propre interprétation des trois prémisses de Blumer appliqués à l'espace

de l'action sur les lieux, plus que de comportements standardisés. Le symbolisme provient alors de la réponse interactive de ces interprétations. La « *convention épistémologique dite constructiviste* », comme aime à l'appeler Le Moigne (2003, p. 79), considère, à la suite de Piaget, Bourdieu, Schütz, puis Le Moigne, Korzybski, Morin, Atlan, et bien d'autres, qu'il faut « *considérer la connaissance comme liée à une action qui modifie l'objet et qui ne l'atteint donc qu'à travers les transformations introduites par cette action (.. il n'y a plus en droit de frontière entre le sujet et l'objet...* » (Piaget cité par Le Moigne, 2003, p. 78), d'où mon insistance à considérer les cosmovisions, et les savoirs vernaculaires pour composer nos connaissances, dans, pour et par la société dans laquelle nous intervenons.

A ce niveau, il serait intéressant de reprendre les ontologies de Philippe Descola pour situer la place de ces extériorités dans la définition du rapport à l'autre. L'important est de considérer que ces extériorités déterminent et nécessitent des rapports sociaux, entre individus, et dans d'autres cosmovisions, avec une société qui peut être composée de plantes, d'animaux, de rochers ou d'une simple représentation symbolique de ses éléments. Sans rapports sociaux, il n'y a pas de relation d'extériorité, et surtout d'identité. En continuant le raisonnement, on peut dire, sans trop se risquer, que les rapports sociaux sont synonymes d'organisation, et l'organisation souvent de la construction d'une hiérarchie entre les éléments de la cosmovision.

C'est cette rupture épistémologique en géographie que nous devons construire. L'objectivité provient de ces rapports sociaux, de cet immense réseau de relations entre les lieux qui construit un espace, alors que la subjectivité dépend de la représentation, du modèle que chaque individu ou groupe fait de cet espace, et qu'il ré-introduit, à la manière de Bourdieu, dans la construction du monde social. Ce cycle est dynamique, alors que la structure est statique.

Nous nous devons donc d'inscrire la géographie dans ce débat, et de construire des concepts qui intègrent des cosmovisions diverses, et laissent la subjectivité à la société même.

La question du temps

« Il y a deux sortes de temps :
Y a le temps qui attend
Et le temps qui espère »

Jacques Brel
L'Ostendaise

Une grande leçon que nous donnent aussi les peuples des Andes, c'est l'intégration de l'espace et du temps. De ce point de vue, la conception de l'espace de Roger Brunet, 2001, est clairement andine, associant l'étendue à l'espace comme la durée est associée au temps. Les deux font parties d'un même système de pensée. L'inscription du temps se fait dans la relation d'usage de l'espace, et l'usage de l'espace ne se conçoit qu'en relation aux rythmes du temps (saison, rites, etc.), qui nous oblige à distinguer le « temps rond » du temps linéaire de l'histoire selon l'expression de Jean Gallais, 1984, qui en fut le précurseur. « *Le temps rond, c'est le temps naturel des saisons, rassurant dans sa régularité cyclique, le temps de sociétés immobiles* ». (Pourtier, 2002).

Un des problèmes de la science occidentale est cette séparation du temps et de l'espace, résultat de la nécessité de décomposer les processus en éléments simples, mais surtout résultat d'une incommodité à intégrer l'espace dans le raisonnement. En effet, le temps est une variable commode dans une perspective positiviste et déterministe, l'espace l'est beaucoup moins. On peut facilement intégrer dans des équations le passé (t-1), et même estimer le futur (t+1) ; il est beaucoup plus complexe d'incorporer un espace-1 ou une espace+1. Le temps constitue aussi la mémoire, que l'on peut mobiliser pour répondre à des questions, ou construire une expérience. Selon la pensée occidentale, le temps est derrière nous alors que l'espace se déploie devant nous : il est concret, s'étale à tout instant devant nos yeux, n'est pas homogène mais complexe par sa dimension synchronique. Dans la cosmovision indigène, l'espace se comprend comme signification du temps, devant nous.

Prendre en compte le temps dans l'espace demande un effort de lecture. Bien que le lieu soit un puissant intégrateur du temps (on peut y lire le passé, le présent et même considérer son avenir) nous ne savons pas utiliser le passé spatial pour nous projeter dans un avenir spatial. Certains accusent même les « spatialistes », souvent structuralistes, de réactionnaires, comme par exemple dans la critique faite à Foucault au sujet de son « mythe de l'Histoire » et de ses fréquentes références à l'espace (voir Monod, 2001, p. 57) « *l'espace étant statique, mort, donc réactionnaire, le temps du côté du mouvement, du changement, donc du progrès* ».

Nous avons donc un choix à faire entre un existentialisme qui privilégie la capacité de la société à dégager une conscience dans la praxis historique, quelque soit l'espace considéré (capacité historique à changer le monde) ; un structuralisme qui considère dans la simultanéité que permet l'espace le moyen de comprendre les strates de l'histoire, considérant le synchronique comme aussi important que le diachronique (« *l'espace lui-même, dans l'expérience occidentale, a une histoire* », Benoist, 2001b) ; et un interactionnisme qui voit dans le dialogique entre l'objet et le sujet, ici entre la société et l'espace le moyen de construire l'histoire, cette dernière n'étant que la propriété émergente de l'interaction. « *L'Histoire n'est que la Géographie dans le temps, comme*

la Géographie n'est que l'Histoire dans l'espace », disait Elisée Reclus (Phrase épigraphe de son œuvre *l'Homme et la Terre*, 1906-1908).

Ces conceptions ne sont par réellement opposables, car dans l'espace nous vivons deux simultanités :

- Le synchronique, que nous réalisons quotidiennement, qui nous confronte à la mémoire des lieux, et au temps long ;
- La succession des pratiques quotidiennes sur l'espace, correspondant à une perception de courte durée et difficile à intégrer de manière simultanée et globale.

« *La compréhension des lieux dans leur situation actuelle et dans leur évolution, demande donc que l'on considère à la fois l'axe des successions et l'axe des coexistences* » (Santos, 1997, p. 113).

Ce qui est important pour le géographe n'est peut-être pas l'évènementiel ou la chronologie, que l'historien privilégiera, mais la double question de savoir comment l'histoire a construit l'espace, et comment l'espace interagit sur les événements historiques. Il me semble clair que le point commun entre les deux est constitué par les lieux au travers de leurs usages et de leurs dynamiques d'usages ; le mur de Berlin est là pour nous le rappeler. Kant disait que « *l'histoire de ce qui se passe à des époques différentes et qui est l'Histoire proprement dite, n'est rien d'autre qu'une géographie continue* » (cité par Marcuzzi, 2001, p. 121). Ce point de vue est à « sortir » de la conception vidalienne de l'impact de l'histoire sur l'espace, pour la rendre plus interactionniste en considérant l'interaction triangulaire entre temps – espace – société, à la manière de Fernand Braudel, 1969 : « *Une civilisation, c'est tout d'abord un espace, une « aire culturelle », (...), un logement. (...) C'est le groupement régulier, la fréquence de certains traits, l'ubiquité de ceux-ci dans une aire précise, qui sont les premiers signes d'une cohérence culturelle. Si à cohérence dans l'espace s'ajoute une permanence dans le temps, j'appelle civilisation ou culture l'ensemble, le « total » du répertoire* » (p. 292). Définition assez proche du territoire, comme nous le verrons au chapitre suivant, proche de la métastabilité de Ferrier, 1984, du principe de la rémanence, ou de construction patrimoniale. Proche aussi des physiciens (Declerck, 2011) qui ont une certaine aisance pour expliquer l'expansion de l'espace, mais beaucoup plus de difficulté à « *expliquer la genèse physique du temps* » ; pourtant, selon les mêmes physiciens, toute réalité est juxtaposée dans l'espace, et située dans le temps, « *ce qui revient notamment à affirmer qu'un tel processus est intégralement descriptible dans son appareil de formalismes mathématiques* » (p.3).

Le géographe serait seulement empiriste, nous commente Santos, 1996b (p. 56), s'il considérerait le lieu comme un objet en soi, hors de la relation dialectique et historique entre objet et relation sociale ; il ne serait que fonctionnaliste s'il ne considérerait que la fonction, et structuraliste s'il ne s'attachait qu'à la structure et à l'organisation. Chaque personne, chaque lieu, chaque objet, est positionné dans l'espace et le temps, mais est aussi un produit spatial historique.

Cependant, il faut considérer que les temporalités sont différentes selon les groupes sociaux que ce soit dans des espaces différents ou au sein d'un même espace. Le temps d'occupation, de construction ou de perception d'un espace n'est pas le même pour un entrepreneur agricole dans l'Est de la Bolivie, et pour une communauté aymara de l'Occident ; on peut considérer aussi que l'Aymara installé dans les terres orientales aura une temporalité spécifique. Nombres de conflits proviennent de ce décalage de temporalité. En Europe, nous ne percevons que très peu cette différence, hors le fait « qu'à Paris, on vit plus intensément qu'à Limoges » ! Nos temporalités sont réglées par les horloges de la rationalité et de la modernité. Nous nous levons tous à la même

heure, déjeunons à midi, regardons les infos à 20h, partons en vacances en juillet, etc. Giddens, 1994, parle d'une uniformisation de l'organisation sociale du temps qui va bien au-delà de la standardisation planétaire des calendriers et des horloges, parce qu'elle est un instrument de contrôle de l'espace même. L'usage de l'espace est réglé par cette temporalité conventionnelle. L'amélioration des vitesses et des temps de transport est censée modifier ces rythmes; l'homme d'aujourd'hui serait plus global parce qu'il se déplace ou communique plus vite ! C'est sans doute un leurre, car les temporalités restent les mêmes ; la contraction de l'espace – temps ne permet que de resserrer les normes d'usage de l'espace et de reconfigurer les territoires, en fonction des priorités des rapports sociaux dominants. Manuel Castells, 1999; 2000, reconnaît lui-même que « *La société en réseaux est fondée sur le contrôle, la manipulation et l'utilisation de l'information et de la connaissance. Le contrôle le plus puissant concerne l'attribution de sens à partir de la production des codes culturels dominants.* » Les rapports sociaux sont sensibles à cette société en réseau, mais elle ne modifie pas fondamentalement la relation de la société à l'espace. Nous rejoindrons, de ce point de vue, les approches de la géographie économique sur les relations de proximité (Bouba-Olga *et al.*, 2008; Torre, 2010), que nous analyserons dans le chapitre 4.

C'est aussi pour ces raisons que le réseau ne remplace pas le territoire. Painter, 2009, nous dit : « *alors que les réseaux semblent dynamiques, les territoires paraissent statiques et réfractaires aux changements* ». Il faut comprendre que les temporalités sont différentes : le territoire a sa propre dynamique qui est une dynamique de l'identité, du groupe, donc comprenant de l'inertie ; le réseau est une interaction entre les acteurs, qui a une dynamique à plus court terme, donc plus visible. Mais il peut y avoir également des réseaux « lents » comme le sont les réseaux de filiation, certains marchés ou même les réseaux de transports dont l'évolution des nœuds et des graphes peut prendre quelques décennies, plus que certaines dynamiques territoriales³⁴.

Les temporalités ne sont pas liées à la nature des « objets » géographiques mais à la nature des interactions entre objets ou entre acteurs, et à la conception que chaque acteur a du temps.

Dans les Andes, plusieurs rythmes se surimposent : le rythme quotidien du lever et du coucher du soleil, qui varie peu dans les zones tropicales, le rythme des saisons qui implique un usage fonctionnel de l'espace, le rythme des rituels et des fêtes qui impose un usage coutumier de l'espace, le rythme de la vie et du souvenir des ancêtres, le rythme inscrit dans l'espace même, lieux de mémoire ou de symbole, etc. Toutes les temporalités s'inscrivent dans l'espace, et permettent ainsi d'être, d'exister. La relation à la lune et au soleil, à la centralité de Cusco, comme référence à l'histoire, au passé et au futur, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, etc., font partie de ces dualités qui placent le monde andin dans la « *nécessité et l'équilibre des contraires* » (Albó *et al.*, 1990). Temps et espace font ainsi partie de cette nécessité, car ils permettent de gérer des situations multiples, dans un esprit d'équilibre des contraires : s'il y a le jour, il y a la nuit ; le haut nécessite le bas ; pour vivre bien, il faut être bien à la fois avec Dieu et avec le Diable... Il n'y a pas de mot non plus en Aymara ou en Quechua pour exprimer le temps : *pacha* représente le suffixe nécessaire pour exprimer le passé (*ñawpa/nayra pacha*), le présent (*kay/aka pacha*) ou le futur (*qhapa/qhipa pacha*) ; le terme *timpu*³⁵ « *n'est qu'une concession à la conception quantitative occidentale* » (Estermann, 2006, p. 195). Le temps est multiple, qualitatif ; il peut être dense, maigre, rituel, lent, rapide, etc. Il n'est pas non plus unidirectionnel comme dans la pensée occidentale : le temps est réparti sur 360° dans l'espace, vers le passé (avant) ou vers le futur (derrière), vers le haut (le cosmos) ou vers le bas (la création). Comme le rappelle Estermann (p. 206), beaucoup de projets de « développement » furent des échecs pour ne pas

³⁴ Il n'est d'ailleurs pas rare de voir des dynamiques territoriales engendrées les dynamiques des réseaux.

³⁵ Qui vient de *tiempo* = temps en espagnol.

avoir compris que le temps est malléable et orienté spatialement. D'une part le changement, conséquent à la modernité, peut modifier l'ordre cosmique (une simple perturbation modifie le cours du monde comme l'expliquait Philippe Descola dans le cas de l'analogisme), et d'autre part le temps n'est pas ponctuel (dans le sens de ponctualité et de durée), il doit attendre son moment opportun ; rompre le rythme pourrait être contreproductif. « *'supporter' [la situation difficile actuelle] n'est pas dirigé à améliorer 'un certain jour du futur', sinon la sécurité collective de ce que l'épanouissement du temps ait été respecté et se soit réalisé dans le passé* » (Estermann, 2006, p.206)³⁶.

Nous sommes loin du structuralisme, nous sommes dans un interactionnisme tant spatial que temporel, difficile de démêler, mais aux multiples implications dans la conception que nous pouvons avoir dans la relation au lieu et à l'autre, à l'individuel et au collectif, à la formation de réseaux inscrits dans des temporalités diverses.

³⁶ « Su 'aguantar' no está dirigido a 'algún día futuro', sino a la seguridad colectiva de que la plenitud del tiempo ya se haya cumplido y realizado en el pasado ».

La question de l'échelle

*« Avec un escalier prévu pour la montée,
on réussit souvent à monter plus bas
qu'on ne serait descendu
avec un escalier prévu pour la descente »
Jacques Rouxel, Les Shadoks*

La question de l'échelle semble importante pour qui se préoccupe de la signification du lieu, de l'acteur, de l'objet géographique en général. Mais une série de questions se pose, qui sortent des conventions habituelles de la géographie : L'échelle n'est-elle pas un faux problème ? L'échelle est-elle objective à l'étude, ou liée à la perception ou à la représentation ? de l'acteur ? du scientifique ? du point de vue ? Il se trouve que la propriété de l'échelle n'est pas une évidence.

Le lieu reste le lieu quelque soit l'échelle. Ce qui se modifie avec le changement d'échelle, c'est la visibilité du lieu dans l'interprétation, et la modification de ses propriétés lorsqu'il ne peut plus s'individualiser dans l'analyse. Il s'agit alors d'une échelle d'étude ou de mesure qui ne permet pas d'individualiser chaque objet géographique. C'est le cas de l'habitat dans les études urbaines. À une échelle dite grande, l'habitat comporte un certain nombre de caractères qui vont faire la singularité du quartier et de la ville, que l'architecte ou le géographe étudiera de manière détaillée. À une échelle beaucoup plus petite, celui du département ou du pays, la maison n'est plus « visible » au sens de l'usage scientifique, car elle perd son sens en tant qu'objet d'étude, car trop nombreux, détaillé ou particulier. Dans ce cas, on aura alors recours à un processus d'agrégation, de sélection ou d'échantillonnage, de *scopie* (macro ou micro) comme le présente Orain, 2004. Dans ce transfert d'échelle, les propriétés se modifient et certaines propriétés nouvelles émergent, par exemple le plan de la ville ou la hiérarchie urbaine. Il en est de même avec l'individu en sociologie ou en démographie.

L'intérêt du changement d'échelle réside par conséquent soit dans la définition du domaine d'observation d'un objet géographique que l'on veut étudier, soit dans la recherche des propriétés émergentes du système des lieux et des acteurs, c'est-à-dire le développement d'un niveau d'abstraction théorique et virtuel qui nous fait nous projeter dans un espace qui n'est plus immédiat et tangible.

De même, l'échelle ne modifie pas la taille ou la distance ; c'est notre perception de la taille ou de la distance qui se modifie. Un quartier reste un quartier, 10 km restent 10km quelque soit l'échelle, par contre notre perception de ces 10kms se modifiera selon que l'on étudie les transports à l'échelle d'une communauté rurale du Congo, ou du système autoroutier français ; là aussi il y a des propriétés différentielles. Il est clair que l'échelle n'intervient pas sur les lieux et les phénomènes sociaux autour de ces lieux ; elle n'intervient que dans la modification des perceptions de l'espace, faisant parfois ressortir des propriétés systémiques de cet espace. Il faut donc nettement distinguer les processus en cours dans les interactions acteur – espace qui peuvent varier en fonction du niveau d'agrégation des groupes sociaux, et le niveau de perception ou d'analyse de ce processus à des niveaux différents, manifestant une propriété qui concerne le rapport observateur-observé (Mela, 1992). Il faut alors faire coïncider ces deux ensembles pour éviter de fausses interprétations, comme par exemple des corrélations fallacieuses, ou des généralisations trop hâtives.

Enfin, l'échelle et le niveau ne sont pas équivalents. Le premier terme reflète une certaine vision des choses, alors que le second se réfère à une hiérarchie. « Nous sommes à l'échelle de la Nation » est une expression impropre, à moins que cette expression explicite la signification de l'objet d'étude ; c'est le domaine d'action, son étendue qui peut changer, mais pas l'échelle. Le niveau géographique ne peut non plus se fixer comme norme du choix des domaines d'observation, comme ont tenté de le faire les biogéographes ou les géomorphologues à une certaine époque ; ce serait sinon se fixer des structures préétablies dans l'interprétation de l'espace même : il n'y aurait plus que la commune, le 1/250000^{ème} ou l'échelle globale qui ne pourraient être champ d'observation et de conceptualisation. Nous n'aurions plus alors la forme d'esprit de considérer que tout est relatif et que les différences sont plus importantes que la valeur. Peut-on par ailleurs considérer que les échelles soient fixées par les acteurs ? (Blanc-Pamard, 2002). Autant la parcelle est une réalité pour l'acteur, mais souvent comme élément du territoire, autant terroir, région, municipale, etc., ne sont pas des espaces toujours significatifs pour les acteurs, alors qu'ils le sont pour les chercheurs. Ce sont souvent des cas particuliers de territoires, qui correspondent, comme nous le verrons, à des modes particuliers d'appropriation. Ce sont alors des niveaux conséquents pour l'étude ou pour la représentation, mais pas forcément un niveau d'action. Le « jeux des échelles » consisterait à savoir comment les acteurs accommodent les lieux et l'organisation spatiale en générale, à des niveaux divers de gestion de ces lieux, et comment le chercheur peut en représenter les effets. Mais cela suppose alors de considérer les niveaux réels de gestion, et non les niveaux imposés par les chercheurs. Dans ce sens, je suis d'accord avec Blanc-Pamard sur le fait que les « jeux d'échelles » correspondent à des « territoires de recherche » voire de chercheur.

D'un point de vue épistémologique, l'échelle reste une notion imprécise, qui reprend les catégories d'opposition entre la connaissance synoptique et/ou panoptique, l'articulation de la totalité et des parties, d'opposition entre méthodologies singularisantes et universalisantes, entre approches idéographique et nomothétique. Micro – macro, local – global, concret – abstrait, lieu – espace, empirique - théorique, etc. sont autant de représentations dualistes marquées par un modèle dominant de pensée privilégiant le politique sur le social (Sayer, 1991; Marston *et al.*, 2005). De fait, la conception territoriale politico- administrative introduit des niveaux prédécoupés (district, commune, province, département, pays, monde) pour lesquels il n'y a plus de place pour une conception intégrée de l'espace, ni pour des visions aborigènes. En prenant ces découpages comme norme, les géographes ont artificiellement créé des échelles et des espaces disjoints.

Des expressions comme « l'économie globale » ou « la croissance nationale » sont des moyens de réintroduire un déterminisme pour imposer une hiérarchie géographique, gommant la relation entre les niveaux. Aydalot, 1985, ne s'y était pas trompé en affirmant qu'il n'y a pas de croissance nationale, mais que la croissance ne dépend que du dynamisme du local. Considérer une croissance globale revient à effacer les diversités sociales ou culturelles du local (dépersonnalisation), et la localisation des faits sociaux (délocalisation). On peut alors s'interroger sur la signification de la mondialisation, de l'influence réciproque du global et du local, dans un monde en perpétuelle interaction, pour lequel l'espace est invariant selon l'échelle. La mondialisation n'est pas à un niveau d'abstraction supérieur, s'appliquant sur « un sur-espace », mais des formes de réseaux amplifiés sur un espace qui reste celui des lieux et des acteurs. Marston *et al.*, 2005, propose d'abandonner l'utilisation de l'échelle, verticale et pré-structurée, au profit d'une redéfinition des horizontalités entre les lieux et les groupes sociaux, afin d'en étudier les propriétés émergentes et les interactions. Une approche multiscalaire doit donc abandonner

l'idée que chaque niveau dispose d'une problématique propre, mais que les propriétés de cette problématique changent. Dans une telle perspective, la différenciation global – local prend le sens de l'onto-structuration de l'espace, de l'organisation des systèmes de lieux et des territoires par accumulation d'éléments, ou au contraire par déconstruction d'ensembles.

3 – Espace et Territoire, quelques principes.

« On ne fait pas des guerres pour des territoires
Mais pour des mots »
Arthur Koestler, *Bricks to Babel*

La question est maintenant de savoir **ce qui distingue l'espace du territoire.**

De l'examen des ouvrages de géographie, on ne peut pas dire que la distinction entre ces deux mots soit clair : « *c'est d'ailleurs le constat par lequel commence tout article un peu général qui lui est consacré* » (Debarbieux, 1999). Le territoire est lui aussi polysémique, « *créant une réelle difficulté de communication entre chercheurs* » (Lévy & Lussault, 2003, p.907), mais aussi du discours de l'action publique (Faure, 2006) car plus que polysémique, l'usage de ce mot est incertain et « *ambigüe dans les discours experts* ». Lussault, 2007, par exemple, considère le lieu, le territoire et le réseau comme des éléments situés au même niveau de définition des formes spatiales, même si le premier constitue le « *méta-concept intégrateur de tous les autres* », relatif à un espace qui se caractériserait par l'échelle, la métrique, la substance et la configuration. Mais aussi, le lieu est inclus dans le territoire et le réseau ; le territoire, et même l'espace, inclut les deux autres...

Le territoire fait souvent partie des « espèces d'espaces » sans que l'on sache si les deux concepts sont finalement nécessaires !

Nul doute que ce manque de clarté soit lié à un manque de formalisation des concepts, mais aussi à une forme de pensée occidentale qui ne peut se passer de limite, ni d'une interprétation politique du territoire. « *Nul doute qu'en Europe, un modèle se soit progressivement imposé au point de constituer une norme naturelle : le territoire comme terroir qui attache l'exercice de la fonction politique ou plus largement des opérations de légitimation sociale à la terre découpée en circonscriptions* » (Retaillé, 2005, page 180). Mais de manière très caractéristique, l'auteur opère dans la suite du texte un glissement entre territoire et spatial, autour des questions de l'identité, de l'ethnicité, de l'informel, pour terminer par confondre les deux termes : « *L'espace, avec la spatialité, ne s'impose pas comme une évidence déjà là et partout identique à la définition qui a pu en être donnée en Europe* » (page 181, même paragraphe). Même si l'on est d'accord avec l'appréciation de Retaillé sur les limites du « tournant géographique » et sur les limites de la notion de spatialité appliquée à d'autres espaces que l'espace européen, il n'en est pas moins que ces idées sont basées sur une imprécision entre ces deux termes d'espace et de territoire.

Qu'est ce donc que le territoire ?

Éliminons d'emblée la définition réductrice qui fait du territoire une aire délimitée par une appartenance juridique, liée à l'action publique, voire en lien fort avec l'État. C'est pourtant la définition la plus usuelle, sans doute liée à sa nature politique, puisqu'elle « *consiste à survaloriser le contenant au dépens du contenu* » (Sautter, 1985b, p.196), c'est à dire rendre inévitable les limites du territoire politique (Alliès, 1980) (le contrôle territorial) au détriment du contenu de l'appropriation territoriale (la territorialité). C'est une conception de la géographie dont il est difficile de s'abstraire car remontant aux racines de la philosophie cartésienne occidentale, et à la nécessité d'imposer des découpages « territoriaux » pour le contrôle interne de l'espace par l'État. La création des départements, peu après la révolution française, est une marque de transfert de ce contrôle du local au central. Alliès, 1980, a bien montré cette mutation de la conception de l'espace avec la révolution française : la limite politico administrative à la fois comme droit (statut juridique pour le peuple) et devoir (l'obligation d'adhésion du peuple). Le territoire n'est plus alors une forme d'appropriation par les acteurs sociaux mais « *un instrument de l'autorité nécessaire à la poursuite du bien commun* » (Burdeau, 1949 cité par Musso, 2009). Nous sommes ici au cœur du problème d'une conception dominante du territoire : alors que la République garantit la liberté des peuples, et son auto détermination, elle lui surimpose en définitive un carcan autoritaire. Dans les Andes, cette contradiction est flagrante. Deux conceptions du territoire deviennent incompatibles : un territoire conçu comme un mode de vie, ayant des formes originales et spécifiques de gestion communautaire s'oppose à un territoire du politique, marqué de centralisme, sur le modèle de la hiérarchie et de la représentation. Nous y reviendrons.

Éliminons aussi l'idée de l'inexistence du territoire. Di Méo, 1998, ne fait du territoire qu'une réunion entre l'espace social et l'espace vécu, comprenant 4 caractéristiques : l'identité collective (espace social conditionnant le rapport aux autres), le contrôle collectif (la délimitation ou le politique qui assure sa reproduction), le symbolique et le patrimonial (outil de mobilisation sociale), la construction collective (dans le sens historique). Il n'y a pas par conséquent de différence significative entre espace et territoire, sinon que « *la territorialité s'identifie pour partie à un rapport a priori, émotionnel et présocial de l'homme à la terre. Il participe en troisième lieu de l'ordre des représentations collectives, sociales et culturelles* » (Di Méo, 1998, page 108). De cette circularité naît une ambiguïté des deux concepts, surtout lorsque le même auteur assimile le territoire à « un terme voisin, celui de lieu », définissant le lieu comme la plus petite unité spatiale, fortement chargée de symbolisme, de valeurs, de vécu, de perçu, etc., conception d'ailleurs assez proche de celle de *territory*, associé à *place and space*, chez les auteurs de langue anglaise (Debarbieux, 1999).

On pourrait aussi laisser de côté la définition très générale de Ferrier, 1984, qui s'apparente à celle du paysage, mais qui contient les éléments de son analyse : « *des traces anciennes aux marques d'aujourd'hui, les territoires nous parlent de nous, ils nous parlent de notre histoire profonde, à l'intersection de la nature et de la culture, que nous voulons débusquer par une interrogation inlassable des lieux.* » ; ou de la définition circulaire qu'il propose dans Ferrier et al., 2005 : territoire comme synonyme d'espace, et espace géographique comme territoire des constructions scientifiques.

Le lien qui existe entre ces diverses définitions est le 'nous' de Ferrier, c'est-à-dire les acteurs, ceux qui délimitent l'espace, ceux qui construisent ou vivent un espace, qui créent l'histoire sociale en relation à un espace. **Le territoire est avant tout le système d'acteurs** qui agit sur un espace, qui multiplie les actions pour créer l'espace (Barel, 1981; Marié, 2004) : « *le territoire est d'abord le lieu où l'action et la pensée sociale entrent en contact avec la matière et la substance. Cette relation*

est d'autant plus fondamentale qu'elle est incertaine». C'est sans doute ici qu'est le positionnement épistémologique le plus intéressant : l'espace construit un système de relation entre les lieux, mais le territoire construit, lui, un système de relations entre les acteurs sur les lieux. Les espaces « produits », au sens de Dollfus, 1991; Brunet, 1997; Di Méo & Buléon, 2005, sont en fait des territoires. Ce que propose Dollfus, par exemple, c'est que « *chaque société, chaque entreprise ou institution crée son espace, le 'produit', c'est-à-dire, utilise une portion de l'extension terrestre pour développer ses activités et vivre là* » (p.135). L'espace produit est unique, mais les territoires sont multiples ; et cette multiplicité oblige les acteurs à développer des stratégies pour pouvoir occuper le même espace. **Ces stratégies seront plus ou moins compatibles** ; cette compatibilité se construit sur la base d'identités multiples qui vont se confronter ou s'associer. Mubi Brighenti, 2009, sociologue italien, a ainsi une très belle définition du territoire : « *le territoire n'est pas défini par l'espace ; c'est plutôt lui qui définit l'espace à travers des structures de relations. [...] Ce n'est qu'après avoir placé les relations entre acteurs, plutôt que l'espace, au cœur conceptuel du territoire qu'il devient possible de saisir la manière dont les territoires spatiaux et non spatiaux sont superposés et inter reliés de multiples façons.* ». Le processus de formation du territoire est très différent de celui de l'espace : l'espace est « concret », résultat de l'action de la société, système des lieux et des localisations ; le territoire est une pratique sociale, « identitaire », système d'acteurs en interaction agissant sur l'espace. Cette pratique sociale, c'est la création d'une territorialité que Raúl Prada (1996) définit de manière intéressante : « *le concept de territorialité suppose la créativité sociale de l'espace, c'est-à-dire la capacité de produire un espace propre* » (p. 16).

L'identité

« C'est de l'identité
Qu'est née la différence »
Heinz R. Pagels
L'univers Quantique

Le débat sur l'identité a été largement engagé en géographie et ceci depuis Vidal de la Blache et l'acceptation d'un certain déterminisme entre le géographique et le social (voir pour cela Glacken, 2000, 2002, 2005, 2007; Debarbieux, 2006).

L'identité se définit comme une forme collective de relation à un objet, au moyen d'un certain nombre de symboles qui sont appropriés (auto identification) et pour lesquels la société reconnaît une certaine légitimité dans cette appropriation (reconnaissance) ; « *l'identité des uns passe par le regard des autres* » (Marié, 2004). C'est donc un processus d'interaction entre un individu et le collectif au moyen de symboles légitimés. L'identité est aussi ce qui distingue un individu des autres, qui lui donne son caractère unique mais surtout qui permet à ce caractère de perdurer dans le temps. S'identifier, c'est devenir identique à quelque chose ou quelqu'un (la sphère d'identité) et c'est aussi s'individualiser par rapport aux autres (l'extérieur de la sphère). En psychologie ou psychanalyse, l'identité est attaché au Non-moi, souvent absent, et nécessitant par là même une représentation qui assure cette identification. La reconnaissance au 'non-moi' occasionne souvent des modifications substantielles de l'aspect, du comportement, des formes de pensée, etc. chez les individus sujets. La démarche d'identification est donc par définition structurante. Un des éléments de cette structuration est la mémoire ou le patrimoine, éléments indispensables à la transmission de cette identité, qui peut être fugace comme très permanente dans le temps. C'est ainsi que les jeunes s'identifient par leurs vêtements, leurs cheveux, leur tatouages, ..., les équipes de football et leur supporters par le maillot, ..., et les villageois des Andes par leur tissu ou leur chapeau, etc.

L'identité n'est pas la culture. L'identité s'inscrit dans une culture.

La construction de l'identité ou de la culture s'effectue par des pratiques, et en particulier par des pratiques de l'Espace, en tant que support collectif. La répétition des pratiques, comme modalité de relation sociale, et comme forme de réponse et d'adaptation à l'espace conduit à des formes d'identités spécifiques, qui se distinguent, par définition, des modalités d'autres espaces, et peuvent créer, dans le temps long, une culture. Berger & Luckmann, 1986, parlent d'une socialisation primaire, non spécifiquement cognitive, mais surtout chargée de relations émotionnelles fortes qui permettent une intériorisation du fait identitaire. Les rites initiatiques, encore présent en occident, obligatoires dans les Andes, sont des éléments privilégiés de la reconnaissance de l'autre et de l'affirmation de l'identité. Dans les Andes, cela commence par le nom et le prénom, puis la coupe d'une mèche chez les garçons (le *rutuchikuy* qui a remplacé l'ancien rite de puberté, le *warachikuy*) et le perçage des oreilles chez les filles (entre 3 et 5 ans) qui permet l'élargissement du cercle des relations de l'enfant et montre son appartenance à la communauté, formalisée ensuite lors du mariage et de l'expression du statut social à l'intérieur de la communauté (Malengreau, 1995; Lestage, 1999). On peut noter, comme illustration de ce processus d'intériorisation primaire, la reconnaissance du territoire national qui se fait au moyen du service militaire, ou l'appartenance à une religion (la confirmation, la circoncision, etc.).

Enfin, les identités ne sont pas immuables, tout comme les cultures. De tout temps, elles ont évoluées, en fonction des modes de vies, des modes tout court, des relations sociales elles

mêmes. Cette évidence est souvent oubliée même par des théoriciens comme Arjun Appadurai, qui finit par nier la notion même de culture (pour des raisons de primitivisme), pour ne s'attacher, dans la tradition gramscienne, qu'à l'imaginaire et à la globalisation comme moteur des 'subalternités' (Appadurai, 2001). Cet auteur (tout comme Giddens par exemple) considère, au nom de cette dés-identification, que la relation au territoire s'efface avec la mondialisation, et que les relations s'effectuent dans des réseaux, dont les medias sont les moteurs. L'espace devient fluide, déterritorialisé, ponctué des seuls éléments de l'imagination, créateur de 'locality' et de 'scape' ou s'effectue la circulation des idées, de la finance, des personnes, etc. Appadurai parle même de rupture, de changement radical dans la construction des identités, dans laquelle la mixité, par le biais des medias et des mobilités, jouerait le rôle essentiel. « *Les groupes migrent, se rassemblent dans des lieux nouveaux, reconstruisent leur histoire et reconfigurent leur projet ethnique... désormais, les groupes ne sont plus étroitement territorialisés, ni liés spatialement, ni dépourvus d'une conscience historique d'eux-mêmes, ni culturellement homogènes* » (p. 89). Sommes-nous réellement dans une analyse des impacts de la mondialisation, ou dans une fiction de la nouvelle modernité occidentale, à la manière de Barjavel ! Je préfère m'attacher à des conceptions peut être moins imaginatives, mais sans doute plus significatives des relations sociales, comme celle de Castells, 1999, par exemple (cité par Alphanféry & Bergues, 2004) qui pense que « *ce qui caractérise la nouvelle structure sociale, la société en réseaux, c'est que la plupart des processus dominants, ceux qui concentrent le pouvoir, le capital et l'information, sont organisés dans l'espace des flux. Mais la plupart des expériences humaines restent locales et ce qui fait sens pour les êtres humains le demeure aussi* ».

La localisation, l'identification, la création d'une identité de groupe, etc. restent des mécanismes étroitement liés à la vie sociale. Loin de se délayer ces mécanismes se renforcent car l'évolution de la société (qui n'est pas forcément celle de l'Etat) semble aller vers plus de complexité dans les rapports sociaux et les organisations collectives que dans une espèce de 'dérive et d'errance dans l'espace monde'. Bourdieu, 1977, l'exprime ainsi pour ce qui concerne la perception sociale du corps. « *Le corps socialement objectivé est un produit social qui doit ses propriétés distinctives à ses conditions sociales de production et le regard social n'est pas un simple pouvoir universel et abstrait d'objectivisation, comme le regard sartrien, mais un pouvoir social, qui doit toujours une part de son efficacité au fait qu'il trouve chez celui auquel il s'applique la reconnaissance des catégories de perception et d'appréciation qu'il lui applique* » (page 52). Il suffit de remplacer le mot *corps* par le mot *territoire*, pour comprendre que le territoire se construit sur la base de référents sociaux, qui diffèrent selon le groupe auquel ils s'appliquent, mais qui reste social. Et dans ce sens, l'expression de Brunet *et al.*, 1993, prend aussi tout son sens : « *Le territoire est à l'espace ce que la conscience de classe est à la classe : quelque chose que l'on intègre comme partie de soi, et que l'on est prêt à défendre* » (page 480). Et bien sûr, le glissement vers la Formation Economique et Sociale de l'Espace, chère à Santos, 1996a, devient nécessaire à condition que nous remplacions le mot espace par le mot territoire, liant ainsi « *le mode de production, la formation sociale et [le territoire] comme trois catégories interdépendantes* » (page 22), lesquelles nous pourrions, au final, analyser à partir des fonctions de Brunet, 1997. Nous avons alors ici une représentation cohérente que nous pourrions appeler une **hexis spatiale**, dans le sens de Thomas d'Aquin ou de Marcel Mauss : les faits sociaux ou la praxis permettent une intériorisation de certains caractères « modèles » ou de référence significatif de la position sociale ; ils permettent de se « socialiser » et de s'identifier par rapport aux lieux, au sein d'un territoire.

Pinxten, 1997, considère qu'il existe trois niveaux dans l'identité : individuel, groupal et communautaire.

L'identité individuelle est un paradoxe puisqu'elle se réfère à la manière dont nous sommes différents des autres, mais aussi à ce que nous avons en commun : c'est la photo contre la nationalité. Le premier caractère est changeant alors que l'autre est beaucoup plus stable ; les deux sont liés à des attaches culturelles et territoriales qui peuvent être multiples et générer des situations de crises par contradiction.

Certains auteurs (voir Tajfel & Turner, 1986; Pinxten, 1997) séparent volontairement les deux formes d'identité : l'individuelle étant réservée au spécifique, alors que l'identité sociale serait ce qui se rapporte à un groupe social déterminé (la famille, une classe sociale, une équipe de football, un syndicat, etc.), c'est à dire ce qui résulte de la conscience qu'a un individu d'appartenir à un groupe social tout comme la reconnaissance sociale de ce groupe qui justifie le sentiment d'appartenance. La création de cette identité passe par la construction de valeurs de reconnaissance, souvent appelées culture. L'identité culturelle est donc une tautologie, puisque l'identité ne peut se construire qu'à partir de référents culturels, et vice versa. Les tensions entre identité individuelle et sociale sont souvent à l'origine de troubles ou de conflits, individuels ou collectifs.

L'identité communautaire concerne une référence à une période de temps ou un espace. La construction et la dynamique de cette identité communautaire se base sur des référents plus enracinés dans la religion, les coutumes, la langue, etc. c'est-à-dire beaucoup plus structurels. Ces référents fondent alors une mémoire, qui peut elle aussi se constituer en patrimoine. Le patrimoine est créé par des groupes d'acteurs, qui utilisent, entre autre, des éléments de l'espace pour construire leur propre identité. Il y a donc une différence entre le patrimoine territorial relatif à un groupe d'acteur, et le patrimoine spatial, dans un processus de « patrimonialisation » qui serait consensuel entre les acteurs, mais souvent le jeu de rapports de force et de positions dominantes (Barrère, 2003; Barrère *et al.*, 2005; Requier-Desjardins, 2009). On répondra d'ailleurs à une autre question de Requier-Desjardins, 2009 (page 8) en affirmant qu'il existe plusieurs échelles (temporelles et spatiales) de références patrimoniales qui peuvent faire l'objet d'alliance ou de mésalliances entre groupe d'acteurs, d'adhésions ou de rejets, sans pour autant modifier les valeurs identitaires. Ce qui fait du patrimoine spatial une relation dépendante de son contexte et de son époque. Dans cet esprit dynamique, il faut se rappeler que le patrimoine n'est pas intangible. Comme nous le rappelle Absi, 2004, à propos de la mine de Potosi, « *le patrimoine n'existe jamais que dans des appropriations et des configurations sociales et historiques particulières* ». Bon nombre des lieux patrimoniaux dans les Andes ont été définis durant la période coloniale, en relation à une *conquista* espagnole et à la formation d'une bourgeoisie créole qui a voulu fondé l'identité nationale autour de ces lieux. Aujourd'hui les revendications indigène remettent en question non pas les lieux mêmes, mais leur signification symbolique, pour en resituer d'autres, plus attachés à leur propre histoire. Comme le signale Pascale Absi, les intérêts particuliers, souvent sous idéologie occidentale, forment la notion de patrimoine universel, et l'imposent comme forme d'identité aux propres acteurs de ce territoire ; le *Cerro Rico* est un lieu symbolique, mais il ne constitue un patrimoine qu'en référence à l'activité des espagnols, dont la mémoire n'est pas forcément partagée par les mineurs eux-mêmes. Il n'y a pas de patrimoine universel, et donc pas de territoire universel.

Nous passerons ici sur l'ensemble des mécanismes de construction de l'identité et de la mémoire, au travail de la symbolique des objets, du discours, de la représentation, de l'idolâtrie, etc. qui fondent souvent cette construction. Nous nous attacherons plus à essayer de montrer

comment cette identité est construite aussi dans l'espace, tout comme elle l'est dans le temps, et dans une gamme de groupements sociaux.

Les conditions essentielles de la construction de l'identité tournent autour de 4 caractéristiques, que nous interpréterons selon notre optique spatiale :

- L'homogénéité des membres : au travers du discours et des processus de reconnaissance mutuel : « *la communication interne et la solidarité sont des mesures d'homogénéité, se reflétant dans la configuration de l'identité* » (Pinxten, 1997, page 170). Cette homogénéité s'effectue sur un certain nombre de critères, qui, territorialement, peuvent s'appeler patrimoine. La défense de ce patrimoine constitue une expression de l'identité sur un espace.
- La communication : les facteurs de proximité tant étudiés en géographie économique sont fondamentaux dans cette configuration de l'identité ; il s'agit de partager sur un même territoire une même langue ou une même culture, disposer des mêmes lieux de repères.
- La frontière : si elle est trop exclusive, elle relève de l'identité nationaliste et ne permet pas une reconnaissance des autres groupes, si elle est trop perméable, elle relève du nomadisme. La frontière spatiale se crée quand un groupe social devient hégémonique dans ses critères d'identité.
- L'organisation : elle est aussi fondamentale dans la durabilité de cette identité, mais contribue à générer des espaces périphériques qui sont la source d'innovation ou de conflit d'identité. C'est le cas du politique comme forme spécifique de création d'une identité territoriale créatrice d'unité.

Je ne m'étendrai pas sur cette question de la formation de l'identité et de sa relation au social car ce n'est pas ma spécialité et on trouvera d'excellents ouvrages en psychologie ou en sociologie en particulier celui de Camilleri *et al.*, 1998, et bien sûr tous les écrits de Levy-Strauss, Bourdieu, Morin, Touraine ou Augé.

Les publications foisonnent, surtout aujourd'hui, sur les questions de patrimoine, de patrimonialisation, c'est-à-dire de mobilisation des identités de tous niveaux autour du territoire (voir par exemple Nemery *et al.*, 2008, pour une application dans le domaine du patrimoine territorial et de l'aménagement du territoire). Un numéro spécial de l'Espace Géographique (4/06), fut consacré à l'« identité et rapport au territoire ». Beaucoup des auteurs de ce numéro ont montré l'ambiguïté de l'usage de ce terme de territoire, qui est pratiquement toujours assimilé aux limites politico-administratives (tout comme dans le numéro d'Autrepart de Jolivet & Léna, 2000). Les recherches sur les identités peuvent alors comporter des dérives, car cet attachement identitaire se conçoit plus comme un rapport entre le territoire et l'Etat nation, et moins comme un caractère d'organisation sociale. Par ailleurs, le fait que l'identité relève de la sociologie, de la psychologie ou de l'anthropologie, la rend moins « quantifiable » et donc « moins scientifique » ! « *Parler d'identité territoriale n'est pas un jeu intellectuel gratuit, et analyser géographiquement un espace n'implique pas qu'on lui affecte une identité sociale. Le travail du géographe ne serait-il pas de permettre une mesure de l'adéquation du sentiment perçu d'identité territoriale avec des critères géographiques qui permettraient d'en évaluer la véritable portée, et donc les chances de pérennisation. L'identité territoriale, écrit B. Debarbieux dans ce numéro, ne peut pas être définie par les seuls artefacts que sont les langues régionales, les paysages ou les lieux de mémoire Sans critères de validation, l'identité territoriale relève plus de l'incantation que de l'argumentation. Pourrait-on*

mesurer géographiquement un degré d'identité territoriale, ce qui donnerait une valeur scientifique à la notion ? » (Guermond, 2006, conclusion).

L'identité n'est pas un concept géographique, c'est un concept social, c'est-à-dire attaché à la relation humaine, dont une des dimensions est sa cristallisation sur l'espace. Si la langue, la culture, les lieux de mémoire ou le paysage sont des artefacts de l'identité, il ne reste plus alors d'éléments capables d'expliquer l'organisation sociale de l'espace et la géographie humaine n'a plus de sens. Au contraire, l'identité territoriale pourrait sembler une tautologie. Le territoire est fait d'identité, car en dehors de l'identification au sein du groupe, l'identité est faite d'action collective ; j'irai même plus loin en affirmant que l'accroche territoriale est souvent nécessaire à l'affirmation d'une identité. « *Il n'y a pas de territoire sans groupe social, comme il n'y a pas de groupe social sans territoire* », selon Roger Brunet. L'identité se construit aussi à partir de l'expérience humaine et de l'imaginaire, à la manière de la topophilie, de la topophobie ou de la géopiété de Tuan, 1974; 1975b; 1979; 1990; 1997, ou évidemment de Bachelard, 1957. Le vécu, l'esthétique, la religion, le symbolique, la pratique jouent dans la création et l'usage des lieux ; ce que les aménageurs ont longtemps oublié et reprennent peu à peu dans la création de paysages.

Dans ce débat, il y a aussi beaucoup d'ambiguïté de langage ; ne sachant plus ce qu'est le territoire, on ne sait plus où positionner l'identité ; entre « le territoire envisagé comme support identitaire » et « l'identité d'une entité géographique », puis entre le territoire et « les découpages de l'espace », ou plus loin sur « le découpage territoriale », les confusions sont nombreuses (Voir la revue *Autrepart*, 2000-4 et *l'Espace Géographique*, 2006-4). Je pense, à la différence de Yves Guermond, que l'on peut assigner l'identité désignée des territoires (que les auteurs de ce numéro spécial de *l'Espace Géographique* confondent ici avec les lieux de patrimoine) aux individus qui composent ce territoire, non pas par glissement, mais parce que cette identité fait le propre du territoire. Le problème, toujours le même, réside dans cette nécessité du géographe de reporter ses propres questions dans des « entités » géographiques qui ne peuvent être conçues sans limites. Or, la coïncidence entre les identités collectives, les identités sociales et les entités géographiques est peu souvent effective, sauf si, évidemment, le géographe se force à les faire coïncider (Debarbieux, 2006). Cet auteur met en exergue l'inconsistance de l'inscription spatiale de certaines sociétés, en référence à l'éphémère, aux espaces mobiles de Denis Retaillé, ou au regard des situations actuelles de la migration internationale. « *Ainsi, l'adéquation entre entité géographique, d'une part, et identités sociales et collectives, de l'autre, devait être pensée non plus comme le modèle, mais comme une des modalités possibles de la spatialité des groupes sociaux et des constructions géographiques qui en résultent.* » (p. 347). Effectivement, l'identité, qu'elle soit individuelle ou collective, ne permet pas d'individualiser ou de discriminer l'espace, puisque l'espace est commun à toutes les identités, d'autant plus lorsque cet espace est découpé en entités prédéterminées. Il en résulte (et l'auteur le reprend dans les pages suivantes) que ces identités constituent les forces de l'action et des « postures publiques » qui rendent possible l'espace. Les théories des acteurs (Touraine, 1987), et des mouvements sociaux (Castells, 1999), nous montrent bien que « *les identités collectives constituent un des ressorts et un des motifs privilégiés de recompositions sociales et des mouvements sociaux contemporains* ». (Debarbieux, 2006, p. 349). Je préfère cette conception à celle de Bonnemaïson, 1981; 1996, qui fonde l'identité sur un lien presque affectif entre la société et son espace (« *Le territoire comme lieu du cœur* », Bonnemaïson & Cambrézy, 1997), occultant la logique de la relation sociale active pour privilégier le culturel, faisant de ce dernier un presque *a priori*. Je la préfère également à l'approche politique de Lacoste, 2003, qui associe l'identité à des pré-découpages territoriaux.

Je la préfère car nous sommes dans des logiques d'action, celles qui permettent et engendrent les relations sociales ; le culturel ou le politique n'en étant que des cas particuliers.

J'avancerai que l'identité locale (au sens de la *locality* d'Appadurai), construit le lieu et la localisation ; l'identité individuelle ou collective s'applique à des espaces spécifiques, ensemble de lieux, pour conformer des territoires qui eux-aussi peuvent être éphémères ou durables, mais qui coexistent dans l'espace. On le comprend, les temporalités de ces formes d'identité seront diverses et auront une action plus ou moins forte et prolongée sur la conformation de l'espace.

C'est ici que nous ferons notre seconde proposition théorique : dans un monde hétérogène, chaque groupe social définit une identité en relation à l'espace et à un certain nombre de lieux spécifiques, il en constitue un territoire, montrant certains signes d'appropriation. Le territoire devient alors spécifique d'un groupe social, alors que l'espace est commun à tous les groupes sociaux. Il peut exister ainsi plusieurs territoires sur un même espace, qui contribuent à l'organisation instantanée de cet espace.

Ce qui me paraît important dans cette hypothèse, c'est que le lien social ne relève pas d'une identité collective sur un espace, mais de l'identité de groupes sociaux. Ce n'est pas une inscription dans le territoire mais une inscription dans l'espace de plusieurs identités collectives.

Par ailleurs, l'identité est mouvante ; se modifiant au gré des relations au sein du groupe ou entre groupe, au gré des conflits, des « crises identitaires », de la postmodernité, de l'accès à l'information, etc. ce qui suppose que les territoires soient de la même façon mouvants. Le rapport entre les territoires, c'est-à-dire le rapport à l'extérieur, peut se définir en relation à une altération figée (l'ethnie, l'héritage, le patrimoine, le particularisme, etc.) qui apporte alors des conflits dans une approche réactionnaire, ou peut se définir en fonction d'une conception autonomiste où « *tout un chacun a le droit d'être 'nous' ou 'les autres' et ce choix détermine son inscription dans ou hors du territoire* » (Stevens, 2008).

Cette proposition théorique n'est peut être pas neuve. Beaucoup de géographes tropicalistes, travaillant sur l'Afrique, ont mis dans les années 1960 à 1980 en exergue l'importance de l'espace vécu dans la compréhension du monde rural (voir les publications de Gallais, 1967, 1976, 1984, de Pélissier, 1964, de Sautter, 1979, 1985, 1993, et de bien d'autres). A l'époque, on parlait peu de territoire mais plus de paysage, de terroir, d'ethnies et de régions. Les études détaillées de ces chercheurs et en général des équipes de l'ORSTOM de 1960 à 1980 (Couty *et al.*, 1984) ont constitué un regard méthodologique neuf sur la multiplicité de l'interprétation du paysage, et sur l'interprétation des faits d'organisation sociale. En particulier, l'analyse ethnique place au centre du débat la reconnaissance par les indigènes eux-mêmes de leur identité et pas « *aux plages d'homogénéité que les statisticiens recherchent pour stratifier les univers soumis à enquête par sondage aléatoire* » (Couty *et al.* 1984). C'est une école de la géographie que j'ai peu connu, et qui n'a hélas pas laissé beaucoup de disciples dans la géographie contemporaine, et de façon paradoxale encore moins à l'IRD. Les paysages et les terroirs ont disparu de l'analyse (ils réapparaissent aujourd'hui) pour laisser place à un territoire balbutiant et polysémique. S'en est suivi 10 années de débat théorique, mais qui n'a pas réussi, à mon sens, à conceptualiser une différence significative entre espace et territoire.

Le débat lancé par Joël Bonnemaïson, Luc Cambrézy et Laurence Quinty Bourgeois dans le célèbre ouvrage « *Le Territoire, Lien ou frontière ?* » en 1995 était fondamental dans le contexte. Il a réuni les meilleurs experts de l'époque, œuvrant principalement sur des terrains du Sud, et montré (est-ce un point fort ou un point faible ?) la multiplicité des points de vue.

A la même époque, Brunet publiait « *Le Territoire dans les turbulences* » (1990) puis « *Champs et Contrechamps, Raisons de géographe* » (1997) ; Di Méo « *la genèse du territoire local* » (1991), puis « *De l'espace au territoire* » (1998) ; Claval « *Le territoire dans la transition à la*

postmodernité » (1995) ; en 1990 sort le premier tome de la Géographie Universelle : « Mondes Nouveaux », etc., etc.

De multiples visions se sont confrontées mais aucune n'a réussi à donner une réelle définition du territoire qui ne soit pas qu'une appropriation « culturelle » (au sens de Bonnemaison), ni géopolitique (au sens de Lacoste), ni faite seulement de rapport de production (au sens de Harvey), ni seulement de structures et d'organisation (au sens de Brunet), mais bien la résultante de ces visions. «*Si la territorialité est indispensable à l'affirmation et à l'épanouissement des formes d'existence et d'identité collectives, ses formes et ses modalités sont multiples* » (Claval, 1995b).

Le débat n'est toujours pas clos ; en particulier sur le sens à donner à la différenciation entre espace et territoire et on peut aujourd'hui se poser le problème de l'avancée théorique de la géographie autour de ces concepts : quelle évolution entre cet ouvrage de 1995 et celui de Vanier en 2009 ?

Dans cette proposition que j'avance, nous avons alors deux systèmes : un espace conformé de la somme des lieux, c'est-à-dire des actions, dont l'inertie est grande ; et des territoires, issus des identités individuelles ou collectives sur l'espace, dont la dynamique peut être rapide. S'il fallait donner un exemple pour illustrer cette dialectique, je prendrai de nouveau celui de la ville. Paris est toujours Paris. Cette ville s'est construite par l'accumulation de générations de groupes sociaux qui en ont façonné les lieux ; elle est aujourd'hui le résultat de ces actions, l'espace urbain par excellence. Mais par combien de systèmes identitaires est passé Paris ? Combien de groupes sociaux se sont-ils construits, se sont appropriés les quartiers (La Bastille, Les Halles, St Martin, Belleville, La Défense, etc.), ont été en négociation et conflit pour leur aménagement, ont détruit, reconstruit... Les territoires parisiens existent toujours et contribuent toujours à façonner la ville. On retrouve ici la dynamique continue du système des localisations, chère à Milton Santos, et la difficulté de définir une seule identité urbaine, située sur le long terme. Par ailleurs, l'espace n'est pas neutre ou inerte, il est au contraire extrêmement dynamique, mais il est « inertiel », c'est-à-dire incapable de modifier lui-même son mouvement. L'espace n'a pas de dynamique propre, cette dynamique est fondée sur les actions, c'est-à-dire l'interaction des territoires.

Le schéma, figure 8, essaie de synthétiser cette idée, même s'il est un peu « rigide » et ne correspond pas réellement à la plasticité des interrelations entre espace et groupe sociaux.

Les groupes sociaux, multiples et divers, développent des identités, multiples et diverses, qui s'approprient, de façon plus ou moins graduée, l'espace ou une portion de cet espace, pour conformer un territoire, lequel peut être concret ou imaginé, matériel ou virtuel, borné ou ouvert, etc. Ce processus de construction territorial s'effectue au moyen de la mise en action de fonctions, comme nous le verrons, qui donne un sens à cette identité. Si l'identité est forte ou de longue durée, elle peut être associée à une mémoire, voire un patrimoine, qui peut lui aussi être spécifique ou commun à plusieurs groupes sociaux. Ces identités sont construites à partir de l'hétérogénéité des lieux, des acteurs et des situations ; car c'est l'hétérogénéité qui peut diversifier les points de vue et les modalités de l'action. Par ailleurs, ces groupes sociaux inscrivent leur territoire dans une portion de l'espace, en développant des stratégies spécifiques, liées bien sûr aux fonctions disponibles (le travail, l'appropriation, l'échange, la gestion, le vécu). C'est la confrontation de toutes ces stratégies qui conforme l'organisation finale et instantanée de l'espace. C'est la compatibilité des stratégies qui fait le développement territorial.



Figure 9: Les interactions Espace – Identité - Territoire

Le territoire n'est en rien polysémique ; il n'est pas non plus un concept ayant une vertu parce que son contenu sémantique est global et complexe (Di Méo & Buléon, 2005), l'espace ayant un sens plus limité, plus descriptif. Les définitions du territoire et de l'espace me semblent simples, qu'elles s'appliquent au champ du culturel, de l'économique ou du politique : **le territoire est une affirmation identitaire de l'espace, spécifique d'un groupe social ; l'espace est la résultante de l'ensemble des champs de force territoriaux.**

Le processus qui permet cette affirmation identitaire pourrait s'appeler **territorialisation**. Je ne pense pas, comme Di Méo, 1998, que « *territorialiser un espace consiste, pour une société, à y multiplier les lieux, à les installer en réseaux à la fois concrets et symboliques* » ; les lieux, les réseaux sont les résultats de la territorialisation de l'espace ; la territorialisation provient du processus qui permet cette multiplication. Les anglo-saxons utilisent plutôt le terme de territorialité (bien qu'il ait un sens différent en français) : « *chez les êtres humains, la territorialité est l'organisation de l'espace dans le but d'en donner un sens* » (Mayhew, 2009). La territorialisation peut être forcée (par des politiques par exemple) ou construites depuis les relations sociales ; dans tous les cas, elle s'inscrit dans des relations avec les autres groupes sociaux, et parfois dans des confrontations entre identités.

Notre hypothèse qu'il n'existe pas un territoire mais de multiples territoires dans l'espace, se fonde sur ce processus d'identification qui est lié à un individu ou un groupe. L'identification à un espace construit un territoire car c'est alors l'acteur qui prend le contrôle de cet espace au moyen d'éléments-lieux symboles. Sur un même espace il peut donc exister plusieurs systèmes d'identification. L'Espace est alors un système complexe de lieux produits par la société, mais que des éléments de cette société se réapproprient, re-identifient, pour construire de nouveaux lieux

ou modifier les lieux d'identité ou de non identité. La production de « locality » (Appadurai, 2001) concerne cette identification multiple qui sort du seul contexte spatial pour se focaliser uniquement sur le social et le local.

Une autre des hypothèses que j'avancerai sur cette base, serait alors la complexification des processus d'identification qui conduit à une complexification des territoires, mais pas forcément des espaces. Comme le signale Debarbieux, 2006, il existe des convergences entre les disciplines pour « *penser la construction de facettes de l'identité personnelle par les prises de position et les actions qui dérivent d'elles dans l'espace public, et les identifications des individus à des collectifs multiples. Elles [les contributions des disciplines] permettent aussi de comprendre que les spatialités et les temporalités, celles de l'imaginaire et celles du projet collectif, sont devenues multiples et hétérogènes et relèvent donc de registres différents.* » (Page 350). **Cette multiplicité construit des formes multiples de territoires : éphémères, circonstanciels, opportunistes, durables, dans un même espace qui se voit souvent enrichi de cette multiplicité mais qui reste, finalement stable dans le temps. Elle construit aussi des territoires à plusieurs étages : la maison, le quartier, la ville, la région, le terroir, etc. ont des formes d'appropriation distinctes, emboîtées, empilées, mais qui s'applique sur les mêmes lieux et le même espace.**

Pour cette même raison, de dynamique et de complexification des territoires, la notion de déterritorialisation de Roux ou de Deleuze (Roux, 2002, Antonioli, 2003), est une vision « nostalgique » du territoire. Le progrès, la modernité ou la consommation massive sortiraient la société de leurs ancrages territoriaux, de leurs traditions, et des phénomènes de déterritorialisation s'opèrerait, tout comme la construction de non-lieux ! Mais nos grands pères ne disaient –ils pas la même chose il y a un, deux ou plusieurs siècles ? L'espace évolue, et sans cesse nous modifions les formes d'appropriation de ces espaces, créant de nouveaux territoires, différents, sur lesquels, évidemment, il est possible d'appliquer un jugement de valeur, mais qui restent des territoires. Que le principe de création des territoires soit poétique ou statistique, ils n'en restent pas moins des territoires, définis selon des caractéristiques différentes. La société fait alors des choix politiques qui détermineront laquelle de ces tendances l'emportera ; même si (et je suis d'accord avec Roux, 2002) le rapport de force est inégal dans les choix possibles. La déterritorialisation est comme le non-lieu, un non-sens. Il y aura toujours des lieux, il y aura toujours des territoires, ils seront toujours dans la turbulence ; c'est la société qui mène le jeu, qui en trace le chemin (selon la propre métaphore de Michel Roux)

Dans les Andes, l'organisation spatiale a peu changé depuis le 15^{ème} siècle ; mais les territoires sont plus nombreux, se complexifient, du fait de la superposition de formes d'appropriations diverses : *reducción*, *hacienda*, canton, municipe, région, nouvelles formes de décentralisation, nouvelles formes d'exploitations privées, etc. Cet espace qui semble immuable comprenait avant la colonisation espagnole deux à trois formes d'appropriation territoriale ; il en comprend aujourd'hui plus d'une dizaine.

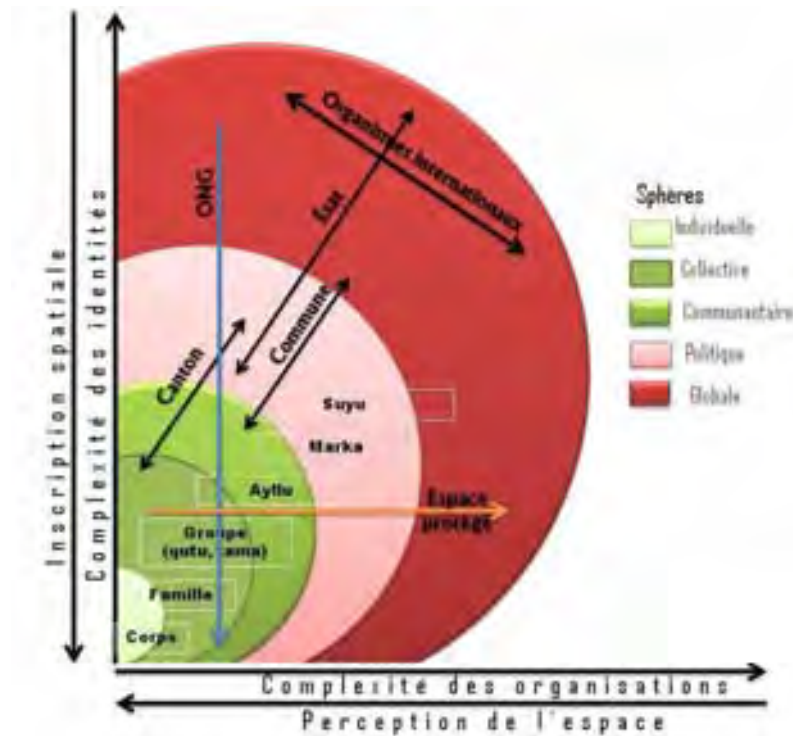


Figure 10: Complexité des agencements territoriaux dans les Andes

La figure 9 symbolise cette complexité ; elle est basée sur un double système d'axes. En ordonnées sont opposés deux critères : l'inscription spatiale de la population, c'est-à-dire le niveau d'action qu'elle a sur la conformation de son organisation ; et la multiplicité des identités qui se trouve confrontées dans l'espace. En abscisses, s'opposent la perception de l'espace, c'est-à-dire la capacité de la population d'intégrer la dimension spatiale dans leurs actions ; et la multiplicité des organisations et leur complexité, du point de vue de la cohésion sociale. Les rectangles (corps, famille, etc.) indiquent la position des structures sociales de l'espace andin dans les différentes sphères de perception et d'inscription dans l'espace. Plus le groupe social est important, plus les identités se confrontent, et plus l'organisation est complexe. Les nouvelles formes de territorialité (commune, état, etc.) ont des champs d'action plus larges, dont la complexité est proportionnelle à son inscription dans l'espace. Les ONGs ont des niveaux de complexité variables, des niveaux d'action variables sur le terrain mais disposent souvent d'une bonne perception de la nécessité de l'espace ; au contraire, les aires naturelles sont par nature ancrées dans l'espace, mais n'ont pas forcément une bonne conscience de la nécessité de l'action dans cet espace. Enfin les organismes internationaux se trouvent à des niveaux a-territoriaux, combinant des complexités organisationnelles et identitaires.

Cette complexification des territoires constitue aujourd'hui l'enjeu des questions de décentralisation et d'autonomie territoriale. Les stratégies que développe chaque groupe social, à chaque niveau de son intervention, et dans chaque sphère où il agit, nécessitent une coordination, une compatibilité, pour que les messages qu'ils s'envoient conduisent à du « développement » et non à des conflits (Arreghini, 2011). C'est ce que nous voulions dire en affirmant que le développement n'est pas autre chose que le degré de cohésion territoriale (Mazurek, 2003; Arreghini & Mazurek, 2004; Mazurek & Arreghini, 2006; Mazurek, 2009d).

Les fonctions territoriales

« *La vie est l'ensemble des fonctions
Qui résistent à la mort* »

Xavier Bichat

Recherches physiologiques sur la vie et la mort

Dans un effort structuraliste, beaucoup de géographes ont tenté de comprendre les forces qui sous-tendent la création et la dynamique de l'espace. En effet les structures existent, mais elles sont les résultats de processus induits par les interactions sociales, qu'il s'agit d'identifier et d'analyser.

Milton Santos, 1997, dans un souci d'étudier l'ensemble indissociable des systèmes d'objets et des systèmes d'actions, considère trois processus principaux : économique, institutionnel et idéologique. Ces processus se matérialisent dans les couples fonction-action pour définir des formes-contenus qui sont en perpétuels changements. Tim Ingold, 2000, propose de redistribuer ces processus au moyen de cartes disciplinaires et autour du thème de la perception de l'environnement qu'il pense comme fondamental dans la construction de territorialité. Il considère que les moyens d'existence, les modalités du vivre et l'usage de la technologie, sont les fonctions territoriales primordiales dans cette perception.

Di Méo & Buléon, 2005, s'attachent eux aux formations socio-spatiales (FSS) dérivées des travaux d'Alain Reynaud ; le premier l'utilise dès 1985 comme méthodologie de compréhension des formations territoriales et du patrimoine (Di Méo, 1985; 1987; 1991; Di Méo *et al.*, 1993). Ces formations sont structurées en une superstructure complexe composée des FSS idéologique et politique, et d'une infrastructure complexe composée des FSS économique et géographique. L'utilisation de ces catégories très générales permet de donner un cadre de lecture des espaces et des territoires et de comprendre d'une part leur évolution et d'autre part les éléments rémanents, et donc les forces qui reproduisent le territoire. Dans ce type de catégorisation, il est nécessaire de construire des indicateurs qui soient précis et adaptés à chaque situation, ce qui rend le cadre conceptuel assez complexe. Dans les exemples que citent Di Méo & Buléon, 2005, p. 70, celui des districts industriels ou de l'analyse des conflits, peut – on réellement distinguer ce qui ressort de l'idéologie ou de l'économique ? Ces auteurs le reconnaissent eux-mêmes, ces séparations sont « abusives » ; ils introduisent alors une notion de visibilité des infrastructures, et d'invisibilité des superstructures. Serait-ce une visibilité pour les acteurs des impacts spatiaux de leurs actions ? Il est difficile de s'attacher, dans des processus d'interactions spatiales à des catégories, si socio-spatiales quelles soient, qui sont générales au fonctionnement de la société et qui ne sont pas des fonctions spécifiquement spatiales.

Olivier Dollfus, 1991; Brunet, 1997, ont construit un système, schématisé par la figure 10, défini comme le fondement de la vie sociale et de production de l'espace géographique. L'application de ce système comme champ de force est assez imprécis, voire ambiguë car il concerne à la fois l'espace et les groupes sociaux ; l'espace étant ainsi production sociale, et condition de la reproduction sociale, mais l'espace étant aussi « *l'idée d'espacement, d'intervalle, de 'pas'* ». Chez ces auteurs, l'espace est tout à la fois : un système d'objet, un système d'acteurs

et les fonctions qui lient ces deux ensembles. « *Pour vivre, exploiter, produire, pour imaginer ou pour créer, il faut modifier ou transformer l'espace : construire une maison, s'approprier de terres, faire des chemins, des routes, lever des églises, [...]* » (Dollfus, 1991, p136). Or, chaque action que cite Olivier Dollfus est réalisée par un acteur différent, sur le même espace ; le groupe social qui exploite ou produit n'est pas forcément celui qui construit sa maison, et encore moins celui qui fait ou décide de faire les aménagements autour de cette maison, etc.

C'est pourquoi nous avons voulu faire une distinction entre ce qui construit l'espace, et ce qui structure les territoires : **l'espace a donc ses fonctions propres, liées à l'interaction entre les lieux ; le territoire les développe à partir de ses acteurs.**

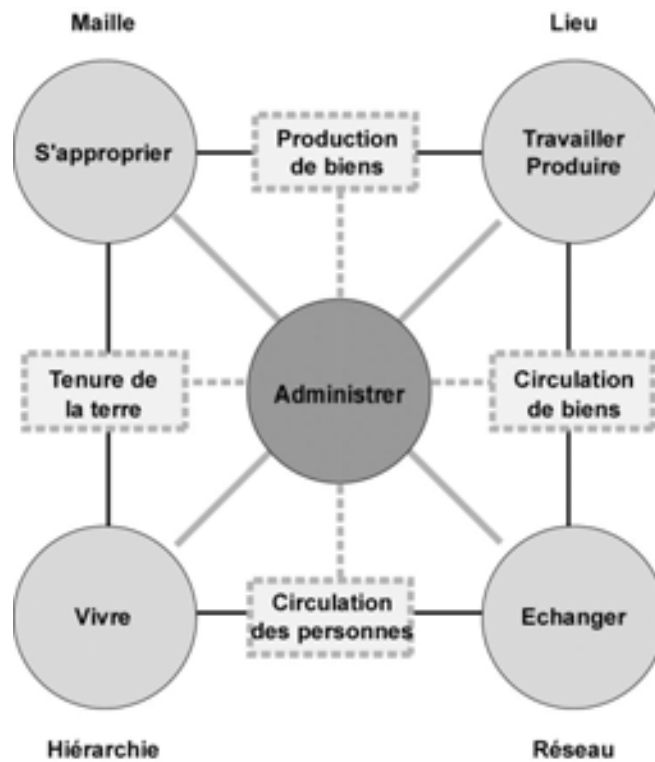


Figure 11: Les fonctions territoriales; schéma adapté de Brunet, 2001

Ces cinq fonctions englobent pratiquement toutes les actions de la vie sociale. Il faut en fait, non pas les considérer sous un angle structuraliste (structurant l'espace), sinon comme cadre général de la vie sociale (agissant sur l'espace et construisant le territoire). Ces fonctions définissent le territoire, le caractérisent comme partie d'un espace produit par un groupe social. C'est pour cette raison que l'on pourra parler, dans certains cas, d'espace naturel, mais on ne pourra jamais parler de territoire naturel ; on parlera alors de Parc naturel ou de réserve, termes qui relèvent pour le moins d'une des fonctions : celle d'administrer.

Il est assez intéressant de remarquer que ce schéma des fonctions est assez proche de ce nous avons pu observer comme conception des territoires dans les Andes, à partir de la cosmovision de beaucoup de peuples indigènes, comme dans le cas des aymaras, étudiés par Simon Yampara, 2001. Serait-ce l'influence des Andes sur Olivier Dollfus qui aurait conduit à cette occidentalisation des fonctions territoriales ?



Figure 12: Les fonctions territoriales, selon S. Yampara, 2001

Structure de la maison cosmologique andine partant des niveaux basiques d'organisation / Institution andine de la jhata / ayllu jusqu'à se concrétiser dans le Tawantinsuyu, sur la base des éléments de la « tétralogie » (Tiwana). Yampara, 2001, page 71.

La forme résultante de l'organisation traditionnelle des Andes est ainsi l'*Ayllu*, forme précolombienne mais que les Incas s'approprièrent et développèrent semble-t-il à l'ensemble des Andes centrales. Il fut traduit ensuite par communauté indigène, puis parfois par communauté *campesina* (paysanne) bien que ce dernier terme n'ait plus le même sens, perdant en grande partie ses attaches culturelles. L'*Ayllu* est la forme de base de la communauté, qui inclut ses membres, ses autorités, sa manière de vivre, de s'intégrer, et de fonctionner. L'*Ayllu* signifie tisser des liens pour l'intégration, le développement et le bien-être collectif comme individuel ; difficilement traduisible pour nous Occidentaux qui n'avons pas cette forme très symbolique du parler.

L'*Ayllu* est organisé en quatre éléments de base : le territorial, l'économico-productif, le culturel-rituel, le sociopolitique, sur lesquels se surimposent les quatre suyus et les quatre niveaux d'autorités (Yampara, 2001).

Nous avons déjà mentionné les quatre *suyus* qui servent de base à ce schéma ; on remarquera que les *suyus* délimitèrent l'empire Inca et que l'on est loin d'être sûr qu'ils existaient avant les Incas. C'est donc une base de référence culturelle commune aux Aymara, Quechua, Urus et Chipaya, qui reste dans le référencement actuel des Aymaras.

Au centre de ce vaste espace était Cusco, le Chinchasuyu au Nord, Kutisuyu à l'Ouest, Antisuyu dans l'Est amazonien et le Qullasuyu au Sud, dans les territoires de Tihuanaco et des Aymaras. Mais dans ce schéma s'effectue une translation virtuelle vers notre propre espace, celui où nous vivons. Chaque centre est par conséquent un « petit » Cusco, qui reproduit le schéma social de l'ensemble. Une spirale de relations hiérarchiques organise les autorités selon une forme duale (homme – femme). Les *Tata et Mama Awatiri* (père et mère pasteur dans le sens de guide) sont le niveau le plus bas de la hiérarchie lié à la *Jatha* (caste familiale mais aussi semence de la pomme de terre, c'est-à-dire le lieu de la production). Les *Tata et Mama Jilaqata* représentent l'autorité maximale de l'*Ayllu*, souvent confondue avec le *Mallku* qui est l'autorité maximale de la

marka, c'est-à-dire le « village », bien que cette traduction ne soit pas très bonne ; et finalement le Tata et Mama *Apu Mallku*, roi du *Qullasuyu*³⁷.

Ces quatre autorités sont régies par quatre fonctions principales, elles mêmes sous le régime de multiples dualités qui en font un système dont l'équilibre est très complexe. Par exemple, à Terre et Territoire sont associés « *sayaña – saraqqa* » (terre familiale ou communautaire), « *puruma – qallpa* » (usage et jachère), « *aynuqa – anaqa* » (lieux de production agricole ou d'élevage), etc.



Photo 16: Le démarrage d'un atelier participatif à Sivicani, commune de Calamarca, La Paz, Bolivie
Tous les symboles de l'organisation et de l'autorité doivent être présents lors de cérémonies ou travaux officiels. L'Awatiri, le Jatha comme autorités locales traditionnelles, mais aussi le maire ou l'adjoint comme représentant communal. S'ajoute les rites et les symboles de l'autorité : la coca, les cigarettes et l'alcool comme offrande à la Pachamama, les icônes de Bolivar, du Maréchal Santa Cruz et du blason de la Bolivie comme reconnaissance à l'Etat. La complexification des territoires brouille parfois les esprits...

Nous avons pu nous rendre compte, au cours des nombreux travaux de terrain et d'ateliers participatifs, de l'importance de la différenciation entre l'espace, fait de lieux organisés, et le territoire, représenté par la population et les autorités. Les deux 'nourmènes' sont bien séparés ; on visite tout d'abord le terrain, l'espace, l'organisation des lieux, la relation entre ces lieux ; visite qui n'a pas besoin de beaucoup de participant ni de participation, car l'espace est collectif. On se réunit ensuite collectivement pour discuter des actions et des fonctions, car il est indispensable, à ce moment, de défendre les intérêts de chacun et de chaque groupe social. Les populations désignent d'ailleurs leur communauté comme un attachement à « Tierra-Territorio » (Terre et territoire) ; la Terre étant « *l'espace naturel de la vie, la source sacrée de la vie et du savoir* », alors que le territoire constitue « *les formes de l'existence de la vie, dans sa diversité naturelle et spirituelle* » (Huanacuni Mamani, 2010, p. 75) : la diversité des formes de la vie agit de manière multiple sur un espace qui en devient la source de notre vie collective. L'organisation des

³⁷ Le titre d'Apu Mallku n'est effectif que pour la partie Aymara du Tawantinsuyu. Actuellement c'est Evo Morales Ayma, président de la République de Bolivie qui détient ce titre.

fonctions définies par Dollfus et Brunet, est un instrument puissant dans cette seconde phase de définition des stratégies des groupes sociaux dans l'espace. Sans reprendre l'ensemble des définitions, je donnerai un certain nombre de réflexions, toujours issues de mes expériences dans les Andes.

Fonction d'appropriation :

Si l'**appropriation** est présente dans ce schéma, c'est bien parce que cette fonction s'applique au territoire. L'appropriation n'a pas forcément sens de propriété, mais plutôt d'adaptation, on « approprie quelque chose à quelqu'un » en le modifiant, en l'adaptant, c'est-à-dire en le rendant propre à un usage spécifique. L'idée d'appropriation n'est donc pas à mon sens coercitif, sinon qu'il est lié à une question identitaire : je me reconnais dans cet espace et par là même je désire mettre en place les relations sociales qui me permettront de le rendre apte à mon usage. Les actes coercitifs, ou la délimitation, ne s'expriment que dans des formes identitaires extrêmes. C'est aussi pourquoi l'appropriation n'implique pas forcément d'être physiquement sur l'espace. Les diasporas, les nomades, les systèmes sociaux « totémiques » décrits par Descola, et nos communautés andines s'approprient des espaces lointains, imaginaires, symboliques, où, parfois, ils n'ont jamais mis les pieds (sommets des cordillères par exemple). Il n'y a pas non plus d'échelle de l'appropriation, ni de forme ou de taille d'appropriation, ce qui signifie que les territoires sont multiples. Les formes les plus radicales d'appropriation, qui suppose la mise en place de barbelés, ou de barrières mentales (apartheid par exemple), sont des cas particuliers liés à l'influence de la modernité, dans la constitution des systèmes institutionnels de représentation. Mais ne nous y trompons pas, ce sont des formes éphémères, qui n'existent que depuis quelques siècles, et qui auront peut être disparues dans quelques siècles.

L'appropriation n'est pas la limite ni la frontière. Tout comme la frontière ne constitue pas forcément un territoire ; elle n'en n'est qu'un cas particulier. La frontière n'est donc pas le processus constitutif de la territorialisation (Mubi Brighenti, 2009, 2010) ni sa concrétisation dans l'espace ; la frontière n'est qu'une étape autoritaire de la construction territoriale, souvent attachée à des identités qui la conforte plus qu'elles ne la créent. Il existe de multiples formes d'appropriation qui sont liées ou non à des identités, mais qui toujours sont collectives. En fin de compte, il n'y a guère qu'en occident que le territoire est fortement attaché à la frontière et à l'Etat. Il faut insister, et ceci fait partie de la rupture épistémologique nécessaire en géographie, sur le fait que territoire et frontière ne sont pas indissolublement liés, qu'ils font partie de la construction du pouvoir d'une certaine époque (globalement depuis le début du XIXème siècle) qui ne fut reproduite dans beaucoup de régions du monde qu'au moyen d'un processus de colonisation (Alliès, 1980; Gonon, 2003; Pelletier, 2008). Ce dernier auteur nous rappelle d'ailleurs que c'est la chrétienté qui introduit un sens des limites, de par la nécessité de la délimitation physique de l'assemblée de Dieu (le diocèse). La révolution bourgeoise la transcendera dans la nécessité du contrôle socio-spatial. L'empire napoléonien fera coïncider Etat et Nation et imposera une homogénéité territoriale des processus d'administration et de contrôle de l'Etat (juridique, fiscal, militaire, électoral, etc.). En France, comme ailleurs, la frontière de la Nation ne correspond ni à des limites culturelles, ni à des limites naturelles mais à des processus variés d'appropriation³⁸. Elisée Reclus était un fervent opposant à la théorie des frontières naturelles alors que Friedrich Ratzel en était un partisan convaincu, opposition idéologique oblige... La

³⁸ On se référera à ce propos à des travaux d'historiens que je n'analyserai pas en détail ici, comme Michel Foucher, Christian Laviolle, Alfred Fierro-Domenech, et même Jacques Ancel sur la Géographie des Frontières de 1939 qui explique que le tracé des frontières n'a rien de « naturel » sinon qu'il est impulsé par des forces internes à la Nation.

géographie favorisera l'opinion du second, et c'est sans doute une des raisons de la confusion qui existe aujourd'hui autour du mot territoire ; confusion renforcée par la conception vidalienne qui déplace alors le problème de l'état vers la région, qui plus est « naturelle ».

La notion juridique que recouvre la définition occidentale de territoire n'est par conséquent qu'une des formes d'appropriation territoriale. Elle ne correspond pas forcément à d'autres conceptions qui pourraient exister sur le même espace.

Dans le monde musulman par exemple, cette conception des limites est artificielle, rattachée au droit par les systèmes de colonisation. *L'Umma*, que l'on pourrait traduire par « mère – communauté » a un attachement religieux, où, comme pour nos aymara, la séparation du spirituel, du temporel et de l'organisation de la société est impensable. « *L'espace territorial ne se définit pas ici en fonction d'un pouvoir politique s'exerçant à l'intérieur de certaines frontières, mais en fonction de données religieuses* » (Flory, 1957). Chaque musulman se revendique du *Dar el Islam*, aux frontières mouvantes, même s'il vit en Angleterre ou au Japon, car les référents de mentalité, de mémoire, de mœurs, de culture, etc. sont universels. On a très longtemps essayé de dévaloriser le tribal comme forme primitive de territoire, alors qu'il en est sans doute une des formes les plus complexes, à la fois spécifique, universelle et unitaire.

Quant aux tribus nomades, ont-elles un territoire approprié ?

Bernus, 1995a; b, rappelle qu'il ne faut pas confondre nomadisme et errance, et que les nomades s'inscrivent toujours dans un territoire, au sens de l'espace vécu. L'appropriation de l'espace s'effectue par le maillage des lieux, souvent lieux de mémoire (Bernus, 1995b; Frerot, 1999) : roches peintes, puits, villages, oasis, palmeraie, etc., qui constitue, comme pour les Andes, l'hétérogénéité à laquelle il est nécessaire de s'affronter. L'archipel n'est pas dans ce cas vertical, mais horizontal, et les territoires sont discontinus, pluriethniques, hiérarchisés, mais sans frontière. Le lieu est bien le prémisses de la territorialisation, c'est-à-dire de l'appropriation (Turco, 2009). « *Ce milieu [l'espace nomade] est par ailleurs 'construit' non sur l'homogénéité du désert mais sur la complémentarité des sites joints qui forment le territoire* » (Retaillé, 1998b) ; phrase que nous pourrions reprendre pour les Andes en ne modifiant que « l'homogénéité du désert », par l'hétérogénéité de la montagne » ! Retaillé parle d'espace, mais il s'agit bien là d'un territoire construit à partir de lieux entre lesquels la mobilité est généralisée, « *le territoire trouvant son lien dans le calendrier et non dans la frontière* » (Retaillé, 1998b ; Walther, Retaillé, 2008).

En ce qui concerne les Andes, la colonisation a imposé des formes d'appropriation territoriale héritées du modèle occidental et napoléonien. La confrontation avec les formes traditionnelles génère une contradiction intrinsèque au système de la république : « *les impasses qu'entraîne la coexistence du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'appareil d'Etat-nation moderne* » (Pelletier, 2008) ; contradiction qui n'a pas pu être résolue lors de la rédaction de la nouvelle constitution bolivienne en 2009 et qui constitue un des principaux problèmes de la gestion territoriale dans ce pays.

Le modèle d'archipel vertical décrit par Murra, 1975; Saignes, 1981; Condarco & Murra, 1987, etc. suppose un système « d'interdigitation » des terres, c'est-à-dire la possibilité pour un ayllu de contrôler des terres d'un autre ayllu et par là même élimine l'idée de frontière dans les ayllus. La continuité territoriale n'est jamais assurée. Elle ne l'est pas non plus lorsque se surimpose au schéma de base des ayllus, d'autres schémas à des niveaux supérieurs, comme celui de l'administration inca par exemple (Wachtel, 1974).

Le territoire était, dans les Andes, une composante d'appropriation non coercitive et cherchant à contrôler l'hétérogénéité en se dispersant, à l'opposé des modèles européens dans

lesquels l'habitat est regroupé pour permettre une meilleure défense³⁹. Cette fonction s'est en grande partie transformée du fait de l'imposition du modèle espagnol du village (la *reducción*, et l'hacienda à partir du XVIème siècle), puis du modèle de la république (département et province, à partir du XIXème), des cantons après la réforme agraire de 1952, puis du modèle de la loi de participation populaire (la commune, créée en 1996) ; dispositif qui n'a pas été fondamentalement modifié par la dernière constitution de 2009. La modification de la fonction d'appropriation a profondément transformé les territoires, non seulement comme conséquence du regroupement des populations et de la perte de gestion de l'hétérogénéité (par la perte de la mobilité des populations), mais aussi et surtout par la complexification des territoires, c'est-à-dire la multiplication des formes d'appropriation de l'espace.

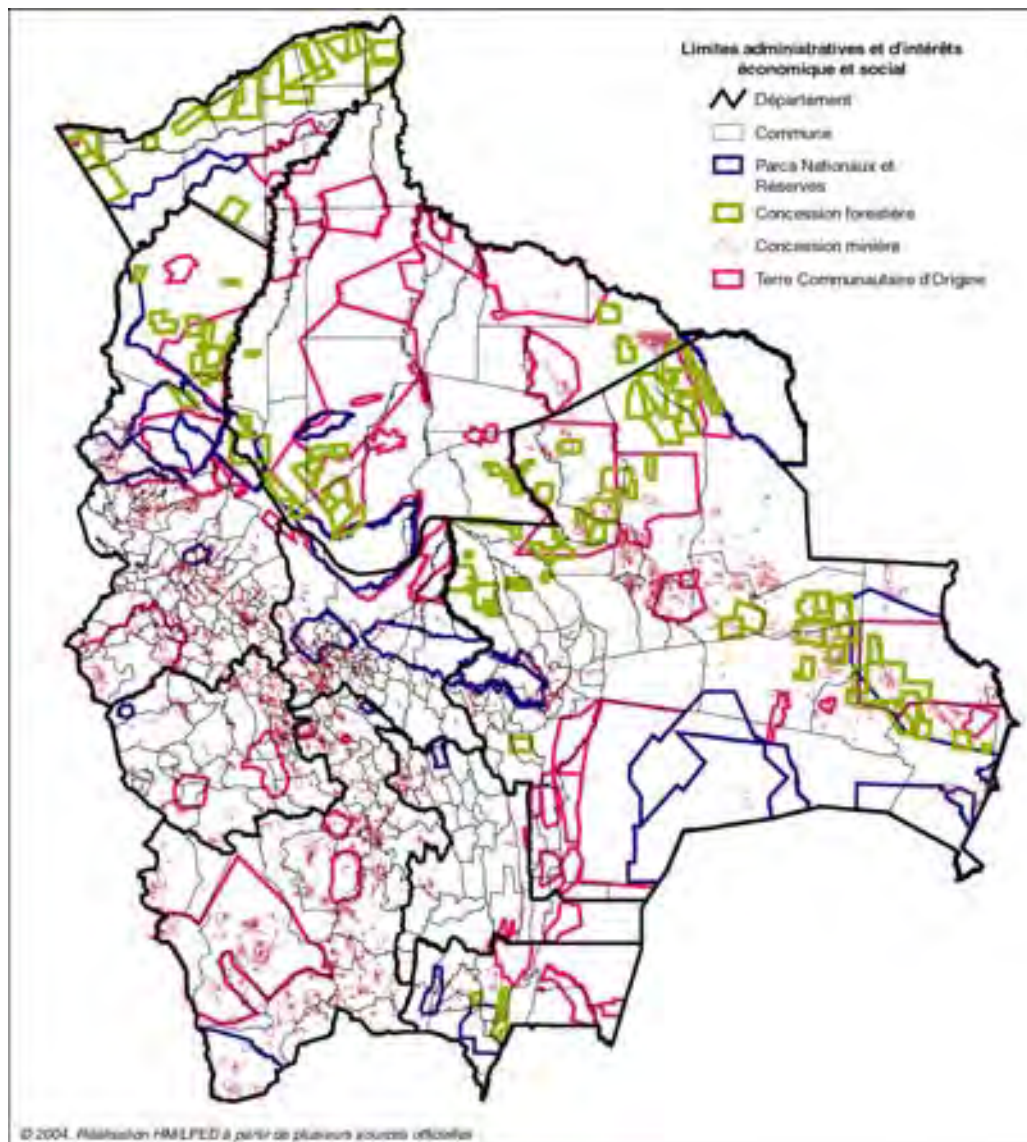
La structure de l'Ayllu était un modèle simple d'appropriation territorial, collectif, sur lequel s'est surimposé le modèle Inca, mais sans modifier fondamentalement le modèle de base. Modèle simple car unique, mais complexe car basé sur une distribution en archipels géographiques, supposant des territoires multiples et imbriqués. A titre d'exemple, on peut reprendre la carte 6 publiée par Del Rio, 1995, sur la distribution des différentes ethnies vers 1611 dans la région de Potosí. On peut y apprécier une mosaïque de groupes ethniques divers, résultat de la fixation des populations indigènes et des ayllus au cours de la colonisation espagnole.



Carte 6: Une occupation multiethnique du territoire, D'après del Rio, 1995

³⁹ Cela ne signifie évidemment pas qu'il n'existe pas de conflits ; mais il est important de comprendre l'opposition de ce modèle de territoires imbriqués par rapport à notre modèle occidental de tenure seigneuriale, très regroupé et très hiérarchique.

En effet, en constituant les « réductions », les espagnols ont tenté de fixer les populations sur place, mais ils se trouvèrent confrontés à une population multiethnique, alors coupée de ses liens verticaux vers les communautés d'origine, et qui ont souvent tenté de les rejoindre. Beaucoup d'auteurs (Wachtel, 1974; Saignes, 1981; Wachtel, 1981; Riviere, 1983; Sebill, 1989; Barragan, 1994; Del Rio, 1995; Quispe *et al.*, 2002; Ríos *et al.*, 2002; Fernández Osco, 2004; Del Río, 2005; Nicolas *et al.*, 2005) ont montré, du point de vue de l'histoire et de l'anthropologie historique, ces transformations liées à la colonisation espagnole. De ces transformations, on peut dire que partant d'un modèle d'appropriation adapté à la nécessité du contrôle de l'hétérogénéité et de la diversité culturelle, modèle de type communautaire unique mais complexe, les espagnols ont imposé un modèle d'appropriation lié à une nécessité politique et économique de contrôle territorial qui a reconfiguré le modèle de territoire dominant, sans toutefois éliminé le modèle sous-jacent, puisqu'il en reste aujourd'hui plus que des traces.



Carte 7: La Bolivie et son patchwork territorial
Le territoire modèle l'espace ; mais l'espace peut comporter plus d'un territoire.

Aujourd'hui, le modèle dominant d'appropriation est un modèle basé sur des limites diverses, dont on peut voir, sur la carte 7, la complexité. Sur cette carte nous avons apposé les limites administratives, d'intérêt économique, social et environnemental les plus courantes ; il y en a évidemment beaucoup d'autres (militaire, diocèse, éducation, groupements de producteurs, etc.) qui ne s'emboîtent pas forcément dans le dispositif politico administratif général.

Chaque limite correspond à des groupes d'acteurs ayant des stratégies différentes, comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant, du point de vue de la conception, de l'appropriation et du mode de gestion du territoire. Pourtant, ils sont tous sur le même espace et contribuent tous à modeler cet espace, à en construire les lieux et les interactions. C'est d'ailleurs le problème. On peut facilement montrer (voir chapitre sur la gouvernance et l'aménagement du territoire) que c'est aux endroits où il existe le plus de superposition de territoire que les conflits sont les plus nombreux et les plus aigus.

Dans ce sens, la fonction d'appropriation est fondamentale dans cette conceptualisation du territoire. Nous sommes ici au centre de la problématique et de mes hypothèses : **chaque acteur, individuel ou collectif, peut avoir sa propre forme d'appropriation territoriale tout en contribuant à la dynamique d'un même espace.**

On peut alors aborder la question des mécanismes de la construction de cette appropriation, au travers d'un double processus : la création d'une identité, c'est-à-dire la lecture que nous faisons de ce territoire, et la reconnaissance, c'est-à-dire la lecture que la société fait de nous dans ce territoire. La définition de la territorialité, selon M. Roux, 2002, fait intervenir des paradigmes, pensée mythique, esprit capitaliste, croyances de la modernité⁴⁰, mémoire géométrique, etc. qui sont autant de lectures, dans un sens comme dans l'autre. La territorialité est, pour le sociologue, le résultat d'une expérience complexe, faite de beaucoup de subjectivité et de lectures multiples de l'organisation sociale, des structures de filiation, ou du vécu (Prada, 1996). Nous verrons (chapitre 8) que la véritable territorialité provient d'une mise en cohérence de ces lectures.

Dans un Etat régit par le droit, il est certain que l'imbrication de territoires tel que montrée sur la carte 7 pose le problème de 'l'usage' et de la 'possession' dans un monde post-moderne. Si plusieurs territoires sont présents sur un même espace, comment se fait l'appropriation des lieux par les groupes sociaux ? Qui a légitimité pour la transformation de cet espace ? La question du droit s'impose alors comme la forme de 'partage' de l'espace entre les territoires, notion qui n'existait pas dans les formes simples d'organisation territoriales (les Ayllus dans notre cas), mais qui deviennent défis dans des systèmes complexes. Le droit impose des hiérarchies qui, même en présence de mécanismes de subsidiarité, donne au territoire hiérarchiquement le plus élevé (l'Etat) le pouvoir sur des territoires de niveau inférieur même si ces derniers ont une meilleure légitimité. On pourrait prendre l'exemple des territoires indigènes qui ont une forte identité, une forte légitimité, disposant d'un droit spécifique qui les protège⁴¹, mais qui sont souvent bafoués de plein pied par des Etats immuns. Nous le voyons, l'évolution des formes d'appropriation pose un débat sur la question de la légitimité de cette appropriation territoriale dans le cadre d'un Etat républicain, débat que nous reprendrons dans le chapitre sur la gouvernance. Il pose le problème aussi de la légitimité des formes de représentation autour du représentatif (parlementaire par exemple) et du constitutif (autorité originaire par exemple) dans la conformation d'une légitimité territoriale.

⁴⁰ Il y a beaucoup de nuances entre le poétique et la modernité, et de multiples formes de pensée et d'organisation, comme le communautarisme, la réciprocité, l'utopie, etc. qui ne sont d'ailleurs pas forcément incompatibles entre elles.

⁴¹ Les territoires indigènes sont en Bolivie protégés par la déclaration des droits indigènes des Nations Unies, par un article de la constitution, et par des titres collectifs de propriétés conformant des TCO (Terres Communautaires d'Origine)

Produire et échanger : la fonction de réciprocité

La fonction de production est essentielle dans la construction des territoires car le mode de production et le mode d'échange conditionnent la viabilité de l'homme dans l'espace. Inversement, « *tout système est dirigé par le mode de production dominant dans ses manifestations à l'échelle de l'espace de référence. Ceci nous situe devant le problème historique.* » (Santos, 1986, p. 10), problème au centre des préoccupations des géographes marxistes (Harvey, 1984; 2010). « *Le mode de production, la formation sociale et l'espace sont trois catégories interdépendantes. Tous les processus qui, ensemble, forment le mode de production (production même, circulation, distribution, consommation) sont historiques et spatialement déterminés dans un mouvement d'ensemble, et ceci au travers d'une formation sociale* » (Santos, 1996a, p. 22). Le mode de production se construit sur une base territoriale historique par le biais de la localisation des activités, du rapport de domination et de la relation externe (formation économique) et intérieure (formation sociale). La relation externe / interne conditionne en particulier la division spatiale du travail, et les formes d'introduction de la technologie dans la modification des lieux de production. Les marxistes conditionnent l'ensemble des fonctions territoriales à cette relation interne / externe, c'est-à-dire que la nature des relations territoriales et leurs actions sur l'espace est dépendante de la formation sociale et économique, c'est-à-dire de la hiérarchie des modes de production.



Photo 17: Structure agraire et mode de production

A la même échelle : les parcelles sur le bord du lac Titicaca (près de Guaqui, environ 50x50m chaque parcelle) et dans le département du Pando (vers Porvenir, environ 1x1km chaque parcelle).

L'exemple de la photo 17 illustre deux situations très contrastées, l'une dans la partie amazonienne du Nord de la Bolivie, l'autre sur l'altiplano. Les structures agraires, et les modes d'usage du sol que l'on peut observer sur ces images ne sont pas directement liés à la nature du support physique (tout deux plats, dans des milieux contraignants), ni à la conformation des lieux (habitat dispersé, faible densité) mais aux modes de production :

- Dispersion de petites parcelles contre propriété agglutinée sur une même parcelle ;
- Héritages anciens divisant la parcelle contre récente installation ;
- Agriculture communautaire contre propriété privée ;
- Marché local ou urbain de proximité contre marché national ou d'exportation.

L'action historique de la société sur l'espace conforme des territoires qui peuvent avoir des fonctions très différentes de production. Ces actions modèlent l'espace. La vision de cet espace (le paysage) prend alors les formes caractéristiques que l'on nomme *minifundio* (petite propriété)

et *latifundio* (grande propriété), qui elles mêmes deviennent synonymes des modes de production.

Cette situation est assez simple car elle n'engage qu'un type de production particulier. Par contre, il existe de multiples situations (autant urbaines que rurales) pour lesquelles plusieurs modes de production se superposent. Chaque groupe social détermine alors sa stratégie d'occupation de l'espace, son mode de production, et ses objectifs d'usages ; les stratégies peuvent se superposer de manière synergique (alliance de plusieurs secteurs comme la fabrication, le commerce et les transports par exemple) ; mais elles peuvent aussi être totalement antagonistes (conflits entre plusieurs secteurs en compétition comme l'agriculture traditionnelle, la colonisation et l'exploitation des hydrocarbures par exemple). Ces antagonismes sont hélas pain quotidien pour les populations indigènes des pays Andins, comme nous avons pu le constater récemment dans le cas du conflit du TIPNIS⁴² (voir chapitre 6). Dans tous les cas, c'est le résultat de l'interaction entre les modes de productions développés par les groupes sociaux qui organisera l'espace.

La fonction de production est aussi intimement liée aux **modalités d'échanges** de la production. Elle conforme des synergies ou des conflits, et déterminent des lieux particuliers pour cet échange ; lieux centraux structurant l'espace. La fonction de production et d'échange, en intervenant sur des identités territoriales spécifiques, par le moyen de réseaux ou de places centrales, fixent donc les rapports de dominance dans les relations sociales. On peut dire qu'un groupe social, s'il est capable de penser son territoire autour de ces deux éléments (réseau et place centrale) s'assure une certaine hégémonie sur l'organisation de l'espace, lui assurant ainsi une certaine pérennité. Il s'établit également des stratégies autour de ces éléments, qui peuvent être en synergie (les formes de collaboration entre entreprises et avec les institutions publiques dans les districts industriels par exemple), ou en antagonisme (Marchés locaux et pression des marchés globaux par exemple).



Photo 18: les marchés, confluence des réseaux et places centrales
A gauche, marché citadin à Tarabuco (près de Potosí), à droite, marché rural de concentration (Pojo, place régionale de vente de la pomme de terre).

Autour de l'appropriation communautaire, commune à toutes les Andes, s'est développé une forme d'économie particulière qui a fait l'objet d'une production scientifique prolifique : l'économie redistributive ou de réciprocité. Wachtel, 1974; Murra, 1975; Condarco & Murra, 1987; Temple, 2003a; b; c; Temple *et al.*, 2003, en ont été les principaux protagonistes. La réciprocité

⁴² Territoire Indigène et Parc National Isoboro Secure, situé au Nord du département de Cochabamba, Bolivie

n'est pas propre aux sociétés « archaïques », mais est présente encore aujourd'hui dans beaucoup de secteurs de la société : relations familiales, amicales, associatives, etc. à tel point que selon certains auteurs comme Courlet ou Pecqueur (Colletis *et al.*, 1990 cité par Pecqueur, 2004) « *la réciprocité est constitutive du processus de territorialisation* » (voir chapitre 8 sur le développement).

On doit sans doute à Alberti & Mayer, 1974, pour le Pérou et à Temple, 2003a; b; c, pour la Bolivie d'avoir si bien décrit et analysé les processus de la réciprocité dans les Andes ; mais c'est à Mauss et Simmel que l'on doit l'attribution d'un sens beaucoup plus universel à cette forme d'échange, en relation à l'espace et au temps (Papilloud, 2002; 2003; 2004). La réciprocité est basée sur le don, qui peut être univoque, alors que l'échange est basé sur l'intérêt réciproque. « *Nous définissons la réciprocité comme l'échange normé et continu de biens et services entre personnes se connaissant entre elles, pour lequel il doit exister un laps de temps entre une prestation et son retour ; le processus de négociation des parties, au lieu d'être un simple marchandage, est au contraire entouré d'un comportement cérémoniel. Les parties qui interagissent peuvent être aussi bien des individus que des institutions* » (Alberti & Mayer, 1974, p. 21). La réciprocité s'applique ainsi à toute forme de don et d'échange, aussi bien dans le domaine des biens matériels, que dans le travail, la filiation, le spirituel, la prise en charge de l'autorité, etc. Dans ce dernier cas par exemple, ce don de l'autorité circule au sein de la communauté et entre dans les calculs de filiations ; si le père n'a pu assurer cette fonction, c'est le fils qui en hérite, etc. « *Les différentes formes de circulation du travail et les produits de celui-ci (vente, don), forment un seul système fondé sur la parentèle et sur les expressions culturelles communes à tout le groupe ethnique. Dans l'échange, chaque partie croit être plus généreuse que l'autre et entre les contractants, la préoccupation est plus le degré de générosité que ce qui se transfère effectivement.* » (Albó *et al.*, 1990, p. 36). Les produits échangés, en dehors de leur utilité, avaient une forte charge symbolique, et permettaient une complémentarité écologique assez forte. La mythologie associée à l'échange est une forme effective d'adaptation écologique qui permet un équilibre entre la population et son environnement, et une reproduction sociale harmonieuse. Le troc chez les U'wa de Colombie, par exemple, se faisait en silence : les produits du bas (féminins comme le coton ou certains légumes) étaient laissés sur place ; le lendemain le clan du bas récupérait des produits du milieu ou des zones hautes (masculines comme le tissu ou la viande). L'échange, le rituel, les offrandes nécessitaient des lieux symboliques, rochers ou grottes, qui conformaient les centres du territoire.

La réciprocité, basée sur le don, est, comme le précise Marcel Mauss, « échange – volontaire – obligatoire ». De fait, il constitue un système culturel qui valorise à la fois la personne ou le groupe qui donne ou reçoit, mais aussi qui oblige le groupe à respecter les règles. C'est une forme de régulation des échanges extrêmement bien adapté à l'hétérogénéité andine, à sa variabilité, en instaurant des formes de régulation des biens et des relations sociales.

L'*Ayni*, que l'on pourrait traduire par « dette sociale, aide mutuelle ou travail de la communauté » (aussi bien en quechua qu'en aymara), constitue un devoir envers la communauté, lequel forge en grande partie le sentiment d'appartenance à la communauté, forme de territorialité sans frontière physique mais assurant une cohésion même dans des contextes pluriethniques. « *L'Ayni fait de l'homme un acteur, lui donne une structure, le maintien comme le fait le talus d'une rivière en maintenant l'eau dans le fleuve jusqu'à ce qu'il atteigne la mer. L'Ayni est le maintien et le soutien de la vie* » (Parole d'un paysan). Les formes d'échanges sont complexes (voir à ce sujet Alberti & Mayer, 1974; Mayer & de la Cadena, 1989; Mayer, 2002; Temple, 2003b; Temple *et al.*, 2003; Yampara & Temple, 2008), et ce qui nous intéresse ici c'est l'intervention de ces formes dans la construction d'un sentiment d'identité communautaire, et donc territorial, qui

permet une régulation du territoire. *L'Ayni* intervient aussi bien dans la conformation de l'autorité (la fonction de gouverner), la distribution des terres et la régulation du mode de production, les échanges autant matériels que spirituels, et les formes du vivre par les relations sociales et filiales qui maintiennent la cohésion de l'ensemble. Ces modalités continuent aujourd'hui de fonctionner dans nombre de communautés, même si l'introduction du marché en a profondément atténué l'importance ; elles sont reprises aujourd'hui dans de nouvelles théories politiques, comme le « *vivir bien* », inscrit dans la constitution bolivienne ('vivre bien', Farah & Vasapollo, 2001; Huanacuni Mamani, 2010; Albó, 2011; Farah & Vasapollo, 2011; Medina, 2011). Elles peuvent paraître 'utopiques', pour nous occidentaux, mais correspondent de fait à l'application par excellence des théories interactionnistes.

L'intérêt qui réside dans l'interactionnisme de Mauss et Simmel est de considérer cette fonction d'échange comme une dynamique, « *un va-et-vient de choses et d'hommes entre les individus, les groupes, les sociétés et les cultures* » (Papilloud, 2004). L'intérêt de Simmel est d'y avoir associé une dimension d'espace, « d'entre les lieux », « *une relation entre deux éléments, qui bien qu'unique, n'est pourtant qu'un mouvement se produisant de manière immanente en l'un et en l'autre, (et) entre eux, au sens de l'interposition dans l'espace* » (Simmel, 2010, cité par Papilloud, 2004, p.65). La réciprocité, donner – recevoir – rendre, est la traduction concrète de l'interaction sociale, qui permet à des groupes sociaux de se positionner entre eux. Dans la théorie de la superposition des territoires que je propose, la réciprocité entre territoires est fondamentale pour maintenir une cohésion dans l'espace⁴³. Le droit et le devoir dans une république pourrait en être un exemple, associés aux multiples formes de dualisme de l'interaction que propose Simmel (Vandenberghe, 2001, p. 32) : distinction – imitation, opposition – intégration, résistance – soumission, différenciation – expansion, distanciation – rapprochement, unification – séparation, etc.

La fonction d'échange a un champ beaucoup plus large que celui de la production ; elle s'applique évidemment aux déplacements à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire, sous toutes ses formes (comme nous le verrons dans le chapitre 4 en traitant de la mobilité), mais aussi aux échanges rituels ou familiaux qui marquent l'identité et les rapports aux autres, et ainsi au développement de toutes sortes de réseaux. La relation de proximité (géographique et surtout organisationnel) y prend tout son sens (voir chapitre 8). Finalement, en reprenant cette idée de la complexification des territoires, nous pouvons observer aujourd'hui un assemblage de plusieurs modèles d'échange, et l'introduction de la monétarisation des échanges, qui modifient profondément la structuration des territoires, en modifiant les réseaux et les relations de dominance.

Vivre, résider

Le **vivre** est sans doute, avec le produire, ce qui organise le plus l'espace, car ce sont des fonctions qui ont un impact physique important sur l'espace. J'ai noté, lors de mes voyages dans les Andes, que la forme du vivre, à partir de la structure de l'habitat et de la disposition des habitats, était extrêmement caractéristique de la stabilité des communautés traditionnelles. Paradoxalement, dans les Andes, la dispersion de l'habitat est un signe de cohésion sociale et de

⁴³ La réciprocité entre territoires d'un même espace est ce qui distingue l'homme de l'animal, à moins de considérer, comme le font certains sociologues ou anthropologues que la réciprocité est une rémanence du sacrifice, et, par assimilation, de la chaîne trophique des animaux.

sentiment de sécurité, alors que la concentration est plutôt le refuge de l'incertitude. La mutation observée dans les Andes depuis une cinquantaine d'années, de la dispersion vers la concentration, est le reflet des migrations (souvent urbaines) et de l'imposition des règles de la république (la place, l'église, le temple). Le vivre est aussi signe de la hiérarchie des pouvoirs, et de l'importance des rites et pratiques sociales dans la vie communautaire. Nous avons vu (chapitre 2) l'importance de la structuration du village, de l'orientation de ses habitations dans la cosmovision aymara. L'homme a toujours été lié à ces formes d'organisation : la croix, le cercle, le carré, etc. des orientations précises comme La Mecque, le Nord, le feng shui dans la pensée chinoise, et bien d'autres sans doute que je ne connais pas. L'appropriation et le vivre, simultanément, organisent l'espace selon des formes duales qui correspondent à une symbolique bien définie dans la cosmovision de la société.

La première dualité correspond au dedans et dehors, à l'inscription de la vie dans l'habitat ; forme universelle de détachement individuel et familial. Pour Bachelard, 1957, « *il semble que la maison devienne la topographie de notre être intime* », faisant l'interface entre les sollicitations de l'extérieur et les impulsions de l'intérieur, entre le public et le privé. Selon lui, la maison est l'espace dual par excellence.

La seconde dualité correspond au rapport avec le 'dehors' : dispersé – concentré, éloigné – rapproché, urbain et rural, etc. Le rapport au lieu définit la manière de vivre et de résider. Chez les nomades, le territoire commence par la tente, espace de la famille, organisé selon des symboles spatiaux (Bernus, 1995a). Mais l'habiter, c'est aussi l'espace du campement, c'est-à-dire la communauté ; tentes et campement constituent le territoire dans le mouvement. Dans les Andes, les habitats ne sont pas souvent contigus, mais respectent une certaine distance entre elles. Tout d'abord parce que la terre est rare, et juxtaposer la maison du fils ou du gendre pourrait signifier une perte de ressources ; mais surtout parce que chacun veut imposer son territoire. Même si la maison est construite en commun, entre familiers et *comunarios*, la distance est respectée. La terre est communautaire (selon le droit consuetudinaire), mais l'habitat est territoire familial. Cette forme d'habitat est différente de celle des terres basses, où l'on a plutôt tendance à resserrer les liens familiaux en vivant toutes et tous sous le même toit. Des systèmes aussi très différents entre dedans et dehors, espace public - espace privé, espaces fermés - ouverts, etc. qui dénotent d'une manière de concevoir les interactions humaines.

La troisième dualité se situe au niveau de la stabilité – mobilité des habitats. On pourrait croire que cette dualité n'est réservée qu'aux nomades, mais elle courante dans les sociétés exposées aux contraintes. Dans les Andes, elle s'exprime sous deux formes. La première est relative à la qualité de l'habitat, qui importe peu puisqu'à chaque moment il est possible de reconstruire, ici ou ailleurs, cet habitat. La seconde est relative à la pluri-résidence ; il n'est pas rare d'avoir une maison dans la communauté, mais aussi une autre proche du marché régional, à la montagne ou à la ville, voire là où vont les enfants à l'école. L'habitat est très souvent conçu selon la cosmovision andine : une centralité liée à la communauté, et une dispersion liée à l'hétérogénéité. L'habitat devient la marque des territoires sans frontières.

Il y a en général peu d'étude sur l'habiter dans les Andes, alors que cette fonction du vivre est importante pour la définition du territoire. Notre hypothèse, au regard de ces dualités, est que la force des interrelations qui construisent le territoire ne nécessite pas la proximité spatiale, sinon la proximité sociale. La population peut donc être dispersée, dans le village ou même dans toutes les Andes, car elle sait que le lien social existe et n'est pas menacé par une autre construction territoriale superposée. Elle pourrait l'être par une division, ce qui n'est pas un problème dans une société qui gère une mosaïque. C'est une propriété intéressante qu'il faudrait analyser dans des

cas d'ontologies sociales particulières (au sens de Descola). Par contre, l'agrégation devient indispensable lorsqu'il y a une perception de faiblesse du groupe vis-à-vis des autres territoires possibles, y compris des territoires animaux. Il est important d'être grégaire lorsque nous savons que nos territoires doivent coexister, souvent dans l'opposition, la menace ou le conflit. C'est ainsi que lorsqu'apparaît l'autorité républicaine, symbolisée par la mairie, il est nécessaire de s'y agrouper, et d'en respecter les symboles, en construisant une place et un monument. Les repères de l'habiter se modifient ainsi profondément avec la complexification des territoires.

La rosace des fonctions territoriales

La combinaison de ces fonctions pourraient se représenter sur un graphique en rosace, très utilisé dans les systèmes d'évaluation de situation (Agenda 21, systèmes économiques, relations humaines, etc.). Encore faudrait-il y trouver un système de notation ; mais nous n'y attacherons ici pas de valeur quantitative, sinon de démonstration de la signification des territoires.

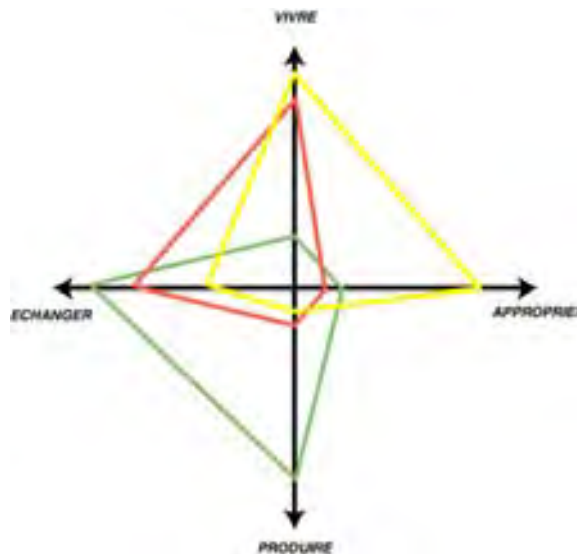


Figure 13: Le graphe des fonctions territoriales

Si les 4 fonctions sont au même niveau (carré), nous avons alors un territoire « équilibré » capable de relations pondérées entre les diverses fonctions. Il est aussi possible d'obtenir des combinaisons à 3 (4 triangles possibles) :

- Echanger – Vivre – Approprier : Le monde tertiaire de la ville ;
- Vivre – Approprier – Produire : Le territoire de l'agriculture traditionnelle de subsistance ;
- Approprier – Produire – Echanger : Le territoire de l'agriculture d'exportation ;
- Produire – Echanger – Vivre : Le monde du nomadisme.

D'autres schémas sont possibles comme ceux montrés sur la figure 13 : en vert un territoire « opportuniste », en rouge le territoire du petit commerce ; en jaune, le territoire religieux, etc. Ceci ne sont évidemment que des exemples, dont il faudrait formaliser la méthode, en y multipliant les analyses et les exemples.

Les Acteurs

*« Dans le vocabulaire syndicaliste,
On ne passe à l'action
Qu'en cessant toute activité »
Philippe Bouvard*

Dans une perspective géographique, l'acteur se situe à la fois dans une structure sociale, mais aussi en référence à une structure spatiale, définissant ainsi une double réalité : subjective influencées par des comportements, des fondements culturels, des croyances, et objective conditionnée par l'action et la connaissance⁴⁴ (Berger & Luckmann, 1986). La construction d'une « réalité territoriale » suppose qu'il existe un modèle, construit de manière collective, dans lequel se répète des actions, lesquelles par habitude deviennent les référents du modèle qui permettent leur reproduction avec un minimum d'effort. L'habitude conduit à la reconnaissance territoriale avec un minimum de décision, avec souvent un transfert de la décision vers des formes d'institutions, qui peuvent contenir certains mécanismes de contrôle social. Dans ce processus identitaire, il y a donc, pour construire un territoire, la nécessité de construire une gouvernance, dont la qualité s'appréciera par les actions menées de manière individuelle et collective, par l'innovation ou le contrôle social. La reproduction sociale suppose des mécanismes de transfert des paramètres de la réalité territoriale d'une génération vers l'autre (que nous pourrions appeler « tradition », « culture » ou « patrimoine »), ou d'un groupe social vers l'autre (que nous pourrions appeler « adhésion »), ou même d'un territoire vers l'autre (« expansion »). Ces mécanismes sont de l'ordre des signes, du langage, et aussi de l'action : la hiérarchie, la représentation, l'apprentissage. On trouve peu de société qui échappe à ce mode de fonctionnement.

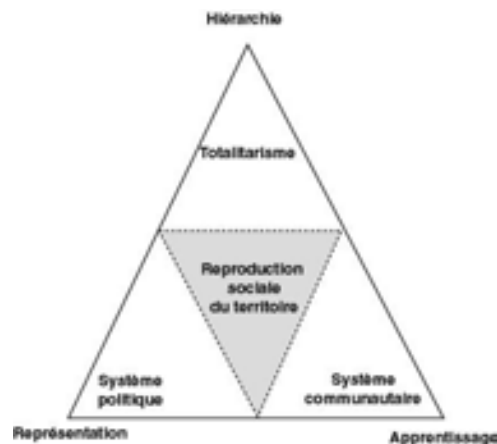


Figure 14: Les paramètres de la reproduction sociale du territoire
(Schéma élaboré sur une interprétation de Bourdieu, 2001)

De la discussion sur les fonctions territoriales, on peut conclure que l'acteur, ou l'agent, n'est pas l'objet principal de la définition du territoire, sinon les stratégies ou actions des divers individus ou groupements sociaux qui s'appliquent sur ce territoire. De ce point de vue, je

⁴⁴ Ceci est le cycle interminable du constructivisme ou du relativisme, selon certains auteurs, puisque la théorie se situe dans un contexte culturel donnée et considère que les éléments de la théorie dépendent de ce contexte.

m'écarterai de la pensée de la géographie culturelle en considérant que les stratégies des acteurs sont une image dynamique des fonctions territoriales, incluant des systèmes de pouvoir, de conflit, d'action, de coopération, etc., alors que la culture suppose une adhésion préalable à un modèle et ne constitue qu'une image statique des fonctions territoriales, empruntent de traditions, rites, ou pratiques. Je considère que la dynamique culturelle est aussi une stratégie d'acteurs, c'est-à-dire un ensemble d'interactions sociales, qui peuvent rester stables (on parle alors de cultures ancestrales ou enracinées) ou au contraire très fugaces (cultures virtuelles, réseaux sociaux), ou même situées en dehors de la sphère rituelle (syndicalisme, identité de terroir, institutionnalisme).

L'action, selon Moles, Simmel, Morgenstein ou Giddens, diffère de l'acte lui-même car elle provoque une altération, une modification du milieu dans laquelle elle s'exécute, voire d'une modification de l'acteur lui-même. L'action est liée à des pratiques, parfois des normes, ce qui montre l'existence d'actions individuelles, d'inscription de ces actions dans le collectif, et d'une action proprement collective. Qui dit collectif dit hiérarchie, laquelle impose à l'action des niveaux de décisions différents. L'inter-action de l'homme sur l'espace est donc multiple et dialectique et ne peut être résumée à des facteurs d'une réalité subjective. On se référera à ces auteurs pour un exposé complet du concept d'action.

Mais qu'est ce que l'acteur ?

Beaucoup de catégorisations existent. Dans une perspective structuraliste, les acteurs sont inscrits dans des classes, dont le contenu doit avoir une certaine homogénéité, mais qui échappent à tout processus relationnel. Brunet, 2001, distingue ainsi l'individu et la famille, les communautés fondamentales, l'entreprise, l'Etat dans ses appareils, les pouvoirs locaux, le supranational, tous interagissant dans un système, parfois coopérants, parfois concurrents entre eux. Cette nomenclature est utile pour la description et *l'analyse d'acteurs* présents sur un territoire. Par contre elle a besoin d'une autre analyse, en aval des hiérarchies et relations entre les acteurs de manière à comprendre quelle est la place de chacun dans la construction de son propre territoire et dans la construction de « l'intelligence des lieux » qui conforme l'espace. L'individu peut être entrepreneur, ou même politique, ou les trois à la fois, et contribuer de manière distincte à la structuration de l'espace suivant qu'il est acteur de la vie sociale, politique ou économique. Beaucoup d'antagonismes se créent autour de ces réseaux multiples. Par ailleurs, il n'existe pas de relation directe entre une classe d'acteurs et un territoire - tous les ouvriers ne sont pas dans le même territoire -, tout comme il est difficile de faire des relations entre classes dans la configuration d'un même territoire - Le territoire n'est pas forcément la combinaison d'une famille, d'un Etat et d'un entrepreneur.

Cette première classification peut être combinée à celle de Di Méo & Buléon, 2005 : endogène, exogène et transitionnel. Mais à la différence de ce qu'énoncent ces auteurs, aussi bien l'endogène que l'exogène peut avoir une construction identitaire forte. C'est le cas des migrants et surtout des diasporas qui construisent leur identité sur un espace où ils ne vivent pas, mais pour lequel ils ont des référents forts. Cette distinction est donc pertinente mais il est difficile de lui attacher un jugement de valeur comme le font ces auteurs. De multiples acteurs endogènes ne participent à aucune construction territoriale alors que de nombreux « exogènes » peuvent y être associés. La « convoitise » peut venir du dedans et parfois peu du dehors ; les colonisateurs en sont un bon exemple surtout dans les Andes où l'opportunisme autour des ressources naturelles est monnaie courante. Comme nous l'avons montré, dans les Andes beaucoup de territoires sont fragmentés, dispersés dans des écosystèmes différents ; le sentiment d'appropriation territorial est très fort chez des acteurs pourtant exogènes pour la plupart. Cette distinction exogène - endogène est intéressante à travailler dans les Andes. Elle correspond, par exemple, à la

distinction « résidents » et « non-résidents », distinction qui dérive de la migration de l'occident (Terres hautes) vers l'orient (Terres basses). Beaucoup d'acteurs ont quitté leur terre, comme c'est le cas dans le Sud de l'altiplano, pour s'installer dans les Terres basses, les zones de colonisation. Mais l'appropriation territoriale reste physique car les exogènes disposent toujours de leurs terres d'origine. L'expansion récente de la Quinoa dans la région du Sud bolivien, la plus inhospitalière du continent, montre bien ces rapports de force entre les deux types d'acteurs⁴⁵ qui opposent : d'une part une logique de tradition territoriale autour d'une culture ancestrale (la Quinoa) pour laquelle les « endogènes » rechignent à entrer dans une logique purement commerciale⁴⁶ ; et d'autre part une logique d'exploitation rentière chez les exogènes, les non-résidents, qui trouvent là une opportunité pour se maintenir dans la communauté tout en vivant dans des lieux plus hospitaliers.

Ces dichotomies sont courantes dans les Andes. On trouve aussi l'effet inverse en particulier chez les migrants transnationaux pour lesquels parfois la référence territoriale d'origine est plus importante que pour les populations locales même. Les endogènes se situent alors parfois au rang de profit de situations de migration, par l'apport que font les exogènes au développement de la communauté. De la Torre, 2006, a bien réussi à montrer l'importance de ces relations exogènes – endogènes dans la construction d'une migration transnationales qui non seulement ne détruit pas le territoire mais le reconstruit (voir le chapitre « *El valle que espera a sus héroes* », p. 175⁴⁷). Les nombreuses manifestations relationnelles que nous verrons dans le chapitre sur la migration nous laissent penser que cette relation entre acteurs exogènes – endogènes est un champ de recherche pertinent à la fois dans la compréhension des mécanismes de formation du territoire comme de la spécificité du monde andin postmoderne.

La catégorie des transitionnels est également intéressante car elle s'applique à plusieurs cas de repositionnement territorial : le cas des migrants vers l'urbain, et des colonisateurs des Terres basses. Il s'agit dans les deux cas de changement de modèle culturel qui impose un renouvellement des repères en relation au territoire. Souvent les transitionnels génèrent des conflits avec les populations autochtones (urbains déjà inscrit dans la modernité ou paysans indigènes) qui relèvent spécifiquement de différences de conception spatiale.

D'autres catégories peuvent être construites, en relation à la manière d'utiliser l'espace (les classes sociales ou socio-spatiales de Alain Reynaud ou de Di Méo par exemple), de le concevoir (implication dans le religieux), ou de le vivre (mouvements associatifs), etc.

Finalement, on tirera une bonne analyse et un bon enseignement de l'ouvrage de Gumuchian *et al.*, 2003, qui nous montre entre autre que ce n'est pas l'acteur qui importe réellement mais l'action qu'il engage, et surtout les stratégies qu'il met en œuvre, sous toutes ses formes, que ce soit l'action directe, le discours, ou l'intervention politique. On retrouvera cette même conception dans la géographie économique comme le synthétise bien Crevoisier, 2010 : « *le concept fondamental n'est pas l'acteur, mais bien la relation, que l'on appelle cette dernière institution, proximité, convention ou ... territoire* » ; ou par Baudrillard : « *Il ne suffit donc pas de définir les objets (lieux) en système ; il faut encore définir le système de pratiques qui s'exerce sur lui* » (Baudrillard, 1970 cité par Retailé, 2005).

⁴⁵ Voir à ce sujet les résultats du programme de recherche EQUICO, sur l'analyse intégrale du système agricole de la Quinoa en Bolivie : <http://www.ird.fr/equico/>

⁴⁶ qui aurait pour conséquence l'abandon de l'équilibre du système territorial (par la diversification productive et l'élevage du Lama en particulier)

⁴⁷ « La vallée qui attend ses héros » en référence aux migrants des vallées de Cochabamba vers Arlington, Virginie, USA.

En passant par les pratiques et l'action, il est nécessaire aussi d'introduire une notion d'historicité dans la définition des acteurs car dans la plupart de ces catégorisations, l'acteur est atemporel ; il n'existe que parce qu'il agit. Mais son impact territorial peut persister dans le cours de l'histoire (courte ou longue), ou imposer une dynamique future. Dans les Andes, la classification des acteurs se combine avec la donnée générationnelle, un peu à la manière d'Alfred Schütz, 2009, qui propose une structuration du monde social en 4 catégories : les prédécesseurs (les ancêtres) ; les successeurs (les descendants) ; les compagnons (*compañeros* de la même communauté) que l'on pourrait classer dans les endogènes ; et les contemporains (étranger à la communauté ou à *l'ayllu* / le *Wasa*) classé d'exogènes. La plupart des études en géographie ne prennent pas en compte ces catégories qui pourtant pourraient nous expliquer le processus de formation du territoire, et ses possibilités de développement durable. Prendre en compte par exemple la croissance démographique, et les caractéristiques des populations qui seront actives dans 20 ou 50 ans, serait déjà un pas important pour situer les acteurs du futur.

Cette relation permet de marquer l'interdépendance entre le territoire et le social. Les acteurs n'agissent pas de manière individuelle ni isolée, mais interagissent avec l'espace et entre eux dans un co-système dépendant (« *l'espace c'est l'ordre des coexistants* » selon Simmel, 1999). Notre propos, en tant que géographe, est de comprendre la logique de cette action dans l'espace, de sa spécificité dans le champ du spatial, ainsi que dans le champ du social. **Cette logique fait référence à trois questions importantes : celle de l'échelle de l'action, celle de la hiérarchie des acteurs, au travers des jeux de pouvoir, et celle des temporalités de ces logiques d'action.**

A la première question, je répondrai qu'il n'existe pas d'échelle de l'action, mais des niveaux d'extension de l'action. Peut-on considérer que le FMI, en donnant des crédits à un gouvernement soit un acteur territorial « supra-national » ? Pourtant ces crédits auront un impact certain sur la dynamique des territoires de ce pays, jusqu'au et surtout au niveau local. Peut-on considérer qu'un gouverneur de département, en faisant un plan d'aménagement du territoire agit à une autre échelle que le maire qui fait lui aussi un plan d'aménagement du territoire ? Finalement, avec des secteurs de compétences différents, ces deux acteurs agiront sur l'espace et sur la conformation du territoire, en construisant des routes, des écoles ou en facilitant certaines activités productives. Mais les actions auront une répercussion toujours sur l'espace en modifiant les lieux, et parfois sur les territoires en modifiant les relations entre acteurs et espace. Il n'y a donc pas d'échelle de l'action mais des hiérarchies de l'action, qui nécessite de savoir où se situe cette action dans « l'échelle » entre l'individu et le collectif.

L'individu est bien sûr aussi un acteur, il est même plus que « bien sûr », puisqu'il est la base de la compréhension du système, et son principe de construction. Tout comme le lieu dans l'espace, l'individu constitue « l'atome » de la société, dans le sens de Robert Elias, systémique, ou l'ensemble fait plus que la somme des parties, mais où les parties sont interdépendantes de l'ensemble. Cette conception nous distancie d'une vision purement politico-administrative du territoire, car elle suppose qu'un individu peut construire son propre territoire, dans la mesure où il est capable de le différencier de celui des autres, c'est-à-dire de le faire reconnaître. Mais la question n'est pas de savoir si l'individu est un objet géographique (Ceriani *et al.*, 2008) ; il est avant tout un objet social qui évolue dans l'espace. La question est de savoir comment l'individu interagit de manière spécifique sur l'espace, quelle est sa part dans la construction territoriale, et quelle est la propriété qui émerge lorsque l'individu entre dans une démarche collective. C'est un champ peu étudié du point de vue méthodologique et empirique, pourtant riche d'enseignement sur la manière dont se construisent des identités spatiales individuelles (voir Berque, 1996 ; Di

Méo, 2004 ou Gervais-Lambony, 2004). Un travail avec la psychologie sociale, la phénoménologie de la perception ou la sociologie permettrait sans doute d'avancer sur ce terrain. Beaucoup considèrent, comme nous l'avons déjà énoncé dans le chapitre 2, que la vie quotidienne constitue le lieu fondamental de l'interaction entre l'individu et la société (Elias, 1995; Lindón, 2000), au moyen de relations proxémiques. Être proche ou lointain de l'autre, dans le temps et dans l'espace constitue l'espace de la praxis, « *l'espace dans lequel se produit la dyade interaction / intersubjectivité, constitue un territoire dans lequel s'inscrit un langage naturel et pour lequel se produit l'élaboration une domination de ce langage.* » (Lindón & (Coord.), 2000). Ainsi le territoire n'est pas une catégorie abstraite comme l'espace, « *ni une définition de type comportementale comme celle que propose l'éthologie, mais d'un mode organisateur de l'expérience sensible donnée pour telle.* » (Bourdin, 1996; Lindón, 2000, p. 39, citant à Poche, 1992). La territorialité se définissant comme la relation qu'établit l'individu avec ce territoire. Il est important d'explorer cette piste, à partir des recherches sur la proximité en géographie économique par exemple (Voir Bouba-Olga *et al.*, 2008). Cet auteur présente, dans un numéro spécial, un intéressant panorama de l'intérêt des recherches sur la proximité organisationnelle et géographique, dont « *la question centrale [est] la coordination des individus,..., la coordination d'agents en situation d'incertitude radicale* » à la fois dans un contexte de fixation locale des activités, et de réseaux organisant les apprentissages locaux. Ce sont ces questions de proximité que nous aborderons de manière spécifique dans les chapitres sur la gouvernance et le développement.

Face à l'hétérogénéité des Andes, le contrôle du territoire ne peut s'effectuer au moyen de frontières, sinon au moyen du contrôle collectif de la culture et de la connaissance. Dans tous les schémas descriptifs des organisations sociales préhispaniques et même souvent jusqu'en 1952 (la réforme agraire), plusieurs ethnies ou communautés occupaient les mêmes espaces, et aussi des espaces dispersés dans plusieurs étages écologiques. Le territoire mono-ethnique, délimité par une frontière, est une pure vision du monde occidental. Dans les Andes, il existait de nombreuses interfaces construites entre groupes et communautés, comme le montrent les travaux de Saignes, 1981; Wachtel, 1981; Saignes, 1985; Barragan, 1994; Presta & (ed.), 1995; Rojas, 2001; De Las Mercedes Del Río, 2005, et de bien d'autres. Ces interfaces, écologiques comme culturelles, permettaient des relations entre groupes ethniques des vallées, piedmonts, altiplano et zone amazonienne, d'une manière très complexe, basée sur des produits, des relations symboliques, des rituels, du travail, etc. parfois sur des zones très étendues, certes non dépourvues de conflits, mais restant fondamentales pour la formation des territoires. Hocquenghem, 1993; 1998, dans sa merveilleuse œuvre archéologique, nous montre comment les routes du « *mullu* », coquillage des eaux chaudes du Pacifique, s'organisaient des Andes du Nord vers les Andes centrales, pour servir d'objet de rituel obligatoire à la reproduction des sociétés andines et des élites. Ces objets de transfert de patrimoine, de connaissance ou simplement de réciprocité sont nombreux dans la pratique de l'*ayni* (de l'échange rituel). La feuille de coca est aussi un bon exemple de ces objets que les communautés s'échangent, non seulement du point de vue commercial, mais surtout symbolique pour permettre une cohésion de l'espace occupé par de nombreux territoires. Aujourd'hui, la caisse de bière joue ce rôle dans les pratiques de mariages, de fête locale, ou même d'élection⁴⁸. La participation à un mariage peut nécessiter le don d'une dizaine de caisses, qui lui seront retournées en quadruple ou quintuple lors du mariage d'un des membres de sa

⁴⁸ Toutes les fêtes traditionnelles de l'Altiplano pratiquent l'*ayni*; la plus impressionnante étant la fête « *del Señor del Gran Poder* » de La Paz, forme de reconnaissance au Seigneur Tout Puissant, dans un mélange de rite aymara et catholiques. Le Président de la Fraternité *Señorial Illimani*, Juan Carlos Marín, raconte "qu'il existe un registre interne où le compagnon note son *ayni* en quantité de bières et aussi indique si la boisson est pour le couple de danseurs, ou pour l'organisation dans son ensemble, composée de 4 couples chargés d'organiser la festivité". Voir le site: <http://www.entradasfolkloricas.com/2011/06/gran-poder-el-ayni-se-traduce-entre-dos.html>

famille. La modernité s'est installée dans ces pratiques, mais n'en modifie pas fondamentalement le principe. Le téléphone portable, par exemple, qui devait déstructurer les communautés et renforcer l'individualisme chez les jeunes, a en fait favorisé l'organisation des réseaux autour d'anciennes centralités (Aronés *et al.*, 2011).



Photo 19: Ayni lors d'un mariage

Le don est une pratique ancestrale, qui a pris aujourd'hui les formes « de la modernité » comme l'attribution de caisses de bières dans les mariages. A gauche : mariage à Juliaca, Pérou, photo Paty Condori, RPP Nacional.

A droite, le partage de la coca lors de la fête du solstice à Tiahuanacu.

On retrouve des situations identiques dans toutes les Andes. Chez les U'wa de Colombie, par exemple, chaque clan est déterminé par son appartenance à un étage écologique et doit conduire ses rites et développer ses symboles en fonction des qualités intrinsèques de la zone où il se trouve. Il n'y a donc pas de hiérarchie entre clans, puisque tous sont complémentaires et cette union forme la cohérence et la cohésion de l'ethnie entière et de son territoire. (Osborn, 1995; Falchetti, 2007). Les échanges sont alors réglés par les calendriers agricoles et cérémoniaux. Chaque rite est célébré à une époque déterminée, à une altitude déterminée, dans un territoire déterminée, assurant ainsi la cohésion et l'universalité de l'ensemble du territoire, l'harmonie cosmique. Si ces échanges sont possibles, c'est que les relations qui se créent sont de l'ordre de la complémentarité et de la réciprocité, relation fondamentale pour l'équilibre dans et en dehors du système communautaire andin. Tous ces dons renforcent de fait les liens filiaux, et les relations entre membres de la communauté, et font partie du système d'identification territorial.

Il n'y a pas de « fonctionnement communautaire » « mais un comportement communautaire » (Morlon, 1992; Golte, 2001; Mayer, 2002), autour de pratiques et de relations qui fondent la cohésion sociale et territoriale comme le montre la figure 14. Le noyau reste l'unité domestique et ce sont les règles de comportement communautaire qui permettent une régulation du je et du nous. Il ne faut donc pas confondre dans cette organisation des acteurs andins le communautaire et le communisme. Ce système est basé sur l'équité, mais n'est pas forcément égalitaire car il dépend aussi en grande partie de la dotation initiale des familles (en terre par exemple), bien que des systèmes de compensation puissent exister. Rien n'empêche, dans le système communautaire régi par la réciprocité, de s'enrichir. C'est un des paradoxes du monde aymara

aujourd'hui : le maintien de certaines règles communautaires dans un contexte de création d'une bourgeoisie indigène. Un autre paradoxe, sans doute issu également de cette caractéristique, est le comportement (à première vue) individualiste des paysans andins, alors qu'un de leurs principes de base est la communauté. Le jeu communautaire est fondamental pour la survie de l'ensemble, mais le but ultime est le bien être de chacun ; un individualisme au service de la communauté, une communauté au service de chacun. «*Suma qamañatakija, sumanqañaw : pour vivre bien ou vivre en plénitude, il faut en premier être bien, être en harmonie avec soi même*⁴⁹ » (Huanacuni Mamani, 2010, p. 37). Aujourd'hui, ces équilibres sont fragilisés par l'importance que prennent les territoires d'Etat en relation aux territoires communautaires, en particulier dans le fait que le droit devient individuel et non plus collectif. Ce débat est central actuellement en Bolivie ; il s'agit de savoir comment concilier, dans un Etat multiculturel, le retour de la justice communautaire et du droit foncier communautaire, avec le respect des droits individuels et de l'indépendance de la justice que nécessite la république. La « superposition de couches de territoires » plus ou moins légitimes aux yeux des acteurs, est source de conflit et de replis identitaires, noyés dans un indigénisme souvent radical et peu orthodoxe.

Le schéma d'organisation des acteurs (Figure 16) montre l'utilisation de l'espace selon le principe de l'archipel écologique décrit par Murra, 1975 et bien d'autres auteurs. Chaque famille ou groupe social utilise une ou plusieurs parties de l'espace pour assurer une certaine diversité de la production. Cet espace est commun à toutes les communautés, et c'est un système d'autorité supérieur (l'ayllu) qui détermine la répartition des productions et des familles dans l'espace. On pourrait parler alors d'un espace « éclaté », « parsemé » (*salpicado* en espagnol) par une fonction de production qui ne conçoit pas la continuité. Par contre, comme le signale Martínez, 1989, il s'agit d'une fonction de production qui permet le contrôle des ressources au moyen d'une dispersion du risque, mais sans sentiment de fragmentation du territoire. Au contraire, la perception du territoire par les Lupaqas (dans cet exemple) « est celle d'un espace homogène, continue, co-extensif, avec une organisation socio politique » qui ne connaît pas la limite puisqu'il s'agit d'une unité dans l'Ayllu (Martínez, 1989, p. 158 et 159). Il faut rappeler ainsi une distinction bien mise en évidence par Prada, 1996 : entre l'espace occupé que les anthropologues ont appelé l'archipel andin, et la construction d'une territorialité, qui ne se résume pas à cette occupation de l'espace mais à la création d'une identité autour de cet espace. Le groupe d'acteur est donc capable d'agir sur un espace d'une manière dissociée, tout en concevant le territoire de manière contigüe. La cohésion entre les « îles » que représentent les unités familiales au sein de l'espace, est assurée par une fonction de gestion qui implique une territorialité autour de l'ayllu, représentée alors comme unique et contigüe (Mayer & de la Cadena, 1989; Mayer, 2002). Les sphères d'influence, présentées figure 3, sont pour la zone rurale de Potosi un mode de gestion de l'hétérogénéité qui se rapproche de ces formes ancestrales. Dans la définition de politiques d'aménagement territoriale, il est indispensable de comprendre ces schémas, totalement optimisés pour le contexte, afin de ne pas rompre de manière irréversible les équilibres.

⁴⁹ Traduction littérale : beau-bien, vivre, entre tous ; être en harmonie – tranquille, avec, soi-même

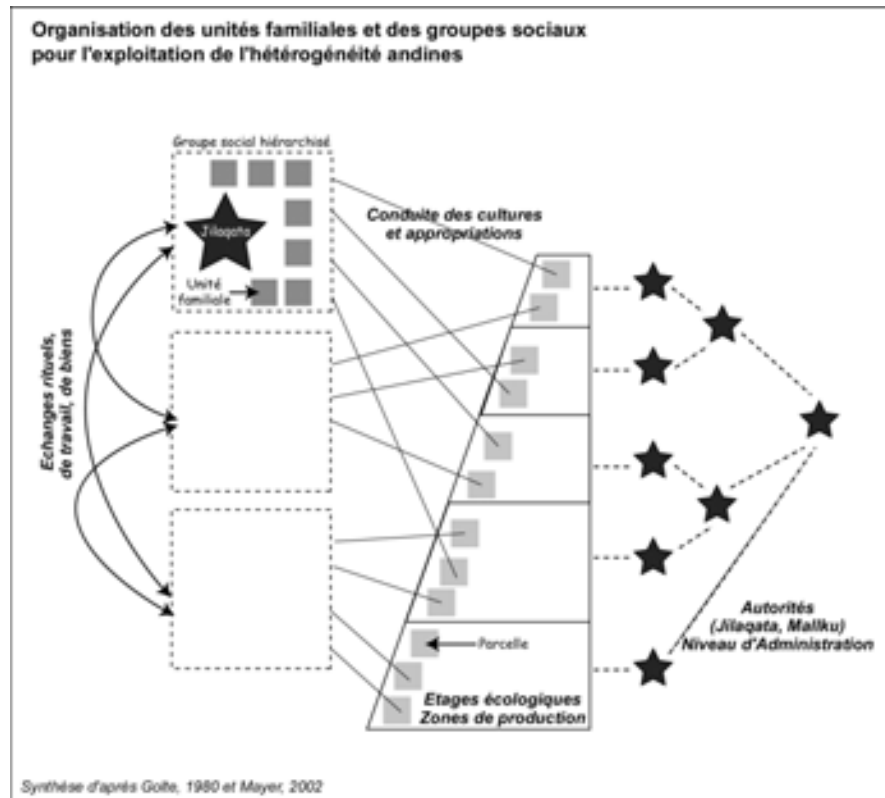


Figure 15: L'organisation pour l'usage de l'hétérogénéité, synthèse d'après Golte, 1980 et Mayer, 2002
 Chaque communauté est organisée autour du Jilaqata (autorité tournante) qui décide de l'attribution des terres, et parfois de l'eau d'irrigation. Ce sont les unités familiales qui s'approprient et conduisent les cultures ou l'élevage ; une unité pouvant disposer d'une ou plusieurs parcelles dans un ou plusieurs étages. Les groupes sociaux (communautés), souvent organisés en Ayllus, interagissent au moyen de l'échange, l'Ayni, qui peut être rituel, matériel, ou sous forme de travail communautaire ou réciproque. Les autorités elles mêmes se coordonnent pour l'attribution des ressources. On obtient un système où toutes les ressources disponibles peuvent être utilisées assurant un usage optimum de l'espace ; mais aussi diversifié pour chaque famille et chaque communauté permettant une certaine minimisation du risque; système organisé au moyen de pouvoirs tournants (hiérarchie verticale), et de l'ayni (hiérarchie horizontale). Ce système est à la fois souple et garantissant une cohésion de l'ensemble ; ajouter ou enlever un maillon ne modifiera pas la cohésion de l'ensemble. Par contre, c'est un système gourmand en main d'œuvre, fragile du point de vue de l'équilibre de sa composition sociale et démographique. Quittons les jeunes ou les femmes de ce schéma et le système s'écroule.

Ces structures sont stables, voire immuables, dans le temps ; mais les éléments qui les composent sont dotés d'une dynamique très forte : rotation rapide des formes d'autorité, rotation des cultures dans l'espace et dans les étages écologiques, système flexible d'ajustement des distributions, réseau dense d'échanges de toutes natures, etc. Les temporalités sont rythmées par le temps long (la nécessaire stabilité des structures), le temps générationnel (les rôles nécessaires dans le cycle de la vie), le temps pluriannuel (distribution des ressources, processus de l'ayni), le temps annuel (cycles rituels ou agricoles), le temps court (les événements de la vie). Chaque temps a sa dynamique propre dans la relation entre acteurs et des acteurs en relation au groupe, montre une forte diversité des réponses, mais participe à la cohésion de l'ensemble. Chaque action est marquée dans le temps ; elle peut créer l'évènement qui donnera une trace, une mémoire aux lieux et à la construction territoriale. C'est la force des Andes : cette apparente infinie sérénité, homogénéité et a-temporalité ; opposée à une turbulence du temps, des acteurs et des lieux.

Aux trois problèmes de départ, nous pourrions répondre que la manière dont la géographie prend en compte l'acteur doit être reconsidérée. L'acteur n'est pas dans une échelle spatiale, il est dans l'espace ; l'action, en géographie, se rapporte toujours au lieu, dans sa dimension symbolique, matérielle et relationnelle. Par ailleurs, toute organisation génère une hiérarchie entre les acteurs, tout comme les actions génèrent une hiérarchie entre les lieux. Cette hiérarchie n'est cependant pas toujours assimilable à une hiérarchie territoriale, dans le sens d'un emboîtement de compétence par exemple. La coordination des logiques, hiérarchiques, des acteurs est par conséquent souvent une garantie de la régulation des territoires, et de ce que nous appellerons dans ce cadre le développement. Enfin, les temporalités des actions sont multiples, ce qui conforte l'idée de séparation des concepts d'espace et de territoire. Les acteurs agissent, par le moyen des fonctions territoriales, selon des rythmes liés à leur stratégie ; chaque territoire a cette logique et cette temporalité propre. L'espace est le résultat de toutes ces interactions, somme des ondes temporelles, qui peut avoir une cohérence, des pulsations, ou sombrer dans le chaos !

J'insisterai, dans cet exercice qui implique des communautés culturellement très structurées, sur la nature de la relation entre les acteurs. Elle est de l'ordre de la relation sociale, c'est-à-dire des rapports de hiérarchie, d'économie, de relations de pouvoir et d'organisation sociale, et non de culture en général. La culture n'est pas un « encapsulage » des formes de relations sociales, mais ce sont bien les relations sociales qui forgent les actions, dont les symboles culturels font partie. Le « comportement communautaire » n'est pas résultat de la culture, mais construit cette culture, du fait de la construction de nombreuses « triades », au sens de Simmel : « comme unité de base des formes de l'interaction sociale. » (Degenne & Forsé, 2004, p. 139). Les relations sociales ne sont jamais bijectives mais 'multi-jectives' : relation entre le groupe social – l'autorité – l'espace. Le passage de la dualité à la triade est une rupture fondamentale dans la conception des relations sociales : quitter ou ajouter un élément ne modifie pas fondamentalement la structure générale de ces relations. On rejoint alors le schéma triangulaire de Di Méo & Buléon, 2005, qui propose que la construction des rapports sociaux de l'homme et des sociétés soit basée sur la triade Espace – Sujet – Société.

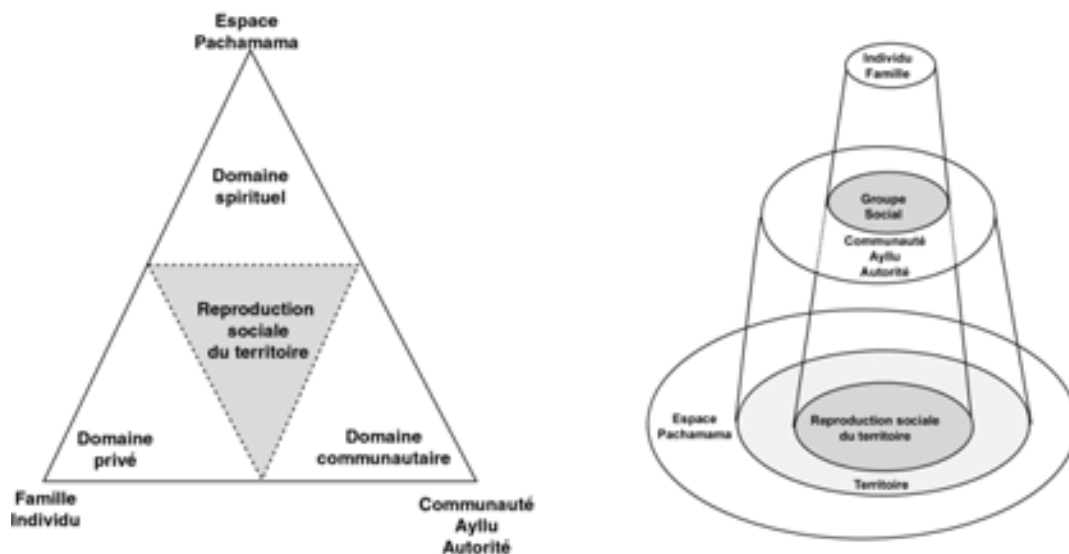


Figure 16: Espace, territoire et reproduction sociale
(Schéma élaboré sur une interprétation de Di Méo & Buléon, 2005)

Même si les catégories qu'utilisent ces auteurs sont discutables, le schéma correspond assez bien aux formes d'organisation que j'ai pu observer dans les Andes. L'individu (la famille) est subordonné à la relation avec la communauté (l'autorité) et l'espace (la Pachamama), mais sans qu'il y ait de distinction entre nature, espace vécu, espace de vie, etc. Il n'y a pas, comme dans le schéma de Di Méo et Buléon de champs d'espace mais des domaines, que nous aurions pu appeler champ, spécifiques et génériques ; le générique correspondant à la nécessité de la reproduction sociale du territoire. En effet, les distinctions entre espace vécu, pratiqué et social, s'appuie sur les mêmes acteurs. Chaque acteur intègre ces distinctions dans des interactions multiples avec l'espace ou avec la société. Il est difficile de dire, sauf dans une position fortement rationnelle et positiviste que l'espace de l'individu dans sa maison ou son abris se distingue de l'espace du groupe dans le quartier ou la ville ; que l'espace vécu ne l'est pas du point de vue social ; ou que l'espace cartésien soit à l'interface entre individu et groupe social. Ce triangle aurait d'ailleurs plus de sens sous forme de pyramide (schéma de droite de la figure 17), puisqu'il existe une hiérarchie entre sujet – société et espace. L'individu se projette (et s'intègre) sur la communauté, au travers de ses interactions avec les autres familles, et constitue ainsi un groupe social, au sens de la sociologie : élaborant « *pour se maintenir et se développer, des règles, des formes et des organes dont il n'a pas besoin auparavant* » (Simmel, 1999, p. 81). La projection de l'ensemble des groupes sociaux sur l'espace constitue le territoire, le groupe social étant le garant de la reproduction sociale de ce territoire. Il est évident que dans un schéma structuraliste de ce type, les appartenances multiples ne sont pas mises en évidence.

En conclusion : structure et dynamique des lieux, des espaces ou des territoires ?

*« Le monde a commencé sans l'homme
Et il s'achèvera sans lui »
Claude Lévi-Strauss, Tristes Tropiques*

L'espace est une construction sociale dans la mesure où il est le résultat de l'interaction des territoires de l'action, et donc de l'interaction entre acteurs. Dans ce sens, les deux ont une dimension dynamique, présentant des rythmes différents, produit de la capacité de l'espace à supporter plusieurs territoires (structure sociétale simple ou complexe), et de la capacité d'intégration ou de régulation de ces territoires (concertation ou conflit).

La structure et la dynamique des territoires sont avant tout celles de ses acteurs. La structure et la dynamique de l'espace sont celles des lieux, produits de l'interaction entre les territoires.

On peut représenter schématiquement cette dynamique du système d'acteur par la figure 18, résultat d'un travail effectué en 1998, et repris dans le cadre de nos plans d'aménagement en Bolivie. Ce schéma montre l'évolution de la complexité du système d'acteurs ; lesquels sont classés en trois sphères : productive, organisationnelle et institutionnelle ; trois sphères présentant, évidemment, beaucoup de chevauchements. En -A- est présenté le schéma tel qu'il a pu exister avant la colonisation espagnole : une structure simple, composée d'une cellule familiale étendue, qui joue le rôle à la fois de producteur, d'ouvrier (travaux réalisés dans le cadre de l'ayni) et propriétaire (temporaire en fonction de la durée d'attribution des terres). Cette cellule est intégrée dans une communauté et un ayllu, eux même faisant partie d'un suyu. Cette intégration peut être partielle dans la mesure où des membres de la famille peuvent partir travailler dans d'autres communautés, ou même participer aux travaux du suyu. En -B- se forme la république, remplaçant l'ancien suyu. Le cercle de la communauté se restreint, il peut être inclus dans le canton, pour tout ou partie. Les fonctions de producteurs se séparent, dans la plupart des cas, de ceux de propriétaires, du fait de la division de l'espace en haciendas. Nous assistons à une première fragmentation des territoires : communautaire, propriétaire, parfois familial, institutionnel, qui se superposent encore mal et génèrent de nombreux conflits locaux. En -C- ce sont les années 1990, et l'apparition de la commune, qui englobe complètement une ou plusieurs communautés. Les fonctions de production et d'appropriation se divisent nettement ; apparaissent des organismes externes qui vont tenter une régulation de cette fragmentation, mais sur la base des principes de la république, allant jusqu'à acheter des terres pour les distribuer aux paysans. Commence un processus de réduction notable de la sphère communautaire et d'expulsion de ses membres vers d'autres sphères, plus institutionnelles, comme la commune et particulièrement la commune urbaine. En -D- quelques crises sont passées par là, réduisant encore plus la sphère communautaire et obligeant certains membres de la famille à développer des activités dans des sphères externes, nationales et internationales.

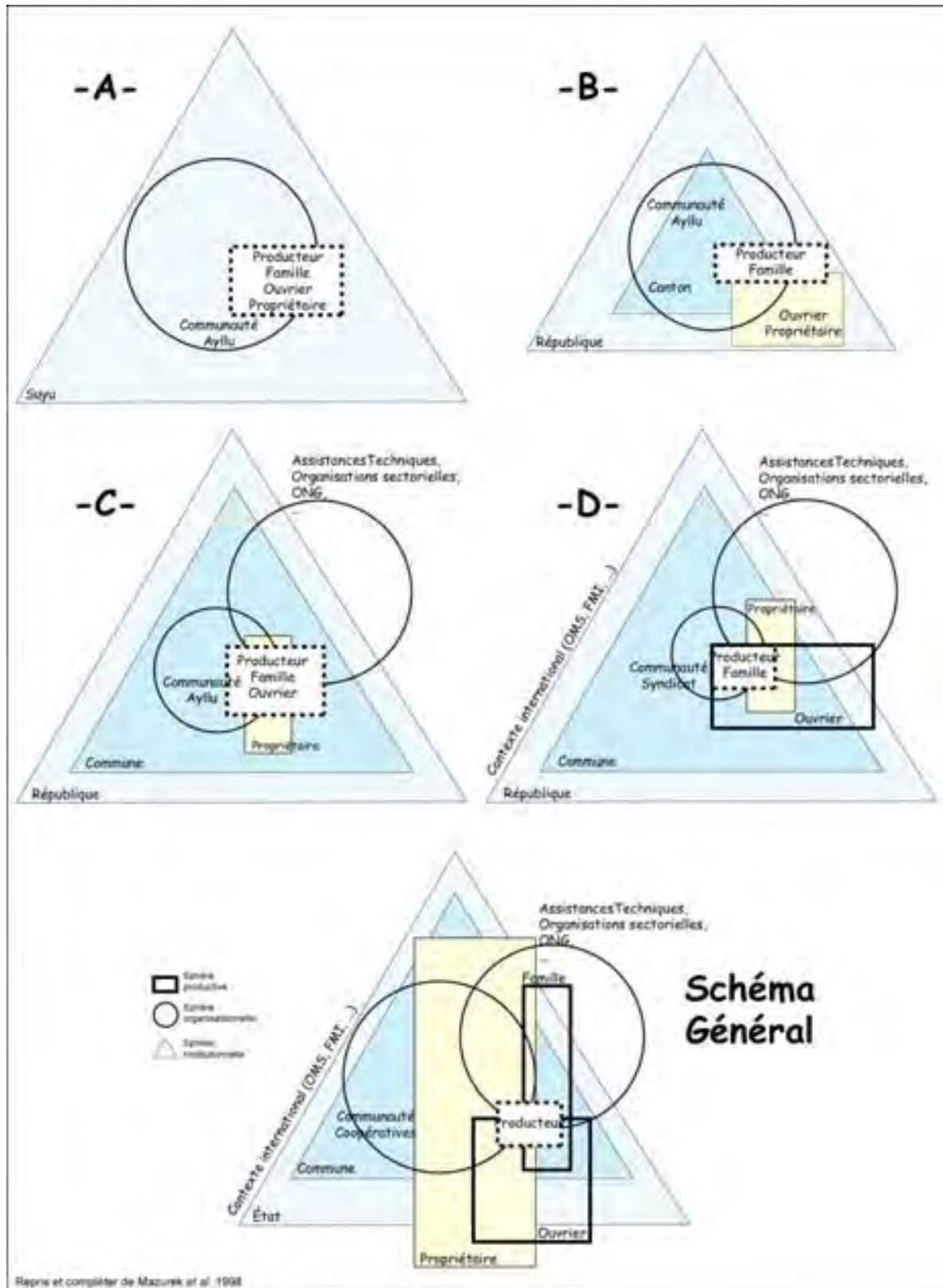


Figure 17 : Interaction entre acteurs et dynamique face à la complexification des territoires
Exemple du système rural andin (repris de Mazurek et al., 1998)

L'ultime schéma représente la situation actuelle, pour laquelle toutes les sphères sont disjointes. La communauté reprend de l'espace, et revendique des territoires ancestraux qui dépassent la commune républicaine. Les propriétaires peuvent être communautaires, privés, locaux, nationaux, voir internationaux ; de même la famille et l'ouvrier développent des activités bien au-delà du cercle communautaire. Le producteur, au centre de ce dispositif, doit affronter cette fragmentation et composer avec les stratégies de l'Etat, des collectivités territoriales, des propriétaires, des organismes internationaux, et du contexte économique national comme international. Lorsque la pression devient trop forte, les territoires se disjointent et la migration devient l'ultime recours.

La superposition des stratégies des acteurs crée l'interaction entre territoires et compose les lieux. Ce que l'on appelle réseau est en fait, pour une grande part, composé de ces interactions ; aussi bien par la capacité de communication entre acteurs d'un même territoire, de plusieurs territoires, dans le cadre d'une construction de proximité, ou d'une mobilité.



Figure 18: Le territoire dans l'espace (élaboration de l'auteur)

On peut concevoir le territoire comme une projection des acteurs sur l'espace, utilisant le support pour gérer les ressources, l'espace comme construction sociale, le paysage comme espace perçu (Figure 19). Le territoire institutionnel serait, dans un idéal communautaire, le point de croisement des conceptions des groupes sociaux. Plus les cylindres s'écartent, plus les territoires sont disjointes socialement ; plus ils se touchent, meilleure est la cohésion, la cohérence et le développement. Ce schéma, mal dessiné certes, correspond exactement à la cosmovision indigène, mais aussi à la théorie interactionniste, ou encore à ma propre conception de ce que devraient être les concepts en géographie.

Ce qu'exprime ce schéma, c'est que les territoires peuvent se disjointer, voire disparaître, l'espace non, il ne fera que modifier ses propriétés. Les territoires construits à la période Tiahuanaco (Xème – Xième siècle), ont disparus par l'action de la colonisation Inca ; la disparition de la civilisation et des formes d'organisation des acteurs et de structuration des territoires n'a fait

que modifier l'espace. Ce dernier a acquis de nouveaux lieux (les anciens sont devenus aujourd'hui lieux de mémoire ou de patrimoine⁵⁰) sur lequel se développent de nouvelles appropriations territoriales.

Colletis-Wahl *et al.*, 2008, proposent une intéressante synthèse à partir de la géographie économique. « *Les dynamiques territoriales peuvent être définies à travers l'interaction de deux concepts : la coordination et ses répercussions à l'échelle territoriale, les ressources construites sur un territoire. Des relations de bouclage apparaissent entre ces processus de construction de ressources et la coordination.* » (p. 153). Dans cette perspective, les ressources co-construites sont les biens et services, dans le sens économique ; j'y mettrais pour ma part les lieux, pour rester dans une perspective spatiale. Les interactions spatiales se font autour des lieux, non autour des ressources co-construites qui sont les lieux mêmes ou des produits de ces lieux (lieux de production par exemple). La déconstruction et la reconstruction des territoires est fonction des dynamiques de proximité et de coordination. De fait c'est une dynamique d'acteurs qui induit des effets dans l'espace. Ces dynamiques ne sont pas proprement économiques, elles sont systémiques et sont multiples. « *Il en résulte que les dynamiques territoriales sont multiformes, il n'existe pas de modèle unique de développement territorialisé.* »

On peut donc assurer, sans grand risque de se tromper, que l'espace continuera d'évoluer sans jamais disparaître, modifiant la valeur des lieux, et liant cette valeur à la mémoire des groupes sociaux. Les territoires, eux, sont soumis à des existences beaucoup plus éphémères, puisqu'ils sont liés à l'action des groupes sociaux.

Depuis combien de temps existe l'Etat républicain ? Pouvons-nous penser qu'il existera une toute autre structure dans un siècle ou deux ? La succession des groupes sociaux fait que les territoires ne sont pas immuables et construisent toujours de nouvelles configurations, même s'il existe des mécanismes de transmission, que l'on peut appeler patrimoine ou culture. Badie, 1995, dans un certain sens, a raison lorsqu'il parle de la relativité du territoire, mais il a tort lorsqu'il pense que le principe de territorialité est dépassé. Il n'y a donc pas de nostalgie à avoir sur la décomposition, la déstructuration ou le maintien des territoires, toutes les générations en ont vu des formes différentes. L'important est de se fixer sur la transition entre les formes de territoire que les groupes sociaux réinventent.

Les deux mots dé-territorialisation et re-territorialisation sont aujourd'hui relativement à la mode comme forme de démonstration du brusque changement que subissent les territoires dans le cadre de la mondialisation ou simplement du passage à la post-modernité. Dans beaucoup de cas, ces termes sont utilisés de manière équivoque voire contradictoire (voir par exemple Andreff, 2006) en particulier quant à l'importance de la mondialisation de l'économie. Les firmes se délocalisent, elles changent de position ce qui peut avoir des conséquences importantes sur l'espace et son organisation. Mais le fait qu'elles suppriment leur propre territoire, c'est-à-dire toutes les actions et relations qu'elles peuvent avoir avec cet espace, ne veut pas dire que cet espace se « dé-territorialise » ; il existe d'autres territoires (coopératifs, institutionnels, syndicaux, etc.) qui peuvent réagir et établir une régulation. En particulier le rôle des collectivités territoriales est là pour le montrer. Par ailleurs, considérer que les entreprises multi nationales sont a-territoriales est également sujet à débat. « *On peut sans doute parler dans ce cas de MN a-territoriales, la localisation de la banque-mère ou des filiales devenant quelconque du fait de l'existence de zones bancaires off shore, parfois situées dans des paradis fiscaux, et plus récemment*

⁵⁰ La mémoire et le patrimoine liés à Tiahuanaco est un concept récent qui a permis une réappropriation de certains rites et mythes qui forge la culture aymara.

du fait que le marché financier est désormais devenu totalement planétaire. » (Andreff, 2006). Cette citation montre pourtant que la localisation n'est pas quelconque et que l'entreprise se constitue un territoire bien caractéristique en particulier en ce qui concerne son domaine d'appropriation et d'échanges, générant des structures spatiales tout à fait singulières comme les paradis fiscaux et les zones franches (Brunet & Milelli, 1986). Il en est de même des places boursières, points de concentration privilégiée du capital, qui ne sont pas quelconques, mais liées à certains symboles urbains, Tokyo, Francfort, Paris, New York, etc. Alors on peut multiplier la terminologie, dé-re-trans-territoire, ce qu'il y a derrière n'est pas une nébuleuse du global, mais bien des acteurs agissant dans le local. La dynamique des territoires est alors (au sens de Braudel, 1974; Dollfus, 1997) une intensification des réseaux et des fonctions « *qui contribuent à la modification des masses* », une certaine « *permanence des lieux et un changement de sens* » (de Constantinople à Beijing, en passant par Tokyo ou New York), et une remise en question des formes de territorialité institutionnelle.

Autre chose est le sens que donnent Deleuze et Guattari (Antonoli, 2003) ou Michel Roux, 1999, à cette déterritorialisation. La dynamique des territoires est une dynamique d'acteurs et d'actions. Quitter un territoire, physiquement ou mentalement suppose de rompre les liens entre les acteurs qui conforment ce territoire, c'est « *perdre la mémoire territoriale* » (Prada, 1996). C'est la dé-territorialisation qui conduit obligatoirement à rechercher de nouveaux ancrages territoriaux ; c'est la re-territorialisation selon le principe qu'un individu ou un groupe social ne peut vivre sans territoire. Ces terminologies, ainsi que le rythme et la ritournelle, sont des artifices pour comprendre la forte dynamique des territoires, la capacité qu'ils ont d'être intervenus, affectés par des actions spécifiques, et la forte mouvance de leur contenu en termes d'interactions. Mais cette dé-territorialisation / re-territorialisation est un processus à court terme, qui ne peut se considérer dans des périodes historiques longues, car la signification des territoires n'est plus la même. Ce qui importe, sur les temporalités longues, c'est le principe de la multiplication et de la complexification des territoires.

En étudiant les sociétés andines, mais aussi nomades (Bernus, 1995a; b; Frerot, 1999, Retailé, 1989, 1998b, 2005, et voir les nombreux articles de la revue l'Ouest Saharien chez l'Harmattan, en particulier les numéros hors-série 9-1 et 9-2), et sans doute d'autres espaces, on s'aperçoit qu'au cours de l'histoire, et sans doute plus depuis la colonisation, les territoires se multiplient. L'intégration de la notion de nation ou de république à ces sociétés a surimposé plusieurs couches territoriales qui ont tendance à figer leur diversité et leur mobilité. C'est en particulier vrai dans des milieux sous forte contrainte, comme le Sahel où Gallais, 1977, montre bien le dilemme entre « *dégager simultanément des territoires pastoraux fonctionnels et des collectivités responsables, sociologiquement valables.* », forte leçon en ce qui concerne le changement climatique actuel, pour lequel l'entreprise « *la plus immédiate est de convaincre les technocrates qu'une entreprise moderne peut s'appuyer sur les données sociologiques de la tradition* » (Gallais, 1977, conclusions).

Dans les Andes, la superposition des institutions de la colonisation espagnole (*encomiendas y haciendas*), puis la domination politique et l'institution d'un système de contrôle territorial très segmenté (le canton) étaient destinées à rendre invisible le territoire indigène ; processus achevé par l'instauration du contrôle bonapartien par la commune et le département.

L'organisation territoriale des ayllus est simple mais dispose d'un niveau d'organisation, ou de gouvernance, extrêmement solide. Nous avons vu leurs principes, liés à la gestion de la diversité, et à la réduction du risque social et économique, décrit par de nombreux auteurs (Dobyns F., 1970; Mayer & de la Cadena, 1989; Sebill, 1989; Eresue et al., 1990; Dollfus, 1991; Peigne, 1994; Del Rio, 1995; Golte, 2001; Mayer, 2001; Yampara, 2001; Quispe et al., 2002; Ríos et al., 2002; Fernández Osco, 2004; Nicolas et al., 2005; Yampara & Temple, 2008; Earls, 2009). L'important est de

comprendre que les fonctions qui fondent la construction territoriale sont fortes, en petit nombre, et sont basés sur des formes d'organisation hiérarchique mais à faible niveau : on peut identifier deux à trois niveaux de décisions mais toujours inscrits dans des mécanismes de consensus ou de démocratie directe. Le contrôle territorial est organisé de l'intérieur vers l'extérieur, avec un objectif de reproduction sociale communautaire qui surpasse le niveau individuel.

La colonisation espagnole, à partir d'une vision occidentale du territoire, visera à imposer un contrôle depuis l'extérieur vers l'intérieur, avec un objectif de reproduction des pouvoirs hiérarchiques. Les « *reducciones* » sont là pour casser le système traditionnel sur trois plans : spatial, organisationnel et structurel. On retrouve ici la formidable description que fait Taylor, 2002, des impacts de la modernité (p.10 à 19).

Du point de vue structurel, l'organisation de l'espace passe de formes rurales et dispersées (même s'il existait des centralités) basées sur la terre, vers une vision urbaine, basée sur le regroupement du bâti, où la terre devient un pouvoir en soi. Ceci implique une dé-organisation de la structuration sociale et spatiale, et une perte des valeurs traditionnelles de la cosmovision. Les nouveaux jeunes de El Alto construisent d'autres cultures, parfois dans la mixité (Guaygua et al., 2000) mais répondent de plus en plus à cet individualisme, « belle conquête de la modernité ».

Du point de vue organisationnel, Les formes de pouvoir communautaire sont peu à peu remplacées par un pouvoir hiérarchique unique, fruit d'une « illusion d'égalité démocratique », remplaçant le consensus par la représentation majoritaire, la concertation par la « raison instrumentale ». Cette transition fut difficile (Urioste, 2002 ; Ayo, 2003), une lutte permanente pour le maintien des droits et des coutumes (Rivera, 2003 ; Teijeiro, 2007), qui fut l'objet de nombreux conflits entre autorités traditionnelles et autorités élues, beaucoup de corruption aussi, et qui n'est pas prête encore de se cicatriser.

Au point de vue spatial, le concept de territoire se transforme pour laisser place à une continuité spatiale, délimitée par un pouvoir politico – administratif ; le modèle de la commune et du département ne s'imposera que dans les années 1996, mais sera le point culminant de cette transformation. Aujourd'hui, plus des trois quarts des municipalités n'ont toujours pas de limites fixées, du fait des nombreux conflits liés à la fois à la superposition de ces communes aux anciens systèmes, mais aussi du fait de la concurrence imposée aux municipalités dans le cadre de la coparticipation populaire. Le système imposé est par là même ingérable. Taylor, 2002, parle de nouvelles formes modernes de despotisme « doux », qui « *force les sociétés autant que les individus à donner à la raison instrumentale un poids que nous ne lui accorderions jamais dans un débat moral sérieux, et qui pourrait se révéler extrêmement destructeur.* »

Ce sont ces trois points à mon sens qui auraient dû faire l'objet d'une discussion autour de la « décolonisation » au sein de la constitution bolivienne. Raúl Prada, 2010, pense que cette décolonisation passe par une « *rupture et l'invention de nouvelles formes étatiques, sociétales et économiques, ce qui en Bolivie s'appelle le paradigme civilisateur et culturel du vivre bien* ». Il propose d'autres façons de penser, depuis la problématique critique de la modernité, dans le cadre d'un « Etat plurinational comme alternative à un Etat-Nation et au marché ». Mais n'y a-t-il pas au final une contradiction pour ne pas dire une incompatibilité entre la notion même d'Etat, qu'il soit plurinational ou pas, et les formes d'organisation que nécessite la finalité del *suma qamaña* ? J'irai même plus loin, ces formes flexibles, ouvertes et diverses d'organisations territoriales et de gestion des ressources peuvent elles passer par le droit constitutionnel ?

Historiquement, la transformation des territoires andins s'est accompagnée d'une complexification des relations et des territoires. Aujourd'hui nous en arrivons à une multitude de

niveaux de décisions territoriales, de plus en plus spécialisés, qui ne permettent plus une vision intégrale de ce territoire, et instaurent une dépendance de l'extérieur vers l'intérieur.

Daniel Pennac a sans doute raison lorsqu'il indique, d'une façon sans doute un peu crue, que l'imbrication de l'Histoire et de la Géographie crée sans doute une belle pagaille⁵¹ ! Le rapport entre historicité et spatialité est toujours dissymétrique (Benoist & Merlini, 2001). On sait souvent ce que historicité veut dire ; on sait moins ce que la spatialité représente. De fait la dynamique l'emporte sur le territoire, surtout quand territoire est pris dans un sens géopolitique. On peut parler de conscience historique mais peu souvent de conscience spatiale, ce qui donne à l'histoire un avantage en matière de dynamique de l'humanité.

Il y a pourtant un point commun entre les deux : les acteurs. Ce sont eux qui fondent l'histoire, au travers de leurs actions, et ce sont eux qui modèlent l'espace et le territoire à partir des mêmes actions. Le temps et l'espace ont ainsi en commun l'action de la société, et c'est la transformation des lieux, de leur appropriation, qui rend possible la dynamique des territoires, une certaine instantanéité ou actualité concrète du fait géographique.

⁵¹ « Ecrire l'Histoire, c'est foutre la pagaille dans la géographie », Daniel Pennac, La Fée Carabine

4 – Territoires et mobilités

*« Mobilité et stabilité ne sont pas antinomiques :
Un cycliste n'est stable sur sa bicyclette
Qu'en avançant »
Jacques Chirac, La France pour tous*

C'est l'hétérogénéité qui conduit à la mobilité entre les lieux ; et c'est le mouvement qui fait la stabilité des sociétés.

Cette proposition peut paraître paradoxale mais, de fait, cette relation entre l'hétérogénéité et les mobilités est un champ de recherche encore vierge et pourtant à la base de la compréhension des processus spatiaux et économiques. La géographie a développé très tôt une culture du statique, immédiate, instantanée des phénomènes, dont la plus caractéristique est sans doute l'usage des statistiques des recensements. Elle rejoint en cela les économistes néo-classiques qui ont fait de l'immobilité des facteurs de production une condition de la possibilité d'équilibre spatial de l'économie (Aydalot, 1980).

« Parce que toutes nos observations débouchent sur le constat que les sociétés bougent, il convient de se préoccuper d'un nouvel objet de recherche qui oblige à repenser les catégories habituellement prises en compte dans nos sphères scientifiques, entre les milieux naturel et humain, la ville et la campagne, les sciences du 'social' et celles du 'milieu physique'. Entre aménagement et production agricole, conditionnement de la récolte, transport, commercialisation, force de travail, influence de la ville et relation à la ville, mobilité et pluriactivité des ruraux, où placer les césures dans nos analyses respectives lorsque nous étudions le monde rural ? » (Marchal, 1997). On le comprend, il ne s'agit pas de réfléchir sur les mobilités dans le cadre des études classiques de migration, de multi résidences, de qualification transfrontalières ou multi-polarités, etc., où le géographique n'est finalement présent que par l'origine et la destination, toujours dans des instantanés (Mazurek, 2008; Mazurek, 2009c). Il s'agit de comprendre les mobilités comme facteur de réponse à l'hétérogénéité de l'espace et à la conformation de territoires. La question est par conséquent : comment, par la mobilité, la société est-elle capable d'optimiser l'usage de l'hétérogénéité spatiale, et de conduire à une dynamique de stabilité ?

« Assurément l'organisation de l'espace peut se définir comme le résultat de l'équilibre entre les facteurs de dispersion et de concentration à un moment donné de l'histoire de l'espace » (Santos, 1986, p. 20). La mobilité des biens, des personnes, des idées, etc. qui a lieu dans l'espace peut être liée à plusieurs processus sociaux :

- Une tension permanente entre l'ancrage territorial et la pluralité des lieux, question centrale de la sociologie de la vie quotidienne, et de la distinction possible entre territoire et espace vécu, perçu, imaginé, etc., ou même espace de vie (Lindón, 2000) ;
- Une nécessité du fait de l'hétérogénéité de l'espace et de la différenciation des lieux ;

- Un effet de groupe, significatif de l'activation de certains réseaux spatiaux plus que sociaux, la hiérarchie urbaine en est un exemple flagrant.

Ces processus se réfèrent à 3 thématiques de base : la relation de proximité (qui concerne le lieu), les réseaux (qui concernent l'espace), et la relation mobilité – identité (qui concerne le territoire).

Les économistes des sciences régionales ont abordés très tôt ces questions de lieux, car **il existe évidemment une relation causale, mais difficile, entre lieu – hétérogénéité et économie**. Les lieux, dans un milieu hétérogène, sont plus ou moins appropriés pour des activités productives spécifiques. Un lieu devra donc se contenter de certaines activités, et devra compléter ses besoins au moyen de la mobilité, soit de moyens de productions, soit de biens et service à la production. La combinaison de cette création – modification des lieux par la mobilité d'une part, de la construction d'une identité des lieux d'autre part, fait que la mobilité participe à la construction des territoires et à leur dynamique. L'intérêt de l'étude des migrations, pour les géographes, ne réside pas dans les réseaux sociaux, les flux ou les localisations origine – destination, constituant une géographie événementielle ou une démographie dynamique ; mais bien de comprendre en quoi cette mobilité construit ou modifie les espaces et les territoires à tous les niveaux, celui du local comme celui des grands enjeux internationaux.

Fonction territoriale	Mobilité circulaire	Mobilité ou migration lointaine
Appropriation	Formes comparées d'appropriation collective de l'espace (biophysique, culturelle, économique, sociale) ; Formes d'organisation ; Formes d'intégration locale ; Formes de reconstruction identitaire	Modalités d'appropriation territorial en comparaison avec l'espace de référence (idéalisation) ; Critères de promotion territorial; Processus individuel ou collectif du retour; Modification des organisations.
Exploitation	Type d'activité (en particulier les femmes); formes collectives et division sociale du travail; Modification de la tenure de la terre; Mobilité sociale.	Modification du patron productif ; Apprentissage ; Mobilité sociale ; Spécialisation productive; Investissement; mobilités urbaines.
Occupation	Type d'habitat ; Rôle de la famille et de la communauté ; relation privé / public ; Reconnaissance ; Mobilité sociale.	Modalités des formes de reproduction de l'habitat ; Notion de patrimoine; Relation avec l'urbain et création d'un nouvel urbanisme.
Echange	Réseaux de relations entre familles et espaces ; Processus individuel et collectif; Rôle des TICs; Réseaux spécifiques ; Mobilité sociale et spatiale ; Attraction et trajectoires.	
Gestion	Aspect politique et organisationnel ; Services – Infrastructure ; Flux financiers Participation ; Services; Intégration / Contribution locale	Notion de citoyenneté ; modernisme Relation avec la communauté d'origine Politique de re-intégration – coopération – investissement

Tableau 3: Mobilité et fonctions territoriales, *élaboré d'après Mazurek, 2009c*

L'espace vécu des nomades est un espace de mobilité (Bernus, 1995a; b, Retailé, 1998, 2007), comportant une armature de lieux qui sert d'orientation et de système d'appropriation, changeante en fonction des saisons, et rythmant ainsi les mouvements. Le territoire approprié est

constitué de cet espace de mobilité. Et il ne faudrait pas croire que cet espace vécu soit celui du rural et du traditionnel ; comme nous le rappelle Frerot, 1999, « *la représentation maure de l'espace urbain est totalement imprégnée du mode de vie nomade* ». Une question d'actualité puisque malgré des références fortes à la ville, on ne peut parler de civilisation urbaine pour les nomades. « *Au Sahel, la mobilité a toujours constitué un mode original de gestion de l'incertitude* » (Walter & Retaillé, 2008). Le parallèle est évident avec la forte mobilité des populations rurales des Andes, lesquelles, dans certaines situations, nous pourrions qualifier de nomades. Cette mobilité est également centrée sur une armature de lieux, et des centralités urbaines (petites et moyennes villes), dans lesquelles se reproduisent les modèles de la vie rurale aymara, fortement soumises à des incertitudes variables. La ville de El Alto est un cas particulier de cette centralité, construite comme un compromis entre le mode de vie rural Aymara, et la nécessité de s'intégrer dans l'urbain. L'analyse de Retaillé, 1998 : « *ce milieu [nomade] est par ailleurs 'construit' non sur l'homogénéité du désert mais sur la complémentarité des sites joints qui forment un territoire* », s'applique parfaitement aux Andes, qui sont pourtant hétérogènes mais empreintes de ces complémentarités qui forment territoire. Et Retaillé de compléter (p.72) que c'est « *l'espacement qui rend nécessaire la circulation et non pas directement l'aridité, ce qui explique que tout le peuplement ne soit pas mobile* ». La complémentarité des fonctions de productions dans des territoires morcelés permet ainsi le mouvement mais aussi la mixité des groupes sociaux autour de l'usage de la ressource.

Dans les Andes, la mobilité fait partie intégrante de l'association lieux – mouvements. Les familles ont un habitat - centre, lieu de naissance, (*uta*), mais ont aussi des lieux d'habitation secondaire (*jant'a*). La multi-résidence est d'ailleurs un des problèmes d'estimation de cette mobilité, car elle n'est pas souvent déclarée, ou peut être éphémère.

Ce qu'ont montré Condarco & Murra, 1987, c'est que la mobilité des personnes vers des étages écologiques lointains – jusqu'à 10 jours de marche – était une conception même de l'espace. Ainsi l'espace n'est pas mobile (voir Retaillé, 2005) mais l'espace est mobilité. L'espace n'est pas le résultat des actions d'une population sédentaire, mais au contraire d'une société mobile. C'est d'ailleurs dans la mobilité que l'identité prend sa légitimité, et non dans la sédentarité. La sédentarité n'est donc pas une opposition au nomadisme (Retaillé, 1998) mais le résultat de la division du travail et des formes de spécialisations productives qui obligent à diminuer la mobilité des hommes en créant de l'économie de proximité !

La mobilité, caractéristique des Andes, remet-elle en question la dualité indigène – étranger ? Ou renforce-t-elle au contraire le sentiment d'identité territoriale ? Ou faut-il penser qu'au travers de cette mobilité, l'indigène cherche son identité ? Comme le souligne Marié, 2004, le territoire n'est pas seulement une question de relation entre la Terre et l'Indigène, mais « *il devient une sorte de triangulation : l'indigène sans son rapport au terroir certes, mais ce rapport n'est jamais possible sans le regard de l'étranger. En ce sens, l'étranger sous toutes ses formes, dans toutes ses gradations (tiers inclus ou tiers exclu), est le miroir réfléchissant sans lequel la société ne peut produire sa culture.* » (p. 186).

C'est pour cette raison aussi que la mobilité est très souvent attachée à la centralité. Car le lieu central est le lieu où la communauté pourra échanger avec l'autre, et parfois l'étranger. Les places de marchés sont choisies dans ce sens ; elles sont toujours situées dans des endroits stratégiques, confluences de chemin, lieu symbolique, ou terrain neutre, qu'ils soient urbains ou ruraux. La centralité, c'est aussi la ville, qui apporte son lot de transformation culturelle, et d'insertion dans une modernité difficilement compatible avec les principes de la cosmovision andine. Beaucoup d'études ont montré l'importance des mobilités et migrations urbaines, sous

des aspects très divers (flux financiers, foncier, rituels, violence, etc.), dans ces mutations culturelles, souvent en dehors des cadres préétablis de l'Etat et même des scientifiques : « *les migrants réussissent à établir une série de dynamiques sociales et de pratiques culturelles qui dépassent les logiques restrictives des Etats et arrivent à avoir leur propre dynamique de reproduction et de maintenance* » (Herrera, 2008). La plupart des recherches sur les migrations se basent sur les mouvements internationaux ; elles insistent sur le maintien des attaches au lieu d'origine, et souvent sur le renforcement des liens communautaires, au travers de la reproduction des rituels, des fêtes, ou de l'investissement dans les infrastructures communautaires (Faret, 2003; Benecio, 2004; Cortes, 2004; Giorgis, 2004; Hinojosa, 2004; OIM, 2004; Sassone *et al.*, 2004; Villa & Martinez Pizarro, 2004; Herrera *et al.*, 2005; CEPAL, 2006; Cogneau & Gubert, 2006; De la Torre, 2006; Zlotnik, 2006; Canales, 2007; Pellegrino, 2007; Fibbi & d'Amato, 2008; Baby-Collin & Sassonel, 2010). C'est une conclusion intéressante face aux discours sur la mondialisation qui annonce la fin des territoires. Le maintien des liens et des réseaux territoriaux, la conformation de diasporas, renforcent les échanges et les formes hybrides de culture, conditions de maintien de la territorialité, et de recomposition des espaces et des lieux dans des processus globaux (Gupta, 1997; Safran, 2004). « *L'hypothèse que nous présentons ici associe deux choses qui semblent impossibles à associer, c'est-à-dire, vivre et agir à la fois ici et là-bas* » (Beck, 1998, p 52).

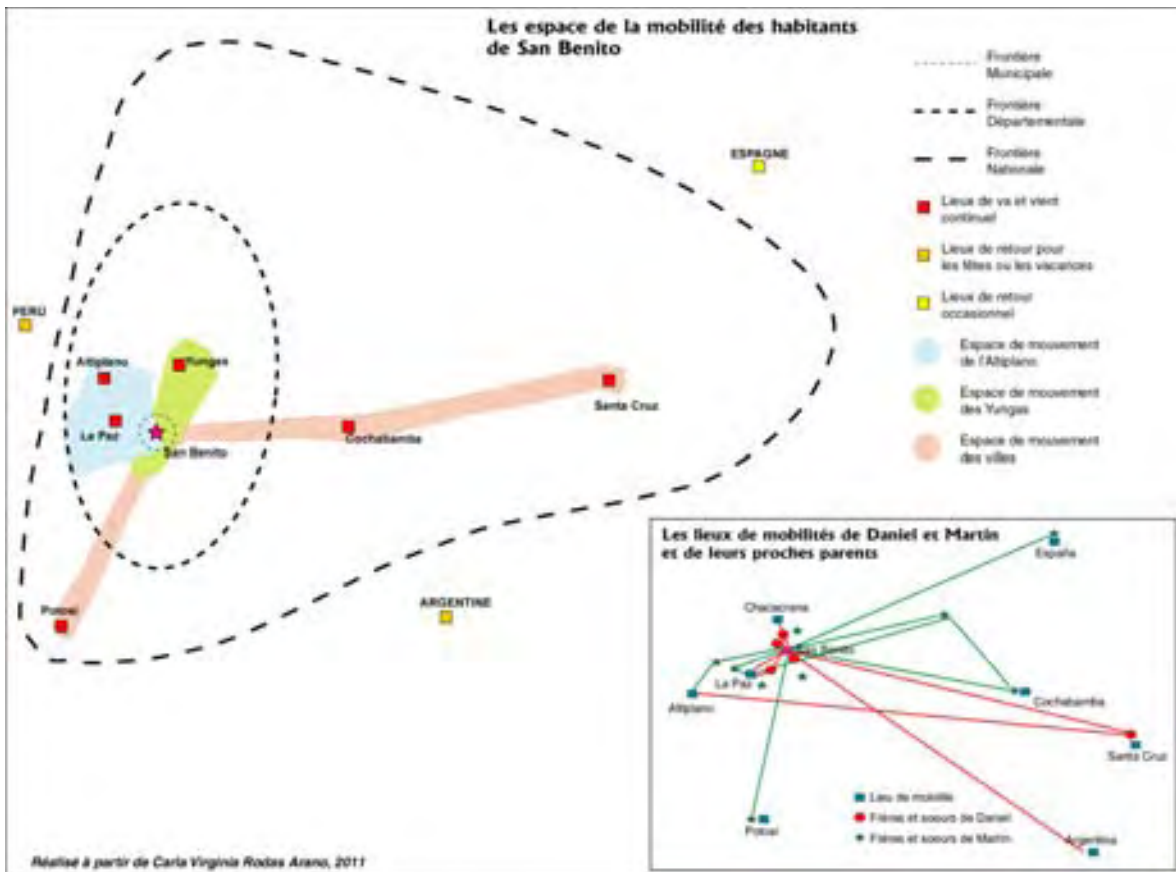
Cette focalisation sur les migrations internationales fait que les chercheurs délaissent, en Amérique latine, les études sur les formes de diasporas internes, comme le sont les communautés Aymara à Santa Cruz, ou les Quechua dans les zones de colonisation des Terres basses. Les formes de mobilité, de multi-résidence, sont pourtant des modes de brassage des pratiques culturelles encore plus intéressantes, puisqu'elles concernent des appropriations de multiples espaces sous des formes identitaires différentes, et la conformation de multiples territoires qui sortent des cadres de la norme institutionnelle.

Chez les U'wa de Colombie, le territoire est vaste ; la mobilité est essentielle à l'organisation du territoire et à sa cohérence dans le temps et dans l'espace. Les espagnols, au XVIIIème, ne comprirent pas cette logique et qualifièrent cette population de nomades. Ne disposant pas de population permanente sur des lieux, dans le sens de la *finca* espagnole, ils ne pouvaient donc pas posséder des terres ni de territoires, au sens occidental de la propriété (Falchetti, 2007). Cette anecdote, ancienne, est encore valable de nos jours. Les TCO de Bolivie (Terre Communautaire d'Origine), censées apporter aux populations indigènes un territoire « officiel », sont en fait des titres de propriétés, certes communautaires mais privés, qui ne respectent pas les modes d'appropriation ni de mobilité de ces populations. Pour moi, ce sont des formes d'attribution de territoires dans le modèle des réserves indiennes d'Amérique du Nord.

Qui pense aujourd'hui, dans les politiques foncières des pays Andins, à intégrer des modalités de propriétés « tournantes » dans le temps et dans l'espace ?

Lors d'un colloque que nous avons organisé sur la construction de la nouvelle constitution (Benavides & Mazurek, 2006), Jorge Miranda, professionnel indigéniste, alors Directeur de la planification, avait fait une proposition dans le sens d'intégrer les dimensions de la mobilité horizontale et verticale des acteurs andins dans les nouvelles méthodologies multiculturelles de l'aménagement du territoire. Comme nous l'avions signalé dans les conclusions de ce livre, l'incompréhension fut totale entre le monde indigène et les mondes scientifique et politique. L'imposition d'un cadre territorial institutionnel, sur le modèle napoléonien, suppose une stabilité, au moins statistique, des populations ; il nous est toujours difficile de penser en dehors de frontières !

Un travail de mémoire d'anthropologie réalisé sous ma direction par Rodas Arano, 2010, sur la commune de San Benito (près de Coroico, Yungas) a porté sur les caractéristiques des processus identitaires dans des communautés de migrants permanents, où il existe des liens extrêmement forts entre les membres de la communauté, même si la plupart du temps cette communauté est vide des ses habitants. Elle s'est créée après la réforme de 1953, par translation des habitants de l'hacienda de San Benito où ils avaient été, tous, esclaves. Depuis cette époque, la population est en perpétuel mouvement, mais garde pour centre le village de San Benito dans lequel ils disposent de terres et continuent leurs activités de productions et de rituels festifs. Même les enfants nés en dehors du village reviennent pour maintenir l'équilibre de la communauté basé sur le principe « *andando y trabajando somos comunidad* » (en mouvement, mais travaillant, nous sommes une communauté).



Carte 8: Réseaux de mobilité et centralité de l'identité

Ce graphique montre les espaces conformés par les mobilités des communautaires de San Benito, et en encarté, les lieux fréquentés ou habités par les familiaux de deux permanents du village, faisant partie de la communauté et y revenant pour travailler la terre et participer aux fêtes et rituels.

« *Nous partions, mais nous revenions pour travailler notre terre... Nos enfants aussi s'en allaient et revenaient... D'autres étudiaient et sont revenus... Moi, je sors, je sais aussi (en souriant), mais je reviens car je suis de San Benito. Je dois travailler mes terres 'pues'... Maintenant, mon fils est en Argentine, mais pendant les fêtes il revient, il ne s'en va pas. D'autres de mes enfants travaillent la terre ici avec moi. Certains de mes petits enfants aussi. D'autres sont dans d'autres endroits mais reviennent, bien que je ne les vois pas souvent. Ils ne s'en vont pas, 'pues'... Je vais leur donner en*

héritage ma pelle pour qu'ils puissent travailler la terre. Mais aussi ils m'apportent des choses de par là bas. » (Martín de San Benito). L'ancrage territorial fonde la communauté, au travers des réseaux sociaux qui peuvent être internationaux, mais toujours en relation au village-centre. Je reproduis sur la carte 8 une synthèse de ces travaux, lequel nous montre la complexité de ces réseaux sociaux du quotidien.

Les mobilités qui conforment ces espaces sont très diverses. Elles peuvent prendre la forme de mobilités courtes (en distance ou en temps) pour exploiter des terres en bordure du lac Titicaca, pour travailler ou commercer à El Alto, ou pour cultiver des agrumes ou de la coca dans les Yungas. Les mobilités peuvent être de durée et de distance plus importantes pour avoir contracter un travail ou un mariage au Pérou ou en Argentine, ou parce que des enfants sont partis vivre à Santa Cruz. Dans tous les cas, ces familles reviennent de manière relativement constante au moment des récoltes, ou de la fête du village. Les migrations plus lointaines, comme en Espagne font l'objet de retours épisodiques. Dans tous les cas les liens ne sont jamais rompus et les mouvements au sein de la communauté sont incessants ; tous les membres y sont répertoriés, y compris les cousins ou les petits enfants qui ne sont pas nés à San Benito, mais qui font partie de cette identité territoriale. *« En conclusion, une communauté conformée par des personnes nées dans des lieux divers, et influencée par les déplacements de ses membres pourrait être caractérisée comme une population sans racine. Cependant, les participants [aux entretiens] avaient une identité commune enracinée dans la terre de San Benito. Clairement, tant l'identité comme la terre fonctionnait comme des fils conducteur qui donnaient une cohésion aux intégrants pour constituer la communauté et aux lieux pour conformer le territoire. Par conséquent, la communauté de San Benito se construisait constamment par les moyens des réseaux sociaux, mettant sur pied de nouvelles territorialités prenant fondement dans la mobilité. »* (Rodas Arano, 2010, p.63). Plus concrètement, lorsque nous nous déplaçons à San Benito, c'est pour trouver une communauté qui ne cesse de croître, ajoutant chaque fois de nouveaux lieux et de nouvelles terres, ce qui se remarque dans le paysage, mais où vous aurez peu de chance de trouver quelqu'un qui puisse vous faire visiter le village !

Il s'agit d'une combinaison entre des mobilités circulaires⁵², caractéristiques de ces populations, qui associent des temps courts, de faibles distances, et des relations fortes avec le lieux de départ (Bonnemaison, 1977), et des formes de nomadismes comme *« espace ouvert à tous les possibles »* (Retaillé, 1998b), qui montre que le territoire est enracinement, dans un espace qui est mobile (Bonnemaison, 1981).

La rupture de cette circularité, en particulier par l'éducation, l'attraction de la modernité et de la surconsommation dans la ville, la recherche de stratégie individuelle, etc. est un facteur de recomposition importante dans les Andes. Sur l'Altiplano, le remplacement d'une mobilité verticale ou horizontale par une migration urbaine se traduit par une crise démographique et spatiale qui risque d'être fatale pour les communautés traditionnelles (Mazurek, 2010b). *« La logique de l'archipel et du contrôle vertical s'évanouit, des carreaux de la mosaïque s'effritent, provoquant la désagrégation de l'ancienne trame de la vie économique et des relations »* (Dollfus, 1978). Ce n'est pas une spécificité des Andes ; il est possible de voir, dans les pays occidentaux et les grandes villes, que la mobilité dans un cadre de complexification des territoires engage un processus de distanciation entre la composante relationnelle et la composante idéale dans le maintien des composantes identitaires sur le territoire (voir plusieurs exemples dans le livre de

⁵² *« S'il fallait définir la migration circulaire par une formule simple, on pourrait dire que le migrant quitte son île 'pour mieux y revenir' »* (Bonnemaison, 1977, p.3).

Séchet *et al.*, 2008). Le déséquilibre entre les deux peut conduire à des ruptures qui se traduisent en retour ou en migration.



Photo 20: Migration - Urbanisation - Vieillesse et Abandon, *Tucksia Pujio, près de Potosi*

Ces photos résument assez bien le problème de ces mobilités et de leur interface avec l'aménagement du territoire dans les Andes boliviennes. Ce grand-père et sa petite fille font partie des quelques familles qui restent au village ; les jeunes sont partis travailler à la mine de Potosí, les parents sont en Argentine, l'école la plus proche est à presque 10 km. Il n'y a plus d'eau car les canaux n'ont pas été entretenus depuis plusieurs années, et la pratique de l'agriculture diversifiée n'est plus possible faute de main d'œuvre ; en particulier seules les parcelles autour du village sont cultivées, ce qui limite la production à la pomme de terre et au seigle, car il n'y a plus de temps pour le bétail (chèvre et mouton). Pourtant, la communauté existe, les familles ont leur terre, elles y reviennent au moins chaque année pour le *cabildo* ou la fête du village, plus comme lieu symbolique de l'appartenance communautaire que dans l'espoir d'y revenir vivre⁵³. Lorsque nous faisons les ateliers participatifs dans les villages, il était fréquent que les habitants y arrivent depuis la ville en autobus, et repartent suite à la réunion, laissant sur place une dizaine de leurs pères ou grand-pères. Nous avons connu cette situation en France, avec la désertification rurale des années 1970, mais dans un milieu comme celui des Andes, le problème du maintien des populations n'est pas seulement un problème de service ou d'emploi. Le problème provient de l'impossibilité de maintenir des systèmes d'activités basés sur la diversification et l'hétérogénéité des milieux, et sur la réciprocité dans le système social. Sans ces deux conditions, le système agricole andin n'est pas viable. La désertification rurale est-elle alors inéluctable ?

Toutes ces expériences nous montrent que ce qui est important dans les mobilités, ce ne sont pas seulement les flux mais aussi le choix de la multiplicité des lieux, « *la maîtrise du système des lieux* » (Walter & Retailé, 2008). Dans ces choix, diverses dimensions entrent en jeu : d'une part l'individuel et le collectif, mais aussi la dimension symbolique des lieux, dans leur analyse et dans leur pratique. En repartant sur les analyses de Murra, 1975, on se rend compte à quel point la géographie a délaissé l'importance du processus de la mobilité spatiale. L'explication du monde andin est à base de mobilité, il l'est toujours, mais la géographie s'est contemplée dans une zonification agro-écologique ou une caractérisation socio-démographique qui, durant 30 ans, ont orienté les politiques sociales, économiques et d'aménagement, de manière extrêmement

⁵³ Les habitants de la zone rurale de Potosi ont cependant voulu intituler le plan d'aménagement « *lindo sería volver a la comunidad* », « ce serait chouette de pouvoir retourner dans la communauté », dans l'espoir un jour de disposer des services nécessaires à ce retour.

statique. **La mobilité spatiale est, avec l'hétérogénéité, l'élément à reprendre en considération comme base de la dynamique spatiale.**

Dans les territoires simples, un certain « nomadisme » est permis, il est même conseillé voire indispensable. Il permet l'échange et la diversité et ainsi la diminution des risques. La migration est dans ce cas un phénomène marginal, car la mobilité spatiale s'appuie sur une forte identité territoriale. La mobilité temporaire (même si elle dure plusieurs mois) est un facteur positif de l'enrichissement de la communauté. Avec la complexification des territoires, le processus s'inverse. L'identité territoriale se dilue dans d'innombrables dimensions politico sociales, et la mobilité n'est plus associée à une donnée collective, mais à un rapport individuel à l'espace (tourisme, travail, habitat, etc.) selon une multi-temporalité liée à la valeur symbolique temporaire des lieux. En dehors de ces mobilités, c'est la migration qui est favorisée comme reconstruction de nouvelles territorialités.

Dans tous les cas, il ne faut pas considérer « par défaut » la population résidente, ou la population qui ne bouge pas (celle des recensements par exemple), sinon considérer par défaut que les populations sont mobiles. Par contre l'individualisation des rapports à la mobilité s'est accrue, par autonomisation face aux institutions et aux enjeux identitaires. De la mobilité entre quelques lieux favorisant une diversification collective, on est passé à une diversification du lieu qui favorise une mobilité individuelle. !

La complexification des territoires s'accompagne par conséquent d'une multiplication de la symbolique des lieux; la mondialisation aurait donc tendance à favoriser le lieu, c'est-à-dire l'espace, par rapport au territoire? La surimposition de multiples territoires imposant des frontières fige les relations et élimine la mobilité liée à la diversité pour imposer une mobilité 'uniformisante'. La mobilité ne définit plus le territoire, elle définit la relation entre les lieux. Ce changement de paradigme explique la possibilité des migrations familiales transfrontalières qui conforment non pas des territoires transfrontaliers ou internationalisés, mais des réseaux de lieux, une « société à individus mobiles », selon Stock, 2005. Nous n'entrerons pas ici sur les considérations de ce qu'est la mobilité par rapport à la migration, et les différentes formes de migrations déjà largement étudiées par ailleurs (Domenach & Picouet, 1987; 1989; Picouet, 1991; Domenach, 1998; Portes, 1999; Détang-Dessendre & Jayet, 2000; Hinojosa *et al.*, 2000; Golte, 2001; Cortes, 2002; Guilmoto & Sandron, 2003; Cortes, 2004; Giorgis, 2004; Hinojosa, 2004; CEPAL, 2006; Zlotnik, 2006; Mazurek, 2008; Mazurek, 2009c, et bien d'autres).

Ce qui nous intéresse, c'est en quoi la pratique des lieux par la mobilité conforme ou modifie la perception et l'appropriation territoriale. On peut établir de nombreuses classifications souvent dualistes comme les lieux du quotidien et du hors-quotidien, lointains ou proches, connus ou inconnus, *insideness* ou *outsideness*, etc., mais qui finalement nous acheminent toutes vers la question de l'identité et de l'altérité (Stock, 2004; 2005). Comme l'indique cet auteur, la mobilité vers un lieu n'implique pas forcément un processus d'identification au lieu, sinon partiel (mobilité pour le travail, le tourisme, etc.) ce qui ne remet pas fondamentalement en cause l'attachement au territoire.

Dans le cas des migrants internationaux, très étudiés, cette pratique des lieux étrangers entraîne très souvent deux types de comportement face au territoire: le rattachement au territoire d'origine, dans lequel le migrant retourne et même investit, la recomposition de son territoire d'origine sur l'espace d'arrivée, au moyen de la reconstruction des symboles (fêtes, pratiques, relations sociales, etc.). C'est ainsi qu'en Bolivie, lors de nos travaux de terrain, il était fréquent, dans des communautés, d'être face à des migrants ayant voyagés ou voyageant toujours vers l'Argentine ou l'Espagne. Par ailleurs, beaucoup de publications décrivent la reconstitution des pratiques identitaires dans les espaces de migration en Argentine, Espagne ou Etats Unis (Giorgis, 2004; Hinojosa, 2004; Sassone *et al.*, 2004; Herrera *et al.*, 2005; De la Torre,

2006; Baby-Collin & Sassonel, 2010). On pourrait penser que ces processus s'estomperaient avec les générations mais la persistance de quartiers italien, chinois, irlandais, etc. marque toujours l'identité des grandes villes ou ces nationalités se sont installées.

La dernière réflexion sur ce chapitre concerne l'insertion des réseaux dans l'espace et le territoire. Pour certains auteurs, le territoire, assimilé au champ du politique, est quelque peu « statique » et « réfractaire aux changements », alors que les nouvelles approches sur les réseaux semblent plus dynamiques (Painter, 2009); parfois réseau et territoire sont placés en contradiction. De fait, on peut définir deux types de réseaux : celui qui relie les lieux, et qui concerne l'espace, et celui conformer par les acteurs, qui concerne le territoire. Le réseau ne sera en effet jamais ni un espace ni un territoire, mais une composante des relations au sein de ces deux ensembles. Dans une conception territoriale à base de frontières politico-administratives, effectivement les deux se confondent, d'où la difficulté des géographes face à des terminologies comme 'territoires numériques' par exemple.

Le réseau des transports relie des lieux, il fait lui-même partie d'une construction collective de lieux. Le réseau social n'est pas le réseau de transport, mais l'appropriation de ces transports par des groupes sociaux pour conformer des territoires spécifiques. Le réseau des transports est un réseau statique, alors que le réseau social fait intervenir mobilité et identité. « *Il convient de rappeler qu'il n'est ici de territoire qu'humain et social* » (Mela & Randoing, 1992). Dans l'exemple sur les territoires numériques, le réseau physique d'accès à internet est un réseau dans l'espace, conjonction des efforts d'aménagement du territoire des collectivités, et inscrit souvent dans des frontières ; les réseaux sociaux s'appuient sur cet espace pour conformer leurs propres territoires, le plus souvent sans considération des frontières. C'est ce qui se passe aussi dans le cas du téléphone mobile, qui constitue, dans les pays du Sud, un moyen de renforcer les identités territoriales : dans le cas du plan d'aménagement du territoire de la zone rurale de Potosí, la première revendication était l'installation d'antennes de téléphonie pour permettre les communications entre les habitants du village (n'oublions pas, toujours en mobilité !), et améliorer les conditions d'accès aux services (transport, marché, santé, etc.).

La mobilité conforme des réseaux-territoires (termes que je considère comme tautologiques), par appropriation de lieux, ou de réseaux de lieux. Les deux ne sont pas forcément corrélés ; il peut exister des réseaux de lieux qui n'auraient pas de processus d'identification territoriale (le métro ? Les stations météorologiques ?), tout comme il peut exister des territoires-réseaux sans mobilité entre les lieux (Facebook ? Les multinationales ?). Mela & Randoing, 1992, nous rappelle que l'espace des flux ne peut remplacer l'espace des lieux (comme le propose Castells), car le point fort du réseau est de s'appuyer sur ses nœuds, et que ces nœuds sont construits par le social. Pour les mêmes raisons, l'espace flux ne pourra jamais être isotrope, puisqu'il s'appuie sur une dynamique de lieux eux-mêmes hétérogènes et fortement hiérarchisés. « *Si on est trop obnubilé par 'l'action déspatialisante et délocalisante' des nouveaux médias, on finira par oublier que les forces sociales, si elles spatialisent de façon inégale les lieux de travail, de résidence, de formation, de loisirs, spatialisent de façon tout à fait inégale les réseaux de communication* » (Garnier, 1988). C'est une piste de recherche intéressante, en particulier sur le rôle que peuvent avoir les stratégies des acteurs dans la conformation de réseaux-territoires, et les compatibilités entre ces stratégies dans le cadre de la structuration et de la dynamique de l'espace. Ce serait de toute évidence une entrée intéressante pour reconsidérer le territoire autour de la mobilité.

Hétérogénéité – lieu – espace – territoire sont des concepts dont le liant est constitué par la mobilité des personnes et des groupes sociaux. Les formes de mobilité sont nombreuses, elles conduisent souvent à des classifications qui reportent le débat sur les modalités de la mobilité

(Qui, pourquoi et comment migre-t-on?), alors qu'en géographie il s'agirait de comprendre l'impact de la mobilité ou de la non-mobilité sur la structure et la dynamique des territoires. La mobilité impacte directement les territoires, par la configuration des réseaux, et par la dynamique des identités qui les conforment. Un territoire sans réseau serait totalement sédentaire ; un territoire qui ne serait qu'un réseau serait totalement nomade ; de là naît sans doute l'opposition (Retaillé, 1998b). L'un et l'autre ne sont pas totalement viables et des formes intermédiaires existent, qui sont les plus courantes. La complexification des territoires conduit la plupart du temps à des compartimentages qui limitent la mobilité, mais qui sont aussi sources de nouveaux réseaux. Walther et Retaillé, 2008, montre que pour les peuples nomades, la contrainte du sédentarisme imposée par l'État conduit à d'autres logiques de mobilités, d'autres réseaux, qui se reconfigurent en « *subvertissant les circonscriptions géographiques habituellement retenues* ». Dans les Andes, la complémentarité verticale a fait place à une complémentarité horizontale, qui positionne la mobilité, et la migration, toujours au centre du dispositif de l'identité territoriale.

Le lieu est central dans la théorie géographique, comme résultat de la construction de l'espace et comme nœud des réseaux ; le territoire impose à chaque lieu une marque identitaire et par conséquent régule les réseaux selon les fonctions d'appropriation, de production, de sédentarité, etc. propre à chaque groupe social. Dans tous les cas, la mobilité est associée à la maîtrise de la vulnérabilité à laquelle est confronté tout groupe social dans le cadre du fonctionnement de ses fonctions territoriales. Nous voyons qu'un lien théorique s'établit entre tous ces mots et concepts, et, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, il concerne principalement l'accès à l'information, ou, au contraire, l'existence d'une incertitude.

5 – Territoires et vulnérabilité

« Préférez les impossibilités probables
aux possibilités improbables. »
Aristote

La théorie du territoire est avant tout la théorie du risque.

Si l'homme est grégaire, s'il construit des identités, s'il aménage son espace pour construire des territoires, parfois fermés, s'il développe des stratégies d'échange, de filiation, de mobilité, etc. c'est pour répondre à la vulnérabilité externe, des autres territoires, comme interne, c'est-à-dire générée par la société même (Beck, 2002b). La vulnérabilité provient d'une situation de risque qu'il s'agit d'identifier et que beaucoup d'auteurs identifient comme moteur de changement, de mobilité, et même comme moteur de l'innovation (Peretti-Watel, 2003).

Il faut entendre par risque, non pas une vision très techniciste ou formelle du problème (Thyrion, 1967; d'Ercole *et al.*, 1994; Péguy, 1995; Vertzberger, 1995; Renn, 1998; Hampel, 2006; Renn, 2008), mais une vision anthropocentriste, depuis le point de vue de la société, ou comme conséquence de la présence de la société (Covello, 1993; Luhmann, 1993; Maskrey, 1993; Renn, 1998; Peretti-Watel, 2000; Sjöberg, 2000; Slovic, 2000; Peretti-Watel, 2001; Langford, 2002; Joffe, 2003; Arreghini & Mazurek, 2004; Haimès, 2009a). Je ne m'étendrais pas sur le contenu de la théorie du risque que nous avons travaillée par ailleurs (Arreghini & Mazurek, 2004; Mazurek & Arreghini, 2006; Mazurek *et al.*, 2010a; Mazurek *et al.*, 2010b, et plusieurs publications en cours); je m'attacherais plutôt à mener une réflexion sur le caractère relatif de la vulnérabilité et de son implication dans la compréhension de l'espace Andin.

Il y a en effet de nombreux biais dans les définitions du risque, de la vulnérabilité et de la résilience telles qu'utilisées principalement par ceux qui étudient les aléas dits naturels, ou les processus de crise aigue (technologique, économique ou sociale). L'aléa, la menace ou le danger ne sont pas des paramètres objectifs, sinon totalement subjectifs car ils dépendent du modèle de la société et de la manière dont elle perçoit, nomme ou mesure ces paramètres. Malgré l'impressionnante évolution de la connaissance scientifique, la vulnérabilité des sociétés ne cesse d'augmenter. Plus nous construisons de méthodes de mesure, et plus nous découvrons de nouveaux risques, et moins nous sommes capables de les affronter. « *Faire toujours plus risqué un Monde qui paraît pourtant devenir plus sûr* » (Peretti-Watel, 2001). De fait, ce paradoxe provient d'une nécessité, pour le scientifique ou le technicien, de dominer les choses, de les maîtriser au moyen de ses propres artifices, sans chercher à utiliser les capacités des sociétés à réguler ses propres risques.

La vulnérabilité se définit comme l'évaluation du niveau de sensibilité et / ou d'exposition d'une population, d'un lieu, etc., à l'occurrence d'un aléa, ou la présence d'une menace ou d'un danger; définition très réductrice parce qu'elle fait référence, dans la majorité des cas, « à l'incidence spatiale » des aléas (Gilbert, 2009).

D'une manière générale, la vulnérabilité se définit comme l'instabilité d'un élément en relation à la modification de son environnement.

La vulnérabilité n'est donc pas intrinsèque à un élément sinon toujours en relation – face à – un contexte donné. L'usage de ce terme par la recherche scientifique suppose que l'on puisse la caractériser au moyen de trois paramètres :

- Le contexte qui permet la vulnérabilité ;
- Le caractère qui permet l'expression de la vulnérabilité ;
- La relation entre l'élément et son contexte qui fonde la vulnérabilité et produit un effet.

Le **contexte** rend un élément vulnérable quand il établit une pression ou une perturbation sur cet élément au point de pouvoir provoquer un changement de ses composantes, de sa nature ou de son comportement. Les pressions ou perturbations externes sont multiples : changement climatique continu, pression anthropique, incendie, tremblement de terre, pollution, apparition d'un allergène, crise économique, etc. mais aussi changement dans les modalités de gestion, de réglementation, changement culturel, etc. qui correspondent souvent à des échelles temporelles et spatiales très diverses. Dans le cas des territoires, la modification du contexte peut venir de la complexification des territoires dont nous avons parlé. La surimposition de nouveaux territoires (administratifs par exemple), construits sur des logiques identitaires nouvelles, peut constituer un facteur de vulnérabilité pour des populations déjà fortement organisées.

Le **caractère vulnérable** est souvent étudié de manière absolue, comme valeur intrinsèque de la propriété de l'élément. Combien de fois avons-nous vu écrit dans les manuels qu' « une société pauvre est plus vulnérable qu'une société riche », utilisant des caractéristiques qui se veulent absolues (précarité, pauvreté, marginalité) mais qui sont en réalité totalement relatives au contexte où elles se situent. **Dans ce sens, l'usage dans la recherche du terme vulnérabilité introduit sa propre contradiction : il se définit avec le présupposé qu'un élément est vulnérable de manière absolue alors que cette vulnérabilité est relative au modèle dans lequel elle se révèle.**

Par exemple, les sociétés traditionnelles d'Amazonie sont très vulnérables en relation au modèle économique occidental, mais le sont beaucoup moins en relation à leur propre mode de vie. La vulnérabilité provient par conséquent de l'interaction d'un modèle sur une société; elle ne se génère ni par la société même, ni par le modèle en soi. Le caractère de vulnérabilité varie évidemment dans le temps et dans l'espace ou selon des caractéristiques du modèle ou de la société ; par exemple, en santé il existe des différences très significatives de vulnérabilités en relation à des maladies selon que l'on se situe en zone urbaine ou rurale, selon le genre, les groupes d'âges, etc. Le caractère vulnérable peut donc être une propriété émergente d'un territoire soumis à des contraintes fortes, ou à des modifications de contexte.

Cette relation entre un élément, son contexte et le temps définit une situation de vulnérabilité qui peut être **structurelle ou conjoncturelle** (Arreghini, Mazurek, 2004). La dimension structurelle de la vulnérabilité concerne des propriétés fondamentales des éléments, et d'interactions à long terme (plusieurs années à plusieurs siècles), c'est à dire dont les impacts peuvent affecter la structure même des éléments (dimension culturelle, frontières historiques, conformation du réseau urbain, politiques ou crises économiques, patrimoine, etc.). La dimension conjoncturelle, au contraire, concerne les propriétés qui interagissent dans le temps court ou de manière ponctuelle, à partir d'aléas perceptibles dans le cycle d'une vie humaine (gel, variation de prix, épidémie, mode, etc.). Il faut concevoir qu'il existe une relation entre les menaces ou dangers conjoncturels ou structurels, dépendant du type d'impact qu'ils peuvent générer, et la

vulnérabilité conjoncturelle ou structurelle dont les paramètres sont dépendants des éléments. Quelques exemples d'interactions permettent de l'illustrer dans ce tableau :

	Danger structurel	Danger conjoncturel
Vulnérabilité structurelle	Innovation de la société	Adaptation ou destruction de la société
Vulnérabilité conjoncturelle	Application d'une technologie	Réaction ou adaptation

Ce sont les relations entre éléments et contextes qui figent en définitive la nature et l'intensité de la vulnérabilité. Les recherches sur la vulnérabilité ont longtemps limité ces relations à des facteurs très simples et objectifs, souvent de cause à effet, ainsi qu'à des critères monétaires ou directement mesurables (maisons détruites, volume de contaminant, perméabilité des sols, etc.). Ces critères ne rendent évidemment pas compte de la complexité des interactions, et en particulier du fait que tous les éléments ne réagissent pas de la même manière dans un contexte donné, pointant la complexité aussi au niveau de la relation individu / groupe. Pour ces raisons, les recherches actuelles essaient de mettre l'accent sur des critères plus sociaux et subjectifs (l'information par exemple), psychosociologiques (perception et comportement), ou de nature cyclique ou emboîtée, générés par l'élément ou le contexte. En santé par exemple, la disponibilité de l'information, la perception et le comportement face à une maladie, et l'appartenance religieuse (qui conditionne par exemple le degré de confiance vis-à-vis de la médecine) sont aussi déterminants que la vulnérabilité biologique en cas d'épidémie. On retrouve cette démarche dans ce que Langford, 2002, appelle une « *approche existentielle de la perception du risque* ».

Les relations qui fondent la vulnérabilité génèrent souvent des perturbations qui peuvent modifier les caractéristiques des éléments, parfois de manière irréversible ; ce caractère de réversibilité fait partie de la mesure de la vulnérabilité : la résilience du système (Dauphiné, 2003b; Haimès, 2006; 2009b; a), qui peut être associée à deux autres caractéristiques complémentaires des systèmes : la redondance (existence d'éléments similaires qui peuvent assumer les fonctions des éléments vulnérables) et la robustesse (capacité de résistance des éléments avant la perturbation) (Haimès, 2009b). La résilience se définit ainsi comme la capacité de réponse des éléments à une situation de perturbation; réponse qui doit permettre la restauration des propriétés essentielles des éléments (dans un ordre de coût et de temps « acceptable » selon la littérature anglosaxonne). Le débat reste entier de savoir si cette résilience peut aussi s'appliquer à des adaptations des éléments, c'est à dire à des transformations adaptées qui permettent la survie de ces éléments (comme dans la génétique de l'évolution par exemple); ce qui ferait alors de la résilience le moteur de l'innovation.

Il existe aussi pour la résilience des facteurs qui la favorisent (l'organisation des groupes sociaux par exemple), la limitent (changement climatique qui change le contexte même) ou l'anéantissent (par exemple la « spirale protectrice » en santé). La résilience varie dans le temps et peut inclure un processus d'apprentissage dans la relation entre l'élément et son contexte; la grande difficulté de sa mesure est alors l'établissement du point de « l'état initial ». Le paradoxe est par conséquent que toute pression ou perturbation sur un élément n'est pas forcément négative puisque le processus de résilience effective donne pour résultat d'une innovation. Plusieurs auteurs considèrent que la vulnérabilité est source d'innovation, certains en font même le moteur du développement des sociétés (voir par exemple Romer, 1990; Chauveau et al., 1999;

Hall, 1999; Mollard, 1999; Peretti-Watel, 2000; Chiriboga, 2003; Peretti-Watel, 2003; Portnoff, 2003).

Les éléments peuvent être de natures très diverses, tant physique que biologique ou sociétal : individus, population, écosystèmes, groupes sociaux, territoires, mais aussi infrastructures ou services, etc. Le niveau d'intervention du contexte et de la perturbation conditionne la nature de la vulnérabilité : la vulnérabilité d'un individu signifie-t-elle la vulnérabilité d'une société, et vice versa ? La vulnérabilité d'une société signifie-t-elle la vulnérabilité de ses constructions et vice versa ?

La mesure du risque relève donc de l'analyse de système et des propriétés d'émergence de ces systèmes, du fait de la complexité des interactions entre concepts, paramètres et caractéristiques. En réalité, dans un système, Les éléments sont interdépendants, ce qui signifie que la situation de vulnérabilité d'un élément peut avoir des répercussions sur la vulnérabilité d'autres éléments qui n'étaient pas au préalable considérés comme vulnérables. La relation est plus complexe que la simple somme des effets, et fait intervenir une vulnérabilité globale du système résultat de l'interaction entre les éléments. Ceci signifie aussi que s'assurer individuellement face à un risque donné peut être d'une certaine utilité mais que la mitigation d'une vulnérabilité globale doit nécessairement répondre à des politiques globales (c'est le cas des épidémies, des accidents de la route, des menaces nucléaires, etc.).

A l'inverse, les changements qui peuvent induire une réduction de la vulnérabilité dans certains facteurs, ne signifient pas nécessairement une réduction de vulnérabilité pour tous les facteurs de manière automatique, parce que les effets ne sont pas linéaires. Au contraire, la réduction de certains facteurs de vulnérabilité peut en augmenter d'autres. Un exemple connu est celui de l'usage de l'énergie dans les pays du Sud : une communauté peut remplacer le bois par le gaz comme combustible de cuisine ; ceci réduit les impacts négatifs sur la forêt et ainsi la vulnérabilité écologique ; mais cela peut augmenter la vulnérabilité culturelle ou économique, dans la mesure où beaucoup de rencontres intergénérationnelles s'effectue autour du feu de bois (et pas du poêle à gaz), et qu'il faut acheter le gaz (et pas le bois). Le contrôle de la vulnérabilité par la société est un jeu de balance ; la complexité de l'analyse suppose en fin de compte un choix de société. **Ce choix est possible par un jeu d'information, de certitudes et d'incertitudes qui fondent la décision.**

James Bernouilli, dans son "principe de la raison suffisante" stipule que le risque représente « la quantité d'information qu'un individu considère comme nécessaire pour sortir de son incertitude ». C'est une probabilité subjective qui fait intervenir non seulement une estimation des probabilités de réussite d'une opération sinon aussi une estimation de second ordre qui correspond à la confiance qu'a l'individu sur sa propre estimation. Bernouilli affirme ainsi que « *le risque est le niveau d'incertitude subjective à partir duquel un individu est susceptible de participer dans une activité particulière* » (Jorland, 1993). Dans une grande mesure, les facteurs de vulnérabilité correspondent d'une part à un contexte déterminé et d'autre part à un niveau d'information sur ses propres composantes et sur les composantes du contexte ; lesquelles peuvent être individuelles ou collectives, matérielles ou immatérielles.

Même dans le cas de risques naturels, ce principe s'applique, dans le cadre d'une estimation de la vulnérabilité et d'une prise de décision qui font intervenir des perceptions des phénomènes et des comportements en réaction à ces perceptions. Dans beaucoup de cas, l'analyse du risque par l'aléa ou la vulnérabilité socio-économique n'est pour cela pas suffisante pour comprendre les

comportements. Le cas du gel dans les Andes est un bon exemple. Le gel est en effet une menace permanente dans la plupart des régions de l'Altiplano, dans la mesure où les populations savent que le phénomène peut se présenter (connaissance du phénomène) ; c'est aussi un aléa puisque le phénomène apparaît avec une certaine fréquence, (niveau d'information collective et de probabilité d'occurrence) ; c'est aussi un danger, car le gel comporte des propriétés intrinsèques bien connues, pouvant provoquer des dommages importants sur les récoltes ou le cheptel. Nous couvrons là les trois caractéristiques essentielles de la définition technique du risque : l'aléa, la menace et le danger. Les facteurs de vulnérabilité, quant à eux, peuvent être constitués par un contexte physique ou matériel (type de sol, humidité, microclimat, etc.), organisationnel ou psychologique (disponibilité de main d'œuvre, données du marché, respect des calendriers, etc.), et des niveaux différents de connaissance, c'est-à-dire, d'information, de la menace ou du danger (connaissance du terrain, circulation de l'information, accès à la radio, etc.).

Selon le niveau d'information dont dispose le paysan (connaissance du terrain, écoute de la radio, type de culture, etc.), celui-ci évaluera la situation et prendra une certaine décision sur la manière de réagir. La quantification de ce risque dépendra du choix entre la considération de ce risque comme potentiel ou comme résultat. S'il a toute l'information, le paysan considérera le risque comme nul, malgré l'existence d'aléa, de menace ou de danger, et interviendra de manière « sûre » ou n'interviendra pas. S'il n'y a aucune conséquence, on pourra dire que son évaluation fut bonne, et que le risque fut compensé par une vulnérabilité faible ; mais s'il y a des conséquences, cela signifiera qu'à risque égal, ce sont les facteurs de vulnérabilité, autrement plus importants, qui ont fait la différence. L'imprécision et la subjectivité de la notion de risque sont les principaux problèmes de son évaluation. Parce qu'aussi dans toute décision il existe un risque : « *il n'y a pas de choix sans tourment* » (proverbe allemand).

L'information devient, dans ce cas, le point commun des paramètres face à la complexité des interactions. L'aléa devient menace quand il n'est pas connu, c'est-à-dire que sa probabilité de connaissance ou d'occurrence est basse ou nulle (on ne sait pas s'il y a eu ou s'il y aura du gel dans cette région et par conséquent on ne sait pas si une activité particulière est possible). Le chemin descriptif se complique encore plus avec l'estimation de second niveau de Bernoulli : l'individu doit estimer si l'information qu'il a reçue est fiable ou vraie (processus de réinterprétation de ses propres critères). La théorie normative de la décision⁵⁴ considère que celle-ci est optimale quand, au cours d'un choix, le produit est maximum entre la probabilité estimée de l'occurrence des options de choix, et la valeur désirée de l'utilité de ce choix. Les probabilités ou valeurs peuvent être objectives ou subjectives. Ceci suppose que l'acteur connaisse toutes les options possibles de ce choix, ce qui est rarement le cas ; connaissance qui peut être améliorée par l'expérience ou l'accumulation d'information. Pour cette raison, dans l'évaluation du risque, dans l'ajustement de la vulnérabilité, et dans la prise de décision, les savoirs vernaculaires sont fondamentaux (sans doute beaucoup plus que les savoirs scientifiques plus subjectifs), ainsi que l'organisation et la participation à des réseaux. « *La légitimation d'une science de la décision implique donc celle, corrélative, d'une science de l'organisation et d'une science de l'information.* » (Le Moigne, 2002, p. 54).

⁵⁴ On se référera ici, sans l'approfondir aux travaux de Von Neuman et Morgenstern sur la théorie des jeux ou de Wiener sur la cybernétique et la science de la communication, de A. Simon sur la théorie normative néo-positiviste.



Figure 19: Les multiples boucles d'interactions dans la caractérisation du risque.

Les interactions sur un élément sont toujours indirectes. Par exemple, le danger n'intervient pas directement sur un élément, il intervient par l'intermédiaire d'un contexte. Une mauvaise récolte d'un produit est un drame dans le contexte d'une monoproduction, elle l'est moins dans le contexte de la diversification productive. De même, l'innovation peut permettre, par interrelation entre une menace et une action (prévention), de réduire l'effet du risque. Etc. En vert sont placées les composantes concrètes ; en bleu les actions ; en orange des estimations de paramètres, plus subjectives.

Dans nos Andes, l'hétérogénéité de l'espace et les situations extrêmes des conditions physiques obligent à une gestion soutenue et constante du risque, aussi bien sur des aléas physiques (climatiques en particulier), que sociaux (prix de vente, application de politiques, conflits internes pour les ressources, etc.). La gestion de ce risque s'effectue au moyen d'une connaissance du contexte, surtout dans ses aspects structurels, beaucoup moins conjoncturels, et par une bonne analyse des caractères ou éléments qui sont sources de risque. Ces deux moyens de contrôle sont rendus possibles d'une part par la diversification des systèmes des activités (diversification des systèmes de productions, des zones de productions et des calendriers qui supposent une maîtrise de l'espace), d'autre part par un cadre organisationnel capable de gérer cette diversification, et enfin par une mobilité spatiale qui favorise les relations en réseau, et les échanges d'information. Enfin, la prise de décision est collective et se base sur des critères accumulatifs de la connaissance, l'usage d'une mémoire, qui intègre cette question du risque dans le mode de vie et d'organisation.

Il n'y a à mon sens pas de critère objectif définissant le risque, et surtout du risque statique. Le risque est un processus dynamique (qui suppose une appréciation dans le temps), et totalement subjectif (qui suppose une appréciation de sa relativité vis-à-vis d'un modèle). En relation au territoire, un des facteurs de subjectivité, construction sociale par excellence, est la notion de patrimoine, fréquemment perçue comme une revendication identitaire et souvent peu comme valorisation consciente et collective du territoire (Arreghini, Mazurek, 2004). Le patrimoine est la valeur que l'on attribue au territoire, qui entrera comme telle dans l'équation du risque, bien au delà de la notion "d'enjeu" (Metzger & D'Ercole, 2009), car le patrimoine est constitutif de l'identité territoriale. Plus la valeur patrimoniale sera importante, et plus la vulnérabilité le sera aussi, en relation à un contexte de risque. De plus, la valeur patrimoniale étant liée non à l'espace mais au territoire, il peut exister des différences significatives d'appréciation du patrimoine selon

les groupes sociaux qui définissent ces territoires ; la valeur patrimoniale est bien relative à un groupe social et non à un espace. Ce sont des situations courantes, rappelons nous les Talibans et les Buddhas de Bamiyan ! Pour les uns, les Buddhas représentent un patrimoine sacré, pour les autres c'est une offense à leur propre territorialité ; le rapport de force entre les deux territorialités détermine alors l'existence (physique dans ce cas) du patrimoine. Ces formes de vulnérabilités territoriales sont quotidiennes, et s'exacerbent avec la complexification des territoires.

Les aléas sont en général difficilement réductibles. Les vulnérabilités sont beaucoup plus malléables. Rendre compatible les stratégies des groupes sociaux qui construisent les territoires dans l'espace est une des manières les plus efficaces de réduire l'incertitude et donc la vulnérabilité. Pour cette raison, la gestion du risque, du point de vue territorial, nécessite l'introduction d'un critère de capacité organisationnelle de la société qui se développe dans ce territoire, c'est à dire la capacité de réaction et d'adaptation aux facteurs de risque (la résilience); dit d'une façon différente, sa relation avec l'incertitude ou l'information. C'est le principe de la « prise de décision en contexte d'incertitude » qui caractérise beaucoup de phénomènes collectifs, et la majorité des sociétés traditionnelles, rurales ou de situation extrêmes.

Risque – Décision – Incertitude sont interdépendants par l'intermédiaire d'une série de variables qui peuvent être représentées de la manière suivante (Arreghini & Mazurek, 2004):

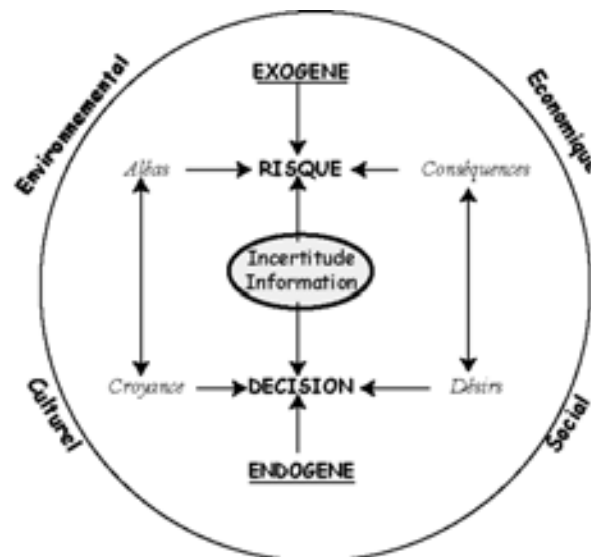


Figure 20: Vision intégrée du risque associé à la décision

Le noyau central est constitué de l'incertitude ou de l'information, deux éléments complémentaires (ou opposés) qui déterminent la possibilité de prendre une décision en évaluant un risque. Des auteurs comme Abt *et al.*, 2010 ou Vertzberger, 1995 insistent sur la définition d'un concept d'incertitude (*uncertainty*) au lieu de probabilité parce que la caractérisation de l'improbabilité et de la variabilité sont les deux étapes les plus critiques de la mesure du risque, mais aussi parce que ce qui nous intéresse est avant tout le non-connu (l'improbable ou *uncertainty*) plutôt que le connu (le risque). Dans beaucoup de situations de risque, l'incertitude est plus sûre que la connaissance, et beaucoup de décisions de prévention doivent être prises en situation d'incertitude. En situation de délibération, ou de participation, par exemple, la pluralité des opinions peut générer plus d'incertitude que de certitudes, et même des polémiques ou des conflits ; la notion de "qualité de la connaissance" prend alors une valeur inégalable dans le processus de décision (van der Sluijs *et al.*, 2008)

La décision est principalement un processus de nature endogène à la société, déterminé par un système de croyances et de désirs (vision du futur, stratégie d'acteurs, etc.). La décision est une tension entre la croyance et le désir, objectif ou subjectif. *On désire quelque chose mais il est difficile de le faire à cause de la pression du système social, culturel, moral ou religieux.*

Le risque est principalement de nature exogène, déterminé par ses aléas et conséquences, ou par des boucles de rétroactions dans le cas du risque généré par la société même. La décision est donc l'antinomie du risque : croyances contre aléas et désirs contre conséquences. *On désire quelque chose mais il existe un risque parce que ses conséquences sont connues et les impacts connus ou prévisibles.*

La prise de décision est alors un compromis entre ce que l'on désire faire, ce qu'il est possible de faire, et une estimation de ce qui va résulter de l'action. Cette définition a l'avantage de prendre en compte les différentes dimensions de la gestion du risque: environnementale, économique, culturelle et sociale.

- Social comme expression du désir, volonté aspiration, etc.;
- Culturel associé à croyance, morale, tradition, religion, etc.;
- Environnemental (dans un sens général de milieu) à aléas, contexte, limitant, etc. ;
- Economique à conséquences, effets, impacts, etc.

Appliquées au territoire, ces relations risque / incertitude / décision mettent l'accent sur la capacité organisationnelle (fonctionnement, régulation et gestion) du territoire et la capacité informative (réseau, savoir, adaptabilité) de la société, comme éléments essentiels de la gestion du risque, et de son caractère intégré au moyen de l'information. La stratégie de construction sociale territoriale n'est autre que le rapport entre l'incertitude et la décision. Dans beaucoup de cas, la pauvreté serait ainsi le résultat, non d'un manque de ressource, mais d'une incapacité à gérer le risque territorial.

L'incertitude est une règle dans les Andes, ce qui explique sans doute cette adaptation dans le langage (système triadique du non, oui et peut-être), dans les formes d'organisation (rotation rapide des pouvoirs), et dans la gestion territoriale (réponse à la diversité par la diversité). Il n'est pas très intéressant de savoir ce qui est certain et vrai dans la relation entre la société et l'espace, sinon de comprendre quels sont les mécanismes que la société développe pour répondre à l'incertitude.

« Pour cela, nous pouvons conclure que cette distribution territoriale serait motivée par la nécessité de 'diversification du risque' comme unique moyen d'assurer un niveau minimum de production. La limitation du facteur de production qu'est la terre les obligea à une dispersion de la production. La survie des groupes ethniques ne dépendait pas de l'exploitation d'une aire concentrée de terres, sinon qu'elle se basait sur de petites unités séparées entre elles. L'exploitation parcellisée favoriserait une meilleure couverture face aux crises climatiques. Les fréquentes gelées et sécheresses sont bien connues pour affecter de manière cyclique les terres hautes, de telle façon que la population dépendante des ressources agricoles et de l'élevage élaborera des stratégies pour rendre aléatoire les crises et arriver à un certain degré de sécurité et de stabilité productive. La diversification du risque est une forme de garantie de résultat, parce que l'exploitation dans diverses zones permet de compenser les différents rendements. L'objectif final de ce comportement andin traditionnel fut l'autosuffisance, la réciprocité et la redistribution » (Del Rio, 1995, page 69).

Les recherches que j'ai déjà entreprises en relation à cette problématique (Mazurek & Blanchemanche, 1992; Mazurek et al., 1998; Mazurek, 2000; 2002; Arreghini & Mazurek, 2004; Mazurek & Arreghini, 2006) permettent de dégager une conclusion forte sur cette relation société

- risque : les stratégies d'adaptation au risque sont la plupart du temps des stratégies territoriales, surtout dans des zones rurales soumises à l'hétérogénéité. Quelque soit la nature du risque, et son origine (interne – externe, global – local, concentré – diffus, etc.), les vulnérabilités seront modulées par les jeux de l'information et de la décision, et les impacts par l'équilibre entre diversification et spécialisation individuelles et territoriales. Dans le domaine de la dynamique des territoires et des systèmes productifs andins, nous l'avons montré pour le Pérou (Mazurek *et al.*, 1998; Mazurek, 2000), comme pour la Bolivie (Arreghini & Mazurek, 2004; Mazurek & Arreghini, 2006).

Les acteurs locaux s'adonnent à une sorte de construction sociale du risque leur permettant, en dépit d'un accès imparfait à l'information et à ses outils de traitement, de tenter de s'adapter aux aléas économiques et à l'instabilité des marchés. Cette évaluation imparfaite du risque social et économique comme les stratégies décisionnelles développées par la société locale sont les principaux éléments de la dynamique spatiale des territoires, liés toujours aux capacités d'adaptation et d'innovation des sociétés. Le concept de territoire est intrinsèquement lié à celui de risque. La structuration de l'espace a pour objet l'adaptation à l'incertitude et la gestion du risque: il en est ainsi de la création des villes, de l'organisation du centre et de la périphérie, de la frontière, du maillage, etc. **C'est le fondement même de la géographie : toute construction territoriale est une construction sociale, culturelle et économique dont la reproduction est confrontée à l'incertitude.**

La présence même du risque conduit **les sociétés à faire preuve d'innovation pour assurer leur reproduction**. Ces processus ont été particulièrement bien observés, à une échelle locale, chez les agronomes en milieu tropical (Eldin & Milleville, 1989). La gestion du risque, par l'innovation, produit des structures spatiales spécifiques (les fronts pionniers par exemple) qui génèrent à leur tour des risques, environnementaux, économiques ou sociaux, perceptibles à toutes les échelles. « *Très certainement, les fronts pionniers sans encadrement étatique illustrent le degré maximal d'incertitude. L'innovation y est permanente car la société et, surtout, les individus doivent répondre aux défis que posent les ajustements entre l'environnement économique et les exploitations agricoles.* » (Mollard, 1999).

Un des facteurs de cette innovation est la diversification. « *Survivre aux risques, c'est avant tout les disperser, ...* » (Morlon, 1989). Dans les Andes, on va ainsi utiliser au maximum les étages écologiques allant de la mer à plus de 5000m ; pour diversifier les cultures, l'alimentation, et le calendrier des cultures ; on va multiplier les formes de stockage (par exemple le *chuño*, la *moraya* ou la *tunta* pour la pomme de terre) ; on va diversifier l'utilisation des produits (auto alimentation, vente au marché local, troc, rente, etc.) ; on va être mobile pour rendre effective cette diversification (échanges côte – Sierra – Selva).

Ces recherches sur les conditions de l'innovation, vivaces dans les années 1990, ont été progressivement abandonnées au profit d'une course à la technologie qui n'a pas donné les résultats escomptés. L'introduction de ces technologies (tracteurs, internet, semences améliorées, etc.) dans des systèmes fragiles et soumis à contraintes a généré plus un risque qu'une opportunité ; conjointement à la monétarisation des échanges, elles ont fortement fragilisé les communautés. Aujourd'hui existe tout un courant qui tente de reconstituer un patrimoine du savoir traditionnel, comme base de l'innovation et de la construction d'une autre modernité. C'est un champ de recherches encore neuf, à l'interface entre la recherche et l'action, qui essaie de comprendre et d'intégrer les composantes systémiques de l'innovation (Hagmann, 1999; Douthwaite, 2002; Portnoff, 2003; Camagni & Maillat, 2006; Montaña *et al.*, 2007) :

- La mesure de l'impact et de la capacité d'apprentissage des acteurs (générer de la connaissance à partir de l'expérience) ;

- La participation qui permet la génération de proximité organisationnelle, facilite la décision et l'action ;
- L'accès à l'information et à la communication, à divers niveaux spatiaux ;
- La création de normes qui permettent de faciliter l'implantation de bonnes pratiques de l'innovation ;
- La formulation de politiques publiques donnant un contexte favorisant l'innovation, et en particulier la reconnaissance de la notion de développement territorial, c'est-à-dire de la construction identitaire des territoires.

Les milieux innovateurs (Camagni & Maillat, 2006), constituent une théorie sans doute la plus efficace dans la gestion de ce risque territorial, car elle insiste sur l'importance « *des mécanismes d'apprentissage collectif, de mise en réseau des savoir-faire et des connaissances locales nécessaires à l'émergence de l'innovation* » pour le développement local et territorial. « *L'hypothèse a donc été faite du rôle déterminant joué par les milieux locaux comme incubateurs de l'innovation, comme prisme à travers lequel passeront les incitations à l'innovation et qui donnent sur le terrain son visage à celle-ci : l'entreprise n'est pas un agent innovateur isolé ; elle est une partie du milieu qui la fait agir. Le passé des territoires, leur organisation, leurs comportements collectifs, le consensus qui les structure sont des composantes majeures de l'innovation* » (Aydalot, 2006, p. 22). Incisive définition du monde Andin !

6 – Territoires et gouvernance

« Je suis d'un autre pays que le vôtre,
D'un autre quartier,
D'une autre solitude,
Je m'invente aujourd'hui des chemins de traverse,
... »
Léo Ferré

Dans le parcours que nous suivons le long de ces chapitres, la gouvernance serait la nécessaire réaction au risque territorial, car elle permettrait la mise en place des conditions nécessaires à ces milieux innovateurs.

Hélas, le terme de gouvernance est aussi polysémique et extrêmement paradoxal (Prats, 2003). Alors qu'il devient aujourd'hui un paradigme très utilisé par les acteurs, il est toujours difficile d'en donner une définition consensuelle.

La gouvernance est liée directement, elle en est même la fonction centrale, à la gestion et l'administration du territoire ; ces deux derniers termes étant pris dans leur sens général « d'action de s'occuper » mais aussi de don et de distribution. Toutes les sociétés, même les moins ancrées dans la modernité, ont une gestion de leur territoire, dérivée de formes de hiérarchies et d'autorités. Cette gestion n'est pas toujours liée à des aménagements de l'espace, elle peut être très subtile, par exemple autour de l'usage d'un rituel. Lors des fêtes d'août, de l'Equateur au Chili en passant par l'Argentine, des rites spécifiques comme la *khoa* ou la *challa* (donation à la Terre-Mère), le *sahumiero* (« nettoyage » de la maison par une « mesa » que l'on brûle selon certains rites) ou le sacrifice de lama, sont des actes de respect à la Pachamama et ainsi de gestion d'une meilleure récolte. La gestion suppose toujours une relation entre les acteurs, et un accord sur les formes de ces relations. Les modalités de la gestion, appelées gouvernance, pose donc deux problèmes :

- celui de la légitimité des territoires en particulier des territoires qui sortent du champ de l'institutionnel, et de la relation entre ces deux types de territoires.
- celui de l'autorité, faisant de la Nation et du rapport avec l'Etat un cas particulier de territoire.

Les acteurs légitimés ont-ils plus d'autorité pour gérer un territoire ? Quelles sont les formes de légitimation ? Peut-on accepter que la gouvernance ne s'applique qu'à des formes légitimées par la Nation ?

Ce débat est important et central aujourd'hui dans les pays Andins, où la revendication indigène devient le centre des modèles politiques. La nouvelle constitution (2009) de Bolivie accepte le principe de l'autonomie territoriale et en particulier de l'autonomie des territoires indigènes, ainsi que l'élimination de tout rapport de dépendance et de hiérarchie entre les entités territoriales⁵⁵. Une bonne gouvernance supposerait donc l'instauration d'un dialogue permanent entre ces entités de manière à coordonner les actions.

⁵⁵ Article 276 : les entités territoriales autonomes ne seront pas subordonnées entre elles et auront même rang constitutionnel.

Si le territoire n'est utilisé que dans son acceptation de territoire politique, « *comme matrice fondamentale de la juridicité sur le rapport initial de consubstantialité entre les administrations et l'autorité politique* » (Faure, 2006), alors les paradigmes de territorialité et de gouvernance n'ont pas vraiment de sens. La gouvernance dans un système territorial politico-administratif ne peut exister qu'au moyen d'un processus de légitimation par la représentation, démocratique ou non. C'est pourquoi les sciences politiques ont des difficultés de conceptualisation des termes « territorial », « territorialité », « territorialisation », et surtout gouvernance, qu'ils associent à des processus politiques dans le sens de l'intervention de l'Etat. « *Ces évolutions sont sans doute des symptômes de la crise du modèle français d'administration, en ce sens qu'elles révèlent sur le plan théorique des enjeux politiques inédits de territorialité liés au processus général de décentralisation dans tous les systèmes politiques nationaux* » (Faure, 2006). Et cet auteur d'annoncer la fin des territoires, en référence à Badie, 1995, puisque les mouvements sociaux s'émancipent de l'administration territoriale ; comme si l'administration politique était nécessaire à la construction de territorialité.

Si par contre, le territoire est conçu comme un processus légitimé d'appropriation par un groupe d'acteurs, lié ou non au pouvoir de l'Etat, ce que nous avons appelé un processus de territorialisation, alors la gouvernance prend tout son sens, comme système de cohésion des territoires dans l'espace, sur la base des cinq fonctions définies dans le chapitre 3 (Mazurek, 2009d). Il peut y avoir alors coexistence de plusieurs systèmes de représentation sur un même espace: politico-administratif, associatif, ethnique, de quartier, religieux, productif, etc., que parfois les sciences politiques appellent des « groupes de pression », entre lesquels le dialogue sera nécessaire pour établir une action collective sur l'espace. On comprend que ce dialogue sera facile au niveau local, de par le petit nombre d'acteurs, et par la proximité de ces acteurs ; il devient complexe au niveau des départements ou de la nation.

Comme nous l'avons bien démontré dans une publication sur la gouvernance territoriale dans les pays d'Amérique Latine (Mazurek, 2009a), il faut clarifier les définitions de gouvernabilité et de gouvernance : nous y avons réservé la gouvernabilité à l'efficacité des structures et des mécanismes d'action de l'appareil d'Etat (mécanismes de fonctionnement vertical) pour permettre d'assurer une bonne gouvernance ; cette dernière est alors définie comme le mécanisme de dialogue transversal entre tous les acteurs territoriaux. Comme nous le verrons au chapitre 8, la planification devient alors un outil fondamental dans cette relation gouvernabilité - gouvernance.

Si la définition de la gouvernance est liée à la coordination d'acteurs territoriaux, la gouvernance des territoires devient une tautologie. Peut-il exister des territoires sans gouvernance, dans la mesure où l'existence du territoire est conditionnée par le jeu des acteurs qui le construisent ; et peut-on concevoir une gouvernance sans territoire, puisque les niveaux d'interactions et de coordination entre acteurs s'effectuent dans un espace ?

Par contre, la complexification des territoires nécessite des mécanismes chaque fois plus nombreux et précis de dialogue et de concertation au sein des territoires et entre territoires, pour lesquels effectivement l'Etat peut jouer un rôle important de régulateur. On est donc aujourd'hui amené à construire de subtils jeux entre gouvernabilité et gouvernance, entre les capacités des institutions et les modalités du dialogue social.

Pour illustrer ce propos, nous repartons dans nos Andes.

La forme traditionnelle d'autorité qui fonctionne encore aujourd'hui dans l'ayllu est basée sur trois principes :

- la rotation annuelle des pouvoirs entre les diverses communautés qui composent l'ayllu ; cette autorité peut prendre plusieurs noms, c'est en général le *jilaqata* ou le *mallku* (ce dernier terme désignant aussi une autorité supérieure comme la *marka* composée de 4 ayllus), composé du *tata jilaqata* (homme) et de sa dualité, la *mama jilaqata* (o *T'alla*).
- La prise de décision s'effectue autour du *thakhi* (qui signifie cheminement), assemblée périodique ou du *cabildo* (qui peut être traduit par assemblée générale) ; elle constitue l'axe central de la vie communautaire, incluant aussi bien la gestion sociale, productive, territoriale et religieuse.
- Les autorités ne répondent pas à un système de représentativité mais de consensus. Le *jilaqata* est une autorité prestigieuse, car détentrice des ressources spirituelles des communautés, mais il prend peu de décision et même se retrouve au centre d'un contrôle social très rigoureux de ses actions.



Photo 21: L'assemblée et l'autorité

A gauche, l'assemblée municipale élargie aux autorités locales sur la place de la commune de Calamarca (près de La Paz). A droite, les autorités au premier rang des ateliers participatifs (Jilaqatas vêtus d'un poncho, d'une ch'uspa de coca, d'un fouet et d'un bâton de commandement - Chulchucani, commune de Potosi).

L'assemblée procède en particulier à la distribution des terres aux familles (*sayana*) et à l'espace commun pour les parcours (*saynoca*). Cette distribution dépend des conditions de récolte des années précédentes, de la situation des familles, et d'évènements particuliers pouvant se produire (comme un mariage par exemple).

Cette structure qui conforme le pouvoir local des communautés a été particulièrement bien étudiée, y compris dans ses formes récentes par les anthropologues (Medina, 1997; Ticona, 2003; Dávalos, 2005), mais pratiquement pas par les géographes qui ont le plus souvent basé leurs recherches sur les territoires politico-administratifs. Les formes d'administration du territoire sont basées sur un système dual de décision : d'une part les foyers qui interviennent sur leurs unités de production (qui peuvent être multiples) et de l'autre la communauté, au travers d'autorités hiérarchisées qui contrôle et gère les situations familiales, sur un territoire vaste et hétérogène. Le système dual fait un va et vient constant entre la coordination centralisée et la production décentralisée, ce qui permet d'adapter le système de gestion et les règles selon l'étage écologique et ses spécificités (voir pour une description détaillée de ces systèmes au Pérou Mayer & de la Cadena, 1989; Mayer, 2002). Pour Enrique Mayer, cette organisation permet une forme de régulation extrêmement efficace dans un contexte de milieu contraignant et d'agriculture communautaire : chaque zone a une production spécialisée, mais chaque famille est diversifiée ; situation inverse de la côte et de son agriculture familiale, situation que nous avons mis en évidence à partir des statistiques agricoles au Pérou (Mazurek *et al.*, 1998; Mazurek, 2000).

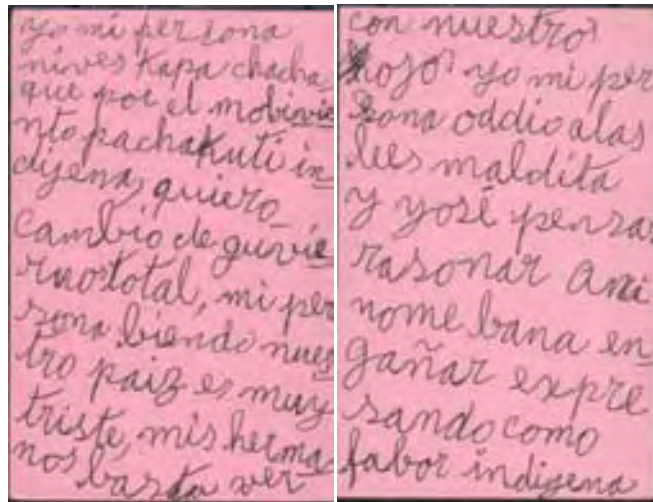


Photo 22: Les "fameuses" cartes roses des ateliers SWOT (FODA en espagnol : Forces, Faiblesse, Opportunités, Menaces): l'expression spontanée des revendications
 « Moi, ma personne, Nives Kapa Chacha, qui pour le mouvement indigène Pachakuti, veut un changement complet de gouvernement, voyant que mon pays est très triste, avec mes yeux je vois que mes frères en ont assez ; moi, ma personne, je hais les lois maudites et je sais penser, raisonner, ainsi qu'il ne vont pas me tromper, comme expression d'une faveur indigène ».



Photo 23: Une expression plus formelle, le compte rendu des décisions de l'atelier participatif pour le plan d'aménagement du territoire dans les communautés de Palca Mayo et Pati Pati.
 Signent toutes les autorités, comme preuve de participation et d'engagement.

La Marka peut recouvrir beaucoup de communautés, comme celle de Jesús de Machaca dans le département de La Paz, (Viadéz & Blanes, 2009), d'une superficie de 960.000km² et qui comprend 26 Ayllus pour une population de 13247 habitants. Elle correspond de fait à une commune par recomposition dans les divers découpages politiques qu'ont imposés les espagnols depuis la colonisation. On trouvera des descriptions de ces recompositions dans nombres de publications (Sebill, 1989; Rivière, 1997; Blanes, 2000; Quispe *et al.*, 2002; Ríos *et al.*, 2002; Ticona, 2003; Andolina *et al.*, 2005; Nicolas *et al.*, 2005; Viadéz & Blanes, 2009), et je ne proposerai qu'un résumé des caractéristiques qui nous intéressent pour notre propos.

Le système traditionnel des ayllus a été contraint de s'adapter lors de six grandes étapes de recomposition territoriales en Bolivie⁵⁶:

- La *reducción* des espagnols, dès le XVI^{ème} siècle, qui ont voulu fixer dans des villages les populations qu'ils considéraient comme trop mobiles ;
- La recomposition, après la République, des *reductos* en cantons, censés représenter les anciennes communautés mais plus enclins à satisfaire les intérêts des *hacendados* (grands propriétaires) ;
- La recomposition de nombre de communautés indigènes en communautés paysannes ou syndicats après la réforme agraire de 1952 ;
- Le processus de municipalisation, impulsé par la loi de participation populaire en 1994, qui devait donner plus d'autonomie aux pouvoirs locaux, mais qui n'a pas suivi les découpages des communautés, et a profité aux partis politiques. La constitution des municipes a été en partie suivie d'une « districtation » qui devait correspondre aux anciens cantons et communauté, mais qui n'a eu qu'un effet limité. Par contre, la loi de participation populaire incluait la création des OTB (organisations territoriales de base), censées représenter elles aussi les communautés dans le dialogue direct avec la municipalité. La loi de participation populaire a aussi intégré la notion de TCO (Terres Communautaires d'Origine) qui est un titre de propriété collectif attribué à une ou plusieurs communautés qui peut démontrer son attache ancestrale aux terres qu'elle occupe.
- La loi électorale de 2004 qui a permis à des représentants de la société civile (et donc à des autorités indigènes) de se présenter aux élections locales.
- La constitution de 2009 qui donne aux municipalités une certaine autonomie, et surtout la possibilité de constituer des municipalités indigènes autonomes, sur la base d'une reconnaissance des droits ancestraux par le parlement.

A partir de cette évolution, il est important de comprendre les transformations qui eurent lieu dans les relations de pouvoirs au sein des territoires indigènes. À une structure simple, consensuelle, l'Ayllu, se sont superposées des limites politico-administratives qui ont eu pour résultat une fragmentation progressive de petits espaces supposés homogènes, ainsi qu'une fragmentation du pouvoir par l'adjonction de plusieurs fonctions représentatives auxquels d'ailleurs n'avaient pas accès les indigènes eux-mêmes (maire, sous préfet, préfet, conseiller départemental, sénateur et député). Les deux processus de fragmentation diminuent le rôle des autorités traditionnelles, d'une part parce qu'ils font passer le processus de décision du niveau collectif au niveau individuel, d'autre part parce que la nomination des autorités s'effectue sur le système représentatif et non filial ou consensuel ; et enfin parce l'autorité politique locale dispose

⁵⁶ Pris comme exemple, mais on retrouvera une recomposition similaire au Pérou ou en Equateur, puisque ces pays étaient sous le même régime de la colonisation espagnole, et ont connu les mêmes étapes de réforme agraire et de décentralisation.

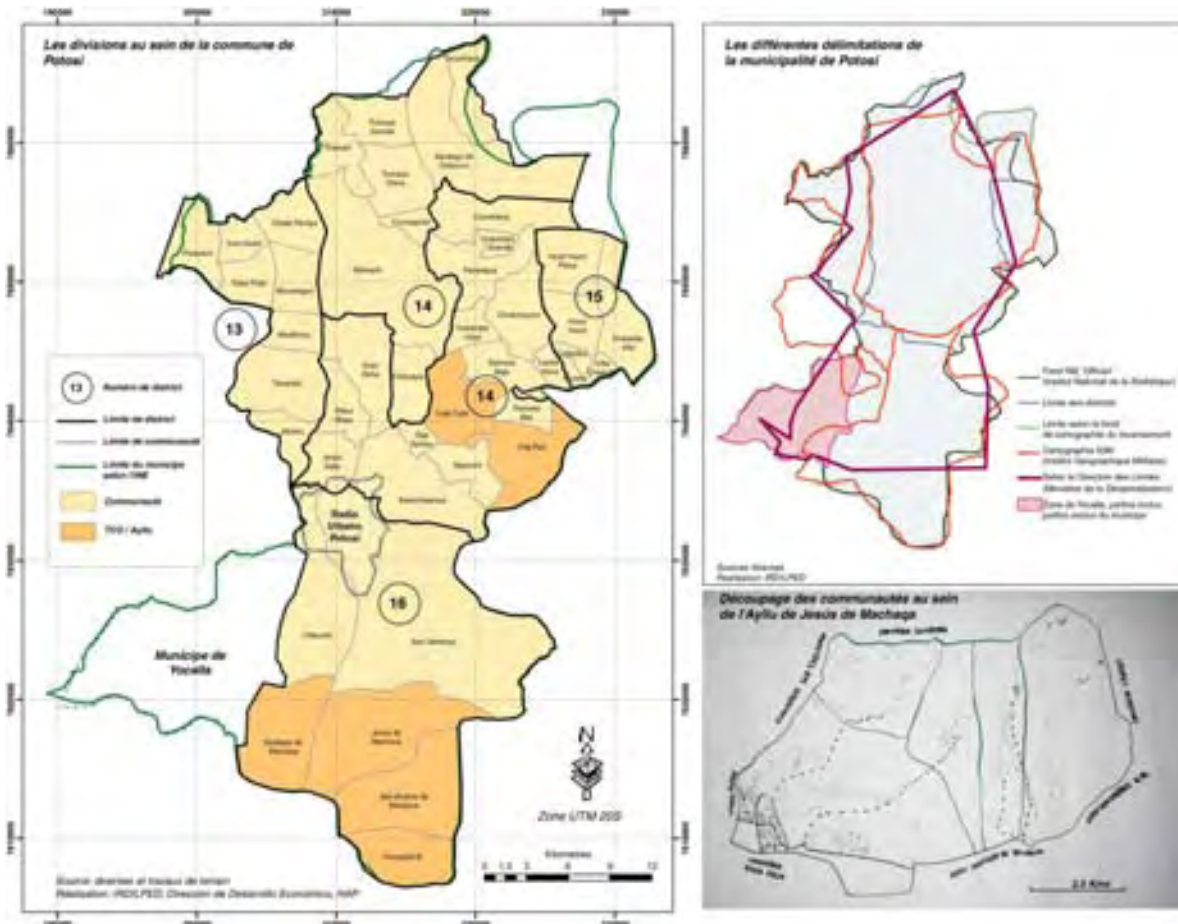
d'un rang supérieur à celui du *Jilaqata*. L'autre transformation significative dans le système territorial, c'est la dépendance des autorités à la ville, c'est-à-dire à une centralité figée, par rapport à une centralité liée au maillage communautaire (voir le chapitre 2).

La gouvernance a été très longtemps problématique : des limites de municipalités non fixées ce qui a généré de nombreux conflits⁵⁷, des désaccords permanents entre maires et autorités originaires paralysant les projets, des problèmes de corruption, etc. ; en fin de compte une gestion municipale qui s'est contentée, pendant pratiquement 25 ans, de gérer les affaires courantes, construire de petites infrastructures, sans réellement créer une dynamique sociale ou productive. La loi de 2004 a permis à de nombreuses autorités traditionnelles locales de reprendre les rênes des municipalités, sans un résultat vraiment supérieur, sans doute par manque de formation. C'est la nouvelle constitution de 2009 qui a donné de nombreux espoirs de reconstitution des anciens territoires et a généré une dynamique dans ce sens, sans doute aujourd'hui incontrôlée et incontrôlable.

Selon une enquête réalisée en 2009 par Xavier Albó et Carlos Romero (référence Fundación Tierra), il existait à cette date en Bolivie 84 TCOs et 187 municipes potentiellement indigènes, sur les 327 qui conforment le pays.⁷³ de ces 187 municipalités se considéraient composées à plus de 90% de population indigène. Selon le récent atlas publié par le 'Viceministerio de Tierras', 2010, la Bolivie compte à cette date 248 TCOs, représentant près d'un tiers de la superficie du pays, dont 87 (35%) dans le seul département de Potosí, et 153 (62%) dans les départements de Oruro et Potosí, c'est-à-dire le cœur de la zone de l'Altiplano. Cette dynamique est représentative du mouvement actuel de 're-ayllus-isation', non pas sur un schéma nostalgique de territoire, mais parce que ce système est considéré par les populations de l'Altiplano comme le meilleur système de gouvernance, alternatif au dispositif de contrôle de l'Etat.

Le cas de Potosí est assez significatif (voir carte 9). Dans les ateliers participatifs que nous avons organisés, les questions relatives à la gouvernance furent prioritaires pour le plan d'aménagement du territoire ; cette priorité montrait la nécessité d'un dialogue constructif entre les institutions publiques locales, et les diverses formes de représentativité communautaires. La commune de Potosí est divisée en 5 districts, reliquats de la division de la république, qui comptent chacun un *corregidor* (représentant de la municipalité). La municipalité est aussi découpée en 44 communautés dont 6 ayllus ayant chacun son représentant, et en 286 *secciones* ou *centros* dont les délimitations sont approximatives, puisque chaque communauté ou ayllu peut être subdivisé en sections (carte en bas de l'Ayllu de Jesús de Machaca, Potosí). Ce découpage est fortement approximatif (carte 9 en haut à droite), et se superpose à d'autres dispositifs juridiques spécifiques comme par exemple le 'Rayon Urbain' qui délimite la zone urbaine du centre de Potosí. Chaque unité constitue un territoire de base, disposant d'un ou plusieurs représentants ou gestionnaires, souvent indépendants de la mairie ; celle-ci dispose de son propre conseil municipal élu, de techniciens et d'adjoints au maire, et d'un comité de vigilance issus de la société civile. C'est ce que nous appelons le 'patchwork' bolivien, résultat de siècles d'empilements de formes territoriales, qui est devenu ingérable, et dont les populations locales ne veulent plus. Malheureusement, les travaux de la constituante de 2009, qui pourtant sont le résultat « *des demandes incessantes de décolonisation des peuples indigènes ou originaires* » (Prada, 2005), n'ont pas permis de retourner à un niveau acceptable de la gouvernance territoriale.

⁵⁷ En Bolivie, près des deux tiers des communes n'ont pas de limites établies, et nombre de communautés, pour n'avoir pas de limites définies, se retrouvent en porte à faux entre deux communes, voire deux départements.



Carte 9: Divisions de la municipalité de Potosí.

Le système bolivien est un bricolage entre d'anciennes formes de gestion (l'Ayllu), des formes intermédiaires toujours inscrites dans l'identité collective (le canton et le district), et des formes 'modernes' qui n'ont pas été assimilées du point de vue juridique, en particulier du fait de l'absence de limite officielle, et du fait de la multiplicité des formes de représentations. Bref, les territoires deviennent ingérable.

Cette superposition de logiques souvent opposées fut à l'origine de nombreux conflits à tous les niveaux, aussi bien au sein des communautés, entre les communautés, ainsi qu'avec les communes voisines ou les autorités départementales (Vergas, 1998; Blanes, 2000; de la Fuente, 2001; Urioste, 2002; Ayo, 2003; Mazurek, 2006). Ces conflits ont résulté d'une multiplication des formes d'autorité et de contrôle social, parallèles ou hiérarchiquement supérieures aux autorités locales : corregidor (représentant de la mairie dans un district), membre du comité de vigilance, responsable d'OTB, conseiller municipal, maire et maire adjoint sectoriel, etc. ; sans compter que ces fonctions sont toutes décalées dans le temps (un an pour le Jaliqata, 2 ans pour les *juntas vecinales*, 5 ans pour le maire, etc.). La mise en place de la loi de participation populaire en Bolivie a généré un problème de légitimation des communautés en relation aux d'autres instances politico administratives, et une déstructuration des formes de solidarité territoriale puisque les communautés ne communiquent plus avec les voisines mais directement avec la mairie ; par ailleurs les communes deviennent concurrentes entre elles, pour les budgets en particulier, empêchant toute forme de collaboration intercommunale. Cette situation se retrouve au Pérou (Revesz, 1998; Remy, 2005b; a; Revesz, 2009) comme en Colombie (Laurent, 2005; Otero Bahamon, 2006; Laurent, 2007).

Dans notre paradigme de relation espace / territoire, la proposition (Mazurek, 2009a) est par conséquent de distinguer une « gouvernance horizontale » (que certains comme Oriol Prats, 2003; Mayorga & Córdoba, 2005; Revesz, 2009, nomme gouvernance démocratique dans un sens plus large incluant les institutions publiques), et une « gouvernance verticale » ou gouvernabilité. Je reprendrai, pour le compléter, le schéma publié dans Mazurek, 2009d, pour cette différence entre gouvernance et gouvernabilité, appliquée au territoire.

La gouvernabilité, nous la définissons comme la capacité de l'Etat et de ses instances à répondre aux demandes des citoyens, c'est-à-dire l'efficacité de ses institutions dans la gestion du dialogue et de la construction de politiques adéquates, définition relativement consensuelle (Oriol Prats, 2003; Mayorga & Córdoba, 2005). Elle correspond à la gouvernance de territoires administratifs dans le cadre, par exemple, d'une décentralisation ; elle peut aussi y associer des processus de participation mais qui resteront toujours verticaux.

La gouvernance, paradigme moins consensuel, nous la définissons comme le processus d'interaction entre les acteurs du ou des territoires, y compris l'acteur institutionnel, c'est-à-dire le degré de cohérence entre les propositions de territorialité.

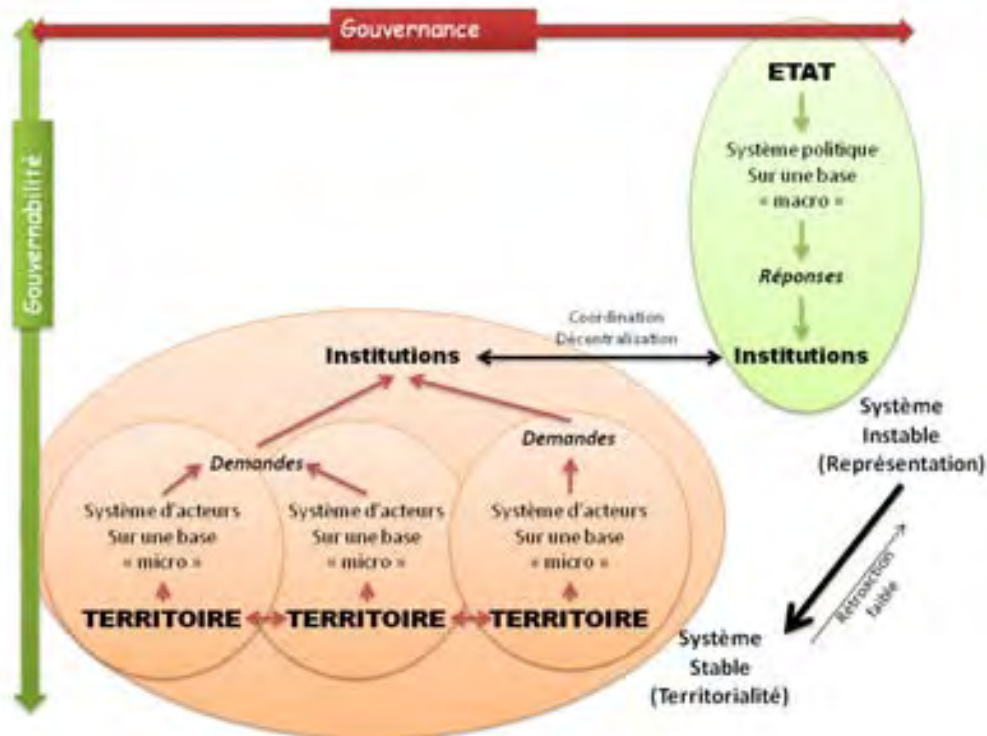


Figure 21: Schéma d'organisation de la gouvernance et de la gouvernabilité
A l'interface entre le local et le national (voire global)
Repris de Mazurek, 2009d

Dans ce schéma nous voyons que nous sommes sur deux logiques différentes : une logique verticale, souvent descendante, qui dialogue au travers des institutions ; une logique horizontale qui dialogue par le biais des acteurs des divers territoires. Les problèmes entre ces deux logiques sont nombreux :

- D'une part leur vision du développement, comme nous le verrons au chapitre 8, oppose une approche par les indicateurs macro à une approche basée sur les nécessités du local.

Les indicateurs macroéconomiques restent pour l'Etat la base de son évaluation, alors que pour les acteurs du territoire, l'évaluation se fait par le vivre quotidien.

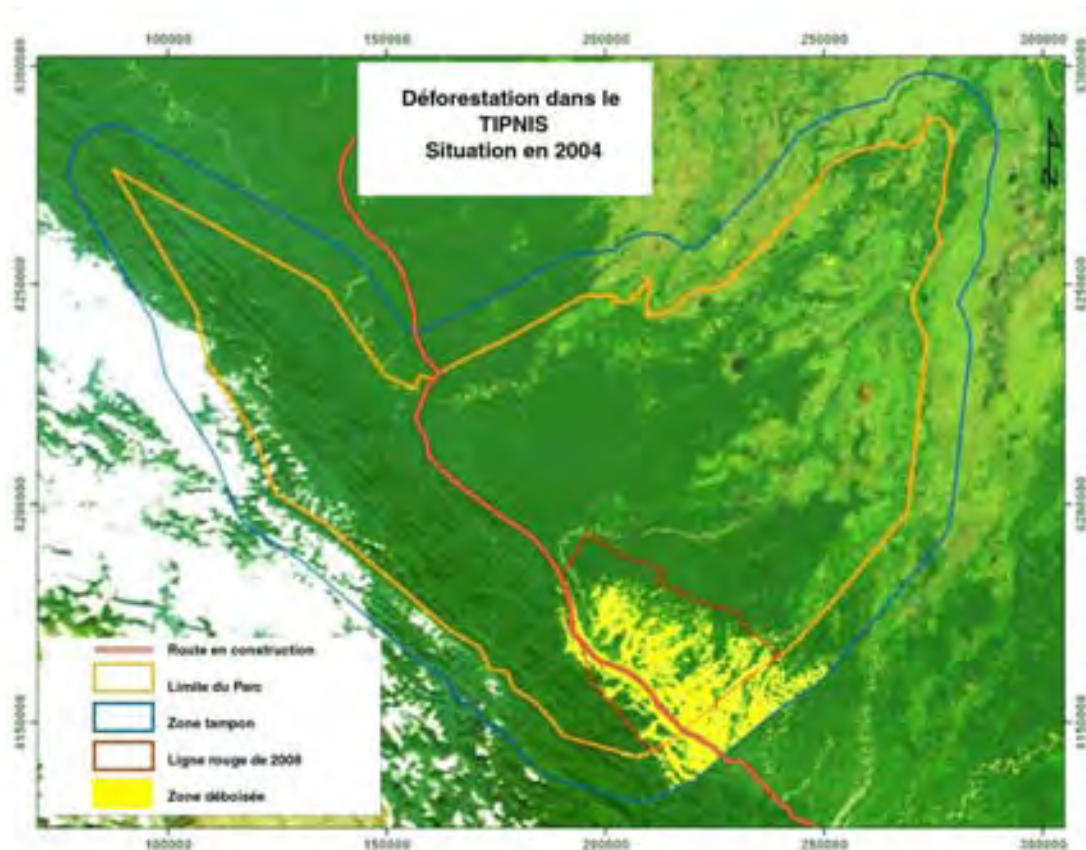
- D'autre part l'opposition entre un système territorial stable souvent basé sur une identité bâtie sur le long terme et des modalités de dialogue basées sur la participation, et un système de gouvernement dont la stabilité ne dépend que du système politique de représentation auquel il s'abonne. Si on examine l'histoire de l'Amérique Latine sur les 20 dernières années (Dabène, 1997; 2011) on se rend compte de cette forte stabilité des mouvements indigènes et de la fugacité des gouvernements.
- Enfin, l'inégalité des échanges entre les systèmes, puisque encore aujourd'hui le système par représentation démocratique a plus de légitimité que les systèmes de démocratie directe. Il en résulte que les formes de pouvoir sont beaucoup plus top-down que bottom-up.

Cette logique double est difficile à déconstruire ; elle est la cause de nombreux conflits territoriaux. L'exemple des conflits actuels en Bolivie autour du TIPNIS est significatif de processus.

Le Territoire Indigène et Parc National Isoboro Secure (TIPNIS) fut créé en 1990 sous la pression des mouvements indigènes pour la terre, en particulier de la fameuse « Marche pour le Territoire et la Dignité ». Il occupait alors 1,23 millions d'hectares dans la zone du Chaparé, sur le Nord du département de Cochabamba et le Sud du département du Beni. C'est une zone quasiment vierge de toute infrastructure, sans route ni système urbain, selon la volonté de leurs habitants, principalement composés des ethnies Yuracare, Mojeño et Chimane. Le territoire est géré en double tutelle par une subcentrale⁵⁸ (représentant les 64 communautés) et le SERNAP (Service National des Aires Protégées, représentant de l'Etat). Les gouvernements départementaux et municipaux n'ont pas de droit d'intervention sur ce territoire. C'est une zone importante car elle se situe à la limite du territoire de colonisation du Chaparé, lieu de culture principale de la coca ; la pression des colonisateurs y est constante.

A son arrivée au pouvoir, en 2006, et face à la pression des colonisateurs, Evo Morales réduit la superficie du parc et délivre un titre de propriété indigène (TCO) sur une zone de 1,1 millions d'hectare, excluant 8 communautés et entérinant ainsi le processus de colonisation initial. En 2010, le gouvernement décide, sur financement de l'Etat brésilien, de construire une route reliant Cochabamba et San Ignacio de Mojos, pour faciliter le passage du Pacifique vers l'Atlantique des produits d'exportation et d'importation du Brésil (les fameux couloirs trans-océaniques). Aujourd'hui, le conflit entre l'Etat et les communautés est ouvert, d'une part parce que cette décision va à l'encontre de la nouvelle constitution bolivienne qui donne aux peuples indigènes le droit de gestion de leur territoire, d'autre part parce qu'elle viole une propriété privée (la TCO est un titre de propriété collective), et enfin parce qu'elle favorise les intérêts de grands groupes multinationaux, au dépens des peuples indigènes.

⁵⁸ La subcentrale est une composante d'une centrale syndicale, soit géographique, soit sectorielle.



Carte 10: Le projet de route dans le Parc National et Territoire Indigène du TIPNIS

Les lignes orange et bleue indiquent les limites du Parc National entièrement couvert d'une des dernières forêts primaires du pays ; en jaune on observe le couloir de colonisation établi entre 1990 et 2006, zone ensuite exclue du Parc; La ligne rouge donne le tracé probable de la route, qui devrait faciliter le processus de colonisation vers le Nord, zone actuellement peu peuplée, et rejoindre ainsi le couloir Rurrenabaque – Riberalta, pour construire un triangle de colonisation favorables aux intérêts brésiliens, des multinationales des hydrocarbures, et permettant la colonisation des terres pour l'agriculture, la coca et le bois. Réalisé d'après une carte de la Subcentrale TIPNIS, 2011.

Ce qu'il faut comprendre dans ce processus c'est la relation conflictuelle entre les deux logiques territoriales. D'un côté il existe une vision de développement des communautés indigènes, qui refuse une entrée dans une certaine modernité et qui, au travers de leurs instances, arrivent à maintenir cet équilibre et à offrir une gestion intégrée et durable du territoire ; on peut noter dans ce contexte le caractère de « bonne gouvernance » attaché à ce territoire. De l'autre l'Etat n'a de vision du TIPNIS que dans le cadre d'une exploitation des ressources (Forêt, hydrocarbures, coca, agriculture d'exportation, etc.) et d'une politique nationale de colonisation ; dans ce cadre, le projet du gouvernement est louable et démontre une « bonne gouvernabilité ». Ces deux projets de développement territorial se confrontent, ayant tout deux des logiques claires et justifiables, et une légitimité. La gouvernabilité est conséquente, puisque l'Etat au niveau de ses institutions a su mettre en place les dispositifs nécessaires à la bonne marche du projet. La gouvernance pose question car les stratégies développées par les groupes sociaux n'ont pas fait l'objet de dialogue, et bien sûr d'essai de compatibilité. On ne sait donc plus à quelle gouvernance, ou quelle gouvernabilité se fier.



Carte 11: Le réseau routier en Bolivie.

Le réseau est aujourd'hui organisé sur l'armature des routes goudronnées qui relient la plupart des capitales de département. Ce réseau a été construit petit à petit, financé par les banques internationales, non par souci de désenclaver les régions pauvres, mais de constituer un système viable de couloirs bi-océaniques. On peut voir que ce dispositif est bien structuré, permettant de relier facilement un pays à un autre, en particulier les ports du Chili et du Pérou au Brésil. Par contre, on peut voir facilement l'incohérence de cette route du TIPNIS qui n'apporte rien au dispositif mais qui permet l'exploitation de milliers d'hectares de terre.

Mais ce qui pose question dans ce problème de gouvernance, c'est la question du droit et de la décision. Même dans le cadre d'un Etat qui reconnaît, dans sa constitution, l'autonomie des peuples indigènes, la légitimité du droit et de la décision revient toujours à l'Etat, car supérieur dans la hiérarchie des groupes sociaux. L'Espace qui est en jeu est le même pour tous les acteurs, mais la conception territoriale est loin d'être équivalente selon les groupes constitués. On ne peut pas alors parler d'un même espace vécu ou construit mais de stratégies divergentes sur un même espace. L'Espace, comme résultat des interactions, est donc bien unique, mais les territoires, acteurs de ces actions, sont bien multiples.

Dans le cas du TIPNIS, l'Etat considère avoir une légitimité supérieure aux pouvoirs indigènes, ce qui montre bien l'incompatibilité entre la raison d'Etat (la loi est la même pour tous) et la raison de la territorialité (la loi est fonction du mode de construction territoriale).

La différenciation entre la complexité de l'espace et celle des territoires est un exercice intéressant, que nous avons réalisé dans le cadre d'ateliers sur la gouvernance des communes (à l'Ecole d'Architecture de La Paz et lors d'un master de planification du CIDES) pour déterminer les niveaux de conflits potentiels. Sur la base de documents disponibles sur la gouvernance de plusieurs espaces en Amérique latine et en Europe (milieux urbains et ruraux), les étudiants devaient estimer le niveau de complexité des structures sociales (multiplicité des acteurs, formes d'organisation de ces acteurs, dispositifs inter-territoires, etc.) et celle de l'espace (complexité de la structure spatiale, degré de connectivité des réseaux urbains, diversité des fonctions, etc.). Pour chaque évaluation de cette connaissance, nous y avons associé une évaluation des conflits potentiels entre les acteurs, et entre lieux. Les critères qui se sont dégagés de cet exercice ont montré que l'espace était plutôt lié à une perception de complexité (tant physique que sociale ou organisationnelle), alors que le territoire se définit plutôt par le niveau d'intégration ou de régulation de ses acteurs. On pourrait synthétiser cet exercice selon le schéma suivant :

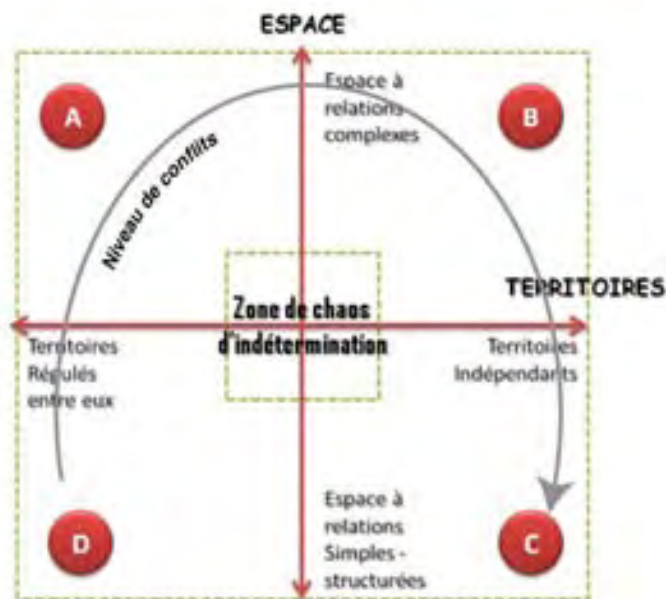


Figure 22: Espace, territoire et gouvernance

La partie A serait celle des territoires compétitifs, des milieux innovateurs de Camagni & Maillat, 2006, ou des districts industriels. Les relations entre les lieux, au sein de l'espace, sont multiples et complexes, drainant des réseaux à haute charge communicationnelle. Les groupes sociaux conformement de multiples territoires, qui sont régulés en leur sein et entre eux ; une gouvernance parfaite puisque les réseaux sociaux sont basés sur la réciprocité et l'intégration de territoires construits et de territoires institutionnels. Les niveaux de conflit sont bas, les externalités positives importantes.

La partie B est celle de la ville. Les lieux sont complexes, et les relations de proximité importante. Par contre les territoires construits, perçu, institutionnels, etc. sont disjoints. Il y a peu de réseaux qui aient une dynamique suffisante pour créer des externalités autre que les effets

d'agglomération. Les niveaux de conflits sont plus importants, en particulier parce que ces formes de relation espace / territoire génèrent d'importantes ségrégations spatiales et sociales.

La partie C, ce sont les propriétés privées, à un autre niveau les communes boliviennes, à un autre niveau encore les Etats, etc. Des territoires conçus comme indépendants, comprenant peu de groupes sociaux ayant un processus d'identification territoriale (territorialité), et des espaces structurés autour de quelques lieux bien établis, souvent les lieux créés par l'institution même (capitale de département par exemple). La conception de ce type de territoire et de ce type d'espace conduit à des conflits nombreux, tant au sein des territoires qu'avec leur entourage. C'est typiquement les mécanismes de connaissance établis dans le cadre des conflits pour la terre.

La partie D, c'est celle de l'Ayllu. Un espace simple mais fortement structuré, que les groupes sociaux sont capables de s'appropriier et de réguler avec des mécanismes impliquant des niveaux de gouvernance complexe. C'est dans cette configuration de connaissance que les conflits sont les moins importants.

Mêler gouvernance et territoire, c'est parler de politique, au sens que lui donne Hannah Arendt : « *Pour Arendt, la spatialité du politique n'est pas une métaphore. La politique prend naissance dans l'espace entre les hommes. La politique n'est pas consubstantielle à l'homme ou à l'humanité. C'est dire qu'on ne peut pas faire de la politique, mais que la politique résulte d'une certaine activité qui relève de l'espacement : ouverture d'un espace public, comparution, dont résulte le surgissement d'un Monde.* » (Goetz & Younès, 2009). Le territoire est un espace entre les hommes, pour lequel l'interaction suffit à justifier la pluralité dans la communication. La politique n'est possible que dans la confrontation entre l'hétérogénéité de l'espace et celle des hommes. Supprimer l'idée de territoire, ou la substituer à des territoires préconçus, c'est supprimer l'interface entre les hommes et le déléguer à des politiques préconçues ; idée forte, sans doute anarchiste, mais qui explique bien ce que la gouvernance veut dire : articuler ces espaces de pluralité et reconstruire une politique de territoires, en dehors des hiérarchies préétablies.

7 – Territoires, interdisciplinarité et complexité

*"Les idiots ignorent la complexité.
Les pragmatiques en souffrent.
Certains parviennent à l'éviter.
Les génies la suppriment."
Epigrams on Programming, Alan J. Perlis*

Je ne saurai faire de parallèle entre cette citation et la situation de la géographie, mais il est certain que nous souffrons de notre incapacité à expliquer des processus aussi complexe que les interactions humaines ; parfois nous faisons les idiots en proposant des relations si simples ou tellement compliquées qu'elles nous discréditent. Mais il est difficile de l'ignorer, tout comme de la supprimer.

De l'exposé que je viens de faire sur la différenciation entre espace et territoire et du rôle de l'acteur – action dans ce processus de distinction, il faut retenir que la géographie n'est plus seule sur le terrain du spatial. Au moins 6 domaines scientifiques y sont présents : l'éthologie, l'écologie humaine et la psychologie sociale dans une perspective interactionniste (donc la sociologie), la géographie et la philosophie, et sans doute aussi l'économie. Mubi Brighenti, 2009 & 2010, propose de créer la « territorologie », non comme discipline mais comme dialogue transdisciplinaire sur des problèmes situés dans leur contexte. On peut faire effectivement la constatation que les emprunts disciplinaires qui ont servi à rédiger ce document ont été tirés d'un matériel d'une richesse extrême, dont je n'ai exploré qu'une partie très superficielle. Mais il est une observation intéressante que l'on peut faire ressortir de toutes ces lectures, c'est la place de l'espace, moins du territoire, dans la préoccupation de ces disciplines. Cette observation me conduit à une question : l'espace, et le territoire, peuvent-ils servir de support au dialogue pour la construction d'une théorie du social ? Y-a-t-il un intérêt à centrer l'objet sur l'espace, plutôt que sur le temps ou sur le groupe social ? Quelle est alors la place de chaque discipline dans ce dialogue et par rapport aux objets ?

Nous sommes tous confrontés à la contradiction entre fragmentation et spécialisation de la recherche dans les disciplines d'une part (et à la diminution conséquente de la réflexion théorique), et le caractère holistique des grands problèmes de la société d'autre part. Nous sommes submergés par de grands enjeux comme le changement climatique, le développement durable, la globalisation, la gouvernance, etc., et notre action devient de moins en moins visible et intelligible, parce qu'elle ne s'occupe que d'une fraction de ces enjeux. Cette contradiction pousse à l'interdisciplinarité mais avec des moyens épistémologiques et méthodologiques encore très limités.

Le recours à des langages communs, mathématiques entre autres, n'a pas vraiment fait ses preuves dans les années 1990, ni la recherche de « metasciences » qui gommerait les frontières disciplinaires autour d'une grande problématique (l'environnement par exemple), ni l'introduction d'une « complexité » ou d'une « systémique », annoncée depuis les années 70, qui n'a pas donné non plus de résultats très probants sur l'explication des problèmes du monde (Billaud, 2003). Nous

ne parlerons évidemment pas des structures de l'enseignement et de la recherche qui imposent trop de barrières structurelles et psychologiques à ce dialogue.

Quel rapport avec les Andes ?

Le rapport est celui de la conception même de la science occidentale, dans un contexte rationaliste et positiviste. L'interdisciplinarité est-elle possible dans un tel contexte occidental ? On peut même se demander, comme Le Moigne (2002, p. 164) si « *l'interdisciplinarité est épistémologiquement tolérable ?* ».

Elle est possible lorsque tous les acteurs impliqués se basent sur une même cosmovision, holistique dans son rapport à la nature (et la nature des choses). Elle n'est sans doute pas possible dans le cadre d'une rationalité disciplinaire. Georges Benko disait que « *si la science a envie d'aller plus loin qu'une discipline néopositiviste [...] elle doit élargir ses fondements épistémologiques et, à la fois, son champ de connaissance et d'action* » (in Viana Hissa & Ribeiro, 2010). La pratique des méthodes, dites systémiques, de l'aménagement du territoire, et la construction des nouvelles politiques d'aménagement du territoire tant en Bolivie qu'en Colombie m'ont conduit à la réflexion (tout comme l'analyse que fait Kalaora, 1999 des experts internationaux) que nous devons modifier le sens de la contribution des disciplines à des positionnements problématiques plus larges. « *La connaissance ne se définit pas comme la mise à distance des processus sociaux, mais comme un processus réflexif dans les processus sociaux* » (p. 517, cité également par Billaud, 2003, p. 33). La démarche que nous devons adopter est celle de la modification de la production des savoirs, incluant des interfaces autant avec les autres disciplines qu'avec la société civile. Cette démarche peut se symboliser par les deux schémas suivants. A gauche, une démarche « classique » d'aménagement du territoire telle que pratiquée par les ingénieurs des ministères et des ONGs de la plupart des pays d'Amérique latine. Le point de vue techniciste, rationnel, y est prédominant. Chaque discipline doit répondre en proposant son analyse qui sera ensuite soumise à un assemblage systémique. C'est cette solution, la synthèse, qui sera proposée à la demande sociale. A droite, une démarche qui part du problème de la demande sociale (ou plus généralement d'une problématique systémique) et pour lequel nous allons interroger les disciplines pour connaître les éléments de réponses possibles et les assembler dans un nouveau questionnement qui sera soumis à la demande sociale.

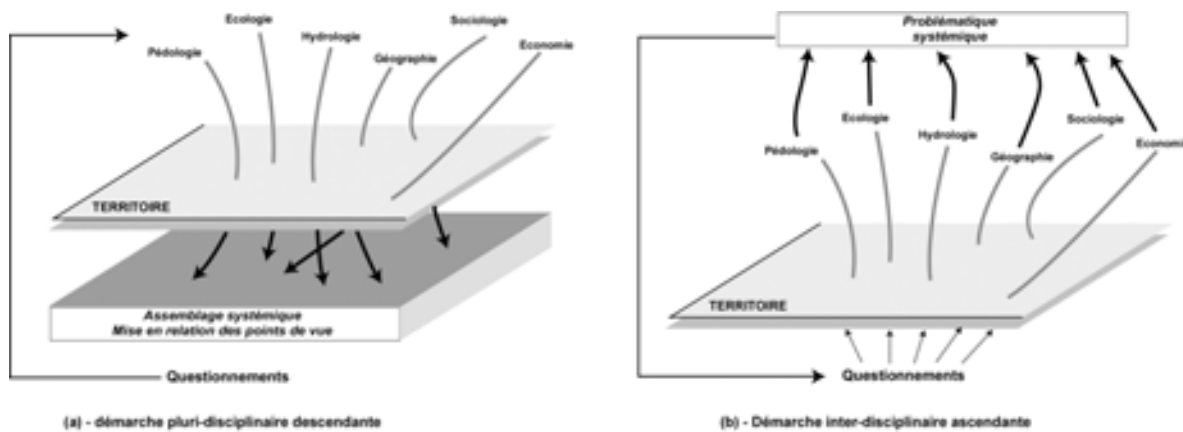


Figure 23: Démarches pluri et inter disciplinaires

La différence fondamentale entre ces deux démarches provient de la manière dont la connaissance est produite, car une des grandes confrontations, dans les deux cas, est de savoir s'il

est possible ou pas de répondre au problème. Dans le premier cas, on suppose que la connaissance est suffisante et si telle n'est pas le cas, on remet ou non en question cette connaissance (approche descendante au moyen de la fameuse 'problématique' qui fait avancer les disciplines); dans le second cas on évalue le niveau de connaissance et on produit de la connaissance pour répondre directement au problème au moyen du questionnement disciplinaire (approche ascendante).

Nous sommes dans deux démarches très distinctes : la pluridisciplinarité qui se rapproche, même s'il existe un dialogue, d'une cohabitation des disciplines ; et d'une interdisciplinarité, qui est la construction, à partir des connaissances existantes, d'un objet commun, ici une problématique relative à un besoin social.

La démarche descendante est la plus commune dans les méthodologies d'aménagement du territoire en Amérique Latine, et nous avons essayé de changer ces méthodologies pour les faire évoluer vers une démarche ascendante, en y associant un questionnement basé sur des méthodes participatives de partage des connaissances avec les acteurs concernés⁵⁹. Il est intéressant de constater que ces nouvelles méthodes furent bien acceptées par les populations locales, ainsi que par les ingénieurs de la planification; beaucoup moins par les instances politiques et administratives. Pour donner un exemple de cette différence de démarche, je donnerai cette anecdote qui eut lieu lors d'une réunion de la commission des risques naturels, dans le cadre d'un atelier pour la construction de ces nouvelles politiques d'aménagement du territoire, au Ministère bolivien du développement durable. L'ingénieur en charge de la sécurité civile posa d'emblée le problème des risques naturels comme une nécessaire coordination entre les disciplines et les administrations, proposant un tour de table pour connaître les potentiels participants à de telles études. Sa vision étant celle d'une expertise où chaque discipline proposerait une interprétation et des solutions aux problèmes des risques naturels. Géologues, géographes, sociologues, etc., présents montrèrent tous leur intérêt et leur compétence dans ce domaine. Vint le tour du représentant de l'Education Nationale qui nous présenta sa perception d'une manière très distincte (traduction approximative) : *« il est hors de question pour nous d'enseigner le risque naturel, d'apprendre à nos enfants que la Pachamama engendre des risques, et même que le risque puisse exister dans une cosmovision andine. Dans la nouvelle réforme éducative, il s'agit d'apprendre aux enfants notre intégration dans la Pachamama et l'usage de notre savoir dans le respect de la Pachamama »*. Stupéfaction dans la salle, y compris de moi-même. Mais finalement sa réflexion, même si elle était baignée d'indigénisme politique, n'était pas sans fondement. Il proposait de partir d'une conception et de bâtir un savoir autour de cette conception. Ne peut-on, dans une démarche interdisciplinaire, considérer que nous ne savons pas résoudre le problème ? Que ce problème doit nous amener à une autre réflexion, une autre conception de nos pratiques scientifiques qui intègre le problème lui-même ?

Comme nous l'avons vu, le risque est affaire de perception et de comportement, peu de technique. Analyser les risques, les événements et les effets dans une approche techniciste n'apporte pas forcément une réponse au problème. Considérer que la Pachamama « est la plus forte » et qu'il est nécessaire de la respecter, en s'adaptant à ses contraintes et en profitant de ses bienfaits, est sans doute une approche très possibiliste, mais est à réfléchir dans la démarche scientifique ! Sans doute la première méthode ne fera que construire des maisons antisismiques, alors que la seconde proposera de modifier les comportements pour éviter les lieux où la

⁵⁹ Ces méthodes ont été appliquées en Bolivie à Calamarca et à Potosi et transcrites dans un document officiel de la direction de planification avant qu'elle soit dissoute ; et en Colombie par le groupe de planification rurale du Centre International d'Agriculture Tropicale, Cali.

Pachamama est en colère. Dans le premier cas nous appliquerons un savoir construit *a priori* ; dans le second nous remettrons en question ce savoir pour en construire un autre, adapté à la situation.

Les méthodes de recherche participative, et participative – action se sont développées dans ce cadre. Tout un courant du postmodernisme et de la phénoménologie, venu principalement du monde de la recherche agricole, aussi bien de France que de Hollande et du monde anglo-saxon, propose une nouvelle façon de voir la recherche : « *learning together for change* » selon l'expression de Hagmann, 1999 ; recherche participative conduisant à un double processus d'innovation de la part des chercheurs et de la société civile. Des auteurs comme Ashby & Sperling, 1995 ; Probst *et al.*, 2003, faisant référence aussi aux travaux de Chambers, 1993 ; Janssen & Goldsworthy, 1996 ; Engel, 1997 ; Douthwaite, 2002, ont créé une dynamique autour de ces recherches au sein du groupe INRM du CIAT⁶⁰. Du côté français, l'INRA et le groupe SAD (Département des Sciences pour l'Action et le Développement avec Jean-Pierre Deffontaines), ainsi que certains laboratoires de l'ENGREF (autour de Sylvie Lardon) (Debarbieux & Lardon, 2003 ; Angeon *et al.*, 2006 ; Benoît *et al.*, 2006) en ont fait leur ligne principale de recherche qui nous a laissé une bibliographie impressionnante. Toutes ces recherches se sont situées à l'interface entre l'agronomie et la géographie, avec une place centrale donnée au territoire, puis sont apparues dans la course des disciplines comme l'économie ou l'écologie. Ces disciplines ont pu dialoguer car elles avaient une préoccupation commune : le développement rural, surtout dans des contextes de grande pauvreté des populations. Malgré de nombreuses critiques sur le caractère de recherche-action de ces méthodes, voire de « recherche appliquée », on peut affirmer aujourd'hui que ce que l'on peut générer comme dialogue entre scientifiques et population locale pourrait très bien s'appliquer au seul monde scientifique. Nous sommes capables de résoudre sur le terrain des problèmes d'une grande complexité comme le maintien de la biodiversité, et nous ne saurions pas le faire dans des laboratoires ? Ou alors, l'interdisciplinarité ne pourrait se penser que dans le cadre d'opérations finalisées ?

Dans tous les cas, nous partons sur une fausse piste si nous considérons l'interdisciplinarité comme « *une démarche de recherche construite en assemblant de façon méthodique des connaissances* » (Jollivet & Legay, 2005). Si l'interdisciplinarité est une démarche, c'est-à-dire une façon de penser, elle doit se formaliser dans une organisation, dans le sens général du terme, qui ne doit pas assembler des connaissances mais construire des connaissances spécifiques au problème interdisciplinaire. Construire une organisation suppose d'avoir des règles de fonctionnement, c'est-à-dire une méthodologie de fonctionnement interdisciplinaire. Cette méthodologie ne doit pas être de « comparaison » ni de « croisement » ni de « transfert » des connaissances mais de construction de connaissances autour d'un objet scientifique donné. De même cet objet n'est pas forcément une construction de la demande sociale, il peut être constitué d'une question de recherche ; question de recherche qui peut être traitée dans le cadre d'une méthodologie participative. Tout en étant critique vis-à-vis du contenu du texte de Jollivet & Legay, 2005, très axé sur la méthodologie et la comparaison disciplinaire, on ne peut qu'être d'accord avec une des conclusions : « *Finalisée ou pas, il ne faut pas oublier qu'il s'agit toujours d'une interdisciplinarité 'cognitive' et que cette dimension doit être mise en évidence par les acquis qu'elle permet. Et ceci à la fois quant à la compréhension des faits étudiés, quant à la construction des règles de dialogue et de travail en commun entre les disciplines et, le cas échéant, quant à la place et à la nature de l'action à mener* » (p. 187).

⁶⁰ INRM : Integrated Natural Resource Management, groupe international de recherche des CGIAR (Consultative Group on International Agriculture Research)

L'interdisciplinarité est aussi une affaire de migration. « *L'histoire des sciences n'est pas seulement celle de la constitution et de la prolifération des disciplines, mais en même temps celle des ruptures des frontières disciplinaires, d'empiétements d'un problème d'une discipline sur une autre, de circulation de concepts, de formation de disciplines hybrides qui vont finir par s'autonomiser.* » (Morin, 1994). L'effort du chercheur volontaire de l'interdisciplinarité est donc de développer des concepts, des notions qui « *circulent et, souvent, traversent clandestinement les frontières sans être détectées par les 'douaniers'* ». Et Edgar Morin de nous rappeler que les grandes explications du monde sont nées du contact entre des chercheurs d'horizons divers : la théorie de l'information et celle de l'ADN, l'anthropologie de Lévi-Strauss et la linguistique structurale de Jakobson, l'éthologie, l'archéologie et la génétique dans la connaissance de l'évolution humaine, etc. Briser les barrières semble donc être la destinée de l'interdisciplinaire. Dans ce sens, et pour répondre à la question de départ, le Territoire ne sera un concept fécond de la théorie sociale que si nous arrivons à le « faire circuler », à partir d'une définition séduisante du point de vue épistémologique. Rapport de force ? Sans doute ! Nous pouvons déjà démarrer ce chemin de croix en construisant une « *identité disciplinaire : chercher des transpositions d'une science à l'autre permet d'abord de mieux réfléchir à ce qui fait la spécificité des objets dont s'occupe chacun* » (Pumain, 2003); ensuite faire circuler cette identité en montrant sa spécificité et sa complémentarité.

Janssen & Goldsworthy, 1996, disaient que l'interdisciplinarité n'était question que de volonté, d'une part en essayant de comprendre ce qui faisait l'interface entre deux disciplines autour d'un même problème, et d'autre part en recherchant des solutions en dehors des disciplines qui aient une utilité pour la société civile. « *L'interdisciplinarité est d'abord affaire de culture épistémologique et d'obstinée rigueur, et donc de civisme* » (La lettre Chemin Faisant, n°39, novembre 2001). C'est aussi, selon Morin & Le Moigne, 1999, de retrouver une posture de « *science avec conscience* », et de retrouver l'homme dans les sciences sociales.

Nous savons donc comment faire de l'interdisciplinarité mais cette interdisciplinarité n'est pas forcément suffisante car il est aussi nécessaire « *d'entrer en complexité* », selon l'expression de Jean-Luc Bonnefoy, 2005. Il faut entrer en interdisciplinarité et en complexité comme nous entrons dans les ordres : avec une bonne dose de courage et de dévotion. « *La complexité est beaucoup plus une notion logique qu'une notion quantitative* » (Morin & Le Moigne, 1999, p. 46). C'est un peu le problème que nous avons aujourd'hui en géographie, lequel provient de la confusion entretenue par les fondateurs (Bertalanffy, 1973; Le Moigne, 1977; 1999) que la complexité, par l'analyse des systèmes, s'analyse par la modélisation, elle-même facilitée par le calcul. Ces auteurs de citer les équations différentielles, la théorie de l'information, la cybernétique, la théorie des jeux, de la décision, des réseaux, etc. Dans cette optique l'approche de la complexité par la modélisation, n'a finalement plus rien d'interdisciplinaire, seulement par le niveau de formalisation que l'on peut attribuer à chaque raisonnement en relation avec l'espace. Patrice Langlois, 2010, formalise ainsi un grand nombre de structures et d'interactions, dans un esprit de « *rationalisation de la complexité géographique* » : la structure, la hiérarchie, les géométries, les topologies, la matière et l'objet et leur processus de différenciation, l'interaction spatiale, etc. pour finalement s'organiser autour de deux notions a-spatiales : le vilain mot d'automate cellulaire, et le système à agents géographiques où l'interaction homme – espace ne relève plus que de la localisation. Même si ces formalisations, souvent mathématiques, sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes et discréditent en partie la relation à la complexité. Nous faisons ce que O'Sullivan, 2004, appelle un « *philosophical twist* » qui conduit au cercle vertueux de la génération de modèles complexes à partir d'une réalité complexe, qui ne finit que par tester la

complexité du chercheur. Le modèle « *n'apportent des surprises que parce que nous avons oublié d'y mettre des choses* » (Pumain, 2003).

La complexité peut aussi s'aborder par des récits, des histoires, etc. qui montrent comment est le monde. Les modélisateurs doivent être avant tout des créateurs d'histoires, et non pas seulement des techniciens en mathématique. La démarche que proposait Bonnefoy, 2005, dans son document de HDR, était pour cela séduisante : remplacer l'agent – habitant par un agent – cognitif, en introduisant des éléments de représentations mentales, individuelles et surtout collectives dans la construction des systèmes multi agents, et des modifications possibles de l'environnement. « *Ces représentations mentales individuelles et collectives fournissent à un habitant artificiel, qu'il soit ou non acteur du territoire, matière à modification ou au renforcement de ses stratégies, et la base de délibérations pour transformer son environnement à son propre usage ou à l'usage commun. Ces modifications de l'environnement par l'agent peuvent être d'ordre spatial (ou avoir des conséquences spatiales), d'ordre intime ou social.* » (p. 129). Les convergences de point de vue sont évidentes, et j'espère trouver quelques disciples de Jean Luc Bonnefoy pour approfondir cet aspect de la complexité.

Il faut donc se méfier de la complexité trop rapidement assimilée à la modélisation. Ce que ne peut pas intégrer non plus le modèle, c'est le caractère innovant de l'individu et de la société, l'émergence d'une propriété particulière résultante d'un concours de circonstances. Dans la « réalité » des systèmes sociaux, l'innovation est quotidienne, et des propriétés émergent parfois d'interactions sociales ; une forme d'organisation, une forme d'occupation de l'espace, etc. Toute simulation ne peut que prendre en compte ces nouvelles propriétés qu'a priori ; en bref, un modèle a de grande difficulté à innover.

« *L'idée de la complexité est une aventure. Je dirai même qu'on peut essayer d'entrer dans la problématique de la complexité que si on entre dans celle de la simplicité, parce que la simplicité ce n'est pas si simple que cela* » (Morin & Le Moigne, 1999, p. 47). La proposition de ces auteurs est ainsi d'étudier un système compliqué par simplification, pour en découvrir son intelligibilité ; et d'étudier un système complexe en le modélisant pour en découvrir son intelligibilité. Par contre, simplifier un système complexe le rend inintelligible ! (Le Moigne, 1999).

Les outils

"EN AQUEL IMPERIO, el Arte de la Cartografía logró tal Perfección que el mapa de una sola Provincia ocupaba toda una Ciudad, y el mapa del imperio, toda una Provincia."
Borges, *Del rigor de la ciencia – El Hacedor, 1960*⁶¹

S'il y avait un cadeau que nous pourrions faire à la géographie, c'est de la séparer de la cartographie ; de faire de cette dernière une matière indépendante à l'usage des géologues, écologues, physiciens, sociologues, etc., et bien sûr géographes, ...

Beaucoup d'ouvrages ont été écrit sur la signification de la carte, de son utilité comme forme de représentation et de modélisation (Brunet, 1987; Bailly, 1994; Cambrézy & de Maximy, 1995; Lardon *et al.*, 2001; Bord & Baduel, 2004 ; Debarbieux, 2004) ; le géographe est obnubilé par le « dessous des cartes ». C'est un outil magique, complexe, aujourd'hui disposant de règles, la sémiologie, mais qui continue d'avoir des faiblesses du fait de son entrée de plus en plus massive dans le domaine de la communication (la banane bleue de Roger Brunet est là pour nous le rappeler). Les géographes font de la cartographie ce qu'ils veulent.

« La vue cartographique (ou le plan), qui en est la figure, est une allégorie du regard de Dieu sur le monde. » (LaRue, 2003). C'est un point de vue.

« Sous la carte, nous le savons bien maintenant, gît une mine de savoirs et de connaissances mais aussi de projets ramenés au seul plan du visible ou du mesurable localisé dans la synchronie et dans une étendue, celle de l'espace conçu comme une surface d'enregistrement » (Retailé, 2005). C'est un autre point de vue, plus pessimiste.

« Je vous confirmerai d'abord que je continue de penser que le 'retard' épistémologique des sciences géographiques est en grande partie causé par la sur-présence cartographique de nos travaux » (Jean Paul Ferrier in Bord & Baduel, 2004, p. 43). Profondément réaliste.

« Dans une courte conclusion en forme de paradoxe ou de boutade, on pourrait, en définitive, se demander si les savoirs géographiques ne s'enrichissent pas plus de la lecture critique des cartes produites par une multitude de cartographes désormais autonomes, que du fait de leur stricte production par la géographie des géographes ? » (Guy Di Méo in Bord & Baduel, 2004, p. 663). En forme de boutade ?

« Il faut être géographe pour entendre inlassablement les mêmes étonnantes critiques sur la l'illisibilité, voire l'inutilité, des cartes que la géographie produit » (Cambrézy & de Maximy, 1995, p. 195). Désespérés.

« Une carte s'exprime par ses formes, par les configurations qu'elle représente. Les signes de la légende ne sont jamais qu'un code en clair, portatif, arbitraire et changeant d'un auteur à l'autre – même si quelques règles strictes méritent d'être observées dans la rédaction de ce code. Ce code n'est pas un langage : le langage est dans les formes des distributions et des organisations spatiales ». (Brunet, 1997, p. 210). Plus structuraliste et cartésien.

« De quelle façon dire le monde avec une carte qui se contente de le représenter et de le réduire à des conventions conceptuelles ? [...] Le monde n'est pas ce qu'il paraît car le centre de gravité des projections nous trompe avec des fictions. Une carte énonce l'idée qu'on a du monde, pas sa réalité.

⁶¹ Dans cet empire, l'Art de la cartographie parvint à une telle perfection que la carte d'une seule province occupait une ville, et la carte de l'empire, toute une province.

Quand les premiers cartographes proposent leurs dessins, ils trahissent une théologie, une conception du rapport entre le divin et l'humain, le céleste et le terrestre, ils avouent le travail de l'époque métaphysique en eux. Leur monde coïncide avec le monde et le monde connu avec le seul existant. En dehors, rien : de l'eau, puis du vide. Toutes les cartes placent en épicentre le cœur de leur représentation intellectuelle. » (Onfray, 2007, p. 19 et 29).

Ces quelques citations montrent que le statut de la cartographie comme outil dans la géographie n'est toujours pas clair. Il ne l'est pas depuis Kant même (Marcuzzi, 2001, p. 130- 131) car la carte est, comme l'espace, le territoire, à la fois polysémique et subjective. La carte aurait du être, selon Kant, un mode de formalisation du rapport corps/sujet corps/objet de manière à situer les objets entre eux et la signification des objets en relation au sujet. Pour Kant, la carte devait être une formalisation de concept, tout comme l'est la mathématique et ses symboles, sans être une représentation de l'espace, à laquelle d'ailleurs il n'attachait pas beaucoup d'importance. Il fixe même deux formes à la carte : schématique sur la base d'une intuition préalable que l'on présente avec un raisonnement (analogie à la mathématique), « *le schématisme de l'entendement pur* », descriptif ; symbolique, a posteriori, au moyen d'analogie sur la présentation du concept, « *la simple règle de la réflexion sur cette intuition* », la raison pure. *L'hypotypose* est déjà dans son esprit un modèle. C'est une représentation, et en tant que telle elle contient une description (symbolique de l'état des connaissances), une conception de l'esprit (interprétation, modélisation, etc.), la vérité ou le réel (message politique ou spirituel). La carte est aussi une conception de l'esprit ; elle peut être une modélisation de l'esprit, comme le sont les chorèmes de Brunet, 1980, qui a fait de la cartographie un système d'écriture selon l'expression de Retaillé, 2005.

La cartographie a dérivé, par une volonté d'entrer dans la modernité et de par sa fonction de contrôle et de pouvoir. D'une conception de modèle, de représentation de l'esprit, elle a glissé vers une conception de description, de représentation « du réel », d'une espèce de « *réalité acquérant finalement un statut usurpé : celui de la preuve* » (Retaillé, 1996). De cette représentation du réel, de ces images du mental ou du perçu, la cartographie s'est vue donner « *une intentionnalité sociale et politique ; elles sont idéologiques, instrumentales, et se matérialisent volontiers par des emblèmes, des symboles ou des stéréotypes* » (Debarbieux, 2004, p. 203). De ce fait, elle a dû imposer des règles, des conventions, qui ont limité son usage comme modèle de représentation de la complexité de l'espace. La carte est devenue un outil normé : les échelles, l'orientation, la symbolique sont prédéterminées et donnent à l'espace un caractère figé dans sa relation et sa représentation à la société, privilégiant le support physique et les lieux matériels à l'interaction sociale. Nous avons vu, dans le chapitre 2, que l'orientation est une donnée intégrée à la cosmovision indigène. Ce n'est pas forcément le Nord qui oriente mais plutôt la cordillère, le centre du *suyu*, ou la symbolique du quadrant. Pour nous, occidentaux, le repère, c'est le Nord, par convention.

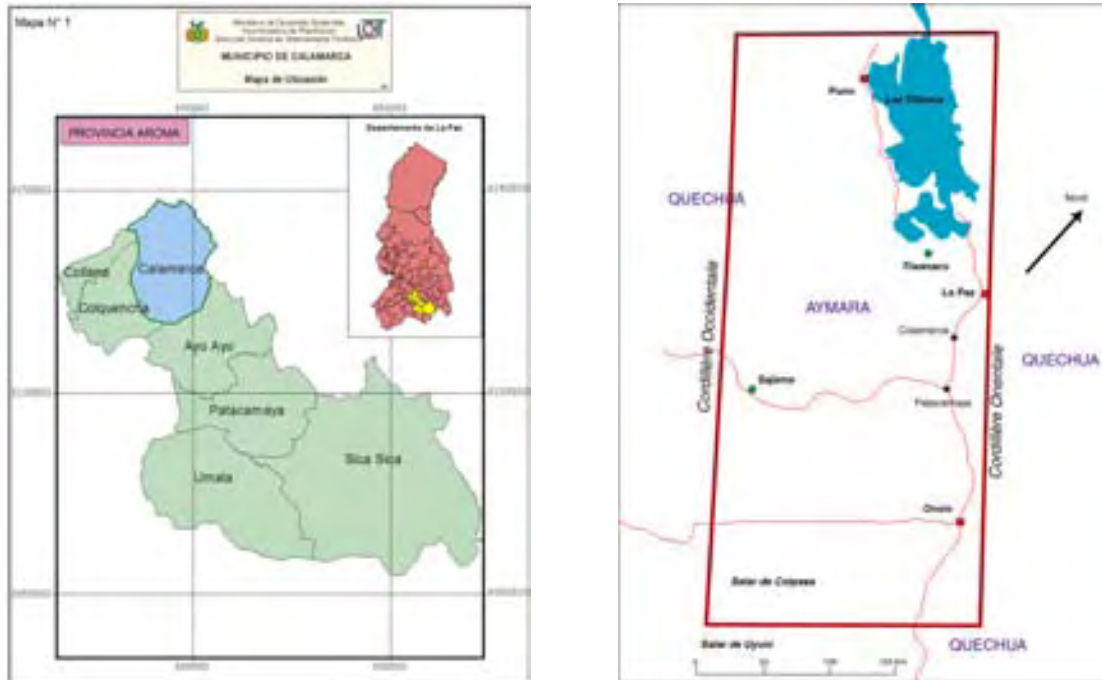
Lors de la réalisation du plan d'aménagement de Calamarca, situé sur l'altiplano à 60 km de la Paz, les ingénieurs du Ministère devaient construire les cartes selon la méthodologie officielle, le Nord en haut, l'échelle bien déterminée, et la limite autour de la commune. Si les populations locales pouvaient s'orienter, physiquement, elles ne s'orientaient pas spirituellement.

Pour répondre à une certaine vision du monde, nous avons changé les repères, modestement, mais efficacement (voir carte 12).

A gauche, la carte officielle « normée », carte de situation politico-administrative, toujours utile mais montrant peu d'intérêt. A droite, « ma » carte de situation : on vire de 45° sur la droite,

on trace un rectangle correspondant aux limites des cordillères, et tout se met en place de manière très logique et intelligible. Les axes routiers sont verticaux et transversaux, les villes sont alignées sur le même axe vertical, Tiwanacu est positionné au centre, Cusco loin au « Nord » ; peu importe les frontières ; nous venons de construire un nouveau Nord, direction de repérage Aymara de Calamarca.

Est-ce une carte, un modèle ? Ai-je mis un peu d'ordre dans la complexité ? Sans doute, mais de manière moins esthétique que le font les femmes Aymaras en tissant leur *aguayos* structurés par des bandes verticales (*pallai*) et des motifs en fractales (voir photo 14), qui seraient une carte de ma carte.



Carte 12: Différentes cartes de repérage de la commune de Calamarca

C'est Bertalanffy, 1973, dans sa « théorie générale des systèmes » qui nous incite à ne pas attacher d'importance aux normes dans les systèmes et les modèles, si nous désirons respecter le principe de la « dé-anthropomorphisation » de la science. « *C'est en ce sens que notre vision scientifique du monde n'a qu'une valeur relative. Les concepts fondamentaux, etc., expriment notre type de pensée occidentale et ne correspondent pas à la vision du monde des autres civilisations* » (p. 238). Il donne de nombreux exemples de différences dans le fondement des modèles, comme le caractère statique de la pensée grecque, l'absence d'évènement chez les indiens Hopi, ou la perspective parallèle de la peinture japonaise.

Réconcilier et « dé-anthropomorphiser » la cartographie dans la recherche géographique est donc un des objectifs importants de la remise en question épistémologique de nos disciplines.

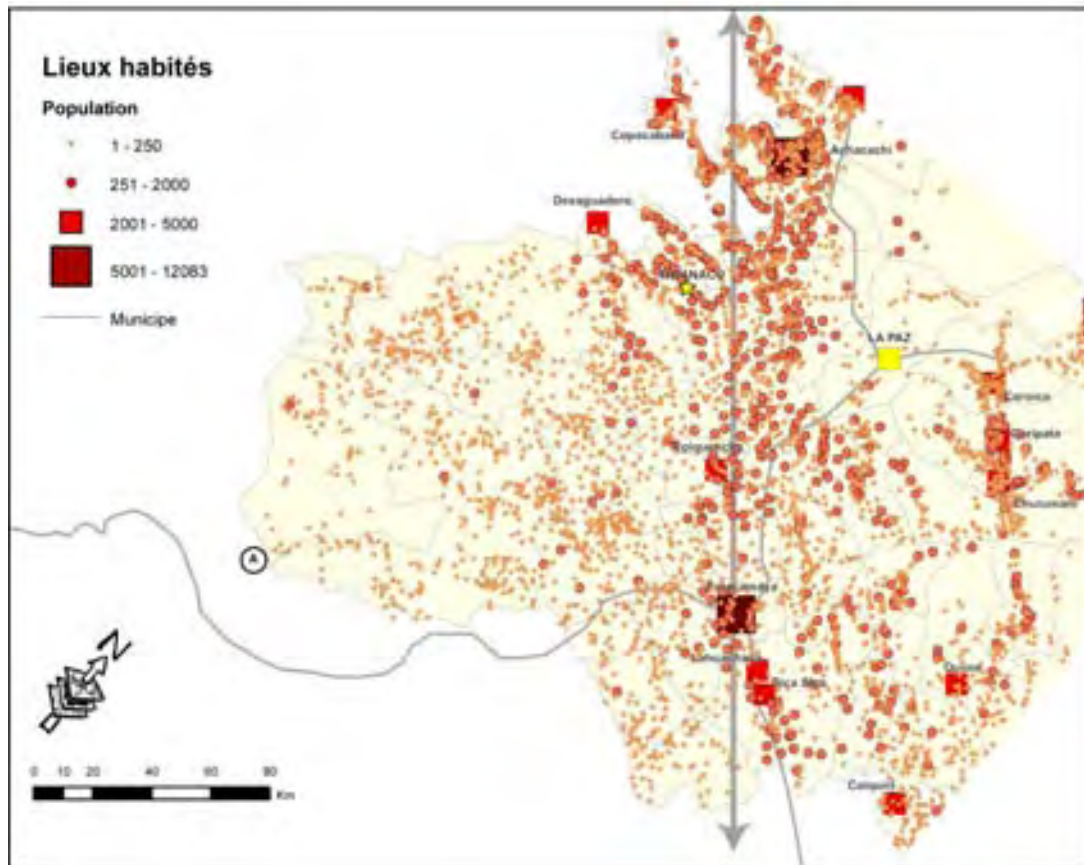
La carte 13 de la page suivante est sans doute déroutante pour la plupart des géographes ayant travaillé sur les Andes. Pourtant, elle existe dans tous les atlas de statistiques, mais sans cette petite rotation de 45°. Deler, 1991 (p. 302) en fit un timide essai, mais n'alla pas jusqu'au bout de sa logique. Il lui fallait, dans l'explication des Andes qui est celle du géographe occidental,

placer absolument La Paz vers le centre, chaque cadran⁶² définit par Deler devant avoir son centre et sa périphérie. Le « carré Aymara » a du mal à s'aligner avec la cordillère.

Je pourrai écrire des pages sur cette carte 13 tant elle répond à nombres de questions sur le monde Aymara, mais surtout tant elle correspond à de nombreux problèmes de l'aménagement du territoire, et explique les conflits récents en Bolivie. Hélas je ne dispose pas des données côté Pérou, mais ce n'est que partie remise.

Un bref commentaire.

Un axe vertical fort structure le peuplement original des Aymaras, c'est un axe qui correspond aux pentes occidentales de la cordillère, qui concentre les principaux bourgs comme Patacamaya ou Achacachi, et les centres symboliques comme Tiwanacu. L'autre axe de concentration, plus à l'est, correspond à un front plus récent de colonisation des vallées des Yungas, depuis Colquiri jusqu'à Coroico, peuplé de Quechuas. Dans les statistiques du recensement, la zone qui nous occupe (axe de peuplement et ouest de l'Altiplano) correspond à une population à 99% parlant Aymara, dont 89% vit sur place et 62% est née sur place et n'a jamais bougé. Tout le reste de l'altiplano est un semi d'habitats dispersés ou concentrés en petites communautés ne dépassant presque jamais les 200 habitants. Une série topographique, réalisé sur un transect entre le point A et la ville de Patacamaya montre la répartition de ces peuplements.



Carte 13: Structuration des lieux habités dans le département de La Paz

⁶² On ne comprend d'ailleurs pas pourquoi J.P. Deler n'a pas fait correspondre ses cadrans avec les *suyus* traditionnels de la zone andine. L'explication des hauts et des bas aurait été plus satisfaisante. En fait, dans son explication des dualités, l'échelle pose un problème. La différenciation Haut / Bas ne correspond pas, dans la cosmogonie andine, à l'Altiplano / Amazonie, pour lesquels il y avait beaucoup d'échanges, mais à des mosaïques à plus grande échelle : montagne / vallée ; Sommet / Rivière, etc.

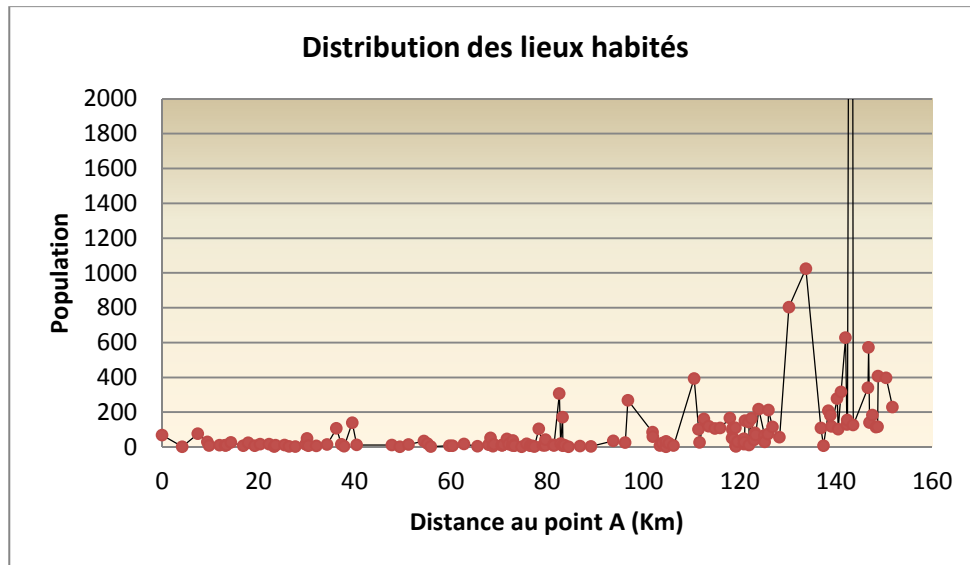


Figure 24: Distribution longitudinale des lieux habités

Cette distribution est très uniforme avec l'apparition d'un « *chaos par intermittence* » selon l'expression de Dauphiné, 1995, p. 27 : tous les 40 kms apparaît un bourg plus peuplé, qui concentre sans doute la place et les symboles du pouvoir politico administratif. A l'Est se dessine la barrière de la cordillère qui vient concentrer des habitats plus denses.

La courbe rang-taille fonctionne, évidemment, sur cet ensemble ; sa signification a toujours été un mystère et même des auteurs comme Fujita *et al.*, 1999, n'ont pas obtenu « *une explication sur cette remarquable régularité dans les distributions de taille des villes* » (p.225). Beaucoup de modèles, voire de lois ont tenté de donner une formulation mathématique à cette distribution : la loi d'allométrie, la loi de Zipf, généralisée par Mandelbrot, des modèles d'automates cellulaires, puis des modèles issus des fractales (que travaillent beaucoup les chinois, Wong & Fotheringham, 1990; Chen & Zhou, 2004; Qin & Liu, 2004), ou de la théorie critique des systèmes auto-organisés (Dauphiné, 2003a). Ces modèles fonctionnent mais les discussions sont encore en cours sur le sens social à donner à cette distribution. Les villes se comportent comme des feuilles d'arbre, des mots dans un dictionnaire, ou le tracé d'une côte. Cette incompréhension de la logique aléatoire d'auto-organisation qui semble caractériser l'organisation du système des peuplements continue de générer des dizaines de publications par an (Benguigui & Blumenfeld-Lieberthal, 2011). Ces modèles correspondent en effet à la loi de l'effort minimum (que nous retrouvons en économie sous la forme de la loi de Pareto) qui permet d'expliquer le caractère « optimisé » de l'organisation du système des villes. Mais que signifie l'optimisation ? La théorie des places centrales a tenté de trouver une explication à cette disposition, mais nous voyons bien, dans notre exemple, que la place centrale n'est pas disposée de manière régulière dans le territoire, comme dans le cas de l'exemple de Christaller. Nous avons, par la présence de cet axe vertical, une composante « culturelle » forte qui ne répond pas au critère de centralité ; mais il existe une certaine centralité « imposée », par les institutions, correspondant à ce chaos par intermittence.

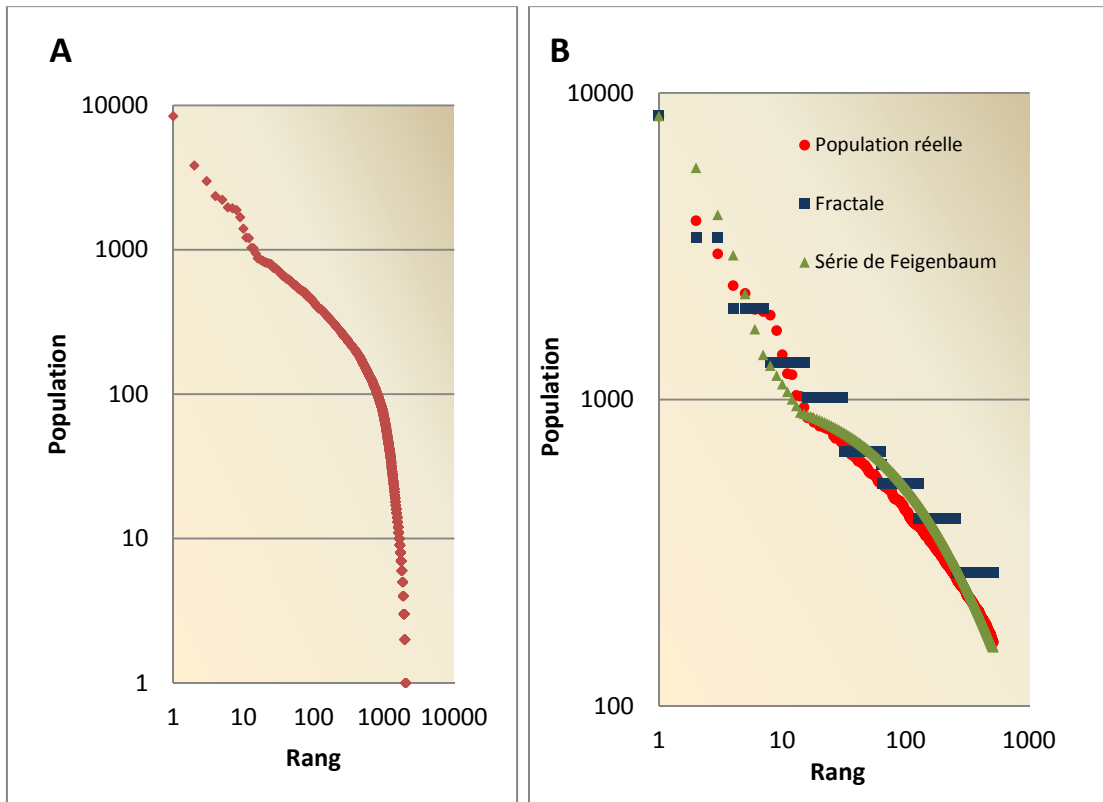


Figure 25: La loi rang-taille: une réalité multiple. A gauche, le graphique rang-taille pour l'ensemble des centres peuplés considérés (Sud La Paz) ; à droite trois graphiques superposés : la distribution de la population réelle (pour les centres supérieurs à 100 habitants), une simulation par les fractales (carrés bleus) et une simulation par la série de Feigenbaum (triangles verts).

Cette distribution des lieux habités peut répondre à plusieurs modèles. A droite de la figure 26, nous avons superposé la représentation graphique de la distribution rang-taille des données réelles (du recensement de 2001), avec une simulation par les fractales (les carrés bleus) et une simulation par la cascade de doublement de période de Feigenbaum (triangles verts). Ce dernier modèle est une suite logistique de forme $x_{n+1} = \mu x_n (1 - x_n)$ qui permet de générer des fractales en fonction d'un point initial et d'un rapport μ ; selon la valeur de μ , la courbe sera croissante, décroissante ou pourra générer des bifurcations fractales. On peut considérer en effet que le système des villes répond à un modèle simple de fractale, comme les ensembles triadiques de Cantor, ou le tapis de Sierpinski. En réalité, la similitude entre le tapis de Sierpinski et le schéma d'organisation de Christaller est assez frappante. Les fractales ont été beaucoup travaillées dans le cas de modélisation de l'étalement urbain, mais finalement très peu dans le cas de l'organisation des systèmes urbains.

La distribution des lieux habités est organisée dans l'espace, et elle l'est aussi dans le temps, ce que reflète sa distribution de taille. Dans les fractales, comme montré sur la figure 27, chaque niveau divise par un coefficient μ' la quantité des éléments du niveau précédent. Si nous ajoutons un facteur aléatoire à cette distribution, nous obtenons une série qui se rapproche de la série réelle.

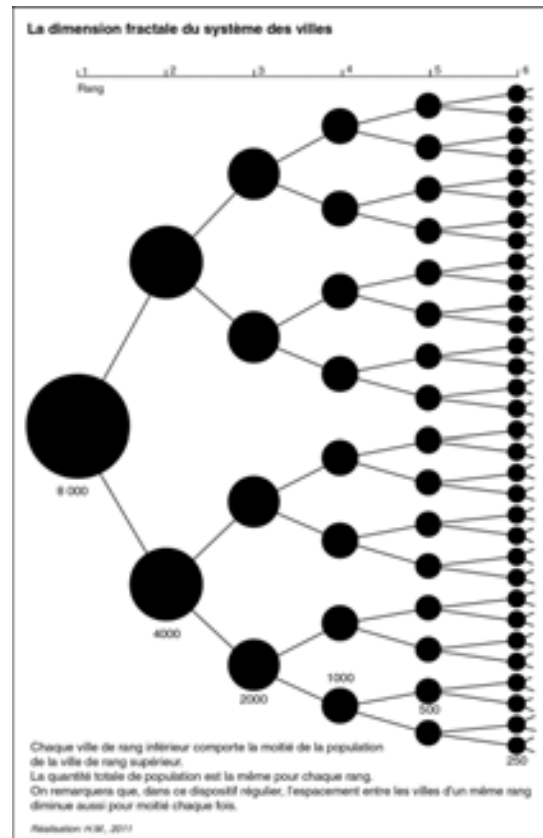


Figure 26: Explication fractale de la loi rang taille

De fait, la régularité de la courbe n'est pas parfaite et il existe des ruptures de pente, sur le modèle des multi-fractales (Dauphiné, 1995), dont les valeurs sont données dans le tableau suivant :

Modèle	Population >2000	Entre 1000 et 2000	Entre 1000 et 500	Entre 500 et 100
Rapport fractal	2,5	1,6	1,4	1,2
μ de Feigenbaum	1,3	0,99	0,45	0,1
Mesure d'attracteur	0,74	0,17	0,024	0,004

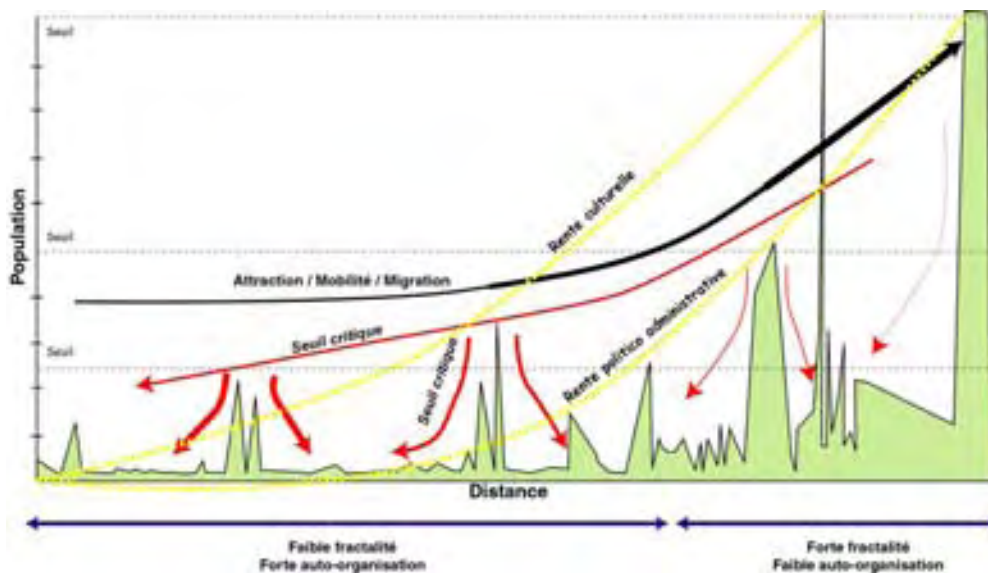
Calcul selon les méthodes proposées par Dauphiné, 1995

Ces chiffres nous apprennent que plus nous nous rapprochons de l'axe de la cordillère orientale, plus la hiérarchie des villages est forte et plus le système est organisé selon un modèle fractal. Au contraire sur l'altiplano nous avons à faire à une répartition homogène où la fractalité est peu évidente. Cette structure est très stable, elle existe depuis des centaines d'années au moins ; elle a été perturbée par la superposition d'une territorialisation politico – administrative qui a obligé à une centralité plus forte des services. Ce que nous dit Fujita *et al.*, 1999, c'est que cette structure hiérarchique des lieux habités est le jeu d'un équilibre entre forces centripètes et forces centrifuges dans un système, ce que Dauphiné, 2003a, appelle des attracteurs dans les systèmes auto-organisés : « le rapport entre la taille de l'attracteur et celle du bassin d'attraction est une mesure du degré de l'auto-organisation. Plus le rapport est petit et plus l'auto-organisation est importante. [...] en géographie physique, l'auto organisation peut réduire l'hétérogénéité d'un paysage ou au contraire la renforcer » (p. 231). Nous ferons un parallèle audacieux entre cette citation et l'auto organisation de nos communautés andines.

L'explication possible provient de cette fameuse rotation de 45° de la carte. Toutes les interprétations données par les géographes sur le fonctionnement des sociétés andines sont tournées vers la polarisation autour des grands centres urbains (voir par exemple Deler, 1991). Dans le cas de l'Altiplano, c'est autour du complexe La Paz, El Alto que s'est installée cette polarisation. Or, on peut observer sur la carte 13 que La Paz est « en dehors » de l'axe d'organisation, positionnée presque de façon marginale. On pourrait même dire qu'elle est isolée dans une position intermédiaire entre l'Altiplano et les Yungas, ce qui la convertit en une ville occidentale et peu andine ! Certaines raisons historiques doivent exister pour expliquer cette position singulière, qui n'est pas la seule dans le processus de colonisation des espagnols (voir les positions de Lima, Quito, Bogotá, etc.).

Ces villes, et en particulier El Alto, montrent une transformation très rapide (particulièrement chez les jeunes) des modes de vie, intégrant très rapidement une modernité et délaissant les modes traditionnels. Par contre, les villes se situant sur l'axe : Patacamaya, Sica-Sica, Tiwanacu, Calamarca, Achacachi, etc. nous montrent une étonnante vivacité dans la conformation d'une « modernité andine », gardant certains aspects de l'organisation traditionnelle tout en s'intégrant dans cette modernité imposée, politico-administrative. La partie occidentale de l'altiplano garde une structure d'auto-organisation forte, en très petites unités disposées avec une régularité impressionnante, très peu de centralité, et une interaction forte avec l'axe central.

Si nous sortons de cette polarité de La Paz, nous comprenons que l'ordre de la cosmovision andine, exposée dans le chapitre 2, fonctionne toujours, et constitue un facteur essentiel de la régulation du système : la synchronisation entre les structures ou réseaux traditionnels et les structures urbaines construites par la modernité constituent des bifurcations dans le système, « de franchissement de seuil critique », dont profitent les populations pour maintenir un niveau élevé de régulation. Ce qu'explique le schéma suivant :



Les grandes métropoles attirent surtout des populations des autres villes (principe du modèle de gravité), mais aussi génèrent des formes de retours, mobilité rurale, qui permet une diversification des sources de revenu, et le maintien des structures de la communauté. Plus la ville est petite plus ces effets de seuil critique sont importants en poids relatif (mobilité pour les services ou le travail). La forte auto-organisation crée dans l'espace des structures homogènes,

petites et fortement structurées en réseaux ; la faible auto-organisation se retrouve dans des structures fortement fractales et des éléments structurés en hiérarchie et peu en réseau. On peut constater que le profil de ce modèle correspond au modèle de Von Thünen, resituées dans une économie régionale, avec deux types de rentes. Une rente culturelle qui exclue la capitale et imprègne l'ensemble du territoire ; une rente politico-économique, qui inclut la capitale mais a un effet spatial limité.

Ce petit exercice m'apporte trois enseignements.

Le premier concerne la disponibilité des outils de la géographie. Modèles, cartes, formules mathématiques, statistiques, etc. doivent être utilisés conjointement. Il n'y a pas une analyse spatiale, mais plusieurs analyses spatiales qui doivent être combinées pour obtenir le raisonnement.

Le second est sur leur usage. Il faut débrider les usages courants. La carte est aujourd'hui trop figée, il faut l'enseigner d'une autre manière. La carte pour la géographie humaine est une carte – modèle qui doit permettre de représenter et d'interpréter des phénomènes. La géographie a eu, à une certaine période, la curiosité de 'pata-modeler' les cartes : rotations, échelle proportionnelle, anamorphoses, etc. qu'en reste-t-il ? Peut-être faut-il parler « d'iconographie de projet territorial » ou « d'iconographie territoriale », comme le propose les auteurs Debarbieux & Lardon, 2003, de manière à élargir le sens de la cartographie ; ou au contraire recourir au terme de modèle, qui la restreint alors à une volonté explicatrice !

Le troisième est celui de la formalisation mathématique des lois, structures et organisations que la géographie met en évidence. Nous manquons de connaissance, et il devient impératif de travailler dans l'interdisciplinarité non pour utiliser des modèles, mais pour construire des modèles spécifiques à la géographie.

L'interprétation que je fais de cette partie des Andes est en fait une formalisation de la perception, vernaculaire, de quelques vieux penseurs des villages que nous avons interrogés. J'ai utilisé des arguments scientifiques pour la justifier, en modifiant sensiblement les modes de représentations ; ce que je n'aurais pas pu faire si j'avais gardé les modes de représentations classiques et cette règle générale de la polarité urbaine de La Paz. Cette formalisation aurait tout à gagner à être reprise dans l'interdisciplinaire, en y associant, entre autres, anthropologues et mathématiciens. Cela signifie aussi pour moi, que malgré tout le bagage scientifique que nous avons construit et acquis, il est parfois des « intelligibilités » du territoire qui peuvent échapper à nos interprétations si elles ne sont pas socialement partagées. Nos qualités de spécialistes, dans le domaine de la cartographie et de l'iconographie en général, tout comme le fondement du participatif, n'ont un sens que si nous les considérons comme des savoirs partagés, co-construits, et partageables, tel que le conçoivent certains géographes de terrain (voir d'Aquino, 2002 ; Debarbieux & Lardon, 2003), mais hélas encore peu nombreux.

La géographie quantitative a eu son heure de gloire, autour des années 1990 par la dynamique qu'a générée le GIP RECLUS⁶³, et aux Etats Unis suite à la « révolution quantitative » des écoles de Walter Isard, Waldo Tobler, Peter Haggett, Andrew Cliff, Torsten Hägerstrand, et bien d'autres. Aujourd'hui, elle s'essouffle par manque de vision pluridisciplinaire et par manque d'interprétation sociale des modèles élaborés. Les techniques se sont sophistiquées, comme la programmation linéaire, les analyses multivariées, et aujourd'hui les systèmes multi agents, mais la plupart des géographes n'ont pas la formation suffisante en mathématique pour être

⁶³ Groupement d'Intérêt Public RECLUS, créé par Roger Brunet et dont le centre était la Maison de la Géographie de Montpellier.

concurrentiels sur ce terrain. De plus, les interprétations sont de plus en plus ad hoc, sans connaissance empirique des données en entrée et en sortie, et sans maîtrise de la boîte noire. Ces analyses ont un apport évident dans la compréhension des phénomènes, mais ils ne doivent pas nous faire oublier l'importance de la connaissance des relations sociales, qui est elle, peu mathématisée voir mathématisable.

De la critique même des géographes quantitativistes (Béguin & Pumain, 1994; Chadule, 1994; Charre, 1995) les « théories » développées sont pauvres du point de vue méthodologique et mal maîtrisées, en particulier parce que l'objet géographique y est mal défini, et que les tests d'inférence ne sont pas pris en compte dans les analyses (Gould, 1970). De plus, « *ce qui n'a pu être explicité jusqu'ici dans notre présentation du virage pris vers des théories plus stimulantes et développées à la suite de la 'révolution quantitative', c'est la spécificité de la relation entre des théories proprement géographiques et des théories 'importées' d'autres disciplines. Beaucoup ont eu l'impression, à l'époque, que les secondes l'emportaient sur les premières à mesure qu'on se détournait des préoccupations régionales et idiographiques, et que le temps prenait sa place sans l'analyse géographique* » (Gould & Strohmayer, 2004, p. 31).

Au travers de ces outils, la géographie apparaît souvent comme un outil, un appui permettant à d'autres disciplines de formaliser leur problématique. On le ressent très bien dans la littérature anglo-saxonne, qui introduit l'analyse spatiale ou le SIG comme « *une composante - pivot des sciences sociales depuis une vingtaine d'années* ». Beaucoup d'auteurs proposent ainsi la construction d'une infrastructure autour des SIG permettant une intégration des sciences sociales par le spatial, forme d'intégration par l'outil sans réflexion réelle sur les composantes communes de ces disciplines, ou sur la complexité des phénomènes. « *If you built it, will they come ?* »⁶⁴ (Goodchild *et al.*, 2000) se réfère à la construction d'une plateforme de l'analyse spatiale permettant aux différentes disciplines d'intégrer leur études de « *space and place* ». Cette assimilation de la géographie à la cartographie et à l'analyse spatiale est aussi sans doute la source d'un certain repli ethnographique qui aujourd'hui conduit à la formation d'écoles qui ne se parlent plus. Le flirt de la géographie avec le post modernisme a conduit à une pluralité des approches et des connaissances qui ne sont plus au service d'une construction théorique, mais qui sont le plus souvent juxtaposées et sans cohérence (Gould & Strohmayer, 2004).

⁶⁴ Si vous le construisez, viendront-ils ?

Le système

*« Un système philosophique
N'est pas fait pour être compris ;
Il est fait pour faire comprendre »
Jean François Revel
Pourquoi des philosophes*

La géographie est systémique, tout le monde le dit.

En 1978, J.B. Racine (in Isnard, 1981) écrivait : *« il ne fait pas de doute que cet 'Espace Géographique' puisse représenter pour bien des lecteurs 'une véritable relecture' de la géographie humaine traditionnelle sous un éclairage nouveau, celui de la 'nouvelle grille' systémique »*. Le grand mot est lâché. La géographie a-t-elle jamais été systémique ? Beaucoup l'annonce, peu la pratique.

On la dit systémique, parce que les lieux sont en interaction avec les acteurs, suivant en cela la définition de Bertalanffy, 1973 : *« un complexe d'éléments en interaction »* (p. 53). de Rosnay, 1975, complète cette définition par : *« un système est un ensemble d'éléments en interaction dynamique, organisés en fonction d'un but »* (p.91). Le Moigne, 1977, quant à lui critique en partie cette conception en proposant un changement de paradigme comme évolution « naturelle » de la science occidentale depuis le paradigme cartésien, la mécanique statistique, la cybernétique puis le paradigme structuraliste, et enfin le paradigme systémique que nous vivons aujourd'hui. Ce paradigme tourne autour d'une théorie de la modélisation des objets (naturels ou artificiels, compliqués ou complexes) ; *« un objet qui, dans un environnement, doté de finalités, exerce une activité et voit sa structure interne évoluer au fil du temps, sans qu'il perde pourtant son identité unique »* (p. 37). Quelle plus belle définition peut on donner de l'espace ou du territoire ?

Reprenons les éléments « triviaux », selon Le Moigne, qui justifieraient de considérer nos espaces et territoires comme des systèmes :

- Quelque chose (n'importe quoi, identifiable) : un lieu ? un acteur ?
- Qui fait quelque chose (activité – fonction) : fonction du lieu, action de l'acteur ?
- Et qui, doté d'une structure (objet structuré) : réseau, hiérarchie ?
- Evolue dans le temps : dynamique ?
- Dans quelque chose (environnement) : l'espace ?
- Pour quelque chose (finalité) : la reproduction sociale ?

Le premier intérêt de l'approche de la complexité, c'est *« qu'elle ne peut se penser correctement sans admettre son hétérogénéité constitutive et sa nature plurielle »* (Ardoino, 1999) ; il est donc impératif de reconnaître en premier lieu le caractère hétérogène du système, des acteurs, de l'espace et du territoire.

Le second intérêt est qu'elle prend ses distances de l'approche hypothético-déductive, forcément liée dans notre discipline à la causalité. L'incertitude est ce qui caractérise un système, du fait de l'interaction entre ses éléments et de la formation d'altérités, pas toujours rationnelles, qui modifient les références. Nous devons donc considérer que nous sommes dans l'incertitude lorsque nous étudions un système et que le meilleur moyen de résoudre cette incertitude (voir chapitre 5) est d'une part la reconnaître, d'autre part d'organiser l'information.

Le troisième intérêt réside dans la propriété même de la complexité : l'organisation. Jeu dialogique (Morin, 1999) comme la présence nécessaire et complémentaire de processus ou d'instances antagonistes, dualités comme l'ordre et le désordre, micro macro, vie et mort, etc. « *le but de la recherche de méthode n'est pas de trouver un principe unitaire de toute connaissance, mais d'indiquer les émergences d'une pensée complexe, qui ne se réduit ni à la science, ni à la philosophie, mais qui permet leur intercommunication en opérant des boucles dialogiques.* », boucles qui créent de l'organisation. Morin, 1999, cite entre autre comme forme de dialogique l'individu et la société dans les études de sciences humaines : « *Quand nous voyons la société, l'individu devient une espèce d'instrument manipulé par la société, mais quand nous voyons l'individu, la société s'évanouit et disparaît* » (p. 470).

Le quatrième intérêt du système, c'est qu'il est constitué d'une « machine » dynamique qui modifie les intrants en extrants suivant des modalités qu'il est nécessaire de découvrir. La fameuse boîte noire territoriale qui verrait se transformer des groupes sociaux en organisations, de la force de travail en économie locale, de la pratique en culture, etc. Cette boîte noire, qu'il s'agit d'étudier « *en privilégiant la modélisation des fonctions plutôt que des organes : le physiologiste (ou le clinicien) l'emporte sur l'anatomiste (ou le chirurgien) dans la formulation du diagnostic* » (Le principe de modélisation systémique de Le Moigne, 2003, p. 118). Nous sommes loin d'avoir compris comment tout cela fonctionne, et quelles sont les boucles de rétroaction et de régulation qui permet au système d'évoluer. Parmi ces fonctions de régulation, il en est une qui devrait nous intéresser dans la systémique du territoire, c'est l'aspect téléonomique, et la confrontation, en permanence du comportement et du projet, des moyens et des fins, dans une perspective dialectique entre le phénoménologique et le téléologique (Le principe de raison délibérante ou dialectique de Le Moigne, 2003, p. 119). Les territoires ont-ils une finalité ? La multiplication des territoires conduit-elle à des formes particulières ou dominantes ? Le repli identitaire dans la mondialisation nous apprend-il quelque chose sur les moyens et les fins de la construction des territoires ?

Et enfin, le cinquième intérêt est le principe d'émergence, qui propose que la somme des parties crée de nouvelles propriétés issues de l'organisation. C'est ce principe qui devrait nous conduire à étudier des assemblages spatiaux de nature diverses : la formation de l'identité par l'interaction entre acteurs, la formation des réseaux, l'assemblage de territoires identitaires, de territoires politico-administratifs, la superposition de stratégies territoriales diverses, et sans doute une grande partie de ce que les économistes appellent les externalités, etc. Qu'est ce que chaque combinaison nous apporte comme enseignement sur les propriétés nouvelles ?

Si nous voulons que la géographie soit systémique, le premier problème à se poser est de définir ou connaître la nature de la boîte noire. Est ce le système social ou est ce le système spatial ? La réponse la plus courante consiste à considérer un système social réparti dans l'espace. C'est le principe même des stratégies multi agents et de la théorie des jeux en général car celui qui dispose d'une stratégie, ce n'est pas le lieu dans l'espace, ce sont les acteurs. Les automates cellulaires peuvent prendre en compte uniquement des éléments définis de l'espace (pour la reconnaissance de structures par exemple), mais il n'y a plus alors d'interaction avec la société ; sa programmation définit tous les comportements prévisibles, il y a peu de place pour l'innovation. Beaucoup de publications sont des essais de décorticage de la complexité, développant des sous-systèmes en interactions lesquels sont composés de multiples éléments dont la nature est souvent très hétérogène. La démarche de Moine, 2006, par exemple, est intéressante puisqu'elle se pose sur un essai de redéfinition du territoire et du rôle des acteurs. Mais répond-il à la question ? Il construit pour cela un ensemble de schéma dont le premier est composé des sous-systèmes du territoire : l'espace, les acteurs et deux systèmes de représentations, un actuel et un

prospectif. Le second schéma va plus loin en décomposant les sous-systèmes en catégories où se mélangent l'Etat, l'espace institutionnel, le filtre individuel et le filtre sociétal, le géosystème et l'intercommunalité, c'est-à-dire des composantes de systèmes, des processus, des états et des interactions. La construction d'une approche systémique suppose une certaine cohérence dans l'analyse des objets et des processus qui mettent en relation ces objets ; cohérence dans leur nature, dans leur structure et dans leur organisation.

C'est pour cette raison également que l'approche de Jacques Maby, 2003, par exemple, est difficile à considérer. D'une part elle donne à l'objet géographique (le lieu), des propriétés qui ne sont pas homogènes : « *l'objet géographique est cartographiable : le fait pour un objet géographique de se prêter à la modélisation cartographique est non pas une possibilité mais une nécessité...* » (p. 9) ; ce qui revient à confondre, comme nous l'avons vu, le domaine du spatial avec la représentation spatiale. Le système est « le territoire ET sa carte » (Le Moigne, 1999, p.73) mais non dans un sens de représentation, sinon de modélisation, d'un système et non d'un objet du système. D'autre part, la complexité systémique qu'il définit est également très hétérogène, centrée autour d'un objet délimité, un objet lui-même complexe non décomposable, qui représente à la fois une unité spatiale, sa représentation, ses fonctions et les interactions, c'est-à-dire l'objet représente lui-même un système. « *Du fait de leur caractère complexe, les objets géographiques ne peuvent être complètement déterminés, c'est-à-dire prévisibles car soumis à des lois ou à des inférences de causalité nécessaires* » (p.11). Si un système complexe est composé d'objets complexes non déterminables, la solution du problème devient impossible.

Selon mes bibles (Bertalanffy, 1973; Le Moigne, 1977, 2001, 2002, 2003; Walliser, 1977), il faut considérer le système comme une entité individualisable en interaction constante avec son environnement. Le premier problème est donc, dans notre système géographique, d'individualiser ce qui fait partie du système, et ce qui en constitue l'environnement, c'est-à-dire « *la conjonction d'un complexe de projet (téléologie) s'exerçant dans un contexte (environnement), et la conjonction d'un complexe perçu fonctionnant (synchronique) et se transformant (diachronique)* » (Le Moigne, 2001, p.168).

Nous avons alors deux possibilités : 1- le système est composé de l'espace, des lieux, et l'environnement est constitué par la société ; 2 – le système général est la société, et l'environnement est l'espace, le lieu. La troisième solution serait d'avoir deux systèmes en interaction, mais dont on ne pourrait définir l'environnement (la nature peut être, mais qui est déjà inscrite dans l'espace).

Par ailleurs, le système est traversé par un ensemble de flux, les intrants et les extrants. La propriété des systèmes est qu'ils modifient ces flux dans un processus interne. S'il n'y a pas de transformation, le système n'a aucun intérêt en soi. Notre second problème est donc de savoir ce que modifie notre système : il modifie les acteurs de la société (système d'acteurs), ou il modifie l'espace (système de lieux). Nous pourrions avoir deux systèmes en interactions (il reste la question de l'environnement) qui échangeraient mutuellement des flux d'actions et de contre-réactions, des messages qui en seraient transformés.

Des systèmes de cette nature sont des systèmes « à états », c'est-à-dire que dans le processus de transformation des flux, le système se modifie lui-même. Si le système d'acteurs modifie un lieu (intrant), il produit un extrant et peut lui-même se modifier (il passe par exemple de l'état de constructeur à l'état d'habitant). Si le système spatial accepte l'action d'un acteur, il se modifie lui-même (il passe de terrain vague à maison). Il y a bien dans les deux cas transformations des flux et modifications internes. Si nous avons deux systèmes en interactions, nous pourrions avoir

un flux d'énergie quelconque (travail, finance, matériel, etc.) qui passerait du système d'acteurs vers le système spatial, qui transformerait les lieux sur lesquels il s'applique, de manière quantitative ou qualitative. Les deux règles sont alors respectées : il existe des flux, et les deux systèmes se sont modifiés. Il reste (toujours), le problème de la caractérisation de l'environnement.

La plupart du temps, les systèmes sociaux et spatiaux sont finalisés : l'état actuel dépend des états antérieurs. Il existe alors un ensemble de mécanismes internes au système qui permet de définir le fonctionnement de l'intervention finalisante dans un environnement (Le Moigne, 1977). Nous y reviendrons car ces interventions fonctionnent dans des sous-systèmes du système général et il est important de les définir. Le système général peut donc être décomposé en sous-systèmes, eux-mêmes composés d'éléments, chacun en interaction avec les autres sous systèmes et avec l'environnement. Dans le cas de l'existence de plusieurs sous systèmes, il peut y avoir plusieurs entrées et sorties dans le système général. Le système dispose de propriétés dynamiques dont les plus générales sont la réversibilité – irréversibilité, la convergence ou la divergence, l'auto apprentissage qui prend en compte les étapes antérieures, et la plus intéressante est l'auto-organisation qui est une modification du système en fonction de ses propres finalités : simplification ou complexification des sous-systèmes, homogénéisation ou différenciation. L'auto-organisation est fondamentale en cas de croissance, de récession ou de rupture.

Le cas de la réversibilité est intéressant car il permet de se pencher sur la prise en compte des variations du temps dans les conceptions de la société et de l'espace.

Tout d'abord, la perception de l'espace comme du temps se fait en « couches concentriques » (selon l'expression de Marié, 2004), depuis l'aujourd'hui et le moi, jusqu'à des périphéries floues où il n'y a plus que des symboles : l'étranger, le passé. La mémoire est spatiale comme elle est temporelle, et se charge du poids des cultures qui se façonnent au cours du temps et de l'espace.

Dans les rapports sociaux, le temps est une variable complexe, car tous les individus et groupes ne fonctionnent pas au même rythme, entre individus, entre groupes et entre individus au sein d'un même groupe. Les rapports au temps sont variables dans les niveaux d'appréhension, dans la superposition des perceptions et des actions, et dans le rythme des rapports sociaux. Pour certaines sociétés, comme les sociétés andines traditionnelles, les individus et les groupes sont synchronisés sur le calendrier lunaire ou agricole, ne donnant pas beaucoup de liberté d'action en dehors des rapports de temps liés à l'activité collective. Pour d'autres sociétés, comme l'urbaine, il existe de multiples synchronisations, dépendantes du type d'activité, de l'âge, du sexe, etc.

Peut-on faire un parallèle avec l'espace ?

La synchronisation des processus d'appropriation des espaces, ne peut s'effectuer que dans des sociétés communautaires spécialisées ; il n'existe que quelques niveaux d'identification au territoire, souvent emboîtés, et une structure de gestion simple et consensuelle. On retrouve là aussi nos communautés ancestrales andines, les ayllus, les suyus, modèle simple, uniforme et synchrone au point de vue individuel comme collectif. Mais qu'en est-il de l'espace urbain ? Combien existe-t-il de territoires, résultats d'une appropriation, dans l'espace urbain ? Comment s'effectue le dialogue entre ces territoires ? Comment se gère la multi-territorialité ?

Cette prise en compte de la forme complexe des territoires est un thème de recherche passionnant, qui peut se décliner dans plusieurs disciplines, comme la psychologie ou l'anthropologie, et en de multiples questionnements : l'appropriation des lieux, la construction des discours, la dynamique de construction des territoires, le passage des territoires « simples »

aux territoires multiples, la nature des rapports sociaux territoriaux et non territoriaux, l'impact de la dynamique de ces territoires sur la structuration et l'organisation des espaces, etc.

Mais le plus important est cette diversité des rythmes des espaces et du temps qui influent sur le fonctionnement des sous-systèmes et sur leur irréversibilité. « *Dès qu'apparaissent, dans un système, des problèmes de délais dans les relations entre deux caractéristiques, ils créent une certaine dissymétrie du temps qui rend la plupart des phénomènes irréversibles* » (Walliser, 1977, p. 83).

Les systèmes sociaux sont régulés de multiples manières, à la fois en interne et par leur environnement. Le Moigne, 1977; 1999 propose une « *articulation du système complexe en 9 niveaux* » que nous allons essayer de reprendre pour construire la réponse à notre question initiale. Ces neuf niveaux sont constitués de :

- 1 - Objet ou phénomène identifiable ; il est perçu ;
- 2 - Objet ou phénomène actif : il fait quelque chose ; il est perçu activement ;
- 3 - Objet actif et régulé : dispositif interne qui permet d'éviter ou de réduire la sensibilité comportementale de l'objet à tel ou tel évènement ;
- 4 – L'objet fait émerger des formes intermédiaires, des informations, des systèmes de symboles, qui permettent la régulation et la représentation de l'objet; l'objet s'informe par la représentation de sa perception ; avant de considérer ce niveau il est important de vérifier la validité « *d'une différenciation de processus informationnels spécifiques au sein de l'objet à modéliser* ». Il faut en effet distinguer l'information qu'un objet peut générer sur lui-même et l'information du système de représentation de cet objet. L'information concerne aussi la réalisation d'un diagnostic sur le système lui-même qui permettra le processus de régulation.
- 5 – L'objet est capable de traiter l'information pour faire émerger de la décision et donc de l'action ; la plupart du temps la décision constitue un sous-système autonome, capable de traiter l'information et de la redistribuer. La décision prend au moins deux formes : la maintenance (sur les éléments du système, alimentés par le diagnostic) et l'action (sur les intrants).
- 6 - l'information et la décision font émerger la mémoire ; ils sont récursifs car la mémoire est aussi de l'information ; on a donc tendance à considérer un sous système de l'information qui englobe à la fois l'information émergente du niveau 4 et 5 pour la redistribuer dans le même niveau 5 , en transformation le flux de décision en flux d'information ;
- 7 – C'est le niveau de la coordination ou du pilotage des différentes décisions et de la relation décision – action. La difficulté de ce niveau est évidemment la multiplicité des situations possibles qui oblige à une formalisation ou une structuration des systèmes de coordination, soit par la hiérarchie, soit par l'entropie ;
- 8 – Le système imagine et conçoit de nouvelles décisions possibles ; l'émergence de l'imagination signifie la capacité d'auto-organisation du système, c'est-à-dire de générer une information propre qui ne provienne pas des intrants, qui sera réinjecter dans le système et perçu comme bruit ou comme évènement. Cette information propre passe par le canal de la décision et des processus de coordination. Elle contribue aussi à faire évoluer la mémoire par un processus accumulatif non seulement d'éléments observés, mais surtout d'éléments construits. C'est dans ce processus que se situe « l'évolution » du système.
- 9 – Le système doit être capable de décider sur sa décision, c'est-à-dire d'élaborer un processus d'évaluation et de finalisation. En fonctionnant, le système se finalise et évolue vers un projet intelligible qui induit souvent une modification de ses propres structures.

Ce processus de décomposition du système et de sa modélisation « nous invite à récuser la disjonction (ou le dualisme cartésien) entre l'Objet, modélisable objectivement indépendamment du Sujet qui risque d'introduire une subjectivité involontaire qui polluerait l'hypothétique objectivité du modèle établi analytiquement. La Modélisation Systémique postule que l'action de modéliser n'est pas neutre et que la représentation du phénomène n'est pas disjoignable de l'action du modélisateur » (Le Moigne, 1999, p. 65).

Dans la mesure où nous avons considéré que l'espace était un système de lieux, et le territoire un système d'acteurs ou d'actions, il convient de se repositionner dans ce schéma de la théorie générale des systèmes, en essayant de respecter l'approche du découpage du système général en sous-système que nous avons considéré être interactionniste. De fait, nous adoptons une position intermédiaire entre le corpusculaire et l'interactionniste, puisque chaque sous-système est individualisable, de même nature que le système général, mais disposant de propriétés différentes (différence en acteur, groupe et société par exemple), mais aussi que la propriété principale des sous systèmes est d'être en interaction, constituant des réseaux denses dont la globalité forme la propriété générale.

Les neuf niveaux appliqués aux deux systèmes que nous considérons sont ainsi exposés dans le tableau 4.

Niveau	Fonction émergente	Système ESPACE	Système SOCIAL	Propriétés	Problèmes
1	Identification de l'objet	Lieu	Individu, groupe	Connu	Mais pas toujours concret
2	Actif / Action	Fonction	Opérateur, acteur	Stable dans le temps, ne modifie pas la perception de l'objet	L'acteur est multiple
3	Régulation	Structure	Règles, normes, autorités	Permanence, régularité	Conflits
4	Information, représentation (et système de diagnostic)	Organisation	Identité, vulnérabilité, communication	Qualité intrinsèque reconnue	L'organisation dépend déjà de l'acteur
5	Décision pour la maintenance et l'action	?	Processeur décisionnel, organisation	Capacité de projet, finalisé (non aléatoire, téléonomique)	Repose le problème de l'individuel / collectif
6	Mémoire	?	Mémoire, patrimoine	Algorithme récursif, apprentissage	Les lieux n'ont pas de mémoire, c'est l'acteur qui construit la mémoire
7	Coordination	?	Gouvernance, réseau	Capacité relationnelle, hiérarchie, capacité cognitive, potentiel de connexions possibles	Relations entre sous-systèmes d'acteurs ou au sein d'un seul système de décision de la société
8	Imagination	?	Stratégie, innovation	Auto organisation, intelligence, conscience	
9	Evaluation et finalisation	?	Interface avec l'environnement, projet territorial, nationalisme	Donner un sens à l'action	

Tableau 4: Niveaux systémiques et fonctions de l'espace et du territoire, *Source : élaboration propre*

Ce tableau est évidemment une tentative d'application de cette théorie à mes propres perceptions des systèmes géographiques ; il doit être discuté, complété, re-travaillé dans un dialogue disciplinaire et interdisciplinaire, ce qui constituera une autre direction de recherche pour les prochaines années.

Le système ESPACE ne concerne que les 4 premiers niveaux. Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre 2, l'identification de l'objet est le lieu, l'action est la fonction attribuée à ce lieu, la régulation est donnée par la structure de ces lieux qui donne une certaine géométrie et une certaine inertie à ces lieux, et enfin l'information qui émerge de ce modèle est l'organisation spatiale de ces structures (fondamentales si on prend le parti de Roger Brunet). La frontière est un bon exemple de fonctionnement de ce système : c'est un lieu qui peut être virtuel, dont la fonction est bien claire, la structure établie (de manière parfois virtuelle aussi), et dont émerge deux organisations spatiales de part et d'autre de cette frontière. La plupart des niveaux d'émergence proviennent déjà de l'interaction avec la société, ce qui pourrait être une critique de fond ; cependant il s'agit bien là d'un système, représenté par un modèle, et dont nous faisons déjà partie, à moins de considérer l'espace comme un support inerte, ce qui limiterait le système à son premier niveau. Le système Espace est un système sans système de pilotage ; ce dernier est en effet en dehors puisque la décision n'est pas du fait du lieu mais de l'acteur.

Nous obtenons un schéma du système Espace tel que le montrent la figure 29.

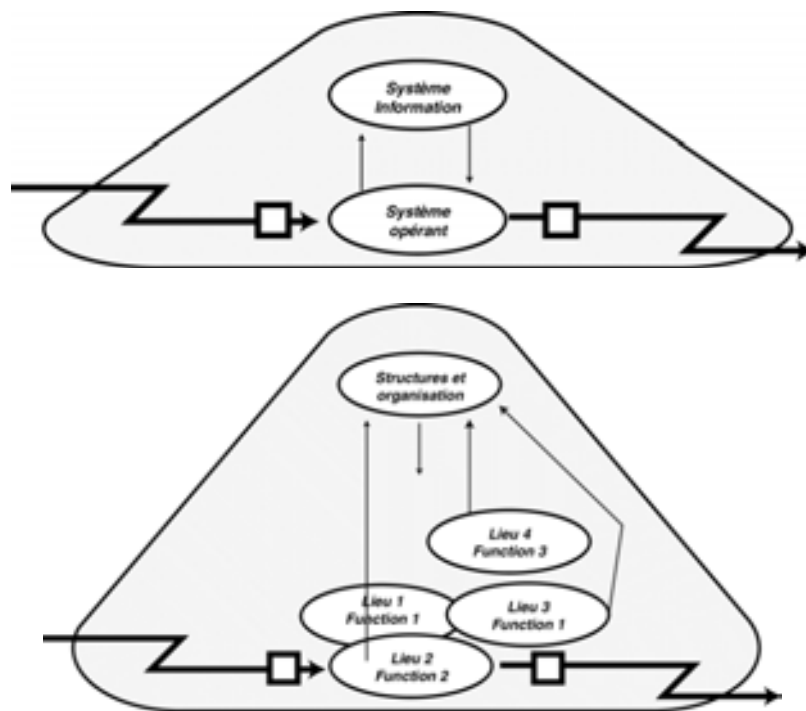


Figure 28: Le modèle du système Espace, Source : élaboration propre suivant le modèle de Le Moigne, 1977

Plusieurs lieux peuvent avoir des fonctions distinctes ou pas, ils conforment des structures et le système spatial représente une organisation de ces lieux et de ces fonctions. La formalisation mathématique de l'espace, tel que nous la définissons comme un système de lieux, devrait être facile, puisque « pour un mathématicien, mettre un objet dans un espace ne veut rien dire. L'espace, c'est l'ensemble des éléments qui constituent ce même ensemble, sur lequel on met des propriétés qui sont de ressemblances, de proximité, de continuité. » (Zeitoun, 1979). Le système est défini par un ensemble de coexistences possibles entre les localisations, hiérarchisés ou non ; coexistences définies par des règles ou des lois d'organisation comme le sont le mouvement (flux, transfert, diffusion), l'organisation (centralité, polarité, réseaux) et l'intégration (hiérarchie, emboîtements) (Auray et al., 1994).

Le système SOCIAL ou socio-spatial, quant à lui, comporte tous les niveaux. Nous n'entrerons pas dans les détails de chaque niveau, mais il est important de dire ici que le système acteur doit comporter des flux entrants et sortants qui doivent être des flux concernant l'espace. Le flux d'entrée est par conséquent constitué de l'information que donne le lieu, et le flux de sortie de l'information sur ce que va devenir ce lieu. Toutes les caractéristiques des niveaux doivent donc être interprétées de cette manière. L'Acteur est donc un acteur sur l'espace, les règles et les normes qui régulent concernent l'espace ; la création d'identité, d'information, de mémoire se déroule autour des lieux, des structures et des organisations spatiales, etc. Nous obtenons donc les deux figures ci-dessous qui concernent à la fois les acteurs individuels comme les groupes sociaux.

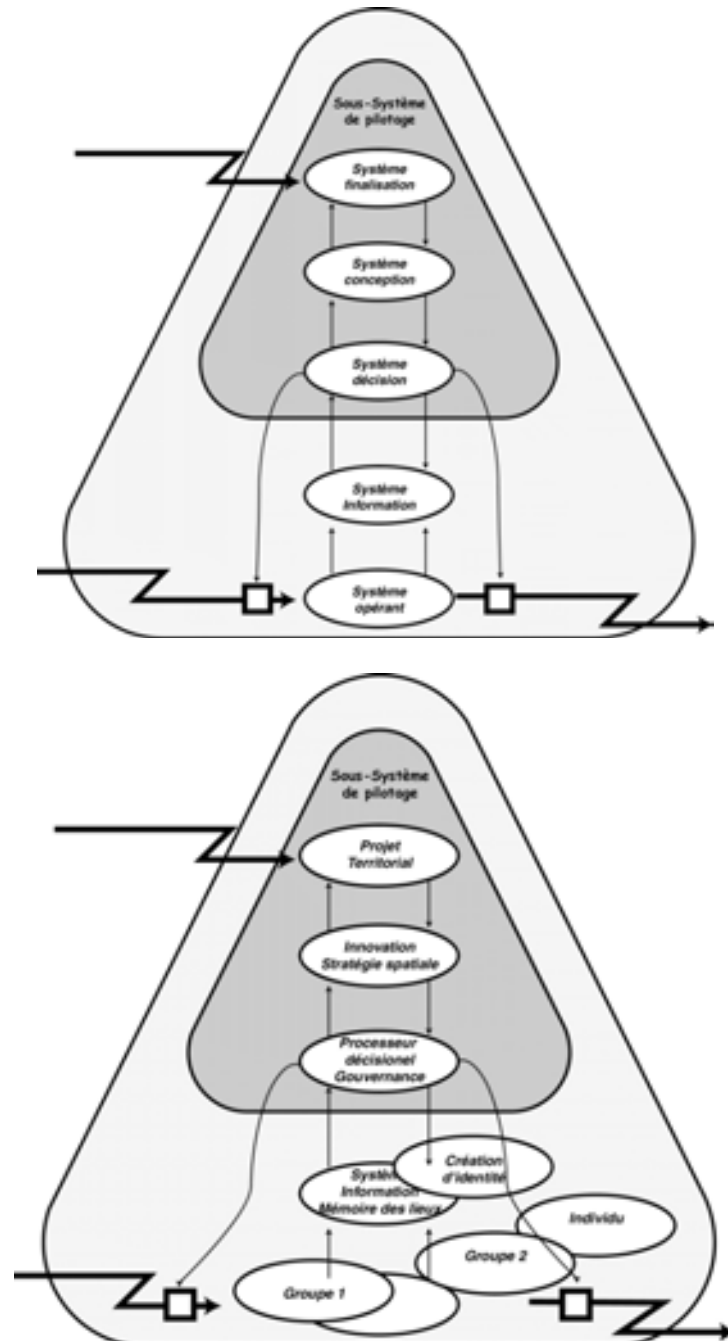


Figure 29: Le modèle du système Territoire, Source: élaboration propre

On peut considérer ce système comme s'appliquant à un seul groupe social, voire même un individu, qui aurait une interaction particulière avec un espace, et une finalité commune. Les interactions entre groupes d'acteurs seraient alors des interactions entre systèmes. On peut aussi considérer que le système ait plusieurs objets de poids différents (individu, groupe, associations, etc.) mais un seul système de pilotage. L'interaction se situe alors au niveau des sous systèmes.

Les deux cas peuvent aussi se rencontrer, tel que le montre le schéma général suivant.

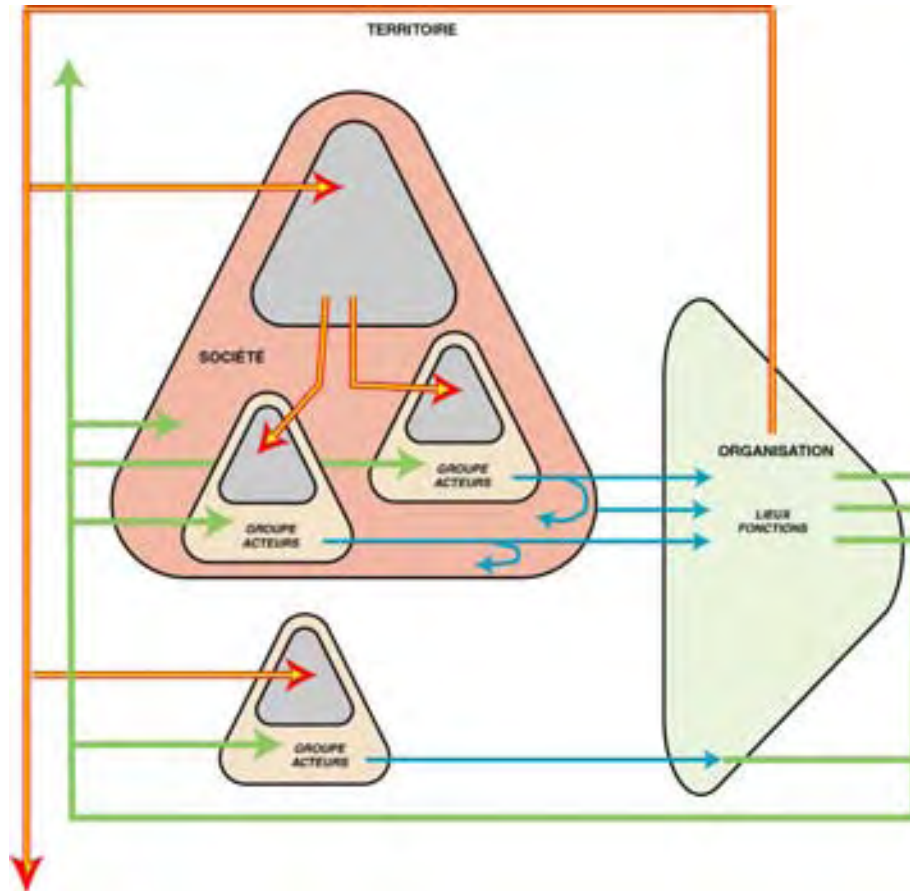


Figure 30: Modèle général Espace – Territoire.

Les groupes d'acteurs peuvent être joints ou individualisés ; dans le cas de groupes joints, leur sous-système de pilotage devient commun (triangle gris). L'intrant (flèches vertes) est constitué par l'information reçue des lieux et leurs fonctions (information du vécu, du perçu, etc.), qu'ils transforment en une action (flèches bleues : message, construction, identité, etc.) qui agit sur les lieux. Le sous-système de pilotage contient les systèmes de décisions, de mémoire et d'innovation, provenant de l'information donnée par l'organisation du système spatial (flèches oranges). On pourrait considérer que ce corpus d'information organisation spatiale – territoire constitue le contexte général des systèmes des lieux et des acteurs.

Nous avons donc un ensemble de systèmes – acteurs, qui peuvent être organisés en sous systèmes ou en macro-système « société », et un système espace, l'ensemble interagissant. Evidemment les frontières des modèles ne sont pas aussi tranchées mais il est difficile de dessiner des ensembles flous, ou des ensembles en interactions permanentes, il est toujours nécessaire pour la formalisation ou la démonstration d'isoler des entités définies. Les lieux et les fonctions servent d'entrants et d'extrants au système d'acteurs, qui les transforment, en ayant ainsi une double action : interne en modifiant les propriétés même du système acteur (création d'identité par exemple ou modification de l'organisation), externe en modifiant les lieux, les structures et en

créant de l'organisation. Les fonctions que nous avons décrites dans le chapitre 3 s'insèrent dans ce schéma, à plusieurs niveaux car des éléments peuvent concerner les règles, l'organisation, la mémoire ou la gouvernance, mais toujours dans le système de pilotage. Les fonctions rejoignent celles du modèle canonique de l'organisa(c)tion de Le Moigne, 1999, qui se décomposent en trois archétypes : maintenir et se maintenir, relier et se relier, produire et se produire⁶⁵. Le système complexe distingue donc parfaitement l'organisation de la structure : la structure n'est que l'ossature, alors que l'organisation « exprime à la fois, inséparablement, l'action, l'acteur, et la transformation temporelle de l'acteur ». C'est dans ce sens que la structure des objets de l'espace se relie à l'action, alors que l'organisation de cet espace se relie au territoire, c'est-à-dire au complexe des fonctions territoriales, comme intrants dans les fonctions de cognition.

Dans notre conception générale exposée dans les chapitres 2 et 3, plusieurs groupes d'acteurs peuvent agir simultanément sur le même espace, l'organisation de cet espace servant de signal d'émergence pour les systèmes d'acteurs, au niveau de leur niveau de finalité. Chaque groupe d'acteurs est ainsi capable de comprendre ou de vérifier que les actions qu'il mène modifient l'espace dans le sens qu'il a choisi par sa stratégie. Cependant, les interactions entre groupes d'acteurs modifient ce signal, et une coordination est nécessaire pour réguler l'ensemble des systèmes entre eux et pour eux-mêmes, ce serait la gouvernance. Sans cette régulation, des conflits existeront dans l'usage et la structuration de l'espace.

Nous verrons que cette vision systémique de notre conception de l'Espace et du Territoire n'est pas qu'une vision de l'esprit mais qu'elle permet de nombreuses interprétations des processus géographiques et historiques en cours sur des espaces, et d'activer des actions particulières (comme le développement ou l'aménagement que nous verrons ensuite) qui assurent la régulation et l'équilibre des systèmes. Ces applications sont nombreuses aussi bien dans la compréhension des phénomènes que dans leur simulation ; la construction de modèles mathématiques et informatiques s'en trouve fortement facilitée, et j'espère pouvoir avoir l'opportunité de l'appliquer au moyen de la théorie des jeux.

Il faudrait maintenant refaire le schéma inverse pour montrer en quoi cette vision systémique répond à des questions épistémologiques des géographes. En quoi elle inclut les explications des uns et des autres, c'est-à-dire en quoi elle est plus « universelle » que les autres. C'est une prétention évidemment déplacée, et je ne ferai pas, dans cette étape de mon travail, cet exercice. Par contre, il est facilement démontrable que cette approche systémique permet d'envisager l'espace sous ses différentes formes, et en particulier celles exposées par Di Méo & Buléon, 2005, et celles de Soja, 1996, assez proches, qui me semblent les plus abouties. Les premiers auteurs proposent trois espaces : espace vécu, espace de vie et l'espace social, le second une combinaison entre espaces vécu, perçu, construit et de trois espaces épistémologiques : objectif – matérialiste, subjectif – idéaliste, possibiliste – « post- ». Chacun de ces espaces peut être envisagé par un acteur dans sa totalité ou ses parties, ou par plusieurs acteurs collectivement. Ce sont les messages ou les flux d'interaction qui définissent ces formes d'espaces, et les combinaisons possibles, ainsi que les niveaux ou sous-systèmes qui introduisent une certaine finalité à l'interaction avec l'espace. Selon les modalités de l'action et de la mobilisation des niveaux, l'espace pourra être vécu ou simplement perçu, mais restera une fonction du système des acteurs.

⁶⁵ Maintenir pourrait englober les deux fonctions de l'appropriation et du vivre ; l'intérêt du modèle canonique est d'intégrer une forme transitive et une forme réflexive, qui sont très caractéristiques des sociétés Andines : « pour être bien collectivement, il faut être bien soi-même », signifiant une relation à l'autre simultanée à une relation à soi-même, du point de vue individuel, groupal ou territorial.

Il reste un dernier élément que nous n'avons pas résolu dans la construction de cette épistémologie des systèmes : la question de l'environnement. Nous avons des difficultés, dans ce cadre, pour définir ce qu'est l'environnement des systèmes, et bien sûr nous sommes incapables de détacher le système de son environnement, de manière à en étudier les effets respectifs. Nous pourrions faire une pirouette en spécifiant que « *l'environnement est le tapis du processus temporel* », c'est-à-dire la dynamique des interactions entre systèmes social et spatial, dans une perspective extansialiste⁶⁶. Dans ce cas, le référentiel TEF (Temps, Espace, Forme) nous offrirait une « *décomposition triadique des fonctions* » très utile pour le positionnement relatif des systèmes. N'oublions pas en effet, comme indiqué précédemment, que tous ces systèmes peuvent fonctionner à des rythmes différents ce qui suppose des synchronisations dans les jeux des interactions, et un système qui devient dynamique – irréversible. Il est difficile aussi de confondre environnement et contexte, puisqu'en général les contextes sont inclus dans les systèmes eux-mêmes : le milieu naturel dans l'espace, le politique ou le contexte international comme champ d'organisation du système social.

L'environnement est tout ce qui pourrait modifier la structure des systèmes, et les flux de matière, énergie ou information passant entre les sous-systèmes. L'environnement serait alors constitué par l'ensemble de ces interactions, une espèce « d'ambiance » interactionniste qui conditionnerait les relations même, tout comme le ferait la dynamique d'aptitude en économie, « *celui de la contribution à la constitution d'un environnement d'opportunité économique autour des institutions (technologiques, de formation, collectivités locales) qui inscrivent leurs actions dans la durée* ». (Courlet, 2001b pour les systèmes économiques).

De fait, cette ambiance représente le contexte de l'épistémè de la société. Dans cette relation systémique, acteurs et espace sont séparés physiquement, mais ils sont liés par un ensemble de messages que la cosmovision va définir comme sectoriel ou holistique. L'ensemble des messages, de l'information qui circule entre acteurs, entre lieux et acteurs, sera conçu selon la conception du monde et selon la symbolique qui déterminera ce monde, comme nous l'avons vu au chapitre 2. L'environnement du système espace – territoire est donc bien une composante culturelle, cognitive ou « civilisationnelle », qui module les messages mais intervient peu sur les composantes internes aux éléments du système. Pour le dire autrement, le lieu reste le lieu, l'acteur un acteur, mais la relation entre les deux se voit influencée par l'environnement conceptuel qui agit également (au moyen des circuits représentés par les flèches oranges de la figure 30) sur les sous systèmes de pilotage. Nous répondons ainsi aux critères énoncés par Le Moigne (2001, p.168) : Le système général comme conjonction entre un complexe de projet (le territoire) s'exerçant dans un contexte (le symbolique et la cosmovision de la société composant les territoires). La modification du contexte (de l'épistémè) provoque alors des modifications fondamentales dans la relation entre les sous-systèmes et change les paramètres de la structuration de ces sous-systèmes.

« *Comme le remarquait Maurice Halbwachs, parce que le territoire appartient à l'ordre des représentations sociales, il se manifeste 'dans des formes matérielles, de nature souvent symbolique ou emblématique'. La territorialité symbolique revêt une importance sociale encore plus grande si l'on admet que 'tout se passe comme si la pensée d'un groupe ne pouvait naître, survivre, et devenir consciente d'elle-même sans s'appuyer sur certaines formes visibles de l'espace' (Halbwachs, 1925). Sur de telles bases symboliques, le territoire identitaire devient parfois (quarto) un puissant outil de mobilisation sociale.* » Di Méo, 1999

⁶⁶ « L'approche extansialiste tend à considérer qu'il n'existe que des entités conventionnelles aux contours flous, qui sont définies à travers leur comportement dans un type d'environnement donné », d'après Bernard Walliser, 1977

Retour aux Andes.

Les systèmes andins ont une particularité, c'est qu'ils sont duaux. A une fonction ou une propriété déclarée d'un sous-système, il est nécessaire d'y adjoindre un « miroir », qui permet l'équilibre du système général. A la fonction de production, ce que l'on prélève de la Pachamama, il est nécessaire d'associer une fonction de restitution, de don à la Pachamama, sous forme d'offrandes, mais surtout de rituels. L'aspect de la relation communautaire, et des symboles de cette relation fait donc partie du système dual. Il en est de même pour les échanges, au moyen du mécanisme de la réciprocité ; de l'appropriation de l'espace dans sa dualité topographique (haut / bas, devant / derrière, etc.) et de la complémentarité des espaces (parcellaire dispersé dans des unités écologiques très diverses) ; du vivre, dans la structuration de la famille, de l'habitat, du village et de la position du village quant à l'axe des Andes. Pour un Ayllu, la dualité représente la condition de sa reproduction, de fait, son système de régulation ; qui est représenté par ce que symbolise l'autorité.

L'autre particularité des systèmes andins, c'est leur hiérarchie emboîtée, et décalée dans le système de décision et de régulation. Les décisions pour la famille se prennent au niveau de la communauté, celles de la communauté au niveau de l'Ayllu, etc. Nous obtenons des sous-systèmes emboîtés comme le montre la figure 32 qui intègrent le niveau d'action (système de l'acteur, toujours dual), le niveau de la régulation (l'autorité), et le niveau spatial (les lieux agis).

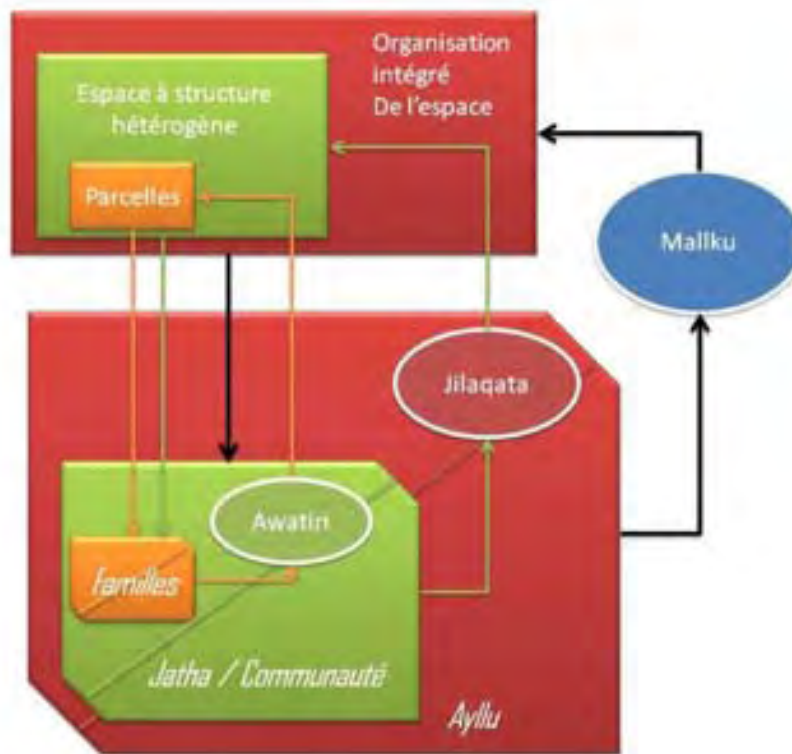


Figure 31: L'emboîtement des sous-systèmes caractéristiques du monde Andin.

Chaque symbole représente un sous-système, les flèches représentent les flux de communications entre sous-systèmes. Les sous-systèmes des acteurs sont duaux, toujours formés de deux éléments opposés mais complémentaires. La famille se réfère à l'Awatiri (chef de la communauté) pour l'organisation de ses parcelles de culture. Nous avons alors trois sous-systèmes en boucles d'interactions : agent – régulateur – lieu. De la même façon, la communauté se réfère au Jilaqata (chef de l'Ayllu) pour les décisions sur l'ensemble de l'espace communautaire, c'est-à-dire un espace structuré par l'hétérogénéité. De la même façon pour les niveaux supérieurs. Chaque niveau supérieur constitue un environnement pour les niveaux inférieurs, ce qui permet un contrôle et une régulation non seulement de l'espace mais aussi de l'environnement.

L'intérêt de ce mode d'organis-action réside dans quatre avantages :

- Pratiquement toutes les retombées (productive, culturelle, sociale, etc.) s'effectuent au niveau de la famille, parfois de la communauté. Les niveaux de régulation ne sont que partie intégrante des familles.
- Les sous-systèmes acteur –régulateur ont chacun leur sous-système de pilotage, et en particulier leur propre mémoire. Dans un mécanisme de décision et d'action sur les lieux, on sollicitera par conséquent à la fois la mémoire de l'acteur (la famille par exemple) et la mémoire du niveau supérieur (la communauté). C'est donc un mode de gestion hiérarchisé mais non centralisé, lequel, selon Le Moigne, 1999, permet le meilleur coût d'organisation et la meilleure robustesse de cette organisation.
- L'action sur les lieux est hiérarchisée mais toujours intégrée à un niveau immédiatement supérieur ; ce qui permet à chaque niveau d'obtenir une appréciation directe et rapide du mode d'organisation de l'espace dans son ensemble. L'ensemble paraît chaotique de par sa forte hétérogénéité, mais présente en réalité une grande organisation.
- Enfin, les temporalités sont respectées. Chaque niveau peut développer ses propres temporalités sans modifier le fonctionnement de l'ensemble. La famille garde son cycle agricole annuel, mais le Mallku peut avoir une vision de l'organisation spatiale sur un cycle pluriannuel.

La complexification des territoires rompt évidemment ce système, car elle impose une redistribution des fonctions dans les sous-systèmes et modifie leur structure et leur interrelation. Elle ne romprait pas la logique si les structures externes aux territoires étaient des régulateurs et non des éléments de décisions. Les territoires politiques, institutionnels, administratifs, seraient alors des sous-systèmes particuliers qui auraient pour fonction de normer les messages vers la structuration de l'espace ; et non plus d'agir directement sur cet espace. C'est une des propositions que nous avons faite dans le cadre de la nouvelle constitution politique de l'Etat bolivien, celle de substituer le rôle interventionniste de l'Etat par un rôle de facilitateur, par le moyen de l'aménagement du territoire.

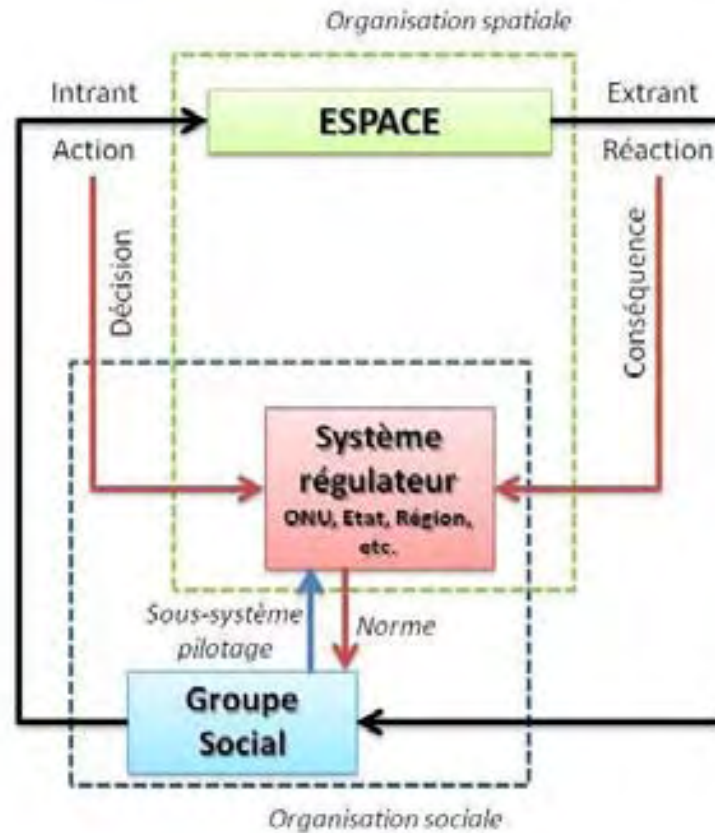


Figure 32: Territoire et régulation

Dans le schéma de la figure 33, la conformation du territoire est représentée par le cadre noir : l'interaction par le système action / réaction entre un groupe social et l'espace. Le rôle de l'Etat et des collectivités territoriales, dans le cadre d'un processus de décentralisation ou d'autonomie, tel qu'il était conçu en Bolivie (c'est-à-dire avec l'esprit de respecter les us et coutumes des territoires originaires), est un rôle de régulateur. La décision d'action sur l'espace, et la conséquence de cette action sont analysées par l'entité régulatrice, en concertation avec le sous-système de pilotage du groupe social (autorité, conseil, cabildo, etc.) de manière à produire, si nécessaire, une norme. Le système régulateur, au niveau local, est en charge de la coordination des stratégies des divers groupes sociaux ; ce qui permet de respecter toutes les formes d'autorités. A un niveau supérieur, cette fonction de régulation peut être attribuée à des conseils d'autorités, par exemple dans les régions. L'idéal étant évidemment de construire les politiques d'Etat à partir de ces formes de régulation. Nous appellerons ce processus l'aménagement du territoire.

Hélas, ce schéma n'a pas convaincu, du moins les professionnels, alors qu'il était la base de la revendication des mouvements indigènes (Benavides & Mazurek, 2006; Mazurek, 2006). La Bolivie est restée sur un modèle classique de division politico-administrative, centralisé, qui n'apporte rien à cette « cinquième phase de la révolution » (García Linera, 2011), et qui risque au contraire de soulever de nouvelles contradictions à partir de la volonté des populations de construire et de gérer leur territoire. « D'ailleurs, qu'est-ce qu'une révolution, sinon ce moment où une partie de la société s'empare du politique, pour combiner subversion et légitimité, et fonder un ordre (en particulier territorial) nouveau ? » (Vanier, 2003, p. 128).

8 - Le territoire ou la science du développement

« *Quand le bâtiment va, tout va.* »
Martin Nadaud, Assemblée Nationale, 1850

L'économie est le réseau d'activités imposées au système de lieux.

Elle est régie par les dynamiques de ces lieux, c'est-à-dire par l'influence des acteurs sur la conformation de ces lieux, et par l'influence des lieux sur la dynamique de la société. La fonction de production – échange en est le moteur au niveau territorial. Il existe évidemment des groupes d'acteurs ayant des visions différentes des fonctions productives, créant plusieurs territoires superposés, parfois incompatibles, sur un même espace.

Les termes d'économie nationale ou d'économie mondiale laissent entendre qu'il existerait un jeu d'échelle qui ferait que l'économie pourrait échapper au local, c'est-à-dire à la maîtrise de la société. Mais l'économie se génère d'abord dans les lieux, parce que la production ou la finance ne peuvent avoir d'appui global. L'ancrage dans le lieu est indispensable, y compris pour les économies globales qui ont besoin de main d'œuvre locale, de paradis fiscaux, de places de marché, ou de nouveaux centres d'affaires à la mode, au Qatar, à Hong Kong ou à Sao Paolo.

« *A l'heure même où le mot globalisation semble désigner le concept clef, universellement accepté, du développement industriel et technologique contemporain, la préoccupation n'a jamais été aussi grande des dynamiques du développement économique local. S'il est juste, dans ce contexte, de parler de ré-invention du local, c'est que tout d'abord la globalisation, loin d'une quelconque forme d'uniformisation façonnant un hypothétique espace mondial homogène, constitue un mouvement qui trouve ses fondements dans l'affirmation et la valorisation des différences, tant en termes de facteurs de production, qu'en termes de marchés.* » (Zimmermann, 1995). Dans cette période de post fordisme, il n'est pas d'économie, ni même globale, qui n'ait pas ses racines dans le local. Dans ce contexte, les concepts de développement local, puis de développement territorial ont fait l'objet de plusieurs milliers de publications dans les milieux de l'économie, mais aussi de la géographie et de l'anthropologie économique. Voici une petite liste des plus classiques, parmi la littérature française, qui ont baigné nos recherches ces dix dernières années : Isard, 1975; Aydalot, 1980; 1985; Benko & Lipietz, 1992; Camagni, 1992; Derycke, 1992; Rallet & Torre, 1995; Demazière, 1996; Lacour, 1996; Veltz, 1996; Beaumont, 1997; Lacour & Célimène, 1997; Benko, 1998; Polèse, 1998; Bailly & Huriot, 1999; Bairoch, 1999; Beaumont *et al.*, 2000; Benko & Lipietz, 2000; Veltz, 2000; Courlet, 2001b; Torre, 2002; Veltz, 2002; Benko & Strohmayer, 2004; Pecqueur, 2004; Camagni & Maillat, 2006; Benko, 2007a.

Nous ne reprendrons pas ici tous les débats autour des notions de développement local, développement régional, milieux innovateurs, districts industriels, etc. déjà publiés par ailleurs (Mazurek, 2003; 2006; Mazurek & Arreghini, 2006; Mazurek, 2009b; d; Mazurek, 2010a). Nous essaierons plutôt de réfléchir sur la dimension de l'ancrage territorial dans la conception du développement et de l'action territoriale (l'aménagement du territoire) que nous replaceront dans la logique de notre approche systémique précédente. La reconsidération de ces deux éléments

permettra de faire le lien avec les arguments des chapitres précédents, et de montrer que l'interaction espace – territoire permet de comprendre les contradictions actuelles de la mondialisation.

Développement

*« L'utopie se situe vers l'horizon.
Nous faisons deux pas, l'utopie s'éloigne de deux pas
et l'horizon court dix pas plus loin.
Alors, à quoi sert l'utopie ?
A cela, elle sert à avancer. »
Eduardo Galeano*

Eduardo Galeano, auteur de « *las venas abiertas de América Latina* »⁶⁷ (Galeano, 1971) a partagé cette œuvre de référence en deux parties : « *la pauvreté de l'Homme comme résultat de la richesse de la Terre* », et « *Le développement est un voyage avec plus de naufragés que de navigants* ». Ces belles maximes ont été choisies pour résumer toute l'histoire de ce continent dont l'économie a toujours été dirigée vers l'exploitation des ressources naturelles. Le mécanisme est simple : des exportations massives de produits primaires qui obligent à de très bas salaires pour assurer la compétitivité au niveau mondial, rendant les pays dépendants des importations de produits manufacturés. Ces exportations n'assuraient aucune valeur ajoutée mais faisaient grimper les chiffres du PIB, suffisamment pour attendre des taux de croissance que l'Europe leur envoyait alors. La croissance est là, donc le développement existe. Sept ans après sa publication, au milieu de tous les régimes militaires qui peuplaient alors les pays d'Amérique latine, depuis Haïti jusqu'au Chili, ce livre était interdit. L'utopie était toujours là, mais l'horizon avait avancé beaucoup plus vite. Il faut lire « *las venas abiertas...* », les exemples et les développements y sont toujours d'une étonnante actualité.

Plus que les veines, cet ouvrage montre les failles du modèle néoclassique de développement, et pose la question, depuis plus de 40 ans, de la nature du développement. Ce dernier, pour la plupart des économistes, est représenté par la croissance ; c'est l'insertion dans des économies à croissance, dont la base est la production et la consommation, comme synonyme d'expansion, intensification, richesse, prospérité, etc. La référence au progrès, à la modernité, est explicite et devient le dogme de la société. La pauvreté en devient le contraire, comme absence, vide, de prospérité, de richesse et ... de développement. Je cite toujours cette phrase merveilleuse d'un ouvrage considéré comme visionnaire par la Banque Mondiale (Meier & Stiglitz, 2002) écrit par les meilleurs économistes du moment : « *Pour lutter contre la pauvreté, il serait nécessaire d'étudier la manière d'augmenter la croissance et d'aller en même temps vers plus d'égalité, ou au moins d'étudier de quelle manière il est possible, à l'aide de mesures favorables aux populations pauvres, d'atténuer les inégalités qu'induit la croissance* » (Kanbur & Squire, 2002, p. 166). Étrange phrase où l'on propose une recette tout en admettant que cette recette peut conduire à des effets inverses. La croissance induit des inégalités, par principe, et par nature, car la croissance n'est pas égale en tous points de l'espace, situation déjà largement démontrée par les sciences régionales (voir parmi les plus classiques Aydalot, 1985 ; Baumont, 1997 ; Sala-i-Martin, 2002 ; Somik & Serdar,

⁶⁷ « les veines ouvertes de l'Amérique latine »

2011). Ajouter le qualificatif de 'durable' devient alors problématique car il suppose une régulation dans le temps, mais aussi dans l'espace, ce que les politiques ont rarement considéré, ou alors seulement dans le cadre de la mondialisation. Le développement durable reste sous la dépendance d'externalités comme le précise Pourtier, 2004, parce qu'il a été pensé en fonction de ces externalités, économiques et non spatiales. N'oublions pas que les grands piliers du développement durable, établis par la conférence de Rio⁶⁸, ne furent pas définis comme une perspective intégrale mais par des politiques sectorielles : production d'aliments, sécurité alimentaire, nouvelles technologies, intégration dans les marchés, réduction de la pauvreté, aménagement des ressources naturelles, etc.

Nous sommes tous d'accord pour dire que cette définition n'est plus la bonne. Mais quelle serait-elle ? Sergio Boisier, 2001, considère que le développement est cette utopie dont parle Galeano, dans la mesure où, par définition, ses objectifs ne peuvent jamais être atteints ; il ne suffit donc pas de fixer l'horizon.

Revenons aux Andes ; non que ce soit un modèle, mais nous y apprenons beaucoup de choses. En effet, si les Aymara avait un mot pour le développement⁶⁹, ce serait utopie, équilibre, « *lograr su meta* » qui pourrait se traduire par 'atteindre son objectif', mais qui irait plutôt dans le sens de « cultiver (*criar* – élever) sa vie ». Cette notion de développement est associée à une gamme de règles communautaires toutes symbolisées dans le *thakhi*, le chemin, pris en charge par des responsabilités tournantes, le *jaqi*. Le développement est centrée sur les valeurs de l'identité (vivre en communauté, avoir des valeurs culturelles, maintenir la terres et les ressources naturelles, disposer de droit), et du spirituel (maintenir les principes communautaires et spirituels), parfois teintées de modernisme (éducation, disponibilité des services de base) (Albó, 1996; Medina, 2001, 2008; Plata *et al.*, 2003). Ces conceptions sont parfaitement résumées dans le tableau 5 ci-dessous, traduit de Mario Torrez, in Medina, 2001, 2008, p. 57; Medina, 2011, p.44) :

Qama / Être Lieu, chaire, de l'être	Qama-sa / Energie de l'être Notre lieu dans l'être	Qama-wi / Lieu du vivre Espace-temps de subsistance et de vie en commun	Qama-ña / Lieu de l'exister Vers le dehors : Espace-temps harmonique de bien-être de la communauté dans l'ayllu
Jaka / Vie Être intégré dans la trame de la vie	Jaka-sa / Notre vie Notre force / pouvoir de vie	Jaka-wi / Lieu de vie Espace-temps de partage de l'être Lieu agréable	Jaka-ña / Lieu du vivre Vers le dedans : Espace temps où se cultive la Vie, où s'accomplit l'être
Jiwa / Mort Transition au beau (agréable)	Jiwa-sa / Notre charme Mort et naissance comme transition	Jiwa-wi / Lieu de la mort	Jiwa-ña / Lieu pour mourir Lieu agréable, appréciable

Tableau 5: Les composantes du Quamaña.
Synthèse d'après Mario Torrez, in Javier Medina, 2008, 2011

⁶⁸ En particulier dans l'introduction du chapitre 14 sur le développement de l'agriculture et du rural soutenable, Agenda 21, 1992.

⁶⁹ Développement n'a pas de traduction en aymara ni quechua. Le mot le plus utilisé est *suma qamaña* qui a un sens plus général de vivre bien, vivre en harmonie. Par contraire, le mot développement a souvent une connotation négative car elle rappelle l'importance de la colonisation et des processus d'entrée dans la modernité imposés par les « organismes de développement ».

Le développement est le développement de la vie, et de sa dualité, la mort. Complexe *Jaka – Jiwa* qui organise de manière holistique le monde des êtres : les plantes, les animaux, qui ne forment qu'un seul règne pour lequel on cherche un équilibre le *Qama*. Javier Medina définit ainsi le **Qamaña** comme « *la trame de vie dont l'interconnexion mutuelle provoque le bien-être* » (p. 60).

Xavier Albó, 2011, en donne une interprétation, en tant qu'anthropologue et linguiste, un peu différente mais complémentaire. *Qamaña* est le bien-être dans le sens de vivre, de se reposer, mais avec les autres. Le *Qamaña* inclut toujours l'autre. Le couple par exemple, dans l'acte du mariage (*jaqichiña*, se faire – être – une personne) est l'accomplissement de la dualité, de l'être et constitue ainsi la base de l'intégration dans la communauté. *Qamasa*, c'est la façon d'être qui concerne aussi les montagnes, les rivières qui peuvent avoir beaucoup de *qamasa*, « de vivre ». Son contraire, c'est *waqcha*, qui signifie pauvre, mais aussi orphelin, abandonné. Etc.

Albó, 2011, nous rappelle que les exemples de cette conception du développement comme dualité « être – autre » dans le sens de « bien-être si bien-autre », sont très nombreux dans les Andes, aussi bien chez les Quechua équatoriens (*sumaq kawsay*) que chez les Guarani (*ñande reko*). On trouve aussi des exemples chez les Mapuche (*Kyme Mogen*), les natifs de Pastaza (Equateur, *Alli Káusai*) ou les indiens de la Sierra Nevada de Santa Marta (Colombie) ; pour ces derniers, le *Kwalama* représente « *le développement propre* » et contient toutes les fonctions nécessaires au fonctionnement du territoire (Martínez Zamora, 2010).

Nous (Occidentaux) avons du mal à comprendre souvent la signification de ce développement, car il n'est pas lié à une notion d'abondance mais de relation sociale et écologique, dans un esprit communautaire⁷⁰. On ne peut pas se développer si l'autre, le membre de la communauté, ne se développe pas lui aussi. C'est donc une conception qui intègre l'ensemble des paramètres nécessaire à la conformation d'une communauté matérielle, spirituelle, liée par les principes d'échanges et de réciprocité dans les célébrations et les rituels, bref, la construction d'une identité collective autour de l'Ayllu. Le développement est donc une belle utopie,..., dont l'horizon n'était pas si loin pour les communautés andines.

Mais au delà d'un indigénisme que nous ne voudrions pas utopique (Mazurek, 2002) car de nombreuses critiques jaillissent de son application même, en particulier dans un monde dominé par le politique et la mondialisation (Gudynas, 2011 et voir aussi plusieurs articles de Farah & Vasapollo, 2011), ces critères sont assez intéressants car ils confortent les hypothèses de la construction territoriale autour de l'interaction des acteurs et de l'hétérogénéité spatiale, c'est-à-dire de **la définition du développement comme le maintien d'une cohérence territoriale** (Mazurek, 2003; Mazurek, 2009d).

Le premier élément dans cette vision du développement, c'est de reconnaître l'hétérogénéité du Monde et la nécessité de maintenir la diversité, afin de diminuer la vulnérabilité. Le second élément est de faire confiance aux lieux, et à l'organisation de ces lieux, car ils sont des constructions de la société, symboles, puissance et mémoire. Le troisième élément est de considérer ces lieux comme point d'ancrage du mouvement. Le développement local constitue une maîtrise du mouvement, entre les lieux que la société configure et définit ainsi en territoire ; c'est la dynamique de ces lieux qui conforme la dynamique du développement (Retailé, 2007). Le quatrième élément est de s'appuyer, dans ce mouvement, sur la coordination des fonctions territoriales, vivre, exploiter, échanger et s'approprier qui deviennent des fonctions universelles de la construction territoriale. Ces quatre principes signifient penser le développement dans

⁷⁰ En espagnol, on parle de *convivencia*, traduisible par cohabitation, vie en commun

l'hétérogénéité, en dehors de dispositifs politico-administratifs, en y associant une forte mobilité des acteurs, ce que les organismes de développement ont beaucoup de mal à assimiler, y compris ceux qui se réclament de l'altermondialisme, comme le signalent Walther & Retailié, 2008, dans le cas des peuples sahéliens, car ils pensent avant tout « territoire » dans le sens juridique du terme.

Positionner la fonction de production au niveau du territoire, et non pas de l'espace, nous permet de considérer qu'il peut exister des constructions identitaires qui soient le résultat de l'appropriation de fonctions productives spécifiques. La cohérence qui sera donnée à l'intégration sociale de ces fonctions productives, et leur maîtrise, seront alors des signes de développement, comme dans le cas des Systèmes Productifs Localisés. On ne peut pas dire, comme l'affirmait Santos, 1996b, que du fait de la mondialisation « *nous ne pouvons plus parler de circuits régionaux de production. Avec la croissante spécialisation régionale et les innombrables flux de tout type, intensité et direction, nous devons parler de circuit spatiaux de production* » (p. 49). Au contraire, le renouveau des savoir faire locaux, même s'il fait partie de circuits mondialisés, est bien à la base d'un attachement territorial, et non de la simple émergence de lieux à la disposition d'une économie mondialisée. On peut sans doute aussi renverser le propos en montrant que l'insertion volontaire dans l'économie monde peut renforcer la cohérence de certains territoires autour des fonctions de production. En Bolivie, le renouveau de l'exploitation de la *castaña*, ou noix du Brésil, de la *quinua*, ou d'autres formes de produits de niche en sont de bons exemples (Mazurek & Arreghini, 2006). La crise du modèle agro-industriel et les nouvelles préoccupations pour l'environnement, ont donné une nouvelle impulsion à « *la 'nature paysanne', aux savoirs et pratiques des paysans garants d'une gestion patrimoniale de la biodiversité et des paysages.* » (Auclair *et al.*, 2006). Même si cette position est en débat, elle n'en montre pas moi qu'il existe une réflexion autour de ces thèmes, qui interroge la possibilité d'une construction territoriale autour des savoir faire ; ce que ces auteurs appellent (de nouveau) les 'Terroirs'. La reprise en main de certains savoir-faire, la construction de nouveaux savoir-faire à partir du potentiel des ressources de l'espace, demandent, dans ce contexte de terroir, une mise en cohérence du jeu des acteurs, que l'on pourrait appeler gouvernance, qui déborde alors largement les seules fonctions de production pour faire émerger d'autres fonctions autour de la conformation des territoires. La reprise, ou la conformation, d'aspects culturels, organisationnels, rituels, etc. sont alors au centre de cette nouvelle construction d'un « patrimoine ». La mise en valeur de ce patrimoine constitue alors la source de la durabilité du territoire, et de ce que j'appellerai le développement. C'est ce qu'exprimait déjà Philippe Aydalot, 1985, en opposant le développement endogène, sa souplesse d'action et sa diversité de situations, aux formes rigides des organisations classiques des entreprises. « *La créativité est toujours enracinée dans l'expérience et la tradition. Les connaissances accumulées constituent toujours les bases du progrès. La créativité exige la rencontre, le face à face organisé, une certaine spontanéité que les grandes entreprises où toute chose est programmée ne peuvent fournir ; elles constituent le contraire d'une structure innovatrice. Ici encore, la petite échelle, les milieux de petite dimension, l'absence de zonage, de spécialisation des lieux et des hommes sont nécessaires. Le développement endogène est aussi la base d'une société innovatrice* » (p. 148).

C'est aussi le sens de la plupart des travaux en économie spatiale, et ils sont nombreux.

Depuis les travaux du GREMI⁷¹, jusqu'aux recherches plus récentes sur les proximités, l'économie du développement est orientée vers la mise en évidence des interactions locales, où le territoire joue même pour certain le rôle d'acteur (Courlet, 2001b). « *L'espace n'est plus un cadre dans lequel s'inscrivent les phénomènes économiques, mais un facteur important de leur mode*

⁷¹ GREMI : Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs dont Philippe Aydalot était le chef de file

d'organisation et de leur dynamique. L'espace n'est pas seulement un cadre de localisation des agents économiques, c'est aussi le cadre d'émergence d'un acteur particulier : le territoire » (p. 33). Confusion sémantique sans doute, mais qui déporte l'économie vers d'autres territoires ! Courlet va plus loin en exprimant cette conception du développement autour des interactions des acteurs et la construction territoriale : « *En d'autres termes, l'analyse des territoires montre que le développement se déploie à partir d'un système d'interrelations, de circulation d'informations, de production et de reproduction des valeurs qui caractérisent un mode de production. Cela signifie que les facteurs critiques du développement sont historiquement enracinés dans la réalité sociale et ne sont donc pas transférables à d'autres espaces : le développement apparaît, en définitive, comme un phénomène social et non comme un processus uniquement technique.* » (p. 36). Point de vue aujourd'hui assez partagé par de nombreux économistes spatiaux (Bailly *et al.*, 1987; Lacour, 1996; Camagni, 2002; Pecqueur, 2004; Benko, 2007b; Pecqueur & Peyrache-Gadeau, 2010). Définition très puissante qui pourrait réconcilier les visions du monde, puisqu'elle intègre la possibilité que le développement soit différent selon les systèmes de production.

Tout ne se résume donc pas, dans la relation géographie – économie, à une simple théorie des localisations et d'optimisation des fonctions de proximités (Pecqueur, 2004). L'entreprise est elle aussi soumise aux règles de l'appropriation territoriale qui veut que chaque groupe d'acteurs ait une stratégie sur ce territoire. La stratégie de l'entreprise sera-t-elle alors la même que celle du consommateur, de la collectivité territoriale ou du simple citoyen en relation à l'occupation, l'usage et le devenir de l'espace où elle s'est implantée ? Parfois oui, et les districts industriels nous montrent une étonnante synergie entre les acteurs autour du projet économique territorial ; souvent non, ce que nous indiquent les nombreux conflits en relation à l'environnement, à la question des bassins d'emplois, ou même entre entreprises.

D'où l'importance du « contexte territorial », et de la territorialisation des paramètres de l'économie (ce que Pecqueur appelle la culture ou économie cognitive), qui dépasse le simple critère de Pareto ou les variables de Krugman, non seulement en intégrant des paramètres culturels, mais en prenant en compte les stratégies territoriales des acteurs, car il peut exister aussi des paramètres culturels qui ne soient pas géographiques.

En économie spatiale, il n'y a pas d'ambiguïté, l'espace est hétérogène et c'est cette hétérogénéité qui justifie l'existence d'une économie. Les lieux sont différentiels et l'opacité entre les lieux conduit à la nécessité de l'échange, et donc de l'économie. Il existe évidemment de multiples hétérogénéités que l'on peut classer en quatre groupes, en relation au modèle néo-classique de l'économie de marché :

- le produit qui dérive souvent d'une hétérogénéité spatiale (disponibilité des ressources naturelles, type de relief, produit de 'terroir', etc.) ;
- la transformation de ce produit, possible grâce à la disponibilité et la diversité de l'offre technologique (ressources techniques et ressources humaines, souvent dépendantes des modèles politiques) ;
- la consommation, relative aux hétérogénéités des acteurs (culture, religion, niveau de vie, etc.)
- le marché lui-même, espèce de régulateur de l'ensemble qui est marqué par l'hétérogénéité des sociétés entre elles (densité de peuplement, mode d'échange, type de réseaux, etc.).



Figure 33: L'intervention des hétérogénéités dans la conception économique néo-classique
Hétérogénéité et fonctionnement du marché : l'intervention de l'organisation de l'espace et des territoires
(Élaboration par l'auteur)

Ces quatre types d'hétérogénéité peuvent être distincts et en interaction dans le temps comme dans l'espace. Un pays comme la Bolivie sait manier son hétérogénéité spatiale, mais est incapable, encore aujourd'hui de manier les trois autres. Il ne peut assurer une transformation de ses ressources naturelles, générer une consommation de ses produits (issus de l'industrie en particulier), ni organiser un marché dont les paramètres sont souvent externes (prix des matières premières par exemple). Ce modèle, très succinct mais suffisant montre qu'il y a à ce niveau des modes de régulations au moyen de la distance et de l'innovation qui peuvent se décliner à partir de l'organisation de l'espace, ou de l'organisation des territoires.

On ne peut que citer de nouveau Courlet, 2001b (p. 38-39), pour son analyse des diverses formes d'intégration – régulation des échanges dans le temps et dans l'espace, au moyen du graphique ci contre.

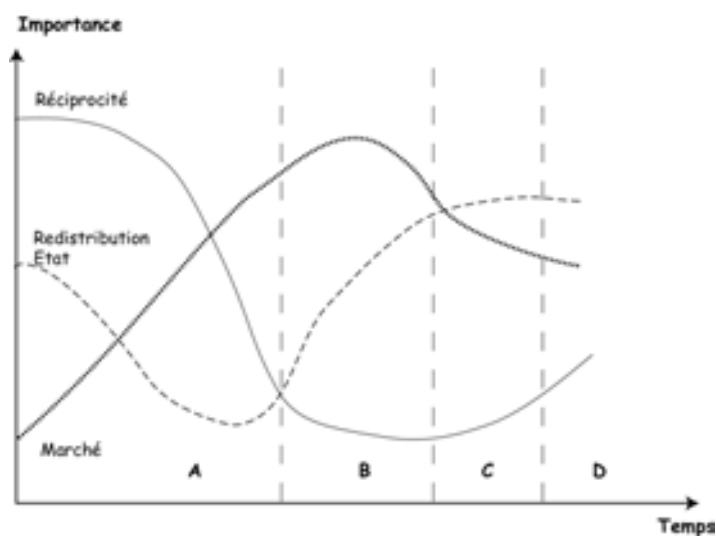


Figure 34: Evolution historique des types d'échanges, d'après Courlet, 2001

Le marché a remplacé progressivement sur une longue période les formes anciennes de réciprocité et de redistribution des biens par des autorités hiérarchiques, pour prendre un monopole au cours de la période du fordisme. Lors de la phase C du post fordisme, voire de la D qui s'annonce, l'intégration des espaces locaux crée une certaine flexibilité qui limite les fonctions du marché ou de l'Etat centralisé. Il n'est pas impossible, comme le souligne Courlet, que les formes de réciprocité renaissent, autour de la refondation de liens de solidarités et des émergences spatiales. « *L'identité collective, le sentiment d'appartenance, l'esprit de coopération ainsi que d'innovation font partie d'un ensemble culturel qui a son pendant dans les structures familiales communautaires et, plus généralement sociales et, souvent, dans la tradition du passé préindustriel* » (p.39).

La similitude des analyses entre notion de développement chez les populations indigènes et celle des économistes spatiaux a pour centre le territoire. Nous n'irons pas plus loin dans l'analyse de cette similitude car elle a été largement publiée. Le développement territorial (Gouttebel, 2003; Boisier, 2004; Guesnier & Joyal, 2004; Revesz, 2009), le développement local (Demazière, 1996; Cuervo González, 1998; Boisier, 2001; Torre, 2002), les milieux innovateurs (Maillat, 1999; Camagni, 2002; Camagni & Maillat, 2006), le développement communautaire (développé au Etats Unis et au Canada, Favreau & Lévesque, 1996), la proximité (Gilly & Torre, 2000; Torre & Filippi, 2005; Bouba-Olga *et al.*, 2008; Torre, 2010), sont des théories centrées autour des interrelations entre les acteurs, et sur la création d'externalités spatiales. La récente mise au point de Crevoisier, 2010, ou de Kahn, 2010, nous le rappelle. L'approche relationnelle (interactionniste ?) des acteurs entre eux et dans la construction de leur territoire, ce que certains appellent les proximités spatiales et organisationnelles, nous permet de comprendre l'émergence des initiatives locales, les logiques de coordination entre acteurs, les modalités d'action sur l'espace, et les interactions entre niveaux dans la construction « d'une bonne gouvernance ». Tous ces auteurs sont d'accord pour affirmer le rôle fondamental de la construction identitaire et des systèmes de valeurs dans ce que quelques uns appellent la génération d'un capital social, et la construction territoriale qui deviendrait alors un concept « universel » du développement local. Dans le cas du système que nous avons développé au chapitre précédent, il est clair que la situation optimum du développement autour du territoire serait une intégration parfaite de tous les acteurs dans des sous-systèmes totalement coordonnés, c'est-à-dire dans des systèmes territoriaux « simples » comme le sont nos Ayllus. L'optimum semble être, selon la figure 23, une forte intégration territoriale dans des espaces complexes.

Une question s'annonce alors, qui pourrait constituer une contradiction dans ce système : c'est le rôle joué par les centralités, et en particulier la centralité urbaine dans ces théories du développement. On a en effet tendance à assimiler le local et l'émergence des nouveaux ancrages territoriaux avec le rural. Or, on ne compte plus le nombre de publications sur la relation croissance – proximité – agglomération dont l'œuvre célèbre de Paul Bairoch (Bairoch, 1996; Bailly & Huriot, 1999; Bairoch, 1999), et sur le rôle des villes dans l'accessibilité aux services et la diffusion de l'innovation. De fait, le système territorial de production est en cohérence avec le système urbain, pourvoyeur de services, au travers de formes d'organisation qui sont particulièrement efficaces dans les villes dites intermédiaires (Maillat, 1999). Le rôle de ces villes intermédiaires a été clairement identifié en Amérique Latine, comme centres des relations entre communautés rurales et reformulation de certaines urbanités. Les places de marché et d'exposition (feria), les fêtes rituelles, les rencontres familiales et amicales, etc. sont des éléments essentiels dans la coordination régionale du développement local (Carrasco *et al.*, 2003). Nous l'avons vu, dans cet axe vertical qui structure l'Altiplano (carte 13), il est des villages (petits certes)

qui parsèment l'axe rendant possible les communications, les échanges et le maintien de la symbolique des territoires, constituant des relais culturels importants, relais qui ne sont pas toujours urbains d'ailleurs. Patacamaya et Tiwanacu tendent à en devenir le symbole ; El Alto en est le centre, se posant aujourd'hui la question de son rôle dans l'identité territoriale Aymara. Ces centres intermédiaires assurent, dans le cas des Andes, des positions intermédiaires entre les formes de gouvernance territoriale, traditionnelles et modernes, et permettent une interface qui en assure une certaine stabilité.

La modernité a bouleversé ce cadre de la centralité dans l'hétérogénéité, la vie en ville est devenue le référent, et s'oppose aujourd'hui au mode vie du rural. Les avantages de la consommation, l'attraction de la technologie, font que les jeunes en particulier voient dans la ville leurs nouveaux repères. C'est un facteur de déstabilisation évident, puisque la migration actuelle dans les grandes villes constitue le principal problème pour le développement des zones rurales, où les populations vieillissent et où les modes traditionnels de production ne peuvent plus être assurés par manque de main d'œuvre communautaire (Mazurek, 2008; 2010b). Mais il y a aussi toutes les modalités complexes de la mobilité dont nous avons parlé qui nous laissent penser que l'identité territoriale peut aussi se définir dans des complexes spatiaux disjoints. Les territoires andins sont des archipels, des ensembles disjoints dans l'espace mais solidement intégrés dans le territoire. La plateforme urbaine fait partie d'une de ces îles de l'archipel, intégrée depuis des millénaires comme lieu central, mais qui ne pose pas de problème de dichotomie comme dans notre conception occidentale. C'est là aussi un thème intéressant de réflexion en comparaison à d'autres espaces ruraux.



Photo 24: Centralité et mobilité: le marché au bestiaux de Celendin (Pérou), lieu permanent de négociations entre hommes; à droite, dans le même Celendin, un marché de niche, celui de la paille pour la fabrication des chapeaux dits 'panamas', domaine des femmes.
Les marchés sont toujours des lieux centraux, mais pas forcément urbains.

Le développement local ou territorial n'est donc pas, comme l'ont conçu beaucoup d'organismes internationaux et d'ONGs, une intégration des populations locales aux marchés, et surtout aux marchés internationaux. Sergio Boisier, 1998; 2001; 2004, attire l'attention sur le fait que 50 ans de développement régional en Amérique latine, sur la base de cette conception des ONGs, ont produit beaucoup de publications et peu de résultats. Certains auteurs, travaillant sur d'autres continents (comme Chaléard & Pourtier, 2000; Pourtier, 2004, en Afrique), font le même

constat. Ces échecs sont liés aussi à une conception institutionnaliste de la coordination spatiale, dont les politiques centrales ont été la régionalisation et la décentralisation. Sergio Boissier insiste sur la nécessaire différenciation entre développement local et développement endogène. Le premier suppose une intervention externe dans l'approche du développement, pour lequel les processus de décentralisation – autonomie sont fondamentaux. Le développement endogène suppose au contraire la création d'un capital social endogène, c'est-à-dire d'initiative et de coordination entre les acteurs ; le développement territorial étant placé dans cette dernière catégorie car la construction d'une territorialité est par nature endogène. Les analyses de Boissier ont été convaincantes pour la modification des politiques de décentralisation et d'aménagement en Amérique Latine, car il était cadre de la CEPAL⁷². D'une part il a imposé une critique systématique du positivisme et de la linéarité des conceptions de l'intervention de l'Etat dans le développement ; d'autre part il a introduit la notion d'articulation des acteurs dans la création de l'« endogénéité », et enfin il a été un fervent défenseur des aspects territoriaux, en particulier de la nécessité de construire de la connaissance autour du territoire, de manière à réduire l'incertitude. « *L'apprentissage collectif (territorial) est la forme pour affronter l'incertitude et aussi la nécessité croissante de coordination, provenant elle-même de la complexité croissante.* » (Boisier, 2005, p. 17). « *Mais il ne s'agit pas de transformer les agents du développement en académiques, possesseurs d'une connaissance complète et fortement abstraite, bien que la théorie, bien comprise, peut favoriser l'efficience et l'action. Il se s'agit pas non plus de retomber dans les travers des années 60, dans l'illusion du rationalisme illuminé à outrance, parce que gouverner, et de cela il s'agit, ne dépend pas seulement d'une connaissance adéquate, sinon de sa combinaison adéquate avec l'art de la politique* » (Boisier, 2004, p. 38). Mais il nous manque toujours les instruments méthodologiques pour développer cet apprentissage collectif.

⁷² CEPAL : Commission Economique pour l'Amérique Latine, dépendant des Nations Unies

Mondialisation



« Qu'ont bien pu faire quelques pauvres Suds pour mériter certains Nords ? »
Quino - Mafalda -

Comme produit social, l'espace et le territoire sont liés à des pratiques, et à un système de référencement basé sur les lieux. Chaque groupe social, mais aussi chaque classe sociale construit et interprète ses lieux, et construit sa propre identité territoriale. Dans des niveaux supérieurs de la hiérarchie géographique, ces identités se confondent avec des idéologies politiques, car il n'y a plus le sens du lieu. Les régionalistes, les nationalistes, les internationalistes, les partisans d'une Europe élargie, etc. auront tous une vision différente du même espace. Mais bien que leur mode de pensée soit « global », leurs actions et leurs antagonismes pourront avoir des implications directes sur l'organisation des espaces et des territoires.

Cette réflexion m'amène à m'interroger sur la signification du lien entre mondialisation (ou globalisation) et compréhension des lieux. La mondialisation serait-elle un concept de la classe dominante, imbriquant classes sociales et échelle de l'action comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, à partir des travaux de Sayer, 1991; Marston *et al.*, 2005. Vu sous cet angle, il est certain « qu'il y a une politique autour de l'échelle, et le fait de l'adopter ou de l'abandonner peut avoir d'importantes répercussions sur l'action sociale, [...] Invariablement, les pratiques sociales occupent un échelon inférieur de la hiérarchie, alors que des 'forces supérieures', comme les poids lourds de la globalisation, sont assignés dans des degrés plus élevés de la signification sociale et territoriale » (p. 427). La mondialisation n'est pas aussi anonyme qu'on voudrait nous la présenter, en particulier du point de vue spatial. La « *macro mystification* » permet de diluer les responsabilités, de les déshumaniser, et ainsi de rendre les lieux neutres, dépourvus de toute imprégnation sociale, les fameux lieux globaux ! Le développement « sans échelle » serait à reconstruire selon Retailé (2007).

Les entreprises mondialisées considère l'espace, comme agencement des lieux, car il est maniable, puisqu'il fait abstraction de l'acteur, et donc des hiérarchies, des limites et des contraintes culturelles. Le concept de territoire dérange car il est imprégné de compréhension sociale, d'histoire, voire de mémoire. Mais la mondialisation par les lieux ne crée pas d'homogénéité ; elle singularise au contraire ces lieux, les rendant plus spécifique, rendant ainsi plus hétérogène l'espace (Santos, 1996b).

De fait, la mondialisation ne peut se démarquer des lieux et des territoires, tout simplement parce que les fonctions de production et l'apprentissage restent attachées au local. Il y a là non pas une contradiction, mais une nécessité, que même les entreprises multinationales prennent en compte : la fonction de production reste locale, la gouvernance de ces fonctions devient globale. Pour assurer cette interface, les mêmes entreprises comptent sur la régulation de l'Etat. « *Les dynamiques locales et les insertions à l'économie mondiale ne peuvent fonctionner de manière efficiente s'il n'existe pas un environnement institutionnel favorable au niveau national. L'Etat ne disparaît donc pas dans cette dialectique du local et du global ; il doit notamment assurer les fonctions de gestion à long terme et de prise en compte des fonctions collectives à un niveau national.* » (Hugon, 1996, p. 40). Pierre-Noël Giraud, 2003, fait un intéressant parallèle (reprenant l'idée de Benko & Lipietz, 1992 sur les régions qui gagnent) avec l'interaction nomades / sédentaires : les nomades du capital ont besoin des sédentaires du territoire car les phénomènes d'accumulation sont locaux et spatialisés. Les desseins colonialistes ou impérialistes des siècles derniers laissent alors la place à un nouvel expansionnisme du capital, qui utilise ces nomades comme nouveau point d'appui de leur conquête.

Nous confondons en effet la globalisation de la production de la globalisation du capital, bien que même ce dernier, si virtuel, a aussi ses places : les marchés financiers concrétisés par la bourse de valeur. Aujourd'hui, ce qui fait fonctionner le capitalisme, c'est la spéculation sur le capital financier, non la force de travail. Cette spéculation se base sur des lieux de production qui peuvent être totalement mobiles et anonymes. Le capital joue sur les places de New York, Tokyo ou Francfort, mais la force de travail se situe à Tianjin, Jinan, Jaipur, Sorocaba ou El Alto. La globalisation modifie la fonction des lieux et les réseaux entre les lieux, mais finalement modifie peu la nature de l'espace et du territoire. Ce que provoque réellement la mondialisation, c'est la multiplicité des référents aux lieux géographiques, facilitée par les nouveaux médias, mais la mondialisation ne crée pas d'identité territoriale en dehors des référents locaux. Au contraire, la connaissance des altérités renforce souvent l'identité territoriale, parfois même vers des formes de replis extrémistes. Ainsi Dollfus, 1997 (p. 63) insiste sur le fait que non seulement la valeur du lieu compte toujours dans le monde de la globalisation, mais qu'en plus, le lieu acquiert de nouvelles fonctions « *au niveau mondial, tout en continuant à jouer au niveau local ou national mais de façon différente* », en particulier comme nœud des réseaux. Ce point de vue n'a pas varié en 13 ans (Maillat, 2010), « *la territorialisation est considérée comme l'une des formes d'organisation permettant l'intégration dans le processus de globalisation [...] La dimension territoriale du système de production, c'est à dire sa capacité à générer un développement endogène, dépend de l'intensité et de la nature des relations horizontales entre les acteurs, de leur interdépendance et du degré d'autonomie dans le processus de décision et d'élaboration de projets* » (p. 37-38). La littérature dédiée à ces questions de développement territorial, développement endogène, milieux innovateurs, systèmes territoriaux, etc. est unanime sur cette question de la coordination des acteurs, et de leur cohésion dans la construction territoriale. Cependant, la plupart du temps cette question s'inscrit dans des sociétés complètement engagées dans la modernité, qui ne remettent pas en question les fondements même de l'entreprise ou du développement économique.

Si tel n'était pas le cas, nos communautés indigènes des Andes n'auraient aucun problème d'insertion dans cette globalisation car la structure de cette société est entièrement basée, comme nous l'avons vu, sur la cohésion territoriale, la proximité des acteurs et la flexibilité des modes de production. Mais nous nous situons sur des temporalités différentes. Les populations des Andes ont développé une dimension territoriale marquée de savoir faire locaux construits sur le temps long. La dimension territoriale dont parle Maillat et bien d'autres est construite sur un

temps court, y compris en ce qui concerne les districts industriels. Ces formes sont fugaces, elles n'existaient pas il y a un siècle ; elles peuvent être remplacées d'ici un siècle ; il n'y a donc pas de garantie de durabilité.

Par ailleurs, la ruralité est encore aujourd'hui considérée comme un facteur de marginalité, par rapport au symbole de la modernité qu'est la ville. Lorsque la littérature considère le « monde » indigène, c'est souvent pour le qualifier de pauvre, de marginal, voire d'archaïque, ce qui conduit les institutions à construire des politiques spécifiques « d'intégration » ou de « modernisation », une autre gouvernance « mieux adaptée aux contraintes du rural ». Cette vision est bien sûr le résultat de plusieurs siècles de domination de l'urbain sur le rural (pour les ressources naturelles en particulier), et d'absence de réelle politique institutionnelle, mais aussi d'une absence de vision à long terme des équilibres territoriaux. Le regain d'intérêt pour les produits de terroir, pour les politiques relatives à la conservation de l'environnement, pour la biodiversité, pour les services environnementaux, etc. montre que d'autres modèles sont possibles. Comme l'indique Jean, 2010, « *il nous faudra d'abord apprendre de notre ruralité, faire l'inventaire de ces innovations sociales, culturelles, économiques et institutionnelles que se sont donnés les ruraux pour aménager leur avenir* » (p. 266). S'agit-il en effet de s'insérer dans la mondialisation ou de construire cette mondialisation ?

Nous le voyons, la mondialisation ne modifie pas fondamentalement le rapport à l'espace ou au territoire, au contraire, elle en exacerbe la construction. Faut-il retourner à Braudel pour comprendre que la « *grande orgie du capitalisme* » que fut la période du 12^{ème} au 16^{ème} siècle a remodelé l'espace et conformé de nouveaux territoires selon les mêmes modèles que la mondialisation d'aujourd'hui ? (Braudel, 1986; 1989) Qu'en est-il aujourd'hui de cette apogée et de cette décadence de Gênes, Venise ou Byzance ? Les lieux restent, sur le temps long, les éléments essentiels de la construction de l'espace par la société ; les territoires sont meubles, fugaces, mais sont les sources de l'accumulation de ce patrimoine qui forme l'espace. Dans les Andes, on peut donc regretter que les sociétés traditionnelles n'aient pu s'insérer dans la globalisation malgré des avantages territoriaux évidents ; mais on peut s'émerveiller de leur résistance à la mondialisation espagnole des siècles précédents. Leur modèle de société est bien adapté au local, au structurel, mais fragile vis-à-vis du conjoncturel, et en particulier de l'action des politiques nationales et internationales sur les ressources naturelles.

Si elle ne modifie pas les fondements de l'espace et du territoire, cette mondialisation de l'économie modifie cependant trois composantes du fonctionnement de ces espaces et territoires, qu'il s'agit d'analyser dans cette double perspective conjoncturelle et structurelle.

➤ En modifiant la valeur des lieux, la mondialisation modifie les mobilités entre les lieux. Certains lieux vont prendre une signification particulière dans cette globalisation, essentiellement parce qu'ils disposeront d'une ressource particulière dont la mise en valeur permettrait l'insertion dans le global. Ces ressources sont diverses : soit une position stratégique, une ressource naturelle, une agglomération de savoir faire, etc. Dans le cas des Andes, cela est presque toujours une question de disponibilité de ressources naturelles, le modèle de l'économie « primaire » n'ayant que peu changé depuis 5 siècles. Cette pseudo-intégration dans la mondialisation (pseudo parce qu'elle est souvent éphémère) produit des flux de personnes qui tenteront de s'approprier une partie des dividendes de cette intégration. La ville, en premier lieu, qui concentre aujourd'hui les fonctions de service et de commerce, mais aussi les ateliers de fabrication des produits exportables. Mais surtout les zones d'exploitation privilégiée des ressources : les zones minières, les zones d'agriculture de colonisation (bois, coca, etc.) ou d'agriculture intensive (soja, asperge,

coton, bovins, biocarburants, etc.), les zones de ressources à haute valeur ajoutée (or, bois, caoutchouc, etc.). Les mouvements vers ces « nouveaux » lieux de la mondialisation peuvent mobiliser des distances et des rythmes très divers : une mobilité multiple telle que décrite dans le chapitre 4 qui peut s'étendre à des mobilités internationales, puis à une migration beaucoup plus stable. Dans tous les cycles d'intégration à l'économie mondiale, ces formes de mobilités sont apparues, puis se sont stabilisées lorsque le produit est devenu une forme d'appropriation et d'identité territoriale (le café par exemple) ; ces activités sont très attractives et impulsent des flux temporaires de grandes amplitudes. A Potosi par exemple, le prix des matières premières détermine la quantité de main d'œuvre nécessaire dans les mines. La population de la ville peut ainsi passer de quelques milliers d'habitants en période de crise des prix, à plusieurs centaines de milliers en période d'essor des minerais. Entre villes, entre ville et campagne, entre le local et le global (les villes étrangères comme Buenos Aires dans le cas de Potosí), des phénomènes de vases communicants se mettent en place sur des rythmes fixés par des contraintes externes de prix, pouvant aller de quelques mois à quelques années. L'aménagement de ces zones devient alors extrêmement complexe car la forte mobilité ne permet pas d'assurer convenablement l'habitat ou les services de base.

➤ En modifiant la valeur des lieux, la mondialisation modifie le rapport au lieu, et ainsi les déterminants symboliques et culturels de ces lieux. Nous avons à ce sujet (Arreghini & Mazurek, 2004) proposé de caractériser cette interaction mondialisation – symbolique des lieux par la notion de risque comportant deux échelles temporelles d'interaction : conjoncturel et structurel. Le risque conjoncturel, résultat de pressions rapides et de courte durée des marchés, produit une réaction, parfois opportuniste sur les espaces qui peut se manifester par une modification des productions, des mobilités accrues ou des investissements spécifiques. Cette réaction modifie la fonction des lieux, mais peu souvent l'organisation de l'espace. Les fonctions qui caractérisent le territoire ne sont pas non plus fortement modifiées ; seules les fonctions de production et d'échange subissent des évolutions, ce qui fait dire souvent que l'impact de l'intégration des économies paysannes dans la mondialisation ne modifie pas sensiblement leur niveau de développement. Le risque structurel correspond à un niveau de réponse à plus grande échéance par répétition ou pression continue d'une perturbation. C'est le cas typique des modifications sensibles des formes d'échanges (en particulier la monétarisation), des formes de consommation (introduction de produits externes à l'alimentation par exemple), des formes de vie (consommation à la ville), et des formes de production (introduction de technologie, multiplication des intermédiaires, etc.), et bien sûr des pressions externes comme les politiques économiques ou sociales. Toutes ces modifications se sont effectuées au cours d'une ou plusieurs générations, et ont fait évoluer progressivement les liens à l'espace et au territoire ; tout d'abord dans les pratiques des espaces, ensuite dans le rapport au territoire. C'est un fait que les jeunes sont de plus en plus attirés par la ville, ses formes de vie et de consommation. Cette attirance modifie fortement les rapports sociaux (jeunes / vieux en particulier) et les relations au territoire (rituels et coutumes en particulier). De plus, la confrontation de diverses cultures, dans la ville, conduit à la perte progressive des identités originaires, à la création de nouvelles identités urbaines, et à l'abandon des territoires d'origine. Sur l'altiplano, c'est le principal risque lié à cette interaction mondialisation – changement symbolique des lieux. Les formes de métissage culturel, et les implications en terme de durabilité des cultures indigènes ont été bien étudiées et ne laissent plus de doute sur l'avenir de ces populations, dans un contexte d'absence de politique régulatrice (Guaygua *et al.*, 2000; Mazurek, 2009b; Mazurek, 2010b).

Les espaces attractifs ou répulsifs et la localisation des activités ont toujours été liés, dans les sociétés préindustrielles et dans les sociétés traditionnelles, à une certaine perception du

risque, en tentant de l'éviter (choix et diversification des localités) ou de le maîtriser (dans le cas du nomadisme par exemple). Les modifications apportées par la mondialisation des échanges résident essentiellement dans l'accès à l'information et la perception du risque : cette dernière se décline aujourd'hui en termes d'évaluation entre des opportunités de développement, et des facteurs de perturbations nuisibles à ce développement. Le sociologue Ulrich Beck, 2002a; b, a bien développé et synthétisé ces aspects dans ses ouvrages et conférences : « *À travers l'évolution accélérée des techniques, notre société a élargi le fossé entre le langage du risque quantifiable que nous utilisons pour penser et agir et les incertitudes non quantifiables dont nous voulons conjurer les menaces.* ». La mondialisation n'a donc pas changé la nature du risque mais son degré de perception par ce que l'auteur a appelé « l'incertitude radicale », ou le « risque incontrôlable ». Autant le risque conjoncturel peut amener des modifications des identités à la marge ; autant ces profondes modifications structurelles sont irréversibles, et provoquent des dynamiques radicales des territoires.

➤ À cause des deux effets précédents, la mondialisation modifie la dynamique des territoires. Cette dynamique est autant interne (modification des fonctions) qu'externe (accroissement des vulnérabilités). Elle peut être extrêmement rapide dans une perspective historique. En Bolivie, la rotation des activités du secteur primaire, qui a impulsé les grandes dynamiques au niveau du territoire national, a provoqué des déplacements des centres de gravité presque tous les 50 ans (Deler, 1991; Mazurek & Arreghini, 2006) : l'argent de Potosi, le caoutchouc du Pando, l'étain d'Oruro, la coca des Yungas, le soja de Santa Cruz, les hydrocarbures de Tarija, etc. Si l'on prend uniquement l'exemple des conséquences du plan Bohan⁷³, qui a permis, dans les années 60 l'expansion de la zone du soja dans le département de Santa Cruz, on peut observer que le centre de gravité de la population de la Bolivie s'est déplacé d'ouest en est en à peine 30 ans. On peut vraiment parler, dans ce cas, de « *tectonique des territoires* » (Lacour, 1996).

Les géographes n'ont pas suffisamment prêté attention à ces changements et à leurs impacts sur le territoire et sa gestion. Bon nombre d'espaces sont ainsi construits autour d'activités particulièrement bien insérées dans le système Monde, mais présentent néanmoins une grande vulnérabilité. C'est le cas par exemple, de l'espace côtier du Nord du Pérou, et du Sud-Ouest de l'Équateur, qui concentrent les productions d'exportations les plus performantes, mais sont aussi les plus vulnérables aux risques générés, entre autre, par le phénomène El Niño. D'autres espaces sont aussi des purs produits de la globalisation (comme cette région du soja de Santa Cruz en Bolivie) mais les activités qui s'y développent induisent des risques qui ne sont pas pris en compte, comme par exemple, la toxicité des sols, la baisse de leur fertilité ou la diminution du niveau de qualification de la population. On ne citera jamais assez le cas de la Quinoa, produit de terroir, équitable et écologique, dont l'activité a déstructuré les formes traditionnelles d'occupation et de gestion, ouvrant la voie à une vulnérabilité mal maîtrisée (Vassas *et al.*, 2008).

Ainsi, la mondialisation de l'économie génère par elle-même des espaces à risque. C'est le cas, dans les pays andins, de la plupart des régions dont l'économie est fondée sur la monoculture d'exportation : régions minières, café, soja, canne à sucre, etc. Ces régions se sont constituées autour de projets économiques et se sont avérées particulièrement vulnérables et instables face au risque lié aux fluctuations des prix internationaux, parce qu'elles ont axé leur modèle sur la spécialisation productive. La mondialisation a aussi profondément modifié le rapport de la société

⁷³ Le plan Bohan fut le résultat d'une mission américaine venue estimer les possibilités de développement des terres basses en Bolivie, en 1942. Le plan, suivi d'une estimation de la FAO, sera le point de départ, en 1952, de la colonisation de ces terres basses. La ville de Santa Cruz avait en 1955 57000 habitants, 325000 au recensement de 1976, 1030000 au recensement de 2001, et est estimée à plus de 1600000 aujourd'hui. Elle constitue sans doute en 2011 la première ville de Bolivie.

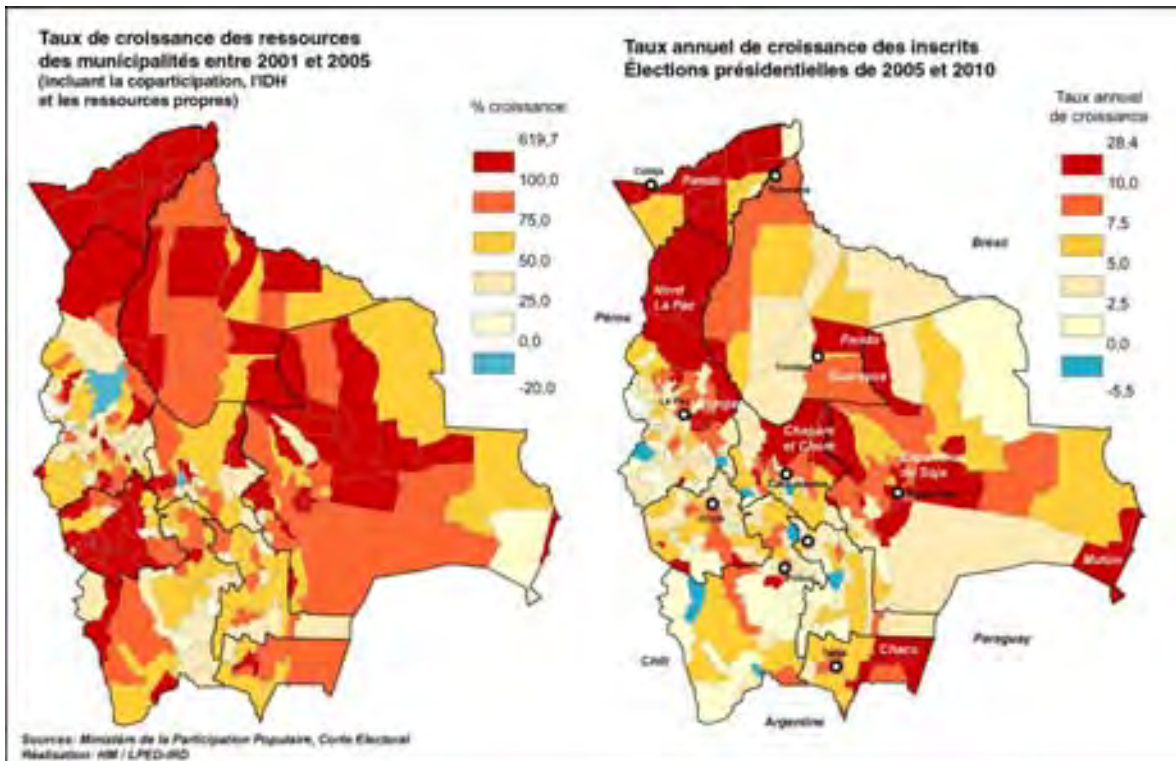
face au risque, et sa prise en charge en termes de réponse. Jusqu'à la fin de la période de la planification et des politiques de substitution des importations, dans les années 80, l'État providence se chargeait de la socialisation des risques. Mais la recomposition des territoires, leur « archipelisation » et le désengagement de l'État se traduisent par une plus grande autonomie des territoires dans la gestion de leur risque : une dénationalisation pour une meilleure transnationalisation (Beck, 2002). La nouvelle socialisation du risque sera donc fonction de la cohésion des territoires comme du niveau et de la qualité d'information à laquelle ils auront accès.

L'évolution récente de la Bolivie illustre pour le mieux cette thèse. Les dynamiques territoriales actuelles sont principalement liées à des flux de population qui cherchent de meilleures opportunités dans les régions où se développent les marchés d'exportation. Les politiques nationales et internationales (FAO, CEPAL, FMI, Banque Mondiale, etc.) renforcent cette tendance par la diffusion d'un discours qui associe globalisation et croissance économique, insertion dans les marchés internationaux avec réduction de la pauvreté, économie de marché et emploi (cf. Ocampo, 2000; Ocampo, 2001; World Bank 2002). Cette dynamique est liée à une déformation de la perception du risque pour lequel le discours globalisant fait rêver à de meilleures opportunités, mais accroît de manière importante le risque réel : le rattachement à des activités économiques entièrement dépendantes du contexte international et externe à la communauté. Il provoque à la fois une déstructuration sociale (communauté, famille) et territoriale (ayllu d'origine, territoire communautaire, village) qui remet en cause des formes traditionnelles de régulation, normalement gérées sur le structurel.

Ce que suggèrent ces réflexions, c'est l'absence de l'Etat et des politiques dans une régulation de la mondialisation qui place les territoires en situations de compétition. En Bolivie, il est clair que la place qu'a prise Santa Cruz dans l'économie nationale (1/3 du PIB national) crée des disparités tant au point de vue social que spatial. L'Etat (y compris actuel) est entré dans cette logique de compétition, en particulier en répartissant les bénéfices de la production des hydrocarbures sur les départements producteurs. Cette situation de compétition renforce les deux premiers effets que nous avons cités : la mobilité et la modification des lieux, générant une spirale qui se traduit aujourd'hui par un abandon des terres hautes, et des colonisations farouches des terres basses. Cette situation s'est aussi accompagnée d'un abandon des politiques territoriales, en particulier d'aménagement du territoire, substituée par des politiques de redistribution des dividendes de la rente primaire.

La carte suivante nous montre ce phénomène. Celle de gauche montre l'évolution des dividendes reçus par les municipalités, en grande majorité en provenance de l'Etat : 64 % de ces ressources proviennent de la 'coparticipation' (subvention de l'Etat calculée en fonction de la population de la commune), 14 % de l'IDH (redistribution par l'Etat de la rente pétrolière) et seulement 8% de ressources propres (imposition). N'ont pas été inclus dans cette carte les ressources liées au programme HIPC qui sont réservées aux municipes « en situation de pauvreté » et qui représentent en moyenne 18% des recettes mais avec une forte disparité spatiale.

La carte de droite représente une estimation du dynamisme démographique des communes. Il s'agit de la croissance du nombre d'inscrits dans les listes électorales entre 2005 et 2009. En effet, dans un pays où la croissance de la population se situe autour de 1,7% annuel, la dynamique des inscrits correspond en grande partie aux migrations internes des adultes entre les régions. Beaucoup de communes ont ainsi des taux de croissance de plus de 5%, dénotant d'un transfert évident des lieux de résidence principale.



Carte 14: croissance des ressources et croissance de la population, un effet de la mondialisation ?

Ce que nous indiquent ces cartes, c'est que les dynamiques spatiales de la Bolivie continuent à répondre à une dynamique de production primaire, très opportuniste et conjoncturelle. On peut voir que la croissance de la population inscrite sur les listes électorales, sur la carte de droite, suit les zones de production primaire (hydrocarbure pour le Chaco, zone d'expansion du soja et d'autres cultures d'exportation, zone de la coca, etc.). On peut identifier également les couloirs de colonisation favorisés par l'absence de politique territoriale (Invasion des territoires Guarayos, du Choré, du Chaparé et de la région du TIPNIS dont nous avons parlé au chapitre 6, des Yungas, des zones indigènes du Nord La Paz, politique de l'Etat de colonisation du Pando, etc.). On remarque aussi certains couloirs de contrebande comme celui de Oruro vers la frontière Argentine, bien visible sur cette carte, ou celui qui s'installe autour de la région du Mutún⁷⁴, à la frontière brésilienne.

Cette croissance a été anticipée par la distribution des ressources issues de l'exploitation des hydrocarbures dans les zones mêmes de production, ou dans des zones dont on veut privilégier la colonisation. C'est là où l'Etat a mis le plus de ressources (entre 2011 et 2005 c'est-à-dire sous un gouvernement libéral) que la croissance démographique a été ensuite la plus forte (entre 2005 et 2010, c'est-à-dire sous le gouvernement d'Evo Morales). Ces deux cartes nous montrent que le modèle de l'intégration dans l'économie mondiale, gardant le principe de l'exploitation primaire de ce territoire, reste le modèle dominant de la dynamique des territoires, quelques soient les discours idéologiques et les intentions politiques. Elles nous montrent aussi une extrême réactivité des populations à des opportunités locales ou globales.

Nous avons déjà développé ces éléments dans une publication (Mazurek & Arreghini, 2006) d'un numéro spécial d'une revue consacré à l'économie des territoires et aux territoires de

⁷⁴ Le Mutún est le site de la plus grande mine de fer d'Amérique Latine, actuellement en début d'exploitation

l'économie' (dirigé par Georges Benko). Je me permets d'en reprendre des éléments de la conclusion.

Longtemps en Bolivie, territoires économiques et territoires culturels n'avaient de rapport que par transferts de main-d'œuvre. Le pays fonctionnait en *économie duale* (Lewis, 1954), reposant sur un secteur capitaliste exploitant les ressources non renouvelables et un secteur informel voué à l'économie de subsistance ; ce dernier formait un volant de main-d'œuvre « illimité » mis à contribution au gré des fluctuations du secteur capitaliste. Depuis deux décennies, cette dichotomie est remise en cause par la globalisation économique et les réformes institutionnelles, lesquelles instaurent une situation dont les effets sont pour le moins paradoxaux :

- le secteur capitaliste d'exploitation des ressources primaires s'est renforcé. Son succès apparent cache mal les problèmes économiques, écologiques et sociaux qui remettent en cause sa durabilité;
- les disparités économiques entre les régions se creusent et des territoires traditionnels (à forte proportion de population indigène) comme dans le Nord de Potosi s'enfoncent dans la pauvreté et la marginalité ;
- d'autres territoires culturels s'affirment comme nouveaux acteurs économiques. Ils ont su profiter de la nouvelle donne économique-institutionnelle pour asseoir une économie territoriale originale. Ainsi, le Sud Potosi et le centre de l'Altiplano ont su se forger une identité économique « exportable », à partir d'une identité culturelle.

De nombreuses études de cas ont montré que le facteur principal du développement local est l'innovation (capacité d'anticiper le changement au moyen de l'accroissement du capital humain et des systèmes organisationnels). Cette approche permet une meilleure compréhension des mécanismes du marché, et la génération de débouchés spécifiques et absolus. On perçoit le double jeu de la globalisation de l'économie et de l'émergence des régions: les localisations potentielles des activités dépendent essentiellement de facteurs internationaux qui déterminent des opportunités que les territoires saisissent ou non en fonction de leurs capacités à réagir à ces sollicitations.

Enfin, l'Etat intervient en régulateur de ces dynamiques en donnant la priorité à certains secteurs, par des politiques tarifaires, douanières et des politiques spécifiques d'aménagement en faveur de certaines régions. De fait, l'intégration continentale poussée par l'ouverture économique et la mise en place de politiques de décentralisation financières et fiscales, renforcent les effets de polarisation sur des avantages relatifs liés à la production primaire. De son côté, la migration apparaît, non pas comme facteur de rééquilibrage mais comme un phénomène qui renforce la polarisation économique et les disparités régionales.

Le cas de la Bolivie s'apparente au processus qui stipule que : « *régions et territoires locaux, à cause de leur ouverture intrinsèque aux mouvements des biens ainsi qu'à ceux des facteurs, opèrent dans le contexte des échanges inter-régionaux dans un régime d'avantage absolu et non comparatif* » (Camagni, 2002). Mais dans le cadre d'un échange économie régionale – économie globale, la distinction essentielle se situe dans la nature de la production : avantage relatif pour les productions globalisées à fort capital étranger, avantage absolu dans les systèmes de productions locaux basées sur des spécificités territoriales et des réseaux de solidarité. L'effet de régulation aux crises ou chocs asymétriques, s'effectue par la mobilité complète des facteurs: il n'y a pas baisse de salaire ou de coût mais déplacement ; ce qui explique en partie la question de la concentration urbaine.

Les dynamiques démographiques et les mutations territoriales sont vigoureuses dans les territoires économiques à base de capital étranger mais leur durabilité économique manque de lisibilité à moyen terme. En revanche, les systèmes de production localisés en émergence affichent une bien meilleure lisibilité.

En dehors des territoires en déshérence, on s'avance donc vers la juxtaposition de deux systèmes d'activités. Le premier système, dédié à l'exploitation des ressources rentables non renouvelables, détermine les grandes dynamiques démographiques et économiques « visibles ». De ce système sont tirés les indicateurs macro-économiques qui donnent l'image économique de la Bolivie. Le second système est formé de SPL (Systèmes productifs locaux) en cours de consolidation. Bien qu'il joue le rôle le plus important dans les dynamiques locales, il n'apparaît pas dans les statistiques économiques du pays, ni dans les priorités des politiques économiques. Le premier système s'intègre dans l'économie mondiale avec des avantages relatifs, tandis que le second l'aborde, avec ses éléments sociaux, culturels et territoriaux, en se forgeant un avantage absolu.

Les activités liées aux exportations de produits primaires ne constituent donc pas de bons moteurs du développement. Dans le cas de la Bolivie, elles ne génèrent pas de synergie territoriale ni de milieux innovateurs endogènes capables de pérenniser ces activités ou de créer les conditions pour le développement d'autres activités.

Ce constat est d'autant plus amer que les potentialités des constructions territoriales, dans ces zones du second système, sont grandes, basées sur des savoir-faire et une gouvernance consolidée de longue date. Nous avons là notre explication : sans une politique forte de l'Etat, ces formes d'ancrage territorial, de développement endogène, n'ont pas d'avenir. L'inscription aveugle dans la mondialisation et la modernité, doublée de l'absence de politique territoriale de rééquilibrage (au contraire de l'inscription d'une politique qui renforce les déséquilibres) seront sans doute fatales pour les cultures indigènes.

« *Le retour du local dans un monde en voie de globalisation est le potentiel fondamental que l'aménagement du territoire doit saisir, amplifier et conforter* » Veltz, 1994. Ce qui nous fait une excellente transition avec un des aspects de cette structuration qui est l'aménagement du territoire.

Aménagement du territoire

*« Para vencer la muerte,
relacionando el pasado y el presente,
ideemos una utopía,
imaginemos una región posible »
Hocquenghem, 1998⁷⁵*

Poursuivant l'utopie, il est nécessaire d'agir pour construire cette structuration des sous-systèmes, et intervenir sur l'apprentissage des acteurs, avec l'objectif de développer une construction territoriale qui fasse le jeu du développement. Pour cela, il n'y a pas de meilleure métaphore que celle utilisée par l'économiste péruvien Javier Iguíñiz Echeverría, 1998 : « *Aplanar los Andes* » (Aplanir les Andes). Dans cette métaphore il y a le principe de l'action, de l'intelligence et de l'utopie, celle de rompre le cycle de dépendance de la production primaire. L'idée principale est que « *pour impulser une stratégie agressive de développement économique décentralisée qui inclut la Sierra et la Selva⁷⁶, il ne suffit pas d'améliorer les voies et les moyens de communications sinon qu'il est nécessaire d'impulser toute initiative qui permette la sortie de produits de haute valeur agrégée* ». L'aménagement du territoire n'est pas la construction d'infrastructure, sinon l'action pour la création de ces fameuses dynamiques d'aptitudes, et la régulation des fonctions territoriales et des stratégies des acteurs autour de ces fonctions, qu'il est possible de réaliser tout en respectant les cosmovisions de chacun.

De ce point de vue, l'aménagement du territoire doit être partie du sous-système de pilotage de nos figures 28 et 31. Il doit intégrer le projet, l'innovation et la gouvernance, dans un environnement constitué des pratiques et traditions de la société considérée.

Brunet, 1990, préfère utiliser l'expression « *ménager le territoire* », car ce mot « *contient le sens de la gestion efficace, dynamique, et celui de la précaution* » (p. 118) ; L'a-ménagement étant effectivement ambigu quant aux intentions. En Amérique Latine, le terme employé est « *ordenamiento territorial* », ce qui signifie 'rangement' ou 'ordonnance' et contient une connotation autoritaire peu appréciée des populations. De plus, les méthodologies très technicistes de cet 'ordenamiento', introduites dans les années 1980 par les Hollandais, n'ont pas permis de donner un véritable sens à l'aménagement du territoire dans ces pays, surtout dans des territoires où les populations ont des cosmovisions peu rationalistes. L'aménagement s'est transformé en norme, qui n'a été appliquée que très partiellement, y compris dans les propres politiques de l'Etat (Otero, 1998; ZONISIG, 2000; Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación 2001a; b; Villareal, 2001; Elizalde, 2003; IGAC, 2003; Llona *et al.*, 2003; Mazurek, 2007).

Ménager le territoire, ce n'est pas seulement penser au diagnostic du territoire, c'est aussi essayer d'apporter des réponses aux concepts développés dans ce document. Tout d'abord, c'est connaître le territoire, non seulement par la cartographie, par le document technique qui devrait être une synthèse et non un point de départ, mais par la définition des lieux, de leur fonction et symbole, et par l'analyse des groupes sociaux qui conforment les territoires. C'est la confrontation entre l'organisation des lieux et les stratégies territoriales des acteurs qui constituent un défi dans l'aménagement du territoire.

⁷⁵ « Pour vaincre la mort, connectant le passé et le présent, concevons une utopie, imaginons une région possible. »

⁷⁶ La Montagne et la Forêt (sous entendu amazonienne)

L'aménagement du territoire doit par conséquent prendre en compte deux principes :

- L'espace est organisé, des structures peuvent y être définies, et elles correspondent à des actions de la société ;
- Les territoires définis par les groupes sociaux ne sont pas forcément compatibles entre eux, ce qui peut générer des conflits, ou au moins des incohérences dans cet espace organisé.

Comme nous le rappelions dans les chapitres sur l'identité et la mobilité, le territoire est une question triangulaire, il nécessite une interaction entre les acteurs et leur espace, dans un processus d'appropriation, mais aussi avec les acteurs qui ne font pas partie de ce processus, mais qui le légitime. En aménagement du territoire, cette question est fondamentale, car elle permet, dans le dialogue, de rendre compatible les stratégies des acteurs par un processus de légitimation réciproque. La coordination des acteurs ne suppose pas forcément qu'il y ait une proximité géographique, sinon organisationnelle. La coordination des agents, lorsqu'elle est nécessaire, peut même conduire à la création de dispositifs organisationnels ou institutionnels spécifiques (Bouba-Olga *et al.*, 2008). Dans cette approche système du territoire, la coordination des acteurs est en dehors du système spatial, elle ne se réfère pas à des localisations d'acteurs mais au sous-système de pilotage qui prend des informations, les évalue et est capable d'innover en s'intéressant à ses propres localisations mais aussi et surtout à l'ensemble de l'organisation spatiale. C'est la boucle de rétroaction qui constitue le territoire. Un entrepreneur ne s'intéresse pas seulement à son entreprise, il a besoin de savoir comment elle s'insère dans l'espace qui le concerne. C'est le sens aussi de l'Ayllu et du Suyu, où chaque communauté agit sur son espace, mais se coordonne avec les niveaux supérieurs. C'est aussi, dans ce dernier cas la grande difficulté qu'apporte la complexification des territoires : à savoir la rupture entre les formes de coordination traditionnelle, et celles imposées par l'État. Le problème de l'aménagement du territoire tel que pratiquer depuis plus de 30 ans dans les pays d'Amérique Latine, est de s'être constamment figé sur un seul mode d'appropriation, c'est-à-dire la limite politico-administrative. L'aménagement du territoire est donc une affaire de dialogue, de gouvernance, pour mettre à plat les stratégies, les confronter, et les rendre compatibles. Cette mise en compatibilité est l'objectif pour favoriser l'action commune et cohérente.

L'aménagement du territoire est action, et par conséquent fait partie du système même de territoire. Mais l'aménagement est aussi réaction. « *Cela veut dire qu'il faut évaluer sérieusement les effets d'une intervention, bien avant de l'accomplir et non après, comme trop souvent le firent ces rapides 'études d'impact' strictement techniques* » (Brunet, 1990, p. 118).

L'aménagement du territoire part du principe que l'espace est organisé. Si l'espace est organisé, c'est que nous pouvons en connaître les règles, et en particulier les règles de sa dynamique. Si nous en connaissons les règles, alors nous savons ce qu'il peut se passer en aménageant. Cette boucle de suppositions est trop souvent oubliée des aménageurs qui voient dans l'aménagement un exercice de style et non une action politique.

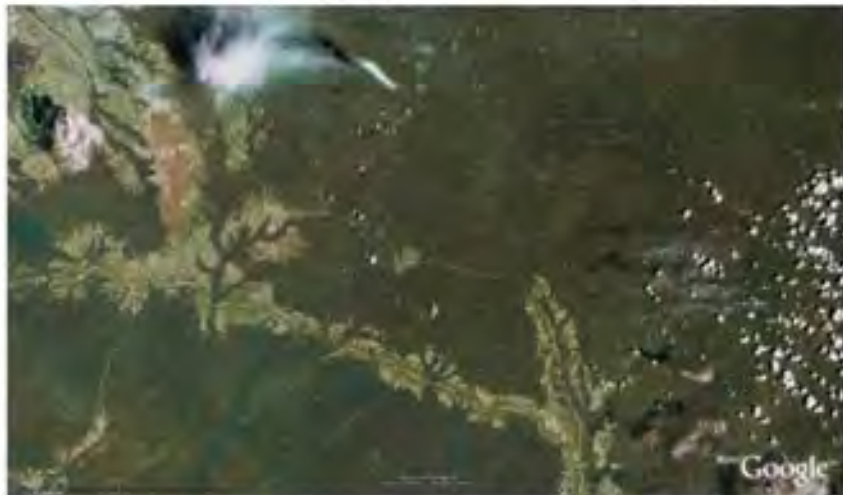
Prenons un exemple classique, que nous avons déjà abordé dans le cas du TIPNIS au chapitre 6, celui de la construction d'une route dans un milieu de forêt tropicale. Voici quatre images de Google Earth situées en Bolivie, en République démocratique du Congo, en Indonésie et au Brésil, toutes à la même échelle. Dans ces milieux de forêts tropicales, toute initiative de création d'infrastructure routière, conduit à un processus de colonisation reconnaissable dans tous les contextes de la planète. L'action est connue, la réaction également, et elle devient responsabilité de l'aménageur.



El Choré en Bolivie, limite entre le département de Cochabamba et Santa Cruz, zone de conflits et d'enjeux opposés entre colonisateurs et indigènes



Le Para, au Brésil, couloir de colonisation en "peigne" qui grignote 3,1 millions d'hectares de forêts chaque année



Aketi, en République Démocratique du Congo, l'espace est quadrillé, prêt à recevoir riz et plantations: 535000 ha défrichés chaque année



Palangkaraya, Indonésie: espace quadrillé pour la culture du riz et des plantations

Photo 25: Action - réaction; la piste et la colonisation

Le premier élément nécessaire à la colonisation et au défrichage, c'est la piste. Construire une piste veut dire démarrer un processus de déforestation, quadrillé ou en peigne, très facilement repérable sur les images satellites. Plus de la moitié des forêts tropicales se situent au Brésil et sur les marges de l'Amazonie, au Zaïre et en Indonésie : les aménageurs connaissent parfaitement ce processus. (Ici images Google Earth, toutes à la même échelle). Extrait d'une proposition faite au Forum pour le développement de l'Amazonie « Los retos geográficos del desarrollo amazónico », Riberalta, juin 2007.

Le renouveau du local, l'importance du territoire dans ce renouveau, la place de la gouvernance, des lieux, de leur signification en terme de symbole et de mobilité, et des acteurs surtout, dont la coordination crée les processus précédents, donnent à l'aménagement du territoire tout son sens dans la mesure où il sort du cadre technique institutionnel, pour s'intégrer dans le système même, c'est-à-dire dans le sous système de pilotage.

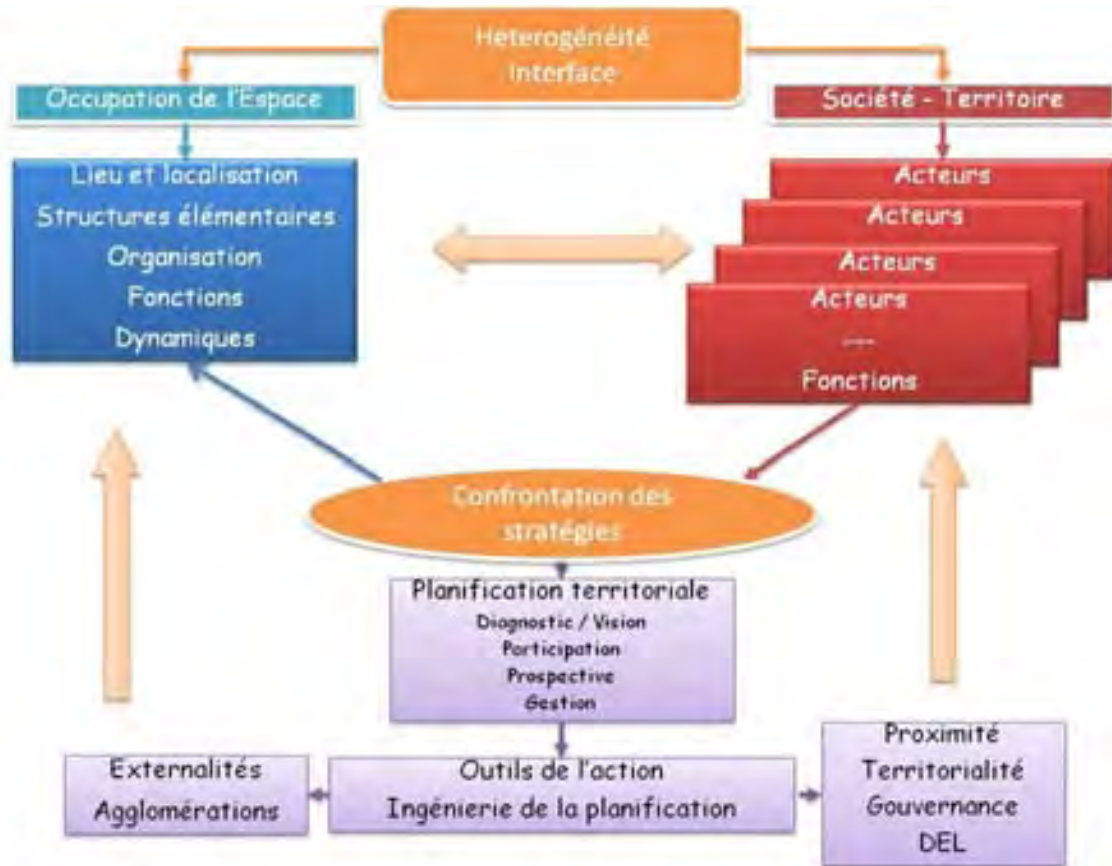


Figure 35: La place de l'aménagement du territoire dans l'interface espace – territoire

C'est pourquoi l'aménagement du territoire pourrait constituer la conclusion de ce travail, en s'appuyant sur le schéma de la figure 36.

- Tout d'abord, penser les territoires, les aménager, c'est s'inscrire dans l'hétérogénéité, la diversité des situations, des acteurs, des actions. C'est un premier principe, appris des Andes, mais qui devrait s'appliquer dans nos sociétés « homogénéisantes ». Aménager, c'est ménager la diversité.
- Les groupes d'acteurs sont hétérogènes ; ils créent des territoires – mosaïques, qui se superposent, se confrontent, confrontent leurs fonctions. Des cosmovisions peuvent s'opposer, des conceptions de la vie, de la production, de l'appropriation, etc. Au travers de ces visions et de ces stratégies, les acteurs imposent à l'espace des lieux et des organisations, se basant sur des temporalités diverses.

- L'espace devient alors la résultante de ces actions au travers des lieux, eux-mêmes hétérogènes. L'ensemble s'organise au cours du temps ; cette organisation dispose d'une certaine inertie : les lieux restent, les fonctions changent.
- La stabilité, la durabilité, des territoires et des espaces dépend donc de la confrontation de ces stratégies et de leur compatibilité.

La planification territoriale, ou l'aménagement du territoire, a donc un rôle central dans la mise en cohérence des stratégies des acteurs. Les méthodologies importent peu dans la mesure où elles respectent ce principe, c'est-à-dire qu'elles privilégient le dialogue constructif. Le rôle du géographe est alors, dans un contexte pluridisciplinaire, de construire une « ingénierie de la planification », en mobilisant à la fois des outils de diagnostic, de prospective ou de gestion, mais aussi des outils de l'action (comme les SPL, les pôles de croissance, les écosites, les milieux innovateurs, les archipels, l'accessibilité des services, etc.). Ces outils peuvent alors agir directement sur l'espace, en créant des externalités positives, des processus d'agglomération, de patrimonialisation, d'organisation de ces lieux ; ils peuvent aussi agir sur les acteurs pour renforcer leur proximité, et aider à une meilleure gouvernance.

Nous avons retrouvé ces principes d'aménagement dans les pratiques des communautés avec lesquelles nous avons travaillé. On les retrouve aussi dans les conceptions de nombreuses régions (Blanes, 2000; Yampara, 2001; Carrasco *et al.*, 2003; Dávalos, 2005; FES-ILDIS, 2005; Sánchez Parga, 2005; Otero Bahamon, 2006; Falchetti, 2007; Viadéz & Blanes, 2009; Martínez Zamora, 2010; Medina, 2011). Martínez Zamora, 2010, nous explique par exemple, pour des communautés indigènes de Colombie, la forte intégration de la gestion du territoire dans leur cosmovision. La perception et l'action démarre par la connaissance du territoire, pour délimiter la responsabilité du groupe social vis-à-vis de ce territoire ; ensuite elle concerne les actions possibles dans le cadre de l'organisation sociale et de la cosmovision, c'est-à-dire les normes ; enfin elle comprend la concertation et l'action, toujours collectives bien que situées à plusieurs niveaux (l'autre, la communauté et l'individu).

Dans nos propres expériences, l'aménagement du territoire a dû intégrer la vision systémique, holistique de l'interaction entre homme et nature ; il a dû intégrer la gouvernance, c'est-à-dire la participation de toutes et tous dans le respect des autorités. La participation replace alors l'expert, l'aménageur dans une position de facilitateur, et non de décideur, ce qui, en Amérique Latine peut poser de nombreux problèmes face aux comportements des professionnels. L'aménagement du territoire doit aussi se confronter à des positions particulières, que nous rencontrons peu en occident : la forte mobilité des populations, l'hétérogénéité des milieux et des sociétés, des savoirs non positivistes, des solutions qui ne sont pas forcément incluses dans la modernité, un cadre institutionnel peu coopératif, etc. Cet aménagement devient alors écoute et innovation, concertation et apprentissage, information et éducation. Il devient alors le principe de base du fonctionnement de nos modèles systémiques : le passage de message entre systèmes et sous-systèmes d'acteurs, entre systèmes d'action et systèmes de lieux. Positionner les lieux, concerter sur les stratégies, inventer les projets, coordonner les actions. Ce travail, dans les communautés de Potosí, fut simplement passionnant (Collectif, 2009).



Photo 26: Des principes d'aménagement

En haut, les vallées d'Andamarca, département d'Ayacucho, Pérou. Il est impensable de réaliser des œuvres de terrassement si importantes sans des principes performants d'aménagement du territoire; ces terrassements représentent non seulement une infrastructure, mais surtout une organisation, pour l'attribution des terres, la distribution de l'eau ou la concertation pour leur maintien. En bas, l'action collective est implicite dans l'aménagement des Andes. Ici, à Gran Peña, communauté de la commune de Potosí, Bolivie, nous avons marché une journée, discuté avec les populations, pour évaluer et choisir le trajet d'une piste ; et surtout apprendre des paysages les lieux à mettre en valeur (ici les derniers repaires de nidification du condor en Bolivie).

Inutile de dire que l'espace aménagé n'a pas de frontière, il n'a de frontière que par la fonction qu'on lui donne. Ce fut d'ailleurs toute la difficulté des expériences que nous avons menées à Calamarca sur l'altiplano bolivien, à Potosi, ou à Pojo dans le département de Cochabamba. Comment concilier un aménagement systémique et participatif avec une planification municipale

devant respecter une norme ? Avec l'équipe de planification rurale du CIAT⁷⁷, nous avons travaillé à la conception d'une méthodologie de planification participative qui respecte les nécessités de la norme, et favorise le développement local. On pourrait résumer cette méthodologie par ce que Habermas, 1975; 1984, 1987, appelle « l'agir communicationnel », au travers d'une critique de la raison technique ou scientifique qui correspond d'ailleurs assez bien avec nos conceptions de la critique de la raison occidentale exposée dans les chapitres précédents. L'aménagement du territoire n'est pas une question de théorie politique ou scientifique, mais bien une praxis, c'est-à-dire une façon de penser la théorie de manière à ce qu'elle agisse sur le champ social. Pour planifier le ou sur le territoire, il ne suffit donc pas d'une concertation participative suivi d'un processus technique qui norme la méthodologie et permet une certaine équité de traitement des territoires (comme ce fut le cas dans beaucoup de méthodologie en Amérique latine, par exemple le ZONISIG, 1997; Otero, 1998; Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación 2001a; b, en Bolivie).

C'est toute la différence entre l'agir stratégique qui essaie, par un discours scientifico-technique d'influencer la décision des acteurs dans le sens que préconise la norme ; et l'agir communicationnel qui tentera d'établir un dialogue entre les acteurs pour imaginer la conduite à tenir face à la norme et à la solution technique. Certes, le scientifique et le géographe en particulier perdent de leur autorité puisque ce sont les acteurs qui guident le champ communicationnel ; et il perd aussi le fameux critère de réfutabilité de Karl Popper puisqu'il n'est pas possible de reproduire deux fois la même communication. Mais c'est au géographe à démontrer, comme le propose Marié, 2004, qu'il est impossible de dissocier, parce que l'espace n'est pas homogène, la négociation de l'intervention, le conflit de la coopération, « une dialectique sans synthèse ». *« Examiné sous cet angle nouveau, la régulation apparaît non plus comme un instrument de gouvernement permettant d'imposer à des sociétés un certain nombre de contraintes formulées au travers d'énonciations purement techniques et performatives des problèmes, mais au contraire, comme un dispositif stratégique permettant de stabiliser toutes sortes d'antagonismes (réels ou potentiels). »* (Marié, 2004, p. 197). Finalement, Michel Marié de citer la théorie de la régulation qui suppose que l'hétérogénéité est indispensable dans la reproduction des systèmes sociaux, parce qu'elle est la condition de cet équilibre entre tension et négociation.

Réinventer nos modes de gouvernance, à partir d'une recombinaison de nos politiques territoriales, voilà un défi pour lequel les Andes ont encore beaucoup de principes à nous apprendre.

⁷⁷ Centre International d'Agriculture Tropicale, membre des CGIAR, dont le siège est à Cali, Colombie. Durant une période cette expérience s'est déroulée au sein de l'Institut d'Innovation Rurale, qui hélas a succombé face à la puissance du positivisme des sciences agricoles.

9 – Postface, pour une théorie géographique du social

*«La théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne.
La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi.
Ici, nous avons réuni théorie et pratique : Rien ne fonctionne... et personne ne sait pourquoi!»
Albert Einstein*

La rupture épistémologique en géographie n'a pas encore eu lieu.
« *Les géographes ont la science timide* », disait Brunet, 1997.

Cette rupture, qu'ont engagé la sociologie et les sciences de la nature, est aujourd'hui nécessaire ; elle doit associer la connaissance scientifique des géographes et « la sociologie spontanée » des acteurs sociaux, selon l'expression de Bourdieu (cité par Corcuff, 1995) ; elle doit reconsidérer le vernaculaire et la construction de l'espace par les acteurs eux-mêmes, dans une géographie associée à la pensée du cosmopolitisme, pour ne pas dire de l'universalisme. Pour avoir vécu les diverses bifurcations de la géographie, du quantitatif, du culturel, de l'économique, du postmoderne, etc., il faut bien se rendre à l'évidence que la géographie n'a pas réussi à resserrer sa vision théorique autour de concepts clefs, mais, qu'au contraire, elle s'est enlisée dans le discours amphibologique.

La géographie « plurielle », attachée de polysémie, ne facilite pas la compréhension, l'étude et l'enseignement des objets de la géographie si, toutefois, il existe encore un objet en géographie. « *La géographie serait ainsi devenue une science sociale et, du coup, le propos spécifique de la géographie sociale perdrait de sa portée* » (Di Méo, 2008).

La géographie se cherche, entre une science sociale de l'espace et une science de l'espace social ou du social, une modification de l'ordre des mots qui a son sens, puisqu'il s'agit de savoir si nous empruntons des concepts de la théorie sociale (qu'elle vienne de la sociologie, de l'anthropologie ou de l'économie) pour les appliquer à l'espace, ou s'il peut exister un apport spécifique de la géographie, de la pensée spatiale, à cette théorie du social. « *Le résultat brouille quelque peu les travaux des géographes qui essaient de donner du sens au 'social' par leurs propres moyens, y compris leur propre bricolage d'éléments puisés, d'une façon qui n'est pas toujours consciente – il faut bien l'admettre -, à diverses sources de la théorie sociale, d'autres disciplines et de discours à la mode* » (Philo & Söderström, 2004, p. 77). La « pluralité » des connaissances géographiques (selon Gould & Strohmayer, 2004), inscrite dans le postmodernisme, génère des incompatibilités de savoirs, des prises de positions contradictoires, voire conflictuelles ; « *en tout cas, elle oblige la discipline à repenser les façons dont elle est parvenue à un certain degré de consensus par le passé* » (p. 47).

Ceci dit, la géographie humaine est encore jeune. Ses débats ne cessent d'évoluer depuis une cinquantaine d'années. On pourrait presque affirmer qu'elle constitue une de ces « *nouvelles sciences* » dont parle Le Moigne, 2001, capables d'apports épistémologiques nouveaux pour les prochains siècles. Au même titre que la cybernétique, la systémique, les sciences de la décision ou

de la cognition, la science spatiale ou science du territoire gagnera peut être « *les attributs d'une respectabilité académique dont s'enorgueillissent les sciences de la matière, de l'espace et de la vie, et que les sciences de l'homme et de la société acquièrent bien difficilement encore* ». (p. 54).

Alors la géographie est-elle la science des lieux et de la Terre selon l'expression de Vidal de la Blache ou de Lucien Febvre... ou celle de l'influence de l'organisation sociale sur l'adaptation des hommes à l'environnement, selon Jean Brunhes... ou une géographie sociale de sociétés distribuées dans l'espace et le paysage selon Wreford Watson... ou exploitant les ressources selon Pierre Georges... « une géométrie des solides », « l'inégalité spatiale des structures sociales », le comportement et la représentation des groupes sociaux dans l'espace, « l'écogenèse territoriale », etc. La boîte noire du spatial et du social n'est pas prêt d'être ouverte ! (voir l'article de Philo & Söderström, 2004). Où serait-ce parce qu'il s'agit d'une boîte de Pandore ?

La géographie a-t-elle une théorie ?

La philosophie ou cosmovision occidentale intègre peu l'espace. Elle est plutôt basée sur le temps, sur le passé, la culture, etc. La relation à l'espace est anthropocentrique, liée à la dimension cartésienne d'un espace matériel. On peut donc se poser la question, comme le fait Benoist, 2001a, du rôle que peut jouer la discipline géographie dans la théorie philosophique, non pas comme objet géographique, mais comme apport épistémologique. « *Le temps traverse, institue et 'oriente' pour ainsi dire l'espace de sa charge de 'compréhension' et de 'sens', qu'il a pour fonction de synthétiser.* » (p. 106). La « *surenchère à la temporalisation* » est ainsi évidente dans toutes les métaphysiques, et l'espace a du mal à s'insérer dans le champ philosophique et théorique du fait, selon cette auteur, de l'absence de ce « *qu'est donc supposée apporter la référence géographique en philosophie* » (p. 225). Pourtant, comme nous le rappelle Retailé, 1996a, « *faire de la géographie, c'est comprendre la société par la manière dont elle règle ses distances* ». Le temps est métaphysique, l'espace beaucoup moins.

Les concepts en géographie sont peu définis, et la nature philosophique de ces concepts l'est encore moins. Les géographes eux-mêmes le reconnaissent : « *Le géographe peut aussi construire un espace à partir d'une théorie. Le géographe, qui n'a pas souvent construit ses propres théories, procède donc à des transferts à partir d'autres disciplines* » (Dauphiné, in Bailly, 2004, p. 57).

« *Le concept regroupe les objets qu'il définit en une même catégorie appelée 'classe'. Le concept d'homme, d'arbre, de maison. On définit un concept en compréhension et en extension.* » (Dictionnaire de l'Académie Française, 9ème édition, 1992). Le concept est une représentation « entière » et « abstraite » d'une réalité, mais aussi le résultat d'une conception, explicitant un ensemble stable de caractères communs désigné par un signe verbal. La théorie devient la construction d'une trame conceptuelle et des relations entre les concepts, de leur complémentarité et de leur spécificité.

Construire une théorie suppose donc un énorme effort de dialogue entre les disciplines et courants disciplinaires, mais aussi d'ouverture vers d'autres philosophies, d'autres épistémès. Car en effet, si notre conception de l'homme, de l'arbre ou de la maison, n'est pas identique selon la société où nous nous situons, notre théorie n'a de validité que dans un cercle fermé. « *La connaissance des limites de la connaissance fait partie des possibilités de la connaissance et elle accomplit cette possibilité* » (Morin, 1977, édition 2008, p. 1437). « *Autrement dit, les universaux anthropologiques créent, en même temps que les conditions fondamentales de la connaissance humaine, les conditions des développements divers et singuliers de cette connaissance. Ici, il faut faire intervenir la culture, non pas en surface, mais de façon fondamentale* » (p. 1452). Pourrions nous, comme Edgar Morin dans la dernière page de son ouvrage, nous interroger sur l'autonomie

de notre pensée, les conditions historico-socio-culturelles de l'émergence de notre connaissance, et du contrôle de cette même connaissance ?

C'est un pan important de la recherche en géographie, aujourd'hui largement délaissé ; celui de la confrontation de nos conceptions avec d'autres cultures, d'autres modes de pensée. Si les bouleversements récents ont été importants sur la scène mondiale, comme le note Claval, 2003c, je ne pense pas par contre que la tâche du géographe soit de « *promouvoir des modes d'organisation sociale qui soient démocratiques et respectueux de la nature* » (p. 225). Au contraire cette tâche serait de se laisser promouvoir par d'autres civilisations, de chercher de nouveaux modèles, de dialoguer avec les autres savoirs. Il s'agirait plutôt, comme le signale Claval ensuite, de comprendre la diversité des situations de la relation de l'homme à son espace, et d'en modéliser les concepts de façon plus universelle. Je ne suis pas sûr que la dimension culturelle soit suffisante pour approcher ces diversités. « *La théorie sociale est une notion plus large que la sociologie et ignore les frontières institutionnelles des différentes disciplines* » (Benko, 1988, cité par Cary & Joyal, 2010, p. 29). C'est d'un dialogue largement pluridisciplinaire dont nous avons besoin ; de « *bricolages théoriques [qui] restent fidèle aux principes d'une complexité herméneutique qui remet constamment en question les résultats auxquels elle parvient* » (Di Méo & Buléon, 2005, p. 132).

Mais de quelle théorie parle-t-on ?

« *Une théorie SUR le territoire, plutôt qu'une théorie DU territoire* » ? Une « *véritable théorie sociale des territoires* » comme l'interroge Crevoisier et al., 2008 ? Les géographes sont notablement absents dans ce débat ; on entend même certains « renoncer » au territoire et à la spatialisation qu'ils jugent démesurée ; 'trop d'espace tuerait l'espace'.

Pumain, 2003, propose une « *théorie de la géographie, qui serait une théorie permettant de comprendre l'évolution des systèmes territoriaux planétaires, ou plus précisément une théorie explicitant les processus (écologiques et spatiaux) qui conduisent à l'organisation et à la différenciation des entités localisables et des représentations que s'en font les sociétés* ». Toujours cet éternel débat de savoir si la géographie doit s'intéresser à la spécificité, à la différence ou à l'unicité des lieux. Généralité (les structures ou les lois) ou particularité (la mentalité « catalogue » selon Gould & Strohmayer, 2004), idiographique (ces effets d'empiricité et de positivité dont parle Benoist, 2001a), nomothétique (le modèle, jusqu'au déterminisme), des jeux d'opposition qui oublient les concepts pour se focaliser sur les méthodes.

Les théories sociales reconnaissent l'individu, la famille, le groupe social comme des entités conceptuelles ; une théorie économique reconnaît la marchandise, l'unité productive, etc. comme des éléments bien individualisés et indispensables pour la démonstration. La théorie géographique n'a pas d'éléments de base, sinon des théories sur les concepts : la théorie de la localisation, la théorie du centre et de la périphérie, la théorie de Christaller, etc., mais pas de théorie de l'espace, du lieu ou de théorie du territoire. « *Si nous ne savons pas clairement ce que nous voulons (problématique implicite), nous ne pourrons jamais nous prononcer sur l'adéquation de la réponse à une question* », phrase ambiguë, extraite du chapitre « épistémologie » d'un ouvrage par ailleurs excellent d'enseignement de la géographie (Bailly, 2004, voir pages 29, 34 et 25, ou 266).

C'est un autre pan important de la recherche, tout aussi délaissé, qu'il est nécessaire de reprendre, car il nous permet, entre autre, d'aborder de manière différente l'enseignement de la géographie. Il ya des différences entre la géomorphologie, la modélisation spatiale, ou l'approche culturelle du territoire ; elles se situent au niveau des objets d'étude : le support physique, la disposition des lieux, les relations entre sociétés. Mais l'existence d'un fond commun est

indispensable à la compréhension de l'ensemble. La modélisation mathématique est nécessaire pour comprendre l'organisation des distributions des lieux ; la loi rang-taille n'a-t-elle pas joué un rôle important dans la réflexion sur les sociétés urbaines ? La géomorphologie est une force pour comprendre l'hétérogénéité de l'espace et la manière dont l'homme l'utilise ; sinon, comment pourrions-nous comprendre le développement de sociétés durables à plus de 4000 mètres d'altitude ? Quant à l'économie, il conditionne les lieux et les réseaux, les rapports entre les acteurs du territoire, et par là même relève de la mathématique, de la physique des lieux, et des rapports culturels. Mais ces disciplines ne peuvent dialoguer que si elles construisent une base commune qui est celle des concepts.

Et qu'y aura-t-il dans cette théorie ?

Il n'y a, à mon sens, que trois possibilités de concepts : le lieu, l'espace et le territoire. L'hétérogénéité en est un principe d'organisation. Les acteurs, le groupe social ou les relations sociales, au travers de leurs réseaux, font partie d'un corpus général qui n'est pas spécifique de la géographie ; il ne devient spécifique que lorsque le groupe social ou le réseau ont une interaction avec un espace.

En géographie, le support physique ne peut être nié. Il constitue une des bases de l'hétérogénéité. Le support physique induira aussi des comportements spécifiques des sociétés, pour le choix des lieux et des réseaux. Ce n'est pas un hasard si les populations s'installent de manière privilégiée au bord des fleuves, en haut de montagnes, ou dans les oasis. Lieux et hétérogénéité sont liés au point de ne pouvoir penser l'un sans l'autre, même s'ils sont de nature différente. Mettez un point noir sur une page blanche, et vous créez de l'hétérogénéité. Choisissez les lieux optimums dans un univers chaotique et vous dompterez l'hétérogénéité.

Le lieu crée la diversité, et la diversité organise les lieux.

Le lieu devient un concept, une entité mentale et abstraite permettant d'identifier les choix des sociétés dans l'hétérogénéité. Peu importe alors sa localisation précise, absolue ou relative, euclidienne ou cosmique, le concept suffit pour comprendre l'organisation de la société dans son espace. Les Uywiris des Aymaras, les oasis des sahéliens, les Baobab des sénégalais, la plaza des italiens, etc. font partis de ce concept universel.

Les Andes m'ont beaucoup aidé à comprendre l'importance de ces lieux dans la conformation et l'organisation de l'espace ; parce que l'organisation de la société andine est entièrement tournée vers la gestion de ces lieux, dans le contrôle de l'hétérogénéité. Dans la société occidentale où nous vivons, nous n'avons plus cette perception de l'importance des lieux. Pourtant ils sont nombreux, mais difficiles à déchiffrer, souvent dans des pratiques urbaines qui associent au lieu de multiples fonctions, usages et symboles (Dorier-Apprill & Gervais-Lambony, 2007). De ces multiples situations, on retient que le lieu se construit à partir de relations, d'interactions entre les acteurs. Ces lieux s'organisent donc, forment des réseaux, s'inscrivent dans l'hétérogénéité, la contrôlent. La perspective que je mettrai en avant sera donc résolument interactionniste et non culturelle. Le lieu n'est pas toujours un géosymbole (dans le sens de Bonnemaïson, 2004) – il peut l'être souvent -, il ne crée pas toujours de la mémoire, ni de l'identité. Au contraire, le lieu peut être fugace, incohérent ; il fait partie de cet immense mouvement du social dont parle Santos, 1986, qui produit la dynamique de l'espace.

L'espace est par conséquent ce système de lieux, de localisations dont parle Santos, indépendant de son mode de construction, vécu, perçu, etc. L'espace se construit sur les bases des multiples actions de la société, suivant les principes de Blumer, 1986. Il est cumulatif et

s'inscrit dans une dynamique sur le temps long. Dans cette perspective, l'espace est construit par la société et il en résulte une structure et une organisation ; l'hétérogénéité de l'espace combinée à la construction sociale de cet espace en fait un élément stable, voir parfois inerte, comprenant des éléments de structure forte et des éléments de dynamique inhérente à la société. L'espace est un univers symbolique dans la délimitation de la réalité sociale et de la pertinence des interactions sociales. Il est un concept, capable de représenter les réalités des acteurs ou des géographes : l'espace agricole, l'espace productif, l'espace vécu, etc. devront s'associer à des lieux et des réseaux qui donnent une spécificité à cet espace, soit dans l'abstraction que peut en faire l'acteur, ou dans l'objet d'étude du géographe.

L'espace est ainsi une construction sociale par la signification (la symbolique) donnée au lieu, la relation et l'organisation entre les lieux, et les ontologies construites autour de ces lieux. Ce dernier aspect, mis au pluriel, est fondamental. L'idée de Descola, 2005, est à reprendre en géographie, par la construction des ontologies de l'espace reliant d'une part le lieu et les relations entre ces lieux (les schèmes de relations) et d'autre part les intériorités (conception propre de l'espace) ou les extériorités (l'insertion dans cet espace). Même si « *l'épistémologie de la systémique est manifestement plus à l'aise dans l'hypothèse phénoménologique que dans l'hypothèse ontologique* » (Le Moigne, 2001, p.133), cette approche nous permettrait de comparer des cosmovisions diverses, et d'en dégager des modalités de relations et de constructions des espaces, qui peuvent apporter aussi bien à la construction de politiques spécifiques, qu'à la compréhension philosophique du référent spatial dans la nature de la société.

Les conséquences de cette conception de l'espace sont multiples, et nous les avons discutées dans les chapitres précédents. Les mobilités, en particulier, sont le résultat croisé de l'hétérogénéité et de la relation entre les lieux. L'espace n'est pas mobile, il est mobilité. Dans le cas des Andes, l'usage de plusieurs étages écologiques crée un espace de mobilité constante, qui est caractéristique et spectaculaire, mais finalement peu original. Dugrand, 1963; Le Roy Ladurie, 1965, décrivaient bien avant Murra, 1975 et Dollfus, 1978, les mouvements de population entre les Cévennes et le littoral languedocien, pour le travail, le commerce, et les échanges de produits manufacturés. On retrouvera la même chose dans le Mezzogiorno italien, aux confins de la Thaïlande, sur les pourtours du Mékong, sans parler de l'Afrique saharienne, et des peuples nomades en général, encore nombreux dans le monde. La différence est que cette forme de mobilité a perduré dans les Andes ; elle a été happée par le modernisme dans le Languedoc. Mais la mobilité reste, et n'est pas l'apanage de la globalisation. Elle se matérialise aujourd'hui par d'autres formes de rapport à l'espace, qu'il est nécessaire d'étudier et de comprendre.

Le territoire constitue également un concept, une représentation intellectuelle de multiples formes d'appropriation de l'espace. Il nous permet de faire intervenir plus directement l'acteur, c'est-à-dire la composante du social. Chaque acteur ou groupe d'acteurs construit sa propre image de l'espace, et se l'approprie en fonction d'une stratégie particulière. C'est ce processus qui constitue les territoires. Celui-ci est donc multiple, stable ou fugace, et dynamique. La dynamique du territoire est dans un rythme plus rapide que la dynamique de l'espace puisque ce dernier est le résultat cumulatif de l'interaction entre les territoires. Dans cette conception le remplacement d'« espace-système » par le « territoire-système » n'est pas qu'un « glissement sémantique », selon Pecqueur & Peyrache-Gadeau, 2010, mais bien la nécessité de séparation de deux systèmes distincts qui n'expriment pas les mêmes structures ni les mêmes dynamiques. « *Cette notion est indissociable de celle de proximité. Celle-ci caractérise le territoire comme un espace d'intelligibilité des acteurs. En d'autres termes, le territoire est sans doute largement ce qui rassemble des acteurs par une faible distance géographique, mais il est aussi l'ensemble au sein duquel chaque acteur se reconnaît et peut avoir un sentiment d'appartenance à partager avec d'autres (famille, clan, milieu*

professionnel, espace d'habitudes et de rites communs, etc.). » (Pecqueur, 1996, p. 210). Ce territoire n'est d'ailleurs pas forcément contigüe ; il peut comporter des « trous » et des « passerelles », former un réseau de proximité en dehors de la distance métrique, dans le cas de la globalisation par exemple. On conçoit bien cette approche de la cohésion au sein d'un même territoire et du rôle qu'elle peut jouer dans la construction de la connaissance et du développement. Il faut comprendre aussi que l'espace comporte de nombreux territoires, plus ou moins en cohérence, dont l'interaction peut déjouer cette construction.

La superposition des territoires, c'est-à-dire des stratégies des acteurs en relation à certaines fonctions spécifiques du territoire (produire, vivre, habiter, échanger, administrer), explique la dynamique des espaces. Selon que ces stratégies seront compatibles ou non entre elles, qu'elles présenteront des pressions synergiques ou antagoniques, la société prise dans son ensemble aura une cohérence organisationnelle ou sera l'objet de multiples conflits. L'antagonisme des stratégies peut conduire aussi à la rupture de certains équilibres ; c'est le cas des invasions, de la colonisation, de l'appropriation dominatrice, politique ou idéologique d'un espace, et dans tous les cas de l'imposition d'un rapport de force inégal. Dans les Andes, nous l'avons vu, c'est le schéma historique de l'imposition d'un modèle napoléonien de territoire, qui a rompu les équilibres de la gestion de l'hétérogénéité et ainsi mis en doute la réalité de la cosmovision andine. C'est un cas d'école mais qui n'est pas, non plus, original ; on peut retrouver ces ruptures dans l'histoire de la colonisation des pays arabes musulmans, du brouillage des pistes ethniques africaines qui a conduit à tant de désastres, des tentatives d'intégration dans les pays de l'Est, et particulièrement en Yougoslavie, qui a conduit à d'autres désastres. Sans aller jusqu'à ces extrêmes, le territoire passe toujours, selon des degrés variés, par l'exercice du pouvoir de groupes sociaux sur d'autres ; dans nos démocraties occidentales, c'est l'Etat qui régule, mais ce n'est pas une obligation. On connaît de multiples formes, au niveau local, de régulations entre acteurs qui ne passent pas forcément par l'Etat, mais qui sont efficaces dans la gestion de l'espace. C'est la coordination des territoires entre eux, sur un même espace, qui peut améliorer les proximités entre acteurs, en rendant compatible les stratégies sur l'ensemble de l'espace, ce que nous appelons aujourd'hui la gouvernance et le développement. La cohésion sociale nécessite une cohésion territoriale. Les systèmes productifs locaux (ou districts industriels) en sont un bon exemple. Ils sont basés sur un enchevêtrement de situations urbaines et rurales, de tissu productif et institutionnel, de fermeture communautaire et d'ouverture à la mondialisation, de marché et de réciprocité, etc. (Courlet, 2001a). Tout comme dans nos Andes, ces systèmes sont constitués de l'interaction entre les groupes sociaux sur une base de coordination territoriale, qui s'effectue en général sur des pratiques communes. « *En d'autres termes, à la base du développement réussi, la confiance tient au respect des contrats, au bon déroulement des transactions, reflétant ainsi les relations de partenariat, la loyauté et la confiance mutuelle* » (Benko, 2001), définition qui s'applique parfaitement aux rapports de réciprocité qui déterminent l'organisation des Ayllus et des communautés. Cette nouvelle façon de gérer et d'organiser les activités humaines constituerait, selon Georges Benko, le développement durable.

Le territoire est donc « au-dessus » de l'espace, comme forme multiple d'appropriation de l'espace, c'est-à-dire de ses lieux, de ses réseaux, de ses organisations. Il est basé sur un système d'acteur dont la « composante de pilotage » comprend la mémoire, la capacité relationnelle, la capacité cognitive, l'intelligence, la conscience, etc. Le système devient performant lorsque cette composante est capable de coordonner ces fonctions de manière téléonomique, en développant un projet territorial. C'est le degré de cohésion et d'auto-organisation entre les acteurs de ce projet qui en conditionnera la durabilité.

Cet argumentaire nous amène à de multiples questions qui sont autant de pistes de recherches qui devraient converger vers la création d'un corpus théorique autour du territoire.

- le rôle de l'aménagement du territoire dans la construction du projet territorial;
- le caractère systémique du développement et la nécessité de l'interdisciplinaire ;
- la relation de notre savoir à la modernité et la nécessaire intégration des multiples cosmovisions ;
- le sens de la globalisation dans des relations sociales qui ont pour force le local.

Enfin, le paysage peut-il constituer un concept ? Le paysage est à l'interface entre l'espace et la capacité cognitive des sociétés. « *Le paysage est un concept protéiforme* » disait Gilles Sauter, 1979, 1985a. Comprendre un paysage, c'est faire intervenir l'empreinte des lieux dans les valeurs qu'attribue la société à ces lieux. C'est une action dialectique entre le regard de l'individu et les valeurs de la société, « *à cheval sur le passé et le présent, [et qui] interdit les simplifications fonctionnelles* ». Nous sommes dans le domaine de l'esthétique, de l'affectif, du nostalgique, etc., autant de valeurs qui sont aussi des formes d'identité territoriale mais qui font souvent du paysage un « *cimetière de signes* » (Dagognet, 1982, p. 27). Le paysage tient donc plus du paradigme, d'une représentation du monde, qui n'est pas universelle, puisque dépendante des valeurs cognitives de la société. Beaucoup de ces sociétés n'ont pas de paysage, ne le conçoivent même pas, bien qu'elles soient éminemment spatiales. Le paysage peut être ainsi en soi un projet de territoire, mais il ne constituera un territoire qu'au travers d'un modèle d'appropriation plus large. Le paysage se situe alors encore « au-dessus » de l'espace, comme modèle de représentation du monde, comme cosmovision. C'est à ce niveau que le scientifique doit travailler pour comprendre les différences de perception des sociétés en relation à leur espace, dans les messages entre systèmes d'acteurs et systèmes de lieux, dont les résultats créent des paysages spécifiques.

Ceci me permet une transition sur l'apport de cette étude des Andes dans la construction d'une vision de la géographie. D'une part, ce fut un apport dans la formalisation de ces concepts, partant de rapports différents à l'espace. Il est difficile de comprendre l'organisation spatiale dans les Andes sans une prise en compte de cosmovisions nouvelles. C'est sans doute pour cela que nombre de géographes se transforment en anthropologues au contact des populations autochtones ; nous pourrions le prendre comme un signe de curiosité, mais c'est sans doute plus un signe de faiblesse de la discipline. Une fois intégrée cette cosmovision, la difficulté réside dans la reprise du fil du spatial et de l'explication du spatial à partir de nos propres critères. Encore aujourd'hui, la façon de vivre des populations traditionnelles des Andes est intrinsèquement spatiale. Ces populations pensent l'espace plus que le temps, ce qui se traduit par des structures, des orientations et des organisations entièrement fondues dans une relation autre à la nature. La nature n'est pas considérée comme une altérité ; le moi, le nous et l'autre se confondent. Chaque lieu a sa place dans l'univers, et dispose d'une fonction qui donne à l'homme le moyen de son innovation. L'espace est ainsi commun à tous, et ce sera la « relationnalité », selon le terme d'Estermann, qui déterminera les modes de vie. La centralité n'est pas hiérarchique, mais nœud de réseau ; l'hétérogénéité verticale et horizontale de l'espace, et les centralités au sein de l'espace construisent un réseau complexe que nous avons du mal à appréhender dans notre géographie de l'homogénéité. Comprendre cette complexité est indispensable pour comprendre les mobilités, les relations sociales, la permanence des rites, les mouvements sociaux, la durabilité de cette culture.

D'autre part, la disjonction entre espace et territoire permet une compréhension des problèmes contemporains de ces régions, partant du processus de la complexification et de la superposition des territoires. La société des Andes s'est construite sur un milieu complexe, devenant le miroir de ce milieu. L'organisation de l'espace et celle de la société sont imprégnées d'hétérogénéité qu'il a fallu gérer et intégrer dans sa propre cosmovision. Cette société a construit des repères idéels et symboliques en relation à l'hétérogène. Il en a résulté une mosaïque aussi bien dans l'usage de l'espace que dans la construction territoriale, appuyée par une organisation à la fois hiérarchique et flexible, basée sur des formes de réciprocity, et dont le langage a repris les principes. Cette société est par conséquent extrêmement cohérente et innovante, puisqu'elle est capable à la fois de répondre aux exigences d'un milieu très contraignant, mais aussi de répondre aux aléas de ce milieu. Nous l'avons vu, elle répond aux critères de développement local et durable construits dans le cadre de schémas complexes d'entreprises, les systèmes productifs localisés en particulier, alors qu'elle n'est pas pleinement entrée dans la modernité. Ceci nous questionne évidemment sur la signification du développement, et de l'importance de la coordination territoriale dans ce développement. Aujourd'hui, la rupture d'équilibre de ces sociétés, du fait de l'imposition d'un modèle spatial, un système de lieu, externe et incompatible avec la gestion de ces milieux, introduit une notion de pauvreté qui les fait entrer de plein pied dans la modernité.

Par ailleurs, cette disjonction et la généralisation des concepts permettent de prendre en compte les objets divers de la géographie. L'espace peut comprendre des lieux divers, sans que les frontières imposent une distinction de ces lieux : l'urbain et le rural, la ville et la campagne, la montagne et la plaine, la forêt et la prairie, etc. Toutes ces dualités font partie d'un même système, que la convenance de la catégorisation nous a imposé comme objet de recherche. De même le territoire n'a plus de réalité uniquement urbaine, politique ou culturelle, ni même relative à des groupes sociaux ; il dépend des interactions, des réseaux construits dans le social, indépendamment des objets spatiaux que l'on étudie. « *A ce propos également il faut commencer par se mettre d'accord sur le fait que jusqu'ici, dans le domaine des sciences sociales et économiques, la prise en compte de la dimension spatiale a souvent entraîné une concentration quasi-automatique de l'attention sur des formes fermées, ou au moins dotées de frontières clairement dessinées.* » (Mela, 1992). Si le chercheur arrive à faire abstraction des frontières, à la fois dans la conception de son objet, dans l'étude des interactions au sein de ces objets, dans ses modes de représentations et dans les temporalités qui le modèlent, il aura alors acquis une vision réellement systémique de ces objets. C'est encore un long chemin.

Beaucoup de pistes de recherches s'ouvrent ainsi à partir de ce travail, aussi bien dans des domaines empiriques que théoriques. J'aurai tendance à en privilégier trois.

- Tout d'abord, il est nécessaire de reconsidérer l'hétérogénéité et la diversité comme fondement de la géographie. L'espace est idiographique tout comme il est nomothétique ; chaque lieu est singulier, mais l'ensemble a une signification pour la société. En reprenant le raisonnement systémique du chapitre 7, il est important de délaissé quelques temps la caractérisation des lieux et des acteurs pour s'intéresser aux relations qui permettent de maîtriser cette diversité.
- Le second point qui me semble un champ passionnant, est celui des ontologies de l'espace et de l'universalité des concepts. L'aspect comparatif nous permettra-t-il de sortir de notre anthropocentrisme occidental pour intégrer dans une théorie générale des apports d'autres philosophies ? « *Il est donc nécessaire que toute la science s'interroge sur ses structures idéologiques et son enracinement socioculturel.* » Pour Le Moigne, 2002 (p.

84), c'est une condition préalable à toute approche systémique pour laquelle l'enjeu réside dans l'intelligibilité des processus par tous les acteurs qui agissent sur ces processus.

- Enfin, la complexification des territoires et leur mode de gestion et d'articulation sont des mécanismes importants à étudier. Nous ne pourrions sortir des débats sur la mondialisation qu'en comprenant quels modèles territoriaux se superposent et comment ils peuvent être rendus compatibles.

A part quelques parenthèses sahéliennes, ce travail s'est maintenu dans les Andes. Je n'ai en effet pas voulu emprunter à d'autres continents. J'aurai pu, au travers de l'impressionnante littérature existante sur l'Afrique par exemple, mais il me semble que cette approche aurait été artificielle. Il est des espaces, en particulier nomades, ou singuliers comme le delta du Niger, qui exercent une séduction « *par le sentiment d'harmonie, d'équilibre complexe dans l'exploitation ethniquement différenciée des facettes écologiques enchevêtrées...* » (Portier, 2002, dans son hommage à Jean Gallais); On pourrait retrouver, dans la nature de la diversité, et des configurations espace – territoire beaucoup de similitudes entre cette région et les Andes...

De même pour les processus, les similitudes sont immanquables sur la dynamique de ces espaces. Comme pour Jean Gallais en Afrique, le fonctionnaire « irrite un peu » car il symbolise une certaine entrée dans la modernité qui pourchasse la diversité des cultures, avec un brin de nostalgie. Le poids de l'Etat, comme défenseur d'une culture particulière, se retrouve aujourd'hui aussi dans les Andes, et conduit, de la même façon à des déchirements interethniques sur fond de globalisation. Les terrains sont similaires, les problématiques aussi car « *face à la compétition où, en nombre de lieux, sont engagés l'Etat et l'ethnie pour l'organisation des territoires, le géographe se trouve au cœur des questionnements de sa discipline* » (Sautter, 1993). La prise en compte de terrains africains pourrait donc être un objectif certain de mes prochaines recherches.

En général, il me semble qu'il faut reprendre le débat théorique en géographie, et à la lumière des recompositions actuelles du monde, et de l'importance nouvelle du local et des identités, redonner une place au spatial dans la métaphysique humaine, pour réintégrer l'espace comme « condition » de l'existence de la société et non comme perception de l'expérience. J'espère que ce petit essai y aura contribué, bien que l'on sache, depuis Popper, que « *toute vérité est biodégradable* » !

Dans cette lignée, je peux reprendre cette phrase de Denis Retaille, 1999, qui, toujours citant les travaux de Gallais, résume parfaitement l'esprit de mes recherches : « *Si la condition de la science tient dans la tentation de l'universalité, la représentation et l'intelligence de la diversité humaine par le territoire (ce que l'on appelle géographie) supposaient plusieurs dépassements : celui du modèle simpliste, de la référence unique et universelle par son abstraction même ; celui, opposé, de la singularité enfermée dans l'irréductibilité qui refuse la justice de la comparaison ; celui enfin d'un cosmopolitisme un peu benêt ou irréaliste qui ne serait que l'antidote du patriotisme étriqué.* ».

Le lecteur aura pu apprécier la sinuosité de ce parcours dans mes territoires, depuis un bac chimie qui me destinait à un positivisme déterministe, jusqu'à une vie dans les Andes, qui a bouleversé mon schéma même de constructivisme ! Parcours qui m'a fait croiser, au sein de la Maison de la Géographie, une vision quantitativiste et modélisatrice, puis dérivé, au sein de l'ORSTOM, vers des incertitudes anthropologiques. Parcours qui m'a fait passer des statistiques au participatif, du massif des Maures à l'Altiplano, du laboratoire au terrain, etc. Un parcours peu linéaire mais qui m'a toujours incité à réfléchir sur la nature de l'espace, et sur l'incorrigeable dispersion de la théorie géographique.

Comme musicien, je suis admiratif de la théorie de la musique, qui comprend ses signes – les portées, les notes, les clefs, les altérations, etc. – qui sont autant d’éléments de symbolisation de concepts sonores : le ton, la gamme, l’intervalle, le temps, la rythme, etc. tous combinés au moyen de règles – et non de normes – qui définissent des styles, comme des politiques : dissonant, harmonieux, rîga ou maqâm, flamenco, blues, etc. Cette métaphore n’en est pas une, elle est réelle, tout comme est réelle la théorie économique, la théorie du chaos, de la relativité, des organisations, etc. Or, on parle de théorie « en » géographie ou de théorie(s) géographique(s), mais pas de la théorie de la géographie.

J’ai essayé de montrer que l’espace et le territoire sont des constructions que je pense universelles de la société, inscrite dans l’histoire, qui comprennent leurs propres signes, qui disposent de leurs concepts, et dont les règles « d’harmonie », construites dans les contextes sociopolitiques particuliers, permettent d’élaborer des « styles » dont beaucoup sont encore à déchiffrer. Il reste le produit, la musique ; est-elle audible ?

A quoi sert-elle ?

A quoi sert le territoire ?

Le territoire sert comme sert la musique : à renforcer la cohésion des sociétés humaines, c'est-à-dire leur capacité de survie....

Index des tableaux, figures, cartes et photos

Cartes, figures, tableaux et photos sont de l'auteur, sauf spécification contraire

Tableau 1 : La définition des étages écologiques en Bolivie, <i>d'après Navarro & Maldonado, 2004</i>	37
Tableau 2 : Exemples d'identification et de dynamique des lieux selon l'échelle d'espace et de temps	74
Tableau 3: Mobilité et fonctions territoriales, <i>élaboré d'après Mazurek, 2009c</i>	154
Tableau 4: Niveaux systémiques et fonctions de l'espace et du territoire, <i>Source : élaboration propre</i>	209
Tableau 5: Les composantes du Quamaña.	221
Figure 1: Profil d'altitude de Ayacucho à Cangallo (bleu) et d'Ayacucho vers Carranza (rouge)	33
Figure 2: Quelle diversité étudier ?	33
Figure 3:L'organisation spatiale de la diversité, autour de la communauté de Thamari.....	43
Figure 4:La diversité multi-ethnique et multi-spatiale des Lupaqas, <i>d'après Morlon, 1992</i>	45
Figure 5: Le triangle DSO, Discipline, Société, Observation	54
Figure 6: Eglise et urbanisation à El Alto.....	72
Figure 7:« Structuration de l'espace rural » dans le village de Caquiaviri, région de Pacajes, Altiplano.	80
Figure 8: Espace, entre physique et cognitif	89
Figure 9: Les interactions Espace – Identité - Territoire	117
Figure 10: Complexité des agencements territoriaux dans les Andes	119
Figure 11:Les fonctions territoriales; schéma adapté de Brunet, 2001	121
Figure 12: Les fonctions territoriales, selon S. Yampara, 2001	122
Figure 13: Le graphe des fonctions territoriales	134
Figure 15: Les paramètres de la reproduction sociale du territoire	135
Figure 16: L'organisation pour l'usage de l'hétérogénéité, synthèse d'après Golte, 1980 et Mayer, 2002 ..	142
Figure 17: Espace, territoire et reproduction sociale	143
Figure 18 : Interaction entre acteurs et dynamique face à la complexification des territoires	146
Figure 19: Le territoire dans l'espace	147
Figure 20: Les multiples boucles d'interactions dans la caractérisation du risque.	168
Figure 21: Vision intégrée du risque associé à la décision	169
Figure 22: Schéma d'organisation de la gouvernance et de la gouvernabilité	180
Figure 23: Espace, territoire et gouvernance	184
Figure 24: Démarches pluri et inter disciplinaires	188
Figure 25: Distribution longitudinale des lieux habités.....	197
Figure 26: La loi rang-taille: une réalité multiple.....	198
Figure 27: Explication fractale de la loi rang taille	199
Figure 28: Le modèle de la distribution des lieux habités	200
Figure 29: Le modèle du système Espace	210
Figure 30: Le modèle du système Territoire, <i>Source: élaboration propre</i>	211
Figure 31: Modèle général Espace – Territoire.	212
Figure 32: L'emboîtement des sous-systèmes caractéristiques du monde Andin.	215
Figure 33: Territoire et régulation	217
Figure 34: L'intervention des hétérogénéités dans la conception économique néo-classique	225
Figure 35: Evolution historique des types d'échanges, <i>d'après Courlet, 2001</i>	225
Figure 36: La place de l'aménagement du territoire dans l'interface espace – territoire	241

Carte 1: Conformation de quelques districts du département d'Ayacucho en relation au relief et indication des profils d'altitude.....	32
Carte 2: La mosaïque du relief - Potosi	39
Carte 3: Physiographie de la commune de Potosí	40
Carte 4: Usage actuel du sol, Potosí.....	41
Carte 5: Localisation des églises catholiques dans la ville de El Alto	70
Carte 6: Une occupation multiethnique du territoire, D'après del Rio, 1995.....	126
Carte 7: La Bolivie et son patchwork territorial	127
Carte 8: Réseaux de mobilité et centralité de l'identité.....	157
Carte 9: Divisions de la municipalité de Potosí.....	179
Carte 10: Le projet de route dans le Parc National et Territoire Indigène du TIPNIS	182
Carte 11: Le réseau routier en Bolivie.....	183
Carte 12: Différentes cartes de repérage de la commune de Calamarca	195
Carte 13: Structuration des lieux habités dans le département de La Paz.....	196
Carte 14: croissance des ressources et croissance de la population, un effet de la mondialisation ?	235
Photo 1: Les bofedales au milieu des terres minérales	34
Photo 2: La descente vers Ocros 1	34
Photo 3: La vallée vers Ocros 2.	34
Photo 4: La dépression de Thamari, Potosí.....	42
Photo 5: Le Mandala et la croix andine	50
Photo 6: Paysage vécu, Paysage perçu.....	51
Photo 7: Paroles d'un représentant d'une organisation indigène.....	56
Photo 8: <i>Tres Cruces</i> , lieu ou non lieu ?.....	63
Photo 9: La pierre, le rocher, est le lieu de réflexion, de mémoire et d'offrandes.....	67
Photo 10: El Alto, la ville aux 400 églises.....	69
Photo 11: Mémoire des lieux, lieux de mémoires	75
Photo 12: Centralités sans concentration.	81
Photo 13: Femme mapuche jouant le Kultrún.....	82
Photo 14: L'ordre Andin: vertical et fractal	82
Photo 15: La Paz, entre physique et cognitif	90
Photo 16: Le démarrage d'un atelier participatif à Sivicani, commune de Calamarca, La Paz, Bolivie	123
Photo 17: Structure agraire et mode de production	129
Photo 18: les marchés, confluence des réseaux et places centrales	130
Photo 19: Ayni lors d'un mariage	140
Photo 20: Migration - Urbanisation - Vieillesse et Abandon, <i>Tucksia Pujio, près de Potosi</i>	159
Photo 21: L'assemblée et l'autorité	175
Photo 22: Les "fameuses" cartes roses des ateliers SWOT : l'expression spontanée des revendications	176
Photo 23: Une expression plus formelle, le compte rendu des décisions de l'atelier	176
Photo 24: Centralité et mobilité: le marché au bestiaux de Celendin.....	227
Photo 25: Action - réaction; la piste et la colonisation.....	240
Photo 26: Des principes d'aménagement	243

Références citées

- Absi P., 2004. Patrimoine et conflits sociaux: l'exemple de la défense de la montagne minière de Potosí, Bolivie. *Espaces et Sociétés* 4/119: 199-214.
- Abt E., J. V. Rodricks, J. I. Levy, L. Zeise & T. A. Burke, 2010. Science and decisions: advancing risk assessment. *Risk Analysis* 30(7): 1028-1036.
- Aedo J. A. G., 2008. Percepción del espacio y apropiación del territorio entre los Aymara de Isluga. *Estudios Atacameños, Arqueología y Anthropología Surandinas* 36: 117-137.
- Alberti G. & E. Mayer, Eds., 1974. *Reciprocidad e intercambio en los Andes peruanos*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos, 354p.
- Albó X., 1996. Poverty, development and indigenous identity. *Indigenous development: poverty, democracy and sustainability*. I.-A. D. Bank. New York: Inter-American Development Bank, Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Research department, 33-40p.
- Albó X., 2011. Suma qamaña = convivir bien. ¿Cómo medirlo? *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?* H. Farah & L. Vasapollo. La Paz: Plural Editores, 133-144p.
- Albó X., K. Libermann, A. Godínez & F. Pifarré, 1990. *Para comprender las culturas rurales de Bolivia*. La Paz: Ministerio de Educación y Cultura, CIPCA, UNICEF, 300p.
- Alliès P., 1980. *L'invention du territoire*. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble, 194p.
- Alphandéry P. & M. Bergues, 2004. Territoires en questions: pratique des lieux, usages d'un mot. *Ethnologie Française* 2004/1-34: 5-12.
- Andolina R., S. Radcliffe & N. Laurie, 2005. Gobernabilidad e identidad: indigeneidades transnacionales en Bolivia. *Pueblos indígenas, Estado y democracia*. P. Dávalos. Buenos Aires, 133-170p.
- Andreff W., 2006. La déterritorialisation des multi-nationales: firmes globales et firmes-réseaux. *Cultures & Conflits* 21-22.
- Angeon V., P. Caron & S. Lardon, 2006. Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable: quel rôle de la proximité dans ce processus. *Développement durable et territoires* Dossier 7: Proximité et environnement, doc2851: 21p.
- Antonioli M., 2003. *Géophilosophie de Deleuze et Guattari*. Paris: L'Harmattan, 268p.
- Appadurai A., 2001. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris: Payot, 190p.
- Ardoino J., 1999. La complexité. *Le défi du XXIème siècle. Relier les connaissances*. E. Morin. Paris, La Paz: Seuil, ed. Plural 2000, 456-464p.
- Aronés M. P., R. C. Barrantes & L. K. León, 2011. "Todos tienen celular". *Usos, apropiación et impacto de la telefonía móvil en el área de influencia de dos ferias en Puno, Perú*. Lima: IEP, Instituto de Estudios Peruanos, 92p.

Arreghini L., 2011. Formes et acteurs du changement territorial dans les périphéries du Monde. Dynamiques urbaines et mutations rurales en Bolivie. *Département de Géographie*. Avignon: Université d' Avignon et des pays du Vaucluse - Faculté de Lettres. Thèse de doctorat: 488p.

Arreghini L. & H. Mazurek, 2004. Territoire, risque et mondialisation: quelques réflexions à partir du cas Andin. *Xème Journées de Géographie Tropicale (Orléans, 24, 25, 26 septembre 2003)*. *Espaces Tropicaux et Risques. Du local au global*. G. David. Orléans: Presses Universitaires d'Orléans, IRD., 240-260p.

Ashby J. A. & L. Sperling, 1995. Institutionalizing participatory, client-driven research and technology development in agriculture. *Development and Change* 26: 753-770.

Attali J., 2009. Peter Sloterdijk. Explications de la vie, anthropologie de l'espace, mondialisation. *Le territoire des philosophes. Lieu et espace dans la pensée au XXe siècle*. T. Paquot & C. Younès. Paris: La Découverte, 337-355p.

Auclair L., C. Aspe & P. Baudot, Eds., 2006. *Le retour des paysans? A l'heure du développement durable*. Aix en Provence: EDISUD - IRD, 360p.

Augé M., 1992. *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris: Seuil, 155p.

Auray J.-P., A. Bailly, P.-H. Derycke & J.-M. Huriot, Eds., 1994. *Encyclopédie d'économie spatiale. Concepts - Comportements - Organisations*. Bibliothèque de Science Régionale. Paris: Economica, 428p.

Aydalot P., 1980. *Dynamique spatiale et développement inégal*. Paris: Economica, 352p.

Aydalot P., 1985. *Economie régionale et urbaine*. Paris: Economica, 488p.

Aydalot P., 2006. Trajectoires technologiques et milieux innovateurs. *Milieux innovateurs. Théorie et politiques*. R. Camagni & D. Maillat. Paris: Economica, 20-41p.

Ayo R., 2003. *Municipalismo. Participación Popular. Apuntes de un proceso*. La Paz: Muela del Diablo ed., 162p.

Baby-Collin V. & S. Sassonel, 2010. Mondialisation de la Virgen de Urkupiña ? Religiosité, fêtes populaires et territoires urbains des migrants boliviens, de Buenos Aires à Madrid. *Autrepart* 4(56): 111-132.

Bachelard G., 1957. *La poétique de l'espace*. Paris: Presses Universitaires de France, 240p.

Badie B., 1995. *La Fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris: Fayard, 278p.

Bailly A., 1981. La géographie de la perception dans le monde francophone: une perspective historique. *Geographica Helvetica* 1: 14-21.

Bailly A., 1994. Les représentations de l'espace. Une approche cognitive. *Encyclopédie d'économie spatiale*. J.-P. Auray, A. Bailly, P.-H. Derycke & J. M. Huriot. Paris: Economica, 13-18p.

Bailly A., Ed. 2004. *Les concepts de la géographie humaine. 5ème édition*. Paris: Armand Collin, 334p.

Bailly A., C. Baumont, J.-M. Huriot & A. Sallez, 1995a. *Représenter la ville*. Paris: Economica - GEO Poche, 112p.

Bailly A. & J.-M. Huriot, 1999. *Villes et Croissance. Théories, modèles, perspectives*. Paris: Anthropos, 280p.

- Bailly A. S., B. Guesnier, J. H. P. Paelinck & A. Sallez, 1987. *Comprendre et maîtriser l'espace ou la science régionale et l'aménagement du territoire*. Montpellier: GIP RECLUS, 176p.
- Bailly A. S., B. Guesnier, J. H. P. Paelinck & A. Sallez, 1995b. *Stratégies territoriales. Comprendre et maîtriser l'espace*. Montpellier: GIP RECLUS, 216p.
- Bairoch P., 1996. Cinq millénaire de croissance urbaine. *Quelles villes pour quel développement?* Sachs. Paris: PUF, 17-60p.
- Bairoch P., 1999. Villes et développement économique dans une perspective historique. *Villes et Croissance. Théories, modèles, perspectives*. Bailly Antoine & Huriot Jean-Marie Paris: Anthropos, 9-48p.
- Barbault R., P. Blandin & J. A. Meyer, Eds., 1980. *Recherches d'écologie théorique. Les stratégies adaptatives*. Paris: Maloine, 299p.
- Barel Y., 1981. Modernité, code, territoire. *Annales de la Recherche Urbaine* 10-11: 3-21.
- Barragan R., 1994. *Indios de arco y flecha? Entre la Historia y la Arqueología de las poblaciones del Norte de Chuquisaca (siglos XV y XVI)*. Sucre: Ediciones ASUR-3, 207p.
- Barrère C., 2003. Un processus évolutif de création institutionnelle, d'une convention de qualité: l'histoire exemplaire de la création d'un produit de luxe, le Champagne. *Economie appliquée* LVI, n°3: 133-170.
- Barrère C., D. Barthélemy, M. Nieddu & F. D. Vivien, Eds., 2005. *Réinventer le patrimoine: de la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine?* Paris: L'Harmattan, 338p.
- Baumont C., 1997. Croissance endogène des régions et espaces. *L'intégration régionale des espaces*. L. C. Celimene F. Paris: Economica, 33-61p.
- Baumont C. & J.-M. Huriot, 1999. L'interaction agglomération-croissance en économie géographique. *Villes et Croissance. Théories, modèles, perspectives*. Bailly Antoine & Huriot Jean-Marie Paris: Anthropos, 133-168p.
- Baumont C., P.-P. Combes, P.-H. Derycke & H. Jayet, 2000. *Economie géographique. Les théories à l'épreuve des faits*. Paris: Economica, 330p.
- Beck U., 1998. *¿Qué es la globalización? Falacias del globalismo, respetuas a la globalización* Barcelona: Paidós.
- Beck U., 2002a. La dynamique politique de la société mondiale du risque. *Séminaire économie de l'environnement et du développement durable, Iddri, Medd, Paris, 13 décembre 2001.*: 21p.
- Beck U., 2002b. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris: Aubier, coll. Alto, 400p.
- Bédard M., 1987. Plaidoyer de l'imaginaire pour une géographie humaniste. *Cahiers de Géographie du Québec* 31(82): 23-38.
- Béguin M. & D. Pumain, 1994. *La représentation des données géographiques. Statistique et cartographie*. Paris: Armand Collin, 192p.
- Bellasi P., 1985. Événement et quotidien. *Sociétés: la rhétorique du quotidien* 1(3): 11p.

- Benavides E. & H. Mazurek, Eds., 2006. *Territorio y Constituyente: diálogos y reflexiones*. La Paz: CIAT, SEUR, 224p.
- Benecio R., 2004. Trabajo y prejuicio. Violencia sobre inmigrantes bolivianos en la agricultura periférica de Buenos Aires. *Revue Européenne des Migrations Internationales* 20(1): 97-118.
- Benevolo L., 1983. *Histoire de la ville*. Roquevaire: Editions Parenthèses, 510p.
- Benguigui L. & E. Blumenfeld-Lieberthal, 2011. The end of paradigm: is Zipf's law universal? *Journal of Geographical Systems* 13: 87-100.
- Benko G., 1998. *La science Régionale*. Paris: Presses Universitaires de France, 126p.
- Benko G., 2001. Développement durable et systèmes productifs locaux. *Réseaux d'entreprises et territoires. Regards sur les systèmes productifs locaux*. DATAR. Paris: La Documentation Française, 117-133p.
- Benko G., 2007a. Economie urbaine et régionale au tournant du siècle. *Métropoles* 1: 141-181.
- Benko G., 2007b. Territoires et sciences sociales. *Régimes territoriaux et développement local*. J. Palard, X. Itcaina & S. Segas. Rennes: Presses de l'Université de Rennes - Collection Economie en Liberté, 105-112p.
- Benko G. & A. Lipietz, 1992. *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux: les nouveaux paradigmes de la géographie économique*. Paris: PUF, 424p.
- Benko G. & A. Lipietz, 2000. *La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique*. Paris: Presses Universitaires de France, 564p.
- Benko G. & U. Strohmayr, 2004. *Horizons géographiques*. Paris: Ed. Bréal, 352p.
- Benoist J., 2001a. En quoi la géographie peut-elle apporter à la philosophie? *Historicité et spatialité. Le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*. J. Benoist & F. Merlini. Paris: Librairie philosophique, J. Vrin, 221-247p.
- Benoist J., 2001b. Rompre avec l'idéalisme historique: re-spatialiser nos concepts. *Historicité et spatialité. Le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*. J. Benoist & F. Merlini. Paris: Librairie Philosophique J. Vrin, 97-113p.
- Benoist J. & F. Merlini, Eds., 2001. *Historicité et Spatialité. Recherches sur le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*. Paris: Librairie Philosophique J. Vrin, 256p.
- Benoît M., J.-P. Deffontaines & S. Lardon, 2006. *Acteurs et territoires locaux. Vers une géoagronomie de l'aménagement*. Paris: INRA - Savoir Faire, 174p.
- Berger P. L. & T. Luckmann, 1986. *La construction sociale de la réalité*. Paris: Méridiens Klincksieck, 288p.
- Bernus E., 1995a. Nomades sans frontières ou territoires sans frontières? *Le territoire, lien ou frontière ? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales*. J. Bonnemaïson, L. Cambrézy & L. Quinty-Bourgeois. Paris: Ed. de l'ORSTOM, Collection Colloques et Séminaires, 7p.
- Bernus E., 1995b. Perception du temps et de l'espace par les Touaregs nomades sahéliens. *Ethnographiques*. P. Claval & Singaravélou. Paris: L'Harmattan, 41-50p.

- Berque A., 1990. *Médiance de milieux en paysages*. Montpellier: Géographiques - RECLUS, 164p.
- Berque A., 1996. *Être humains sur la terre. Principes d'éthique de l'écoumène*. Paris: Gallimard, 212p.
- Bertalanffy L. v., 1973. *Théorie générale des systèmes*. Paris: Dunod, 296p.
- Billaud J.-P., 2003. De l'objet de l'interdisciplinarité à l'interdisciplinarité autour des objets. *Natures Sciences Sociétés* 11: 29-36.
- Blanc-Pamard C., 2002. Jeux d'échelles, territoires de recherche. Exemples africains et malgaches. *Cybergeo: European Journal of Geography* n°3184: 13p.
- Blanes J., 2000. *Mallkus y Alcaldes*. La Paz: PIEB, CEBEM, 124p.
- Blumer H., 1986. *Symbolic interactionism: perspective and method*. Berkeley: University of California Press, 208p.
- Boisier S., 1998. Post-scriptum sobre desarrollo regional: Modelos reales y modelos mentales. *EURE (Santiago)* 24/72: 53-69.
- Boisier S., 2001. Desarrollo local ¿De qué estamos hablando? *Transformaciones globales, instituciones y políticas de desarrollo local*. A. Vásquez Barquero & O. Madoery, (eds). Rosario, Argentina: Homo Sapiens Editores, 48-74p.
- Boisier S., 2004. Desarrollo territorial y descentralización. El desarrollo en el lugar y en las manos de la gente. *EURE, Santiago de Chile* 30 (90): 27-40.
- Boisier S., 2005. Crónica de una muerte frustrada: el territorio en la globalización. *Politika. Revista de Ciencias Sociales* 1:2005: 11-26.
- Bonnefoy J.-L., 2005. Etude de géographie théorique et expérimentale. *UFR des Sciences Géographiques et de l'Aménagement*. Aix en Provence: Université de Provence. Habilitation à Diriger des Recherches: 224p.
- Bonnemaison J., 1977. *Système de migration et croissance urbaine à Port-Vila et Luganville (Nouvelles Hébrides)*. Paris: ORSTOM. Travaux et Documents, n°60, 98p.
- Bonnemaison J., 1981. Voyage autour du territoire. *L'Espace Géographique* 4: 249-262.
- Bonnemaison J., L. Cambrézy & L. Quinty-Bourgeois, Eds., 1995. *Le Territoire, Lien ou Frontière? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales*. Paris: ORSTOM, Université Paris IV - Collection Colloques et séminaires, CD-ROM
- Bonnemaison J., 1996. *Gens de pirogue et gens de la terre. Les fondements géographiques d'une identité (L'archipel du Vanuatu). Livre I*. Paris: Orstom, 460p.
- Bonnemaison J., 2004. *La géographie culturelle. Etabli par Maud Lasseur et Christel Thibault*. Paris: Editions du CTHS, 152pp.
- Bonnemaison J. & L. Cambrézy, 1997. Le lien territorial. Entre frontières et identités. *Géographie et Cultures* 20: 7-19.
- Bord J.-P. & P. R. Baduel, Eds., 2004. *Les cartes de la connaissance*. Paris: Karthala - Urbama, 690p.

- Bouba-Olga O., C. Carrincazeaux & M. Coris, 2008. "La proximité, 15 ans déjà!". *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 3: 1-9.
- Bourdeau-Lepage L. & J.-M. Huriot, 2009. L'idée de région et le fait urbain. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 2: 267-287.
- Bourdeau-Lepage L., J.-M. Huriot & J. Perreur, 2009. A la recherche de la centralité perdue. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 3: 549-572.
- Bourdieu P., 1977. Remarques provisoires sur la perception sociale du corps. *Actes de la recherche en sciences sociales, CNRS, Paris* 14: 51-54.
- Bourdieu P., 1980. *Questions de sociologie*. Paris: Les Editions de Minuit, 271p.
- Bourdieu P., 1987. *Choses dites. Espace social et pouvoir symbolique*. Paris: Les Editions de Minuit, 229p.
- Bourdieu P., 2001. *El campo político*. La Paz: Plural Editores, 222p.
- Bourdin A., 1996. L'ancrage comme choix. *Mobilités et ancrages: vers un nouveau mode de spatialisation?* M. Hirschhorn & J. M. Berthelot. Paris: L'Harmattan, 37-56p.
- Bouysson-Cassagne T., 1978. L'espace aymara: urco et uma. *Annales Economies Sociétés Civilisation* 33ème année, 5-6: 1057-1080.
- Brack Egg A., 1983. *El ambiente en el que vivimos*. Lima: Editorial Salesiana, 400p.
- Braudel F., 1969. *Ecrits sur l'Histoire*. Paris: Champs - Flammarion, 316p.
- Braudel F., 1974. *Civilización material y capitalismo*. Barcelona: Editorial Labor, 464p.
- Braudel F., Ed. 1986. *La Méditerranée*. Paris: Arts et Métiers Graphiques - Flammarion, 464p.
- Braudel F., 1989. *Le modèle italien*. Paris: Les Éditions Arthaud, 246p.
- Brunet R., 1968. *Les phénomènes de discontinuité en Géographie*. Paris: Editions du CNRS, 117p.
- Brunet R., 1980. La composition des modèles dans l'analyse spatiale. *L'Espace Géographique* IX, n°4: 253-265.
- Brunet R., 1987. *La carte mode d'emploi*. Paris: Fayard - Reclus, 270p.
- Brunet R., 1990. *Le territoire dans les turbulences*. Montpellier: RECLUS, 224p.
- Brunet R., 1992. La région selon Brunet. *Espaces Temps* document 87: 3p.
- Brunet R., 1997. *Champs & contrechamps. Raisons de géographe*. Paris: Belin, 320p.
- Brunet R., 2001. *Le déchiffrement du Monde. Théorie et pratique de la géographie*. Paris: Belin, 402p.
- Brunet R. & C. Milelli, 1986. *Atlas des zones franches et des paradis fiscaux*. Paris/Montpellier: Fayard/Reclus, 80p.

- Brunet R., R. Ferras & H. Théry, 1993. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Paris: RECLUS / La Documentation Française, 518p.
- Caillé A., P. Chanial & F. Vandenberghe, 2001. Présentation. N° Spécial "Chassez le naturel... Ecologisme, naturalisme et constructivisme. *Revue du MAUS* 17: 5-21.
- Camagni R., 1992. *Principes et modèles de l'économie urbaine*. Paris: Economica, 382p.
- Camagni R., 2002. Compétitivité territoriale, milieux locaux et apprentissage collectif: une contre-réflexion critique. *RERU* IV: 553-578.
- Camagni R. & D. Maillat, 2006. *Milieux innovateurs, théorie et politique*. Paris: Ed. Economica, 504p.
- Cambrézy L. & R. de Maximy, Eds., 1995. *La cartographie en débat. Représenter ou convaincre*. Paris: Karthala - ORSTOM, 198p.
- Camilleri C., J. Kastarsztein, E.-M. Lipiansky, H. Malewska-Peyre & I. Taboada-Leonetti, 1998. *Les stratégies identitaires*. Paris: Presses Universitaires de France. Psychologie d'Aujourd'hui, 232p.
- Canales A. I., 2007. Les transferts d'argent des migrants. *Hommes et Migrations* 1270: 124-136.
- Carrasco T., D. A. Iturralde & J. E. Uquillas, 2003. *Doce experiencias de desarrollo indígena en América Latina*. Quito: Editorial Abya Yala, 282p.
- Cary P. & A. Joyal, Eds., 2010. *Penser les territoires. En hommage à Georges Benko*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 344p.
- Castells M., 1999. *L'ère de l'informatique. Tome 2 - le pouvoir de l'identité*. Paris: Fayard, 538p.
- Castells M., 2000. L'ère des réseaux. Entretien avec Manuel Castells. *Sciences Humaines. Les nouveaux visages du capitalisme*, p. 29.
- Centre National Belge de Recherches de Logique, Ed. 1963. *La classification dans les sciences*. Gembloux: Société belge de Logique et de Philosophie des Sciences, J. Duculot S.A., 240p.
- CEPAL, 2006. *Migración internacional, derechos humanos y desarrollo en América Latina y el Caribe. Síntesis y conclusiones*. Montevideo: CEPAL, 57p.
- Ceriani G., V. Coëffé, J.-C. Gay, R. Knafou, M. Stock & V. Philippe, 2008. Conditions géographique de l'individu contemporain. Une entrée par les mobilités touristiques. *Espaces Temps Document* 4573: 25p.
- Chadule G., 1994. *Initiation aux pratiques statistiques en géographie*. Paris: Masson, 204p.
- Chaléard J.-L. & R. Pourtier, Eds., 2000. *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*. Paris: Publications de la Sorbonne, 258p.
- Chambers R., 1993. *Challenging the professions. Frontiers for rural development*. London: Intermediate Technology Publications.
- Charre J., 1995. *Statistique et Territoire*. Montpellier: GIP RECLUS, 120p.
- Chauveau J.-P., M.-C. Cormier-Salem & E. Mollard, Eds., 1999. *L'innovation en agriculture. Questions de méthodes et terrains d'observation*. Paris: IRD Editions, 362p.

- Chen Y. & Y. Zhou, 2004. Multi-fractal measures of city-size distributions based on the three-parameter Zipf model. *Chaos, Solutions and Fractals* 22: 793-805.
- Chiriboga M., 2003. Innovación, conocimiento y desarrollo rural. *Debate Agrario* 36: 119-149.
- Cicéri M. F., B. Marchand & S. Rimbart, 1977. *Introduction à l'analyse spatiale*. Paris: Masson, 174p.
- Clastres H., 1975. *La Terre sans Mal. Le prophétisme tupi-guarani*. Paris: Editions du Seuil, 153p.
- Claval P., 1984. *Géographie humaine et économique contemporaine*. Paris: PUF fondamental, 442p.
- Claval P., 1995a. L'analyse des paysages, Géographie et Cultures. *Spécial Paysages* 13: 55-75.
- Claval P., 1995b. Le territoire dans la transition à la postmodernité. *Le Territoire, Lien ou Frontière? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales*. J. Bonnemaison, L. Cambrézy & L. Quinty-Bourgeois. Paris: ORSTOM. Université Paris IV, Introduction du CD-ROM
- Claval P., 2003a. *Causalité et géographie*. Paris: L'Harmattan, 126p.
- Claval P., 2003b. *Géographie culturelle. Une nouvelle approche des sociétés et des milieux*. Paris: Armand Collin, Collection U, Géographie, 288p.
- Claval P., 2003c. *La géographie du XXIe siècle*. Paris: L'Harmattan, 244p.
- Claval P., 2005. *Epistemologie de la géographie*. Paris: Armand Colin, 266p.
- Claval P. & A.-L. Sanguin, Eds., 1996. *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. Paris: L'Harmattan - Géographie et Cultures, 354p.
- Cliff A. D., P. Haggett, J. K. Ord, K. A. Bassett & R. B. Davies, 1975. *Elements of spatial structure. A quantitative approach*. Cambridge: Cambridge University Press, 258p.
- Cliff A. D. & J. K. Ord, 1981. *Spatial processes. Models & applications*. London: Pion Limited, 266p.
- Cogneau D. & F. Gubert, 2006. Les migrations et le développement du Sud. *Alternatives Economiques* 253: 78-81.
- Collectif, 2009. *Plan de ordenamiento territorial de la zona rural del municipio de Potosí. "Lindo sería volver a la comunidad"*. La Paz: IRD - CIAT - Honorable Alcaldía de Potosí, 2 tomes, 420p.
- Colletis-Wahl K., V. Peyrache-Gadeau & B. Serrate, 2008. Introduction générale. Les dynamiques territoriales: quelles nouveautés? *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 2: 147-157.
- Colletis C., C. Courlet & B. Pecqueur, 1990. *Les systèmes industriels localisés en Europe*. Grenoble: Rapport de recherche pour le Ministère de la Recherche et de la technologie, 132p.
- Combès I., 2005. *Etno-historias del Isoso. Chané y Chiriguanos en el Chaco boliviano (siglos XVI a XX)*. La Paz: PIEB, IFEA, 394p.
- Condarco R. & J. Murra, 1987. *La teoría de la complementariedad vertical eco-simbiótica*. La Paz: Hisbol, 114p.
- Corcuff P., 1995. *Les nouvelles sociologies*. Paris: Nathan - Collection "Sociologie", 126p.

Cortes G., 2002. Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d'une ruralité en résistance. *Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brazilien* 79: 93-116.

Cortes G., 2004. Una ruralidad de la ausencia. Dinámicas migratorias internacionales en los valles interandinos de Bolivia en un contexto de crisis. *Migraciones transnacionales. Visión de Norte y Sudamérica*. A. Hinojosa Gordonava. La Paz: CEF / Pural editores, 167-200p.

Courade G., 1989. Le référent tropical dans la "mêlée". La géographie, la crise alimentaire africaine et la fondation "Liberté sans Frontières". *Les enjeux de la tropicalité*. M. Bruneau & D. Dory. Paris: Masson, 164p.

Couffignal G., Ed. 2000. *Amérique Latine 2000*. Paris: La Documentation Française, 246p.

Courlet C., 2001a. Les systèmes productifs locaux: de la définition au modèle. *Réseaux d'entreprises et territoires. Regards sur les systèmes productifs locaux*. DATAR. Paris: La Documentation Française, 17-61p.

Courlet C., 2001b. *Territoires et Régions. Les grands oubliés du développement économique*. Paris: L'Harmattan, 134p.

Couty P., A. Hallaire, A. Lericollais, G. Pontie & C. Robineau, 1984. Terroirs, ethnies et régions. Recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain. *Cahiers de l'ORSTOM, Série Sciences Humaines XX(1)*: 25-28.

Covello V. T., 1993. Risk communication, trust, and credibility. *Journal of Occupational Medicine* 35: 18-19.

Crevoisier O., 2010. La pertinence de l'approche territoriale. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 5: 969-985.

Crevoisier O., B. Pecqueur, V. Peyrache-Gadeau & B. Serrate, 2008. Conclusion: dynamiques territoriales: quels chantiers de recherche? *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 2: 265-268.

Cuervo González L. M., 1998. Desarrollo económico local: leyendas y realidades. *Territorios* 1: 9-24.

Curvelo R. S. & F. M. Botero, Eds., 2010. *Mensajes de la Madre Tierra en territorio Muisca*. Bogotá: Ayuntamiento de Alicante - España, Asociación tierraUNA - Colombia, CERAI - Centro de Estudios rurales y Agricultura Internacional, 96p.

d'Aquino P., 2002. Le pouvoir plutôt que la participation: les principes d'une nouvelle approche de la planification territoriale décentralisée. *Géographie, Economie, Société* 4: 57-68.

d'Ercole R., J. C. Thouret, O. Dollfus & J. P. Asté, 1994. Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbanisés : concepts, typologie, modes d'analyse. *Revue de Géographie Alpine* 82(4): 87-96.

Dabène O., 1997. *La région Amérique latine: interdépendance et changement politique*. Paris: Presses de Sciences Po, 378p.

Dabène O., 2011. *L'Amérique Latine à l'époque contemporaine*. Paris: Armand Colin - U - Histoire, 272p.

Dagognet F., Ed. 1982. *Mort du paysage? philosophie et esthétique du paysage*. Seyssel: Editions Champ Vallon, 240p.

Darwin C., 1876 - 1980. *L'origine des espèces. tomes I et II*. Paris: PCM / Petite collection Maspero. édition originale de C. Reinwald et Cie, 610p.

Dauphiné A., 1991. Espace terrestre et espace géographique. *Les concepts de la géographie humaine*. B. Antoine. Paris: Masson, 51-62p.

Dauphiné A., 1995. *Chaos, fractales et dynamiques en géographie*. Montpellier: GIP RECLUS, 136p.

Dauphiné A., 2003a. Les réseaux urbains: un exemple d'application de la théorie des systèmes auto organisés critiques. *Annales de Géographie* 11(631): 227-242.

Dauphiné A., 2003b. *Risques et catastrophes. Observer, spatialiser, comprendre, gérer*. Paris: Armand Colin, 288p.

Dávalos P., Ed. 2005. *Pueblos indígenas, Estado y Democracia*. Buenos Aires: CLACSO, 356p.

de Bernardy M. & B. Debarbieux, 2003. *Le territoire en sciences sociales. Approches disciplinaires et pratiques de laboratoire*. Grenoble: CNRS, Maison des Sciences de l'Homme-Alpes, 246p.

De Fornel M. & C. Lemieux, Eds., 2008. *Naturalisme versus constructivisme?* Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 334p.

de la Fuente M., (comp.), 2001. *Participación popular y desarrollo local. La situación de los municipios rurales de Cochabamba y Chuquisaca*. Cochabamba: Universidad Mayor de San Simon, PROMEC - CEPLAG - CESU, 394p.

De la Torre L., 2006. *No llores, prenda, pronto volaré: migración, movilidad social, herida familiar y desarrollo*. La Paz: PIEB, IFEA, Universidad Católica Boliviana "San Pablo", 218p.

De Las Mercedes Del Río M., 2005. *Etnicidad, territorialidad y colonialismo en los Andes: tradición y cambio entre los soras de los siglos XVI y XVII*. La Paz, Lima: IFEA, 341p.

de Rojas I. G., 1985. *Problèmes de logique et de linguistique qui entravent la communication sociale avec le peuple aymara*. Ottawa: Centre de Recherches pour le Développement International, CRDI - IDRC-MR66f, 180p.

de Rosnay J., 1975. *Le macroscopie. Vers une vision globale*. Paris: Editions du Seuil - Points, 250p.

Debarbieux B., 1995. Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique. *L'Espace Géographique* 2: 97-112.

Debarbieux B., 1999. Le territoire : Histoires en deux langues. *Discours scientifique et contextes culturels. Géographies françaises à l'épreuve postmoderne*. C. Chivallon, P. Ragouet & M. Samers. Bordeaux: Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 33-34p.

Debarbieux B., 2004. Les problématiques de l'image et de la représentation en géographie. *Les concepts de la géographie humaine*. A. Bailly. Paris Armand Collin, 199-211p.

Debarbieux B., 2006. Prendre position: réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie. *L'Espace Géographique* 2006-4: 340-354.

Debarbieux B., 2010. Imaginaires nationaux et post-nationaux du lieu. *Communications*, 87: 10p.

Debarbieux B. & M. Vanier, Eds., 2002. *Ces territorialités qui se dessinent*. La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube, 267p.

- Debarbieux B. & S. Lardon, 2003. *Les figures du projet territorial*. Paris: Ed. de l'Aube, Datar, Bibliothèque des territoires, 270p.
- Debarbieux B. & M.-C. Fourny, Eds., 2004. *L'effet géographique. Construction sociale, appréhension cognitive et configuration matérielle des objets géographiques*. Grenoble: VNRS - Maison des Sciences de l'Homme-Alpes.
- Declerck G., 2011. Physique de l'espace et phénoménologie de l'espace. *Philosophia Scientiae* 15(3): 1-23.
- Degenne A. & M. Forsé, 2004. *Les réseaux sociaux*. Paris: Armand Colin, 296p.
- Del Rio M., 1995. Estrategias andinas de supervivencia. El control de recursos en Chaqui (siglos XVI-XVIII). *Espacio, Etnías, Frontera. Atenuaciones políticas en el Sur del Tawantinsuyu. Siglos XV-XVIII*. A. M. Presta. Sucre: Ediciones ASUR-4, 49-78p.
- Del Río M., 2005. *Etnicidad, territorialidad y colonialismo en los Andes: tradición y cambio entre los soras de los siglos XVI y XVII*. La Paz, Lima: IFEA, 341p.
- Deler J.-P., 1991. La Bolivie, enclaves sous influences. *Géographie Universelle*. Brunet R. Paris: Belin-Reclus. Amérique Latine, 296-314p.
- Demazière C., 1996. *Du local au global. Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*. Paris: L'Harmattan, 380p.
- Demeritt D. & S. Dyer, 2002. Dialogue, metaphors of dialogue and understandings of geography. *Area* 34.3: 229-241.
- Derycke P.-H., Ed. 1992. *Espace et dynamiques territoriales*. Paris: Economica, 336p.
- Descola P., 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris: Editions Gallimard, 624p.
- Descola P., 2008. A qui appartient la Nature? *La vie des Idées.fr* 21 janvier: 11p.
- Desmarais G. & G. Ritchot, 2000. *La géographie structurale*. Paris: L'Harmattan, 148p.
- Détang-Dessendre C. & H. Jayet, 2000. Migrations, équilibre et déséquilibre spatial. *Economie géographique. Les théories à l'épreuve des faits*. C. P. P. Baumont C., Derycke P.H., Jayet H.,. Paris: Economica, 15-31p.
- Di Méo G., 1985. Les formations socio-spatiales ou la dimension infra-régionale en géographie. *Annales de Géographie* 94(526): 661-689.
- Di Méo G., 1987. Objectivation et représentation des formations socio-spatiales: de l'acteur au territoire. *Annales de Géographie* 96(537): 564-594.
- Di Méo G., 1991. Le genèse du territoire local: complexité dialectique et espace-temps. *Annales de Géographie* 100(559): 273-294.
- Di Méo G., 1998. De l'espace aux territoires: éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie. *L'information géographique* 62(3): 99-110.
- Di Méo G., 1999. Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales. *Cahiers de Géographie du Québec* 43(118): 75-93.

- Di Méo G., 2004. Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités. *Annales de Géographie* 113 (638-639): 339-362.
- Di Méo G., 2008. La géographie culturelle: quelle approche sociale? *Annales de Géographie* 660-661: 47-66.
- Di Méo G. & P. Buléon, 2005. *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*. Paris: Armand Colin, 304p.
- Di Méo G., J.-P. Castaingts & C. Ducournau, 1993. Territoire, patrimoine et formation socio-spatiale (exemples gascons). *Annales de Géographie* 102(573): 472-502.
- Dobyns F. H., 1970. *Comunidades campesinas del Perú*. Lima: Editorial Estudios Andinos S.A., 240p.
- Dollfus O., 1978. Les Andes intertropicales: une mosaïque changeante. *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations* 5-6: 895-905.
- Dollfus O., 1991. *Territorios Andinos. Reto y memoria*. Lima: IFEA - IEP, 222p.
- Dollfus O., 1997. *La mondialisation*. Paris: Presses de Sciences Po, 168p.
- Domenach H., 1998. "Sobre la migratología...". *Notas de Población* 67-68, año XXVI: 101-118.
- Domenach H. & M. Picouet, 1987. Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration. *Population* 3: 469-484.
- Domenach H. & M. Picouet, 1989. Typologies et réversibilité migratoire. *L'incidence des migrations internationales sur les pays en développement*. R. Appleyard. Paris: OCDE, 43-52p.
- Dorier-Apprill E. & P. Gervais-Lambony, Eds., 2007. *Vies citadines*. Paris: Belin, 267p.
- Dortier J.-F., 2004. *L'Homme, cet étrange animal. Aux origines du langage, de la culture et de la pensée*. Paris: Sciences Humaines Editions, 398p.
- Douthwaite B., 2002. *Enabling innovation. A practical guide to understanding and fostering technological change*. New York and London: Zed Books, 282p.
- Dugrand R., 1963. *Villes et campagnes en Bas-Languedoc. Le réseau urbain du Bas Languedoc méditerranéen*. Paris: Presses Universitaires de France, 638p.
- Durand M.-F., J. Lévy & D. Retailé, 1993. *Le Monde: Espaces et Systèmes*. Paris: Presses de Sciences Po, 596p.
- Earls J., 2009. Organización social y tecnológica de la agricultura andina para la adaptación al cambio climático en cuencas hidrográficas. *Tecnología y Sociedad - Lima* 8: 13-31.
- Eldin M. & P. Milleville, Eds., 1989. *Le risque en agriculture*. Paris: Editions de l'ORSTOM, 620p.
- Elias N., 1995. Sur le concept de vie quotidienne. *Cahiers Internationaux de Sociologie* 99: 237-246.
- Elizalde A. H., 2003. *Planificación estratégica territorial y políticas públicas para el desarrollo local*. Santiago de Chile: CEPAL-ILPES, 70p.
- Engel P. G. H., 1997. *The social organization of innovation. A focus on stakeholder interaction*. Amsterdam: Royal Tropical Institute KIT.

Eresue M., J. M. Gastellu, E. Malpartida & H. Poupon, (comp), 1990. *Agricultura andina: unidad y sistema de producción. Diálogo entre ciencias agrarias y ciencias sociales*. Lima: ORSTOM, Editorial Horizonte, UNALM, 500p.

Ericksen E. G., 1980. *The territorial experience: Human ecology as symbolic interaction*. Austin: University of Texas Press, 224p.

Estermann J., 2006. *Filosofía Andina. Sabiduría indígena para un nuevo mundo*. La Paz: ISEAT - Instituto Superior Ecueménico Andino de Teología, 412p.

Falchetti A. M., 2007. *El legado milenario de los Uwas. La sabiduría ancestral de un pueblo indígena*. Bogotá: CEP - Banco de la República - Biblioteca Luis Ángel Arango, 78p.

Farah I. H. & L. Vasapollo, Eds., 2001. *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?* La Paz: Plural Editores, 438p.

Faret L., 2003. *Les territoires de la mobilité. Migrations et communautés transnationales entre le Mexique et les Etats-Unis*. Paris: CNRS Editions, Coll. Espaces et Milieux, 347p.

Faure A., 2006. Quelques éléments de réflexion sur la notion de territoire. *Intercommunalité: une communication à réinventer*. C. Cap'Com. Paris, Sénat: 5p.

Favreau L. & B. Lévesque, 1996. *Développement économique communautaire : économie sociale et intervention*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 236p.

Fernández Osco M., 2004. *La ley del ayllu. Práctica de jach'a justicia y jisk'a justicia (justicia mayor y justicia menor) en comunidades aymaras*. La Paz: PIEB, 364p.

Ferraton C. & L. Frobert, 2003. Quelques proximités entre les travaux de Galbraith, Hirschman et Myrdal et les thématiques de la sociologie économique. *L'Economie olitique* 20: 78-112.

Ferrier J. P., 1984. *Antée I. La Géographie, ça sert d'abord à parler du territoire ou e métier de géographe*. Aix en Provence: Edisud, 256p.

Ferrier J. P., 1998. Géographicit  et refondation de l'idée de nature et d l'idée de culture. *G opoint* 96. *Espace et nature dans la géographie d'aujourd'hui*. U. d. A. Groupe Dupont: 94-96p.

Ferrier J. P., 1999. *Pour les géographes, y-a-t-il une nature?* Géographie et Nature, Festival International de Géographie - Saint Di , Bailly, Antoine (ed).

Ferrier J. P., J.-P. Hubert & G. Nicolas, 2005. *Alter-géographies. Fiches disputables de géographie*. Aix en Provence: Publications de l'Université de Provence, 282p.

FES-ILDIS, 2005. *Visiones indígenas de descentralización*. La Paz: Fundación Friedrich Ebert Stiftung, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales, 140p.

Fibbi R. & G. d'Amato, 2008. Transnationalisme des migrants en Europe: une preuve par les faits. *Revue Européenne des Migrations Internationales* 24(2): 7-22.

Flory M., 1957. La notion de territoire arabe et son application au problème du Sahara. *Annuaire Français du Droit International* 3: 73-91.

Fonseca Martel C., 1972. La economía "vertical" y la economía de mercado en las comunidades alteás del Perú. *Visita de la Provincia de Leon de Huánuco*. I. Ortiz de Zuñiga. Huánuco: Universidad Hermillo Valdizan, 317-338p.

Foucault M., 1976. Questions à Michel Foucault sur la géographie. *Hérodote* 1: 71-85.

François J. C., 2002. Ressemblances et proximités: un point de vue sur le contexte théorique de la notion de discontinuité en géographie. *Cybergeo: Revue Européenne de Géographie* 214: 16p.

Franqueville A., 1995. L'espace andin préhispanique. *Ethnographies*. P. Claval & Singaravelou. Paris: L'Harmattan, 77-92p.

Frerot A. M., 1999. Territoires nomades en devenir. Questions à propos de l'urbanisation d'un espace nomade. *La nation et le territoire. Le territoire, lien ou frontière ? Tome 2*. J. Bonnemaison, L. Cambrézy & L. Quinty-Bourgeois. Paris: L'Hamattan, 113-123p.

Fujita M., P. Krugman & A. J. Venables, 1999. *The spatial economy. Cities, Regions, and the international trade*. Cambridge: The MIT Press, 368p.

Gaillard F., J. Poulain & R. Schusterman, Eds., 1998. *De Richard Rorty à Jürgen Habermas, la modernité en questions*. Paris: Les Éditions du Cerf, 450p.

Galeano E., 1971. *Las venas abiertas de América Latina*. Montevideo: Universidad de la República, 486p.

Gallais J., 1967. *Le delta intérieur du Niger, étude de géographie régionale, 2 tomes*. Dakar: IFAN, 621p.

Gallais J., 1976. De quelques aspects de l'espace vécu dans les civilisations du monde tropical. *L'Espace Géographique* 5(1): 5-10.

Gallais J., Ed. 1977. *Elevage et contacts entre pasteurs et agriculteurs. Stratégies pastorales et agricoles des sahéliens durant la sécheresse 1969-1974*. Bordeaux: CNRS-CEGET, 281p.

Gallais J., 1984. *Hommes du Sahel*. Paris: Flammarion, 289p.

Gallais J., 1989. Aux débuts de la géographie africaniste (1950-1960). *Tropiques, Lieux et liens*. B. Antheaume, C. Blanc-Pamard, J. L. Chaleard, A. Dubresson, V. Lasailly-Jacob, J.-Y. Marchal, A. M. Pillet-Schwartz, R. Pourtier, J. P. Raison & O. Sevin. Paris: Editions de l'ORSTOM, CNRS, EHESS, Ministère des Affaires Etrangères, 620p.

Gallup J. L., A. Gaviria & E. Lora, 2003. *Is geography destiny ? Lessons from latin America*: Inter American Development Bank, Stanford University Press, World Bank, 172p.

García Linera Á., 2011. *Las tensiones creativas de la Revolución. La quinta fase del Proceso de Cambio*. La Paz: Vicepresidencia del Estado Plurinacional. Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, 76p.

Garnier A. & N. Reboul, 2008. *De l'élevage de lamas à la culture de maïs, la diversité d'une agriculture familiale dans un milieu étagé: diagnostic agraire du municipe de Potosí (Bolivie)*. Montpellier: Rapport de stage ESAT 1, IRC SupAgro, 118p.

Garnier J. P., 1988. L'espace médiatique ou l'utopie localisée. *Espaces et Sociétés* 50: 7-21.

Garrigues P., 1998. *Chutes et perfections: éloge du parfait*. Paris: L'Harmattan, 186p.

- Gastellu J. M., 1997. L'archipel écologique à la fin du XXe siècle. Une expérience au Pérou. *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXème siècle*. C. Blanc-Pamard, (coord.) & J. Boutrais, (coord.). Paris: ORSTOM, 241-260p.
- Georges P. & F. Verger, 2009. *Dictionnaire de la Géographie*. Paris: Presses Universitaires de France, 480p.
- Gervais-Lambony P., 2004. De l'usage de la notion d'identité en géographie. Réflexions à partir d'exemples sud-africains. *Annales de Géographie* 113(638-639): 469-488.
- Giddens A., 1984. *The constitution of Society, outline of the theory of structuration*. Cambridge: Polity Press, 402p.
- Giddens A., 1994. *Les conséquences de la modernité*. Paris: L'Harmattan, 192p.
- Gilbert C., 2009. La vulnérabilité: une notion vulnérable? A propos des risques naturels. *Risques et environnement: recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*. S. Becerra & A. Peltier. Paris: L'Harmattan, 23-40p.
- Gilly J. P. & A. Torre, 2000. *Dynamiques de proximité*. Paris: L'Harmattan, 302p.
- Giorgis M., 2004. Urkupiña, la Virgen migrante: fiesta, trabajo y reciprocidad en la boliviana Gran Córdoba. *Migraciones transnacionales. Visiones de Norte y Sudamérica*. A. Hinojosa Gordonava. La Paz: CEF / Plural Editores, 141p.
- Giraud P.-N., 2003. Vers quelle gouvernance mondiale ? Quelques remarques introductives. *25 ans qui ont changé le monde*. CERNA. Université Paris-Dauphine: Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris: 6p.
- Glacken C. J., 2000, 2002, 2005, 2007. *Histoire de la pensée géographique. Tome 1 - L'Antiquité, Tome 2 - Conception du monde au Moyen Âge, Tome 3 - Les Temps modernes (XVe - XVIIe siècle), Tome 4 - Culture et environnement au XVIIIe siècle*. Paris: Editions du CTHS.
- Goetz B. & C. Younès, 2009. Hannah Arendt: Monde - Déserts - Oasis. *Le territoire des philosophes. Lieu et espace dans la pensée au XXe siècle*. T. Paquot & C. Younès. Paris: La Découverte, 29-46p.
- Golte J., 2001. *Cultura, racionalidad y migración andina*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos, 144p.
- Gómez Espín J. M., 2002. Inmigración reciente en la región de Murcia. *Papeles de Geografía* 36: 81-104.
- Gondard P. & H. Mazurek, 1999. *El Espacio Andino. Territorio, sociedad, economía*. Lima: IRD - Communauté Andine des Nations, 250p.
- Gonon E., 2003. Frontière et territoire. Une symbiose incertaine. *Le territoire pensé. Géographie des représentations territoriales*. F. Lasserre & A. Lechaume. Sainte Foy: Presses de l'Université du Québec, 65-74p.
- Goodchild M. E., L. Anselin, R. P. Appelbaum & B. Herr Harthorn, 2000. Toward spatially integrated social science. *International Regional Science Review* 23(2): 139-159.
- Gould P., 1970. Is Statistix inferens the geographical name for a wild goose? *Economic Geography* 46: 439-448.
- Gould P. & U. Strohmayer, 2003. L'évolution de la pensée géographique au 20ème siècle. *Géographie, Economie, Société* 5: 1-30.

- Gould P. & U. Strohmayer, 2004. Visions géographiques: l'évolution de la pensée en géographie humaine du XIXe au XXI siècle. *Horizons géographiques*. G. Benko & U. Strohmayer. Paris: Bréal, 15-74p.
- Gounot M., 1969. *Méthode d'étude quantitative de la végétation*. Paris: Masson, 314p.
- Gouttebel J.-Y., 2003. *Stratégies de développement territorial*. Paris: Economica, 262p.
- Grebe M. E., S. Pacheco & J. Segura, 1972. Cosmovisión mapuche. *Cuadernos de la realidad nacional, Chile* 14: 46-73.
- Grinberg M., 2002. *Edgar Morin y el pensamiento complejo*. Madrid: Campo de ideas, 128p.
- Grondin M. N., 1990. *Método de Quechua*. La Paz: Los Amigos del Libro, 334p.
- Guaygua G., Á. Riveros & M. Quisbert, 2000. *Ser joven en El Alto. Rupturas y continuidades en la tradición cultural*. La Paz: PIEB, 126p.
- Gudynas E., 2011. Tensiones, contradicciones y oportunidades de la dimensión ambiental del Buen Vivir. *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?* I. H. Farah & L. Vasapollo. La Paz: Plural Editores, 231-246p.
- Guérin-Pace F. & Y. Guermond, 2006. Identité et rapport au territoire. *L'Espace Géographique* 2006/4 - 35: 289-290.
- Guermond Y., 2006. L'identité territoriale: l'Ambiguïté d'un concept géographique. *L'Espace Géographique* 2006/4- 35: 291-297.
- Guesnier B. & A. Joyal, Eds., 2004. *Le développement territorial. Regards croisés sur la diversification et les stratégies*. Poitiers: ADICUEER - IERF, Faculté des Sciences Economiques, Université de Poitiers, 332p.
- Guilmoto C. & F. Sandron, 2003. *Migration et développement*. Paris: La Documentation Française, 142p.
- Guinochet M., 1973. *Phytosociologie*. Paris: Masson, 227p.
- Gumuchian H., E. Grasset, R. Lajarge & E. Roux, 2003. *Les acteurs, ces oubliés du territoire*. Paris: Anthropos, 186p.
- Gupta A., 1997. The song of the nonaligned World: transnational identities and the reinscription of space in the late capitalism. *Culture, power, place. Explorations in critical anthropology*. A. Gupta & J. Ferguson. Durham: Duke University Press, 179-199p.
- Gutiérrez D. C., 1987. *Método práctico de Quechua*. Cochabamba: Misión Luterana Noruega en Bolivia, 250p.
- Habermas J., 1975. *Théorie et pratique*. Paris: Payot, 528p.
- Habermas J., 1984, 1987. *Theory of communicative action. Two volumes*. Boston, MA: Beacon.
- Haggett P., 1965. *Locational analysis in human geography*. London: Arnold.
- Haggett P., 2001. *Geography: a global synthesis*. Edinburgh Gate: Pearson Education Limited, 842p.
- Haggett P., A. D. Cliff & A. Frey, 1965. *Locational models y locational methods*. London: Edward Arnold Ltd., 599p.

- Hagmann J., 1999. *Learning together for change. Facilitating innovation in natural resource management through learning process approaches in rural livelihoods in Zimbabwe*. Weikersheim, Germany: Margraf, 310p.
- Haines Y. Y., 2006. On the definition of vulnerabilities in measuring risks to infrastructures. *Risk Analysis* 26(2): 293-296.
- Haines Y. Y., 2009a. On the complex definition of Risk: a systems-based approach. *Risk Analysis* 29(12): 1647-1654.
- Haines Y. Y., 2009b. On the definition of resilience in systems. *Risk Analysis* 29(4): 498-501.
- Halbwachs M., 2004. *La memoria colectiva*. Zaragoza: Prensas Universitarias de Zaragoza, 192p.
- Hall P., 1999. *Cities in civilization. Culture, innovation and urban order*. London: Phoenix Giant.
- Hampel J., 2006. Different concepts of risk – A challenge for risk communication. *International Journal of Medical Microbiology* 296(1): 5-10.
- Harvey D., 1984. On the history and present condition of geography. *Profesional Geographer* 36: 1-11.
- Harvey D., 2010. *Géographie et capital. Vers une matérialisme historico-géographique*. Paris: Editions Syllepse, 280p.
- Herrera G., 2008. Políticas migratorias y familias transnacionales: migración ecuatoriana en España y Estados Unidos. *América Latina migrante: Estado, familia, identidades*. G. Herrera & J. Ramírez. Quito: FLACSO, 71-86p.
- Herrera G., M. C. Carrillo Espinosa & a. Torres, 2005. *La migración ecuatoriana. Transnacionalismo, redes e identidades*. Quito: FLACSO, 512p.
- Hinojosa A., L. Pérez & G. Cortez, 2000. *Idas y venidas. Campesinos tarijeños en el norte de Argentina*. La Paz: PIEB, 104p.
- Hinojosa A. G., Comp., 2004. *Migraciones transnacionales. Visiones de Norte y Sudamérica*. La Paz: CEPLAG-UMSS, Universidad de Tolosa, PIEB, CEF, Plural Ed., 348p.
- Hocquenghem A.-M., 1993. Rutas de entrada del mullu en el extremo norte del Perú. *Bulletin de l'Institut Français des Etudes Andines* 22(3): 701-719.
- Hocquenghem A.-M., 1998. *Para vencer la muerte*. Lima: CNRS, IFEA, INCAH, 446p.
- Huanacuni Mamani F., 2010. *Vivir Bien / Buen Vivir. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales*. La Paz: Convenio Andrés Bello, Instituto Internacional de Integración, 118p.
- Hubert J.-P., 1993. *La discontinuité critique. Essai sur les principes a priori de la géographie humaine*. Paris: Publications de la Sorbonne, 221p.
- Hugon P., 1996. La dialectique du local et du global dans le développement. *Les nouvelles logiques du développement*. L. Abdelmalki & C. Courlet. Paris: L'Harmattan, Logiques Economiques, 29-40p.
- IGAC, 2003. *Guía de participación comunitaria para la formulación de planes de ordenamiento territorial*. Bogotá: IGAC.

- Iguñiz Echeverría J., 1998. *Aplanar Los Andes, y otras propuestas*. Lima: CBC - CEP, 180p.
- Ingold T., 2000. *The perception of environment. Essays in livelihood, dwelling and skill*. London, New York: Routledge, 465p.
- Isard W., 1975. *Introduction to regional science*. Englewood Cliffs (New Jersey): Prentice Hall.
- Isnard H., 1981. Un débat sur la géographie. H. Isnard répond. *Annales de Géographie* 90(498): 211-216.
- Itier C., 1997. *Parlons Quechua. La langue du Cuzco*. Paris: L'Harmattan, 206p.
- Janssen W. & P. Goldsworthy, 1996. Multidisciplinary research for natural resource management: conceptual and practical implications. *Agricultural Systems* 51: 259-279.
- Jayet H., 1993. *Analyse spatiale quantitative. Une introduction*. Paris: Economica, 202p.
- Jean B., 2010. Les régions rurales qui gagnent. La prospective mise à défi de comprendre les dynamiques rurales contemporaines. *Penser les territoires. En hommage à Georges Benko*. P. Cary & A. Joyal. Québec: Presses de l'Université du Québec, 247-269p.
- Joffe H., 2003. Risk: from perception to social representation. *British Journal of Social Psychology* 42: 55-73.
- Jolivet M.-J. & P. Léna, 2000. Des territoires aux identités. *Autrepart* 14: 5-16.
- Jollivet M. & J.-M. Legay, 2005. Canevas pour une réflexion sur une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales. *Natures Sciences Sociétés, Dossier Interdisciplinarité* 13: 184-188.
- Jorland G., 1993. Principe de raison suffisante et théorie classique des probabilités *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* 11: <http://ccrh.revues.org/index2772.html>.
- Kahn R., 2010. La dimension culturelle du développement territorial. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 4: 625-650.
- Kalaora M., 1999. Global expert: la religion des mots. *Ethnologie Française* 29(4): 513-526.
- Kanbur R. & L. Squire, 2002. L'évolution de notre manière d'envisager la pauvreté: analyse des interactions. *Aux frontières de l'économie du développement. Le futur en perspective*. G. M. Meier & J. E. Stiglitz. Wahington, Paris: Banque Mondiale, ESKA, 155-188p.
- Kant E., 1999. *Géographie*. Paris: Aubier, 394p.
- Korzybski A., 2010. *Une carte n'est pas le territoire*. Paris: Editions de l'éclat, 190p.
- Laboulais-Lesage I., 2000. La géographie de Kant. *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* 2000/1, 2: 147-153.
- Lacoste Y., 2003. *De la géopolitique aux paysages. Dictionnaire de géographie*. Paris: Armand Colin, 414p.
- Lacour C., 1996. La tectonique des territoires: d'une métaphore à une théorisation. *Dynamiques territoriales et mutations économiques*. B. Pecqueur. Paris: L'Harmattan, 25-48p.

- Lacour C. & F. Célimène, 1997. Eléments d'une théorie de l'intégration régionale des espaces. *L'intégration régionale des espaces*. L. C. Celimene F. Paris: Economica, 15-32p.
- Langford I. H., 2002. An existential approach to risk perception. *Risk Analysis* 22(1): 101-120.
- Langlois P., 2010. *Simulation des systèmes complexes en géographie. Fondements théoriques et applications*. Paris: Lavoisier / Hermès, 332p.
- Lardon S., P. Maurel & V. Piveteau, 2001. *Représentations spatiales et développement territorial*. Paris: Hermès, 438p.
- LaRue P., 2003. Compte rendu: J. Benoist et F. Merlini (eds), *Historicité et spatialité. Le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*, Paris, Librairie philosophique, J. Vrin, 2001, 255 pages. *Philosophiques* 30(1): 276-280.
- Laurent V., 2005. *Comunidades indígenas, espacios políticos y movilización electoral en Colombia 1990-1998. Motivaciones, campos de acción e impactos*. Bogotá: IFEA, ICANH, 568p.
- Laurent V., 2007. Indianité et mobilisations politico-électorales en Colombie. Quelle place pour la tradition dans un contexte de modernité? *Les Cahiers ALHIM (Amérique Latine, Histoire & Mémoire)* 13p.
- Le Gallo J., 2004. Hétérogénéité spatiale. Principes et méthodes. *Economie et Prévision* 162: 151-172.
- Leloup F., 2010. Le développement territorial et les systèmes complexes: proposition d'un cadre analytique. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 4: 687-705.
- Le Moigne J.-L., 1977. *La théorie du système général. Théorie de la modélisation*. Paris: Presses Universitaires de France, 260p.
- Le Moigne J.-L., 1999. *La modélisation des systèmes complexes*. Paris: Dunod, 178p.
- Le Moigne J.-L., 2001. *Le constructivisme. Tome I. Les enracinements*. Paris: L'Harmattan, 300p.
- Le Moigne J.-L., 2002. *Le constructivisme. Tome II: Epistémologie de l'interdisciplinarité*. Paris: L'Harmattan, 362p.
- Le Moigne J.-L., 2003. *Le Constructivisme. Tome III: Modéliser pour comprendre*. Paris: L'Harmattan, 336p.
- Le Roy Ladurie E., 1965. *Les paysans du Languedoc*. Paris: Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 379p.
- Leborgne Y., 2002. Le contrôle vertical de différents étages écologiques chez les Q'eros. *Géographie, Economie, Société* 4: 523-531.
- Leenhardt M., 1947. *do kamo. La personne et le mythe dans le monde mélanésien*. Paris Gallimard, 314p.
- Lefebvre H., 1971. *L'idéologie structuraliste*. Paris: Editions du Seuil - Points, 252pp.
- Lefebvre H., 1974. *La production de l'espace*. Paris: Anthropos, 485p.
- Lestage F., 1999. *Naissance et petite enfance dans les Andes péruviennes. Pratiques, rites, représentations*. Paris: L'Harmattan, 300p.

- Lévy J., 1999. *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le Monde*. Paris: Belin, 400p.
- Lévy J. & M. Lussault, Eds., 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris: Belin, 1034p.
- Lewis W. A., 1954. Economic Development with unlimited supplies of labour. *The Manchester School of Economic and Social Studies* 22: 139-191.
- Ley D., 1983. *A social geography of the city*. New York: Harper and Row, 450p.
- Lindón A., Ed. 2000. *La vida cotidiana y su espacio-temporalidad*. México: Anthropos Editorial, 238p.
- Llona M., M. Luyo & W. Melgar, 2003. *La planificación estratégica del desarrollo local en Perú. Análisis de casos*. Lima: Escuela para el desarrollo, 94p.
- Luginbuhl Y., 1989. *Paysages. Textes et représentations du paysage du siècle des Lumières à nos jours*. Paris: La manufacture, 270p.
- Luhmann N., 1993. *Risk: a sociological theory*. New York: Aldine de Gruyter, 236p.
- Lukasiewicz C., 2009. Territoire virtuel, identité réelle: la plasticité identitaire sur internet. *Ecole doctorale concepts et langages - CELSA*. Paris: Université Paris IV-Sorbonne. Thèse de Doctorat.
- Lussault M., 2007. *L'Homme Spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Paris: Seuil. La couleur des idées, 366p.
- Maby J., 2003. Propositions liminaires pour éclairer le concept d'objet géographique. *Objets et indicateurs géographiques*. J. Maby. Avignon: Université d'Avignon, UMR ESPACE, Collection Actes Avignon n°5, 7-15p.
- Maillat D., 1999. Interactions entre système urbain et système de production localisé: une approche du développement régional endogène en termes de milieu innovateur. *Villes et Croissance. Théories, modèles, perspectives*. Bailly Antoine & Huriot Jean-Marie Paris: Anthropos, 187-206p.
- Maillat D., 2010. Globalisation, systèmes territoriaux de production et milieu innovateur. *Penser les territoires. En hommage à Georges Benko*. P. Cary & A. Joyal. Québec: Presses de l'Université du Québec, 37-54p.
- Malengreau J., 1995. *Sociétés des Andes: des empires aux voisinages*. Paris: Karthala, 454p.
- Mamani Colque C., 2011. Construcciones territoriales en la pesca del ispi con redes de arrastre del lago Titicaca (Lago menor del lado boliviano). *Carrera de antropología*. La Paz: Universidad Mayor de San Andrés. Tesis de licenciatura: 180p.
- Marchal J.-Y., 1997. Introduction. La ruralité ou la contradiction. *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*. J.-M. Gastellu & J.-Y. Marchal. Paris: Editions de l'ORSTOM. Actes de l'Atelier de Montpellier, 2-3 avril 1996, 13-23p.
- Marcuzzi M., 2001. L'écriture de l'espace. Récit historique et description géographique dans la géographie physique de Kant. *Historicité et spatialité. Le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*. J. Benoist & F. Merlini. Paris: Librairie Philosophique J. Vrin, 117-139p.
- Margalef R., 1979. The organization of space. *Oikos* 33: 152-159.

- Marié M., 2004. L'anthropologue et ses territoires. Qu'est-ce qu'un territoire aujourd'hui? *Espaces et Sociétés* 2004/4-119: 177-198.
- Marston S. A., J. P. Jones III & K. Woodward, 2005. Human geography without scale. *Transactions of the Institute of British Geographers* 30(4): 416-432.
- Martínez G., 1989. *Espacio y Pensamiento. I - Andes meridionales*. La Paz: Hisbol, 206p.
- Martínez Zamora L. O., 2010. *Visiones con-partidas del territorio en un mundo dividido. El caso de la visión indígena y la del Estado*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, Instituto de Estudios Ambientales, IDEAS 18, 192p.
- Marx K., 1993. *Le Capital*. Paris: Ed. Quadrige / PUF.
- Maskrey A. c., 1993. *Los desastres "no" son naturales*. Bogota: La Red, ITDG, 138p.
- Matthews J. A., 1981. *Quantitative and statistical approaches to geography. A practical manual*. Oxford: Pergamon Press, 204p.
- Mayer E., 2001. *The articulated peasant. Household economies in the Andes*. Boulder, Oxford: Westview Press, 390p.
- Mayer E., 2002. *The articulated peasant. Household economies in the Andes*. Boulder, Oxford: Westview Press, 390p.
- Mayer E. & M. de la Cadena, 1989. *Cooperación y conflicto en la comunidad andina; Zonas de producción y organización social*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos, 132p.
- Mayhew S., 2009. *A dictionary of geography*. Oxford: Oxford University Press, 552p.
- Mayorga F. & E. Córdoba, 2005. *Gobernabilidad y Gobernanza en América Latina*. Cochabamba: NCCR - CESU, 99p.
- Mazurek H., 2000. ¿Dinámicas regionales o recomposición territorial? Contradicción y transformación del espacio agropecuario peruano. *SEPIA VIII, El Problema Agrario en Debate*. I. Hurtado, C. Trivelli & A. Brack. Lima: ITDG, SEPIA, IRD, 63-116p.
- Mazurek H., 2002. De "l'ordre andin" à "l'utopie archaïque": Mythes et réalités de la paysannerie andine du Pérou. *Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brésilien, Caravelle* 79: 69-92.
- Mazurek H., 2003. Desarrollo, territorio y ordenamiento: replantear la relación global-local. *Desarrollo local versus desarrollo global: buscando desarrollo sustentable en América rural en el tercer milenio*. C. González Parra. Santiago de Chile: 51 congreso de los Americanistas, Universidad de Chile, 25p.
- Mazurek H., 2006. Redefinir el Territorio para definir una constitución. *I Encuentro Internacional sobre Territorialidad y Política: "Territorialidades, Autonomías y Ciudadanías". 9, 10 y 11 de diciembre, 2005*. Cochabamba: GTZ - DFID - Ministerio de Participación Popular, 23p.
- Mazurek H., 2007. El ordenamiento territorial en los planes de desarrollo. *Umbrales* 16: 85-106.
- Mazurek H., 2008. Componentes de la migración, impactos territoriales y políticas: un análisis crítico. *Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos*. H. Godard & G. Sandoval. Lima: IFEA, PIEB, IRD, pp. 55-76p.

- Mazurek H., Ed. 2009a. *Gobernabilidad y gobernanza de los territorios en América Latina*. Lima: CESU, IFEA, IRD, 624p.
- Mazurek H., 2009b. Lo urbano: la cristalización de lo social y de lo espacial en una mirada multidisciplinaria. *Estudios urbanos en la encrucijada de la interdisciplinariedad*. F. Wanderley. La Paz: CIDES - UMSA, 27-56p.
- Mazurek H., 2009c. Migraciones y dinámicas territoriales. *Migraciones contemporáneas. Contribución al debate*. C. Salazar. La Paz: CIDES-UMSA, CAF, 11-34p.
- Mazurek H., 2009d. Políticas públicas y dinámicas territoriales: la gobernabilidad en cuestión. *Gobernabilidad y gobernanza de los territorios en América latina*. H. Mazurek. Lima: IFEA-IRD-CESU, 57-76p.
- Mazurek H., 2010a. Gobernabilidad y desarrollo territorial. *Desarrollo regional y planificación del territorio*. J. R. C. Rodríguez. Manizales: Universidad Autónoma de Manizales. Cuadernos de clases nº02-02, 460-495p.
- Mazurek H., 2010b. L'impact territorial du vieillissement en Bolivie: un problème structurel. *Autrepart* 53: 33-56.
- Mazurek H. & L. Arreghini, 2006. Structuration des territoires et logiques divergentes de l'économie bolivienne. *Espaces et Sociétés* 124-125: 73-91.
- Mazurek H. & P. Blanchemanche, 1992. L'organisation du paysage rural méditerranéen: du village au domaine pastoral. *Paysage Méditerranéen, Exposition Universelle de Séville, Cartuja de Santa Maria de las Cuevas*. Collectif. Milan: Electa, 142-153p.
- Mazurek H., M. Godron, F. Romane & D. Schvester, 1982. Structure and dynamics variations of Cluster Pine (*Pinus pinaster* Ait. subsp. *pinaster*) vegetation along a climatic gradient of the Maures Hills (Acid Provence, Var, France). *Struktur und Dynamik von Wäldern*. H. Dierschke. Vaduz: J. Cramer, 149-171p.
- Mazurek H., L. Huerta Rosales & D. Mateo Igreda, 1998. *Estructura y dinámicas del espacio agropecuario. Perú en mapas: III censo nacional agropecuario 1994*. Lima: ORSTOM, INEI, 218p.
- Mazurek H., D. F. Pereira, H. L. V. Rojas & J. Q. Centellas, 2010a. *Vulnerabilidad social a la luz del estudio de contaminación en Oruro (Bolivia). Balance de las investigaciones del grupo de ciencias sociales*. Marseille: IRD, ANR, 208p.
- Mazurek H., D. F. Pereira, L. Rojas & J. Q. Centellas, 2010b. Pollution minière: une méthodologie intégrée depuis l'analyse spatiale. *International Congress GeoTunis 2010, 5th edition – « The use of GIS and remote sensing for sustainable development » - El Gazala Pole of Communication Technologies, 29 November to 3 December, 2010*. Tunis: ATIGN: 25p.
- Mazurek H. & F. Romane, 1986. Dynamics of young *Pinus pinaster* in a Mediterranean area: diversity and niche-strategy. *Vegetatio* 66: 27-40.
- Medina J., 1997. *Poderes locales. Implementando la Bolivia del próximo milenio. Protocolos de gestión de un Subsecretario*. La Paz: Fondo Editorial FIA / Semilla / CEBIAE, 518p.
- Medina J., Ed. 2001, 2008. *Suma Qamaña. La comprensión indígena de la Vida Buena*. La Paz: PADEP/GTZ, 240p.
- Medina J., 2011. Acerca al Suma Qamaña. *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?* I. H. Farah & L. Vasapollo. La Paz: Plural Editores, 39-64p.

Meier G. M. & J. E. Stiglitz, (coord.), 2002. *Aux frontières de l'économie du développement. Le futur en perspective*. Washington, Paris: Banque Mondiale, Editions ESKA, 470p.

Mela A. & M. Randoing, 1992. Sociologie du territoire: alternatives au postmodernisme. *Flux* 8: 5-16.

Metzger P. & R. D'Ercole, 2009. Enjeux territoriaux et vulnérabilité. Une approche opérationnelle. *Risques et environnement: recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*. S. Becerra & A. Peltier. Paris: L'Harmattan, 391-402p.

Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación 2001a. *Guía metodológica para la formulación de los planes departamentales de ordenamiento municipal*. La Paz: MDSP - Unidad de Ordenamiento Territorial, 138p.

Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación 2001b. *Lineamiento de políticas de ordenamiento territorial en Bolivia*. La Paz: MDSP, Unidad de Ordenamiento Territorial, 76p.

Miranda J. L., 1996. *Filosofía andina: fundamentos, alteridad y perspectiva*. La Paz: Hisbol, Goethe Institut, 80p.

Moine A., 2006. Le territoire comme un système complexe: un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. *L'Espace Géographique* 2(35): 115-132.

Moles A., 1972. *Psicología del espacio*. Madrid: Aguilera.

Moles A. & E. Rohmer, 1972. *Psychologie de l'espace*. Paris: Casterman, 162p.

Molinié A., 1981. Variations actuelles sur un vieux thème andin: l'idéal vertical. *Etudes rurales* 81/82: 89-107.

Mollard E., 1999. L'innovation est-elle risquée ? Un point de vue agro-économique. *L'innovation en agriculture. Questions de méthodes et terrain d'observation*. J.-P. Chauveau, M.-C. Cormier-Salem & E. Mollard, (eds). Paris: IRD éditions, 44-64p.

Monnet J., 2000. Les dimensions symboliques de la centralité. *Cahiers de Géographie du Québec* 44(123): 399-418.

Monnet J., 2007. La symbolique des lieux: pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité. *Cybergeog: European Journal of Geography* doc 5316.

Monod J.-C., 2001. Structure, spatialisation et archéologie, ou: "l'époque de l'histoire" peut-elle finir? *Historicité et spatialité. Le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*. J. Benoist & F. Merlini. Paris: Librairie Philosophique J. Vrin, 55-76p.

Montaño G. H., D. E. Muñoz, V. S. Zapata & M. Á. P. Pedregal, 2007. *Innovación tecnológica para los pequeños productores. Lecciones aprendidas del programa FIT (Facilitando la Innovación Tecnológica)*. La Paz: Plural Editores, 347p.

Montes de Oca I., 1983. *Geografía y recursos naturales de Bolivia*. La Paz: A cuenta de Autor, 574p.

Morales Anaya R., 2000. *Bolivia. Política económica, geografía y pobreza*. La Paz: Universidad Andina Simón Bolívar, 266p.

- Morin de Carvalho E., 2010. *Paradoxes des menteurs: logique, littérature, théories du paradoxe*. Paris: L'Harmattan, 350p.
- Morin E., 1977. *La Méthode. I. La Nature de la Nature* Paris: Editions du Seuil - Points, 410p.
- Morin E., 1994. Sur l'interdisciplinarité. *Bulletin interactif du Centre International de Recherches et Etudes transdisciplinaires* 2: 6p.
- Morin E., 1999. Les défis de la complexité. *Le défi du XXIème siècle. Relier les connaissances*. E. Morin. Paris, La Paz: Seuil, ed. Plural 2000, 465-472p.
- Morin E. & J.-L. Le Moigne, 1999. *L'intelligence de la complexité*. Paris: L'Harmattan, 332p.
- Morlon P., 1989. Du climat à la commercialisation: l'exemple de l'Altiplano péruvien. *Le risque en agriculture*. M. Eldin & P. e. Milleville. Paris: Editions de l'ORSTOM, 187-224p.
- Morlon P., 1992. *Comprendre la agricultura campesina en los Andes Centrales. Perú - Bolivia*. Paris: INRA, IFEA, CBC, 498p.
- Mubi Brighenti A., 2009. Pour une territorologie du droit. *Géographie du droit. Epistémologies, développements et perspectives*. P. Forest. Québec: Presses de l'Université de Laval, 239-260p.
- Mubi Brighenti A., 2010. On Territorology. Towards a General Science of Territory. *Theory, Culture & Society* 27(1): 52-72.
- Murra J. V., 1975. *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*. Lima: IEP, 339p.
- Musso P., 2009. Critique de la notion de "territoires numériques". *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*. M. Vanier. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 67-81p.
- Navarro G. & M. Maldonado, 2004. *Geografía ecológica de Bolivia. Vegetación y ambientes acuáticos*. Cochabamba: Centro de Ecología Simón I. Patiño, 748p.
- Nemery J.-C., M. Rautenberg & F. Thuriot, Eds., 2008. *Stratégies identitaires de conservation et de valorisation du Patrimoine*. Paris: L'Harmattan, 150p.
- Nicolai H., P. Pélissier & J. P. Raison, Eds., 2000. *Un géographe dans son siècle: actualité de Pierre Gourou*. Paris: Karthala, Géotropiques, 338p.
- Nicolas V., S. Q. Zegarra & M. B. Pozo, 2005. *Los Ayllus de Tinkipaya. Estudio etnohistórico de su organización social y territorial*. La Paz: PIEB, 208p.
- O'Sullivan D., 2004. Complexity science and human geography. *Transactions of the Institute of British Geographers* 29: 282-295.
- Obermaier S. R. P. M., 1999. *Plan regulador de la ciudad de El Alto*. El Alto: Presidencia de la Republica. Comisión impulsora para combatir la pobreza en la ciudad de El Alto., 81p.
- Ocampo J. A., 2001. Retomar la agenda del desarrollo. *Revista de la CEPAL* 74: 7-19.
- Ocampo J. A., (coord), 2000. *Equidad, desarrollo y ciudadanía. I - Visión global*. Santiago de Chile: CEPAL, Alfaomega, 78p.

OIM, 2004. *Évaluation et mise en valeur de la migration: coûts, avantages, opportunités et défis de la migration*. 88ème session / MC/INF/276: 9p.

Olivier de Sardan J.-P., 2008. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain La Neuve: Bruylant Academies.a., 366p.

Olmedo Llanos O., 2006. *Paranoiamara*. La Paz: Plural editores, 414p.

Onfray M., 2007. *Théorie du voyage. Poétique de la géographie*. Paris: Le Livre de Poche, 4417, 128p.

Orain O., 2004. La géographie française face à la notion d'échelle. Une approche par les significations et les contenus épistémologiques. *Manuscrit de "Echelles et temporalités en géographie", seconde partie, M.C. Robic (ed)*. Paris: Université Paris I - Sorbonne: 2-24p.

Oriol Prats J., 2003. El concepto y el análisis de la gobernabilidad. *Revista Instituciones y Desarrollo* 14-15: 239-269.

Osborn A., 1995. *Las cuatro estaciones. Mitología y estructura social entre los u'wa*. Santafé de Bogotá: Banco de la República, Museo de Oro, 269p.

Otero Bahamon S., 2006. Los conflictos de autoridad entre los indígenas y el Estado. Algunos apuntes sobre el Norte del Cauca. *IRG . Institut de Recherche et débat sur la gouvernance* Novembre 2006 - Fiche analyse 340.

Otero W. A., 1998. *Guía simplificada para la elaboración del plan de ordenamiento territorial municipal*. Bogotá: Convenio IGAC - Proyecto Checua - CAR - GTZ - KFW, 78p.

Ozouf Marignier M. V., 2009. Le territoire, la géographie et les sciences sociales: aperçus historiques et épistémologiques. *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*. M. Vanier. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 31-35p.

Painter J., 2009. Territoire et réseau: une fausse dichotomie? *Territoires, territorialités, territorialisation. Controverses et perspectives*. M. Vanier. Rennes: Presses Universitaires de Renne, 57-66p.

Papilloud C., 2002. *Le don de relation. Georg Simmel et Marcel Mauss*. Paris: L'Harmattan, 192p.

Papilloud C., 2003. *La réciprocité: diagnostic et destins d'un possible dans l'oeuvre de Georg Simmel*. Paris: L'Harmattan, 290p.

Papilloud C., 2004. Trois épreuves de la relation humaine: Georg Simmel et Marcel Mauss, précurseurs de l'interactionnisme critique. *Sociologie et sociétés* 36(2): 55-72.

Pecqueur B., Ed. 1996. *Dynamiques territoriales et mutations économiques*. Paris: L'Harmattan, 246p.

Pecqueur B., 2004. Vers une géographie économique et culturelle autour de la notion de territoire. *Géographie et culture* 49: 71-86.

Pecqueur B., 2009. De l'exténuation à la sublimation: itinéraire d'une notion et de ses déclinaisons. *Territoires, territorialité, territorialisation*. M. Vanier. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 205-209p.

Pecqueur B. & V. Peyrache-Gadeau, 2010. Fondements interdisciplinaires et systémiques de l'approche territoriale. Introduction. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 4: 613-623.

- Péguy C.-P., 1995. Les risques naturels majeurs. *Encyclopédie de Géographie*. A. Bailly, R. Ferras & D. Pumain. Paris: Economica, 919-930p.
- Peigne A., 1994. *Territorialidad Andina. Aproximación a la gestión del espacio intercomunal*. Cusco: CBC - Centro de Estudios Regionales Andinos "Bartolomé de las Casas", 104p.
- Pellegrino A., 2007. Immigration et émigration en Amérique du Sud. *Hommes et Migrations* 1270: 102-113.
- Pelletier P., 2008. "Indigènes de l'Univers". Des anarchistes et le territoire. *Réfractations* 21: 11-22.
- Pelissier P. & G. Sautter, 1964. Pour un atlas des terroirs africains. *L'Homme* 4(1): 56-72.
- Peretti-Watel P., 2000. *La sociologie du risque*. Paris: Armand Colin, 288p.
- Peretti-Watel P., 2001. *La société du risque*. Paris: La Découverte, 128p.
- Peretti-Watel P., 2003. Risque et innovation: un point de vue sociologique. *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation* 18: 59-72.
- Philo C. & O. Söderström, 2004. La géographie sociale: la société dans son espace. *Horizons géographiques*. G. Benko & U. Strohmayer. Paris: Bréal, 75-149p.
- Piaget J., 1968. *Le structuralisme*. Paris: PUF - Que sais je ? 1311.
- Picouet M., 1991. Transformations des formes de mobilité dans les années récentes et évolution des approches et méthodes. *Migration, changements sociaux et développement*. A. Quesnel & P. Vimard. Paris: ORSTOM, 13-22p.
- Pinxten R., 1997. Identité et conflit: personnalité, socialité et culturalité. *Afers Internacionals, Fundació CIDOB* 36: 157-175.
- Pitte J.-R., 1983. *Histoire du paysage français. Le profane: du 16ème siècle à nos jours*. Paris: Tallandier, 208p.
- Plata W., G. Colque & N. Calle, 2003. *Visiones de desarrollo en comunidades Aymaras. Tradición y modernidad en tiempos de globalización*. La Paz: PIEB, 132p.
- Poche B., 1992. Citoyenneté et représentation de l'appartenance. *Espaces et Sociétés* 68(1): 15-38.
- Polèse M., 1994. *Economie urbaine et régionale. Logique spatiale des mutations économiques*. Paris: Economica, 400p.
- Polèse M., 1998. *Economía urbana y regional: introducción a la relación entre territorio y desarrollo*. Cartago, Costa Rica: Libro Universitario Regional, 435p.
- Portes A., 1999. La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales. *Actes de la recherche en sciences sociales, CNRS, Paris* 129: 15-25.
- Portnoff A.-Y., 2003. *Pathways to Innovation*. Paris: Futuribles, 64p.
- Pourtier R., 2002. Hommage. Le monde tropical de Jean Gallais (1926-1998). Culture, pouvoir et violence. *Géographie et culture* 41: 8.

- Pourtier R., 2004. Développement 'rurable' au Sud, géodiversité et dynamiques territoriales. *Historiens & Géographes* 387: 211-216.
- Prada R. A., 1996. *Territorialidad*. La Paz: Punto Cero Editorial, Mythos, 108p.
- Prada R. A., 2003. Territorialidades secretas. *Gazeta de Antropología* 19 - version pdf: <http://hdl.handle.net/10481/7326>: 6p.
- Prada R. A., 2005. Dilemas de la Asamblea Constituyente CENDA, CEJIS, CEDIB <http://www.constituyentesoberana.org/info/?q=node/99>, 6p.
- Prada R. A., 2008. Analysis of the Bolivia's new political constitution of the state. *Crítica y Emancipación* 1: 35-50.
- Prada R. A., 2010. Transiciones en la periferia. *Crítica y Emancipación* 4: 25-45.
- Presta A. M. & (ed.), 1995. *Espacio, Etnias, Frontera. Atenuaciones políticas en el Sur del Tawantinsuyu. Siglos XV-XVIII*. Sucre: Ediciones ASUR - Antropólogos del Surandino, 344p.
- Probst K., J. Hagmann, M. Fernandez & J. A. Ashby, 2003. Understanding participatory research in the context of natural-resource management. Paradigm, approaches and typologies. *Agren Network Paper* 130: 18.
- Puga D., 1996. The rise and fall of regional inequalities. *Centre for Economic Performance*. London School of Economics: 38p.
- Pulgar Vidal J., 1996. *Geografía del Perú*. Lima: ed. 10, PEISA, 302p.
- Pumain D., 1995. Le système des villes. *Encyclopédie de la géographie*. A. Bailly, R. Ferras & D. Pumain. Paris: Economica, 623-641p.
- Pumain D., 2003. Une approche de la complexité en géographie. *Géocarrefour* 78(1): 25-31.
- Pumain D., J. M. Huriot & P.H. Derycke, 1996. *Penser la ville: théories et modèles*. Paris: Anthropos, 336p.
- Pumain D. & T. Saint-Julien, 1997. *L'analyse spatiale. 1. Localisations dans l'espace*. Paris: Armand Colin, 168p.
- Qin Y. & K. Liu, 2004. Advances in applied studies of fractal theory in geography in China. *Journal of Geographical Sciences* 14: 62-68.
- Quispe E. L., A. L. C. Aguilar, R. G. Rocha & N. C. Aranibar, 2002. *Tierra y territorio. Thaki en los ayllus y comunidades de ex hacienda*. La Paz: UTO, CEPA, PIEB, 220p.
- Racine J.-B., 1981. Problématiques et méthodologie: de l'implicite à l'explicite. *Problématiques de la géographie*. H. Isnard, J.-B. Racine & H. Raymond. Paris: Presses Universitaires de France, 85-162p.
- Raffestin C., 1977. Paysage et territorialité. *Cahiers de Géographie du Québec* 21(53-54): 123-134.
- Raffestin C., 2001. Et si les discours de la géographie humaine n'étaient que l'histoire d'un exil? *Historicité et spatialité. Le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*. J. Benoist & F. Merlini. Paris: Librairie Philosophique J. Vrin, 187-202p.

Rallet A. & A. Torre, 1995. Economie industrielle et économie spatiale: un état des lieux. *Economie industrielle et économie spatiale*. Rallet Alain & Torre André Paris: Economica, 3-37p.

Rappaport J., 2004. La geografía y la concepción de la historia de los Nasa. *Tierra adentro. Territorio indígena y percepción del entorno*. A. Surallés & P. G. Hierro. Copenhague: IWGIA, 173-185p.

Remy M. I., 2005a. Los gobiernos locales en el Perú: entre el entusiasmo democrático y el deterioro de la representación política. *El Estado está de vuelta: desigualdad, diversidad y democracia*. V. Vich. Lima: IEP, 111-136p.

Remy M. I., 2005b. *Los múltiples campos de la participación ciudadana en el Perú: un reconocimiento del terreno y algunas reflexiones*. Lima: IEP, 212p.

Renn O., 1998. The role of risk perception for risk management. *Reliability Engineering and System Safety* 59: 49-62.

Renn O., 2008. Concepts of risk: an interdisciplinary review. Part1: disciplinary risk concepts. *GAIA* 17/1: 50-66.

Requier-Desjardins D., 2009. Territoires - Identités - Patrimoine: une approche économique? *Développement durable et territoires* Dossier 12: 15.

Retailé D., 1989. Le destin du pastoralisme nome en Afrique. *L'information géographique* 3: 103-115.

Retailé D., 1996a. La vérité des cartes. *Le Débat* 5(92): 87-98.

Retailé D., 1996b. L'impératif territorial (Partie 1). *Cultures & Conflits* 21-22 - index272: 2-7.

Retailé D., 1996c. L'impératif territorial (Partie 2). *Cultures & Conflits* 21-22 - index636: 2-8.

Retailé D., 1998a. *Le monde du géographe*. Paris: Presses de Sciences Po, 283p.

Retailé D., 1998b. L'espace nomade. *Revue de Géographie de Lyon* 73(1): 71-82.

Retailé D., 1999. Jean Gallais (1926-1998). *Annales de Géographie* 605: 90-95.

Retailé D., 2005. L'espace mobile. *Le Territoire est mort, vive les territoires!* B. Antheaume & F. Giraut. Paris: IRD Éditions, 27p.

Retailé D., 2007. Quel est l'impact de la mondialisation sur le développement local ? Les échelles paradoxales du développement. *Les Cahiers d'Outre Mer* 238 - index 2351: 167-183.

Retailé D. & O. Walther, 2011. Spaces of uncertainty: a model of mobile space in Sahel. *Singapore Journal of Tropical Geography* 32(1): 85-101.

Revesz B., 2009. Gobernanza, procesos participativos y desarrollo territorial local. *Gobernabilidad y gobernanza de los territorios en América Latina*. H. Mazurek. Lima: IFEA, IRD, CESU-UMSS, 33-56p.

Revesz B., (ed), 1998. *Descentralización y gobernabilidad en tiempos de globalización*. Lima: CIPCA, IEP, 252p.

Ríos H. M., D. M. Keremba, A. F. Delgado & G. M. Ugarte, 2002. *Los Ayllus de Tacobamba. Procesos históricos, desarrollo y poder local*. La Paz: PIEB, 186p.

- Rivera S. C., 2003. "Oprimidos pero no vencidos". *Luchas del campesinado aymara y qhechwa 1900-1980*. La Paz: Aruwiwiri, Ediciones Yachaywasi, 210p.
- Riviere G., 1983. Quadripartitionn et idéologiedans les communautés Aymarasde Carangas (Bolivie). *Bulletin de l'Institut Français des Etudes Andines* 12(3-4): 41-62.
- Rivière G., 1997. Tiempo, poder y sociedad en las comunidades Aymaras del Altiplano (Bolivia). *Antropología del clima en el mundo hispanoamericano*. M. Goloubinoff, E. Katz & A. Lammel. Quito: Abya-Yala. II, 31-54p.
- Rodas Arano C. V., 2010. "Siempre llevo mi tierra conmigo". Movilidad, territorialidad e identidad en el municipio de Coroico (La Paz - Bolivia). *Carrera de antropología*. La Paz: Universidad Mayor de San Andrés. Tesis de licenciatura: 141p.
- Rojas H. L. V., 2001. *Población y Territorio. Una perspectiva histórica*. Cochabamba: CENDA, 170p.
- Romer P., 1990. Endogenous technical change. *Journal of Political Economy*, October.
- Rougerie G. & N. Beroutchachvili, 1991. *Géosystèmes et paysages, Bilan et méthodes*. Paris: A. Colin,
- Roux M., 1999. *Géographie et complexité. Les espaces de la nostalgie*. Paris: L'Harmattan, 336p.
- Roux M., 2002. *Inventer un nouvel art d'habiter. Le ré-enchantement de l'espace*. Paris: L'Harmattan, 210p.
- Safran W., 2004. Deconstructing and comparing diasporas. *Diaspora, Identity, Religion. New directions in theory and research*. W. Kokot, K. Tolöyan & C. Alfonso. New York: Routledge, 9-29p.
- Saignes T., 1981. Des lupacas dans les vallées orientales des Andes: trajets spatiaux et repères démographiques (XVI-XVII siècles). *Mélanges de la Casa de Velásquez* 17: 147-182.
- Saignes T., 1985. *Los Andes orientales: historia de un olvido*. Cochabamba: CERES / IFEA, 374p.
- Sala-i-Martin X., 2002. 15 years of new growth economics: What have we learnt ? *Columbia University, Department of Economics*. New York: 24p.
- Sánchez Parga J., 2005. _____, Proyecto de Desarrollo Rural de Cotopaxi, Sistema Educativo Intercultural Cotopaxi, 154p.
- Sanders L., 1989. *L'analyse statistique des données en géographie*. Montpellier: GIP RECLUS, 268p.
- Santos-Granero F., 2004. Escribiendo la historia en el paisaje: espacio, mitología y ritual entre la gente Yanasha. *Tierra Adentro. Territorio indígena y percepción del entorno*. A. Surallés & P. G. Hierro. Copenhague: IWGIA, 187-217p.
- Santos M., 1984. *Pour une géographie nouvelle. De la critique de la géographie à une géographie critique*. Paris: Publisud, 189p.
- Santos M., 1986. Espacio y Método. *Cuadernos Críticos de Geografía Humana* Año XII, 65: 60p.
- Santos M., 1996a. *De la totalidad al lugar*. Barcelona: Oikos-Tau, 168p.
- Santos M., 1996b. *Metamorfosis del espacio habitado*. Barcelona: Oikos-Tau, 118p.

- Santos M., 1997. *La nature de l'espace*. Paris: L'Harmattan, 276p.
- Santos M., 2000. *La naturaleza del espacio. Técnica y tiempo. Razón y emoción*. Barcelona: Editorial Ariel S.A., 348p.
- Sassone S. M., O. M. Owen & J. C. Hughes, 2004. Migrants boliviens et horticulture en el Valle Inferior del Río Chubut: transformaciones del paisaje agrario. *Migraciones transnacionales. Visiones de Norte y Sudamérica*. A. Hinojosa Gordonava. La Paz: CEF/Plural Editores, 231-268p.
- Sautter G., 1979. Le paysage comme connivence. *Hérodote*, 16: 40-67.
- Sautter G., 1985a. Paysagisme. *Dynamique des systèmes agraires: à travers champs agronomes et géographes*. ORSTOM. Paris: ORSTOM, 289-297p.
- Sautter G., 1985b. La géographie comme idéologie? *Cahiers de la Géographie du Québec* 29(77): 193-203.
- Sautter G., 1993. De Bayard à La Fayette. Très riches heures de la géographie à l'Orstom: entretien de Marielle Pepin Lehalleur *Cahiers des Sciences Humaines Trente ans (1963-1992)*: 97-104.
- Sayer A., 1991. Behind the locality debate: deconstructing geography's dualisms. *Environment and planning* 23(2): 283-308.
- Schütz A., 2009. *Contribution à une sociologie de l'action (traduction, présentation et notes par Cherry Schrecker)*. Paris: Hermann, collection Société et pensées, 182p.
- Sebill N., 1989. *Ayllus y Haciendas. Dos estudios de caso sobre la agricultura colonial en los Andes*. La Paz: Hisbol, 144p.
- Séchet R., I. Garat & D. Zeneidi, Eds., 2008. *Espaces en transactions*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 360p.
- Simmel G., 1999. *Sociologie. Etudes sur les formes de socialisation*. Paris: Presses Universitaires de France, 758p.
- Simmel G., 2010. *Sociologie. Etudes sur les formes de socialisation*. Paris: Presses Universitaires de France, Quadrige, Grands textes, 753p.
- Sjöberg L., 2000. Factors in risk perception. *Risk Analysis* 20(1): 1-11.
- Slovic P., 2000. *The perception of risk*. London: Earthscan, 474p.
- Soja E., 1989. *Postmodern geographies: The reassertion of space in critical social theory*. London, New York: Verso, 266p.
- Soja E. W., 1996. *Thirdspace: journeys to Los Angeles and other real-and-imagined places*. Oxford: Basil Blackwell, 334p.
- Somik V. L. & Y. Serdar, 2001. Regional economic convergence: Do policy instruments make a difference? *The Annals of Regional Science* 35: 153-166.
- Stevens A., 2008. L'ancrage dans un territoire, exigence réactionnaire ou condition d'autonomie? *Réfractifs* 21: 5-9.

- Stock M., 2004. L'habiter comme pratique des lieux géographiques. *Espaces Temps Document* 1138: 18p.
- Stock M., 2005. Les sociétés à individus mobiles: vers un nouveau mode d'habiter? L'exemple des pratiques touristiques. *Espaces Temps Document* 1353: 15p.
- Storey D., 1960, 2001. *Territory: the claiming of space*. Harlow: Pearson, Prentice Hall, 202p.
- Surallés A., 2004. Horizontes de intimidad, persona, percepción y espacio en los Candoshi. *Tierra Adentro. Territorio indígena y percepción del entorno*. A. Surallés & P. G. Hierro. Copenhague: IWGIA, 137-162p.
- Tajfel H. & J. C. Turner, 1986. The social identity theory of intergroup behavior. *Psychology of intergroup relations*. S. Worchel & W. Austin. Chicago: Nelson-Hall, 7-24p.
- Taylor C., 1992. *Grandeur et misère de la modernité*. Québec: Editions Bellarmin, 155p.
- Taylor C., 2002. *Le malaise de la modernité*. Paris: Les Editions du Cerf, 128p.
- Teijeiro J. V., 2007. *La rebelión permanente. Crisis de identidad y persistencia étnico-cultural aymara en Bolivia*. La Paz: PIEB, Plural editores, 312p.
- Temple D., 2003a. *Teoría de la reciprocidad. Tomo I - La reciprocidad y el nacimiento de los valores humanos*. La Paz: Padep - GTZ, 212p.
- Temple D., 2003b. *Teoría de la reciprocidad. Tomo II - La economía de reciprocidad*. La Paz: Padep - GTZ, 506p.
- Temple D., 2003c. *Teoría de la reciprocidad. Tomo III - El frente de civilización*. La Paz: Padep - GTZ, 458p.
- Temple D., F. Layme, J. Michaux, M. Gonzales & E. Blanco, 2003. *Las estructuras fundamentales de la reciprocidad*. La Paz: Tari - Plural editores - Carrera de Antropología y Arqueología UMSA, 136p.
- Théry H., 1985. La géographie rurale africaniste en questions. *Cahiers d'études africaines* 25(97): 105-109.
- Thyriion P., 1967. Regards sur le développement récent de la théorie du risque. *ASTIN Bulletin – The Journal of the International Actuarial Association* 4(2): 87-105.
- Ticona E. A., Ed. 2003. *Los Andes desde los Andes: Aymaranakana, Quichwanakana Yatxatawipa, Lup'iwipa*. La Paz: Ediciones Yachaywasi, 208p.
- Torre A., 2002. Le local à l'épreuve de l'économie spatiale. Agriculture, environnement, espaces ruraux. *Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraire et le Développement* 33p.
- Torre A., 2010. Jalons pour une analyse dynamique des proximités. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 3: 409-437.
- Torre A. & M. Filippi, 2005. *Proximités et changements socio-économiques dans les Mondes Ruraux*. Paris: INRA éditions, 338p.
- Touraine A., 1987. *El regreso del actor*. Buenos Aires: EUDEBA, 214p.
- Touraine A., 1992. *Critique de la modernité*. Paris: Fayard, 462p.

- Trom D., 2001. À l'épreuve du paysage. Constructivisme savant et sens commun constructiviste. *Revue du MAUSS* 17: 247-260.
- Tuan Y.-F., 1968. Discrepancies between environmental attitude and behaviour: examples from Europe and China. *The Canadian Geographer* 12(3): 176-191.
- Tuan Y.-F., 1971. Geography, Phenomenology, and the Study of Human Nature. *The Canadian Geographer* 15(3): 181-192.
- Tuan Y.-F., 1974. *Topophilia. A study of environmental perception, attitudes, and values*. New York: Columbia University Press, 260p.
- Tuan Y.-F., 1975a. Images and mental maps. *Annals of the Association of American Geographers* 65(2): 205-212.
- Tuan Y.-F., 1975b. Place: an experiential perspective. *Geographical Review* 65(2): 151-165.
- Tuan Y.-F., 1975c. Space and place: humanistic perspective. *Philosophy in Geography*. S. Gale & G. Olsson, 387-427p.
- Tuan Y.-F., 1976. Humanistic geography. *Annals of the Association of American Geographers* 66(2): 266-276.
- Tuan Y.-F., 1979. *Landscapes of fear*: Pantheon Books, 262p.
- Tuan Y.-F., 1990. Space and context. *By means of performance: intercultural studies of theatre and ritual*. R. Schechner & W. Appel. Cambridge: Cambridge University Press, 236-244p.
- Tuan Y.-F., 1991. A view of geography. *Geographical Review* 81(1): 99-107.
- Tuan Y.-F., 1996. *Cosmos & hearth: a cosmopolites's viewpoint*: University of Minnesota Press, 204p.
- Tuan Y.-F., 1997. *Space and Place: Humanistic Perspective. Human Geography. An essential anthology*. Oxford: Blackwell, 238p.
- Tuan Y.-F., 2001. *Space and Place. the perspective of experience*. University of Minnesota Press, 235p.
- Turco A., 2009. Topogenèse: la généalogie du lieu et la constitution du territoire. *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*. M. Vanier. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 37-44p.
- Urioste M. F. d. C., 2002. *Desarrollo rural con participación popular*. La Paz: Fundación Tierra, 300p.
- Usselman P., 1993. Les Andes: risques naturels et savoir-faire. *L'Amérique du Sud au XIXe et XXe siècles. Héritages et Territoires*. R. d'Arc. Paris: Armand Colin, 87-98p.
- Vallaux C., 1911. *Géographie sociale. Le sol et l'Etat*. Paris: Doin, 420p.
- van der Sluijs J., J. M. Douguet, M. O'Connor, A. P. Guimaraes, S. Q. Corral, L. Maxim & J. R. Ravetz, 2008. Qualité de la connaissance dans un processus délibératif. *Nature, Sciences et Sociétés* 16: 265-273.
- van Kessel J., 1992. *Cuando arde el tiempo sagrado*. La Paz: Hisbol, 190p.
- Vandenbergh F., 2001. *La sociologie de Georg Simmel*. Paris: La Découverte, 124p.

- Vanier M., 2003. L'invention des territoires: de la dispute au bien commun. *La mosaïque territoriale. Enjeux identitaires et de la décentralisation*. J. Beauchard. Paris: L'aube, essai, 184p.
- Vanier M., Ed. 2009. *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 228p.
- Vassas A., P. M. Vieira & J. R. Duprat, 2008. El auge de la quinua: cambios y perspectivas desde una visión social. *Habitat (Lidema)* 75: 31-35.
- Veltz P., 1994. *Des territoires pour apprendre à innover*. La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube, 95p.
- Veltz P., 1996. *Mondialisation villes et territoires. L'économie d'archipel*. Paris: Presses Universitaires de France, 262p.
- Veltz P., 2000. *Le nouveau monde industriel*. Paris: Gallimard, 230p.
- Veltz P., 2002. *Des lieux et des liens. Politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*. Paris: Edition de l'Aube, poche essai, 158p.
- Vergas R. H., 1998. Bolivie: la participation populaire, une source de conflit. *Problèmes d'Amérique Latine* 28: 71-84.
- Vertzberger Y. Y. I., 1995. Rethinking and reconceptualizing risk in foreign policy decision-making: a sociocognitive approach. *Political Psychology* 16(2): 347-380.
- Viadéz D. & J. Blanes, Eds., 2009. *Municipio indígena originario aymara Jesús de Machaca*. La Paz: Unión Europea, CEBEM, 192p.
- Viana Hissa C. E. & M. T. F. Ribeiro, 2010. Economies et espaces. *Penser les territoires. En hommage à Georges Benko*. P. Cary & A. Joyal. Québec: Presses de l'Université du Québec, 25-36p.
- Viceministerio de Tierras, 2010. *Atlas. Territorios indígenas y originarios en Bolivia. 2 tomos*. La Paz: Estado Plurinacional de Bolivia. Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras, 1118p.
- Villa M. & J. Martinez Pizarro, 2004. Migración internacional en América Latina y El Caribe: una revisión de patrones y tendencias. *CELADE*. Santiago de Chile: 27p.
- Villagrán C. & V. Castro, 2003. *Ciencia indígena de los Andes del Norte de Chile*. Santiago de Chile: Editorial Universitaria, 368p.
- Villareal J. M. B., 2001. *Los proyectos y la planeación territorial. Guía práctica para la formulación de proyectos y planes de desarrollo*. Bogotá: Editorial Tiempo de Leer, 84p.
- Wachtel N., 1974. La réciprocité et l'Etat Inca: de Karl Polanyi à John V. Murra. *Economies, Sociétés, Civilisations* 29ème année, n°6: 1346-1357.
- Wachtel N., 1981. Los Mitimas del Valle de Cochabamba: la política de colonización de Wayna Capaj. *Revista Historia Boliviana* 1/1.
- Wachtel N., 1990. *Le retour des ancêtres. Les indiens Ururs de Bolivie XXe - XVIe siècles. Essai d'histoire régressive*. Paris: Editions Gallimard, 689p.
- Walliser B., 1977. *Systèmes et modèles. Introduction critique à l'analyse de systèmes*. Paris: Seuil, 256p.

Walther O. & D. Retailié, 2008. Le modèle sahélien de la circulation, de la mobilité et de l'incertitude spatiale. *Autrepart* 3(47): 109-124.

Wiens J. A., 1989. *The ecology of bird communities: Foundation and patterns*: Cambridge University Press, 316p.

Wiens J. A., M. R. Moss, M. G. Turner & D. J. Mladenoff, Eds., 2007. *Foundation papers in landscape ecology*. New York: Columbia University Press, 586p.

Wong D. W. S. & A. S. Fotheringham, 1990. Urban systems as examples of bounded chaos: exploring the relationship between fractal dimension, rank-size and rural-to-urban migration. *Geografiska Annaler - B - Human Geography* 72(2/3): 89-99.

World Bank 2002. *Globalización, crecimiento, pobreza. Construyendo una economía mundial incluyente*. Washington: Alfaomega grupo editor, 152p.

Yampara S. H., 2001. *El ayllu y la territorialidad en los Andes*. La Paz: Ed. Qamán Pacha Cada, Universidad Pública de El Alto, 208p.

Yampara S. H. & D. Temple, 2008. *Matrices de civilización. Sobre la teoría económica d ellos pueblos andinos*. El Alto: Ediciones Qamañ Pacha / Fundación Qullana Suma Qamaña, 242p.

Younès C., 2009. Henri Maldiney et l'ouverture de l'espace. *Le territoire des philosophes. Lieu et espace dans la pensée au XXe siècle*. T. Paquot & C. Younès. Paris: La Découverte, 275-287p.

Zeitoun J., 1979. *Sémiotique de l'espace*. Paris Gonthier.

Zimmermann J. B., 1995. Dynamiques industrielles: le paradoxe du local. *Economie industrielle et économie spatiale*. A. Rallet & A. Torre. Paris: Economica, 146-168p.

Zlotnik H., 2006. *The complexity of international migration reviewed*. International symposium on international migration and development, Torino, Italy, 28-30 June 2006, United Nations: 36p.

ZONISIG, 1997. *Zonificación agroecologica y socioeconomica y perfil ambiental del departamento de Pando*. La Paz: Ministerio de Desarrollo Sostenible y Medio Ambiente, Prefectura del departamento de Pando, ITC.

ZONISIG, 2000. *Zonificación agroecológica y socioeconómica del departamento de Potosí*. La Paz: Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación; Prefectura del Departamento de Potosí; ITC, 244p.

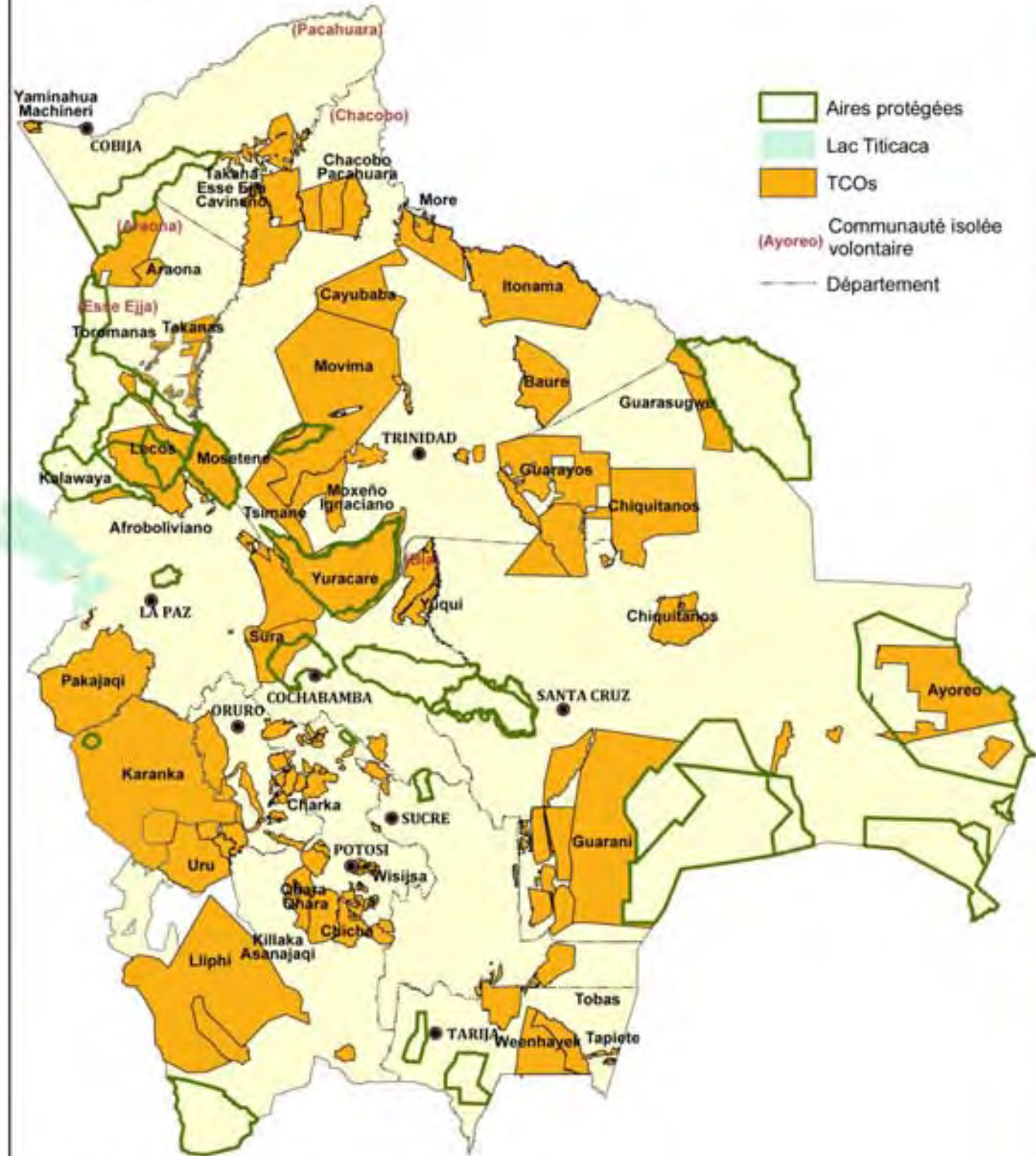
Cartes de Référence

Quelques points de repères des Andes

Pour plus de détail: voir UNICEF et FUNPROEIB Andes, 2009, Atlas Sociolinguistique de Pueblos Indígenas de América Latina, 2 tomos, Cochabamba, Bolivia



Principales Terres Communautaires d'Origine (TCO) et Parc Nationaux de Bolivie



Réalisation propre à partir de l'Atlas des Territoires Indigènes du Vice Ministère de la Terre, 2010

CARTE DE REPERAGE - BOLIVIE

